



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 15 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Stratégie de déconfinement progressif
Régime de garantie en faveur de
l'économie luxembourgeoise
Programme de stabilité et de croissance
et Programme national de réforme

p. 451

p. 469

p. 487

Sommaire des séances publiques nos 30 à 32

Sommaire des questions parlementaires

p. 501

p. Q366

30^e séance

31^e séance

32^e séance

Vendredi 17 avril 2020

Samedi 18 avril 2020

Mardi 5 mai 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Des solutions durables aux défis globaux



M. le Président Fernand Etgen a participé par visioconférence à la conférence.

« Les parlementaires ont un mot important à dire en proposant des solutions globales et durables aux défis globaux tels que l'urgence climatique. »

C'est le constat de M. le Président de la Chambre des Députés lors de son intervention dans le cadre de la 5^e Conférence mondiale des Présidents de parlement organisée par l'organisation mondiale des parlements nationaux UIP, les 19 et 20 août 2020.

Au cours du débat « Intensifier l'action parlementaire pour répondre à l'urgence climatique », M. Fernand Etgen a insisté sur le fait qu'il existe un lien entre la dégradation de l'environnement, le changement climatique et l'apparition de nouvelles maladies comme le Covid-19. « Il faut tout mettre en œuvre pour prévenir à l'avenir de telles catastrophes sanitaires et écologiques », a-t-il encore précisé face à ses homologues.

Un des défis majeurs est la préservation des écosystèmes qui sont des facteurs de production et des milieux de vie des peuples mondiaux dans lesquels ils puisent les ressources indispensables pour leur subsistance. Selon M. Fernand Etgen, il est indispensable de saisir les opportunités que présente la sortie de la pandémie du Covid-19 pour assurer la transition, en misant sur une innovation écologique et des investissements durables.

M. le Président de la Chambre a souligné qu'il faut mettre en œuvre de manière conséquente le Pacte vert pour l'Europe, préconisant à côté de son ambition climatique notamment un « verdissement de la politique agricole commune avec une stratégie "de la ferme à la table" », la préservation de la biodiversité, tout

comme une mobilité durable et intelligente. Dans son discours, M. le Président de la Chambre des Députés a encore informé ses homologues issus de 193 pays du monde de la dimension environnementale du plan de relance économique de l'après-crise du Grand-Duché.

Pour un multilatéralisme plus efficace

Plus de 250 Présidents de parlement ainsi que des experts et des représentants des Nations Unies, dont le M. le Secrétaire général António Guterres, ont participé à la première partie de la 5^e Conférence mondiale des Présidents de parlement, qui se tenait sous forme virtuelle les 19 et 20 août 2020.

La deuxième partie de la conférence se tiendra sous forme physique en 2021 à Vienne. Pendant deux jours, les participants ont discuté des réponses parlementaires à la pandémie du Covid-19 ainsi que de thèmes tels que la gouvernance mondiale, les économies durables et l'urgence climatique.

Au cours de la deuxième journée, les Présidents de parlement ont adopté une déclaration commune sur le thème « Les parlements mobilisés pour un multilatéralisme plus efficace qui apporte la paix et le développement durable aux peuples et à la planète ».

Qu'est-ce que l'UIP ?

L'organisation mondiale des parlements nationaux (UIP - Union interparlementaire) est un forum de dialogue, de coopération et d'action parlementaires. 179 parlements et 13 membres associés font partie de cette organisation qui consacre ses travaux à la promotion de la paix par la diplomatie et le dialogue parlementaire.

François Benoy, rapporteur du budget 2021

M. le Député François Benoy (déi gréng) sera le rapporteur du projet de budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021.

Cette décision a été prise le 20 juillet 2020 par la Commission des Finances et du Budget. Le rapporteur est chargé de coordonner et de chapeauter les travaux législatifs concernant le projet de budget de l'État.

Le dépôt du projet de budget par le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, est prévu

pour la mi-octobre. Tout comme les années précédentes, le « budget » se composera de deux textes : le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 portera le numéro 7666 tandis que le numéro 7667 fut attribué au projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024.

Tout au long de l'automne, les différentes commissions parlementaires se réuniront pour analyser en détail les recettes et les dépenses prévues pour l'année 2021.

Le rapporteur entendra en leur avis également différents acteurs de la société civile. Les débats et le vote sont généralement organisés avant Noël.

Le budget est la loi qui établit et autorise l'ensemble des recettes et des dépenses prévisionnelles de l'État pendant une année. Bien qu'il s'agisse plutôt d'un acte d'autorisation que d'une loi au sens propre du terme, le budget est établi dans le plein respect de toutes les règles de la procédure législative en cas d'initiative gouvernementale.



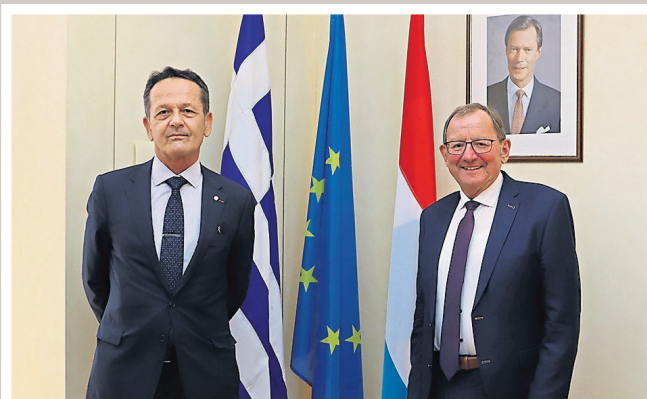
Le rapporteur désigné pour le projet de budget 2021, M. François Benoy

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

... S.E. M. Diego Brasioli,
Ambassadeur d'Italie

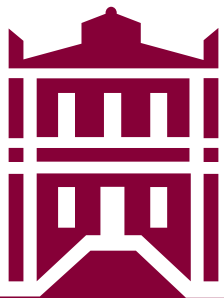


... S.E. M. Angelos Ypsilantis,
Ambassadeur de la République hellénique



... S.E. M. Heinrich Kreft (à gauche),
Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne,
et S.E. M. Han-Maurits Schaapveld (à droite),
Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas (visites d'adieu)





SÉANCE 30

VENDREDI
17 AVRIL 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Discours de M. le Président

- M. Fernand Etgen, Président

3. Communications

- M. Fernand Etgen, Président

4. 7549 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les baux à loyer dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19

7551 - Proposition de loi portant suspension pendant la durée de l'état de crise des loyers relatifs aux baux commerciaux et à usage professionnel et modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

7552 - Proposition de loi ayant pour objet de déclarer irrecevables pendant la durée de l'état de crise et les deux mois qui suivent, les demandes en faillite sur assignation à l'égard des entreprises en difficultés financières en raison de la pandémie du Covid-19

7553 - Proposition de loi portant introduction d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur des microentreprises et indépendants dans le cadre de la pandémie du Covid-19

7554 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

7556 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les contrats de crédits à la consommation dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19

- Déclarations de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président

5. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, Président

6. Dépôt de quatre motions par Mme Martine Hansen

- Mme Martine Hansen

7. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

- M. Jeff Engelen

8. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif, suivie d'un débat

- Déclaration : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- Débat : Mme Martine Hansen (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (intervention de Mme Martine Hansen) - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser (dépôt de la motion 1) - M. Marc Baum - M. Sven Clement (dépôt de la motion 2)

- Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- Motions : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

9. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'instauration d'une cellule de crise au sein du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs rassemblant ministère, administrations et acteurs clés du secteur agricole

- Discussion générale : Mme Tess Burton - Mme Martine Hansen

- Vote sur la motion (rejetée)

10. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'invitation adressée au Gouvernement à considérer les primes versées aux salariés pendant la crise sanitaire Covid-19 comme des revenus extraordinaires

- Discussion générale : Mme Martine Hansen - M. Gilles Baum - M. Roy Reding - M. Gilles Roth - M. Gilles Baum - Mme Martine Hansen

- Vote sur la motion (rejetée)

11. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise en place d'une prime spéciale unique accordée aux prestataires de soins engagés dans la lutte contre la pandémie Covid-19

- Discussion générale : Mme Martine Hansen - M. Roy Reding - M. Sven Clement - M. Mars Di Bartolomeo - M. Marc Baum - Mme Martine Hansen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

- Vote sur la motion (rejetée)

12. Motion de Mme Martine Hansen relative à la prise de toutes les initiatives nécessaires pour permettre aux patients mourants d'être dignement accompagnés en leur fin de vie

- Vote sur la motion (adoptée)

13. Motion de M. Jeff Engelen relative au soutien complémentaire des acteurs du monde agricole

- M. Jeff Engelen

14. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif (suite)

- Motion 1 : M. Fernand Kartheiser - Mme Martine Hansen - M. Sven Clement - M. Georges Engel - M. Marc Baum - M. Fernand Kartheiser

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

- Motion 2 : M. Sven Clement (renvoi de la motion en commission)

15. Dépôt d'une motion par M. Roy Reding

- M. Roy Reding

16. 7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19

- Mme Lydie Polfer (dépôt de la motion 1)

17. 7550 - Projet de loi portant report des dates limites relatives à l'exercice comptable 2019, telles que prévues aux articles 12 et 16 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques pour la durée de l'état de crise

- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Mars Di Bartolomeo

- Discussion générale : M. Léon Gloden - Mme Simone Beissel - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

18. 7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 (suite)

- Mme Lydie Polfer

19. 7546 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

- Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy

- Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Fernand Kartheiser (dépôt de la motion 1) - M. David Wagner - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - M. Gilles Roth (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Turmes (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Gilles Roth - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Turmes (interventions de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler) - M. Gilles Roth - M. le Ministre Claude Turmes (intervention de M. Claude Wiseler)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1 : M. François Benoy - M. David Wagner - M. Paul Galles - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. Sven Clement)

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Meisch, M. Claude Turmes et Mme Paulette Lenert, Ministres.

Afin de respecter les mesures sanitaires prises dans le cadre de la pandémie du Covid-19, la Chambre des Députés se réunit dorénavant en séance plénière dans les locaux du Cercle municipal de la Ville de Luxembourg.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

2. Discours de M. le Président

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber schreift haut Geschicht. Et ass eppes Aussergewöhnlech, wann d'Parlament seng öffentlech Sitzungen an engem anere Gebai ofhält. Mee dës Kris léisst eis keen anere Choix. Zënter 1860 ass et fir déi drëtte Kéier, datt d'Chamber hiert Gebai um Krautmaart verléisst.

Ech soen der Stater Buergermeeschtesch Lydie Polfer en hærzleche Merci fir hir Proposition un de Bureau vun der Chamber, eis déi beschte Stuff vun der Stad, de Cercle municipal, gratis zur Verfügung ze stellen.

Tëschent 1997 an 1999 war et schonn déi selwecht Buergermeeschtesch Lydie Polfer, déi

während de Renovatiionsaarbechten um Krautmaart der Chamber erlaabt huet, um Knuedler ze siegieren. Merci villmools, Lydie Polfer, datt s du schonn zweemol d'Chamber hebergieren.

Merci och de Responsabele vun Cercel an de gutt organisierete Servicer vun der Stad Lëtzebuerg fir hir wäertvoll logistesche Hëllef. Zesumme mat eisem Generalsekretär an eise Servicer hu si perfekt harmonéiert, fir eis et ze erméiglechen, déi öffentlech Sitzungen enner optimale Konditiounen ofzehalen. A sollt haut eppes net honnertprozenteg klappen, bieden ech lech, en An zouzedrücken.

D'Chamber huet mam Cercel e representatiivt Gebai fonnt, wou et senger Missioun an der Relatioun mat deenen anere Pouvoire gerecht gëtt. Am Cercel sinn d'Konditiounen elo ginn, fir an de recommandéierte Sécherheidsdistanze kënnen en Debat ze féieren, wou all d'Deputéiert kënnen derbäi sinn, matdebattieren a matstëmmen.

Och wa mir lo provisoresch an een anert Gebai plënneren, esou bleift d'Chamber weider d'Chamber, mat alle legislativen a Kontrollaufgaben, esou wéi se vun der Constitution virgesi sinn. D'Chamber ass voll asazfäeg a ka séier reagieren, well dës Kris brauch séier Decisiounen, mee och Ausdauer.

Mir dierfen net vergiessen, datt d'Chamber och een Deel vun der Exitstrategie muss sinn. Mir kréien an noer Zukunft nach vill Gesetzes-

virschléi wéinst Mesuren, déi nach direkt mussen geholl ginn, fir den Ausstieg aus dem État de crise ze erlaben an awer nach verschidde Mesurë weiderlafen ze loosse.

A Krisenzäiten an an enger Zäit vun Onschërheit ass et wichteg, stabil a stabill demokratesch Strukturen ze hunn, déi weiderfunktionieren an op déi jiddere sech ka verlossen.

An elo komme mer zu de Punkte vun Ordre du jour vun haut. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Nee, mee ech hunn eng Déclaration ze maachen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 17 avril 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, propositions de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7548 - Projet de loi portant prorogation de la durée de validité des cartes d'identité

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 01.04.2020

7549 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les baux à loyer dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19

Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 02.04.2020

7550 - Projet de loi portant report des dates limites relatives à l'exercice comptable 2019, telles que prévues aux articles 12 et 16 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques pour la durée de l'état de crise



Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 06.04.2020

7551 - Proposition de loi portant suspension pendant la durée de l'état de crise des loyers relatifs aux baux commerciaux et à usage professionnel et modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06.04.2020

7552 - Proposition de loi ayant pour objet de déclarer irrecevables pendant la durée de l'état de crise et les deux mois qui suivent, les demandes en faillite sur assignation à l'égard des entreprises en difficultés financières en raison de la pandémie du Covid-19

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06.04.2020

7553 - Proposition de loi portant introduction d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur des microentreprises et indépendants dans le cadre de la pandémie du Covid-19

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06.04.2020

7554 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt : M. Gilles Roth, Député, M. Marc Spautz, Député, le 06.04.2020

7555 - Projet de loi portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de la crise

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.04.2020

7556 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les contrats de crédits à la consommation dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19

Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 08.04.2020

7557 - Projet de loi portant dérogation à certaines dispositions légales applicables aux fonctionnaires et employés de l'État et aux fonctionnaires et employés communaux en relation avec l'état de crise sanitaire liée au Covid-19

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 09.04.2020

7558 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 6 mars 2013 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 14.04.2020

7559 - Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie du Covid-19

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 14.04.2020

7560 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 14.04.2020

7561 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Montréal, le 4 avril 2014, portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 15.04.2020

7562 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à La Haye, le 16 décembre 1970

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 15.04.2020

3) Les demandes de pétition publique et la demande de pétition ordinaire suivantes ont été déposées :

1542 - Demande de pétition publique : Interdiction de faillite pour entreprise ayant un litige en cours au tribunal

Dépôt : Sara Tessaro, le 02.04.2020

1543 - Demande de pétition publique : Légalisation du cannabis récréatif pendant le confinement

Dépôt : Francisco Teixeira, le 02.04.2020

1544 - Demande de pétition ordinaire : Proposition de loi

Dépôt : Vito Tria, le 06.04.2020

1546 - Demande de pétition publique : Encourager les entreprises à pratiquer le télétravail par des incitants fiscaux afin de réduire significativement le trafic et la pollution atmosphérique aux heures de pointes au Luxembourg et d'augmenter la qualité de vie globale des salariés

Dépôt : Jean-Christophe Wozninski, le 10.04.2020

1547 - Demande de pétition publique : Reconnaissance du titre de psychologue

Dépôt : Tetyana Ochkur, le 13.04.2020

1548 - Demande de pétition publique : Covid-19 : Mesures urgentes et complémentaires contre le coronavirus - pandémie globale

Dépôt : Gustavo Strassener, le 15.04.2020

1549 - Demande de pétition publique : Covid-19 : Repoussement du déconfinement pour les élèves et les étudiants

Dépôt : Louise Gras, le 15.04.2020

1550 - Demande de pétition publique : Ouverture de toutes les écoles, lycées, crèches, maisons relais seulement en septembre pour protéger tous les enfants

Dépôt : Lidia Maria Cabral Garcias, le 16.04.2020

1551 - Demande de pétition publique : Donner aux « héros » de la crise corona ce qu'ils méritent depuis toujours

Dépôt : Claude Clemens, le 16.04.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. 7549 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les baux à loyer dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19

7551 - Proposition de loi portant suspension pendant la durée de l'état de crise des loyers relatifs aux baux commerciaux et à usage professionnel et modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

7552 - Proposition de loi ayant pour objet de déclarer irrecevables pendant la durée de l'état de crise et les deux mois qui suivent, les demandes en faillite sur assignation à l'égard des entreprises en difficultés financières en raison de la pandémie du Covid-19

7553 - Proposition de loi portant introduction d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur des microentreprises et indépendants dans le cadre de la pandémie du Covid-19

7554 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

7556 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les contrats de crédits à la consommation dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19

Déclarations de recevabilité

An hîrer Reunioune vum 3. a vum 10. Abrëll 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vu sechs Propositions de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi Nummer 7549 iwwert d'Baux à loyer am Kader vun der Covid-19-Kris, déi den 2. Abrëll vum Här Sven Clement deponéiert gouf, d'Proposition de loi Nummer 7551 iwwert d'Suspension vun de kommerzielle Bailen am Kader vun der Covid-19-Pandemie, déi de 6. Abrëll vum den Här Léon Gloden, Laurent Mosar a Gilles Roth deponéiert gouf, d'Proposition de loi 7552 iwwert d'Irrecevabilitéit vu Failliten op Zouweisung während der Covid-19-Pandemie, déi de 6. Abrëll vum den Här Léon Gloden, Laurent Mosar a Gilles Roth deponéiert gouf, d'Proposition de loi Nummer 7553 iwwert d'Aféiere vun enger Indemnitéit fir Mikroentreprises a Fräiberuffer am Kader vun der Covid-19-Pandemie, déi de 6. Abrëll vum den Här Léon Gloden, Laurent Mosar a Gilles Roth deponéiert gouf, an dann d'Proposition de loi Nummer 7554, eng Ofännerung vum Steiergesetz, déi de 6. Abrëll vum den Här Léon Gloden, Laurent Mosar a Gilles Roth deponéiert gouf. A schlisslech d'Proposition de loi Nummer 7556 iwwert d'Aféiere vun Iwwergangsmesurë fir Kreditkontrakter, déi den 8. Abrëll vum Här Sven Clement deponéiert gouf.

Schleisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, dës Propositions de loi als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

(Les propositions de loi n° 7549 et n° 7551 sont renvoyées à la Commission du Logement. La proposition de loi n° 7552 est renvoyée à la Commission de la Justice. La proposition de loi n° 7553 est renvoyée à la Commission des Classes moyennes et du Tourisme. Les propositions de loi n° 7554 et n° 7556 sont renvoyées à la Commission des Finances et du Budget.)

5. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ech proposéieren haut mam Averstännis vum Här Roy Reding, de Punkt zwee vum Ordre du jour vun der Sëtzung vum muer, d'Motioun vum Här Roy Reding iwwert d'Konventioun tëschent dem Staat an dem RTL Group, erfazehuelen, well hei e Recours virum Tribunal administratif unhängeg ass, a grad wat d'Mise à disposition ubelaangt. Soubal mer e Jugement hunn, wäert dës Motioun dann an der Chamber traitéiert ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da géif ech dem Martine Hansen d'Wuert gi fir den Depot vu Motiounen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

6. Dépôt de quatre motions par Mme Martine Hansen

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären haut am Numm vun der CSV-Fraktioun véier Motiounen deposéieren. An ech fänke mat enger Motioun un, déi mir perséinlech, déi eis alleguer ganz staark um Häerz läit.

Dat ass nämlech, wéi Der alleguer wësst: Schwéier krank sinn a Coronazäite bedeit ganz dacks Isolatioun. Do si ganz vill Leit an de Klinicken, an den Altersheime eleng. Si sinn och eleng mat hiren Angschten. A fir d'Famill, déi dobaussen ass, bedeit dat Hëlleflosegkeet. An dat ass ëmsou méi schlëmm fir déi Leit, déi um Stierwe leien.

Dofir froe mer, datt et allgemeng erëm méiglech gëtt, fir datt déi Leit, déi um Stierwe leien, kënnen Addi gesot kréie vun deene Leit, déi hinnen am nooste stinn, dat natierlech ënnert deenen néidege Sécherheetsmesuren. An do missten national Richtlinnen ausgeschafft ginn, déi fir alleguer d'Strukturen zielen. An da mussen déi Strukturen natierlech och déi néideg Moyenen zur Verfügung gestallt kréien.

Dat ass eng éischt Motioun, ech ginn lech se, mengen ech, alleguer beieneen herno.

Motion

(Accompagnement en fin de vie)

La Chambre des Députés,

- considérant que, selon l'Institut Pasteur, cinq pour cent des patients de la maladie à coronavirus (Covid-19) nécessitent une admission en réanimation ;

- insistant sur la protection sanitaire de la population en limitant au maximum la propagation du Covid-19 ;

- estimant que les responsables des infrastructures hospitalières et d'accueil font de leur mieux dans l'accompagnement en dignité des personnes en fin de vie ;

- rappelant néanmoins le besoin profondément humain d'un accompagnement de fin de vie personnalisé et de derniers adieux à ses proches ;

- estimant que les personnes en fin de vie ont le droit à des adieux de leurs partenaire ou proches en toute dignité ;

- estimant que le partenaire et les proches aussi ont ce droit à des adieux en dignité ;

- considérant que l'isolation absolue d'une personne mourante n'est éthiquement pas compatible avec les valeurs d'une société humaine et solidaire comme le Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à prendre toutes les initiatives nécessaires pour permettre aux patients mourants d'être dignement accompagnés en leur fin de vie ;

- à limiter cet accompagnement de fin de vie au partenaire et aux proches ;

- à veiller au respect de toutes les consignes de sécurité sanitaire nécessaires lors de cet accompagnement personnel et exceptionnel ;

- à élaborer dans ce sens des lignes directrices nationales pour toutes les structures concernées ;

- à fournir les moyens nécessaires à toutes les structures concernées afin de pouvoir respecter les précitées lignes directrices.

(s.) Martine Hansen, Paul Galles, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Gilles Roth.

Eng Zweet. Do geet et ëm d'Personal, wat an de Klinicke schafft an och an de Fleegeheimer an an den Altersheimer. Fir si ass dës Zäit extreem schwéier. Mir soen hinne ganz dacks op Facebook oder soss an de soziale Medie Merci. Um aacht Auer kréie se geklappt.

Mir hätten awer gären, datt mer en zousätzleche Gest maachen. Nämlech fuerdere mer d'Regierung op, fir eng eemoleg staatlech Pimm auszebezuelen, fir eeben dee wirklech aussergeweinlechen Asaz vun all dëse Leit ze honoreieren.

An natierlech hält dat eis net dervunner of, fir datt mer spéiderhi mussen driwwer diskutéieren, fir d'Attraktivitéit vun dëse Beruffer ze erhéijen. An dofir hat de Marc Spautz jo schonn eng Interpellatioun an deem Sënn ugefrot.

Motion

(Prime spéciale unique)

La Chambre des Députés,

- reconnaissant l'effort extraordinaire du personnel engagé dans la lutte contre la pandémie Covid-19, que ce soit au niveau des établissements hospitaliers, des maisons de retraite et d'autres structures pour personnes âgées mais aussi au niveau des réseaux d'aide et de soins à domicile, des foyers ou centres spécialisés dans la prise en charge de personnes en situation de handicap ;

- constatant en effet que sans les prestataires de soins, il nous est impossible de venir à bout de la crise sanitaire mondiale qui n'épargne pas notre pays ;

- considérant que ces efforts méritent d'être honorés au-delà d'une simple marque de respect,

invite le Gouvernement

- à étoffer l'arsenal des mesures d'aide et de soutien prises dans le cadre de l'actuelle crise sanitaire et à prévoir en conséquence une mesure supplémentaire, à savoir la mise en place d'une prime spéciale unique à financer via le budget de l'État et qui serait accordée au personnel engagé dans la lutte contre la pandémie Covid-19 au niveau des établissements hospitaliers, des maisons de retraite et autres structures pour personnes âgées, mais aussi au niveau des réseaux d'aide et de soins à domicile, des foyers ou centres spécialisés dans la prise en charge de personnes en situation de handicap.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Gilles Roth.

An enger drëtter Motioun geet et drëms am Prinzip, fir dës aussergeweinlech Pimmen, déi mer gären hätten, déi soen ausbezult gi fir déi aussergeweinlech Leechtung vum dëse Leit an dëser aussergeweinlecher Zäit, datt déi och gezielt ginn als aussergeweinleche Revenu an doduerch manner sollé besteiert ginn, fir datt net dee gréissten Deel vun de Suen, déi da géifen ausbezult ginn, erëm an d'Staatskeess kommen.

An dat géif natierlech och ziele fir alleguer d'Pimmen, well et gëtt och privat Patronen, déi Pimmen ausbezuelen, fir hir Leit ze honoreieren. Dat soll fir all dës Pimmen zielen.

Motion

(Fiscalité)

La Chambre des Députés,

- constatant que certains employeurs ont annoncé vouloir payer des primes d'encouragement afin d'honorer le travail et le dévouement de leur salariés pendant la crise sanitaire Covid-19 ;

- rappelant la motion du CSV invitant le Gouvernement à prévoir une prime spéciale unique à financer via le budget de l'État pour le personnel engagé dans la lutte contre la pandémie Covid-19, que ce soit au niveau des établissements hospitaliers, des maisons de retraite et d'autres structures pour personnes âgées, mais aussi au niveau des réseaux d'aide et de soins à domicile, des foyers ou centres spécialisés dans la prise en charge de personnes en situation de handicap,

invite le Gouvernement

à considérer les primes versées aux salariés pendant la crise sanitaire Covid-19 jusqu'à concurrence d'un certain plafond comme des revenus extraordinaires conformément aux articles 131 et 132 L.I.R. permettant ainsi aux bénéficiaires de telles primes de profiter d'un allègement fiscal.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Gilles Roth.



Dann ass et eng véiert Motioun, wou et ëm d'Landwirtschaft, de Wäibau an de Gaardebau geet, wou mer soen: „Och dëse Secteur ass ganz staark betraff vum der Coronakris.“ Leider treffen déi meescht Hëllef, déi ugebuude ginn, net op dëse Secteur zou. Dofir froe mer, datt dës spezifesche Problemer vum Secteur och spezifesch Hëllef brauchen.

Mir hätte gär an och direkt Bähëllef, déi solle méiglech gi fir de Beräich vum der Landwirtschaft. Mir froen, fir datt de Chômage partiel och soll an dësem Beräich méiglech sinn. Mir froen eng Hotline an eng Krisecellule am Landwirtschaftsministère.

A virun allem, wann d'Präisser weiderhi staark falen, wéi et leider esou ausgesäit, dann hätte mer gär an, datt zousätzlech Mesuren elo scho beschloss ginn, fir dëse fir eis ganz wichtige Secteur, dee fir d'Liewensmittelsécherheet u sech essenziell fir eis ass, och an dëser Zäit ze ënnerstëtzen. An do geet et net duer, datt mer op Europa waarden.

Merci.

Motion

(Agriculture)

La Chambre des Députés,

- constatant que l'activité agricole est indispensable à l'approvisionnement alimentaire de la population ;

- constatant que l'activité agricole autochtone garantit en ce temps de confinement une grande partie de la sécurité alimentaire au Luxembourg ;

- constatant que l'impact économique négatif de la pandémie n'épargne pas non plus le secteur de l'agriculture ;

- constatant qu'en effet, la vente de produits des secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture est en diminution, par suite des mesures de confinement ;

- concluant que le secteur connaît d'ores et déjà une baisse significative du chiffre d'affaires ;

- constatant de surcroît une forte baisse des prix mondiaux de nombreux produits agricoles ;

- saluant le fait que le Gouvernement ait mis en place des mesures de soutien immédiat aux entreprises des autres secteurs pour faire face à la pandémie du coronavirus Covid-19 ;

- déplorant que nombre d'aides aux entreprises introduites par le programme de stabilisation de l'économie luxembourgeoise ne s'appliquent pas ou sont difficilement applicables au secteur primaire ;

- constatant l'exclusion du secteur agricole des aides financières non remboursables ;

- déplorant donc le fait que le Gouvernement n'ait pas pris des mesures de soutien autrement plus adaptées pour le secteur de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture,

invite le Gouvernement à adopter dans l'immédiat les mesures suivantes :

- à instaurer au sein du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs une cellule de crise rassemblant ministère, administrations et acteurs clés du secteur agricole afin de l'accompagner dans les difficultés spécifiques auxquelles il est confronté du fait de la pandémie ;

- à créer une plateforme téléphonique, une hotline directe destinée exclusivement au secteur agricole, permettant de donner des réponses immédiates, ou du moins dans les plus brefs délais, aux questions d'organisation concernant l'agriculture, la viticulture et l'horticulture dans le cadre de la pandémie Covid-19 ;

- à s'assurer que le secteur primaire puisse lui aussi bénéficier de l'ensemble des mesures prises par le Gouvernement pour venir en aide aux entreprises et aux indépendants, et plus particulièrement de l'indemnité d'urgence de 2.500 euros non remboursable et non imposable pour les indépendants ;

- à adapter, le cas échéant, lesdites mesures aux besoins et modes de fonctionnement spécifiques du secteur primaire en prévoyant entre autres que l'aide non remboursable puisse être versée en cas de cessation partielle de l'activité de l'exploitation agricole ;

- à appliquer pendant la crise Covid-19 le régime du chômage partiel aux conjoints ou membres d'une même famille exploitant une entreprise agricole, viticole ou horticole en cas de réduction ou de suspension d'une partie de son activité du fait que le Gouvernement en ait ordonné la fermeture ou ait interdit de l'exercer, tels par exemple salles de dégustation ou restaurants à la ferme ;

- à faire reprendre par la CNS le péculé de maladie non pas seulement à partir du 1^{er} avril, mais à partir du jour de la déclaration de l'état de crise par le Gouvernement ;

- à tout mettre en œuvre pour que les travailleurs saisonniers ressortissants de l'UE soient dès le mois de mai autorisés à voyager au Luxembourg, tout en mettant en place les mesures de prévention nécessaires pour protéger la santé de ces travailleurs et pour limiter au maximum le risque de contagion au virus Covid-19 ;

- à définir dès à présent une stratégie de marketing claire pour la promotion et la vente de produits régionaux et du terroir ;

- à prévoir, en cas d'effondrement continu des prix des produits agricoles, des aides supplémentaires pour soutenir les exploitations agricoles qui subissent des difficultés financières liées au virus Covid-19.

(s.) Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Octavie Modert, Marco Schank.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vilmools, Madamm Hansen.

7. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

An da géif ech d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här Jeff Engelen, deen och wëllt eng Motioun deposéieren.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech géif dann am Numm vun der ADR eng Motioun deponéieren zur Agriculture. Déi soll haut nëmmen deponéiert ginn. Si soll diskutéiert ginn, wann d'Interpellatioun vun der ADR um Ordre du jour ass vun de Léieren ze zéien aus der Kris an och de Bilan ze maachen. A mir géife se da gär diskutéieren. Ech géif se just haut deponéieren.

Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte

stellt fest,

- datt d'Landwirtschaft staark vun der Coronapandemie getraff gouf,

- datt kaum ee Bauer d'Ënnerstëtzung vu 5.000 Euro kritt huet,

- datt d'Bauern, wat d'Mëllec- an d'Fleeschpräisser ugeet, staark ënner Drock stinn,

- datt d'Bauern an d'Wënzer an enger alarmanter Situatioun sinn, well d'Aiden, déi si am Kader vun der Coronakris kréien, Hëllefsléischunge sinn, déi d'Bauere souwisou zegutt hunn,

- datt Lëtzebuerg am Fall vun enger Kris - esou wéi et sech an där aktueller Coronapandemie leider weist - net déi néideg Autarkie am landwirtschaftleche Beräich huet, fir kënnen ouni Hëllef vu baussen d'Bevëlkerung mat genuch héichwäertege Liewensmittel ze versuergen;

ass sech bewosst,

- datt eis Baueren a Wënzer niift deenen decidéierte Mesuren zousätzlech Hëllef brauchen, fir kënnen weiderzefunktionéieren,

- datt eis Baueren den Haaptnerer vun der Nation sinn,

- datt et essenziell ass, datt Lëtzebuerg am Fall vun enger akuter Kris, wou d'Versuergungsweeër mat Liewensmittel aus dem Ausland géifen zesummebréchen, seng Bevëlkerung weiderhi ka mat genuch an héichwäertege Liewensmittel versuergen,

- datt d'Biolandwirtschaft manner héich Ertrag liwwere kann ewéi déi konventionell Landwirtschaft;

fuerdert d'Regierung op,

- de betreffenen Acteuren aus dem landwirtschaftleche Beräich niift deenen decidéierte Mesuren zousätzlech Hëllef séier an onkomplizéiert zoukommen ze loosser,

- sech no der Coronakris mat de betreffenen Acteuren aus dem landwirtschaftleche Beräich ze beroden, fir déi néideg Léieren aus dëser Pandemie ze zéien,

- net, wéi am Koalitionsaccord festgehalten, op den ideologesche Wee ze goen, fir an Zukunft d'Bauern ëmmer méi ze forcéieren, fir hire Betrib op Bio ëmzestellen, mee fir de Baueren e wierkeleche Choix ze loosser, wéi si hire Betrib wëlle féieren a wat si wëllen ubauen,

- sech kloer zu der konventioneller Landwirtschaft ze bekennen, déi d'Versuergung vum Land mat héichwäertege Liewensmittel sécherstellt,

- e Masterplang op d'Been ze stellen, deen all néideg Mesuren definéiert, fir eis Baueren an der Produktioun vun héichwäertege Liewensmittel ze ënnerstëtzen, fir datt Lëtzebuerg, wat d'Ernierung ugeet, méiglechst autark funktionéiere kann.

(s.) Jeff Engelen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vilmools, Här Engelen.

8. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif, suivie d'un débat

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer eng Deklaratioun vum Premier- a Staatsminister iwwert d'Strategie vum progressiven Déconfinement, mat uschléissender Debatt, dem Modell 1. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Merci, Här President. Merci, dass mer dës Debatt och kënnen zesummen hei organiséieren. Et ass nämlech ganz wichtig, dass an engem État de crise och déi demokratesch Institutioune weiderfunktionéiere kënnen.

Dir wësst, dass et der Regierung dës le départ immens um Häerz louch, d'Chamber an déi gewielte Verrieder och matanzebannen. Souguer ier mer den État de crise an der Chamber deposéiert hunn, si mer bei lech komm, fir lech eis Volontéit zum Ausdrock ze bréngen. An duerno hu mer, ech géif soen, op d'mannst eemol d'Woch e Rendez-vous gehat, wou mer mat lech en Echange haten, fir eeben och déi Texter, déi mer ëm den Artikel 32 (4) geholl hunn, kënnen ze explizéieren.

Jo, mir hu konstruktiv zesummege schafft. An ech muss lech soen, dass dat och dobauss vum de Bierger appreciéiert gëtt, dass een dat fäerdegbréngt, wann een an engem État de crise ass, dee jo net eng einfach Decisioun war, vun der Regierung, fir et unzefroen, an och vun der Chamber, fir et ze stëmmen. Et weist, dass een an enger Kris och zesummenhält, fir aus enger Kris och zesummen erauszekommen.

Mir mussen awer och iwwert den Après-crise, an elo just nach eng Kéier fir am Institutionellen ze bleiwen, zesummen nodenken. Dir wësst jo, dass den Artikel 32 (4) limitéiert ass an der Zäit. An dofir ass et wichtig an och op ons Demande hin, dass mer zesummen en Text ausschaffen, fir eeben och op déi punktuell Froen, punktuell juristesche Froen, déi dann no engem Delai vun engem État de crise fäerdeg wäeren, zréckzekommen, ob déi dann awer nach kënnen rechtskräfteg si fir verschidde spezifesche Punkten.

Ech hat bei lech an der Kommissioun och schonn - also am Bureau an an der Conférence des Présidents - dee Punkt invoquéiert iwwert déi verschidde Facetten, déi et gëtt. De But vun der Regierung ass net, den État de crise bis de leschten Dag ze halen, mee au contraire zesummen un enger Exitstrategie ze schaffen, fir dass mer deen, soubal en net méi néideg ass, am Fong och net méi brauchen.

Här President, ech muss lech soen: „Och wann ech haut virun lech stinn, fir iwwer eng progressiv Déconfinementsstrategie mat lech ze schwätzen an eis ze echangéieren an och eeben der Chamber nozelauscheren iwwert d'Positioun vun deem engen a vun deem aneren, mussen mer wëssen, dass d'Kris net fäerdeg ass.“ Mir hunn d'Kris nach net iwwerstanen, dat ass d'Base.

Ech muss lech soen, dass mer an der Kris awer eppes gesinn hunn, wat ganz staark hei zu Lëtzebuerg war, dat wor d'Solidaritéit: d'Solidaritéit tëschen de Bierger, d'Solidaritéit tëschen de Generatiounen, d'Solidaritéit tëschen den Noperen, d'Solidaritéit vun den Associatiounen, déi Kommissioun maache gaange si fir déi eng oder fir déi aner. Solidaritéit einfach wierkelech, wéi een dat an hirer richteger Definitioun och gesäit.

Ech soen et, wéi ech et virdrun och gesot hunn, dass d'Solidaritéit och am Fong d'Responsabilitéit vun deem eenzelne Bierger war, well e wouss, dass en, andeem e sech och un d'Reegele géif halen, solidaresch wär mat senger Matbierger, well en dann eebe géif evitéieren, och e Facteur multiplicateur ze gi vun deem Virus.

Mee wéi gesot, de Kampf géint de Virus hu mer nach net gewonnen. Mee mir sinn an enger neier Phas hei an der Lutte géint de Virus. Wa mer - an dat ass de Mot d'ordre, deen ech och scho ganz am Ufank gesot hunn: „Mir waren disziplinéiert, mir sinn disziplinéiert a mir mussen weider disziplinéiert bleiwen“ -, wa mer dat net maachen, dann hu mer all déi Efforten, déi mer déi lescht Wochen alleguerten zesumme gemaach hunn, fir näscht gemaach! Mir näscht! Dowéinst sinn d'Disziplin, de Respekt nach ëmmer d'Reegel.

Mir hunn d'Entwécklung vum Covid-19 fest am Bléck, jo. Dat ass och de Grond-Depart, déi Zuelen, déi de Covid-19 betreffen, déi d'Base si vun all Decisioun, déi mer huelen. Déi, awer net nëmmen déi.

Jo, et gëtt och eng Rëtsch Kollateralschied an dat ass eng Realitéit! Et ass eng Realitéit. An Dir

hutt jo och matkritt, dass et psychosozial Problemer gëtt, dass et wirtschaftlech Problemer gëtt, dass et Gewaltproblemer gëtt, dass et Sexualproblemer gëtt. Et gëtt eng Rëtsch vu Problemer, déi och mam Confinement komm sinn.

An dës Woch hu mer och am Regierungsrat festgehalten, dass mer am Fong esou e Komitee géife kréieren, esou e Grupp géife kréieren ad hoc, deen am Fong déi Mesurë matsuvéiert. Wou mer och gemengt hunn, dass et wichtig wär, déi verschidde Facettë vun onser Zivillgesellschaft an och déi, déi representativ si vun deene verschidde Punkten, déi ech zitéiert hunn, do matanzebannen:

Do hu mer d'Nora Back, Presidentin vun der Chambre des Salariés, d'Alexa Ballmann, Presidentin vun de Jonk Handwierk, de Luc Frieden, President vun der Chambre de Commerce, den Erny Gillen, deen Expert ass an der Eethik, d'Claudia Monti als Ombudsfra, de Gilbert Pregno als Psycholog an och President vun der Mënscherechtskommissioun, de René Schlechter, deen President ass vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, an de Professor Claus Vögele, deen och Professor ass an Titulaire fir Psychologie vun der Santé op der Uni Lëtzebuerg.

Jo, ech hunn lech virdu gesot, et sinn dës Problemer, et si Suergen, et sinn Angschten, et sinn einfach vill Froen, déi jiddwereen huet, wou keen haut eng Äntwert huet. Wou keen haut eng Äntwert huet! Fir deen een ass et: „Schonn?“ Fir deen aneren ass et: „Firwat esou fréi?“ Fir deen aneren: „Hätt Der net misse méi laang waarden?“

Jo, jiddwereen huet Froen! A mir kënnen als Regierung net op all Fro och eng Äntwert hunn. An dofir sinn e Monitoring an och eng permanent Evaluatioun vun der Situatioun d'Base, fir kënnen weiderzeschaffen.

Ech verstinn, dass verschidde Leit sech d'Fro stellen, wéi et muer weidergeet - wann ech e Betrib hunn, wann ech Independant sinn, wann ech Patron sinn, wann ech Handwierker sinn, wann ech e Restaurant hunn, wann ech en Hotel hunn, wann ech net weess, wéi et fir meng Zukunft wäert ausgesinn a wéini am Fong meng Zukunft nees ufänkt -, wou mer haut all zesummen nach net definitiv Äntwerten hunn.

Dowéinst ass et fir eis awer elo méiglech, mat all deenen Etüden, déi mer gemaach hunn, mat all deem Suivi, dee mer gemaach hunn, a mat all deenen Efforten, déi mer zesummen och gemaach hunn, dass mer kënnen lues a lues an etappeweis nees probéieren, nees an e bësse méi en normaalt Liewen ze switchen. Ech soen, „e bësse méi en normaalt“, well et ass nach net muer, wou mer nees eis Reflexer, déi mer all Dag hunn, wäerte kënnen zesummen zréckfannen.

Jo, et si Phasen - an ech hunn lech dat och gesot gehat an der Chamber, Här President -, et si Phasen, wou mer mussen eeben och den Impakt vun enger Ouvertür vun enger Phas kucken, wat do eeben d'Repercussioun sinn. Mee et ass virun allem och eng Etapp mat Reegelen. Eng Etapp mat Reegelen! Mat Hygiënereegelen.

Déi Phase gi begleet duerch Hygiënereegelen, duerch d'Distanz, duerch d'Distanz, déi muss gehale ginn! An och duerch de Mondscht. An esou wéi och d'WHO et recommandéiert, wëlle mer déi verschidde eenzel Phasen eng no där anerer dann eeben och kënnen presentéieren.

D'Premisse sinn, dass de Risk esou kleng wéi méiglech ass, fir nees eng séier Verbreedung vun deem Virus ze kréien.

Éischt Premiss. Et wier e Feeler ze mengen: „Mir hunn et elo gepackt“, oder: „D'Zuele sinn haut gutt. Dofir wäert et muer besser goen.“ Kuckt a verschidde Länner, wou een dann no dräi Deeg gemengt huet, et wier alles fäerdeg, an een da mengt, dass een alles nees kann opmaachen!

Mir hunn e Gesondheetssystem - an ech wëll deenen och Merci soen -, e Gesondheetssystem, dee wierkelech net op d'Auer gekuckt huet, dee wierkelech gekämpft huet fir ze probéieren, dat Bescht ze maachen, wat een, wann een de Serment d'Hippocrate ofgeluecht huet oder an deem Beräich och schafft, sech verspricht, de Maximum ze maachen, fir Mënscheliwwen ze retten, fir ze kucken, dass et deem, deem et gëschter net gutt goug, muer nees besser geet. Dat wor d'Reegel. A mir soen hinne Merci all Dag. A mir soen hinnen och net oft genuch Merci!



Mir mussen och bei de Premisse wëssen, wat d'Auswierkung vu Mesuren am Fong op eis Gesellschaft nees sinn, wat d'Reflexer da sinn a wat dann eeben och ka geschéien. Dofir brauche mer ganz vill Informatiounen. Mir brauche ganz vill Echangingen. Mir brauchen den Testing.

Dir wësst jo, dass d'Gesondheitsministesch déi lescht Deeg erkläert huet, wéi déi Pist weidergeet. A mir hunn de Moien och de Feu vert ginn, fir e breeden Testing vun Dausende vu Leit den Dag kënnen ze maachen, mat engem Projet, wou eng Taskforce elo kreéiert ginn ass, fir un deem kënnen ze schaffen, téschent dem Héichschoulminister, also Rechercheministère, an dem Santéministère, wou mer amgaange sinn ze kucken, wéi mer dat dote kënnen maachen.

A wéi gesot, déi éischt Phas ass jo kee Geheimnis, déi hunn ech jo och an der Chamber matgedeelt, dat ass - wat jo och dobausse bekannt ass - déi vum 20. Abrëll, dat heescht wou nächste Méindeg. Do wäerten d'Chantieren, d'Handwierk, d'Konstruktiounen, d'Renovatiounen nees kënnen ufänken, awer, wéi gesot, ënner Bedéngungen. Et ass net, dass mer soen: „Et geet einfach op!“ Nee, et geet op, awer mat der Konditioun vun den Distanzen. Et geet op, awer mat der Konditioun och vum Mundschutz, do wou déi Distanzen net respektéiert kënnen ginn.

Et ass eng virsichteg Approche, déi mer geholl hunn. Et ass verschidde, wéi zum Beispill d'Chantieren, déi am Ausland net zougemaach waren, déi hu mir decidéiert zougemaachen. Mir mengen, dass et dee richteg Choix war. An ech mengen, d'Zuele beweisen, dass déi Choixen, déi mer geholl hunn, déi richteg waren, a mer elo op jidde Fall des Aktivitéiten dann och nees kënnen opmaachen.

Nieft de Chantiere sinn och d'Jardinieren, d'Paysagisten oder déi Commercen, also déi Betriber, déi Aktivitéiten, wou een essentiellement och Planzen, saisonal Planze verkeeft, virgesinn. Et ass de Bricolage, déi sougenannt Baumäert, an dat och nees eng Kéier am Respekt vun de Mesuren, déi virgesi sinn. Och d'Recyclingzentere kënnen ab e Méindeg erëm fonctionéieren.

An der éischter Phas ass nach e weideren Aspekt, iwwert dee mer och eng Diskussioun hatten, mee dee ganz, ganz wichteg ass: Dat ass eeben, d'Assistance an d'Hëllef fir d'Kanner an de Familljen och kënnen ze relancéieren, well dat ganz, ganz wichteg ass, wann een drun denkt, un d'Zukunft vun den nächste Generatiounen. Dat ass och en Deel am Fong vun där Balance, déi mer mussen ëmmer an den Aen halen: Wéi geet et deenen nächste Generatiounen weider mat deene Mesuren, déi mer haut huelen?

Jo, déi éischt Phas dauert dräi Wochen, ausser déi Exceptiounen do vum BTS, vu Première an 13^{me}, dat heescht, déi Travaux-pratiques op der Uni, déi de 4. Mee wäerten ufänken.

Jo, et sinn dräi Wochen. Dräi Woche si laang. Mee et wier e Feeler, elo ze soen: „Elo maacht Der dat heiten op!“, an da maache mer direkt d'nächst Woch eppes op, ouni ze wëssen, wat d'Repercussione kënnen si vun enger Overture, déi mer den nächste Méindeg ordonéieren. Et ass dat selwecht, verschidde Leit schreiwen: „Majo, mee firwat maacht Der net all Buttek op, firwat maacht Der et net mat deenen Distanciatiounen?“

De But ass, dass de Kontakt esou kleng wéi méiglech bleift. An nach ëmmer ass am Fong de „Bleif doheem!“ d'Reegel, op d'mannst, op d'mannst bis den 11. Mee. Ausser d'Situatioun géif sech wierklech an deenen nächsten Deeg esou positiv änneren, dass een aneschtens sollt virgoen. Et encore avec des doutes! Well mer wierklech dann nach ëmmer net den Impakt kënnen analyséieren vun deene verschidde Mesuren.

Awer och grad an déi aner Richtung, Här President, muss ech lech soen, dass dat, wat mer ugekënnegt hunn, och mat deenen Daten, och kann, wann d'Resultater schlecht sinn, nach méi laang daueren. Et kann an déi eng souwéi an déi aner Richtung goen.

Déi zweet Phas, dat wier dann, à titre indicatif - dofir insistéieren ech wierklech op den Titre indicatif -, déi vum 11. Mee. Do géif de Secondaire, also d'Lyceën, dann och nees opgoen, awer allerdéngs net komplett, mee a Gruppen. Dee System ass och fir de Fondamental. A wéi gesot, dann ass déi drëtt Phas de 25. Mee.

Jo, Här President, et gétt nach keen Datum fir eng Relance am Commerce an am Horesca. A mir wëssen, wéi schwéier d'Situatioun och ass

an deem dote Secteur. A mir wëssen iwwerhaapt, wéi schwéier d'Situatioun ass, ekonomesch gesinn, berufflech gesinn.

Ech mengen, d'Regierung huet a Rekordzäit e Stabilisatiounsprogramm vun iwwer 8,8 Milliarden Euro en place gesat, ganz direkt. Dese Pak huet Direktausgaben, dorënner de Chômage partiel, de Congé pour raisons familiales, d'Avances remboursables fir Entreprises. 8,8 Milliarden! An ech mengen, den Aarbechtsminister huet nach des Woch prezisiéiert, wivill de Chômage partiel - well verschidde Leit mengen, de Chômage partiel wier keng Aide -, mee wivill de Chômage partiel awer ausmécht an eng De-pense awer fir de Staat ass, fir dass d'Famillje sech keng Suegre musse maachen Enn des Mounts, dass et awer nach eng Perspektiv gétt.

Mir hunn d'Aidë vu 5.000 Euro fir déi kleng Betriber an 2.500 Euro fir Independantë gehat. Mir hunn d'Contributioun an d'Avancen op d'Steieren ausgesat. Muer ass ausserdeem och hei bei lech an der Chamber e Gesetz iwwert d'Garantie. Dee Pak, dee ganze Pak, deen ech elo just beschriwwen hunn, betrëfft ongeféier 14 % vum PIB! Mee, wéi scho gesot, et gétt alles permanent gemonitort an eebe sech och un d'Kris ugepasst.

D'Regierung huet de Finanzminister, de Wirtschaftsminister an de Mëttelstandsminister och gefrot, fir nei Mesuren auszuschaffen. An net méi spët wéi de Moien - de Moien, Här President! - hu mer de Prinzip fir eng nei Direkthëllef festgehalen, déi net remboursabel ass. Déi géllt fir d'Betriber vun 0 bis 20 Salaréien. Déi Aide wäert notament op zwee Krittere baséieren, wou een dovunner muss erfüllt sinn: Entweder de Betrib muss iwwert den 20. Abrëll eraus zou bleiwen, éischte Kritter, oder de Betrib kann nowiesen, dass en an enger bestëmmter Period en Abroch vun iwwer 50 % vum Chiffre d'affaires huet.

Fir d'Betriber vun 0 bis 9 Salaréien wäert de Montant vun deser Aide, déi net muss zrëckbezuellet ginn, 5.000 Euro sinn. An déi Aide kann zousätzlech zu der Aide vun deenen éischte 5.000 Euro ausbezuellet ginn, ugefrot ginn. Dat heescht, ee Betrib, deen elo scho 5.000 Euro kritt, kritt nach eng Kéier 5.000 Euro. Fir d'Betriber vun 10 bis 20 Leit wier dat eng Hëllef, déi op 12.500 Euro géif goen.

Dat si Mesuren, déi esou klengen ..., mee déi wäerten de Staat ongeféier 80 Milliounen Euro kaschten!

Och d'Situatioun vun den Independantë gétt nach eemol ënnert d'Lupp geholl. A gegebenefalls gétt och hei nach eemol d'Aide vun 2.500 Euro ugepasst.

Jo, nei Aiden. Nei Aiden, och wann nei Aiden net onbedéngt dat ass, wat d'Leit sech wënschen, Här President. Eng Rëtsch vu Leit hätte léiwer keng Aide a si kéinte muer nees opmaachen, well et gétt keng Aide, déi esou gutt ass wéi e Betrib, wou et fonctionéiert, wou ee schaffe kann, wou ee produzéieren kann, wou een eppes mécht an dofir och als deen, dee schafft, eppes dofir kritt. Et gétt keng Hëllef, déi dat dote besser ka kompenséieren!

An dowéinst ass et och fir eis wichteg, dee permanente Monitoring ze maachen. A wéi gesot: Elo ze mengen, dass een alles hätt missen opmaachen, oder well dann den Noper eppes opgemaach huet, misst dat automatisch hannendurafen - dat ass net, wat des Regierung wëllt maachen. Des Regierung huet hire Wee geholl. Des Regierung ass och responsabel fir déi Decisiounen, déi se geholl huet! Mee mir sinn der Iwwerzeugung, dass mer net nëmme kënnen kucken, wat deen een oder deen anere mécht, an da soen: „Da maache mir dat selwecht!“

Mir hu verschidde Saachen zougemaach, déi am Ausland net zougemaach gi sinn. An et si lo verschidde Saachen, wéi gesot, déi mer opmaachen, déi vläicht deen aneren net opgemaach huet. An et sinn eng Rëtsch vu Saachen, déi an den Nopeschlänner vläicht d'nächst Woch op sinn, mee déi hei zu Lëtzebuerg nach net kënnen opgoen.

Jo, Här President, et gétt keng Dispositioun, déi a Stee gemeesselt ass! Et gétt keng, déi a Stee gemeesselt ass, a mir mussen dann eeben ajustéieren. An dat kann dann och sinn, dass mer, wéi gesot, nei Mesurë mussen huelen oder heiansdo mussen op d'Brems trëppelen. Dat ass esou. Genausou kann et awer natierlech sinn, dass, esou wéi ech virdru gesot hunn, eng positiv Entwécklung mat sech bréngt, dass mer dann awer och a verschidde Phase souguer kënnen méi séier eriwergoen.

Also, wéi gesot, déi éischt Phas ass eng Phas, wou eng Period vun dräi Woche wäert sinn, fir déi richteg Evaluatioun kënnen ze maachen. Duerno si Phase virgesi vun zwou Wochen, ausser den Impakt wier ze grouss.

Wéi gesot, de Prinzip ass, dass e Lockdown bleift. Dat heescht, dass awer de „Bleif do-

heem!“ d'Realitéit soll bleiwen. An dowéinst: Déi Iddi, dass alles sollt opmaache mam Mundschutz, ass net de But.

Ech kommen dann op de Mondscht. De Mondscht ass net d'Garantie, dass näischt geschitt! De Mondscht ass eng Barriär méi, mee et ass net, dass, well een de Mondscht huet, dann op jidde Fall näischt kéint geschéien.

Dowéinst, Här President, bleift d'Maximm, de soziale Kontakt weider op e Minimum ze reduzéieren. An ech weess, wéi schwéier dat ass, an déi meescht, déi mech hei kennen, wëssen dat, an ech kennen lech och, an ech weess, wéi schwéier et fir ons alleguerten ass, net kënnen mat anere Leit zesummenzoukommen, mat anere Leit kënnen ze feieren, mat anere Leit kënnen Zäit zesummen ze verbréngen, wéi schwéier et ass fir eis alleguerten, wéi psychologesch schwéier et och ass, och fir verschidde Leit, déi am Moment Teletavail hunn, doheem sinn, a wa se fäerdeg sinn, op eng Kéier net méi wëssen, wat se iwwerhaapt mat hirer Zäit solle maachen. Dat dierf een och net vergiesen, dee ganze psychologeschen Aspekt vun engem Lockdown.

Dowéinst hu mer och eng Decisioun geholl, déi net einfach war - mee néideg, wa mer de soziale Kontakt wëllen op e Minimum limitéieren -, dass mer och bis den 31. Juli déi grouss Manifestatiounen net erlaben. A wéi mer och direkt schonn an där selwechter Nouvelle matgedeelt hunn, wäerten och keng Festivitéite sinn d'est Joer fir Nationalfeierdag.

Wéi gesot, wann d'Situatioun sech verbessert, kann ee vläicht um 31. Juli fréckelen, vläicht, mee ech gleewe kaum, well do géif ee riskéieren, nees en zweete Foyer kënnen ze kreéieren. Mee wann ee schlecht Norichten huet, ass et och méiglech, dass deen Datum misst souguer verlängert ginn.

Mir hunn och bei den Hochzäiten a bei de Begräfnisse gemierkt - an dat ass e ganz delikate Sujet, virun allem bei de Begräfnisse -, dass déi Limitatioun op fënnf Leit awer schwéier wier, well et huet ee ganz oft, wann ee Kanner huet an de Papp oder d'Mamm stierft, méi wéi fënnf Leit, déi gären derbäi wieren.

Dofir wäerte mer do op eng 20 Leit limitéieren, mat den Distanzen, déi solle sinn, fir d'Begräfnisse - an och fir d'Hochzäiten, fir d'zivil Hochzäiten -, fir dass een awer dee Moment, deen awer ganz douloureux ass, well et ee vun deene schwéiersten ass, och d'Ennerstëtzung vun deene Leit huet, mat deenen ee léif Gefiller hat a Souvenire wëllt deelen iwwert déi Person, déi ee kann huet; oder fir deen normalerweis - normalerweis! - glécklechsten Dag a sengem Liewen, dee vun der Hochzäit, kënnen da mat deene Leit, déi ee gären huet, net ze feieren, mee op d'mannst kënnen zesummen ze sinn.

Ech hu virdru vum Mondscht geschwat. Jo, et ass en neit Element vun onser Strategie. Mir sinn der Meinung, dass de Mondscht en Élément barrière supplémentaire ass, deen och wichteg ass an deem dote Kontext. A wa mer wëlle lues a lues nees an normal Aktivitéite kommen, wäert de Mondscht och nach eng gewëssen Durée, Här President, musse gebraucht ginn. De Mondscht - an ech soe spezifesch „Mondscht“ - protegéiert de Mond, mee et ass virun allem eeben eng Protektioun vun der Nues a vum Mond vis-à-vis vun deem aneren. Well wann een néist, wann een houscht, do ass de Spaut am Fong, d'Postillone sinn am Fong e Véhicule rapide vum Virus. Dofir ass et wichteg, dass een domadder och deen anere protegéiert, mee och, dass ee se dann net selwer an d'Gesicht kritt.

Dat heescht, de Mondscht kann e Schal sinn, et kann e Foulard sinn. Et sinn där hausgemaachter - et sinn eng Rëtsch vun Associatiounen, déi der maachen -, et sinn där stoffener. An déi stoffe Masken, déi ee mécht, déi kann een och kachen. Déi kann ee strecken. Déi kann een an den Uewe maachen. Also, dat heescht, et kann ee se an den Uewe maachen, awer net an d'Mikrowell! Well et huet schonn ee mer geschriwwen, en hätt seng wëllen an d'Mikrowell maachen, dat huet e Brand ugefaangen. Sorry, wann ech dat elo hei soen, wat net an de Kontext passt, mee wéi gesot, dowéinst, et soll een oppassen, wat een domadder mécht! Et sinn aner Leit, déi gesot hunn, et sollt een teste mat enger Käerz. D'Leit sollen oppassen, wa se d'Maske gebrauchen, dass se do keng Tester wëlle maachen. D'Maske ginn ausgedeelt, wéi Der wësst, an do ass och dann e Mode d'emploi, deen derbäikënnst.

Déi Maske sinn, wéi gesot, ze verstoen als e Geste barrière. A fir eis wor et ganz wichteg, och e Starterkit kënnen ze verdeelen. An deen hu mer zweemol verdeelt. An dofir erlaabt mer, hei och wierklech der Inneministesch an deem ganze CGDIS Merci ze soen, déi zesumme mam Syvicol - an ech weess, dass de President och ee vun Are Memberen hei am héijen Haus

ass - no Léisunge gesicht hunn, wéi mer kéinten deenen 102 Gemengen esou séier wéi méiglech déi Maske verdeelen. Ech wor gëschter zu Lëntgen an och zu Miersch, wou eeben Zentere sinn, wou d'Gemengen d'Material siche komm sinn, wou mer et da fäerdegbréngen, dass all Bierger fënnf Maske wäert hunn.

Ech weess, fënnf Maske geet net duer fir Wochen a fir Méint. Dofir den Appell, se ze gebrauchen - et huet jo kee Wäert, eng Mask unzehunnen, wann een doheem eleng ass -, mee dat heescht, wann een akafe geet, wann een an de Bus klëmmt, wann een op de Maart kënnst, wann een op déi Plaze geet, wou een am Fong Public begéint. Do si se och obligatoresch. Obligatoresch! An do gétt et Protokoller, wann ee sech net drun hält. A wéi gesot, déi aner Méiglechkeet ass, dass een déi gebitzten, déi hausgemaachte Masken hält. Dat, mengen ech, wäert och méi einfach sinn, vu dass een déi dann och ka botzen.

Mir wëssen, dass mir als Staat och Employeur sinn. Mir wäerten eis Responsabilitéit huele vis-à-vis vun de Beamten, wou mer et d'Distributioun iwwert de Fonction-publiques-Minister amgaange sinn ze organiséieren, fir dass dat och wäert kënnen fonctionéieren d'nächst Woch.

An dann hu mer och d'Betriber. Mir hu jo do bei de Betriber, wéi ech lech virdru gesot hunn, wann do déi Distanzen net kënnen respektéiert ginn, eng Obligatioun. An dofir wëll ech och dem Verteidigungsminister an der Armée Merci soen, déi säit de Moien amgaange sinn, fir de Betriber iwwer en Drive-in d'Méiglechkeet ze ginn, fir Masken ze verdeelen, an och déi selwecht Zuel. An do ass et esou, wann een, egal wou een oder wéi ee schafft, mee hei zu Lëtzebuerg eebe schafft, dass een do och fënnf Masken dann zegutt huet. Mee et ass eng Obligatioun op där enger Säit vum Patron, fir d'Sécurité sur le lieu du travail ze assuréieren, vun de Gemengen och vis-à-vis vun hire Bierger. Mee mir sinn och der Meinung gewiescht, dass et wichteg war als Staat, d'Responsabilitéit ze iwwerhuelen an eeben duerch déi Kontakter, duerch déi Moyenen, déi mer haten, dese Starterkit de Betriber souwéi och de Bierger zur Verfügung ze stellen.

Wéi gesot, Här President, fir mech wor et wichteg haut, zesumme mat der Regierung bei lech ze kommen. Dir hutt gesinn, dass mer ee- bis zweemol, wann net dräimol d'Woch zesummen tagen, well mer musse reagéieren. Mir mussen agéieren. Mir musse virun allem kënnen anticipéieren, ganz oft, well et wichteg ass, an deenen dote Froen ze anticipéieren. Mir kënnen d'Leit net viru Situatiounen loossen, wou se net wëssen, wéi et weidergeet. Do, wou Froe sinn, musse mer kucken, Antwerten ze fannen. An ech mengen, dass mer dat just fäerdegbréngen, wa mer weider zesummenhalen.

Mir hunn et fäerdegbruecht bis haut, Här President, dass hei an der Chamber een des Kris net als Opportunité politique gesinn huet, mee als Chance, all zesummen ze beweisen, dass mer, wann et em d'Sécherheet vun onse Bierger geet, wann et em d'Zukunft vun onsem Land geet, wann et drëm geet, zesummen de Muer ze schreiwen, net op politesch Aart a Weis, mee op mënschlech Aart a Weis, dass mer kënnen zesummeschaffen, dass hei zu Lëtzebuerg - an dat ass eng Chance, déi mer hei hunn, well dat ass net iwwerall - een zesummenhält! Dat ass eis Stärker!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech soen him Merci fir seng Ausféierungen. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat den Helmut Schmidt hei schonn zitéiert an der Chamber - zwar net hei, mee an eisem normale Plenarsall -, an zwar am Kader vun der Kris, wou ech gesot hunn: „An der Kris weist sech de Charakter!“ Ech denken, deen een oder deen aneren huet dat och schonn op déi eng oder aner Manéier gemierkt. Mee eppes steet awer fest: An der Coronakris huet sech och de Charakter vun eise Lëtzebuurger an och vun eisen Netlëtzebuurger gewisen. An zwar op eng formidabel Manéier.

Ech schwätzen hei vun der nationaler Solidaritéit, vun tëschemenschlech Respekt, vun iwermenschlech Asaz a wierklech vun nohaltiger Disziplin. Natierlech gétt et och alt emol e puer schwaarz Schof. Mee d'Wissenschaft huet eis confirméiert: Déi grouss Majoritéit huet sech richteg verhalen an der Kris, huet de „Bleif doheem!“ respektéiert, huet d'Consignen an d'Mesuren agehalen. An duerfir ass jo



och elo d'Exitstrategie, déi mer e Méindeg kënnen an Ugrëff huelen, virun allem e Verdéngscht vun de Leit. An duerfir wëll ech hinnen och wierklech Merci soe fir dat exemplarescht Verhalen.

Dir Dammen an Dir Hären, eis éischt Prioritéit ass nach ëmmer d'Gesondheet. A mir mussen hei alleguer zesumme Verantwortung iwwerhuelen, fir dësem Virus Meeschter ze ginn. Dat hunn ech schonn e puermol gesot gehat.

Mir stinn duerfir, Här Staatsminister, zu eiser Verantwortung fir d'Leit a wäerten dat och an Zukunft maachen. Duerfir hu mer als CSV och vun Ufank un den État de crise matgestëmmt, dat och a voller Längt. A mir hunn awer och eestëmmege hei eng Motioun ugeholl fir u sech eng méiglechst enk Zesummenaarbecht tëschent Regierung a Chamber.

An hei wëll ech awer eng kleng Klammer opmaachen, well dat och zu eiser Verantwortung als Opposition gehéiert. Ech wëll fir d'éischt der Madamm Lenert an dem Här Bettel Merci soen, dass si eis reegelméisseg informéiere kommen. Mir wëllen nämlech wierklech gäre konstruktiv matschaffen. A mir hunn eis Hëllef och ugebueden.

Dat geet natierlech am beschten, wann een informéiert gëtt, éier Decisiounen schonn geholl sinn. An dat war am Ufank och méi einfach. Mir hunn och do konstruktiv Virschléi gemaach. Ech erënnere mech nach un de Gilles Roth, dee geschwat hat vun den Elteren, déi d'Besuchsrecht misste behale bei de Kanner, un d'Nancy Kemp-Arendt, wat iwwert d'Bewegung dobausse geschwat huet.

Elo gi mer awer meeschtens just kuerz virun der Pressekonferenz informéiert. An ech kann lech och elo net soen, wat de Mëtteg an der Pressekonferenz war, well wann um eng Auer eng Pressekonferenz ass a mir mussen um Véierel vir zwou hei si fir ze debattéieren, dann ass dat definitiv schwiereg. Wann een also nëmmen esou kuerz virun informéiert gëtt, dann ass et schwiereg, alleguer d'Froen ze stellen, an et ass och schwiereg, an deem Fall konkret Virschléi ze maachen. Mir verstinn awer, wann Urgence ass. Mee mir wëllen, wéi gesot, keng „Kosettercher halen“, wéi Dir gesot hat, Här Staatsminister, mee mir wëlle wierklech um kuerzen Déngschtwee op de Punkt kommen an déi beschtméiglech Léisung matsichen.

Well wësst Der, a bal all Interview, an et sinn der net ganz vill, mee awer trotzdeem, a bal all Interview ginn ech gefrot: „Kënnt Dir dann als Opposition iwwerhaupt eppes maachen an dëser Zäit?“ An da soen ech ëmmer: „Jo. Mir hunn eng Verantwortung a mir wäerten déi Verantwortung och iwwerhuelen.“ Mee eis Moyene sinn awer begrenzt.

Wéi gesot, wa mer net am Virfeld informéiert ginn, da kënnen mer eis konstruktiv Virschléi ëmmer nëmmen am Nachhinein maachen. Dat ass net deen effikaste Wee. Mee mir wäerten dat awer weiderverfollegen, well dat ass och eis Verantwortung, well mir wëlle gären esou séier wéi méiglech aus dëser Kris erauskommen an och esou gutt wéi méiglech. An ech denken, dat ass eist gemeinsamt Zil heibannen.

Här President, jo, mir droen och haut de Prinzip vun enger stufeweiser Exitstrategie mat. Et ass jo u sech e Wee oder éischter eng Trap aus dem Confinement eraus, an dat net an deen ale Business-as-usual. Ech mengen, den Här Premierminister huet dat gesot, an däers muss mer eis definitiv bewusst sinn: Mir hunn nach ëmmer ee Liewe mam Virus, deen nach net verschwonne ass. Mir hunn nach kee Medikament, nach keen Impfstoff. Ech hu lo grad vum Jean-Marie Halsdorf eng Noriicht gewise kritt, dass se scho bësse méi no derbäi sinn, fir e Medikament ze fannen. Mee dat wier natierlech déi absolut beschte Léisung. Da bräichte mer net méi laang hei driwwer ze schwätzen. Mee et ass awer nach net esou wäit. An duerfir muss mer léieren, alleguer léieren, an deenen nächste Méint nach mam Virus ze liewen, an am beschte méi flexibel si wéi de Virus. An duerfir muss och déi Exitstrategie ganz flexibel bleiwen.

Well, fir et nach eemol kloer ze soen: Eis éischt Prioritéit ass a bleift d'Gesondheet. An dozou gehéiert déi physisch Gesondheet, mee awer och déi psychesch Gesondheet. Déi dierfe mer net aus den Ae verléieren.

An op där anerer Säit muss mer kucken, dass awer och erëm eis Wirtschaft un d'Rulle kënn lues a lues. Mir mussen derfir suergen, dass eis Betriber d'Kris iwwerliewen, well soss rutsche mer no dëser sanitärer Kris an eng richtig fatzeg Wirtschaftskris a Sozialkris eran.

An d'Gretchefro ass: Wéi wäit kënnen d'Beschränkunge gelabbert ginn, ouni dass de Virus sech weider ausbreit? Oder wéi wäit kënnen d'Beschränkunge gelabbert ginn an de Virus trotzdeem a Schach gehale ginn?

Fir eis ass et nämlech kloer, an ech mengen, dat ass och de Mëtteg scho betount ginn: Dës

Exitstrategie dierf keen Exit aus der Virsiicht sinn, well dat wär fatal! Et wär fatal fir eist Land, fir eis Gesellschaft an awer och fir eis Ekonomie.

Duerfir, en Exit a Stufen ass dee richtege Wee. A mir brauche bei dëser Exitstrategie gesonde Mënscheverstand, ee richtegt Aemooss, mir brauche kloer an transparent Reegelen, mir brauche kloer Kommunikatioun, mir brauchen e performante Monitoring an natierlech och eng zolidd wëssenschaftlech Begleitung. D'Regierung schafft mat de Wëssenschaftler zesummen. Mir hunn déi Etüden a Resultater net all. Duerfir ass et fir eis och heiansdo e bësse méi schwiereg fir ze beurteilen. D'Regierung huet och elo e Comité de suivi, e Grupp ad hoc sech ginn, fir d'Mesuren ze begleeden an ze evaluéieren. De Premierminister ass drop agaan.

Ech wëilt hei interesshalber gäre wëssen, wéi d'Kompositioun vun dësem Grupp festgehal ginn ass. Wéi se ausgesäit, krute mer jo gesot. Mir ass zum Beispill opgefall, dass kee Verrieder vun der Chambre des Métiers dran ass oder vun der Fédération des artisans, och kee vun der CGFP, vun de Verrieder vun de Staatsbeamten, och kee vun der Landwirtschaftskummer - déi ginn alt mol méi dacks fortgelooss. Dat heescht: No wéi enge Krittären ass dëse Comité de suivi zesummegeesat ginn?

Den Exit ass e schwierigen Equilibre. Den Här Staatsminister huet am Communiqué vun enger „stratégie de déconfinement équilibrée“ geschwat, eeben tëschent ville Facteuren. An um Enn muss net de Kommittee u sech d'Decisioun huelen, mee d'Politik muss d'Decisioun huelen. An dat ass och eng Fro vun der Verantwortung.

Mir hunn dräi Phasen, de Premier ass dorobber agaan. Déi éischt fänkt den 20. Abrëll un. Dann hu mer eng den 11. Mee a mir hunn eng de 25. Mee. Wat alles konkret an deenen eenzelne Phase geschitt, dat wësse mer nach net. Mee mir wëssen awer, dass verschidde wichteg Decisiounen bekannt sinn. An den Här Staatsminister huet och gesot: „Dës Phase si flexibel.“ Si kënnen no hannen oder no vir, oder „an déi eng oder an déi aner Richtung“, hat e gesot, verréckelt ginn. An do stelle sech natierlech d'Froen, déi, mengen ech, jiddweree sech dobausse freet: „Wéini konkret gëtt d'Decisioun geholl, ob den Exit beschleunegt gëtt oder ob en entschleunegt gëtt? Bei wéi engen Zuelen? Bei wéi engem Verlaf vun den Infektiounen? Vu wat gëtt dës Decisioun ofhängeg gemaach?“ Well nëmme wa mer dat wëssen, kënnen mir, kënnen awer och d'Betriber sech e richtegt Bild maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken emol mat där éischter Phas un, déi jo e Méindeg soll auslafen ..., ulafen, net auslafen, mir sinn nach net esou wäit, mee ulafen! Dräi Woche laang soll se daueren. D'Chantiers ginn op. De Bau, d'Renovatioun, d'Transformatioun, d'Handwierker schaffen erëm, d'Entreprises dierfen erëm schaffen. Dat ass gutt. Am Ausland ass et, wéi gesot, scho méi laang op. Natierlech brauche mer hei och kloer Richtlinne vun deenen noutwendegen Sécherheitsmesuren.

Ech weess hei nach net, wéi déi kloer Richtlinnen ausgesinn. Ech hat de Moie gemengt, ech wär dat vläicht eleng. Mee mir hunn awer nach deen een oder anere Brëif oder Mail kritt gehat, wou och Leit, déi am Secteur schaffen, dat nach net wëssen. Ech weess awer elo net, wat de Mëtteg an der Pressekonferenz gesot ginn ass, wéi gesot, mee mir brauchen hei kloer Richtlinnen, wéi eng Sécherheitsmesur mussen op deene Plazen aegehale ginn, wou d'Aarbechten erëm lassginn.

Da geet jo elo och erëm de Baumaart op. Dat schéngt mer och logesch ze sinn, well do, wou renovéiert gëtt, brauch een och Material. De Landschaftsgärtner, d'Bamschoulen dierfen erëm schaffen. Och dat schéngt eis logesch ze sinn. Ech erënnere do just u meng Ried beim État de crise, wou ech gesot hunn, ech géif net verstoen, firwat dass de Landschaftsgärtner dierft am Atelier schaffen, mee en dierft net am Gaart schaffen. Well a mengen Aen ass de Risiko am Gaart, wann een eleng schafft, manner grouss wéi am Atelier, fir sech unzeziehen.

Wéi gesot, mir brauchen ëmmer de gesonde Mënscheverstand an awer och kloer Reegelen. An déi mussen och kloer kommunizéiert ginn.

A mat „kloer Kommunikatioun“ hunn ech direkt nach eng Fro. De Premierminister sot: „De Landschaftsgärtner an de Jardinier dierfen erëm schaffen.“ Ech hunn esou e Flyer gesinn, wou dat och dropsteet. Do steet dann: „Gärtner a Landschaftsgärtner“. Wat e Landschaftsgärtner ass, ass fir mech kloer. Mee wat ass de Gärtner? Gehéiert heizou de Fleuriste? Gehéiert d'Bamschoul dobäi? Gehéiert den Zierplanzegärtner dobäi? Wann dat „Jo“ ass, dann ass dat gutt. Wann et awer „Nee“ ass, dann ass et net gutt, well da verkafen net nëm-

men d'Grande-surfaces, d'Supermarchéen, mee da vun e Méindeg un och nach d'Baumäert Blummen, Planzen, Dëppen, fir se dranzemaachen, an de Gärtner selwer dierf dat net maachen! Dat ass an eisen Aen net gerecht.

Dann dierfen och elo d'Recyclingszentren opgoen. Dat ass logesch. Mer hu scho méi laang dovunner geschwat gehat, well et u sech net ganz logesch ass, se zouzemaachen, well mer awer Dreck hunn, deen ufält, a virun allem elo am Fréijoer och de Gréngschnëtt, wou d'Leit mussen iergendwou domadder higoen. Mir begrëssen dat also, dass déi elo opginn.

Sou, dann hunn ech aus der leschter Reunion vum Bureau verhalen, dass soll sektoriell och getest ginn. De Premierminister huet elo gesot, et géif e Projet lafe mat engem breeden Testing. Ech hunn einfach d'Fro: Wat heescht dat konkret? Gëtt et do eng konkret Teststrategie? Wéi gesäit se aus?

D'Madamm Lenert sot déi lescht Woch, wann ech dat, wéi gesot, richteg verstanen hunn, dass géif envisagéiert ginn, bei grouse Secteuren, déi opginn, preventiv ze testen, fir preventiv ze filteren. Gëtt dat dann zum Beispill och an de Schoule gemaach? D'Schoulen, dat ass och e grouse Secteur, deen opgeet.

Mir denke prinzipiell, dass et gutt ass, wa mer vill testen. An dat soe jo och d'Wëssenschaft an all Experten.

Wann elo nach méi Leit schaffe gi respektiv d'Schoulen opginn, da stelle sech awer nach aner Froen. Zum Beispill: Wéi schütze mer dann déi vulnerabel Leit, déi am Prinzip misste schaffe goen? Kréien déi e Congé de maladie? Ech weess et net. Wat gesäit d'Exitstrategie vir? Oder awer och: Déi vulnerabel Leit, déi doheem wunne bei deene Leit, déi schaffe ginn, oder bei deene Leit, déi erëm an d'Schoul ginn? Wann eng Mamm oder e Papp schwéier krank ass an d'Kanner ginn erëm an d'Schoul, ass dat e Risiko, wann déi heemkommen. Wéi eng Léisungen hu mer do?

Här President, ier ech bei d'Schoul kommen an domadder bei déi zweet an drëtt Phas, wëll ech awer nach e bësse bei der Wirtschaft bleiwen. Mir mussen während dëser Zäit vun der Pandemie déi néideg Suen an de Grapp huelen, fir d'Betriber, an domadder d'Salariéen ze retten, well zu Lëtzebuerg dierfe mer keng Massefaillite kréien a mir dierfen och kee Maschëmage kréien. Mir wäerten a mussen hei awer sécher bei de Budgetdiskussiounen driwwer schwätzen. Well hei ass, an dat wëll ech betounen, d'Schëiwieder eriwwer! Hei zéien net nëmme Wolleken op, ma hei riskéiert e richtig kräftegt Donnerwieder opzezéien. An domadder wäerte mer och nach eemol iwwert de Schëiwiederpak vun dëser Regierung mussen schwätzen.

Fir eis Wirtschaft awer stuermfest ze maachen, ginn déi ablécklech Mesur vum Covid-19-Stabiliséierungspak an eisen Aen net duer, well och e groussen Deel eeben nëmme geléint oder verschoben ass.

Mir hunn elo héieren, dass nei Mesuren derbäikeimen. Mir mussen eis déi mol nach am Detail ukucken. Derbäi kënn awer trotzdeem nach, dass vill kleng Betriber an Independanten duerch d'Netz falen. Dës Netz muss mer nobesseren. Anscheinend sollen d'Hëllef jo elo ënnert d'Lupp geholl ginn. Elo weess ech net, wat do ënnert der Lupp schonn erauskomm ass. Dat wär awer interessant ze wëssen. Als CSV hate mer schonn eng Rëtsch vu Propose gemaach. Mir wäerten der och hei nach méi maachen, well wa keen dierf am Ree stoe gelooss ginn, esou wéi de Premier dat sot, da muss een de Prabbeli och grouss genuch opspanen.

A wann ech elo bei deene kleng Betriber an Independanté sinn, esou muss ech dach awer soen, dass déi rezent Aussoe vum Vizepremier vun der LSAP hei dach awer komplett deplacéiert sinn. Well jiddweree ka ...

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - ... wierklech seng Konviktiounen hunn, mee si dierfen net verletzen sinn.

(**Interruption**)

An ech menge wierklech, scho guer net als Vizepremier vun enger Regierung.

Här President, eis kleng Butteker dierfen, am Géigesaz zum Ausland, net opmaachen. De Premier ass drop agaan. Ech froe mech awer: Ass dat gerecht? Wäre net eng besser Ofstëmmung tëschent oder an der Groussregioun méiglech gewiescht? An dës Fro no der Gerechtheek stellt sech virun allem och, well d'Supermarchéen - ech hunn et scho gesot -, d'Grande-surfaces alles dierfe verkafen, an déi kleng Butteker, wéi gesot, mussen zou bleiwen. Firwat net och hinnen d'Méiglecheek ginn, opzemaachen? Natierlech ënnert deenen néi-

dege Sécherheitsmesuren. Do kéint ee sech bestëmmt verschidde Saachen afale loosse.

Ech hunn zum Beispill mat engem geschwat, deen e Vélogeschäft huet. Just e klengt Vélogeschäft. Ben, dee muss zouzemaachen, zou hunn, nach ëmmer. A verschidde Grande-surfaces ginn awer Véloer verkaaft. Bon, wann ee bis e Vélo huet, verkeeft een deen net no der Kris a keeft erëm een neien am klengen Buttek.

Mir hate schonn virun engem Mount heirober higewisen. Hei ass awer näischt geschitt. Ech weess net, ob ech d'Beispill scho gesot hat: Et huet ee mer ugeruff, bei mir aus der Géigend, deen huet e Printer gebraucht, well seng Kanner hu missen eppes erausrinten. Deen huet missen op Stroossen oder op Bartreng fueren, fir e Printer ze kréien. Net, well mir an der Géigend keng Printeren dorëmmen hätten, déi ze verkafte wären, mee well déi Butteker alleguer zou sinn. Dat ass u sech net normal.

Da kommen ech awer zu engem Secteur, deen eigentlech vum gemittlechen Zesummeliewe leeft an deen e duerfir extrem schwéier huet: Dat ass nämlech den Horeca-Beräich, eis Restaurants, eis Caféen, eis Hoteller. De Premier war drop agaan, mee ech weess awer nach näischt Konkretes. Wat ass wierklech hei geplangt? An enger zweeter Phas soll gekuckt ginn. Mee wa gekuckt gëtt, da misst ech jo wëssen: Wann d'Resultater sou sinn, da kann opgemaach ginn. An da kann opgemaach ginn ënnert deenen an deene Konditiounen. Wat wären déi Konditiounen? Gëtt zum Beispill d'Unzuel vun de Clienten, déi een dierf erauloossen, erofgesat?

Dës sinn nämlech ganz dacks kleng Betriber, déi sech et dräimol mussen iwwerleeën, ier se nach e zousätzleche Prêt opmaachen, virun allem, wa se kee Licht um Enn vum Tunnel gesinn. Duerfir wär et wichteg, dass se zumindest géifen eng gewësse Planungssécherheek kréien, iergendwéi e Wee opgewise kréien, wou et kéint higoen.

Zum Beispill och d'Coifferen, ech mengen, de Marc Spautz war schonn eng Kéier op déi agaan: Firwat huet d'Regierung - an dat ass eng Fro - bewusst decidéiert, déi zouzeloossen? Am Ausland gi se erëm opgemaach.

(**Brouhaha**)

Wéi gesot, si kënnen hir Perten net ...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Madamm Hansen, an a Frankräich, an der Belsch ...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - An Däitschland gi se erëm opgemaach.

(**Interruption par M. Xavier Bettel**)

Ben, ech stellen lech eng Fro, Här Premier. Wéi gesot, och dës Betriber kënnen hir Perten net ophuelen. Ech ginn och erëm bei de Coiffer, wann e bis op huet, mee ech kann awer déi Couppen, déi ech virun hat, net erëm eng Kéier noschneiden oder dat méi schneide loosse. Huet d'Regierung sech Gedanke gemaach, ënnert wéi enge Sécherheitsmesuren et eventuell méiglech wär, fir de Risiko ze miniméieren? Dat si jo Froen, déi ee sech awer ka stellen, déi d'Betriber sech och stellen. Wat ass an Däitschland virgesinn? Hu mer do nogefrot? Änlech Froe stelle sech awer och an engem ganz anere Beräich, ...

(**Brouhaha**)

... wat ech an der Exitstrategie elo nach net gesinn hunn: Wéini kënnen eis Dokteren erëm normal schaffen? Net nëmmen den Urgencédéngscht. Wéini kënn dat? Oder och déi aner Gesondheetspraxissen.

An da kommen ech, Dir Dammen an Dir Hären, bei d'Stéchwuert vum Mondschtzouer oder vun de Masken. Ee schwieregt Stéchwuert. An hei huet d'Meenung vun der Regierung, wann ech dat elo ganz fei soen, sech awer zimmlech staark geännert, well am Ufank gouf de Sënn vun de Maske kaum bis guer net agesinn. An elo huet d'Meenung dach zimmlech radikal geännert an d'Leit sollen elo quasi iwwer Nuecht, vun e Méindeg un dann awer eng Mask oder zumindest e Mondschtzouer unhunn, wa se méi no wéi zwee Meter beienee sinn.

Hei an der Chamber hunn ech mer déi Fro gestallt an ech hat och dem Premier se gestallt, ob en eis keng Recommandatioun géif uginn, well ech weess net, ob mer hei ëmmer déi zwee Meter kënnen anhalen. Mee en hat eis keng Recommandatioun ginn. Mir kucken da sécher, dass nach eng Kéier am Bureau duerchzediskutéieren.



Et gëllt dann u sech elo dat, wat mer zanter Woche froen, datt nieft der Distanz, nieft dem Hännwäschen och fir de Mondschutz u sech gesot gëtt: „Dat ass wichteg!“ A mir begrëssen dëse Revirement, och wann e wierklech Krämpes kascht huet, well am éischte Flyer - an doënne hunn ech de Flyer och nach gesi bei der Entrée - steet, datt e Mondschutz näischt bréngt. De Virolog Claude Muller huet dobäi vun Ufank u gesot, datt d'Droe vum Mondschutz géif ugerode ginn. Ben, den Direkter vun der Santé hat och ënnerschiddlech Aussoe gemaach. Ech soe just: Mir brauchen, fir d'Leit net ze veronschereen, eng kloer Kommunikatioun! An do muss ech awer soen, datt déi kloer Kommunikatioun an dësem Beräich gefeelt huet.

Am Ausland sinn definitiv Maske schonns relativ laang an der Diskussioun, fir en Deel vun der Exitstrategie ze ginn, an d'Gemengen an de Syvicol hunn dat och schonn zënter Woche gefrot. Am Ufank huet d'Regierung ëmmer gesot, dat géif näischt bréngen.

A well hei och keng kloer Aussoe komm sinn, hu mir als CSV dunn och en nationale Versuerungsplang vu Material, awer och vu Masken, gefrot, well mir fannen, datt d'Regierung hei eng Verantwortung huet, an dat als Deel vun der Exitstrategie.

Ech muss soen, och eenzel Buergermeeschteren hunn hir Verantwortung iwwerholl. A mat deenen ass am Prinzip de Geck gemaach ginn. An dat ass, fannen ech, net akzeptabel! Virun allem, ma ech muss och nach soen, d'Madamm Innenminister huet och nach op eng Question parlementaire hi geäntwert, datt d'Verschécke vun engem Masque chirurgical kaum duerchféierbar wär, unni ...

(Interruption)

... datt déi Mask géif kontaminéiert ginn. Sou, elo muss ech just soen: Zweek Deeg duerno maache si genau dat selwecht!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - An d'Aarbecht vum Verdeelen, dat iwwerhuelen d'Gemengen an de CGDIS. An duerfir soen ech hinne wierklech e ganz grouse Merci, well dat dooten ass net evident, fir innerhalb vun e puer Deeg alleguer eis Leit mat Masken auszustatten.

An ech soen och hei, Här President: „Ehre, wem Ehre gebührt!“ De Syvicol an eis Gemengen hunn hei Drock gemaach a wierklech eng virbildlech Aarbecht am Interessi vun eise Bierger gelescht, an, dat muss ech wierklech soen, ...

(Brouhaha)

... unni Réckewand vum Inneministère.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Sou, elo wou d'Regierung dann d'Kéier geholl hutt, kritt jiddwereen e Starterkit. An dat begrësse mer. Mir begrëssen dat ausdrécklech. Mee och hei soe mer, datt mer nach méi eng kloer Kommunikatioun brauchen. Wat geschitt, wann de Starterkit opgebraucht ass? De Premier sot, hie wéisst, datt dat net géif duergoen. Da froen ech: „Wien huet duerno d'Veantwortung ze kucken, datt d'Leit Masken hunn? Ass dat jiddwereen eenzelen, dee muss kucken? Ass dat de Betrib, dee muss kucken? Ass dat d'Gemeng, déi kuckt? Oder ass et awer de Staat? Wéi kréie mer hei verhénnert, datt mer sozial Ongerechtegkeete kréien? Ka jiddweree sech déi adequat Maske leeschten?“

An dann awer och eng Fro: Wéi eng Maske si sënnavoll? Ech sinn an dësem Beräich kee Spezialist. Ech kann lech dat net soen. Et gëtt gesot: „Mir kënnen e Schal undinn.“ Ech hunn och e Schal doleien. Mir kënnen eng gebitzte Mask huelen. Mir kënnen e Masque chirurgical huelen. Ech hunn eng Etüd gelies aus Amerika, do steet dran, datt e Masque chirurgical géif zéngmol méi schütze wéi eng aner Mask. Kréie mer déi Informatiounen? Ass zum Beispill elo hei mat den Apdikter an de Grossiste geschwat ginn, wann d'Leit elo gäre Masque-chirurgicalle géife kafen. Sinn där e Méindeg nacht Deeg och nach do, wann d'Leit der brauchen? Well eppes steet fest: Dës Course géint de Coronavirus, dat ass eng Etappcourse. An déi Course, déi wäert sécherlech mat Maske gefuer ginn. An duerfir brauche mer där.

An da wëll ech awer weider nach beim Material bleiwen. An ech kommen hei konkreet bei d'Altersheemer, d'Fleegeheemer, déi verschidde Soins-à-domicilien. Ech sinn nach gëschter do drop ugeschwat ginn, datt si net wëssen am Viraus, ob si genuch där FFP2-Masken hu fir hir Leit. Dat sinn déi Masken, déi

méi schützen, déi een am Prinzip an deene Beräicher brauch. An ech menge wierklech, datt dat net ka sinn. Si sote mer och, datt se nach ëmmer net genuch Blusen hätten an deem Beräich. Hei soe mir als CSV ganz kloer, datt dës Strukturen a puncto Material genau-sou prioritär musse behandelt gi wéi d'Kliniken, well si hu ganz vill vulnerabel Leit ze versueren. An duerfir muss dat néidegt Material och op nationalem Niveau mat där néideger Prioritéit zur Verfügung gestallt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dann zur zweeter Phas an der drëtter Phas, déi direkt mat der Schoul gekoppelt sinn. Den 11. Mee sollen d'Lycées erëm ufänken, de 25. Mee dann d'Grondschoulen. An et kënt nach eng Tëschenetapp de 4. Mee, wou d'Ofschlossklassen ufänken.

An ech fänken direkt mat dëser Etapp un. Den Här Minister huet eis gesot gehat, d'CNEL, dat heescht, d'Verieder vun de Schülerkomiteeën hätte gefrot gehat, datt dës Klassen, d'Ofschlossklasse kéinten nach an d'Schoul kommen. Ben, elo si mer awer gëschter, mengen ech, informéiert ginn, datt do e ganze Koup Premiërschüler mat där Decisioun net ganz frou sinn. Si fäerten nämlech, datt si sech an deenen zwou Woche virum Examen nach kéinten ustiechen an datt se dann den Examen net kéinte schreiwen. Si soen: „De Programm ass fäerdeg“, an datt se am Prinzip léiwer hätten, si géifen elo nach zwou Wochen Home-schooling maachen unni Risiko.

Ech géif mengen, hir Angscht ass verständlech, an hire Wunsch och. Virun allem, wann de Programm schonns fäerdeg ass. Duerfir ass meng Fro: „Kéint dat doten net eng fräiwëlleg Offer gi fir déjéineg, déi nach Erklärungen brauchen, déi nach Erklärungen brauchen zum Programm?“ Och do wär et interessant ze wëssen, wat den Här Minister dozou seet.

Da kuerz zur Decisioun, fir d'Grondschoul eréischt e gudder Krack méi spéit opzemaache wéi de Lycée. Ech verstinn d'Erklärung, datt ee seet: „Déi kleng Kanner, déi verstinn dat maner gutt, datt se zwee Meter ausernee musse bleiwen.“ Dat wär jo eng Erklärung, firwat datt ee seet: „Mat deene fänke mer méi spéit un.“ Mee trotzdeem, de 25. Mee mussen d'Kanner et da verstoen. Duerfir kann dat a mengen Aen net grad d'Haaptursach sinn.

D'Kanner an der Grondschoul brauchen op där anerer Säit awer vläicht éischter nach Hëllef vum Léierpersonal. Dat wär u sech en Argument dergéint. A komplizéiert gëtt et, well jo och vill Enseignanten am Secondaire Kanner hunn, déi nach an der Grondschoul sinn. An dës Enseignanté kënnen jo dann net op eng Crèche zrëckgräifen, well déi maachen eréischt de 25. Mee op. „D'Kanner därefen och net bei d'Bomi a bei de Bopi“, krute mer gesot, déi Méiglechkeet gëtt et och net. Dat heescht, dës Enseignanté mussen da vum Congé pour raisons familiales profitéieren. An deem Kontext wär et wierklech wichteg ze wëssen, ob de Minister weess, wivill Enseignanten am Secondaire mussen op dës Congé zrëckgräifen an ob genuch Ersatzpersonal do ass, fir dës Enseignanten an hire Fächer kënnen ze ersetzen.

D'Schoullklasse ginn dann a Gruppen opgedeelt. Et gëtt eng Woch geléiert an eng Woch geübt doheem. An an der Grondschoul ginn d'Kanner da während där Zäit, wou se üben, an d'Maison-relais. Do stellt sech d'Fro: Hu mer hei genuch Capacitéiten an deene Maison-relais, fir déi Kanner alleguer do opzeshuelen an dann och nach de Sécherheetsofstand ze garantéieren?

Mir begrëssen, datt d'Léierjungen a -meedercher elo ab dem 11. Mee kënnen schaffe goen. Och do war déi éischt Reegelung net ganz kohärent, well wum Educationministère krute mer gesot, si däreften net an de Betrib schaffe goen aus sanitäre Grënn. A vum Aarbechtsminister krute mer gesot, si däreften awer als Student schaffe goen. Ben, ganz kohärent war dat net.

Fir eis steet fest, Dir Dammen an Dir Hären: Och an der Schoul - a virun allem an der Schoul wéinst där Coronakris - musse mer festhalten, datt kee Schüler duerch d'Coronakris en dauernde Retard däreft behalen!

An zweetens: D'Schéier tëschen deene sozial schwaachen a staarke Familljen däreft net duerch d'Coronakris nach méi wäit ausernee goen. An duerfir muss gesuergt ginn, datt zum Beispill all Kand dat noutwendeg informatesch Material zur Verfügung kritt. A mir fannen, datt d'Uni.lu misst standardiséiert Epreuve fir déi ënnerschiddlech Zyklen ausschaffen, fir datt am beschten direkt, wann d'Schoul ugeet, oder spéitstens awer am September gekuckt gëtt: Op wéi engem Niveau stinn déi eenzel Kanner? An da musse se op deem Niveau speziell, geziilt Nohëllef kréien, fir datt se erëm op deem Niveau, dee virgesinn ass, kommen. An hei ass erëm eng Kéier eist Stéchwuert, wou mer schonn eng Kéier eng Motioun erabruecht haten: gratis Hausaufgabenhëllef.

A mir sollen am Prinzip an der Education och après crise Konsequenzen zéien a Konsequenzen um Niveau vun de Programmer, vun den Evaluationsmethoden. Den eSchooling, mengen ech, muss systematesch developpéiert ginn. Mee duerfir geet d'Zäit hei net duer, fir do drop anzegoen.

Eng weider Fro zur Exitstrategie ass: Wat geschitt mat de Gerichter? Wann d'Schoulen opginn, wär et dann net sënnavoll, datt och erëm eis Gerichter géifen normal funktionéieren, och dat, wat net stroferechtlech wäeren? Soss kréie mer hei nämlech e relativ grouse Retard, deen herno misst opgeschafft ginn. Ech denken, datt dat fir e Rechtsstaat och wichteg wier.

Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wëll ech awer nach op ee Punkt ze schwätze kommen, deen net däreft an der Exitstrategie feelen: Nämlech vill eeler Leit, awer net nëmme si, ginn duerch de Confinement quasi isoléiert. Si hu bal keng sozial Kontakter méi, an dat ass dramatesch, well de soziale Kontakt ass zentral. Mir alleguer hei si sozial Wiesen. Dat héiert sech vläicht e bëssen abstrakt un, mee dat ass awer esou. An ech fannen, datt och heizou missten Aussoen an der Exitstrategie drakommen. Wéini kënnen zum Beispill erëm eenzel Besicher an den Altersheemer erlaabt ginn? Wéi eng Schutzmoosname wäeren do noutwendeg?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir ënnerstëtzen also eng Exitstrategie a Stufen, hunn awer nach eng Partie Froen. „Bis elo si mer mat enger ugezunner Handbrems gefuer“, huet d'Madamm Lenert gesot gehat. A mir kënnen elo net erëm voll op de Gas drécken, well soss riskéiert dat, riicht an d'Mauer ze goen. D'Gesondheet ass eis éischt Prioritéit. Mee och eis Wirtschaft muss erëm un d'Rulle kommen, an dat, wéi gesot, mat deem noutwendeg Mënscheverstand, der noutwendeger Virsicht, awer och der noutwendeger Gerechtegkeet. Doriwwer eraus musse mer awer och zu gegebener Zäit eng Kéier e Bilan aus dëser Kris zéien a virun allem déi richteg Léieren aus der Kris zéien. An hei muss et och zu enger Neigewichtung vun eise politesche Prioritéiten an och vun eise gesellschaftleche Prioritéiten kommen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ganz kloer ass et, mengen ech, an dat hu mer scho beim État de la nation vum leschte Joer gesot gehat oder beim Budget vum leschte Joer: D'Wuelbefanne vun de Leit muss eng Prioritéit ginn an, ganz kloer, eis Gesondheetspolitik. Do muss manner no wirtschaftleche Krittäre gekuckt ginn a si muss vill méi patientenorientéiert age-riicht ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - An hei wäerte mer nach no der Kris drop zrëckkommen. An da brauche mer, wéi gesot, alleguer Courage a mir brauchen alleguer Verantwortung, well dat gehéiert derzou.

De Saint-Exupéry, den Auteur vum „Kleng Prenz“, sot schonn: „Mënsch sinn heescht och verantwortlech sinn.“

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, eist Land befénnt sech an enger Course géint de Covid-19 a mir däreften de Virus op kee Fall gewanne loosse. Mëttlerweil huet sech erausgestallt, dass et kee Sprint ass, mee et ass eng Laangstreckcourse. Jo, Lëtzebuerg leeft am Moment e Marathon géint de Coronavirus.

De Marathon ass weeder eriwwer nach hu mer scho gewonnen, mee mir sinn an enger Tëschenetapp, quasi bei engem Ravitaillement. Mir all zesummen, allegueren hei am Land, hunn et fäerdegbruecht, de Virus auszebremen, andeems mer allegueren e kollektiven Effort gemaach hunn. Dat alles kann eis virsichteg positiv stëmmen. Mee et ass nach net eriwwer an de Virus, dee wäert eis nach eng Zäitche begleeden an e wäert och nach eng Zäitchen eisen Alldag matbestëmmen a verännere.

Mee wéi dat bei engem Marathon esou ass, falen déi éischt Kilometeren engem ëmmer am einfachsten, mee wat ee méi Kilometeren ofspullt, wat d'Bee méi schwéier ginn, wat den Otem méi schwéier gëtt a wat de Wëlle fir opzegi méi grouss gëtt. A genau an där doter Phas befanne mir eis elo.

D'Zäit doheem gëtt engem immens laang. De Plaffong fält engem op de Kapp. Et vermësst ee seng sozial Kontakter, seng Frënn, seng Famil.

Ech hu Verständnis duerfir. Mee mir mussen alleguer zesumme weider op d'Zänn bäissen. Mir brauche weiderhin Disziplin an Ausdauer, fir dës Course géint de Virus ze gewinnen.

Mir alleguer bleiwen en Deel vum Problem, wa mer eis net un d'Mesuren, wa mer eis net un d'Consignen halen. A mir alleguer sinn en Deel vun der Lösung, wa mer weider doheem bleiwen an op esou weineg Kontakt mat anere Mënsche wéi nëmme méiglech zrëckgräifen.

D'Mesuren, déi d'Regierung geholl hat, hu sech als richteg erausgestallt. Lëtzebuerg ass bis elo besser duerch déi Kris hei komm wéi ganz vill aner Länner op der Welt. D'Zuelen aus de leschten Deeg beleen dat. Et stieche sech zu Lëtzebuerg manner Leit mam Virus un a mir hunn déi berüümte Kurv vun den Neinfektiounen erfollegräich ofgeflaacht.

Eng aner Zuel aus de leschten Deeg ass awer leider net ofgeflaacht, an dat ass déi vun den Affer. Mir gedenke jiddwerengem vun hinnen an drécken hire Familljen a Bekannten eist déifste Matgefill aus. All Doudegen ass en Doudegen ze vill.

An awer stellen d'Zuelen aus de leschten Deeg just e Brochdeel vun deem duer, wat op eist Land zoukomm wär, wa mir net matzäit déi richteg Mesur geholl hätten. E Bléck a Länner, déi ze laang gezéckt hunn oder haut nach zécken, de Shutdown ze decidéieren, weist en däischeren Zenario. Déi Intensivstationne sinn iwwerlaascht, et sinn net genuch Beootmungsapparatur do, d'Personal ass iwwerduert an de Gesondheetsystem brécht total zesummen. An dës Länner ass d'Stierflechkeet oft em e Villfacht méi héich. An dofir wëll ech vun dëser Plaz en oppriechte Merci an en déiwe Respekt un alleguer déi Leit ausdrécken aus dem Spidols- an dem Flegesecteur, déi bis elo alles ginn hunn an déi och weiderhi bereet sinn, alles ze ginn, an och un all déi Leit dobaussen, déi Dag fir Dag derfir suergen, dass eist Land, wann och méi lues, weiderdréit.

De Shutdown an eistem Land ass net schéin, fir kee vun eis. E war awer noutwendeg an e war richteg. An ech wëll vun dëser Plaz aus jidder Einzelne Merci soen, deen an dës schwéieren Zäite seng perséinlech Affer bruecht huet an doheembliwwen ass. Dir allegueren hutt gehollef, Mënscheliwwen ze retten.

Här President, d'Gesondheet an d'Mënscheliwwen stinn iwwer der Wirtschaft. Dës Grondsaz ass och haut nach wouer. An awer! An awer musse mer kucken an alles derfir maachen, dass et eiser Wirtschaft no dëser Kris weider gutt geet. Un eise Betriber hänken Honnerttausenden Aarbechtsplazen. Un eise Betriber hänken haaptsächlech och nach Honnerttausenden Existenzen. An ech ginn net nach eng Kéier op allegueren d'Hëllefsmesuren an, déi mir matdecidéiert hunn an déi och nach wäerten an Zukunft do sinn, fir de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen. De Montant vun dem Lëtzebuenger Stabilitéitspak, vun der Lëtzebuenger Hëllef an Héicht vun 8,8 Milliarden Euro schwätzt fir sech. An dobäi soll et jo net bleiwen: Eise Premier, de Xavier Bettel, huet weider Hëllef fir d'Betriber an Aussicht gestallt.

Onofhängeg vun dësen Hëlfe ass awer déi eenzeg Measure, déi eis Betriber mëttel- a laangfristeg um Liewen hält, d'Erëmukuerbele vun eiser Wirtschaft. Dës erfuerdert noutgedronge Labberunge vun den aktuelle Mesuren, Labberungen, déi mer eis wéinst de rezenten Entwécklungen an Erfollegger kënnen leeschten.

D'Regierung huet hir éischt Phas vun der Exitstrategie presentéiert. Et ass eng virsichteg optimistesche Strategie, eng Strategie, déi erëm méi Aktivitéit zouléist, unni dobäi awer Mënscheliwwen a Geför ze bréngen. Et ass e wëssenschaftlech baséiert Virtaschten, bis wéi wäit een zu engem bestëmmten Zäitpunkt ka goen. Et ass e permanente Monitoring vun den Infektiounen. An och d'Disponibilitéit vun de Better an eise Spideeler an op den Intensivstationen ass weiderhin e ganz, ganz wichtige Krittär. A mir däreften elo op kee Fall lichtfankeg mat dësen Entscheedungen ëmgoen. Mir befannen eis nach ëmmer op dënnem Äis. Däers solle mer eis allegueren bewusst sinn, wa mer net wëllen eng zweet Well vun Infektiounen risikéieren.

Eng oniwuerluechten Exitstrategie, en Handeln op Teufel komm raus hätt fatal Folgen, fatal Suiten a géif nees déi Etappenziler vun haut a vu muer, déi Etappenziler, déi mer erreecht hunn, an de Koup werfen an all eis Efforte wäere fir näischt gewiescht. Mir géifen nees bei null ufänken a Mënscheliwwen op d'Spill setzen. D'Andeelen vun der Exitstrategie a verschidde Phasen erlaabt der Regierung, dës schwéieren Equiliber tëschen de Mënscheliwwen an awer och der Wirtschaft hinzekréien.

Wéi de Premier ugekënnegt huet, leeft d'Phas 1 vum sougenannten Deconfinement vun e Méindeg un. Ab deem Zäitpunkt kann



de Bagger nees op de Chantiere rullen. Och d'Baumaert, d'Geschäfte mat Bricolage, d'Recyclingzentere kënnen e Méindeg ënner Sécherheetsmesuren erëm opmaachen. Dat be-
deit awer kengesfalls, dass een e Méindeg muss an de Baumaart goen! Ech wëll dat hei ganz kloer betounen. D'Leit soll weierlech nëmmen dohinnergoen, wa se onbedéngt eppes brauchen. Och de Baumaart ass keen Ausfluchszil.

(Hilarité)

Wéi gesot, mir befannen eis eréischt am Ufank. A wann dee richtegen Zäitpunkt komm ass, da kënnen och aner Secteuren nozéien.

Déi lescht Deeg hunn och d'Maske fir eng gewëssene Opreegung bei verschidene Leit an de verschidene Gemenge gesuergt. An ech wëll dofir ënnersträichen, dass et fir d'DP ganz kloer ass, dass d'Gesondheetspersonal, déi Leit aus de Klinicken an aus de Fleegeheemer bei der Verdeelung vun de Masken och weiderhi mussen absolutt prioritär behandelt ginn. Et si si, déi un eischer Front stinn. Et si si, déi de Kontakt hu mat den infizierten an och mat de potenziell infizierte Leit.

An eréischt wann dat séchergestallt ass, da sollt een de Krees méi wäit opmaachen. Dat schéngt elo de Fall ze sinn. An doriwuer, mengen ech, sollte mer eis alleguerte freeën. Elo sollen alleguer d'Bierger am Kader vun enger koordinierter Aktioun Masken zougestallt kréien a vun de Maske profitéiere kënnen. Dat ass richtig an dat ass och wichtig.

Dëst gesot, kommen ech op eng weider Moosnam, déi domadder zesummenhängt. Ab e Méindeg besteet och d'Flicht, e Mondscht op Plazen ze droen, déi fir de Public zougänglech sinn a wou ee méi enk mat de Leit a Kontakt kënn. Dat muss awer net onbedéngt eng Mask sinn. An ech wëll d'Leit direkt berouegen, net dass elo Angscht besteet, si géife protokolliert ginn, a se dofir d'Apdikten oder d'Geschäfte stiermen. Eng Mask ass zwar e Mondscht, mee net all Mondscht ass eng Mask. E Mondscht, dat kann duerchaus och e Schal sinn, dat kann e Foulard sinn, dat kann e Buff sinn, deen ee sech ëm den Hals stréckt. Wichtig ass et, dass ee versteet, dass et einfach eng weider Schutzbarriär ass virum Mond, fir den Ustiechungsrisiko erfzesetzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, och ech hu meng Kanner leider misse verträichten. Si haten déi grouss Hoffnung, fir erëm geschwé kënnen normal an d'Schoul ze goen a mat hire Schoullkolleegen an der Paus ze gecksen an ze spillen, mee dat ass awer bis op Weideres nach net de Fall. A besonnesch mengem Klengen, menger Duechter vu sechs Joer, deem fällt et ganz, ganz schweier, well et seng beschte Frëndin, d'Mia, wierklech dréngend, dréngend vermësst. Och déi Kleng muss sech also nach e bësse gedéllegen. Esou schweier dat och fir vill vun de Schüler an den Enseignanten ass, et ass och hei déi richtig Entscheedung.

De Bildungsminister Claude Meisch huet eis geschter gesot: „Et gëtt zwou fundamental verschidden Approchen. Déi éischt Approche ass déi, déi d'Reprise vun der Wirtschaft an de Mëttelpunkt stellt. An déi aner Approche ass déi, déi déi sanitär Aspekter an de Vierdergrond stellt.“ Mir hunn eis fir déi zweet Approche decidéiert. An ech mengen, dat ass och gutt esou. D'Gesondheet vun de Schüler a vun den Enseignanten muss priméieren.

Och hei féiert de Wee zrëck an d'Normalitéit iwwer verschidene Etappen. An enger éischer Phas ginn d'Dieren op fir déi Jongen a Meedercher, déi en Ofschloss maachen. Dat ass de 4. Mee de Fall. Duerno kommen d'Lyceëen drun an dann d'Grondschoulen, d'Maison-relais an an d'Crëchen.

An ech sinn och dovun iwwerzeegt, dass et eis doduerch geléngt, dee schwierigen Equiliber ze fannen tëschent, op där enger Säit, dem Miniméiere vun Ustiechungsrisiko an awer, op där anerer Säit, dem Usprouch vun der Schoul, fir hire mannegfáltegen a ganz villen Aufgabe gerecht ze ginn.

D'Enseignéieren en alternance, d'Évitéiere vu Kräizungen tëschent de Schüler, awer och d'Droe vun engem Mondscht, am Schoultransport zum Beispill, wäerten hiren Deel dozou bäidroen. D'Schoulen dierfen an d'Schoule kënnen och net éiweg zoubleiwene, dofir steet einfach fir eis Kanner ze vill um Spill. Déi ugekënnegt Mesurë sinn en éischte virsichtige, mee awer e ganz rasonabele Schrack a Richtung normale Schoulalltag. Den Här Minister a seng Leit hunn an der Lescht ganz vill geschafft, fir dës onerwaart a ganz schwierig Situatioun esou gutt wéi et geet ze gestalten an ze begleeden. An dës Aufgab ass och nach net fäerdeg.

Mäi Merci a meng Unerkennung ginn awer och un déi sëllegen Enseignanten, déi sech, net allegueren op déi selwecht Aart a Weis, nee, op hir Aart a Weis fir hir Schoullkanner agesat hunn an dëser ongewësser Phas.

An elo, och elo, wann et erëm lassgeet, wäerte si sech missen nei a Fro stellen, sech nei erfannen a kreativ ginn, wann alternativ, dat heescht mat de Klassen eng Woch iwwert déi aner soll geschafft ginn. Si alleguer wäerten un dëser Epreuve wuessen an eist Land mat sengen engagierten Enseignanten wäert gestärkt aus dësen Zäiten erausgoen.

Här President, de Fait, dass zéng Patienten aus Frankräich bei eis op den Intensivstationen betreit gi si respektiv nach betreit ginn, war, mengen ech, e ganz, ganz staarkt Zeeche vu Solidaritéit an Europa, en Zeechen, dass Europa an d'Groussregioun funktionéieren. An dat ass och gutt esou! A falls d'Zuelen eis et erlaben - ech betounen dat: falls d'Zuelen op den Intensivstationen eis et sollten erlaben -, kéint ech mer virstellen, dass mer nach eemol eisen europäeschen Noperen d'Hand sollte reechen.

D'Course géint de Coronavirus ass net eriwuer. Mir hunn de Marathon nach net gewonnen. An dat wäert och bis op Weideres esou bleiwen. Soulaang wéi keen Impfstoff existéiert, dee grouss Deeler vun der Gesellschaft wirksam schützt, sinn och an den nächste Woche weiderhin Disziplin an Ausdauer gefuerdert vun eis allegueren. Et geet ganz einfach nëmmen drëm, Mënscheliwwen ze schützen a Mënscheliwwen ze retten.

Déi einzel Mesurë géint de Coronavirus sollen esou kuerz wéi méiglech, awer esou laang wéi néideg oprechterhale ginn. Dat ass déi eenzeg responsabel Haltung, déi mir als Demokratesch Partei och weiderhi voll a ganz ënnerstëtzen. Dës Haltung gesi mir an der Exitstrategie vun der Regierung confirméiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Maxim „Bleift doheim!“ géllt nach ëmmer. An ech bleiwen dobäi, wat ech schonn eng Kéier virun e puer Wochen op der Chamberstribün gesot hunn: „Zesumme packe mir dat hei. An zesumme lafe mir als Land duerch d'Zil vun dësem Marathon.“

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vilmools, Här Gilles Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gäre mat eppes Positivem ufänken: Lëtzebuerg ass e verstänneg Vollek, well d'Zuele vun de Neinfektione sinn erofgaangen. D'Mesurë vun Confinement hu gewierkt. All d'Mesuren hu gewierkt: de Social Distancing, d'Opfuerderen, fir sech d'Hänn ze wäschen, fir opzepasst, dass ee sech net soll upaken, an och d'Strategie vun de Masken.

Ech hunn et haut nämlech gutt kënnen erliwwen, haut si jo och heibanne Leit mat Masken, a wann een eng Mask unhuet, dann hält ee sech net méi automatesch un de Social Distancing. Da kënn ee vill méi no bei d'Leit. A wa mer dat vun Ufank u matpropagéiert hätten, d'autant plus, dass keng Masken do waren, wann een dat vun Ufank u propagéiert hätt, hätt mer eis net esou gutt un déi Mesur gehalen a wär och d'Resultat net esou gutt gewiescht wéi dat, wat mer elo hunn. Duerfir ass déi Strategie, déi d'Regierung gefuer huet, mat Sécherheit déi richtig gewiescht.

(Interruption)

Mir hu keng Medikamenter. Mir hu keen Impfstoff. Mir waarden drop. Mee mir mussen eis drop baséieren, dass mer eis Distanz zouene sollen halen. Dat hu mer jo och déi lescht Woche gewisen, dass mer dat kënnen.

D'Regierung huet séier gehandelt. De Lockdown ass méi séier a méi konsequent wéi an anere Länner geschitt. An dat ass och richtig esou! Et si kloer Linne gezu ginn, kloer Message si komm. Et war net Ordre a Contrordre, well dat wär Desordre ginn. D'Regierung huet do gutt kommunizéiert.

Et ass och vill getest ginn. Et gëtt nach ëmmer vill getest. Mir testen nach ëmmer dräimol méi wéi an Däitschland, véiermol méi wéi an der Belsch, siwe- bis aachtmol méi wéi a Frankräich. An dat erlaabt dann och eng realistesch Aschtzung vun der Situatioun an erlaabt och e Monitoring vun engem schrittweisen Opmaache vun Confinement, eng essenziell Konditioun, fir deen nächste Schrëtt dann nach ze maachen.

Wichtig a richtig ass et, dass déi eenzeg Guideline vun der Regierung déi ass, dass d'Gesondheet vun de Leit am Vierdergrond steet. D'Regierung, virop eis Ressortministesch, d'Paulette Lenert, huet d'Gesondheet vun de Bierger vun Ufank u virun all dat anert gesat. Dat ass och gutt esou. All aner Approche wär an engem humanisteschen a fräie Land, a mengen Aen an an den Ae vun der LSAP, net virstellbar.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Et gëtt alles gemaach, fir dass esou wéineg Leit wéi méiglech krank ginn a matenee krank ginn, fir dass de Gesondheetssystem net iwwerlaascht gëtt.

Den 1. März hate mer deen éischte Covid-19-Fall hei zu Lëtzebuerg. Eng Rei vu Mesurë sinn dann direkt geholl ginn. An de 16. März ass de Confinement, wéi mer en elo nennen, ugaangen. Deen ass gutt akzeptéiert ginn an d'Leit hu gréisstendeels verstanen, dass d'Situatioun esoch ass.

Elo kënn déi fir mech méi schwierig Phas: den etappeweisen Exit. Et gëtt hei net eng Wourecht. Dat gesäit een och, wann een déi vill Experten héiert, déi ganz ënnerschiddlecher Meinung sinn. A si hunn och hir Meinung ëmmer mat gudden Argumenter beluecht. Et gëtt awer eng Premiss an ee Prinzip, un dee sech d'Regierung bis elo gehalen huet an dee fir eis och primordial ass: D'Gesondheet vun de Bierger steet virun allen anere Consideratiounen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Déi éischt Etapp ass ugekënnegt. Richtig Prioritéit si geholl ginn. Et ass eng virsichtig Approche. Et geet drëms, d'Fluxen ze kontrolléieren, d'Bewegung vun de Leit, wéi a wou se matenee a Kontakt kommen. Hei ass et kloer, dass, wann ee verschidde Lockerunge mécht, d'Demande opkënn, fir nach méi wäit ze goen.

An ech kann hei zum Deel d'Argumentatioun vun der Madamm Hansen verstoen. Ech ka verstoen, dass, wann een d'Grande-surfacen an d'Baumaert opmécht, an net nëmmen déi grouss Butteker, mee och déi kleng, déi an dee Beräich awer och ginn, dass et da schweier ze verstoen ass, firwat dass net aner Geschäfte och kënnen ophunn. Dat ass eng berechtigt Fro.

(Interruption)

Déi hunn natierlech ëmmer nach d'Méiglechkeet, heem ze liwweren. Mee dat ass vläicht hei zu Lëtzebuerg net ëmmer esou Usus bei jiddwerengem. Mee ech kann d'Fro effektiv verstoen.

Mee genau hei drëms geet et awer och. Et geet drëms, verschidde Bewegung vun de Leit ze erlaben, mee net ze vill opzemaachen, fir dass een d'Situatioun am Grëff behält. Wann een an enger éischer Etapp, wéi se elo virgesinn ass, mat ronn 50.000 Bewegung rechen, esou wäere mer, wann ee géif weider opmaachen an och nach aner Geschäfte géif opmaachen, séier bei 100.000 oder 150.000 Bewegungen. An duerfir ass et nun awer emol definitiv nach ze fréi. Dat kréie mer net kontrolléiert. An d'Ausbreedung vun Virus kann da ganz grav Konsequenzen hunn a mir géife riskéieren, dass dee Confinement, dee mer elo ageleet hate vum 16. März un, dass dat alles fir näischt war an dass mer, nodeems mer e klenge Schritt no vir gemaach hunn, missten e grouse Schritt no hanne maachen. Dat wär dee falsche Wee.

Ech fannen duerfir d'Iddi richtig fir ze soen: „Jo, mir mussen eis nach e bëssen Zäit ginn, an duerno muss ee kucken, ob een net pro Meterkaree esou vill Leit an engem Buttek dann zouléisst.“ An ech wëll duerfir nach eng Kéier op dat hiweisen, wat ech schonn eng Kéier gesot hunn: dass ee sech misst Gedanke maachen iwwert déi Situatioun, déi elo vum 16. März u war a grouse Butteker, grouse Surfacen, an do kucken, ob et do net an deene Grande-surfacé méi Infektione gouf oder ob et der manner gouf oder ob se am Schnëtt vun der Bevëlkerung wäeren, fir ze gesinn, wat dat ausmécht, wann esou vill Leit an e Buttek kommen.

Vill Länner hunn an enger éischer Phas d'Chantiere guer net zougemaach. Lëtzebuerg huet dat gemaach. An duerfir kënnen se och lues a lues erëm opgoen.

Dräi Woche minimum, fir den Impakt ofzeschätzen, si virgesinn, fir dann iwwer weider Phasen ze decidéieren. An d'Regierung huet eng Virstellung ginn, wéi déi nächst Etappe kéinten ausgesinn. Mee ob dat dann och esou émgesat gëtt, dat muss dann och d'Erfahrung weisen. Mir mussen do d'Evolution am A behalen.

Ee Wuert och hei zum Congé collectif. Hei solle Léisunge fonnt ginn - well mer grad beim Bau waren -, a si Léisunge fonnt ginn, déi d'Recht natierlech vun de Leit, déi schaffen, net iwwert de Koup rennen. An hei soll de gesunde Mënscheverstand walten. Ech hunn héieren, do wäere Léisungen um Dësch gewiescht. Do misst dach awer jiddwereen dee gesunde Mënscheverstand hunn, fir do am Interêt vun de Leit och Léisungen ze fannen.

An der Tëschenzäit ass et wichtig, dass d'Disziplin vun allen anere Leit, déi net an deenen essenzielle Secteure schaffen, rigouréis agehale gëtt. Et besteet de Risiko, dass dës éischt Ouvertür bei engem Deel vun de Leit als Signal opgefassst gëtt - esou wéi ech dat och haut hei

gesinn hunn -, dass dat Schlëmmst elo eriwuer ass an dass se sech net méi esou streng un d'Confinementsreegele mussen halen.

Dat wier e grouse Feeler, well de Contraire ass wouer: well wann nämlech eenzel Secteuren erëm opginn, dann hu mer méi Circulatioun bei de Leit an de Risiko vun Infektione, dee steigt. An all déi aner mussen also duebel esou gutt oppassen, fir de Virus net weiderzeverbreeden. Dat gëtt ëmmer méi schweier, wat d'Zäit, wou d'Leit am Confinement sinn, méi laang gëtt a wat d'Zuel vun den Aktivitéiten, déi erëm opginn, zouhëlt. Grad déi schrittweis Ouvertür vun de Schoule wäert an deem Sënn e groussen Challenge ginn.

Mir dierfen eis awer näischt virmaachen: Fir e weesentlechen Deel vun der Bevëlkerung wäerte warscheinlech nach ganz laang schwéierwiegend Aschränkunge bleiwen. Dat géllt ganz besonnesch fir vulnerabel Leit, déi émsou méi staark geschützt mussen ginn, wann anerer ze enger gewëssener Normalitéit zrëckfannen.

An hei ass och d'Fro: Wéi brénge mer et fäerdeg, d'Liewensqualitéit vun deene vulnerabele Leit an de Spideeler, Alters- a Fleegeheimer a soss Fleegeestatiounen ze erhalen, wa se aus gesondheetleche Grënn méintelaang mussen isoléiert bleiwen? D'Fleegepersonal mécht do wierklech säi Mënscheméiglech, fir ënnert deene schweiere Bedéngungen eens ze ginn, mee si kënnen net de Kontakt zur Famill an zur Aussewelt am Allgemengen ersetzen.

Mir mussen zesummen nodenken iwwer Alternativen, wéi de Kontakt tëschent deene vulnerabele Leit an hire Léifste ka gestärkt ginn. Ech kann déi Motioun hei och ganz gutt verstoen. An ech hoffen, dass mer do lues a lues eng Solutioun fannen. Et gëtt och Solutiounen, déi sech do schonn ofzeechnen. Ech hat e Bericht gesi vun engem Schwäizer Direkter vun engem Fleegeheim, deen eng Besuchsbos viru sengem Altersheim ageriicht huet, wou d'Leit sech awer wéinstens mol kënnen gesinn, relativ no, mat awer Plexiglas dertëscht, dass se awer kënnen a Kontakt mat hire Léifsten hunn.

An ech fannen och de Gedanke schrecklech, wann een um Stierwe läit, dass een dann net méi ka bei seng Léifste goen. Dat ass fir mech e ganz schreckleche Gedanken. An deen ass och ganz schweier ze akzeptéieren. Ech mengen, dass et do muss méiglech sinn, gewësse Léisungen ze fannen.

Generell ass net nëmmen de Problem vum Alengsinn an den Institutiounen, mee och doheem kann dat ganz beläaschtend sinn, och wann een doheem net aleng ass. Mee doheem kann och Gewalt herrschen, d'Inneministesche huet drop higewisen. Dat ass e Phenomeen, deen ass net ze negligéieren. An et ass och esou, dass de Mënsch sozial Kontakter brauch. E brauch déi tëschemenschlech Bezéiungen. De Mënsch ass, fir mech op alle Fall emol, keen Einzelkämpfer an e brauch säin Émfeld, fir seng Roll an der Gesellschaft kënnen ze spillen. An dat ass och e ganz wichtige Aspekt, dee sollt een net negligéieren.

D'Kris weist et: Dat Wichtigst ass eis Gesondheet! Et ass natierlech och e funktionéierende Sozialstaat, d'Versuergung mat Liewensmëttel, mat Energie, en Daach iwwert dem Kapp, awer och Aarbecht, e reegelméisseg Akommes, viles wat mer an deene leschte Jorzéngte fir selbstverständlech gehalen hunn. A wéi gutt huet de Mars Di Bartolomeo et dach an engem Post virun e puer Deeg geschriwwen: „Wéi séier alles änneren kann!“ Do hätt een nach virun e puer Méint geduecht, dass Solidaritéit, gläichen Zougang zu medezinesche Leeschungen, de Lëtzebuenger Solidarmodell, e gutt Sozialnetz nach just Schlagwierder aus der Vergaangenheet wieren an total aus der Moud wieren. Mee haut gesi mer méi wéi ee a jee, dass et sech gelount huet, dës fundamental Wäerter an eiser Gesellschaft ze verteidigen.

A genaousou wichtig war et och, gutt gesond Finanzen ze assuréieren an eng progressiv, virsichtig, awer net ängschtlech Finanzpolitik ze ënnerstëtzen. Si erlaabt et haut an dësen Zäiten, d'Auswirkung vun der Kris ofzeschwächen. Duerfir war et och richtig, dass bei de Budgetdebatten net all Forderung Rechnung gedroe ginn ass. De gudden finanziellen Zoustand, dee mer haut hunn, an dat vun allen, vun eise Budget, awer och vun der CNS, deen erlaabt eis haut, eng ganz Rei vu Mesuren direkt ze huelen. An no der Kris muss een do dann awer och e Kassensturz maache fir ze analyséieren, wien dann elo muss fir déi eng oder déi aner Mesure opkommen.

Dës Kris wäert en Impakt op de Budget hunn. An net ze knapps! Et ka sinn, dass nei Prioritéit



musse festgesat ginn, an déi dierfe sécherlech net op d'Käschte vun de kleng Leit goen. Mir mussen eise Sozialsystem erhalen. Mir mussen de Gesondheetssystem stäerken. Awer och lokal a regional Produktioun, vu Liewensmëttel zum Beispill, muss weider gefërdert ginn an ënnerstëtzt ginn. Eng Kris gesinn ech ni als eng Chance, well se vill Leed mat sech bréngt, mee den Après-crise musse mer esou gestalten, dass mer eis esou vill wéi méiglech Chancé fir d'Mënschen an eis Gesellschaft erhalen. Mir sollen dës Geleeënheet duerfir och notzen an dat um System änneren, wat net gutt ass a wat eis sécherlech och bei där nächster Kris erëm wäert vill Problemer stellen. Kommt, mir léieren och dorauer!

Fir dat laangfristeg kënnen ze garantéieren, brauche mer natierlech och eng Ekonomie, déi funktionéiert. D'Iwwerliewe vun de Betriber, egal op grouss oder kleng, ass duerfir enorm wichteg. An et goufen och eng ganz Rei, eng ganz Hellewull vu Mesurë geholl vun der Regierung, déi och richtig waren. E weesentlech Element heivunner ass de Chômage partiel, deen an engem bis elo onbekannte Mooss ausgedeeent ginn ass. Deen ass opgemaach ginn an huet ganz ville Leit a ville Betriber gehollef, bis elo ze iwwerliewen.

Vu dass déi éischt Hëllefsmesurë séier hu misse geholl ginn zu engem Zäitpunkt, wou een déi zukünfteg Entwécklung schwéier aschätze konnt, ass et och kloer, dass am Laf vun der Zäit och Adaptatiounen musse kommen. Och wann eis Finanzsituatioun virun der Kris ganz gutt war, muss de Staat awer méiglechst cibléiert a rational mat senger Suen ëmgoen.

Och dann de Chômage partiel, an ech wëll hei just eng Klammer opmaachen: A Frankräich rechne se, wa meng Zuele richtig sinn, mat engem Chômage partiel, mat engem Zomm tëschent enger an aacht Milliarden, déi se do maximal wëllen ausginn. An hei zu Lëtzebuerg si mer, wann deen nächste Mount eriwuer ass, schonn op enger Milliard. Proportional ass dat also enorm par rapport zu esou engem Land wéi Frankräich.

De Chômage partiel also ass par définition en Instrument fir Salariéen a kann net tel quel op Independanten iwwerdroe ginn. Dat bedeit awer net, dass d'Regierung näischt fir d'Independantë mécht. Nieft den Direkthëllef vu 5.000 Euro an och där vun 2.500 sinn d'Independanten och bei villen aneren Hëlfelefen a Garantien fir d'Entreprise matageschloss. Dat si Mesuren, déi d'Regierung bannent engem Mount geholl huet. Et ass kloer, dass dat net alle Situatiounen gerecht gëtt, mee d'Regierung huet sech jo och - an de Premier huet et virdu gesot - bereet erkläert, do, wou et néideg ass, och weider Hëlfelefen ze ginn.

Mir sinn duerfir och der Meenung, alleguer bei eis an der LSAP, dass, well et jo kloer ass, dass den Deconfinement sech nach iwwer e puer Méint zitt, deenen, déi lo nach laang ënner deene Mesuren ze leiden hunn, muss gehollef ginn. An do gehéieren d'Independanten natierlech och derzou. D'Regierung muss hei nobeseren. Si muss hei mat engem weidere Pak kommen, fir dass d'Independanten och kënnen iwwerliewen an net riskéieren, an d'Faillite ze falen. An do gëtt et jo e Groupe de travail mat dräi gudden Ministeren. An déi Initiativ ass och richtig an déi sollen och séier Léisunge presentéieren.

An deem Sënn muss och en Ënnerscheid gemaach ginn tëschent deenen, deenen hir Aktivitéit fir e puer Woche méi lues lafen, an deenen, déi nach méi laang, iwwer e puer Méint, keng Aktivitéit méi dierfen hunn.

Op alle Fall begréisst d'LSAP d'Prioritéiten, déi bei der Exitstrategie gesat goufen. Et ass wichteg, dass am Bausecteur ka weidergeschafft ginn, wou et och méiglech misst sinn, eng Rei vu Reegelen anzehalen, déi eng nei Verbreedung vun Virus limitéieren.

Dat selwecht gëllt fir de Beräich vum Jardinage, deen extreem saisonofhängeg ass. Mir fannen et gutt, dass d'Regierung zesumme mat deene concernéierten Acteuren e Katalog opgestallt huet mat Best Practices, fir dass dës éischt Etapp, fir de Confinement e bëssen opzemaachen, keng negativ Konsequenzen huet a weider Etappen och kënnen nokommen.

An dobäi gëllt, dass jo och zousätzlech Preventiounsmaassnahmen derbäikommen. De Mondscht ass virdrun ugeschwat ginn. An ech hunn de Saz vum Gilles Baum exzellent fonnt, mat Mondscht a Masken, dass net all Mondscht och eng Mask ass an dass all Mask awer e Mondscht ass.

(Brouhaha)

Ech wëll d'Regierung hei och felicitéieren, dass elo, nodeems genuch Masken do si fir déi wichteg Betriber, fir d'Gesondheets- an d'Flegeberuffer, se och elo Masken un d'Gemengen an un hir Bierger respektiv Betriber verdeelt. A virun allem ënnerstëtzt mer d'Beméiungen, fir iwwer déi kuerzfristeg Hëllef vun de Masken och iwwer aner Weeër e Mondscht, dee weesentlech méi nohalteg a sécherlech grad esou effikass ass, ze assuréieren, andeems stoffe Masken hei produziéiert ginn, hei zu Lëtzebuerg, mat engem reellen Input an eis Economie, a sécherlech och mat manner Dreck.

Ech mengen, dass Eegeninitiative vu verschidene Gemenge sécherlech gradesou vill zu Onrou bäigedroen hu wéi eng falsch Kommunikatioun, déi eventuell sollt gemaach gi sinn. Ech wëll hei awer och soen, dass de President vum Syvicol - ech hunn dat elo nach nogelies - an enger Stellungnam vum Syvicol geschriwwen huet, dass se „se montrent satisfaits“ mat der Zesummenaarbecht, de Syvicol wär also ganz zefridden, wéi déi Demarche mat de Masken elo hei gelaf ass. Duerfir verstinn ech hei och net, wat d'Spriecherin vun der CSV hei gesot huet. Wann de President ...

(Exclamations)

... vum Syvicol dat seet, dass dat esou ass, als Member vun der CSV, ...

(Brouhaha)

... dann ass dat awer ganz evident.

(Protestations)

Also, Dir kënnt net dat eent an dat aner soen. Da schwätzt lech of!

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Mir soen och just dat eent!

(Brouhaha et interruptions)

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- Da schwätzt awer mat all Äre Memberen aus Ärer Fraktioun, Madamm Hansen, well ee Member vun Ärer ...

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- De President ass net nëmme ...

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- ... Fraktioun, deen huet eppes ganz anescht gesot.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- ... Member vun enger Fraktioun, mee deen huet och nach aner Memberen ze verrieden.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Den Här Engel huet d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- Merci, Här President!

Esou wéi et wichteg ass, Entrepreneuren, déi elo ufänken ze schaffen, korrekt a praxiso Recommendationen ze ginn zur Verhalensweis, déi d'Iwwerdroe vun Virus kënnen verhënneren, esou ass a bleift et richtig, eng gutt Kommunikatioun fir den allgemenge Public ze maachen. Wann een d'Diskussioun vun deene leschten Deeg ronderëm de Mondscht suivéiert huet, dann ass et kloer, dass dat keng einfach Aufgab ass. Dir hutt et jo elo erëm héieren. Et ass richtig, dass de Mondscht kann e positive Bäitrag leeschten, virausgesat, dass déi Mesurë richtig verstanen an och ëmgesat ginn.

Nach e Wuert zu de Schoulen. Ech maachen et och ganz séier, Här President. Merci den Enseignanten, merci de Schüler a merci den Elteren! Si hunn alleguer keng einfach Zäit. Fir keen ass et eng einfach Zäit. Ech wëll awer just hei op eppes opmierksam maachen. De Premier huet an der leschter Reunioun vum Bureau a vun der Conférence des Présidents gesot, dass ronn 15 % vun de Schüler ..., also dass den Enseignant mat bal 15 % vun de Schüler, déi lo doheim sinn, schwierig a Kontakt kënn. Déi dierfe mer net verléieren! Mir mussen op déi genau a ganz gutt oppassen. Déi kommen aus alle soziale Klassen, meeschtens awer de schwächsten.

Ech weess net, wivill de Prozentsaz vu Schwieeren ..., oder vu Schüler an der Schoul ass, déi och Schwierigkeiten hunn. Ech ka mer virstellen, dass deen änlech ass, wann d'Klass normal leeft. Mee hei entgleite se eis awer vläicht. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, dass een dorop hieweist. Ech fannen awer, dass d'Mesuren, déi an der Schoul geholl goufen, dee richtige Wee sinn: fir d'éischt déi grouss Klassen, fir d'éischt de Secondaire an duerno de Fondamental.

Ech kommen zum Schluss. Et kann een alles kritiséieren. Et muss een net mat allem d'accord sinn. Mee keen heibanne ka soen an deem Dossier, dass en d'Wourecht gepacht huet, a kee kann alles virausgesinn. Duerfir muss ee sech op Zuele verlossen an net op e Glawen oder op e Gefühl. Zuelen ass dat, wat hei wichteg ass. An déi kréie mer geliwert. Do ginn Etüden, Monitoringe gemaach. An dee Wee, deen hei ageschloe gëtt, deen ass rasonabel,

an duerfir ënnerstëtzt mer deen och. Léiwere lues eraus, an duerfir awer sécher eraus.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- Här President, Här Premierminister, Dir Dammen an Dir Hären, jo, mir sinn eis alleguer eens: Déi drastesch Moossnamen, déi d'Regierung zanter dem Akraafttriede vum État de crise decidéiert huet, passen am Fong net an eng fräi Demokratie a si gehéieren och net an e liberale Wirtschaftssystem. An awer ware se richtig an néideg, well se eenzeg an aleng geduecht waren, fir Liewen ze retten an eise Gesondheetssystem virum Kollaps ze schützen.

Anescht wéi an den USA, wéi a Spuenien, Italien an a villen anere Länner si mir duerch dës drastesch Moossnamen vu katastrophalen Zoustänn verschont bliwwen. An duerfir wëll ech der Regierung och am Nimm vun der grénger Fraktioun häerzlech felicitéieren! An ech felicitéieren awer net nëmme hir: Ech felicitéieren och eise Biergerinnen a Bierger, well ouni de grouss Verstand an d'Verständnis vun eise Biergerinnen a Bierger, ouni déi grouss Solidaritéit, déi sech zanter dem Optauche vum Virus an eiser Gesellschaft breetgemaach huet, wiere mir elo net do ukomm, wou mir haut hei stinn, an zwar bei engem éischte positive Bilan.

D'Madamm Ministesch huet vum „gréng Beräich“ geschwat, dat ass e schéint Wuert, wat d'Evolution vun den Infektiounen ueget. An et ass eebe grad dee Bilan, deen et erlaabt, déi éischt Etapp vun der Exitstrategie anzelauden. Anerer kommen no. A mir begrëissen als Gréng déi ganz virsiichteg Approche vun der Regierung.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- An och wann d'Fräiheete weiderhin zum Deel beschnidde bleiwen, esou heescht dat nach ëmmer net, dass mir zu Lëtzebuerg an engem autokratesche Regimm liewen an dass d'Regierung „am stillen Kämmerlein“ agéiert oder decidéiert. Och am État de crise behält d'Chamber d'Kontroll iwwer d'Regierung an den Austausch tëschent dem éischten an zweete Pouvoir gëtt zu Lëtzebuerg groussegeschriwwen, anescht wéi an anere Länner.

Wichteg ass awer och, dass d'Entwécklung an déi entsprecheend Moossnamen transparent no bausen hi kommuniquéiert ginn. An dat mécht d'Regierung praktesch Dag fir Dag. A mir fannen dat e ganz begrëssenswäerte Punkt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident: Bei den Decisiounen, déi d'Regierung bis haut getraff huet, huet se sech eigentlech eenzeg an aleng vun der Wëssenschaft a vun der Medezinn leede gelooss. A Lëtzebuerg test och vill méi wéi all déi aner Länner ronderëm. Dat war eng politesch Entscheidung, déi d'Regierung bewosst getraff huet, fir d'Infektiounskurv vun Ufank u méiglechst flaach ze halen. An dat ass hir mat där Entscheidung och gelongen.

Wa mir dann awer an d'Zukunft kucken, Dir Dammen an Dir Hären, op déi verschidden Etappe vum Deconfinement, da musse mer d'Bleekfeld erweideren an da musse mer och beurteele kënnen, ob d'Moossnamen zu all Moment an an allen Hisiichten ugepasst bleiwen, dat net just aus wëssenschaftlecher a sanitärer Perspektiv, mee och aus dem politesche Brëll, aus dem gesellschaftleche Brëll, aus dem soziale Brëll, deen nach ganz aner Politikfelder analyséiere muss. Virun allem muss analyséiert ginn, wéi grouss d'Kollateralschied beispillsweis si vun de Moossnamen, déi geholl gi sinn, d'Kollateralschied an anere Beräicher. Dëst mam méiglechen Zil, hinnen entgéintzewierken a Feelentwécklungen ze verhënneren, vun Ufank un, éier et ze spéit ass, och um Niveau vun der Coronastrategie.

Datt d'Regierung decidéiert huet, genee op deen dote Wee ze goen, fanne mir ganz begrëssenswäert. Zoustänneg fir de Monitoring, dee jo wäert gemaach gi vun der Politik, ass e Groupe ad hoc, deen de Premierminister virdu virgestallt huet. Mir begrëissen dee Choix an natierlech och déi Approche, well se entsprécht eigentlech dem Prinzip vun der evidenzbasierter Politik, déi ech schonn a menger Budgetried fir gewisse Beräicher gefuerdert hunn zu Lëtzebuerg - si läit net ganz an eiser politescher Philosophie -, ganz einfach, well dës Approche op Fakten an Analyse berout a manner Plaz léisst fir Vermutungen a munchmol och geféierlech Interpretatiounen oder Gefiller.

Positiv ass et schonn aleng ze gesinn, dass Lëtzebuerg et am Kontext vun der Covid-19-Pandemie a vun der Lutte dogéint an där kuerzer Zäit fäerdegbruecht huet, d'Entscheidung

gen evidenzbaséiert ze treffen, dëst och am Hëlbleck op e statistesche Suivi vun den Infektiounen an op eng transparent Kommunikatioun, déi besonnesch a Krisenzäite bluttnoutwendeg ass.

Fir eis als Gréng ass et elo wichteg, dës Method op weider relevant Beräicher auszedeeenen, ugefaange bei der Santé am Generellen. Nieft dem Monitoring vun den Infektiounen, dee jo schonn en place ass, muss an deem Beräich vläicht och méi konkret ënnersicht ginn, wéi d'Coronastrategie sech op d'Prise en charge vun den Net-Coronapatienten auswirkt, wuel wëssend, dass de Gesondheetsssector scho méi laang mat enger Penurie vu Professionelle konfrontéiert ass. Mir hu schonn ëfters dorüwer diskutéiert. A mir hunn och schonn ëfters driwwer geschwat, wéi een där Penurie kann entgéintwierken, virun allem um Niveau vun de Spideeler.

Am Kontext vun der Prise en charge vun Net-Coronapatienten sinn d'Aussoe momentan zimmlech widderspréchelech. Déi eng soen, et géif kee Problem ginn, anerer soen de Contraire. Et wier also net vu Muttwëll, Kloerheet op Basis vu Fakten ze schafen.

Och muss am Kontext vum Confinement, dee jo nach weidergefouert wäert ginn, konkret analyséiert ginn, wéi grouss de gesondheetlechen oder psychosozialen Impakt iwwerhaupt ass, dee vun der Ofgrenzung vun gewinnene sozialen Ëmfeld ausgeet. Ech denken hei un déi grouss mënschlech Detresse oder carrement Depressionen, déi aus engem längerem Isolement kënnen entstoen. A Frankräich gëtt den Isolement vun de Mënschrechtler souguer als „torture blanche“ beschriwwen; wat ech awer elo net fir dese Fall wëll soen. Mee a Frankräich gëtt dat Wuert benotzt, awer am Kader vun laangen Isolement an de Prisongen, net am Kader vun der Pandemie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir eis op där enger Säit also eens sinn, dass et wichteg a richtig ass, déi direkt sozial Kontakter weiderhin ze ënnerbannen, da musse mer, op där anerer Säit, natierlech och wëssen, wéi eng psychesche a gesondheetlech Gefore sech derhannert verstoppen a wéi mir deene Gefore méi geziilt entgéint kënnen trieden. Ëmmerhi liewen zu Lëtzebuerg ganzer 90.000 Persounen eleng. D'Hallschent vun hinnen hunn iwwer 60 Joer. Dat heescht, e groussen Deel vun den Elengliwende gehéieren zu de vulnerabele Persounen, déi iwwerhaupt net méi virun d'Dier solle goen. Hei sinn net nëmme d'Politik an d'Sozialservicer gefuerdert, mee d'Gesellschaft insgesamt. An et ass besser, et mellte ee sech eemol ze vill bei elengstoende Persoune wéi eemol net genuch!

Elong kann een natierlech och si beim Stierwen. An et ass do, wou ech och schonn am Bureau d'Madamm Ministesch drop ugeschwat hat, ob et méiglech wär, e Wee ze fannen, dass d'Famill derbäi ka sinn, wann e Mënsch um Stierwe läit. An ech mengen, do wäert se eis och verschidde Pisten opweisen, wuel wëssend, dass och d'Direktiounen hei musse mat d'accord sinn an dass dat net eleng eng Decisioun vun der Madamm Minister ka sinn.

En anere Risiko, Dir Dammen an Dir Hären, dee sech hannert dem Weiderféiere vun Confinement verstoppt an dee mir aus Dokteschreeser zougedroe ginn ass, ass dee vum iwwerdriwwenen Alkoholkonsum. Den Alkoholismus ass zu Lëtzebuerg jo scho souwisou net kleng. E mécht sech de Moment net méi esou am Stroosseraum bemierkbar a scho guer net an de Bistronen, well déi ganz einfach zou sinn, ...

(Interruption)

Jo?

... duerfir awer am déiwe Kär vun de Familljen, wou en net manner geféierlech ass wéi hannert dem Steier. Net just fir deen, deen den Alkohol konsumméiert, mee och fir säin Ëmfeld.

An domat sinn ech scho bei der haislecher Gewalt, déi bewiesenermoossen oft mam Alkoholkonsum verbonnen ass a sech an Zäite vu Confinement net direkt an Zuelen an Denoncementer kann zréckspigelen, ganz einfach, well vill Affere aus Angscht virun der Eskalatioun vun der Gewalt sech net trauen, op offiziellem Wee géint den Täter ze kloen, well dese sech am Haus ophält an den Denoncement matkritt. An och wann de Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes eng nei a begrëssenswäert Hotline ageriicht huet, esou menge mer, dass de Phänomeen vun der haislecher Gewalt awer nach méi geziilt muss analyséiert ginn, virun allem wat d'Donkelziffer ueget. Inklusiv d'Donkelziffer bei de Kanner, déi och vun haislecher Gewalt betraff kënnen sinn, ouni dass een et matkritt, well d'Kanner schonn eng Zäitchen net méi an der Schoul sinn an d'Blessuren net gesi ginn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domat kommen ech bei en anere grousser Sektour, dee mer um Häerz läit, et ass dee vun der Edu-



catioun, deen am Kader vum Deconfinement ganz sécher net einfach ze handhaben ass. Ech mengen, den Här Minister huet do e schwierigen Exercice ugeholl. Mir begrëssen, datt en en ueget. Ëmmerhin ass d'Recht vum Kand op Bildung an der Schoul e fundamentaalt Grondrecht, wat aus sanitäre Grënn ausser Kraaft gesat ginn ass. Wa mir héieren, datt dat Recht an deenen nächste Wochen nees etappeweis agefouert gëtt, da kann een deem also nëmmen zustëmmen.

Fir sech gesond ze entwëckelen, dat wësse mer alleguer, a fir Kompetenzen opzebauen, brauchen d'Kanner nun emol e soziaalt Ëmfeld. Si brauchen Interaktiounen mat anere Kanner a vertrauenswiedergerde Erwuessenen, si brauche Bewegung, och dann, wa kee Schoulturne méi stattfënn, Bewegung ass och am Klasse-sall méiglech. Ech soen ee Wuert: „Die bewegte Schule“, déi scho vum Här Minister gefërdert gëtt. A si brauchen eng geziilt a professionell Fërderung an alle Stufe vun hirer Schoulzäit. Woumat ech d'Roll vun den Elteren natierlech net wëll ofwäerten, mee d'Roll vun den Elteren ass net déi vum Schoulpersonal, et ass eng aner.

Aus all deene Grënn ass dat graduellt Opmaache vun de Schoulen a vun de Betreuungsstrukturen déi richteg Decisioun. Natierlech ënnert der Konditioun, datt déi sanitär Reegele respektéiert ginn. An dat wäert wierklech net einfach ginn.

Wat de konkreeten Oflaf ueget, esou huet sech gëschter direkt no der Pressekonferenz vum Här Minister schonn erausgestallt, datt nach e grouse Klärungsbedarf besteet, engersäits am Schoulmilieu an am Betreuungssecteur selwer, anerersäits awer och an de Gemenge respektiv bei den Elteren. Ech kann net soen, wivill Maile mat Froen ech scho kritt hunn; ech hat awer nach net op all Fro eng Äntwert, an dat ass och normal.

Wéi gesot, ginn do nach Diskussiounen gefouert. A gëschter an der Kommissioun huet den Här Meisch och erklärt, datt en net nëmmen enk mam Schoulpersonal wëllt zesummeschaffen, fir de Modell en place ze setzen, mee och enk mat de Gemengen, déi jo wuel wëssend ganz oft fir de Betreuungssecteur zoustänneg sinn an dee geréieren.

Esou komplizéiert wéi de Wee och ass, ass et op alle Fall richteg, en ze goen an d'Ouverture net nach bis an den Hierscht ze verschiben. Am Géigesaz zu eenzelne politesche Gruppen heibannen, déi sech gëschter an der Kommissioun zu Wuert gemellt hunn, fanne mir als Gréng et positiv, datt de Cycle 1 an deem Kontext d'selwecht behandelt gëtt wéi déi aner dräi Cyclen. Well wann et een Alter gëtt, an deem d'Kanner d'Freed um Léieren an um Entdecken entwëckelen, dann ass et am Alter tëschent dräi a sechs Joer. An et ass och an deem Alter, wou d'Basis vun deenen esou wichtege Sproochekompetenze fir de Rescht vum Schoulparcours geluecht gëtt.

Här President, en anere Volet, deen eis am Kontext vum Confinement um Häerz läit, och am Beräich vun der Schoul, ass dee vun de sozialen Ongläichheeten, déi beim Enseignement à distance oder à domicile séier an d'Gewicht falen. Hei ass et erferelech feststellen, datt d'Schoulpersonal geziilt mat de Kanner aus sozial benodelegten a méi bildungsferne Familjen a Kontakt getrueden ass, fir hinnen déi néideg Hëllefstellung ze ginn, an domat verhënnert huet, datt des Kanner den Uschloss un de Schoulmilieu an un d'Matière komplett verpasst hunn. An esou wéi ech d'Zuele verstanen hunn, waren et zum Gléck keng 15 %, mee et waren herno bal keng Kanner méi, déi net errecht gi sinn. An dat fanne mer besonnesch begrëssenswäert. An et weist, datt mir zu Lëtzebuerg eng Kultur hunn, déi et fäerdegbréngt, déi sozial Ongläichheeten an der Schoul geziilt unzuegoen.

Woubäi ech vun dëser Debatt och wëllt profitéieren, fir dem Personal aus dem Schoulsecteur am Numm vun eiser Fraktioun mäi grouse Respekt auszeschwätzen. Och si ware bei dëser neier Form vu Schoulhalen, déi extreem schnell huet missen entwëckelt ginn, mat villen Erausforderunge konfrontéiert. An ech kann nëmme soen, wat ech esou ronderëm matkréien als Schoulschaffin vun enger Gemeng: „Si hunn et gemeeschtert. An duerfir all Respekt!“

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - A mir begrëssen dann och, datt déi sozial benodelegt Kanner grad déi Kanner sinn, déi als éischten vun engem direkte schouleschen Encadrement kënne profitéieren fir de Fall, wou dann nach Retarde bestinn. An dobäi muss een och soen, datt een d'Kanner souwisou ni all op dee selwechten Niveau bréngt. Dat ass souwisou eng Illusioun, och wann den Enseignement à domicile net stattfënn.

Här President, e weidere Beräich, dee staark ënnert der Pandemie oder besser gesot dem Confinement leit, ass natierlech dee vun der Wirtschaft, wou scho jiddweree vu menge Virriedner drop agaangen ass. Och ech wëll dat maachen, woumat ech natierlech d'PMEen, de Commerce, den Horeca-Secteur an d'Handwierk plus eng Rei Servicer wëll matabezéien.

Datt d'Gesondheet vun der Populatioun an d'Gesondheet vun der Wirtschaft wéi Puzzlestécker aneene mussen gräifen, huet sech spéitstens bei der Coronakris erausgestallt. Eis Wirtschaft kann nun emol nëmmen dréien, wann d'Mënschen, déi an der Wirtschaft schaffen, gesond sinn a gesond bleiwen. A wa mir d'Gesondheet vun der Populatioun schützen, da schützt mir domat och eis Economie.

Aus deem Grond ass et e Feeler ze behaupten, déi getrafte Moosname géife sech generell géint d'Wirtschaft a géint de Commerce richten. Quitte datt déi méi nuanciéiert Fro, firwat déi grouss Geschäfte mat héijem Kapital am Réck zu engem gudden Deel d'äerfe fonctionéieren, während déi méi kleng mat niddregem Kapital am Réck mussen zouloossen, duerchaus nozevollzéien a verständlech ass. Natierlech virun allem, well déi Betrafte sech immens vill Suerge maachen.

Fakt ass awer, datt déi ekonomesch Argumenter géint d'Zoumaachen an d'Zouloosse vun enger Rei Geschäfte, mee och de Bistron, de Restaurants a Servicer, nëmmen en Deel vun der ganzer Problematik duerstellen. Zu Lëtzebuerg sinn et éischter dës méi kleng Ënnerscheeder, déi eis beschäftegen - Wie mécht op? Wien net? - an déi de Betrafte berechtigterweis Suerge maachen.

Um internationale Plang gëtt déi ganz Envergeure vun där Problematik engem awer méi kloer. Emol ofgesi vum den USA, wou déi laang Passivitéit um Niveau vun de Moosnamen op näischt anescht zréckgeet wéi op déi haarsträubend Dommheet vum amerikanesche President, muss een awer och kucken, wat an Holland, a Japan, a Schweden an a verschidde-italieeneschen Handelszentren passéiert ass. Hei ass ganz bewusst mat enger fräiheetlecher Approche um Niveau vun der Wirtschaft „experimentéiert“ ginn, kann ee bal soen, bis sech erausgestallt huet, datt des Länner a Stied opgrond vun den héijen Infektiounsrate riskéiert hunn, komplett anzeknecken. Den Dram vun dëser utilitaristescher Economie, déi méi op kuerzfristeg Renditt wéi op laangfristeg Gesondheet setzt, war also séier gedreemt.

Aus där Erfahrung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, muss mer zu Lëtzebuerg léieren. Dat heescht, och um wirtschaftleche Plang muss mer d'Ouer ophale fir d'Medezinner an d'Virologen, well nëmmen doduerch kann de komplette Kollaps vun eisem Land verhënnert ginn. Dat heescht, och an der Wirtschaft gëllt et ofzeweien, wéi grouss déi gesondheetlech Gefore fir all Sektour sinn a wéi déi Betriber, déi weiderhin ënner riguréis Bestëmmunge falen, beschtméiglech ënnerstëtzt kënne ginn.

Natierlech ass keng Aide esou gutt wéi e Betrib, dee fonctionéiert. Do stëmmen ech dem Premier natierlech voll a ganz zou. Eis Aiden a Milliounenhéicht droen awer zumindest dozou bäi, datt d'Betriber kënne iwwerliewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer ofschléissend nach e puer Wieder zu de sougenannte „Gesondheetsapps“, déi am Kader vun der Pandemie weltwäit bal wéi Champignonen aus dem Buedem spréissen. Gesammelt gi Bewegungsdaten, Gesondheetsdaten, Kontaktdaten, Symptomdaten, geografesch Daten a wat net nach alles, jee no App, dést ëmmer mam Zil, dem Virus mëttel-oder laangfristeg d'Handwierk ze leeën.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis als Gréng ass an dësem Kontext eppes evident: Mir si mat engem Virus konfrontéiert, deen den Drang huet, sech exponentiell auszubreeden. A grad des aggressiv Ausbreedung mécht et schwéier, d'Infektiounskette bis an dee leschten Detail ze identifizéieren an ze retracéieren. Och wann et Appe gëtt, déi dat zum Deel fäerdegbréngen. An esou enger Situatioun gëtt d'Versuchung natierlech grouss, en Outil ze erfannen, deen eis d'Sécherheetsgefühl nees zréckgëtt, well mer hunn et verluer - mat Betounung op „Gefüll“. Well wann et an eiser digitaler Welt gefüllt eng App fir alles gëtt, da muss et jo bal och eng App ginn, déi eis an dëser Kris nees Här a Meeschter iwwert d'Liewe mécht!

Dir Dammen an Dir Hären, fir eis ass dat net nëmmen en naiven, mee och en zimmlech geféierleche Reflex, well mir d'äerfen net vergiesse, datt de Kampf géint e Virus net mat digitale Léisunge gewonne ka ginn. Well et wäert ni eng App ginn, déi e gutt opgestallte Santéssystem, eng déif gräifend wëssenschaftlech Recherche, eng gutt Ausbildung vun den Dokteren, eng gutt Preventioun an elementar sanitär Geste kann ersetzen. A well all App mat der Erhiewung vun Date verbonnen ass, esou ano-

nymiséiert se och sinn, si mir frou, Här President, datt d'Regierung eng ganz reservéiert Approche an dësem Beräich huet. Mir liewen op engem Planéit, dee mat enger geféierlecher Pandemie konfrontéiert ass, mee mir liewen net am George Orwell sengem Roman „1984“. An des Kris d'äerf och kee Grond ginn, fir eng Figur vun deem Roman ze ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dës Positioun muss mir och an Europa vertrieben. An duerfir begrësse mer, datt d'Regierung dat och esou gesäit. An ech soen lech domat Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Premierminister Merci fir seng Deklaratioun. Mir begrëssen d'Geleeënheet, hei mat lech zesummen ze diskutéieren iwwer e Wee, deen eis soll zréckféieren an eng Zort vun Normalitéit. Et gëtt natierlech keng Normalitéit, well deen Abléck, wou mir hei schwätzen, leien nach esou vill Leit an de Klinicken. Einzelner leie vläicht um Stierwen. A soulaang mir keng Impfung géint dese Virus a keng effikass Medikamenter hunn, kann een natierlech net vun enger Normalitéit schwätzen.

Mee mir denken eeben un all déi Affer vun där Krankheet, un all déi, déi hinne bäistinn an hëllef, an un all déi vill aner Leit, déi egal wou, beim Staat oder am private Sektour, iwwerall elo op Poste sinn, all déi Zäit ënner schwéiere Konditiounen, an hiren Deel derzou bäidroen, fir eist Land um Goen ze halen. Mir schëllegen hinnen och, datt all déi Moosnamen, déi mer hei wëllen diskutéieren an ëmsetzen, virsiichteg gemaach ginn, verantwortungsvoll gemaach ginn. Mee mir mussen eist Land nees opriichten, d'Economie relancéieren an et de Leit erëm erlaben, schaffen ze goen a Suen ze verdéngen.

Mee wa mer vun „Exitstrategie“ schwätzen, da muss mer dräi verschiddé Saachen ënnerscheeden: Et gëtt den Exit aus dem Confinement. Dat ass dat, wat mer haut virun allem diskutéieren. Dann den Exit iwwerhaupt aus dem Risiko. Dat hänkt eeben zesumme mam Impfstoff a mat de Medikamenter. An den Exit aus dem Etat de crise, an doriwwer, Här Premierminister, muss mer och nach vill diskutéieren. Mat maache mer, fir erëm an eng normal Legalitéit hei am Land zréckzefannen?

Mir mussen och kucken, wéi mer herno e Bilan zéien, wann déi Kris hei eriwuer ass. Mir hunn als ADR eng extra Interpellatioun uegfrot zu deem Thema, fir e Bilan a Léieren aus der Kris ze zéien, och schonn eng Rei Motiounen deponéiert. Den Här Engelen huet virdrun nach eng deponéiert, wou mer iwwert d'Agrikultur schwätzen. Den Här Reding wäert herno och nach eng deponéieren, fir iwwert d'Kommunikatioun an d'Datesécherheet ze diskutéieren. Mir wäerten also dee Prozess ganz aktiv begleeden.

Mee haut geet et drëm, fir e puer Moosnamen ze diskutéieren an och kloerzestellen, wat d'ADR vläicht anescht gemaach hätt wéi des Regierung, well et ass jo esou, datt mer bei aller Unitéit, bei allem solidareschen Effort awer politesch ënnerschiddlech Usätz hunn, an och déi gëllt et hei zur Sprooch ze bréngen.

Eng éischt Saach, déi ee muss kloer gesinn, dat sinn Ongerechtegkeeten: Ongerechtegkeete géintiwuer groussen a klenge Geschäfte. Mir sinn domadder net d'accord! Mir stelle fest hei, datt d'LSAP de Problem gesäit vun deene klenge Geschäfte, déi net kënne opmaachen. Den Här Engel huet gesot, e versteet d'Fro. D'Madamm Lorsché huet gesot, si versteet d'Fro. Mee da muss et jo un der DP hänken, datt déi kleng Geschäfte net kënne opmaachen an déi aner hunn op! Et ass dach net nozevollzéien - et ass net nozevollzéien! -, datt elo zum Beispill d'Baumäert opginn, wou Blumme verkaaft ginn, an aner Geschäfte, déi Blumme verkafen, kënne net opmaachen! Et ass net nozevollzéien, datt klenge Geschäfte hir Existenz um Spill steet, well grouss en einfach ongerechte kompetitive Virdeel hunn!

Mir hunn och kloer eng aner Iddi iwwert d'Ënnerstëtzung vun de Fräiberuffer, deene klenge Geschäfte. Mir mussen do méi maachen. An et kann net sinn, datt d'Ideologie vun engem Minister vun der LSAP dozou féiert, datt vill Fräiberuffer an eng existenziell Nout kommen! Ech hu virdrun dem Här Engel gutt noga-lauschtert an ech muss soen, d'LSAP huet hirem eegene Minister eng schlecht Zensur ausgestallt. Well den Här Engel kënnt heihinner ...

(Interruption)

... an e schwätzt doriwwer an e seet: „Mir mussen noliwweren a mir mussen méi maachen.“ Dat heescht, et ass d'LSAP, déi ewell hiren eegene Minister sanktionéiert.

(Exclamations)

On prend note.

(Brouhaha)

Déi sozial Distanz tëschent de Leit muss selbstverständlech oprechterhale bleiwen, awer do, wou et Sënn mécht! Mir mengen, datt verschidde sportlech Aktivitéiten erëm kënne ulafen. Mir mengen och, datt am Horeca-Beräich dat eent oder anert muss méiglech sinn.

A sozial Härte muss verhënnert ginn! Sozial Härten do, wou mer eng Ofstëmmung brauchen tëschent dem Enn vum Congé pour raisons familiales, wa verschidde Schoultypen erëm ufänken, an do, wou d'Leit awer nach net kënne schaffe goen, well déi Geschäfte nach net d'äerfen opmaachen, a wou de Chômage partiel dann eventuell muss asprangen. Do gëllt et ofzestëmmen, net, datt d'Leit an eng Situatioun kommen, wou se weeder dat eent nach dat anert kënne kréien, well déi zwou Prestatiounen jo net kumulativ sinn.

D'Opmaache vun de Schoule stellt och eng Rei Froen: organisatorescher, pedagogescher, gesondheetlecher. Mir wëllen och kucken, datt mer méi brevetéiert Léierpersonal nees zréckkréien aus dem Waasserkepp vun dem Educatiounsministère. Zréck an d'Klassen, wou se eigentlech higeheieren! Mir verstinn déi Suerge, déi d'Leit sech maachen iwwert deen iwwergroussen Akzent op d'Informatik vläicht, iwwert d'Orientierungsprozedur nom Cycle 4 oder am Cycle 4, iwwert d'Reduzéierung vun Unterrechtsstoff, den Ustiechungsrisiko kuerz virun den Examen. An et géif sech hei warscheinlech lounen, eng Keier extra nëmmen iwwert d'Konsequenze vun der Kris op d'Education nationale ze diskutéieren. E Sujet, deen haut ze wäit geet.

Mir wëllen och, datt den Droit de visite et d'hébergement erëm voll hiergestallt gëtt. Dat ass e Recht vun de Kanner, dat se hunn op hir zwee Elteren! An et ass en ongléckséilege Bréif vun enger Familjerichter, deen zu enger Situatioun gefouert huet, wou dat, deen Droit de visite et d'hébergement, zum Deel ausgehiewelt gouf. Mäi Kolleg Roy Reding huet eng Fro dozou gestallt an et ass bis haut keng Äntwert komm. Mee déi Pappe leiden, déi hir Kanner net kënne gesinn, heiansdo d'Mammen. D'Kanner leiden. Et kann net sinn, datt do einfach toleréiert gëtt, datt et esou virueet!

Mir contestéieren och formell de Rôle vun der TNS ILReS an där CON-VINCE-Studie, déi do soll gemaach gi fir ze kucken eeben, wéi d'Immunitéit ass. D'TNS ILReS ass e privat Meinungsfuerschungsinstitut. An ech sinn och sécher, datt mir alleguer heibannen eng ganz gutt Meinung, op jidde Fall eng fondéiert Meinung iwwert dee Meinungsfuerschungsinstitut hunn. Awer et ass eng privat Boîte! An hei stelle sech enorm Froen. A mir hunn eng parlamentaresch Fro dozou gestallt, eng drénglech parlamentaresch Fro - eng drénglech! -, virun engem Woch, a mir hu bis haut keng Äntwert kritt! Mir soen: „Esou eng privat Boîte huet am Gesondheetssecteur oder an offizielle Saachen absolutt näischt verluer.“ Do stelle sech Problemer vun Dateschutz an nach vill aner, déi mir schrëftlech agereecht hunn a wou d'Regierung bis haut keng Äntwert ginn huet.

Mir mussen eiser Economie och elo Loft ginn, fir sech ze erhuelen. A mir hu jo eng Partei heibannen, déi spezialiséiert ass op Weltënnengangfantasien, dat sinn déi gréng, déi all Geleeënheet huelen, fir eis Economie wëllen ënner Drock ze setze mat neie Reegelen, neiem Zwang. Dat ass dee falsche Wee! No där Kris hei brauche mer endlech eng Méiglechkeet, fir der Economie Loft ze ginn, Zäit fir sech ze erhuelen, Zäit fir sech nei opzestellen. An et ass net, soubal mer hei fäerdeg si mat dëser Kris, datt mer elo sollen higoen an nei Exigenzen un d'Industrie oder un d'Betriber stellen. Mir brauche fir eis Economie eng Paus. An dat ass en Appell, virun allem un déi gréng, fir datt se sech emol e bësse packen a solidaresch mathëllefen, fir eist Land opzerichten, amplatz ze probéieren, neien Drock op d'Economie an op d'Leit alleguer auszeüben!

Mir wëllen de Rechtsstaat och an deem Sënn erëm hierstellen, datt déi Leit, déi sollten aus dem Land verwise ginn an déi am Centre de rétention waren, well se kee Recht op Asyl hunn, well keng Noutwendegkeet op Schutz

besteet, ... déi huet den Här Asselborn fräige-looss! Et kann een driwwer argumentéieren. Mee mir hunn hei als Parlament der Regierung iwwert den Artikel 32 (4) d'Recht ginn ze legiferéieren. An et hätt ee kënne legiferéieren, datt déi Delaien do verlängert ginn, well mir leie wäit ënnert deem, wat an der Europäescher Unioun als Norm méiglech ass. Mee den Här Asselborn hat aner Prioritéiten. Mir soen: „Wien hei am Land ass a kee Recht op Schutz a kee Recht op Asyl huet, dee muss d'Land verloossen!“ An dofir ass et och wichteg, datt déi Prozeduren erëm opgeholl gi géintiwwer deene Leit, déi am Centre de rétention waren an do erausgelooß gi sinn.

Mir héieren am selwechte Kontext vu verschidene Parteien, datt déi Leit, déi illegal am Land sinn, elo sollen alleguer regulariséiert ginn. Dat ass net de Wee vun der ADR! Loosst mech dat och kloer soen. De Rechtsstaat géllt fir eis all. D'Reegele si fir eis all. D'Gesetzter si fir eis all. An déi Leit, déi illegal sinn, déi kënnen net engersäits profitéieren an op där anerer Säit dann hoffen, datt mer dat reguléieren. Fir eis kënnt dat net a Fro.

A mir hätte gär, wa mer schonn zréckkucken op déi lescht Wochen, och e bëssen eng aner Kommunikatiounspolitik vun eiser Regierung. Et ass e bëssen - wéi soll ech soen? - opfälleg, datt eis Ministeren een no deem anere stonnelaang virun de Kamerae stinn - stonnelaang virun de Kamerae stinn! -, heiansdo mat wichtigen Neiegkeeten, heiansdo mat Saachen, déi net esou wichteg sinn, mee et ass vill Publicity derbäi. Eng Kris ass awer keng Situatioun, an där d'Ministere solle profitéieren, fir sech ze profiléieren, mee wou mat der Populatioun e seriösen Dialog gefouert gëtt, fir déi Kris zesummen ze meescheren. D'Kommunikatiounspolitik muss seriö sinn. A si däerf och keng Kakofonie sinn. Mir haten zum Beispill bei de Masken d'Beispill vun engem Gesichtsschutz oder esou weider, ee Beispill ënner aneren, wou et e bëssen en Hin an Hier war. Do huet et och, mengen ech, u Féierungsqualitéite gefeelt.

Mee mir wëllen als ADR net nëmmen hei iwwer eenzel Moosnamen diskutéieren, mee einfach och iwwert dat grousst Bild. A mir schwätzen hei - an do kommen ech och zu enger Motioun, Här President - zum Risiko vun totalitären Tendenzen. An déi totalitär Tendenzen, dat ass och dat, wat d'Madamm Lorsché elo grad gesot huet, an dofir gi mir der Madamm Lorsché an lech alleguer heibannen och elo d'Méiglechkeet, iwwer eng Motioun ofzestëmmen. Et kënnt nämlech och an eisen Aen net a Fro, datt an Europa elo soll eng App agefouert ginn, wou tracéiert gëtt, wie wou ass - déi Leit, déi krank sinn -, mat all deene Geforen, déi domadder verbonne sinn, mat Aschränkunge fir eis Beweegungsfreiheet, mat enger méiglecher Stigmatiséierung an Isolatioun vu kranke Leit, mat allem, wat domadder verbonnen ass u Bréch vun eisen demokratesche Grondwäerter.

An dofir, Här President, soe mir kloer Nee! Mir hätten och gär, datt de Secret médical do observéiert gëtt. An dat ass och den Objet vun där Motioun, déi ech lech gläich am Numm vun der ADR presentéieren.

Mir wëllen och Solidaritéit, Solidaritéit mat deenen, déi et hei am Land néideg hunn, mee och mam Ausland. Dir wësst, a mir hunn et gesot, mir si fir eng Solidaritéit an Europa, déi net op Coronabonden, op illegale Mëttele berout, mee op enger Grousszuegkeet am Kader vun den EU-Traitéen an och bilateral mat deenen, déi Hëllef néideg hunn an déi méi schlecht dru si wéi mir. Mir wëllen och an Afrika an anerer denken an och eis Dankbarkeet kloer ausdrécke géintiwwer deenen, déi eis gehollef hunn.

An ee lescht Wuert iwwer Europa - ech gesinn, meng Zäit leeft of, Här President -, mee iwwer Europa wëll ech och nach e Wuert soen. Mir hunn hei jorelaang héiere vun lech alleguer, ausser vun der ADR, datt mer praktesch schonn e Federalstaat hätten. Vill hunn der gepriedegt, datt d'Grenzen net méi wichteg wäeren. A wat hu mer elo gemierkt? De Géigendeel ass wouer! Mir als ADR hunn ëmmer gesot: „Mir brauchen eng proeuropäesch Politik, awer eng realistesch, eng pragmatesch, eng, wou mer einfach erkennen, wat d'Realitéit an Europa ass: datt d'Staaten net bereet sinn, op hir Egestännegkeet a Staatlechkeet ze verzichten.“ An opgrond vu Réalitéite solle mer en Europa bauen, wou mer kënnen zesummeschaffen. Et ass scho komesch, datt eis Europaparlamentarier just de Contraire propagéieren, eigentlech net d'Konklusioun zéien aus deem, wat an deene leschten Deeg gemaach ginn ass a geschitt ass.

Als ADR, Här President, an ech halen domadder op, hu mer e kloer Message: Mir wëlle weider mat der Regierung an allen anere Parteien am

Geescht vun der nationaler Eenheet dru schaf-fen, datt mer gutt duerch déi Kris hei kommen. Awer mir soen och, datt eis Verantwortung an der Politik an an enger Demokratie muss dozou déngen, datt mer kritesch mat eis selwer sinn a soubal déi Kris hei eriwuer ass genau analyséieren, wat mer gutt a wat mer manner gutt gemaach hunn.

An domadder, Här President, iwwerrechen ech lech d'Motioun vun der ADR speziell eeben iwwert déi Tracingapp, déi elo soll agefouert ginn.

Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten,

deif besuergt,

- datt déi Europäesch Kommissioun wëllt eng Applikatioun fir Smartphoné propagéieren, déi et géif erlaben, Kontakter vu Leit ze retracéieren, déi mam Coronavirus infizéiert sinn (application de traçage);

- datt esou eng App eng Rei Gefore fir déi demokratesch Grondrechter an enger fräier an demokratescher Gesellschaft mat sech bréngt, besonnesch, awer net nëmmen am Hibleck op d'Protektioun vun der Privatsphär, d'Beweegungsfreiheet an dat medezinnescht Geheimnis (secret médical);

- datt d'Aféiere vun esou enger Technologie e potenzielle Risiko mat sech bréngt, datt si an Zukunft nach op aner Krankheete kéint ausgedeeent ginn;

- datt, och wann esou eng Technologie an enger éischer Phas op enger fräiwëlleger Basis géif berouen, de Risiko besteet, datt si ganz séier kéint obligatoresch ginn;

- datt domat de Risiko vun enger Stigmatiséierung, Diskriminierung an Isolatioun vu kranke Mënsche verbonnen ass;

- datt esou eng Appikatioun e grouse Schrëtt a Richtung vun engem totalitären Iwwerwachungsstaat duerstellt;

fuerdert d'Regierung op,

- sech all Versuch vun der Aféierung vun esou enger App konsequent ze widersetzen;

- déi Europäesch Kommissioun opzefuerderen, all Initiativ an déi Richtung opzeginn.

(s.) Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Merci, Här President. Mir hunn elo an deenen zwou Stonnen Debatt an an der Deklaratioun vum Premier eng ganz Rëtsch Elementer héieren, wéi den Deconfinement a wéi engen Etappen an deenen nächste Woche voire an deenen nächste Méint funktionéiere soll. Mir hunn awer net driwwer geschwat, wéi eng wierklech Exitstrategie aus der Problematik vum Coronavirus kéint ausgesinn. An dat huet och säi gudder Grond: well et guer net esou einfach ass!

Fir de Coronavirus ze iwwerwannen, gëtt et am Moment zwou Méiglechkeeten, zwou Varianten. Déi éischt Variant besteet doranner, do-robber ze hoffen, datt et en Impfstoff gëtt, wou zwar och schonn an der Vergaangenheet ëmmer erëm gesot ginn ass, mer wiere kuerz virdrun, awer bis elo nach näischt do ass an Experten awer nach ëmmer soen, datt et 9 bis 18 Méint dauert, bis esou en Impfstoff do ass. An déi zweet Variant besteet doranner, d'Kurv vun den Infektiounen esou flaach ze halen, datt iwwer e gewëssenen Zäitraum 60 % bis 70 % vun der Populatioun sech ustiechen an domadder quasi en automatesch Schutz vun der Populatioun entsteet. Mee och déi Variant dauert ronn 9 bis 18 Méint.

Ech soen dat, well mer eis musse bewosst sinn, datt d'Problematik vum Coronavirus eng ass, mat där mer nach ganz laang an eiser Gesellschaft wäerte musse befaasst sinn, an datt et dofir sécherlech keng einfach Léisung gëtt. Mir wäerten nach ganz laang Méint mat dësem Virus geplot sinn.

Duerfir musse mer eis froen, wéi mer des dann awer nach ganz laang Zäit am beschten organiséieren, an zwar esou organiséieren, datt mer d'Bevëlkerung am effikasste schützen, souwuel virum Virus wéi och - an dorop wëll ech insistéieren - virun deem, wat de Premier „Kollateralschied“ genannt huet, déi entstoe kënnen duerch Mesuren am Kampf géint de Virus.

Ech wëll duerfir an deene puer Minutten op e puer Beräicher agoen, wou sech des Froen opdrängen, an ugefaangen am Gesondheetssektor. Et ass absolutt bewonnerenswäert, a wéi enger Herkulesaarbecht et fäerdegbruecht ginn ass, eise ganze Spidolsecteur komplett emzebauen an esou anzeichten op d'Suite

vun der Pandemie. Dëst ass geschitt an engem kollektive Kraaftakt vun enger - ech mengen, datt een dat wierklech ka soen - histoirescher Dimensioun vum gesamte Gesondheetspersonal, deem eisen déiwe Respekt gehéiert. An dee ganz schlëmme Pic, dee gefaart ginn ass, ass bis elo glécklecherweis ausbliwwen.

Mee dowéinst hunn och missen eng ganz Rëtsch net esou urgent Operatiounen no hanne verluecht ginn. A mir kréien och ëmmer méi Messagen, datt d'Leit sech net esou soignéiere loosse, wéi dat néideg wier, souwuel an de Spideeler wéi awer och bei den Dokteren, deelweis aus Angscht virun Ustiechung, deelweis awer och, well Leit mengen, hire klenge Bobbo wier net esou dramatesch an et géif schonno goen, wann ee just nach e puer Deeg weider op d'Zänn bäisst.

Dëst ass awer och eng ëmmer méi grouse Gefor fir déi effentlech Gesondheet. Duerfir musse mer ganz dréngend oppassen, datt déi ordinär medezinnesch Äkten net vernoléisseg ginn. An och hei brauche mer ganz kloer Consignen un d'Gesondheetspersonal an och un d'Leit alleguer dobaussen. Mir mussen och am Gesondheetssektor zu enger neier Normalitéit mam Virus fannen, déi aner Krankheitsbiller net vernoléisseg.

Zweetens, d'Schoul. Nieft dem effentleche Gesondheetswiesen ass déi effentlech Schoul den zweete grousse zivilisatoresche Fortschritt vum 20. Jorhonnert. Net nëmme well Bildung e Grondrecht ass, wat jiddwerengem zousteet, mee och well et d'Verantwortung vun der effentlecher Schoul ass, fir esou wäit et geet ongläich sozial a kulturell Startbedéngunge bei de Kanner auszegläichen.

Mir wëssen alleguer, datt de lëtzebuergesche Schoulssystem där Aufgab zanter Jorzéngten net gerecht genuch gëtt. Mee eng Schoul, déi just iwwer Distanz funktionéiert, gëtt där Aufgab nach vill manner gerecht. An et sinn elo e puer Wochen, datt d'Schoul eeben esou funktionéiert, iwwer Distanz, an elo gesi mer: Et gëtt hei am Land en Digital Divide. Et gëtt Schüler, déi net d'Méiglechkeet hunn, an där Aart a Weis un de Coursen deelzuehuelen, wéi dat néideg wier, an déi vun doheem aus net dee Ba-gage matkréien, deen déi physisch Distanz kompenséiert. Et gëtt ganz vill Kanner hei am Land, déi net d'Chance hunn, en Elterehaus ze hunn, dat och an dëser Kris den néidegen Encadrement bitt. Fir si ass dës Situatioun dramatesch. An all Dag, wou d'Schoulen zoubleiwen, riskéiert deen Ecart vun de sozialen Inegalitéite bei de Kanner nach méi grouse ze ginn.

Dëst huet eng Laangzäitwierkung fir eis ganz Gesellschaft, déi enorm ass. Besonnesch schlëmme ass et, wat d'Kanner méi jonk sinn. Well wa se scho ganz jonk den Uschloss verpassen, da gëtt et spéider ëmsou méi schwéier, fir dat nozuehuelen. Duerfir menge mer, datt d'Grondschoulen onbedéngt nees musse funktionéieren. De Schoulunterrecht iwwer Distanz ass keng Léisung, mee riskéiert, eng tickend Zäitbomm ze sinn, mat där eist Land, deemno wéi, nach Jorzéngten duerno ze dinn huet. Duerfir ass et wichteg, datt d'Schoulen nees opginn.

Et ass awer och wichteg, datt dat ënnert deene Sécherheitsprecautiounen ka geschéien, déi néideg sinn. An do stellt sech onbedéngt d'Fro vun den Infrastrukturen. Ech si frou ze héieren, datt elo den Educatiounsministère ufängt, mat de Gemengen, déi fir d'Infrastrukture vun der Grondschoul responsabel sinn, ze dialogéieren. Mee dat hätt an eisen Aen awer och schonn éischer misse geschéien, gradesou wéi d'Zesummenaarbecht generell fëschent Staat a Gemengen, wou besonnesch den Interieur bis elo virun allem duerch Absence gegläntz huet.

Drëttens, d'Ekonomie. Ech wëll hei net op déi makroökonomesch Kris agoen, déi sech iwwerall ofzeecht, mee virun allem op déi kleng Betriber, déi am Moment just nach eppes hunn: nämlech plakeg Existenzängscht! Als Lénk begrëisse mir, datt am Deconfinement weider net essenziell Betriber kënnen opmaachen. Mee mir kommen awer net derlaanscht feststellen, datt dat alt nees virun allem deene grouse Surfacen an de multinationale Chaïnen hëllef. Déi meescht Betriber, a virun allem klenger, musse weiderhin zoubleiwen.

Eist Land riskéiert domadder net nëmmen, datt vill kleng Betriber et onverschëllt net packen, mee mir riskéieren och, eng weider Konzentratioun vun der Geschäftswelt op grouse Boïtten ze kréien, déi soit iwwert déi néideg Reserve verfügen, soit am Moment e concurrentielle Virdeel par rapport zu deene klengen Entreprisé kréien. Guer net dovunner ze schwätzen, datt et och déi grouse Boïtte sinn, déi an der Vergaangenheet ëmmer speziell Steierfaveure kritt hunn.

Aner Länner, Här President, ginn den emgekéierte Wee. Do kënne just kleng Betriber ënnert dem strikte Respekt vu Sécherheitsmesu-

ren opmaachen a grouse Surfacen, ab enger gewëssener Quadratmeterzuel, ginn éischer als potenzielle Risiko gesinn, fir sech onkontrolléiert unzestiechen. Firwat denke mer hei am Land net och an déi Richtung?

A wéi gesäit et mat deene Betriber aus, déi vun hirer Natur aus kee Social Distancing anhale kënnen? Coifferen, Bistron, wéini solle si dann erëm opmaachen? Geschäfte, déi och eng wichteg sozial Funktioun an eiser Gesellschaft hunn. A si kënnen net 9 bis 18 Méint waarden. Do schaffen Zéngtausende vu Leit. Dat heescht, mir mussen eis ganz gutt iwwerleeën, ob a wéi laang eng Gesellschaft e Confinement packt, ökonomesch a sozial, ouni dorunner ze zerbréchen.

Här President, an dat ass dann och eng vun eisen Haaptsuerge. Wéi laang packe mir dat als Gesellschaft? Well de Confinement ass eppes Widdernatierlech, eppes am Wuert-sénn Asoziales. A wat kascht eis dee Confinement? An ech mengen domadder keng Suen!

Wéi gesäit et aus mat der existenzieller Noutsituatioun, déi fir vill Leit mam Confinement zesummenhängt? Wéi ass d'Entwécklung vun de Suiciden hei am Land? Vun de schwéieren Deessiounen? Vun de psychologischen Noutsituatiounen? Vun haislecher Gewalt? An insgesamt vun der mënschlecher Verzweiflung?

Här President, ech wëll zum Schluss ganz kuerz op eng Diskussioun agoen, déi am Kader vum Deconfinement gefouert gëtt an déi mir als Lénk fir ganz geféierlech halen, nämlech déi vum Geotracking respektiv vun deene sougenannten „Tracingapps“. Donieft, datt se vun Experten, wéi huet de Moien och nach am „Tageblatt“ ze lese war, als „aktionistischer Blödsinn“ beschriwwen ginn, well hir Effikasitéit géint null tendéiert, si se als Prinzip e Frontalugriff op eis Demokratie, eis Biergerrechter an eist soziaalt Zesummeliewen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Esou Instrumenter sinn näischt aneres wéi de verallgemein-gerte Verdacht vu jiddwerengem géint jiddwer-eeen. An domadder den Doud vun der Gesellschaft! Mir ënnerstéizen d'Regierung an hirer Ofleening op europäeschem Plang géint des iwwerwachungsstaatlech Pläng.

An ech kënnegen awer och elo schonn deen heftegste Widderstand un, sollt d'Regierung, ënner wéi engem Drock och ëmmer, hei e Millimeter noginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Här President, mir mussen alleguer léieren an deenen nächste Méint, mat der Réalitéit vum Virus ëmzegoen. E Virus, fir deen et nach ëmmer kee Géigemët-tel gëtt. Mir mussen alleguer domadder ëmgoen. Mir mussen déi Vulnerabelst schützen, mee mir mussen och eis Gesellschaft, jo, eis Zivilisatioun schützen. An zur Zivilisatioun gehéiert och den Émgang mat Liewen an Doud. Pappen, deenen et am Moment net méiglech ass, bei der Gebuert vun hire Kanner derbäi ze sinn, Kanner, deenen et net méiglech ass, hir Elteren an dem Doud ze begleeden, sinn Elementer vun Zivilisatioun, déi eis als Mënschheit zënter Jorhonnerten, Jorhonnerten ausgezeechent hunn. Mir brauchen do en Zréck, en Zréck an en Émgang mat Liewen an Doud, deen eis als Mënschheit gepräägt huet.

Här President, ee vun deene gréisste Schrëftsteller aus der Mënschheitsgeschichte, den Dante Alighieri, huet viru 700 Joer a senger „Divina Commedia“ d'Häll net als Feiersbronn beschriwwen, mee als Mier aus Äis. De Coronavirus dierf eis Gesellschaft net dohinnerbréngen!

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Marc Baum. Leschten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Covid-19 huet eis alleguerte getraff. Mir all hunn an deene leschte Woche vill op eis missen huelen. An an dëser schwéierer Zäit ass et wichteg zesummenzehalen. An do kann ee soen, dass et hei zu Lëtzebuerg net un Zesummenhalt gefeelt huet. D'Solidaritéit huet sech all Dag op en Neits gewisen. Vill Mënschen hunn net gezéck a sech fräiwëlleg gemellt fir ze hëllefen. Hinne gehéiert e ganz grouse Merci ausgedréckt.

Déi lescht Woche sinn Decisiounen getraff ginn, fir d'Sécherheet vun eise Bierger ze sécheren. D'Leit musse sech säit Wochen an hire véier Wänn ophalen an de Kontakt mat Famill a Frënn ënnerbannen. Dëst ass fir eis alleguerten eng Erausforderung, déi awer, wéi d'Courbe vun den Neinfektiounen weist, sénnvoll ass.

An anere Länner gëtt am Kader vun der Coronakris och iwwert déi sougenannten



„Trackingappen“ diskutiert. Mir si perséinlech ganz frou, datt dës Diskussioun och hei an der Chamber gefouert gëtt an datt am Moment eng dach ganz ofleenend Haltung zu dësem nach méi grave Verstouss géint d'Grondrechter a virun allem d'Grondrecht op informationell Selbstbestimmung vun de Biergerinnen a Bierger zustane kënn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Genau an deem Kader - Dir wäert lech elo net wonnen, wann ech et soen - hu mir digital, well mir sinn haut paperless ënnerwee, och eng Motioun deposiert beim Chamberpresident a beim Generalsekretär, déi elo wäert gläich verdeelt ginn, leider net paperless, fir dann esou och kënnen e klengen Deel zu där Diskussioun bäizedroen. Et ass eis wichteg heibäi ze soen, datt et net drëm geet, iergendwéi eppes schlechtzeschwätzen. Et geet hei drëm, d'Grondrechter ze woren.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- Am Kontext vun der Coronakris gëtt d'Offer un Tracingapplikatiounen ëmmer méi grouss;

- am Kontext vun der Coronakris geet d'Demande un Tracingapplikatiounen ëmmer méi an d'Luucht.

Ass dese Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

1. keng obligatoresch Tracingapplikatioun, säitens der Regierung, zu Lëtzebuerg zouzeuloossen,

2. och bei volontairen Applikatiounen, säitens der Regierung, keng zentral Späicherung vun Donnéeën zouzeuloossen.

(s.) Sven Clement.

Eis ass bewosst, datt d'Grondrechter an deene leschte Wochen a Méint hu missen ageschränkt gi fir de gréisseren Interêt vun der Santé. Et dierf awer net esou sinn, datt mer ëmmer weider dorunner gruewe ginn, bis datt mer, wéi de Fräsch an der Geschicht, net mierken, datt d'Waasser op eemol kacht an d'Grondrechter net méi do sinn. Mir sinn also der Meenung, datt dësen Aschnitt an d'Privatsphär net dierf méi déif goen.

Nieft awer all deenen Diskussiounen ëm d'Privatsphär muss een an dierf een net vergiessen, datt trotz der Kris vill Leit hu missen all Dag weider schaffe goen, an och all deene gëllt e besonnesche Merci! Merci all deene Leit, déi beschméiglech hir Aarbecht verricht hunn, mee awer och merci all deenen, déi se dobäi ënnerstëtzt hunn, ob et heiansdo och de Mann war, deen doheembliwwen ass a gemierkt huet, datt säi Beruff vläicht manner systemrelevant war wéi dee vu senger Fra, déi am Gesondheetssektor ënnerwee ass.

(Interruption)

Fir déi Fraen, déi op eemol gemierkt hunn, datt hiren Job immens wichteg ass, all deene gehéiert net nëmmen eise Respekt, mee e ganz, ganz grouse Merci!

Mir hunn eis an deene leschte Wochen a puncto Aarbechtswelt schnell missen upassen. Dank dem Teletravail kënnen vill Leit weider hir Aarbecht maachen, gesond bleiwen an och méi Zäit mat hirer Famill verbréngen. Work-Life-Balance, duerch d'Kris forcéiert!

An Zäite vun der Pandemie mierkt een, dass ee kloer Richtlinie muss ginn, déi fair an novollzäibär sinn. Et wier zum Beispill fir kleng Entrepreneure vu Virdeel gewiescht, kleng Geschäfte kënnen opzeuloossen, virun allem wann een d'Konkurrenz op der grénger Wiss a Betruecht zitt. Éischters ass de Risiko a kleng Geschäfte méi kleng, fir sech unzestiechen, well manner Leit dobanne sinn, an zweetens si se vill méi sensibel op wirtschaftlech Schwankunge wéi déi grouss.

Fir den Deconfinement vun wirtschaftleche Liewe wäeren zum Beispill also och folgend Messuren denkbar: d'Festleeë vun enger klorer Zuel, wivill Leit zur gläicher Zäit an engem Geschäft pro Meterkaree dierfe sinn. Do kéint ee sech vläicht drun orientéieren, datt, wann een zwee Meter Distanz muss halen, dat mathematesch iergendwou zwëschen 16 Meterkaree an 20 Meterkaree Fläch pro Persoun misst sinn. Dat wär eng kloer Reegel, déi mathematesch applizierbar wär an déi kéint „enforcéiert“ ginn. Et géif eis hëllefen, wa mer am plaz vun theoretischen oder op d'gutt Nodenken, op de gudden Wëlle geménte Reegele géifen op kloer, mathematesch novollzäibär Reegele kommen.

Här President, ondenkbar ass et, datt mer elo an dëser Zäit schonn an den Altersheemer déi aktuell Verhalensregelen ophiewen. Eis eeler Matbierger sinn am meeschte vun dësem Virus betraff. Et géif engersäits awer d'Famillje berouegen ze wëssen, dass iwwerall an de Flegestrukturen déi selwecht fundamental Reegele

gëllen a puncto Hygiène an Aarbechtssécherheet. Do wär eng verbindlech Nott vun Ministère méi wéi ubruecht, mat kloer Richtlinnen, wéi déi eenzel Mataarbechter ekipéiert musse ginn a wéi déi eenzel Mataarbechter sech och solle verhalen.

Mir sollte beim Eropeschalten - natierlech ënnert der Konditioun, dass d'Neiinfektiounen erfrogin - op d'Bedierfnisse vun eise Biergerinnen a Bierger agoen, vläicht op Basis vu psychologische Modeller, déi mer kennen, wéi zum Beispill der Pyramid vun Maslow. An enger nächster Phas sollt also och de private Beräich innerhalb vun der enker Famill eventuell opgelackert ginn. Ech mengen, datt mer déi éischt Avancen an deem Beräich mat den Hochzäiten a mat de Begrëfnisse ewell héieren hunn.

Et dierf och bei all deenen Oplackerungen op kee Fall esou verstane ginn, wéi wann domadder elo déi nächst Grillparty erëm autoriséiert wär. Ech mengen, do muss mer eis laang drop astellen, datt Grillpartien am gréisseren Krees an nächster Zäit, an deenen nächste Wochen a Méint nach éischter onrealistesche sinn.

Nichtsdestotrotz ass d'Bedürfnis no Proximitéit, grad an der Famill an am Frëndeskreese, e Bedürfnis, wat mer net dierfen ënnerschätzen, grad wann et drëm geet, e bëssen e Gefill vun Normalitéit ze kréien an de Lagerkoller, dee mer alleguerten awer iergendwou mat der Zäit kréien, ze ënnerbannen.

Här President, all Krisenzäit bitt d'Méiglechkeet, sech selwer a Fro ze stellen, an optimalerweis léiert een aus enger Kris immens vill. Wéi de Joseph Schumpeter et schonns sot, ass Zerstéierung wichteg, fir dass eng Neiuerdnung ka stattfannen.

(Interruption)

Jo, och an dësen haarden Zäite gesi mer dat. D'Santé, déi nach ni mat esou enger Situatioun ze kämpfen hat, huet sech bannent kierzester Zäit ëmfänglech Organisationsstrukture misse ginn. Wéi d'Gesondheitsministesch scho sot, gouf et virun dëser Kris keen nationalen Inventaire vu medezinneschem Material zu Lëtzebuerg. Eppes, wat fir d'Bewältegung vun dëser Kris onbedéngt noutwendeg war. Et ass sécher, dass vill vun den Organisationsstrukturen, déi bannent dëser kuerzer Zäit opgebaut goufen, weiderhin erhale bleiwen an zu enger Verbesserung vum Staatsapparat vun eiser Santé kënnen bäidroen.

Als klengen Tëscheresümme kann een also soen, dass och positiv Aspekter aus dëser Kris erauszeeie sinn. Och wann een net soll soen: „Gutt, datt et déi Kris gouf“, weist se eis awer och, wéi Lëtzebuerg zesummestoe kann.

Mir brauchen och no der Kris Investitiounen am Privatsektor, fir eebe grad de Failliten entgéintzewirken, fir derfir ze suergen, datt och an der Privatwirtschaft weiderhin Innovatioun ka virherrschen. Do muss een driwwer nodenken, wéi een dat ka maachen. An déi Iwwerleeungen dierfen net ze spéit gefouert ginn, well soss ass et fir eng ganz Retsch Betriber ze spéit.

Wichteg fir d'Wirtschaft an nach méi wichteg fir d'Santé wär et, dass mer en Deel vun der Supplychain am Beräich vum Medezinneschen erëm op den europäesche Kontinent rapatriéieren. Et geet dorëm, systemrelevant a liewenswichtig Industrien erëm konsequent opzebauen an ze ënnerstëtzen. Mir sollte vläicht ophalen, eis iwwer Jugurtsfabriken an Datenzentren opzereegen, wann dat, wat an enger Kris wierklech wichteg ass, Masken, Händschen oder Tyvek fir Kostümer sinn.

Et geet natierlech net duer, fir nei Industrien unzesidelen. An eng europäesch Industriepolitik ass nëmme koordinéiert méiglech. A genau dofir muss mer eis och op europäeschem Plang asetzen.

Wat d'Santé ugeet, muss mer d'Beruffer revaloriséieren. Do muss ee sech iwwerleeën, ob mer net den Neibau vun LTPS kënnen acceleréieren, fir derfir ze suergen, datt déi nächst Generatioun vu Flegende besser ausgebild ka ginn. Mir mussen awer och nieft der Santé derfir suergen, datt mer technologesch net den Uschloss verléieren. A mir hu gesinn, datt et, grad wann et ëm Videokonferenzen an esou geet, wichteg ass, datt mer alleguerten Accès zum Wëssen, zur Technologie an zur Informatioun hunn.

Den Accès zum Wëssen ass grad a Krisenzäite wichteg, well een online d'Méiglechkeet huet, fir sech ze informéieren an och mat aneren ze kommunizéieren. Mee d'Coronakris huet gewisen, dass dat net fir jiddereen de Fall ass. Ob ee Kand oder zweestelleg Prozentzuele vu Kanner net fir d'Schoul doheem erreicht kënnen ginn, ass u sech egal! Well all Kand ass wichteg! A mir mussen weider Efforte maachen, fir datt all d'Kanner am Bildungswies den néidegen Zougang zu Technologie, Informatioun a Wëssen hunn an domadder dann och wéi néideg ekipéiert ginn.

Dës Kris bitt eis also Méiglechkeeten, fir kuerzfristeg, mittelfristeg, mee och laangfristeg ze iwwerleeën, wéi d'Welt an Zukunft auszegesinn hätt. Mir mussen aus dëser Kris bailéieren an eise Gesellschaftsmodell endlech nohalte, gerecht a modern gestalten. Generell misste mer elo, no dëser Kris, méi „buy local“ maachen. Grad no der Kris ass et wichteg, net nëmmen, fir eis Welt ze schützen, mee och eise lokale Commerce ze ënnerstëtzen. En plus garantiert dat, datt eis Liewensmëttel no europäesche Sécherheitsstandarde produzéiert ginn a mer sou verhënnere kënnen, vläicht déi nächst, net virologesch, mee bakteriell Kris ze kréien.

Fir eis Piraten weist dës Kris also ganz kloer, datt et néideg ass, un d'Zukunft ze denken. Mir dierfen eis awer elo nach net ze vill op déi Zukunft freeën. Et geet elo drëm, déi nächst Schrëtt en vue vun dësem Deconfinement ze huelen, an dat, andeem mer all Dag d'Zuele kucken, andeem mer all Dag kucken, wat méiglech ass a wat net méiglech ass, an dorëm, dat rationell an op wëssenschaftlech Fakte baséiert ze maachen an eis net vum Bauchgefill leeden ze loossen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt d'Madamm Gesondheitsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Prises de position du Gouvernement

► **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Merci. Mir sinn op dënnem Ais, ech kann dat nëmme confirméieren. Et ass eppes, wat oft gesot ginn ass. An ech si ganz frou, dass mer déi Aschätzung alleguer zesammen deelen. Mir sinn nach net eraus aus dëser Kris. An et ass sécherlech mat deem, wat haut uestet a wat decidéiert ginn ass, net de Wee an en Exit aus dem Risiko. Dat wär sech eppes virmaachen.

Et wäert och weiderhi vill Hin an Hier ginn an Inkohärenzen. Dat war esou vun Ufank un. A mir sinn nach net op deem Punkt, wou mer de Virus esou gutt kennen, dass ee kéint soen: „Elo hu mer Kloerheet. Elo wësse mer genau, wou mer higinn.“

De Virus ass en neie Virus. E gëtt erforscht iwwer d'ganz Welt, intensiv, alles schafft dorunner. An dat bréngt mat sech, dass mer vun Dag zu Dag nei Erkenntnisser kréien an dass mer, an dat schéngt mer och normal, déi Erkenntnisser afléisse loossen. Dat féiert forcéiert zu Hin an Hier an de Recommandatiounen, well mer eis upassen. Dat wäert awer esou weidergoen. Mir si leider nach wäit ewech vun engem genaue Verstoen, wat dee Virus ass. Bis virun e puer Wochen huet et geheescht: „En ass a Goutteletten, déi ee gutt kann ewechmaachen.“ Haut seet d'Forschung: „E kann och an der Loft sinn.“ Mir léieren all Dag bäi. A mir mussen Navigation a vue maachen.

Mir wëssen och, dass een de Confinement total, wéi mer en elo hunn, an enger Gesellschaft net kann halen op Dauer. Dat wär net méiglech. Vill ze vill Kollateralschued. Soudass mer muss léieren, mat deem Virus liewen, eis flexibel gestalten, probéieren, e Meeschter ze ginn. Duerfir gefält mer d'Wuert vum „Marathon“ relativ gutt. Et gëtt eng laang Saach. Et ass nach keen Impfstoff an Aussicht. Mir hoffen alleguerten drop. Mee sou wéi et haut ausgesäit, si mer matten an engem Marathon.

Entre-temps wësse mer awer eng Rei Saachen. Mir wëssen net alles. Mee mir wëssen eng Rei Saachen. Doduerch, dass mer genau suivéieren, Monitoringe maachen, d'Zuele genau kucken, analyséieren zesumme mat Statistiker, mat Wëssenschaftler, mat de Virologen, wësse mer beispillsweis haut, dass Mesuren, déi een hält, en Impakt hu ronn zéng Deeg duerno. Dat hu mer an eisem eegene Land gemierkt. An dat ass och kohärent mat deem, wat een am Ausland gesäit. Dat heescht, mir wësse scho méi wéi am Ufank. Mir wëssen ongeféier, wéi laang et brauch a wivill Zäit ee sech muss ginn, fir verschidden Impakter kënnen ze erkennen.

Mir wëssen och, dass am Schnëtt tëschent enger Neiinfektioun an enger Hospitalisatioun siwen Deeg verginn. A genau sou wësse mer haut duerch ons Zuelen, déi mer kënnen analyséieren, réckbléckend, dass, wann d'Infektioun bis erfrogin, wat elo de Fall ass hei am Land, den Effekt an de Spideeler decaléiert ass, well d'Leit ganz laang am Spidol sinn. Do leien dräi Wochen dertëscht, 21 Deeg. Dat heescht, et ass eng laang Zäit. Et si ganz vill Parametere, déi ee muss aberechnen, wann een hei wëllt wierklech eng propper Strategie op Zäit fueren an dofir och déi néideg Virsicht muss afléisse loossen.

Mir wëssen awer och vun de Leit um Terrain, vun eisem Gesondheitspersonal, vun eisem Fleegepersonal, mat wat mer et hei ze dinn hunn: mat engem ganz, ganz ekelege Virus! Dat ass net iergendeng Krankheet. Et ass im-

mens schwéier ze behandelen op de Statiounen, ganz personalintensiv, et ass eng eise Longekrankheet. A mir wëssen duerch d'Erfahrung, déi mer och elo an eise Klinicken hunn, wéi onberechenbar dat Ganzt ass, wéi séier eis Statioune wäerte saturéiert sinn, well d'Leit laang do leien, well se intubéiert sinn, well se ganz schwéier Behandlung mussen gemaach kréien, Dialys parallel, ganz personalintensiv.

Dat heescht, mir kennen eng ganz Rei Facteuren, fir an der nächster Phas e gudd Monitoring ze maachen. Mir wëssen déi Saachen elo. An et ass gefrot ginn: Wéi steiere mer déi Phas, déi elo kënn? Ma mir steiere se, andeem mer justement dat doten am A behalen, andeem mer dagdeeglech am Austausch si mat eise Leit an de Spideeler, well et ass do, wou dee gréisste Risiko ass: Et ass do, wou de Stau riskéiert ze kommen, wou mer an d'Iwwerbelaschtung kommen. An dofir muss mer dat ganz genau kucken.

Mir mussen ganz genau kucken: Wéi geet et mat den Neiinfektiounen weider? Well wa mer déi bis gesinn, wann déi bis eropginn, da kënnen mer genee rechnen, wat dat bedeit handendrun. An dat Rad kritt een net zréckgeschrauft, soudass dee Monitoring extreem wichteg ass an där Zäit, déi elo kënn.

D'Situatioun ass gutt. Et ass, mengen ech, och wierklech de richtige Moment, elo lasszeleën. Well mir sinn eis alleguerten, mengen ech, och eens hei, dass een net kann op Dauer esou weiderfueren. Mir hu vill ze vill Schued op alle Pläng. Ech ginn net méi am Detail drop an. Mee effektiv, eis Neiinfektiounen sinn erfrogin. Eise Basisreproduktionszuel, déi ee ganz vill héiert an der Press, déi läit bei 1,02, wann ee se op déi lescht siwen Deeg rechent, wat relativ gutt ass. Mee et ass net, fir ze jubiléieren! Virsicht ass wierklech gebuede bei deem, wat mer elo maachen.

Wat bedeit elo Monitoring an esou enger Phas? Dat bedeit, dass mer nach méi intensiv wäerten testen, wéi mer dat elo gemaach hunn, dass mer ënnerschiddlech Tester wäerte maachen. Et ass ugeschwat ginn: Mir hunn elo als éischte Secteur, dee soll opgoen, de Bau erausgesicht, mat allem, wat ronderëmläit. De Bau an alles, wat ee brauch, fir de Bau lafen ze doen. D'aileurs och déi Geschäfte, déi ronderëm de Bau fonctionéieren. Et huet am Fong näischt domadder ze dinn, ob e Commerce oder e Betrib grouss oder kleng ass, mee et ass d'Natur vun der Aktivitéit, déi ausschlaggebend ass, well mer ee Secteur wëllen ofdecken, mat allem, wat do ronderëm passt, an net méi, fir et iwwerschaubar ze halen.

All eenzelt Geschäft kann een natierlech esou ausrichten, dass ee kéint eng Rei Sécherheitsmoosnamen huelen. Mee et geet hei drëm, op eng berechebar Zuel vu Leit kënnen opzebauen, op e Secteur, deen ee ka berechnen: Wivill Leit kommen do an d'Zirkulatioun? Fir dass een, justement, ka Pronosticke maachen, wat dat bedeit a wat de Risiko ass.

Dat wat mer wëllen evitéieren, ass, dass jiddweree vun haut op muer nees erausgeet, flanéiere geet, akafe geet. Nee! Et soll wierklech ee Secteur sinn. An dat wëlle mer gäre genau kontrolléieren, monitoren, kucken, wat dat fir Effete wäert hunn, well dat kënnen mer haut net wëssen. An ech géif et gären ënnersträchen: Jiddweree, dee behaupt, e wësst dat genau, ech mengen, dee blufft! Och haut nach ëmmer!

En Testcluster ass ugeschwat ginn. Mir hunn ons d'Méiglechkeet ginn. Nieft eiser normaler Teststrategie, déi wierklech ganz breet ausge-riicht ass, heescht et haut hei zu Lëtzebuerg: Jiddweree, dee Symptomer huet, déi op Covid hindeiten, gëtt getest.

Doniewent maache mer elo an deem Secteur vun Aktivitéiten, deen zousätzlech elo opgeet niewent deenen Aktivitéiten, déi souwiso op sinn, e sougenannte Clustertest. Dat heescht, et gëtt en Echantillon geholl vun deem Bau-sektor au sens large, deen elo wäert opgoen, vu Leit, déi mer vill méi systematesch wäerten testen. Dat, fir ze gesinn ... An dat leeft och elo schonn, déi Leit si schonn amgaange kontaktéiert ze ginn. Ech kann lech och soen, dass déi éischt bis elo all negativ waren, dat krut ech elo just eragesmt. Mee bon, et ass eréischt den Ufank. Dat soll eis eng Iddi ginn, ganz schnell an deenen nächsten Deeg, wéi et ausgesäit mat deem Secteur, deen elo opgeet, fir dass een nach, wann et da muss sinn a wann eppes drop indiquéiert, dass do wierklech iwwerproportional vill Infektiounen wäeren, wierklech kann déi Leit erausfilteren a vläicht nach méi systematesch notesten handendrun.

Dat Ganzt leeft niewent deem Immunitéitstest, wat en aneren Test ass. Dat ass en Test, deen

och elo amgaangen ass. Do sinn déi éischt Leit, déi kontaktéiert ginn. Dee gëtt vum Luxembourg Institute of Health gemaach, just an enger Partnerschaft mat TNS ILReS, mee et ass de Luxembourg Institute of Health, dee Porteur vun dësem Projet ass. Dat ass en Test, deen ass am Lafen. Dee wäert eis lues a lues Opschluss ginn doriwwer, wivill Leit bei eis an der Bevölkerung entre-temps schonn Antikörper opgebaut hunn an hirem Blut an also schonn immunn sinn. Dat ass eng ganz wichteg Donnée, déi ee wierklech muss am A behalen tout au long vun dëser Kris.

Testen ass och kee Selbstzweck. Et muss ee sech bewusst sinn: Wa mer elo Schrëtt fir Schrëtt opmaachen, da bedeit dat och, dass mer erëm mam Tracing mussen ufänken, sou wéi dat am Ufank vun der Kris war. Dir erënnert lech, an där éischter Phas, wou mer ganz wéineg Infektiounen haten, huet eis Inspektion sanitaire ganz systematesch Leit ugeruff, Tracing gemaach: „Mat wéi waart Der a Verbindung?“, fir dass d'Leit a Quarantän gesat ginn. Do komme mer och elo natierlech erëm zréck.

Mir kënnen eis net erlaben, einfach opzemaachen. Dat heescht, mir sinn amgaangen, eis och ressourcéméisseg, genau sou wéi dat an Däitschland ass, wann Der d'Aktualitéit suivéiert hutt, wierklech opzerüsten, mat Benevolen, mat Leit, déi op e Kontrakt elo mam Staat zréckgegraff hunn, fir deen Tracing wierklech kënnen ze assurieren. Dat ass eppes ganz Opwändeges, wäert och nees dozou féieren, dass d'Leit och nees vill méi systematesch da suivéiert ginn, wa se positiv sinn.

Mee mir hu jo och déi Maela-App, déi mer um Lafen hunn, déi dat wäert vereinfachen, wou d'Leit hire Befund kënnen aginn an dann op eng ganz einfach Aart a Weis mat den Autoritéiten a Verbindung stoen. Dëst, fir dass een au fur et à mesure vun der Evolution vun der Krankheet ganz schnell kann erkennen, wa Komplikatiounen sinn, well Komplikatiounen, dat ass dat, wat geféierlech ass. Den normale Kranken huet déi net. Mee deen, dee se huet, dee weess, wat en huet. Deem geet et net gutt. An et ass deen, dee mer mussen am A behalen.

Ech géif drop hiweisen, dass selbstverständlech och d'Gesondheitswiesen erëm muss an eng Normalitéit zréckfannen. Dat ass normal. Mir hunn do eng Handbrems gezunn natierlech, fir eis ze preparieren, well ee jo och net wousst, wéi dee Pic géif ausgesinn. Et weess een elo, dass e relativ duuss war. Mee dat wousste mer am Ufank net.

Dat heescht, an enger éischter Phas ass wierklech alles erofgebrach ginn op de strikte Minimum. Dat heescht, alles wat konnt ausgesat ginn, ass ausgesat ginn. Mee selbstverständlech ass dat eng Situatioun, déi och an enger Gesellschaft net op Dauer haltbar ass. An do lafen intensiv Gesprécher och scho säit der éischter Woch mat der Dokterschaft, mat de Spideeler, wou mer zesumme wäerten eng reegerecht Exitstrategie och fir de Gesondheitssektor ausschaffen, wou mer Prioritéite setzen a kucken, wéi dat wäert vonstattegoen.

Dat wäert net esou sinn, dass, well elo erëm e bëssen d'Situatioun méi entspaant ass an eise Spideeler ... Dat ass jo normal, dass se e bësse méi entspaant ass, well mer déi Mesurë geholl hunn, déi mer geholl haten, mee mir kënnen awer elo net soen: „Voilà, elo geet erëm all Spidol normal op.“ Déi Infrastrukturen an déi Embauten, déi gemaach gi sinn, déi wäerte während där ganzer Kris en place bleiwen.

An et gëtt elo gekuckt, wéi déi Sitten, a mir hunn eng Rei Sitten, wou keng Covid-Patienten sinn - ech verweisen op d'ZithaKlinik, zum Beispill, an och op Eech, dat heescht, et si ganz Sitten, déi am Moment guer keng Covid-Patienten hunn -, wéi déi kënnen och elo aktivéiert ginn, fir no an no Aktivitéiten dann, déi musse gemaach ginn, Interventiounen, déi musse gemaach ginn, och erëm kënnen ze maachen. Dat ass eng Aarbecht, déi leeft. Déi leeft am Zesummespill, a Concertatioun mat der Dokterschaft selwer an och mat de Spideeler. An do wäerte mer och bis d'nächst Woch Kloerheet hunn, fir do ze kommunikieren.

Dann zum Thema „Masken“. Et gëtt ëmmer erëm ugeschwat. Ech géif just gären eng Kéier un d'Ausgangssituatioun erënnern. Also ech hu geléiert, wann ech dräi Orangen hunn, da kann ech keng fénnel verdeelen. Et ass och op déi Aart a Weis, wéi mer hei virgaange sinn. Wann d'Regierung iwwerhaapt ugefaangen huet, Masken ze kafen, a mir hu Milliounen Maske kaf a riseg Commandé sinn entre-temps en cours, dann ass dat, well de Maart net méi funktionéiert huet. Et ass net d'Missioun vum

Gesondheitsministère, fir d'Apdikten anzekafen, fir d'Spideeler anzekafen oder fir iergendeen anzekafen. Eis Missioun ass et, en nationale Stock ze hunn. Deen hate mer. An dat, wat mer hei erlieft hunn, dat hate mer nach ni. Et ass eng nei Situatioun gewiescht. Hei zu Lëtzebuerg krut ee keng Mask méi ze kafen! Haut ass dat anescht!

Dofir Hin an Hier, jo! Haut schéngt et erëm ze funktionieren. Et kritt een an der Apdikter nees Masken. Mee zu engem gewëssenen Zäitpunkt wor dat net de Fall an do hu mir ons ganz schnell aktivéiert, wéi mer dat bis wousste vun den Acteuren, wou mer ons alleguerten zesummedoen hunn, mat ganz ville Fräiwëllegen och, fir Commanden erauszeginn. Iwwer eis diplomatesch Bezéiungen, iwwer d'Carloglux konnte mer et erreechen, dass mer wierklech Milliounen Masken erbäikritt hunn, an esou sécherstellen, dass do, wou déi Maske wierklech gebraucht ginn, nämlech am Gesondheitsssystem an am Flegeselector, dass der do och waren.

A vun dëser Plaz géif ech och e ganz grouss Merci soe fir déi Solidaritéit, déi justement an deenen éischten Deeg war, notament vusäite vun de Gemengen. Ech denken un d'Gemeng Lëtzebuerg. Si hunn ons ganz spontan hire Stock zur Verfügung gestallt gehat, fir dass en dohinner ka goen, wou e gebraucht gëtt. Entre-temps ass eise Stock opgefëllt. Si kruten dat och zréck. Vill Betriber hunn dat selwecht gemaach, hunn eis hir Stocke ginn, soudass mer se konnten an där éischter enker Phas, wou et eebe knapps ginn ass, wierklech erausginn.

Säit enger Woch ass d'Situatioun eng aner. Déi ganz Diskussioun, déi mer elo féieren, dass mer kënnen un d'Gemengen erausginn, dass mer kënnen un d'Betriber erausginn, dat ass eng nei Situatioun. Jo, dat ass en Hin an Hier! Dat stëmmt! Dozou konnte mer ons net engagieren virun zéng Deeg, well déi Saache waren net do!

Mir hunn entre-temps wierklech grouss Commanden, déi op onsem Territoire ukomm sinn. A soubal dat verifiéiert war am Cargozeitor, konnten och Decisiounen geholl ginn. Déi sinn immens schnell geholl ginn. Et ass verifiéiert ginn an et sinn Decisiounen geholl ginn. Mir hunn eise Stock séchergestallt, dee mer brauchen. An dorobber insistieren ech och, dee Stock ass an éischter Linn fir d'Spideeler a fir d'Fleegepersonal, fir dass si kënnen och an der Dauer elo iwwer déi nächst Woche wierklech hunn, wat se brauchen. An den Delta, dat, wat mer ze vill haten, dat konnt elo an enger éischter Phas erausgoen.

Mee dat ass och haut nach net onendlech! Do ass vläicht nach eng Kéier en Hin an Hier! Et ka sinn, dass mer an enger Woch vill, vill méi hunn. An da kënnen mer nach eng Kéier diskutieren, wat mer da maache mat deene Milliounen Masken, déi mer hunn. Mee haut hu mer dat gemaach en fonction vun deem, wat mer am Grapp haten. Dat heescht, mir hunn dat ausgedeelet, wat ee konnt ausdeelen, wat mer wierklech am Grapp haten, an net dat, wat ee mengt, eventuell vläicht ze kréien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Ech géif och prezisieren, dass d'Distributioun, déi mer gemaach hunn, eng differenziert Distributioun war. Et war wierklech knapp am Ufank. Dat heescht, mir hunn e Schlëssel opgestallt: Wie kritt wivill? D'Spideeler, déi eenzel Beruffer aus dem Flegeselector, do gëtt et e ganz genaue Schlëssel, un dee mer ons gehalen hunn, deen d'Haiser och kennen. Dat war bis gëschter op enger „oranger Luucht“, wéi mer dat nennen, dat heescht, e gewëssene Spuermodus, well mer jo net esou vill am Stock haten.

Wat elo spezifesch d'Maske betrëfft, si mer natierlech, wou mer elo dee Gest konnte maache fir ze soen: „Mir gi Masken eraus och en dehors vum Flegeselector a vum Gesondheitssektor“, grad fir d'Masken och elo am Flegeselector op gréng geschalt. Dee Produit ass elo net méi eng Denrée rare am Moment. Mir hunn eis vill am Stock a mir kënnen dat och elo. An dat ass ab gëschter festgehalde ginn. Gläichzäitig wou mer decidéiert hunn, de Gest ze maache vis-à-vis vun de Gemengen a vis-à-vis vun de Betriber, si mer och fir d'Distributioun spezifesch vun de Masken op e „gréng Modus“, wéi ech dat nennen, eriwergaangen. Dat heescht, do kënnen elo aner Quantitéiten erausgoen. An dat wäert och eng Rei Froe beäntweren.

Et ass wouer, dass et knapps war. Mee ech mengen, et kann ee sech ëmmer nëmmen no där Decke strecken, déi een huet. Dat ass esou. Mir kënnen näischt erausginn, wat mer net hunn. A mir mussen dat natierlech och equitable maachen a kucken, dass jiddweree gläichméisseg dat kritt, wat e brauch.

Wéi gesot, do misst Entspannung sinn, wat d'Maske betrëfft. Et gëtt awer aner Artikelen, do hu mer déi Entspannung nach net! Do si mer nach ëmmer am orangé Modus! Dat gëllt zum Beispill fir Blusen. Blusen, dat mag komesch kléngen, mee mir sinn op eise europäesche Marché esou wäit, dass dat en Artikel ass, dee Mangelware ass. Et hätt kee sech dat kënnen virstellen, dass mer an Europa eng Kéier esou wäit kommen, dass ganz banal Produiten net méi ze kréie sinn. Dat ass e Problem. Mir sinn awer net déi Eenzeg, déi dee Problem hunn. Ganz Europa steet virun deem Problem. Et ass eng Spannung, déi um Maart ass.

Jiddefalls, och wat den Émgang mat de Masken ugeet, do do ass et en Hin an Hier ginn. Sécherlech! Mir hunn ons als Land ëmmer un deem orientéiert, wat d'Weltgesundheitsorganisation virgëtt. A soubal déi Recommendationen geännert hunn, hu mer eis ugepasst un déi. Den Dag drop hu mer eis eegen ugepasst.

Dofir, jo, Hin an Hier schonn, mee deen erkläert sech, deen Hin an Hier, well mer au fur et à mesure, wou nei Erkenntnisser komm sinn, eis deenen net verschloss hunn, net gesot hunn: „O, mir hunn awer elo gëschter esou gesot. Elo späize mer eis net op de Kënn.“ Nee! Mir hunn ons ugepasst un déi nei Erkenntnisser, déi kommen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - An esou ass et och mat de Masken. Mir waren an enger Situatioun, wou Maske rar waren, wou se net recommandéiert ware vun der Weltgesundheitsorganisation. Si sinn och haut nach kontrovers diskutéiert. Den Asaz vun de Masken ass net schwärz a wäiss. Et ass ee grouss Risiko, deen domadder Hand an Hand geet: Et gëtt eng falsch Sécherheet. Et ass viru schonn erwäant gi vun engem vun de Kollegen, dass de Mask engem och ganz gären, zemoos am Ufank vun enger Pandemie - haut hu mer se méi present -, mee déi éischt Wochen, dovu sinn ech och selwer iwwerzeegt, dass de Mask engem d'Gefill ginn hat: „Da ka jo näischt passieren.“

De Mask ass keen honnertprozenteg Schutz, et ass just en Zousaz-Geste-barrière, méi net. Et ass eng Risikominderung, mee et ass net, dass een doduerjer, dass een e Mask unhuet, sief et e Masque chirurgical oder e gebitzte Mask, dass ee virum Corona geschützt wär.

Et muss een awer seng Distanz halen. Dat ass immens wichtig. An dofir ass et en Noutbedarf elo, well mir einfach net éiweg an deem Confinement kënnen bleiwen. Dat heescht, mir mussen eis erëm méi beweegen, lues a lues eis Wirtschaft ukuerbelen, an dann ass et einfach en Zousaz-Geste-barrière, deen ee sech gëtt, ëmmer nëmmen am Mooss vum Méiglechen.

Mir hu selwer keng Produktioun, nach keng Produktioun vu Masken hei am Land. Mir hoffen, dass mer dat eng Kéier kréien. Allerdéngs si mer jo ganz staark amgaangen, op Bitzen érmstellen a verschiddene Betriber, soudass mer do zumindest vläicht eng Selbstversorgung kënnen kréien. Mee mir wäerten och an Zukunft tributaire bleiwe vun deem, wat de Maart eis bitt.

Wat de Sektor vun de Soinen ugeet, wéi gesot, do misst e bëssen Entspannung zumindest op engem Produit kommen. Mir maachen dat au fur et à mesure. En fonction vun de Soinen, déi bei eis och iwwer d'COPAS erakommen, kucke mer erauszeginn, wat mer kënnen. Mee d'Politik war u sech nach ëmmer déi selwecht: Mir kucken, wat mer hunn, a mir kucken, fir dat fair opzedeelen en fonction vun deene Quantitéiten, déi mer hunn, fir dass jiddwereen, deen eppes brauch, eeben dat kritt, wat e muss hunn.

Wat elo d'Motiounen ugeet - déi ganz traureg Situatioun, déi mer hunn effektiv an de Klücken, dass et schwéier ass, vill Zirkulatioun ze hunn -, do géif ech drop hiweisen, dass et och haut scho méiglech ass fir den Direkter oder de Responsable vun deenen einzelen Etablissements, Exceptionen ze accordieren. Ech hu mer soe gelooss, dass dat och funktionéiert. Mee et ass awer eppes, wat mer sécherlech kënnen ënnerstetzen. Mir kënnen dat och gäre recommandieren als Santé, fir ze soen: „Maacht dat, wat méiglech ass!“

Et bleift awer leschtendlech natierlech d'Responsabilitéit vun deem Responsable vun dem Etablissement. Hie kennt seng eege Sécherheitsbestimmungen. Hie weess, wéi e sech opgestallt huet mat de Fluxen a sengem Haus. Vusäite vun der Santé si ganz kloer Instruktiounen do, wéi ee sech muss „rüsten“, wann ech dat esou kann nennen, fir bei e covidpositive Patient ze goen. Déi Méiglechkeete sinn do. A selbstverständlech, och do, wann d'Meldung kennt vum Terrain, dass dat net ëmmer eenheetlech funktionéiert, fannen ech et e ganz gudden Usaz. An ech mengen, dat ass och gedeelt mat de Kollegen aus der Regierung, dass

een dat och recommandéiert, falls et net sollt kloer sinn. Mee wéi gesot, et ass net verbueden. Et ass haut och schonn eng Méiglechkeet do, fir Exceptionen au cas par cas ze maachen.

Wat elo d'Trackingappen ugeet, do, sécherlech, ass de Kontext eeben den Tracing vun de positive Leit, wou aner Länner an enger méi schwieriger Situatioun si wéi mir. Dir wësst, mir teste ganz, ganz vill. Bei eis ass och d'Donkelziffer relativ kleng. Mir miséiere jo och prioritär, wäitgeend, wierklech op den Testing an op den Tracing, ouni mussen esou eng App ze hunn. An ech deelen och absolutt déi Skepsis, déi do ass. Mir stinn absolutt hannert de Valeure vun Respekt vun der Privatsphär, vum Datschutz.

An ech sinn och ganz zouversichtlech, dass déi Aarbechten, déi am Moment lafen op EU-Ebene, fir justement e Kader ze schafen, deen déi Garantien, déi mer als Europäer eis ginn hunn, sécherstellt, dass déi Aarbechten och wäerte weiderkommen. Dat heescht, déi Aarbechten sinn eppes, wat een ënnerstetzt, a mir wäerte sécherlech do net virpreschen a wäerten absolutt net drun denken, iergendwéi eppes en place ze setzen, wat net dem geltenden Datschutz géif gerecht ginn.

Voilà! Et ass e Marathon. Ech géif drop hiweisen, dass mer nach net ukomm sinn. Mee och bei engem Marathon gëtt et iergendwann eng Mauer an duerno huet een nach just eppes am Kapp, dat ass „ukommen“. Et weess een, d'Feiss di wéi, si bludden. Alles deet wéi. Et fléissen och Tränen. Och hei wäerten nach Tränen fléissen. Mee iergendwou huet een d'Zillinn virun Aen, soudass ech ganz gäre beim Bild vum Marathon géif bleiwe fir opzehalen, an net bei der Zersterung à la Schumpeter. Ech hoffen, dass et esou wäit net wäert kommen!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Gesondheitsministesch. An dann huet d'Wuert den Educationminister, den Här Claude Meisch. Här Meisch, wannechgelift.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn, fir d'alleréisch, ganz frou, dat jiddereen de Wäert vun der Schoul de Mëtteg nach eng Kéier ënnerstrach huet a vun der Bildung fir déi Jonk an domadder matënnerstetzt hutt, dat mer op déi eng oder vläicht aner Manéier dach awer erëm de Wee zréck an d'Schoul fannen, schrëttweis, fir iwwer honnerttausend Schülerinnen a Schüler am Laf vun deenen nächste Wochen.

Eppes musse mer eis awer absolutt bewusst sinn a mir sollen ëmmer erëm drop hiweisen, dat ass, dass d'Schoul aneschtens wäert funktionieren, wa se nees opgeet, wéi deen Dag, wou se zougaangen ass. Mir wäerte ganz strikt Sécherheitsreegele mussen imposieren, Distanzreegelen och an der Schoul, Fonctionnementsreegelen an der Schoul. An Dir hutt lech als Chamber änlech Reegele ginn. An ech denken, dat dat, wat an de Schoulen d'Realitéit ass, nach wäit iwwer deem wäert leien, de Level vu Sécherheitsmesuren a vu konkrete Bestëmmungen nach wäit iwwer deem wäert leien, wat d'Chamber sech hei ginn huet, fir eeben ze evitéieren, datt do, wou ganz vill Jonker zesummekommen aus ganz ville Familien, aus ganz ville Stéit Jonker all Dag zesummekommen, dat op eemol erëm zu deem gëtt, wat et vläicht viru war, nämlech e Relais de transmission fir de Virus, an datt e vun enger Famil ganz schnell bei déi aner ka gedroe ginn.

Duerfir bieden ech em Versteedsdemech, datt mer all d'Kanner an déi Jonk, jo, ganz anenke wäerten an deenen nächste Wochen, och wa se erëm eraus an an d'Schoul därefer goen.

Eng éischt Prioritéit ass domadder ganz kloer: Dat ass d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Schülerinnen an de Schüler an och vun den Enseignanten. A gläichzäitig wëlle mer awer alles drusetzen, fir dat Schouljoer esou gutt wéi méiglech dann awer ënnerstetzen deenen extrem komplexe Bedéngunge kënnen ofzeschleissen an deene Jonken nach dat matzeginn, wat eigentlech essenziell ass vu Matière, vu Contenus, fir datt se am September, hoffentlech ënner anere Bedéngungen, erëm eng Kéier ganz normal kënnen dat nächst Schouljoer ufänken an datt do keen ze grouss Retard Rescht wäert bleiwen.

Ee Wuert vläicht zu de Premièren. Dat sinn déi Schülerinnen a Schüler, déi als éischt erëm wäerten an d'Schoul kommen, well mer deenen d'Geleeenheet wollte ginn, virum Examen nach eng Kéier zesummenzekommen, mat hiren Enseignanten zesummenzekommen, och nach eng Kéier Prüfungen an den Examen zesumme kënnen ze preparieren.



Ech wëll dat hei och nach eng Kéier kloerstellen, well ech denken, datt do ganz villes nach net gewosst ass, nämlech, datt mer déi Woch vum 4. Mee netze fir d'Schoulen, wou d'Schoule soss nach wäerten eidel sinn, wou just d'Primaner an d'Schoul wäerte kommen an hir Enseignanten. An och hir Klasse wäerte gedeelt ginn an zwou Gruppen a si wäerte separat hir Enseignanté gesinn, fir do nach eng Kéier den Ofschloss vum Joer ze maachen a sech zesummen op déi Prüfungen, déi an deenen zwou Wochen drop nach um Programm stinn - obligatoresch a fakultativ Prüfungen, déi nach an de Woche vum 11. a vum 18. Mee solle gemaach ginn -, fir déi ze preparéieren an natierlech och nach eng Kéier ze kucken, wat awer nach eng Kéier muss thematiséiert ginn, diskutéiert gi virum Examen, fir dat no deene laange Woche vum Confinement, och wann d'Enseignanté sech enorm vill Méi gemaach hunn an d'Primaner sécherlech gradesou engagéiert waren, fir énnerteneen an och mat den Enseignanten a Kontakt ze bleiwen, nach eng Kéier kënnen opzeschaffen.

An och wäert den Examen énnere anere Bedéngunge stattfannen, wéi dat an deene Jore virdrun de Fall war. Mir wäerten a verschiddene Raimlechkeete sinn. Mir wäerten d'Zuel vun de Kandidate pro Sall limitéieren. A mir wäerte kucken, datt mer do nach eng Kéier méi Distanz tëschent de Bänke kréien, wéi dat souwisou jo beim Premièsexamen, aus anere Grënn, ëmmer de Fall war, fir sécherzestellen, datt kee sech, jo, „eppes undeet“ an den éischten Deeg vum Examen, wat derzou géif féieren, datt en an de leschten Deeg net méi kéint matmaachen.

Also d'Gesondheet vun de Primaner läit eis do ganz besonnesch um Häerz, dat vum 4. Mee un - dat wäerte se selwer erliewen, wa se an d'Schoul kommen - bis de leschten Dag, wou hire leschten Oral da gehale ginn ass.

Nach e lescht Wuert vläicht zu deem Modell, dee mer entwéckelt hu vun de Léierwochen an den Übungswochen. Dat maache mer jo, fir emol insgesamt déi Zuel vu Schülerinnen a Schüler, déi mobiliséieren den Dag, ze halbéieren, datt also just ëmmer nëmmen d'Hallschent vun de Schüler an de Schoulen ass, herno nom 25. Mee, wann och d'Grondschoule bis fonctionéieren. Hätte mer dat net gemaach, da wären honnerttausend Schülerinnen a Schüler all Dag ënnerwee. Doduerjer, datt mer eng Woch iwwert déi aner Schoul hunn, sinn et der nach just knapps iwwer 50.000. An dat ass eppes, wat och eebe wichteg ass am Domän vun der Bekämpfung vum Virus, datt mer sou mann wéi méiglech Leit mobiliséieren.

A mir profitéieren awer gläichzäitig vun deem, wat déi lescht Wochen opgebaut gouf an der Relatioun tëschent de Schüler, hiren Enseignanten an den Elteren doheem, nämlech och d'Léieren op Distanz méiglech ze maachen.

Et gëtt eng nei Matière déi eng Woch agefouert a si gëtt geüübt am beschte Fall doheem déi aner Woch an Autonomie. An esou, denke mer, kënnen mer dést Schouljoer dann awer nach an deene leschte Woche propper ofschléissen, fir déi Matière, déi essenziell ass fir duerno weiderzefueren, fir déi kënnen ze vermëttelen, fir och nach am Secondaire déi Prüfungen ze maachen, déi mer brauchen, fir e propperen Ofschloss vum Joer hinzekréien an ze jugéieren, ob een dann d'nächst Joer an deem nächste Joer ka weiderfueren, fir datt mer all déi Reegelen, déi mer an der Educatioun hunn - a vill hu mer innovéiert a probéiert, neier ze fannen -, kënnen anhalen.

En allerlescht Wuert vläicht nach zu der Grondschoul. Do wäerte mer an deenen nächste Woche mat de Vertrieider vun de Gemenge kucken, wéi mer eis Moyenen, eis Ressourcen, an dat sinn d'personell Ressourcen an et sinn och d'raimlech Ressourcen, esou am beschte kënnen notzen, fir eeben dee Modell vun enger Schoulwoch an enger Übungswoch kënnen hinzekréien, wou mer d'Schoule musse mobiliséieren, d'Gebaier musse mobiliséieren, d'Maison-relaise musse mobiliséieren, vläicht och nach aner Raimlechkeete musse mobiliséieren, fir d'Schüler op Distanz ze kréien a se awer alleguerte gutt kënnen op dat nächst Schouljoer ze preparéieren.

Mir hunn nach fénnef Woche bis dohinner. Dat ass net vill Zäit! Ech erënneren awer drun: Viru fénnef Wochen hat ech déi éischt Pressekonferenz an deem Kontext, wou mer annoncéiert hunn, datt mer d'Schoulen de Méindeg duerno géifen zoumaachen. Et ass extrem vill geschitt an deene Wochen. Mir hunn zesummen extrem vill ronnbuecht. An ech sinn dovunner iwwerzeegt, datt mer och dat dote gutt organiséiert kréien.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Educatiounsminister Claude

Meisch. An da wier et, fir den Ofschloss, um Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Merci, Här President. Ech géif da fir d'éischt op d'Interventiounen agoen an dann duerno och op déi Texter, déi deposéiert gi sinn.

D'Iddi do vun deem Groupe ad hoc ass keng Tripartite! Et ass net de But, dass mer eng nei Tripartite maachen, oder et ass och kee CES, dee mer organiséieren. Ech mengen, et geet wierklech hei drëms, fir och déi Kollateralschied kënnen genau ze analyséieren an, wéi gesot, déi psychologesch hei virun allem, dat heescht, mënscherechlech och, kannerrechtlech och, an ech mengen, dass déi ganz, ganz wichteg sinn.

D'Chambre-professionnelle sinn och, dat soll een net vergiessen, duerch all Minister, deen am Regierungsrot all Freideg sëtzt, awer och indirekt mat vertrueden, wéi jo d'Interëten och vu senge Chambre-professionellen, déi jo och e Berodungsorgan sinn an em zur Säit stinn.

Et ass vu villen Intervenanten hei gesot ginn: „Et ass ongerecht. Et ass net gerecht.“ Ech muss lech soen, Här President, dass alles ongerecht ass! Et ass keen hei schëlleg, dass e Virus do ass! Et ass weeder e Bierger nach e Geschäftsmann nach een aus der Horesca nach en Independant, deen hei gerecht behandelt gëtt vis-à-vis vun deem Virus!

An dann: Dee Virus huet eis alleguerten d'une vitesse fulgurante attackéiert. An dofir, déi Mesuren, déi mer geholl hunn, do ass et e bëssen einfach dann, fir simplistesoch ze sinn, fir dann ze soen: „Et ass eng Ongerechtheet hei am Land, mee et ass och eng Ongerechtheet vis-à-vis vum Ausland.“

Ech muss lech soen, Här President: „Lëtzebuerg ass weeder Däitschland nach d'Belsch nach Frankräich nach Italien nach iergenden anert Land!“ Mir hunn ons eege Strategie geholl. A mir mussen eis op déi Strategie och baséieren! Ech kenne keen anert Land hei an der Grenzregioun oder an der Noperschaft mat esou vill Frontalieren, dat heescht, dass et och eng Population active huet, an ech huelen hei eleng d'Stad Lëtzebuerg, wou bal am Dag d'Hallschent vun der Populatioun Leit sinn, déi net an der Stad wunnen, wann net méi!

Dowéinst, et kann een net Äppel mat Bire vergläichen an op eng Kéier soen: „Well se an Däitschland dat gemaach hunn, firwat maache mer dann net dat selwecht zu Lëtzebuerg?“ Mir hunn eng spezifesch Situatioun an deem dote Beräich, wa mer kucken, wa mer Aarbechtsplazen opmaachen, wou och d'Leit da kommen. Dat soll een alles net vergiessen!

Hei ass och geschwat ginn iwwert den Droit de garde. Selbstverständlech fonctionéiert deen! An ech mengen, et ass och kloer gesot gi vun der Justizministesch an och vu mir selwer, dass den Droit de garde muss och kënnen fonctionéieren.

Et ass och gesot gi vun enger Rëtsch vu Leit, dass et ongerecht ass, dass déi Kleng net dierfen opmaachen an déi Grouss opmaachen. Déi, déi op sinn, déi meescht, déi op sinn, si Butteker, déi Der op der grénger Wiss oder an enger Zone industrielle fannt. De Gros vun de kleng Butteker sinn a Foussgängerzonen, sinn a Stroossen. A wa mer wëllen de „Bleift doheem!“ awer als Prinzip hunn, dann ass et net: „Géi bei de Coiffer! Géi akafen! Géi bei de Kiné! Géi bei hei, géi bei do!“ An ech kéint der dann honnert opzielen, déi hei gesot gi sinn, wou een da géif soen: „Dach, maach et! Géi eraus!“

De But ass, déi Distanciation sociale nach ze hunn. Ech weess, dass all Dag, all Stonn, wou een net ka schaffen, all Stonn, wou een net kann erausgoen, eng Stonn ze vill ass an eng Stonn ze laang ass fir deen, dee concernéiert ass. Mee de Prinzip soll nach si bis den 11. Mee: „Bleift doheem!“, an net „Gitt eraus!“ A wa mer déi kleng Butteker alleguerten opmaachen, an ech kennen dës Stad gutt, da muss ech lech soen, dass dat an e puer Stroosse konzentréiert ass, wou dann e Gros vun de Leit nees zesummekommen. An dat probéiere mer eeben och doduerjer ze evitéieren. An dofir ass et vläicht eng Ongerechtheet fir déi eng oder fir déi aner, mee et ass am Interêt vun de Bierger.

Et sinn och Froe gestallt ginn iwwert déi vulnerabel Leit. Jo, wann déi vulnerabel sinn, soll den Teletravail nach ëmmer d'Prioritéit bleiwe fir déi. A soss, wéi gesot, ass och d'Méiglechkeet, vum Dokter e Krankeschäin ze kréien.

Här President, just elo, ier ech elo zu den Texter kommen: Wierklech, ech mengen, jiddwereen huet aner Sensibilitäten heibannen, jiddwereen huet aner Vuen, mee en gros gi mer all an déi selwecht Richtung. An dat, muss ech soen, ass fir mech dat, wat wichteg ass, och wa vläicht d'Prioritéit vun deem engen op enger anerer Plaz sinn. Mir hunn dee Choix getraff,

dass d'Gesondheet, d'Bierger an och déi nächst Generatiounen eis Prioritéit solle sinn, ouni wëllen deen een oder deen aneren ze hypothekeieren, an dat an der Dignitéit och vun de Mënschen.

Motions

Bei de Motiounen, Här President, där éischer Motioun - just fir d'Positioun vun der Regierung ze ginn, well Dir maacht selbstverständlech als éischte Pouvoir, wat Der fir richtig fannt -, dat ass déi, déi jo em d'Agrikultur geet, do krut ech vum Här Schneider gesot, dass déi kéint an d'Kommissioun goen. Mee ech mengen, duerno sollen d'Deputéiert driwwer kënnen diskutéieren.

Déi zweet, déi deposéiert ginn ass vun der CSV fir ze soen, dass d'Leit, déi eng Primm kréien, sollen do Exonération-fiscalle kréien: Ech wëll just drun erënneren, dass et pauschal - dat gutt kléngt! -, mee dass et pauschal net esou einfach ass! Well ech kann lech just soen, dass eng Rëtsch vu Betriber, déi net a Spideeler schaffen oder elo eppes Extraes gemaach hunn, Primmen am Moment ausbezuelen. A wann ee mengt, dass een do och soll eng Déduction fiscale fir jiddweree maachen, einfach pauschal, dat ass e bëssen delikat. Dofir géif ech lech invitieren am Numm vun der Regierung, déi dote Motioun och an d'Commission des Finances ze verweisen, fir se do kënnen ze diskutéieren.

Dann ass eng aner Motioun iwwer eng Prime unique. Dat kléngt gutt! Dat kléngt gutt, de Leit ze soen: „Déi dote mussen extra eng Hëllef kréien.“ Ech wëll just soen, dass selbstverständlech, an ech hunn et virdru gesot, déi Leit, déi an de Spideeler schaffen, déi an den Homé schaffen, eng extra Aarbecht leeschten. Mee et sinn och aner Leit! De Moien ass ee vun dem Service d'hygiène vun der Stad Lëtzebuerg schaffe komm. Deen huet och geschafft! Deen huet och seng Froen. Deen huet och seng Suergen. Okay, en ass vläicht net am Kontakt esou direkt wéi déi Leit, déi an engem Home schaffen. Mee deen dréit dozou bäi, dass mer dës Kris awer am Grëff hunn!

An dowéinst, fir just ze soen: „Elo déi do, déi mussen nach extra eng Primm kréien“, déi de Staat soll bezuelen, wou mer nach Spideeler hunn, déi och nach privat Betriber sinn, do muss ech lech soen, Här President, géif ech wierklech hei d'Chamber encouragéieren, net wëlle Populismus ze maachen an hei wierklech wëlle just ze soen: „Déi dote mussen eng extra Hëllef kréien!“ Dat ass e Schlag an d'Gesicht vis-à-vis vun all deenen aneren, ...

(Interruption)

... e Schlag an d'Gesicht vis-à-vis vun all deenen aneren, déi och schaffen!

An ech mengen, dass selbstverständlech e Betriber, e Verwaltungsrot kann esou Saachen decidéieren. Mee fir ze soen, dass de Staat elo och soll direkt eng Primm bezuelen, just fir verschidde Kategorië vu Leit, dat ass, mengen ech, net opportun.

Dann, déi aner Saach iwwert d'Dignité en fin de vie ass och hautdesdaags scho méiglech. Ech mengen, d'Madamm Gesondheitsministesch huet et och scho gesot, dass ee kann, wéi gesot, op Decisioun vun der Direktioun ... Dir hutt gesot, Dir hätt gären do eng Position commune. Dofir mengen ech, dass et och gutt wier - déi kann een unhuelen oder et kann ee se och an d'Kommissioun huelen, fir en Echange och ze hu mat der Familjeministesch a mat der Gesondheitsministesch.

Dann, wann ech richtig verstanen hunn, Här President, déi Motioun vum Här Engelen, déi ass jo net fir haut zum Vott. Déi gi jo dann all zesumme geholl, wann ech richtig verstanen hunn. Déi geet an d'Kommissioun.

An da sinn zwou Motiounen vun der ADR a vun de Piraten. Ech muss lech soen, dass déi vun de Piraten mer net onsympathesch ass. Déi ass mer net onsympathesch, well et ass genau dat, wat ech och wëll an dat, wat ech och gesot hunn an zu deem mer och stinn als Regierung. De Problem ass awer: Mir si selwer Demandeur, dass mer um europäeschen Niveau solle kucken, fir eng Léisung ze fannen.

An ze soen, dass iwwerhaupt keng zentral Späicherung vun Donnéeë kann zougelooos ginn ..., mir wëssen net, wéi de System duerno schafft. Ech wëll net soen: „Eng Späicherung souguer à court terme oder à moyen terme“. Mee de Fait ass jo, wann esou e System géif kommen, dann ass et jo esou, dass ee géif e Retraçage maache vu 15 Deeg. Dat heescht, et muss iergendwou gespächert ginn.

Dowéinst, erlaabt mer ze soen, Här President, déi Motioun vun der ADR geet fir mech net, well déi mécht et onméiglech, dass iwwerhaupt eppes gemaach gëtt. Et steet jo souguer carrement dran, mir misste bei der Kommissioun intervenéieren, fir dass se iwwerhaupt keng Initiativ méi soll an där Richtung maachen.

Wéi gesot, dem Här Clement seng ass méi sympathesch. E ka se zum Vott huelen, mee en huet jo d'Garantié vun eiser Säit, dass mer och an déi dote Richtung ginn. Mee soulaang mer net selwer wëssen, wat d'Kommissioun nach fäerdeg geschafft huet, géif ech et elo premaruréiert fanne fir ze soen, dat doten dierft net an engem Projet stattfannen oder kënnen gemaach ginn, wou mir dann am Fong géifen duerno, wa 26 Länner géife matmaachen, als eenzeg net géife matmaachen.

Mir hätte gären déi Garantie, sougutt wéi Dir. Mir insistéieren, dass Dateschutz näischt ass, wat ee ka bradéieren. Mir wäerten näischt präisginn, wa mer net wëssen, wien et kontrolléiert, vu wiem et gekuckt gëtt, wou et gehale gëtt, wou et stockéiert gëtt, wéi et stockéiert gëtt, wien Accès huet. All déi Saache wëlle mer kloer hunn.

Dowéinst, Här Clement, wat ee kéint maachen, dat ass, dës Motioun an eng Kommissioun zréckzeschécken, déi Der da fir opportun fannt, fir, en attendant wou mer waarden, bis mer e Projet och vun der Kommissioun hunn, kënnen driwwer ze diskutéieren.

(Interruption)

Ech mengen, dass dat méi opportun wier, wéi elo hei politesch wëllen an déi eng oder an déi aner Richtung ze goen. Mee wéi gesot, déi vun der ADR kann ech lech nëmme recommandéieren net unzehuelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Premier- a Staatsminister. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

9. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'instauration d'une cellule de crise au sein du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs rassemblant ministère, administrations et acteurs clés du secteur agricole

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 451 de ce compte rendu)

Mir kommen elo zu der Diskussioun an dem Vott vun deene verschiddene Motiounen, a fir d'éischt zur Motioun vun der CSV iwwert d'Landwirtschaft.

Ass do nach eppes derzou ze soen oder kënnen mer déi ...?

(Interruption)

Madamm Burton, wannechgelift.

Discussion générale

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Ech géif just gär kuerz op déi Motioun vun der CSV reagéieren. Ech mengen, de Minister, dee war virun enger Woch bei eis an der Kommissioun an huet do schon eng ganz Rei Äntwerten op verschidde Punkte ginn. Ech mengen, zu deem éischte Punkt mat där physescher Cellule de crise, do huet de Minister souzesoen eng virtuell Cellule de crise zesummegeruff mat den Acteuren aus dem Secteur. Et ass schon en Austausch ginn an de Minister ass och weider permanent am Austausch mat den Acteuren. Dofir gesi mer och net de Sënn vun där physescher, well, wéi gesot, et eng virtuell gëtt.

Dann zu deem zweete Punkt mat där Hotline: Ech mengen, do hat de Minister eis och schon Erklärunge ginn. Am Fong ass de Ministère selwer d'Hotline, well de Ministère weider fonctionéiert an och erreechbar ass. A gradesou sinn och d'Landwirtschaftskummer, d'Fédération horticole an de Maschinenring fir hir Leit erreechbar. An des Weidere fonctionéiert jo och de Site vum Ministère weider respektiv ass à jour. An do gëtt et och FAQ mat all de wichtege Froe fir d'Acteuren.

Dann nach zum Punkt 3: Och de Landwirtschaftssektor ka vun den allgemengen Aidé profitéieren. De Minister huet haut nach confirméiert, dass och landwirtschaftlech Betriber dobäi ware bei deene Betriber, déi elo schon Aiden ausbezuelt kritt hunn. An och de Chômage partiel fir d'Mataarbechter kënnen déi landwirtschaftlech Betriber ufroen, wa se zum Beispill hir Wäistuff zouhaten.

Ob et nach weider Ennerstëtzunge fir d'Landwirtschaft wäert ginn, ass de Minister amgaangen ze analyséieren. A soubal et do en neie Moment gëtt, wäert de Minister selbstverständlech an d'Agrarkommissioun kommen, fir eis direkt ze informéieren.

Le saviez-vous ?

INTERPELLATION

L'interpellation est une demande de débat public adressée par un député au Gouvernement pour qu'il puisse prendre position au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de la politique générale du Gouvernement.

An zum leschte Punkt hat de Minister eis gesot, dass dat mat der CNS technesch net méiglech wär. Mee ech géif awer proposéieren, dass mer déi Motioun hei nach eng Kéier sollten an d'Kommissioun verweisen, fir dass mer do zesumme mam Minister nach eng Kéier iwwert d'Situatioun an der Landwirtschaft kënnen diskutéieren. Voilà!

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Burton. D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

► **Mme Martine Hansen (CSV), auteure.**- Merci, Här President. Also ech weess elo net, ob een hei soll opstoen oder net, ob de Mikro dann nach geet - ech denke schonn.

Also mir géifen déi Motioun hei gären ofstëmme loossen, well d'Madamm Burton sot zwar an de Minister sot, si hätten „esou eng Aart“ vu Cellule de crise, si hätten „esou eng Aart“ vun Hotline. Ech wëll just soen, datt de Secteur dat freet an datt de Secteur selwer seet, et wär näischt do, et wär net onbedéngt en Usprechpartner do. Si ginn da vu Ministère zu Ministère verweisen. Et ass fir eis en immens wichtege Secteur an duerfir géife mer déi gären hei ofstëmme loossen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Hansen. Ass nach een, deen d'Wuert freet? Ech mengen, da muss mer ofstëmme. Ass de Vote électronique gefrot?

(Assentiment)

Ech wollt drop hiweisen, datt de Vote électronique just fir déi perséinlech Stëmme méiglech ass. Duerfir stëmme mer elo als Eischt elektroonesch fir déi perséinlech Stëmme of an duerno maache mer en Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht.

Mir kommen dann elo un de Vote par procuration. Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Vott elo ofgeschloss. Dës Motioun, déi ass da mat 24 plus 3, 27 ...

(Concertation interne)

Genau, mat 27 Jo-Stëmme an 31 Nee-Stëmme, bei 2 Abstentiuonen ass déi Motioun dann domadder verworf.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

10. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'invitation adressée au Gouvernement à considérer les primes versées aux salariés pendant la crise sanitaire Covid-19 comme des revenus extraordinaires

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 450 de ce compte rendu)

Da komme mer zur nächster Motioun. Dat ass dann d'Motioun iwwert d'Besteuerung vu Spezialprimen als aussergewöhnleche Revenu opgrond vun den Artikelen 131 an 132 vom Steiergesetz. Ass dozou eppes ze soen?

D'Madamm Martine Hansen, wannechgelift.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV), auteure.**- Ech hu se schonn erkläert. Ech wollt herno nach reagéieren. Mee ech loossen déi aner Parteie vir, wannechgelift.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Da ginn ech dem Här Gilles Baum d'Wuert.

► **M. Gilles Baum (DP).**- Ech géif mengen, dass mer hei awer mat enger Matière ze dinn hunn, déi net sou ganz, ganz einfach ass. An ech mengen, dass ee sech do vläicht sollt awer Zäit huelen an dat eng Kéier an der Finanzkommissioun vu vir bis hannen duerchgoen, och duerch alleguerten d'Secteurs, déi Primmen ausbezuelen. Dofir wär meng Propos, fir d'Motioun an d'Finanzkommissioun ze verweisen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum. Da kritt den Här Roy Reding d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. Déi Motioun ass eis ganz sympathesch. Grad Revenuen, déi ee kritt, well ee besonnesch gutt oder besonnesch vill schafft, sollte steierlech net bestrooft ginn. Et ass awer genau dat, wat hautdesdaags geschitt. Et ass e Rechebeispill um Site vun den direkte Steieren, wann dat lech interesséiert, wou eng Persoun, déi e monatlecht Akommes huet vun 3.000 Euro a vun hirem Patron eng Primm kritt, eng Gratifikatioun vu 1.500 Euro, datt déi dorobber muss 875 Euro Steieren an Ofgabe ginn. Dat ass enorm!

A Leeschtung soll een net bestrofen, mee Leeschtung soll ee férdere. Duerfir wär ech der Meenung, datt insgesamt d'Primmen ëmmer sollten esou besteiert ginn, wéi d'CSV et hei virschléit, mee ganz bestëmmt awer déi Prime-d'encouragementen, déi Gratifikatioune, déi vu Betriber oder vum Staat ausgedeelet gi fir Leit, déi an dësen Zäiten et wierklech verdéngt hunn!

Dofir ënnerstëtze mer dës Motioun. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Reding. An dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, wann Der erlaabt, bleiwen ech sézen. Also em wat geet et hei? Kuckt emol, elo sinn zeg Honnerten, wann net ze soen dausend Gemengebeamten de Moment amgaangen, d'Masken anzepaken. Ech ginn dervun aus, dass déi esou oder esou awer eng Unerkennung dofir kréien, besonnesch wa se dat iwwert de Weekend maachen. Da kréien déi en zousätzlecht Gehalt. Wann déi dat bäigerechent kréien, ...

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Hei, wannechgelift!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- ... wann déi dat bäigerechent kréie bei hiren normale Salaire, dann hält de Staat iwwert d'Cotisation sociale an iwwert d'Steieren d'Hallschent vun deem, wat se kréien, erëm eran. An der Vergaangeneheet ass dat am öffentlechen Dénsgsch an op anere Plazen och gemaach ginn, dass esou Primmen, déi zum Beispill während enger EU-Présidence ausbezuelte gi sinn, dass déi och als Revenu extraordinaire consideréiert gi sinn an dass se duerfir net dem normale Steierbarème ënnerlouchen, mee zum Beispill zu der Hallschent oder zu dem Véierels besteiert goufen. Et ass net méi an net manner, wat hei gefrot gëtt.

An et steet jo och an der Motioun vun der CSV dran, dass se wiere „jusqu'à concurrence d'un certain plafond“. Also dat ass net onendlech, dass zum Beispill den Employeur seet: „Ma ech bezuelen Dir alles als Primm aus, wat ech als Gratifikatioun d'Joer consideréieren“, mee dass een dat limitéiert op e gewëssene Plaffong an

dee sécher sou connectéiert ass mat deem, wat elo ausbezuelte gëtt. Et ass net méi an net manner, wat gefrot gëtt.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Roth. Den Här Gilles Baum freet nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. Gilles Baum (DP).**- Ech soe Merci fir d'Interventioun vum Här Reding a vum Här Roth. Ech gesinn, dass hei effektiv wierklech Klärungsbedarf ass. An ech géif dann awer meng Positioun nach eng Kéier affirméieren, dass mer et sollten an d'Finanzkommissioun huelen. Well ech mengen, dat ass déi richtig Plaz, fir effektiv och kënnen Rechebeispill op den Dësch ze leeën. An ech mengen, dass da jiddwereen heibanne besser Bescheid weess, wéi wa mer elo hei géifen driwwer ofstëmme.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum. D'Madamm Martine Hansen wëllt nach eng Kéier d'Wuert froen.

► **Mme Martine Hansen (CSV), auteure.**- Nee. Ech wëll just soen, datt mer se gäre wëllen ofstëmme loossen.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Do ass de Vote électronique gefrot, ginn ech dervun aus. Da kënnen mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Dat geet dann iwwert d'Maschinn. De Quorum ass erreecht.

Ech bieden elo déi Leit, déi wëllen e Vote par procuration ofginn, d'Hand ze hiewen. Ech rufen dann een no deem aneren op.

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass domat ofgeschloss.

(Concertation interne)

Dës Motioun ass mat 31 Nee-Stëmme bei 29 Jo-Stëmme ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 27 voix pour et 33 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

11. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise en place d'une prime spéciale unique accordée aux prestataires de soins engagés dans la lutte contre la pandémie Covid-19

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 450 de ce compte rendu)

Da komme mer zur Motioun iwwert d'Aféierung vun enger Prime spéciale unique. Wie wollt dozou eppes soen? D'Madamm Martine Hansen, wannechgelift.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV), auteure.**- Jo, merci, Här President. Ech fannen, datt mer hei an der Chamber an och am Cercel solle manéierlech mateneen ëmgoen. An ech loosse mech net als Populist hei vernennen, wa mer hei eng Motioun abréngen, ...

(Brouhaha)

... fir u sech eng Prime unique ze froen, fir Leit Merci ze soen, déi en extraordinären Asaz fir eis weisen.

A wéi gesot, fir all déi aner hate mer duerfir an där Motioun virdu gefrot, wa se eng Primm kéinten ausbezuelte kréien, datt déi och do kéinte Steiererliichterunge kréien. An ech hatt gären, datt dës ofgestëmmt gëtt! Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ass nach eng Wuertmeldung do? Den Här Roy Reding, wannechgelift.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. D'Fuerderung ass extreem sympathesch, well ausseruerdentlech Leeschtunge sollen och respektéiert an honoréiert ginn. Ech muss awer dem Xavier Bettel Recht ginn an deem Punkt, datt et un de Betriber selwer ass, deene Privatspideeler, deene verschiddene Betriber, déi virgeschafft hunn, an eeben och de staatleche Betriber, fir vu Fall zu Fall dat doten ze decidéieren an net einfach pauschal eng Primm fir eng gewësse Grupp vu Leit nëmmen zouzestoen.

Duerfir stëmme mir als ADR net fir dës Motioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Reding. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Den Här Reding huet elo grad eppes gesot, wat, mengen ech, zum Kär vum Problem kéint. Nämlech huet e gesot, datt déi Strukture privat organiséiert sinn an datt et net un eis wär, fir do anzegräifen.

Ech si ganz anerer Meenung. Bei allem Respekt fir den Här Reding sinn och der Meenung, datt ausseruerdentlech Aarbecht soll ausseruerdentlech honoréiert ginn. A wann eise Gesondheetssystem gréisstendeels privat ass an déi Strukture privat sinn, dann ass vläicht genau do de Problem. A wann dat eis soll drun hënnere, fir deene Leit, déi wierklech am härteste schaffen, eng Primm ausbezuelen, da muss mer de System vläicht grondsätzlech iwwerdenken!

Dofir wäerte mir Piraten dës Motioun matstëmmen. An ech hoffen, datt net mat Argumenter gefuer gëtt wéi: „Dat doten ass privat, dofir kann d'Regierung oder d'Chamber näischt maachen“. Mjr hunn och Patrone gesot: „Dir maacht elo Äre Betrib zou!“; mat guddem Recht, et war richtig, et ze maachen. Mee mir kënnen Patronen dann awer och soen: „Ënnerstëtzt déi Leit, déi am härteste schaffen!“ Ech wär frou, wann dat steierlech begënschtegt gi wär. Mee ganz éierlech: Da muss mer et eeben iwwert dese Wee maachen!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. An dann huet den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gefrot.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Merci, Här President. Dat hei ass eng Propositioun, déi just op den éischte Bléck sympathesch ass. Mir halen et éischer mat der Demarche, déi mer entaméiert hunn, dass mer opgrond vun där Analys, déi mer virun der Kris gemaach hunn iwwert d'Penurie vu Fleegepersonal, medezineschem Personal, d'Ursaachen dovunner ergrënne an dann net eng One-Shot-Operatioun maachen, mee opgrond och vun deenen Erfarungen, déi mer während der Kris gemaach hunn, eng seriö Analys, éischtens, an dann Äntwerten, ...

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- ... an dann Äntwerten op déi Ursaache ginn, firwat dass mer esou staark tributär vum Ausland sinn. An dat kann nëmmen dra münden, ...

► **Une voix.**- Wie war da Gesondheitsminister?

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- ... dass mer do ...

Ma ech wëll lech just soen, dass mer während där Period eng ganz Rei vu Verbesserunge gemaach hunn! Dir schéngt dat vergiess ze hunn, Dir waart mat eis an der Regierung!

► **Une voix.**- Voilà.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Just niewebäi! Mir sinn also der Meenung, ...

(Brouhaha général)

... mir sinn also der Meenung, dass mer hei net sollen eng Mesure tape-à-l'œil maachen, mee do den Hiewel usetzen, wou wierklech d'Problematik ass.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Di Bartolomeo. An dann huet eng leschte Kéier d'Madamm Martine Hansen d'Wuert gefrot.

(Interruptions)

Den Här Marc Baum fir d'éischt dann.



► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Merci, Här President. Mir als Lénk sinn der Iwwerzeegung, datt méi wéi owes deene Leit aus dem Santésecteur ze klappen a méi wéi eng Prime unique hinnen ze ginn, wier et, anstänneg Karriären deene Leit ze erméiglechen, déi d'Attraktivitéit vun deem Beruff strukturell méi héich maachen. An duerfir menge mer, esou léif a vläicht och esou éierlech wéi déi heite Measure gemengt ass, datt mer se esou net kënne matstëmmen.

Mir mengen, datt mer strukturell Verännerunge brauchen am Gesondheitswiesen, eng strukturell Opwärtung vun de Karriären. A wann dat nieft der Prime unique hei gefuerdert gi wär, hätt mer se och matgestëmmt. Esou muss mer eis enthalen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. An dann nach eng Kéier d'Madamm Martine Hansen.

► **Mme Martine Hansen** (CSV), *auteure*.- Hei, ech hat beim Depot vun der Motioun gesot, datt mer déi zwou Saache géife fuerderen, datt dat heiten een éischte Schratt ass, an datt dat heiten e Schratt ass, fir Merci ze soen, en zousätzleche Gest, fir Merci ze soen, wat an anere Länner iwwregens och geschitt, zum Beispiel och a Frankräich. Also mir sinn net déi Eenzeg, déi et maachen.

Dann hunn ech gesot gehat, datt mer nach ganz sécher mussen eng Diskussioun féieren iwwert d'Attraktivitéit vum Beruff an datt mer an deem Sënn - de Marc Spautz huet viru Woche schon eng Interpellatioun ugefrot; leider si mer am Coronamodus hei an déi Interpellatioun konnt nach net op den Ordre du jour kommen -, datt mer do sécherlech gäre wëllen no Solutiounen sichen.

An dem Här Mars Di Bartolomeo wëll ech just soen, datt mir awer scho ganz laang dee Gesondheitsministère net haten! A wéi gesot: Dat eent verhënnert dat anert net!

Merci.

(*Brouhaha*)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. An ech mengen, mir kënnen elo ...

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Dir hat awer den ...

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- ... och iwwert des Motioun ofstëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Dir hat awer de Fonction-publiques-Ministère, dee quergeschoss huet!

Vote sur la motion

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwert de Vote électronique. De Quorum ass erreecht.

Mir kommen dann elo zu dem Vote par procuration. Ech bieden déi Leit, déi e Vote par procuration wëlle maachen, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Souwäit d'Procuratiounen, a mir mussen de Vott zoumaachen.

Dës Motioun ass da mat 23 Jo-Stëmmen an 31 Nee-Stëmme bei 5 Abstentiounen ofgeleent.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 23 voix pour, 31 voix contre et 6 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mösar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth),

Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

12. Motion de Mme Martine Hansen relative à la prise de toutes les initiatives nécessaires pour permettre aux patients mourants d'être dignement accompagnés en leur fin de vie

(*Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 450 de ce compte rendu*)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Da komme mer zur Motioun iwwert den Accompagnement digne en fin de vie. Ass dozou eppes ze soen?

Ech mengen, do wär am Fong geholl eng breet Zoustëmmung dofir do. Kënne mer dann à main levée ofstëmmen?

(*Assentiment*)

Vote sur la motion

Wien dofir ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmege uegholl.

13. Motion de M. Jeff Engelen relative au soutien complémentaire des acteurs du monde agricole

(*Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 451 de ce compte rendu*)

Ech mengen, da komme mer zur Motioun, déi den Här Jeff Engelen deposéiert huet, iwwert d'Landwirtschaft. Wie wëllt dozou eppes soen?

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Här President!

► **M. Jeff Engelen** (ADR).- Här President, déi ass vertaagt op déi Interpellatioun, déi mir ufroen, hat ech lech gesot. An do geet et ëm d'Analys vun der Kris. An do géif déi dragehéieren. Déi ass just deponéiert ginn. Si ass net fir ze diskutéieren.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Okay. Fein. Merci.

14. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif (suite)

Motion 1

Da komme mer un déi Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Aféierung vun enger App. Wëllt nach een eppes zu där Mo-

tioun soen, déi vum Här Fernand Kartheiser deponéiert ginn ass?

Den Här Kartheiser, wannechgelift.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Wann nach anerer viru mir wëlle schwätzen, Här President, ... Ech wollt nach eppes soen, mee ech waarden, ob nach en aneren eppes wëllt soen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- D'Madamm Hansen, wannechgelift.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Also mir hunn e bësse Problemer mat dëser Motioun, well éischstens emol: Si „fuerdert d'Regierung op, sech all Versuch vun der Aféierung vun esou enger App konsequent ze widdersetzen“, an dat op europäeschem Niveau. Ech mengen, dat geet schlecht.

Sécherlech, mir hunn och eng kritesch Attitüd hei derzou. Et muss, falls iergendeppes soll gemaach ginn, konform mat de Mënscherechter sinn, mam Dateschutz. Mir wëlle sécherlech och keng Stigmatiséierung, sou wéi dat hei drasteet.

Sou kënne mer se net stëmmen. Hei froen ech mech wierklech, ob mer se net och kéinten an d'Kommissioun ginn, well et ass e komplexe Sujet, wou d'Wëssenschaft, mengen ech, sech och nach net onbedéngt eens ass a wou mer vläicht méi an der Déift missten driwwer diskutéieren.

Mee wéi gesot, wa se hei ofgestëmmt gëtt, kënne mer se net matstëmmen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Sven Clement huet d'Wuert gefrot.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Merci, Här President. Ech hu mat engem Considerant nawell e seriöse Problem, an dat ass deen, datt mer um Wee an en „totalitäre Iwwerwachungsstaat“ wieren zu Lëtzebuerg. Ech ënnerstellen der Regierung gäre vill Saachen, mee dat hunn ech hinne bis elo net ënnerstallt. An ech géif mech och hidden, dat elo mat engem Vott hei an der Chamber ze maachen.

Ech mengen, datt et kloer ass, datt et heibanen e Wëlle gëtt, an de Premier huet dat jo och virdu gesot, fir u konstruktive Léisungen ze schaffen. Da sollt een net mat der „Verbalarméi“ ausrécken an der Regierung en „totalitäre Iwwerwachungsstaat“ schonn ënnerstellen.

Wat Fakt ass, ass fir mech, datt en zweete Punkt bei där Motioun hei ganz schwéier ass: Dat ass de Volet, datt mer op europäeschem Plang géifen intervenéieren, fir all Recherche an déi Richtung ze ënnerbannen.

Ech mengen, datt et bedenklech ass, wat deelweis op europäeschem Plang geschitt. Ech fannen et bedenklech, datt an deene leschten Deeg op der Websäit d'Mention verschwonnen ass, datt et soll eng dezentral Späicherung sinn, datt op eemol also eng vun de Prekonditiounen fir eis, nämlech eng dezentral Späicherung, op den Endgeräter vun de Leit an net op zentrale Serveren, ausserhalb vum Gespréich ze si schéngt. Mir fannen et bedenklech, wat do geschitt. Ech kann awer net soen: „Mir sinn dergéint, datt iwwerhaupt an déi Richtung gekuckt gëtt.“

Ech mengen, datt een do muss „ergebnisoffen“, wéi déi Däitsch géife soen, zumindest kucken, wat d'Resultat ass. An da kann een nach ëmmer soen: „Dat dote wëlle mir net!“ An do ginn ech dem Premier an deem, wat e virdu gesot huet, net Recht. En huet virdu gesot: „Mir kënnen net - well 26 aner Länner d'Grondrechter mat Féiss trëppelen, da muss mir se och mat Féiss trëppelen.“

(*Interruption*)

Jo, Dir hutt gesot: „Wa 26 matmaachen, da si mir net déi Lescht, déi net matmaachen.“ Et kënnt op dat nämmelech eraus. Wa 26 Länner géifen entscheeden, hei d'Grondrechter mat Féiss ze trëppelen, da sollt Lëtzebuerg nawell soen: „Nee, dat dote maache mir net mat!“

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. An dann huet den Här Georges Engel d'Wuert gefrot.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Jo, merci, Här President. Souwuel d'Gesondheitsministesch wéi och de Premier hu kloer gesot, wéi d'Position vun der Regierung ass. Ech mengen, dass mir eis där Position do kënnen uschlëssen.

Déi heite Motioun - mir komme jo nach eng Kéier op dee selwechte Sujet elo gläich ze schwätzen -, mee déi heite Motioun ass souwuel an der Form wéi och vum Inhalt hier fir eis net akzeptabel an ech géif se dofir och ofleien.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Marc Baum nach.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Merci, Här President. Ech gi menge Virriedner net Recht. Hei gëtt net ënnerstallt, datt d'Regierung wëllt an en Iwwerwachungsstaat goen. Hei gëtt just gesot, datt esou eng App, wéi se am Moment an der Diskussioun ass - a mir kennen déi Diskussioun jo, wéi se ënnerschiddlech a Frankräich an an Däitschland gefouert gëtt -, datt dat e Schrëtt an déi Richtung wier. E Schrëtt, deen d'ailleurs d'Regierung, no deem, wat de Premierminister an d'Gesondheitsministesch gesot hunn, och net wëllt goen, wat mer ausdrécklech begrëssen!

Hei an dëser Motioun steet an deem engen Tret, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, dran, sech deene Versich ze widdersetzen. Dat ass dat, mengen ech, wou mir och domadder averstane sinn. Dat heescht, dat gëtt der Regierung natierlech nach ëmmer eng grouss Latitudo do ze maachen. Mee entscheidend ass, datt ee versicht, sech deem ze widdersetzen. An dat ass den Optrag, deen d'Chamber der Regierung gëtt. Duerfir: Mir stëmmen dat hei mat.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. An da freet den Här Fernand Kartheiser nach eng leschte Kéier d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, Här President, ech wëll vläicht zwee Kommentare maachen. Et ass heiansdo e bëssen esou, datt esou eng Stonn vun der Wourecht kënnt. An et sinn zwou grouss Lektioenen, déi mer aus dëser Diskussioun zéien: Déi eng betrëfft d'Kredibilitéit vun der Regierung a vun aneren, déi soen: „Mir wëllen d'Mënscherechter verdeedegen“, „Ech fille mech net gutt mat esou enger App“, „Do si vill Problemer“ an esou weider; an dann ass et den Ënnerscheed zwëschen der Theorie an der Praxis. Well an der Theorie ass et liicht ze behaupten, datt ee wëllt d'Mënscherechter verdeedegen an op dës oppassen. A wann et an der Praxis dann drëm geet, fir hei ofzestëmmen a fir ze soen: „Nee, mir maachen dat do net mat“, da feelt dat, wat d'Fransouse nennen „le courage de ses opinions“.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Bei eis ass dat ganz kloer, mir soen: „Nee!“ An ech verstinn déi Kolleegen dohanne vun deene Lénken, déi soen: „Wann esou eppes kënnt, widdersetze mir eis“, well et geet an déi déifste Grondrechter eran, déi mer hunn: de Respekt vun der Privatsphär, d'Bewegungsfreiheet, de Secret médical - Isolatioun vu Kranken! A wéi ee Schrëtt gi mer dann, wa mer dat heiten toleréieren?

Dat ass dat Éischt: eng Lektioen, déi mer iwwert d'Kredibilitéit vun dëser Regierung mussen zéien.

An dat Zweet ass Europa. Mir hunn heiansdo a mir wäerte vläicht muer och nach eng Debatt hei hunn iwwert d'Grondrechter an Europa, well an deem engen oder anere Land d'Riichter éischer pensionéiert ginn, oder wat eeben dann och ëmmer an deenen Diskussiounen opkënnt. Dat weist, datt mer jo d'Grondrechter an der Europäescher Unioun eescht huelen. Mir hunn eng Charta, fir d'Grondrechter an der Europäescher Unioun ze verdeedegen. Mee wann dann d'Europäesch Unioun duerch hir Institutionen selwer, d'Kommissioun an esou weider, mat engem monstruösen Ugrëff op déi selwecht Grondrechter kënnt, da soen d'Regierung an anerer heibanen: „Ma mir kënnen eis dach dogéint net wieren!“ Ma dach! Si si jo do, fir d'Rechter vun de Lëtzebuerg do ze verdeedegen. Si si jo net do, fir d'Spill vun der Kommissioun matzemaachen!

Do ass e grondleeënd Mëssverständnis, wat Europa ass; a wat mir ëmmer uprangeren. Europa ass net d'Regierung vu Lëtzebuerg! Europa ass eng Administratioun am Dénsgscht vun de Memberstaaten.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

Le saviez-VOUS ?

VOTE DE LA LOI

La Chambre des Députés se prononce sur les projets et propositions de loi dans le cadre de plusieurs votes.

Un projet ou une proposition de loi peut être soumis au vote par division sur demande de cinq députés au moins.

Si des modifications ont été adoptées, la Chambre procède ensuite au second vote réglementaire sur ces amendements après que le Conseil d'État a donné son avis à leur sujet. Ce vote tient son nom du fait qu'il est prévu par le Règlement de la Chambre. L'étape suivante concerne le vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi. Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'État, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel.



► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- An d'Memberstaate sinn do, fir hir Rechter, d'Rechter vun hire Bierger an deem Europa ze verdeedegen. Dat ass jo dat, wat och ëmmer anere virgeworf gëtt, datt se dat net géife maachen. Mee da kommt, mir maachen et!

Mir hunn hei eng Erausforderung. Déi Erausforderung besteet doranner, datt eis Grondrechter elo a Fro gestallt ginn an deem Kontext vun enger viraler Kris. Ma da loosse mer dach an deser Situatioun, an engem Ausnamezoustand, an engem Etat de crise dee Courage hu fir ze soen: „Net mat eis! Net mat eis, bei eis gëtt keen tracéiert, dee krank ass. Bei eis gëtt et net de Risiko, datt op eemol eppes fräiwëlleg agefuert gëtt, wou mer all wëssen, datt et e puer Méint drop obligatoresch gëtt. Bei eis gëtt et dat net!“

A mir wäerte bei deene sinn, déi vun Ufank u - wéi mer et haut maachen! - sech wieren an ni zouloossen, datt hei zu Lëtzebuerg d'Leit an d'Situatioun kommen, datt se tracéiert ginn, well se krank sinn, datt hiert soziaalt Liewe kontrolléiert gëtt an datt de Risiko besteet, datt mer an en Iwwerwachungsstaat kommen. An dat ass hei kloer ginn. Mat eis net! A mir stëmmen dat hei elo hei of, fir datt jiddereen am Land ka gesinn, wéi eng Partei fir d'Grondrechter ...

(Protestations)

... astinn a wéi eng net.

(Exclamations)

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An ech mengen, definitiv ...

(Brouhaha)

... kënne mer elo iwwert dës Motioun ofstëmmen.

(Interruption)

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwer Vote électronique. De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht huelen.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Resultat vum Vott ass, datt mer 6 Jo-Stëmmen hunn, 53 Nee-Stëmmen a keng Abstentmen. An domadder ass déi Motioun ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da kënne mer zur nächster Motioun kommen, där Motioun, déi vum Här Sven Clement deposéiert ass ginn. Den Här Clement huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Merci, Här President. No e bësse Récksprouch an och Diskussioun ronderëm d'Motioun an och op Basis vun deem, wat de Premier virdu gesot huet, géife mer mengen, datt déi Motioun gutt an der Kommissioun opgehewe wär, fir virun allem nach eng Kéier déi Thematik vun der Zentralspäicherung unzeschwätzen.

Ech mengen, ech hu bewosst an der Motioun geschriwwen, datt keng zentral Späicherung soll méiglech sinn. Dat alignéiert sech mat de Recommendatiounen vum Bundesdatenschutzbeoptraagten, dat alignéiert sech mat der Position och vum Chaos Computer Club an Däitschland, wat definitiv an deem Beräich ausgewisen Experte sinn, wat d'Datesécherheet ubelaangt. Et alignéiert sech och ganz gutt mat menge perséinleche Konviktiounen, datt mer net solle Gesondheetsdaten zentral späicheren. Mir brauchen net e Fichier central vun de Leit, déi mat engem Covidpatient a Kontakt waren. Ech mengen, deementspriedend sollt een déi Thematik konkret nach eng Kéier erërdere an der Kommissioun.

Ech sinn averstanen, et an d'Kommissioun ze ginn, awer wierklech mam Wonsch, datt mer et zäitno an enger Réunion jointe vu Justiz - well et betrëfft d'Justiz wéinst der Datespäicherung - an Digitaliséierung géifen thematiséieren, soudatt mer kéinten an deenen nächste Wochen awer da vläicht eng konsensuell Motioun an d'Chamber bréngen, soudatt mer och als Parlament eng kloer Position kënne huelen zu där Saach an net nëmme an de Rieden dat soen, mee och tatsächlech textuell dat kënne festhalen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Clement.

Kënne mer à main levée ofstëmmen, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

Vote

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass déi Motioun eestëmmeg an d'Kommissioun verweisen.

(La motion n° 2 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications.)

15. Dépôt d'une motion par M. Roy Reding

Da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Roy Reding, dee wëllt eng Motioun deponéieren. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Merci, Här President. Ech maachen hei den Depot vun enger Motioun iwwer Kommunikatiounsmëttel, Kommunikatiounsinfrastrukturen a Sécherheet vun Datebanken, woubäi ech och hei wëll preziséieren, datt mer déi haut net wëlle presentéieren an debattéieren, mee dat soll da stattfannen ulässlech vun der Interpellatioun vun der ADR iwwert d'Leieren, déi aus deser Kris ze zéie sinn.

Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte

stellt fest, datt

- all Kommunikatiounsmëttel a Kommunikatiounsinfrastrukturen, besonnesch och a Krisenzäiten, vu grondleeënder Wichtigkeet fir d'Funktioniéieren vun eisem Land an eiser Gesellschaft sinn;

- Lëtzebuerg an der Kommunikatioun ëmmer d'Exzellenz ugestriift huet a sech op vergläichweis gutt Infrastrukture verlosse kann;

- all Form vu Kommunikatioun an Datenaustausch, ob ëffentlech, privat oder vertraulech, muss kënne allzäit protegéiert ginn;

- d'Infrastrukturen an der Kommunikatiounsbereich müssen, besonnesch och am Krisefall, kënne protegéiert ginn;

- d'Sécherheet vun den Datebanken an den elektronischen Archive muss kënne garantéiert ginn;

- e groussen Deel vun deem sensibelen Aktivitéitsberäich net direkt vum Staat kontrolléiert gëtt;

fuert d'Regierung op,

- alles ze maachen, fir och a Krisenzäiten eng kontinuierlech, sécher an zuverlässeg Kommunikatioun ze erméiglechen, esouwuel fir offiziell wéi och fir ekonomesch oder privat Zwecker;

- an deem Sënn derfir ze suergen, datt och a Krisenzäite kann e „Service public“ oprechterhalte ginn;

- d'Sécherheet vun den Infrastrukturen an der Kommunikatioun - an Datesecteur am Hibleck op verschidden Typen vu Menacé kontinuierlech ze iwwerpräieren an ze verbessern;

- bei der Acquisitioun vun Hard- a Software besonnesch op potenziell Risiken am Beräich vun der Datesécherheet Uecht ze ginn;

- derfir ze suergen, datt et allzäit redundant technesch Méiglechkeete gëtt, fir d'Kommunikatiouns- an d'Datesécherheet ze garantéieren, an datt niewent Iwwerdroungsmodalitéiten ouni Kabel och Festnetzer musse weiderbestoen;

- Efforten ze maachen, fir d'Koordinatioun tëschent staatlechen, parastatlechen a privaten Acteuren an deem Beräich am Interessi vun der Sécherheet ze optiméieren;

- déi staatlech Ustrengungen ze verstärken, fir d'Digitaliséierung an d'Datesécherheet esouwuel am staatleche wéi och am private Secteur virunzedeieren;

- d'Kommunikatiouns- an d'Datesécherheet vu sensibelen Infrastrukture besonnesch ze schützen;

- d'Land besser op Cyberattaque virzubereeden an deenen Administratiounen, déi sech mat där Thematik befaassen, déi néideg Mëttelen ze ginn;

- d'Efforten ze verstärken, fir déi wichtegst staatlech Datebanken ze verduebelen an ofzesécheren;

- d'Fuerschung an d'Entwécklung am Beräich vun der Kommunikatiouns- an Datesécherheet ze ënnerstëtzen an ze verstärken;

- der Chamber bannent engem Joer e Rapport iwwert d'Sécherheet vun de Kommunikatiounsinfrastrukturen an den Datebanke virzuleeën;

- en eegene Ministère fir Kommunikatiouns- an Datesécherheet ze grënnen.

(s.) Roy Reding.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Reding.

Ech mengen, da kënne mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen.

Hei, d'Madamm Polfer huet nach d'Wuert gefrot.

16. 7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Här President, merci. Jo, ech wollt haut schon eng Motioun hei deposéieren, déi sech awer méi bezéie wäert op déi Diskussioun, déi mer muer wäerten hunn, fir datt Dir se hutt an datt eeben d'Kollege se och wäerten hunn. Si ass eeben och am Kader vun där wierklech grousser Solidaritéit an Unitéit, déi mer an deser Kris an deene meeschte Fäll wierklech bewisen hunn. All - all! - Fraktiounen hunn hei ënnerschriwwen, fir datt mer eis zesummen an aller Rou solle Gedanke maachen, wéi mer deenen engen oder deenen aneren nach méi klengen Entreprisen, déi besonnesch an desen Zäite leiden, kéinten hëllefen. Dofir, ech wollt se elo haut deposéieren an da kënne mer jo och muer méi eendeiteg dorop agoen.

Wannechgelift, Här President!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant les difficultés rencontrées par un nombre considérable d'entreprises dans le cadre de la pandémie Covid-19 ;

- saluant dans ce contexte la mise en place d'un programme de stabilisation en faveur de l'économie luxembourgeoise à hauteur de 8,8 milliards d'euros ;

- reconnaissant l'effort global déployé par le Gouvernement visant à soutenir les entreprises à brève échéance et sans entrave administrative démesurée ;

- notant que certaines entreprises et PME ont déjà rencontré des difficultés financières avant le 1^{er} janvier 2020 en raison de facteurs exogènes à leur activité, dont, entre autres, des pertes liées à des travaux d'aménagement et d'urbanisation ou à des chantiers d'envergure ;

- considérant que la situation de ces entreprises s'est encore aggravée par les effets de la flambée du Covid-19 ;

- tenant compte de la marge offerte par le cadre européen et notamment le paragraphe 18, article 2 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité relatif à la définition d'une « entreprise en difficulté »,

invite le Gouvernement

- à analyser le nombre d'entreprises tombant sous la définition précitée et pour lesquelles il existe un lien de causalité direct avec des chantiers d'infrastructure ;

- à examiner, dans le respect de la législation européenne, les pistes potentielles permettant à l'État de proposer aux entreprises visées par cette motion des aides supplémentaires à celles déjà existantes.

(s.) Lydie Polfer, Laurent Mosar, Marc Baum, Sven Clement, Claude Haagen, Josée Lorsché, Roy Reding.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Madamm Polfer.

17. 7550 - Projet de loi portant report des dates limites relatives à l'exercice comptable 2019, telles que prévues aux articles 12 et 16 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques pour la durée de l'état de crise

Da komme mer elo zum Projet de loi 7550 iwwert d'Verréckele während dem Krisenzoustand vun den Daten, wat den Exercice comptable 2019 ugeet, déi am Partiefinanzierungsgesetz festgehale sinn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt dem Rapporteur vun deem Projet, dem honorabelen Här Mars Di Bartolomeo, d'Wuert ginn. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), *rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Titel vum Gesetzesprojet 7550 resuméiert an dräi Zeile ganz gutt, em wat et hei geet: d'Verlängerung vun de Fristen, bannent deenen d'Parteien, éischtens, hir Konte vum Joer 2019 ofschléisse mussen, zweetens, dës beim Premier a beim Chamberspräsident deponéiere mussen, an drëttes, wéini d'Cour des comptes hire Rapport mat den eventuelle Bemierkunge vun de Parteien beim President vun der Chamber deponéiere muss.

D'Artikelen 12, 14 a 16 vum Partiefinanzierungsgesetz hunn dës Delaien op spéitstens den 1. Juli fir den Ofschluss vun de Konten, den Depot beim Premier a beim President vun der Chamber dann innerhalb vun engem Mount an de Rapport vun der Cour des comptes op spéitstens den 31. Dezember fixéiert. Dës Prozedur, déi fir déi néideg Transparenz a Kontroll soll vun der Partiefinanzierung suergen, kann awer duerch déi aktuell Kris net respektéiert ginn.

Bis op d'Ausnam, déi mer bis elo fir 2019 schafen, bleiwen awer déi üblech Terminer a Kraaft.

Duerch den Etat de crise, wéi en den 18. Mäerz deklaréiert gouf, sinn also déi Delaien net anzehalen, well eenzel Parteien hir Kongresser opgrond vun deene Restriktiounen bei der Zuel vun de Leit, déi u Versammlungen deelhuefen, net méi ofhalen.

De Projet de loi gouf de 6. Abrëll an der Chamber deponéiert an ass den 10. Abrëll vum Staatsrot huviséiert ginn. Eis Institutionskommissioun huet de Projet an hirer Sëtzung vum 14. Abrëll zesumme mam Avis vum Conseil d'Etat analyséiert an de Rapport, deen ech lech elo haut virdroen, eestëmmeg ugehall. Merci dem Conseil d'Etat an de Kollege fir déi effikass Aarbecht. Merci och der Madamm Closener fir hiren Engagement.

Opgrond vum Avis vum Conseil d'Etat hu mer aus der vun der Regierung virgeschloener Suspendéierung vun de Friste während der Dauer vun dem Etat de crise eng Verlängerung vun den Delaien em déi selwecht Dauer vum Etat de crise gemaach. D'Resultat ass dat selwecht, mee et suert awer fir méi Kloeerheet a méi Sécherheet.

D'Partei kréien also zousätzlech maximal dräi Méint Zäit grad ewéi d'Cour des comptes. Den Delai fir den Depot bleift bei engem Mount no Ofschluss vun de Konten.

Nu kann ee sech froen, firwat dës Verlängerung net iwwer Reglement, wéi dat am Etat de crise méiglech gewiescht wär, gemaach gëtt, mee iwwer Gesetz gemaach huet misse ginn. Mee ganz einfach, well Reglementer, déi d'Regierung an der Kris hält, nëmme fir d'Dauer vum Etat de crise gellen an d'Delaien, déi mer hei just fir den Exercice 2019 verlängeren, iwwert den Etat de crise eraus spillen. Duerch dëst Gesetz kréien d'Parteien kee Virdeel - ech wëll dat ënnersträichen -, mee just déi Zäit, déi hinnen d'Kris geholl huet, fir hir Konten en bonne et due forme ofzeschléissen an ofzeliwweren, ouni datt hinnen administrativ Strofen doraus entstinn.

Dat gesot, géif ech d'Chamber bidden, hiren Accord zum éischte Projet ze ginn, dee mer hei am Cercel wäerten ofstëmmen, an lech soen ech alleguer Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

Éischtens ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi schréfftlechen a mëndleche Rapport. Mir stëmmen haut am Fong e Projet de loi, dee parallel ass zu dem Projet de loi iwwert d'kommerziell Gesellschaften, déi jo och méi laang Zäit kréien, fir hir Konten ze deposéieren. An ech ginn domadder den Accord vun der CSV.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Gloden.

An dann ass et elo un der honorabeler Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Simone Beissel (DP).**- Merci, Här President. Ech profitéiere vun dem kuerze Wee, fir hei op déi flott Tribün ze kommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech dem Mars Di Bartolomeo häerzlech Merci soe fir säi gudden schréfftlechen a mëndleche Rapport. An ech wëll em extra Merci soen, och der Madamm Closener, well si hu wierklech d'Rad geschloen, fir an enger extreem schneller Vitess dësen technesche Rapport hinzekréien, am Interessi vun de Lëtzeburger politesche Parteien.

Dir wësst alleguerten, dass d'ParteiefinanzéierungsGesetz vun 2007 zwar „a fait de l'ordre dans la boutique“, dat heescht, équilibréiert an transparent d'Finanzéierung vun de Parteien erlaabt huet an agefouert huet, mee parallel dozu och streng a formalistesche Konditiounen, déi d'Parteien mussen erfëllen, fir eeben an de Genoss vun där Finanzéierung ze kommen.

An do derbäi ass eng vun den Haaptkonditiounen, dass d'Konten an d'Donateurslëschtchen vun Joer virdru mussen virum den 1. Juli vun lafende Joer era si bei den zustännegen Instanzen. Dat war also fir dëst Joer den 1. Juli 2020 fir d'Konte vun 2019.

Wéi et schonn ugeklongen ass vum Rapporteur, ass et duerch d'Covid-19-Kris awer esou, dass d'Parteien duerch dës legal Obligatiounen riskéieren, ferm an d'Labrängen ze kommen, éischtens kontabelsméisseg an zweetens haaptsächlech, well déi statutaresch Kongresser net kënnen stattfannen, wou déi Konten da géifen agreéiert ginn, wéi dat néideg ass.

Dofir ass et ganz wichteg, dass dëse Projet de loi den Delai verlängert, dat heescht, genuch Deeg hannert dem deklaréierten Enn vun dem État de crise bréngt. An dee Moment kënnen d'Parteien regulär hir Konten an Donateurslëschtchen eraginn an dann ass dat an der Rei. Ech mengen, déi grouss Plus-value vun dësem Projet ass d'Rechtssécherheet, déi dës Prolongatioun bréngt. An dofir ass et normal, dass mir dat all begrëssen, an ech bréngen och dofir den Accord vun der DP-Fraktioun.

Villmools merci!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Beissel.

An da kritt d'Wuert déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Villmools merci, Här President. Ech bleiwen op der Plaz. Ech wëllt mengem neien Noper a Rapporteur vum Projet de loi e grouse Merci ausdrécke fir seng gutt Erklärungen vum Dräi-Zeile-Gesetz, wéi een et scho bal kann nennen, a ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Lorsché.

An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. Och mir felicitéieren dem Mars Di Bartolomeo fir en extreem prezise Rapport. Ech

fannen ëmmer, e Rapport, wann s de en héieren hues an du hues alles verstanen, da war en exzellent. A selbstverständlech fënnt dëst Gesetz d'Zoustëmmung vun der ADR. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Reding.

An da kritt d'Wuert den honorabelen Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Merci, Här President. Mir stëmmen dësem Gesetz natierlech och zou, gi just ze bedenken, dass mer eis Zoustëmmung ginn an der Hoffnung, dass dann déi ordinär Kongresser vun de Parteien kënnen stattfanne virun och deem verlängerten Delai, wat net onbedéngt am Moment ginn ass, wou een dann eventuell nach eng Kéier misst un den Text erugeen oder alternativ Forme fannen. Et ass e gudden Text, deen am Moment néideg ass. Mir stëmmen e mat.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum.

Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Och vu mir e Merci un de Mars Di Bartolomeo fir dëse Rapport vun engem ganz kuerzen an technesche Gesetz.

Ech wollt d'Geleeenheet kuerz notzen, fir drun ze erënneren, dass mer am Dezember eréischt, am Dezember d'lescht Joer, et si fënnf Méint hier an et gesäit awer esou laang aus, méi streng Reegele fir d'Parteiefinanzéierung gestëmmt hunn. Mir hunn hei, besser gesot am Chambersgebai, méi streng Reegele gestëmmt. An elo mierke mer, well mer de Covid-19 net konnte virausgesinn, dass mer eis do selwer e bëssen an en Eck manövréiert hunn. An deementsprechend ass dat heite just eng temporär Mesure, déi un eng temporär Situatioun gebonnen ass. A fir déi ze behiewen, gi mir och eisen Accord.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, de Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, fir d'éischt wëll ech dem Här Di Bartolomeo Merci soe fir säi schréfftlechen a mëndleche Rapport an der Madamm Beissel fir hire mëndleche Rapport.

(Brouhaha)

Ech mengen, déi meescht vun eis heibanne wëssen, wéi wichteg et ass, dass mir och als Parteien eis un d'Reegelen halen, déi mer definéieren. An déi meescht vun lech a mir wëssen et och alleguerten: De „Bleift doheim!“ zielt och fir d'Parteimemberen. Dat heescht, dass keng Kongresser organiséiert ginn. An dofir ass et och wichteg, dass d'Parteien awer konform zum Gesetz sinn, fir dass d'Parteiefinanzéierung och kann applikabel sinn. An dofir freeën ech mech iwwert d'Zoustëmmung.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Staatsminister.

Da kënnen mer zur Ofstëmmung kommen iwwert de Projet de loi 7550. Den Text steet am Document parlementaire 7550².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7550 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwert den elektronische Wee. D'Ofstëmmung fänkt un.

De Quorum ass erreecht.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen!

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet eestëmme mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Gales, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Misch, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

18. 7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 (suite)

An da freet d'Madamm Lydie Polfer nach eng Kéier d'Wuert.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Ech froen d'Wuert, fir mech ze entschëllegen. Ech hu virdun am Aifer eng Motioun deposéiert, wou ech och nach ëmmer ganz houfreg drop sinn, awer ech hunn déi net nëmmen eleng deposéiert, mee ech hunn déi zesumme mam Här Laurent Mosar deposéiert. An ech hat vergiess, dat ...

► **Plusieurs voix.**- A!

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- ... awer ze soen.

(Brouhaha)

An ech wollt dat nohuelen, well dat ass mer ganz wichteg. Dir hutt se elo. An da kënnen mer muer jo nach driwwer schwätzen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Polfer, fir déi Prezisioun.

19. 7546 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

De leschte Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7546 iwwert d'temporär Mesurë fir de Secteur vum Elektrischen a fir dee vum Gas am Kader vum Kampf géint de Covid-19. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert ginn un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

► **M. François Benoy (déi gréng), rapporteur.**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Hären, wëinst der Covid-19-Pandemie an de Mesuren, déi zu Lëtzebuerg geholl goufe fir d'Gesondheet vun der Populatioun, mussen mer e puer Upassungen am Stroum- an am Gasgesetz maachen, wat mir mam Gesetzesprojet 7546 maachen, deen ech lech elo hei presentéieren.

Duerch d'Limitatioun vun de Kontakter kënnen och am Gas- an am Stroumsecteur net alleguerten d'Fristen, déi de Gesetzgeber virgesinn hat, agehale ginn. An dofir maache mer elo e puer Upassungen an de Gesetzter.

An et geet hei ëm dräi Punkten :

- éischtens kritt de Regulateur, den ILR, d'Méiglechkeet, d'Validitéit vum Fournisseur par défaut vum Stroum ëm sechs Méint nom Schluss vum État de crise ze verlängeren;

- zweetens kréien d'Gestionnaire vum Gasseau bis den 31. Dezember 2021 Zäit, fir 90 % vun de Compteuren duerch intelligent Compteuren ze ersetzen, an

- drëtters kréien d'Gas- an d'Stroumfournisseure bis den 31. Mee Zäit, fir dem Energieminister matzedeelen, wéi vill Energie si dat lescht Joer agespuert hunn.

Zesumme mam Energieminister hu mir de Gesetzesprojet de 27. März eng éischte Kéier an der Kommissioun duerchgeholl. Den Avis vum Staatsrot an déi vun de Chambre-professionellen hu mer den 9. Abrëll diskutéiert an dunn och de schréfftleche Rapport ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Hären, wéi scho gesot geet et am Gesetzesprojet drëm, fir eng Rei Ännerungen wëinst dem Covid-19 am Stroum- a Gasgesetz ze maachen. De Regulateur, also den Institut luxembourgeois de régulation, den ILR, leet all dräi Joer, ëmmer fir eng Period vun dräi Joer, e Grondversuerger, de Fournisseur par défaut, fir gewëssen Zone fest. Déi lescht Grondversuerger huet den ILR den 1. Juni 2017 designéiert. Déi Period leeft deemno den 1. Juni 2020 aus.

Mat der Ännerung am Stroumgesetz kann de Regulateur elo déi aktuell designéiert Fournisseure par défaut nach bis zu sechs Méint nom État de crise verlängeren.

Da kréien alleguerten d'Stroum- an d'Gasfournisseure méi laang Zäit, fir dem Energieminister matzedeelen, wéi vill Energie dass se d'lescht Joer gespuert hunn. U sech hate se bis den 31. März dofir Zäit. An am Stroum- a Gasgesetz gëtt den Delai elo dëst Joer op den 31. Mee geännert.

Opgrond vun enger europäescher Direktiv aus dem Joer 2012 mussen d'Stroum- an d'Gasfournisseuren all Joer gewëssen Ziler an der Energieeffizienz errechen. Op europäeschem Niveau war en Effizienzziel fir 2020 vun 20 % festgehal ginn. Dat ass den Equivalent vun enger Aspuerung vun 368 Milliounen Tonne Pétrol am Endenergieverbrauch bis 2020.

An zu Lëtzebuerg mussen d'Fournisseuren all zesummen tëscht 2015 an 2020 5.993 Gigawattstunden aspuren, wat se ënner anerer iwwer Berodung oder Primmen um Client maachen.

Während dem État de crise kënnen d'Reseausgestionnaires evidenteweis net bei d'Clients heemgoen, fir al Gascompteuren duerch intelligent Compteuren ze ersetzen. An dofir kréien d'Reseausgestionnaires elo bis den 31. Dezember 2021 Zäit, fir 90 % vun den ale Compteuren ze ersetzen. Den Datum gëtt am Gasgesetz ee Joer no hanner verréckelt.

Bis d'Enn vum leschte Joer waren ongeféier 66 % vun de Compteuren ersat. Fir d'Gasgestionnaire wär et souwiesou scho knapp ginn, fir den Termin anzehalen, a mam Confinement ass dat onméiglech ginn. Deen neien Datum ass elo eng méi realistesch Deadline fir d'Installatioun vun den intelligente Gascompteuren. A bis dohinner soll och d'Software, fir d'Smartmeters ofzeliesen, prett sinn.

Den intelligente Compteur, de sougenannte „Smarty“, ass e Schlësselinstrument vun der energieetescher Transitioun an erméiglecht dem Fournisseur wéi och dem Client eng méi effizient an intelligent Energienotzung. Dem Konsument erméiglecht e sougenannte „Smarty“ méi genee ze wëssen, wéi vill Energie en zu all Moment am Dag verbraucht. De Client huet also méi Informatiounen, fir säi Verhalten ze änneren an Energie ze spueren an esou méi aktiv ze ginn an der Energietransitioun. An e Smarty kann och op Distanz ofgelies ginn. Et muss also kee Rendez-vous méi beim Client doheim gemaach ginn, wat Zäit spuert fir de Client a fir de Fournisseur an esou d'Käschte fir d'Netznotzer, also d'Allgemengheet, reduzéiert.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Staatsrot huet a sengem Avis proposéiert, d'Gesetzesännerungen, déi just d'Period vum État de crise concernéieren, iwwer e Règlement grand-ducal ze maachen, wéi et duerch den Artikel 32 Paragraf 4 vun der Verfassung während der Zäit vum État de crise méiglech ass. An deem Sënn huet d'Kommissioun zwou Dispositiounen, déi eebe just fir d'Zäit vum État de crise gëlle sollten, net zréckbehalen.

Heibäi goug et ëm d'Suspensioun vum Delai fir den Uschloss fir residentielle Clienten. An et goug drëm, dem Regulateur d'Méiglechkeet ze ginn, fir am État de crise d'Consultation publique ze ersetzen duerch eng Ad-hoc-Consultation vun de concernéierten Acteuren, wann et drëms geet, fir temporär Mesuren ze huelen,

Le saviez-VOUS ?**COMPTE RENDU**

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

fir de Fonctionnement vum Elektrizitéitsmarché ze garantéieren.

An deem Sënn hu mir déi Artikelen aus dem deposéierte Gesetzesprojet och net zréckbehalen. D'Regierung huet dës Punkten och schon den 8. Abrëll an e Règlement grand-ducal afléisse gelooss. An och deenen anere Remarque vum Staatsrot hu mer Rechnung gedroen.

Här President, Dir Dammen an Härren, ech kommen zum Schluss. Duerch d'Mesuren, fir d'Coronakris Meeschter ze ginn, mussen och am Gas- an am Stromsektor d'Friste geännert ginn, déi de Gesetzgeber ursprénglech virgesinn hat. An dat maache mer mat de Modifikatiounen an dem Gas- a Stromgesetz, wéi se hei virleien. Dat heescht, den aktuelle Fournisseur par défaut vum Strom kann ëm sechs Méint vum Regulateur verlängert ginn. D'Gestionnaire kréien ee Joer méi Zäit, fir déi intelligent Gascompteuren opzehänken. An d'Gas- an d'Stromfournisseure mussen eréischt den 31. Mee dem Energieminister matdeelen, wéi vill Energie si d'lescht Joer agespuert hunn.

An an deem Sënn soen ech lech alleguer villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och direkt den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Benoy.

Als éischte Riedner ass den honorablen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Paul Galles (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, dat Gesetz, dat eis de Rapporteur François Benoy grad virgestallt huet - an ech soen em fir seng schréfflech a mëndleche Beméiunge villmools Merci -, schreift sech am Prinzip an an d'Rei vun all deene ville Gesetzer, déi mer elo am Kader vun der Coronakris stëmmen. An dat ass richtig esou, och wann ee muss soen, dass et och hei esou geschitt ass, an zwar, dass Weesentlech aus deem Gesetzesprojet an aus dem éischten Entworf eeben hannen um Enn awer iwwer Règlements grand-ducaux gereegelt ginn ass. An dat ass u sech och e richtige Prinzip. Gesetzlech gereegelt gëtt dat, wat datumsméisseg vun enger offizieller Bëendegung vum État de crise onofhängeg ass. An dëst Gesetz ass sénnvoll a fént och dofir eis ganz a voll Zoustëmmung.

Awer, Här President, Dir Dammen an Dir Härren, dëst Gesetz hei betrëfft menger Meenung no ee Beräich, deen eng ganz besonnesch Opmierksamkeit verdéngt, well hannert deenen technesche Froe vun zum Beispill dem Verlängere vun Delaie stinn zwou aner ganz grouss Froen:

Déi éischt ass déi vun der Prekaritéit, wéi et och an enger Rei vun Avisa monéiert ginn ass, besonnesch och am ganz kritischesen Avis vun der Chambre de Commerce.

Grad elo, an enger Zäit, wou zum Beispill den Energieverbrauch sech vill vum industriellen a professionelle Beräich an dee private Beräich eraverlagert, gëtt eis nach eng Kéier däitlech, dass et vill Mënsche gëtt, an iwwregens och Entrepreneuren, fir déi och Energie kee Selbstläufer ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Paul Galles (CSV).** - Net ëmsoss gëtt am Katalog vun den Aides sociales déi sougenannten „Assistance ...

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Paul Galles (CSV).** - ... aux ménages en situation de précarité énergétique“ genannt, déi eigentlech zwou Saache leeschte soll: zum engen eng Berodung an zum aneren eng Subventioun fir de Remplacement vun engem Elektromanager, dee vill Energie frësst. Ugefrot gëtt déi Hëllef jo iwwer d'Office-socialen, déi am Moment awer wéinst der Kris och an engem Régime réduit funktionéieren. Dierf ech dofir den Här Minister froen, ob e weess, ob vill Leit elo, wou den heemeschen Energieverbrauch an d'Luucht geet, dës Assistance ufroen an ob séchergestallt ass, dass elo an dëser Kris kee säin Elektresch oder säi Gas ofgestallt kritt?

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Paul Galles (CSV).** - An dat, Här President, Dir Dammen an Dir Härren, leet mech schon iwwer zum zweete groussen Thema hannert deem technesche Gesetz, dat grousst Gesetz iwwer den Energiemarché, wat mer am Moment an der Kommissioun diskutéieren a wou mer op Initiativ vun de Kollegee vun déi Lénk grad en Akzent drop setzen, dass

de Verbraucher esou einfach wéi méiglech un déi Assistance erukënn, wann e se da brauch.

Dëst grousst Gesetz vum Energiemarché soll jo e Meilesteer sinn an der Energietransitioun. An dës Kris léiert eis, dass mer op zwou Saache besonnesch sollen oppassen, wa mer dëst Gesetz virbereeden: déi sozial Gerechtheet an d'Kriseresilienz vun deem neien Energiemarché.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren, an da geet et jo net eleng ëm de Consommateur, mee et geet och ëm d'Ekippen, déi déi Tachen, déi den Acteuren aus dem Secteur operleien, ausféiere sollen, bei enger Fuite oder engem Stromausfall zum Beispill. Här Minister, kënnt Der eis heizou wannechgelift en Update ginn, wéi deen Noutfallplang an Zäite vum „physical distancing“ ausgesäit a wat geschitt, wann zum Beispill Leit aus enger Ekip positiv getest ginn.

Ech soen lech villmools Merci fir d'Opmierksamkeit.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Galles.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Wann e Rapporteur esou explizit war, wéi dat an deem heite Fall de Kollege François Benoy war, souwuel a sengem schréffleche wéi a sengem mëndleche Rapport, bleift mir als Sprécher eigentlech just nach eppes, dat ass him ze felicitéiere fir déi zwee Rapporten, an op där anerer Säit natierlech och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ze ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hahn.

An da wier et un där honorablen Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Jo, Här President, léif Kollegeen, léif Kolleginnen, och ech wéilt dem Här François Benoy Merci soe fir seng zwee Rapporten, dee schréfflechen an dee mëndlechen. En huet et richtig gesot, et geet hei ëm dräi Upassunge vun Delaie, déi mer gesetzlech musse verankeren, well se eeben iwwer den Zäitraum vum État de crise erausginn. Et ass deem och näischt bäizefügen, well e wierkelech ganz komplett war. Duerfir merci nach eng Kéier an ech ginn den Accord vun eiser Fraktioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hemmen.

An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorablen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Härren, ech wéilt och fir d'éischt dem Här Benoy soen - wou ass den Här Benoy? - : Et wor net nëmmen e ganz gudden a komplette Rapport, mee e wor och emouvant. Ech komme gläich dorobber zréck. An dëst zu dëser spéider Stonn huet richtig guttgedoen. Mee ech wéilt vläicht soen, dass mer am Prinzip och als ADR kee Problem hunn, fir déi Delaie ze verréckelen. Dat ass eng Klenggeheet. Dat ass eng Normalitéit. Dat drängt sech an dëser Zäit op. Dat ass net eise Problem.

Mir wëllen awer och déi Kriticken oder Froen opgräifen, déi d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Métiers eis virleien. Nämlech schwätzt d'Chambre des Métiers vun der Fro vun der Suspensiou oder enger Verleueung vum Bezuele vu Rechnungen, ënner bestëmmte Konditiounen. Ass do d'Regierung interesséiert dron? Mécht se dat? Well d'Regierung ass jo selwer Aktionär, huelen ech emol un, an enger Rei vun deene Gesellschaften, déi hei a Fro stinn, déi eigentlech d'Rechnungen dann zegutt hätten.

An d'Chambre des Salariés freet, ob de Risiko besteet, dass kann ofgespaart ginn an der Kris oder ob d'Leit och déi Raccordementer kënne kréien, déi onbedéngt néideg sinn.

Souwäit hu mir kee Problem! Mir stellen déi Froen a mir freeën eis, wann dat an engem soziale Sënn geléist gëtt.

Awer mir hunn e Problem als ADR, an do kommen ech op dat Emouvant zréck, wat den Här Benoy a sengem Rapport gesot huet. Hien huet e bësse verléift geschwat vum Smarty, dem Smartmeter, dem Compteur intelligent. déi gréng sinn do, oder vläicht nëmmen hien, ganz begeeschtert, emotional gebonnen! Mee wat ass de Smartmeter? De Smartmeter ass eng Technologie, déi installéiert gëtt, déi am Gasberäich all Stonn ofliest, déi am Elektresch

all Véierelstonn ofliest an déi nach ganz aner Méiglechkeeten huet.

An 2007, dat ass scho laang hier, dat sinn elo 13 Joer hier, huet dës Chamber déi Gesetzer gestëmmt, fir dat kënne bei de Leit ze installéieren, obligatoresch.

Mee zënterhier huet sech onheemlech vill geännert! A virun allem huet sech vill geännert am Bewosstsi vun de Leit ëm d'Datesécherheet! Mir hunn och en anere legale Kader. Mir hunn de Règlement général sur la protection des données. Mir hunn aner Instrumenter. Mir haten eng Rei Skandalen, wou mer gewuer gi sinn, wéi einfach et ass, am Laf vun den nächste Joren iwwer elektronesch Mëttelen d'Leit auszespiönéieren. D'Sensibilitéit ass haut eng ganz aner.

A wa mer déi Diskussioun haut hunn, da kënne mer net méi higoen a soen: „Mir installéieren obligatoresch bei Leit esou en intelligente Compteur.“ Mir kënne soen: „Bei Leit, déi gär een hätten“, well e vläicht Virdeeler huet, a wann déi Leit dat akzeptéieren, da kënne mer dat maachen. Mee als ADR soe mer: „Obligatoresch kann dat net méi a Fro kommen an deem Kontext, wou mer haut sinn, no deene Léieren, déi mer haten, wat dat ugeet, de Mëssbrauch vun Daten.“

Dofir wäerte mir dëst Gesetz net matstëmmen, well mer einfach der Meenung sinn, dass mir de Leit e Choix musse ginn, ob se wëllen en intelligente Compteur oder en analoge Compteur. An do, wou schon eng Kéier en intelligente Compteur installéiert gouf, mussen d'Leit och d'Méiglechkeet kréien ze soen: „Ech wéll en net méi. Ech hätt gär en analoge Compteur.“ Dat muss ouni Käschte fir déi Leit ersat ginn. Dat ass Dateschutz gelieft! Dat ass Respekt virun der Privatsphär vun de Leit! Dat ass Rechnung gedroen deenen Entwécklungen, déi mer an deene leschte Joren haten, engem ganz neie Bewosstsin, engem ganz neie Respekt virun der Privatsphär vun de Leit an der Datesécherheet.

An an deem Sënn, Här President, wéll ech lech och am Numm vun der ADR eng Motioun iwwerreechen, eng Motioun, déi als Zil huet, de Leit de Choix ze ginn: intelligente Compteur oder analoge Compteur.

Ech soen lech Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte

stellt fest,

- *datt no där aktueller legaler Basis an de Secteure vum Approvisionnement mat Gas an Elektresch d'Entrepreneuren, mee och déi privat Stéit musse mat „Smartmeter“, also sougenannten „intelligente“ Compteuren, equipéiert ginn;*

- *datt sech an deem Kontext eng Rei vu Froe stellen, besonnesch wat eng méiglech Intrusioun an d'Privatsphär vun de Leit an de Risiko vun enger Verletzung vum Dateschutz ugeet;*

- *datt zënter de Gesetzer aus dem Joer 2007, déi d'Installatioun vun intelligente Compteure vorschreien, sech dat legaalt Ëmfeld am Dateschutz substanzieel geännert huet, besonnesch och duerch de Règlement général sur la protection des données (RGPD);*

- *datt vill Leit haut op de Problem sensibiliséiert sinn, deen dora besteet, dass et net komplizéiert ass, fir hir Privatsphär duerch technesch Mëttelen ze verletzen;*

- *datt och vill Leit sech Suerge weinst enger eventueller Stralabelaschtung duerch déi Compteure maachen;*

- *datt sech aus deene Grënn vill Leit dergéint wieren, fir intelligent Compteure bei sech doheim installéiert ze kréien;*

fuerdert d'Regierung op,

- *datt si der Chamber soll bannent sechs Méint e Gesetzesprojet virleien, fir dat gesetzlecht Ëmfeld an deem Sënn ze änneren, dass d'Leit selwer kënnen decidéieren, ob si en intelligente Compteur wëlle bei sech installéiert kréien oder net;*

- *datt d'Leit, wann si schon en intelligente Compteur kruten, deen nees kënnen, ouni dass dat mat Käschte fir si verbonnen ass, duerch en analoge Compteur ersetze loosse;*

- *der CNPD de Wonsch vun der Chamber ze iwwermëttelen, dass si ënnersiche soll (Data Protection Impact Assessment), wéi d'Reseausgestiounairen an d'Fournisseure vu Gas an Elektresch mat deenen Donnéeën ëmginn, déi d'Compteuren, virop déi intelligent Compteuren, hinne liwweren a wéi d'Datesécherheet an d'Rechter vun Konsument an deem Domän nach kënnen verbessert ginn.*

(s.) Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser.

An da géif ech d'Wuert weiderginn un den honorablen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Jo, mir wäerten natierlech deen heite Projet de loi och matstëmmen, well en eng Normalitéit ass, wéi dat gesot gouf, an dësen Zäiten, fir eeben d'Raccordementer op eng Postkrisenzäit weiderzeleeën.

Ech hätt just awer e puer Remarken trotzdem ze maachen an och vläicht eng Fro ze stellen. Étant donné, dass sech an deene leschten Deeg jo ëmmer villes ännert, wësse mer, dass deemnächst jo och d'Chantieren awer erëm kënnen opgoen. Dat war dee Moment, wou mer deen heite Projet de loi analyséiert hunn, jo nach net de Fall. Dat konnt ee jo och nach net wëssen. An et ass einfach eng Fro, fir ze wëssen, étant donné, dass awer erëm d'Chantieren opginn, dass vläicht Saache fäerdeg gemaach ginn, awéifern dann do duerno Raccordementer vläicht awer méiglech sinn. Oder wéi gëtt dat organiséiert? Dat wier just eng technesch Fro.

An dann duerno awer och eng Remark: Jo, mir deelen och als déi Lénk déi Remark, déi d'Chambre des Salariés gemaach huet. Obwuel mer der Meenung sinn, wa schon och d'Fournisseuren innerhalb vun der Krisenzäit awer och noutgedongen an op eng verständlech Aart a Weis hiren Obligatiounen net kënnen nokommen, si mer trotzdem der Meenung, dass prinzipiell muss séchergestallt ginn, dass während der Krisenzäit kee Strom oder Gas ewechgeholl kritt an dass och net d'Argument kann hierhalen, dass et ëmmer d'Méiglechkeet gëtt, fir bei engem Office social Demarchen ze maachen, fir dohinner ze goen. Mir sinn der Meenung, dass een awer déi Mesure do och muss sécherstellen.

Zu de Compteuren intelligents: Jo, dat ass eng laang Diskussioun. Ech wéll net dorobber agoen. Mee op jidde Fall muss een awer ëmmer oppassen, wa prinzipiell d'Digitalisierung, an et ass jo och en Deel dovunner, wann dat als Léisung gesi gëtt, fir environmental Froen ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... ze léisen oder sozial Froen ze léisen, dass dat de falsche Wee ass. An et muss ee sech och d'Fro stellen, wat der Digitalisierung hir Empreinte carbone ass. Well et soll een net mengen, dass mer an enger virtueller Welt liewen: Iergendwou gëtt transportéiert, gëtt produzéiert. Also kann et och en Nullsummenspiel duerstelle par rapport zu den Zilsetzungen, déi am Zesammenhang si mat de sougenannten „intelligente“ Compteuren.

Wat d'Intelligenz ass, doriwwer misst een och eng Kéier diskutéieren. Ech zweifele stark doron.

Op jidde Fall gëtt dat jo och op nach e weidert Joer verluecht. An ech mengen, dass ass dann eng Zäit, déi ee sech kann huelen, fir sech doriwuer Gedanken ze maachen. Anscheinend war d'Software souwisou net esou richtig fäerdeg, wat jo och e bëssem emouvant ass, wéi den Här Kartheiser et géif soen. Ech mengen, et muss ee sech ëmmer ganz aner Léisunge virstellen, wéi direkt wëllen de Wee vun der Digitalisierung ze goen. Et gëtt vill méi sozial Weeër an och demokratescher Natur.

Ech soen lech Merci. Ceci étant dit, stëmme mer dat heiten natierlech mat.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner.

Leschten agedroene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Merci dem François Benoy fir säi Rapport. Och mir Piraten wäerten dësse Projet matstëmmen. Mir wëllen awer nach eng Kéier d'Regierung dran erënnere, dass an dës schwierigen Zäiten d'Leit net sollen ouni Gas oder Energie doheim stoen. A mir soen dofir a leeën hir och un d'Häerz, fir am Moment kengem Gas oder Strom ofzeschalten.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Energieminister, den Här Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Här President, léif Deputéierten, fir d'éischt wéll ech lech a virun allem den Deputéierten aus der Energiekommissioun Merci soen, dass mer esou schnell zesumme konnte schaffen iwwer Visio- oder Videokonferenzen. Ech wéll och besonnesch dem Président-rapporteur, dem Här Benoy, Merci soe fir d'Presidence vun deene Reunionen, awer och fir säi Rapport.

Ech wéll awer dann och dem Conseil d'État Merci soen, dass deen esou schnell säin Avis gemaach huet. Deen Avis vum Conseil d'État huet eis och gehollef, eis éischt Versioun llicht ze adaptéieren. A mir sinn op all déi Virschléi vum Conseil d'État agaangen.



An da wëll ech awer och menge Beamten, déi fläisseg heirunner geschaff hunn, dem Gérard Meyer, dem Marco Hoffmann an och dem Anne Metzler, ausdrécklech Merci soe fir hir ganz Aarbecht, awer och dem Sarah Jacobs, dat matgeholf huet um Rapport.

Hei maache mer eng Rei kleng Ännerungen, déi néideg sinn an dëser Kris. Ech mengen, den Här Benoy huet dat gutt erkläert. Et geet drëm, dass mer de Régulateur par défaut brauchen, op deen een zréckfällt, wann eng Kéier e Fournisseur vu Strom géif faillite goen; dee leeft aus am Juni. A fir dass do elo net en onnéidegen Drock entsteet, gétt déi Frist em sechs Méint verlängert.

Den Här Benoy huet och gutt erkläert, dass mer e System hunn: All Gas- a Stromversuerger muss och ëmmer nowisen, dass en Energieeffizienzmoosname mécht mat de Bierger, mat de Betriber. Och do kommen déi elo e bëssen an d'Labrängen opgrond vun der Coronakris.

An da bei de Smartmetere beim Gas ware mer effektiv schonn e bëssen am Retard. Mir hunn elo en Delai gesicht, dee mer och mat de Gasliwweranten, also d'Sudgaz, d'Creos, d'Stad Diddeleng, déi, déi mussen de Gas bei d'Leit bréngen, diskutéiert hunn. Mir hunn elo eng Deadline fonnt, wou ech denken, dass jiddweneen domadder ka liewen. An déi ass och méi realistesch.

Vläicht dann nach eng Kéier zu de Remarken, déi hei komm sinn, engersäits vum Här Galles: Ech mengen, d'Précarité énergétique ass eppes ganz, ganz Wichtige. Et ass och eppes, wat mir wierklech um Häerz läit. Ech hunn a menger Zäit als Europadeputéierten derfir gesuergt, dass europawäit elo quasi all Regierungen an Europa gezwonge sinn, fir d'Précarité énergétique eescht ze huelen. Dat war hei zu Lëtzebuerg scho virdrun de Fall, muss awer och elo iwwerall an Europa gemaach ginn.

An ech kann lech just soen, och wann een eise System vergläicht mat deem, wat am Ausland ass: Mir hunn e ganz gudd System. Mir maachen dee System elo opgrond och vun engem Amendement, deen den David Wagner abruucht huet, an engem parallele Gesetz nach e bësse besser. An ech kann lech garantieren, dass an dëser Kris wierklech keen do am Ree stoe gelooss gétt an dass och kee weeder de Strom nach de Gas ofgeschalt kritt.

Den Här Galles huet och nach déi Fro opgeworf vun der Sécherheet. Ech wëll da vläicht einfach elo och profitieren dovun, fir all de Leit aus dem Energiesecteur, déi déi lescht Woche wierklech och un der Front waren, ob dat elo war bei der Creos, ob dat war also beim Netzbedreier, bei de stätteschen Netzbedreier, ob dat bei de Gasetzbedreier war, awer och am Pétrosecteur, ech mengen, déi Leit, déi an dëse Konditiounen awer derfir gesuergt hunn, dass d'Tanklagere voll sinn, déi Leit, déi och enner schwierere Konditiounen an den Tankstellen de Verkauf assuréiert hunn, ech wëll deene vun hei aus alleguerte Merci soen.

An ech wëll lech just soen, dass ganz gutt Moosnamen, zum Beispill bei der Creos, virun allem och am Dispatching, also do, wou de Strom verdeelt gétt, geholl gi sinn. Do sinn extra nei Ekippe gebilt gi mat extra Schichten. Déi Leit, déi hu separat, aner Toiletten. Déi kräize sech net méi. An all déi Moosnamen hunn derzou gefouert, dass mer keen e Fall hunn, deen an deenen Energiebetriber opgetratt ass. An dat ass och d'Resultat vun där ganz gudder Preparatioun, déi eigentlech d'Energiebetriber hunn.

Vläicht nach en Detail. Et ass och esou dass, wann am Moment iergende Problem beim Gas wier, da misst natierlech zum Beispill e Mann oder eng Fra vu Sudgaz awer an en Haus goen. An do hu mer en Accord mam CGDIS, dass déi dann och déi néideg Sécherheetskostümer kréien, fir dass déi Aarbechte kënnen ënnert den néidege Sécherheetsaspekter duerchgefouert ginn. Soudass, mengen ech, all déi gutt Moosnamen, déi do sinn, effektiv flott ëmgesat ginn. An nach eng Kéier vun hei aus, vu mir, an ech mengen, Dir kënt lech do och uschlëssen, all de Leit aus dem Energiesecteur e grouse Merci fir dat, wat se déi lescht Woche fir eis all gelescht hunn!

Den Här Kartheiser huet méi prinzipiell elo nach eng Diskussioun iwwert de Smarty ugeeregt. Ech mengen, et ass kloer, dass alles, wat mer do maachen, mat der Dateschutzkommission ofgeschwat ass. Dat heescht, mir hunn do den Dateschutz respektéiert. An ech mengen, dat, wat Der do an der Motioun opwerft - géif ech emol vu mir aus soen -, géif ech ofleenen, well dat onnéideg ass.

Den Här Wagner hat dann och nach eng Kéier de Punkt opgeworf vun der Précarité énergétique. Merci nach eng Kéier, dass mer do, mengen ech, iwwer all d'Parteigrenzen eraus,

vum Paul Galles bis och bei lech, esou e groussen Accord hunn. Précarité énergétique ass eis wichtig a mir maachen alles hei zu Lëtzebuerg, dass mer e gutt Netz hunn, fir do de Leit entgéintzekommen.

Vläicht nach e lescht Wuert. Et sinn eenzel Federatiounen, déi gefrot hunn, dass een elo d'Rechnungen net méi sollt bezuelen. Dir musst awer wëssen: Mir hunn nieft dem groussen Enovos, wou de Staat mat dran ass, och kleng Fournisseuren! Mir hunn, fir der zwee ze nennen, zu Miersch e Fournisseur, dat ass e Familljebetrib. Wann elo deen een d'Rechnung net méi bezilt, jo, da kënt deen aneren an d'Bredouille! A mir hunn en anere Fournisseur nach am Réidener Kanton. Dat heescht, mir wëllen als Regierung net, dass elo aner mëttelstännesch Betriber a Schwierigkeete kommen, just nëmme, wa mer hei e bësse salopp géife soen: „Bezuel't Är Rechnungen net méi!“

An duerfir si mer an der Regierung op de Wee gaangen, dat hunn ech och mat de Kollegen an der Regierung esou duerchgeschwat: Mir hëllef alle Betriber hei zu Lëtzebuerg direkt! Dat heescht, wann d'Haus iergendwou brennt, dann hëllef mer bei deem Haus. A mir wëllen net, dass dat Haus en anert Haus nach ustécht. An duerfir wëlle mer, dass all Rechnunge bezuelt ginn. A mir gi jo och de Betriber d'Méiglechkeet, iwwer all déi Hëllefprogrammer, déi mer maachen, fir dass mer an déi Richtung do eng zolidd, robust Politik hunn, déi net nach anerer a Schwierigkeete bréngt, mee mir hëllef direkt do, wou et richtig ass, an dat ass direkt am Ufank.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den onnabellen Här Gilles Roth huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ech wollt nach dem Minister Merci soe fir eigentlech déi Appreciation, déi e ginn huet fir déi Leit, déi an dem Energiesecteur schaffen. Well wann en enger Kris den Energiesecteur, an dat ass oft dobaussen net bekannt, net leeft, da ginn dat ganz grav Konsequenze fir d'ganz Land.

An ech hätt an deem Kontext eigentlech d'Fro un den Här Minister, en ass do agaangen op déi eenzel Salarié vum der Creos a vun aneren, ob hien awer och net der Meenung wier, dass, wann déi Leit fir hir ausseruerdentlech Aarbechten, déi se während der Kris maachen, géifen eng Primm, zum Beispill vun der Creos oder esou, bezuelt kréien, dass se déi net géifen zum volle Montant taxéiert kréien, ob en och déi Meenung kéint deelen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Wuert geet zréck un den Här Minister.

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Also, Här Roth, ech hat ganz opmierksam nogelauschert virdrun. An duerfir weess ech, dass Dir do eng Motioun abruucht hutt. Déi Motioun geet jo och an d'Finanzkommission an da gétt se do weiderdiskutiert. An ech mengen, et ass elo net u mir, ...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Si ass hei ofgestëmmt ginn!

(**Brouhaha général**)

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Ma nee, hir Motioun ass ... Ass se ganz ofgeleent ginn? Gutt.

Déi Diskussioun, déi gétt weidergefouert. An ech mengen, dass mer do als Majoritéitspartei an als Regierung eng kloer Linn hunn an déi verteidegen ech och. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech mengen, den Här Benoy hat nach d'Wuert gefrot.

(**Brouhaha général**)

A nee! D'Diskussioun iwwert ...

(**Interruption**)

Jo, den Här Roth nach eng Kéier!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ma ech hu wierklech zur Kenntnis geholl, dass de Minister och eis Motioun matkritt huet. An en huet och matkritt, dass déi da majoritär vun de Majoritéitspartei ofgeleent ginn ass. An de Minister huet zum Schluss gesot, d'Regierung an d'Majoritéitspartei hätten do eng kloer Linn. An duerfir wollt ech awer froen, wouran déi kloer Linn dann do géif bestoen.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Fernand Kartheiser hat nach d'Wuert gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech hunn och eng Fro un den Här Minister, awer net direkt an deem selwechte Kontext. Wann Der mer erlaabt, da stellen ech se elo, da kann den Här Minister vläicht och drop äntwerten.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Oder ech waarden e bëssen. Wéi Der wëllt, Här President. Soll ech se direkt stellen?

► **Plusieurs voix.** - Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Jo, stellt se direkt!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ma da soen ech lech Merci. Den Här Minister huet jo gesot, si géife mat der Commission nationale pour la protection des données zesummeschaffen an do wär also kee Problem, wat den Dateschutz ueget. Ech hunn elo hei d'Äntwert vun der Regierung op eng Question parlementaire, déi d'Kollege vun der CSV gestallt haten. Ech mengen, dat waren déi Häre Roth a Mosar, ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ... wann ech mech gutt erënneren, dat war am November, Enn November zejoert. An do äntwert den Här Minister: « Les préoccupations exprimées par la CNPD, notamment dans son avis et en partie reprises dans l'avis émis par le Conseil d'État, relatives à la conservation des données au "quart-horaire" pour l'électricité et "horaire" pour le gaz naturel - permettant selon eux d'obtenir un profilage détaillé des habitudes des individus et comportant des risques que ces données ainsi collectées soient attentatoires à la vie privée des individus - ont pu être écartées en grande partie. » Also net ganz!

Dat heescht, d'Regierung gétt hei selwer zou, datt Problemer bestinn am Dateschutz!

Elo froen ech awer den Här Minister, wéi e kann heihinnerkommen a soen: „Et ass kee Problem, mir schaffe mat der Dateschutzkommission zesummen“, an e gétt schréfflech der Chamber eng Äntwert, wou e seet, datt d'Problemer net ganz fort sinn? Dat ass allerdéngs net akzeptabel! Här Minister, sot eis: Wou ass de Problem? A wat maacht Der, fir deen aus der Welt ze schafen?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert zréck un den Energieminister.

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Also nach eng Kéier: Alles, wat mer maachen an der Kollekt vun den Donnéeën (...)

(**Micro non allumé**)

Nach eng Kéier: Wat den Traitement vun den Donnéeën vun de Smartyen ueget, dat si Protokoller, déi sinn alleguer ofgeschwat mat der Dateschutzkommission. An d'Dateschutzkommission, mengen ech, huet dat bis dato gutt-geheesch. Esou gesinn ech net, firwat do e Problem wier.

Nach eng Kéier zréck op dem Här Roth seng Fro, wann ech mech virdrun vläicht net kloer genuch ausgedréckt hunn. Ech mengen, et ass de Betriber hir Verantwortung an och hir Saach, an ech mengen, dat iwwerloosse mer de Betriber. Dat ass eis Linn.

(**Interruptions diverses**)

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - D'Besteuerung awer, mengen ech, net!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - D'Besteuerung awer net! Dat ass schonn eng Regierungsdecisioun.

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Jo!

(**Hilarité et brouhaha**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Roth wëllt nach ...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo, wat ass dann d'Äntwert, Här Minister?

(**Brouhaha général**)

► **Une voix.** - Wou ass d'Linn?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här Minister!

► **Une voix.** - Elo leeft de Minister fort!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här Minister, et ass scho richtig, dat deele mir mat lech. Wann den Employeur, ob dat eng öffentlech oder eng semiöffentlech ...

(**Interruptions**)

... Entreprise ass, eng Primm bezilt, dann ass dat d'Decisioun vun der Entreprise. Mee dat, wat eis jo interesséiert, dat ass: Wéi ass d'Besteuerung, déi d'Regierung vun der Primm wëllt maachen? Well ech ginn lech Recht ...

(**Interruption par M. le Ministre Claude Turmes**)

Jo dach! D'Rechnung ass awer ganz einfach: Wann Dir eng Primm zousätzlech zu dem Salarie ausbeuelt a wann de Montant vun der Primm 100 Euro sinn, da ginn do 55 Euro Steiere plus Sécurité sociale erëm zréck un de Staat. An Dir hutt virdrun gesot, Dir hätt do eng

kloer Linn. Sot eis am Numm vun der Regierung, wat déi kloer Linn ass!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Roth.

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Also ech mengen, Här Roth, déi Diskussioun war virdrun. Mir hunn där Diskussioun als Regierung nogelauschert. An ech kann déi Fro och nach eng Kéier mathuelen an de Regierungrot. Mee nach eng Kéier: D'Veantwortung ass bei de Betriber, an da kucke mir, wéi mer dat steierlech reegelen.

(**Interruptions**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass awer keng kloer Linn, dat do!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Claude Turmes.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7546. Den Text steet am Document parlementaire 7546⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7546 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwert de Wee vum Vote électronique.

(**Brouhaha général**)

► **Une voix.** - Mir verstinn hei näischt!

► **Une seconde voix.** - De Mikro, Här President!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Voilà!

► **Plusieurs voix.** - Aa!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwert de Wee vum Vote électronique. Duerno maachen ech een Appel nominal fir de Vote par procuration. D'Ofstëmmung fänt un.

De Quorum ass erreecht. Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen!

Appel nominal (votes par procuration)

De Vott ass ofgeschloss: Dëse Projet ass mat 55 Jo-Stëmmen a mat 4 Nee-Stëmmen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hann (par M. Gilles Baum), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer elo zum Vott respektiv zur Diskussioun vun der Motioun, déi den Här Kartheiser deposéiert huet. Fir d'éischt wollt den Här François Benoy ee Wuert dozou soen.

Motion 1

► **M. François Benoy (déi gréng).** - Merci, Här President. Et ass effektiv esou, dass ech total begeeschtert si vum „smart metering“. Voilà! Et ass och op europäeschem Niveau scho längst decidéiert, dass an der ganzer Europäescher Unioen Smartmetere sollen installéiert ginn. An do ass den Delai och deen, dass dat 80 % solle si vun de Compteure bis 2020. An et geet een och dovun aus, dass, wéi ech dat och virdrun ausgefouert hunn, d'Smartmeteren



immens wichtig si fir d'Zukunft och um Wee vun der energieetescher Transition, dass een insgesamt och do kann e gudder Pak Energie spueren.

A well de Paul Galles virdrun de Projet de loi vun dem Stroum, dee mer de Moment an der Kommissioun diskutieren, an d'Spill bruecht huet, wëll ech och soen, dass ee vun de wichtigste Punkten, déi mer do diskutieren, eeben dee ganze Volet Prosumer ass, wou et eeben drëms geet, dass een engersäits och selwer Produzent ka si vum Stroum wéi och Konsument. A grad dofir brauche mer och déi Technologie, déi allgemeng eng Netzentlaaschtung och duerstelt, wat gutt ass fir d'Dezentraliséierung. An deem Sënn ass dat wierklech e wichtige Outil.

An dofir proposéiert meng Fraktioun (veuillez lire: An dofir proposéiert meng Fraktioun, dës Motioun ofzeleenen) a meng Fraktioun wäert déi Motioun dofir net matstëmmen. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Benoy. An dann huet den honorablen Här David Wagner d'Wuert gefrot.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Jo, ech mengen, déi Diskussioun ronderëm d'Smartmeteren ass an eisen Aen eng Diskussioun, déi awer misst kënne gefouert ginn. Ech sinn elo, mengen ech, genau fënnf Joer Member vun der Chamber - et war am Abrëll 2015, jo - an ech hunn net an Erënnung, mee ech ka mech awer vläicht ieren, datt mer eng gréisser Diskussioun doriwwer gefouert hätten.

Et ass awer och net esou ..., also, ech verstinn déi Begeeschtung einfach net. Fir mech ass dat Naivitéit. Ech weess net, ob d'Smartmeteren problematesch si fir d'Gesondheet. Souwäit ech gelies hunn, mengen ech éischer net. Ech mengen, datt dat och net den Haaptproblem ass.

Mee et gëtt awer Froen, déi sech stellen iwwer alternativ Methoden, fir Energie ze konsumieren, well ech wëll erëm eng Kéier soen, datt een eng Kéier doriwwer diskutiere misst, wivill ee spuert a wivill een awer och als Empreinte carbone bei deene Methoden hanerléist. Et ass e bësse méi komplizéiert wéi dat. An och iwwer den Dateschutz muss een awer kënne diskutieren.

Et kann een net einfach esou am Plenum soen: „Et ass alles an der Rei, et ass alles an der Rei. D'CNPD huet gréng Luucht ginn.“ Ech mengen, et sinn immens vill Froen, déi ee muss kënne awer diskutieren an aller Rou.

An ech géif et schued fannen, wann een d'Motioun einfach esou géif ofleenen. Ech géif proposéieren, datt mer awer eng Réunion jointe maachen. Mech géif et brennend interessieren, och verschidden Acteure vun deem Secteur ze gesinn an doriwwer ze diskutieren. Ech kéint mer virstellen, datt een eng Réunion jointe mécht vun de Kommissiounen Energie a Medien oder Kommunikatioun - ech mengen, dat sinn déi, déi betraff sinn, wann ech mech net ieren - an datt een eng Kéier awer och wierklech doriwwer kann diskutieren.

D'autant plus datt mer en Delai hunn. Ech mengen, et soll een net onbedéngt ëmmer Verschwörungstheorien op d'Mauer engersäits zeichnen, mee anerersäits soll een och net béatement, naïvement mengen, datt dat eng Lösung wär fir den Energieproblem.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wagner. An da geet d'Wuert weider un den honorablen Här Paul Galles.

► **M. Paul Galles (CSV).**- Merci, Här President. Am léifste géife mir soen: „Kommt, mer verweisen dës Motioun an d'Kommissioun an diskutiere se eng Kéier!“ Et sinn u sech dräi Punkten, déi an dëser Motioun interessant sinn. Den éischte Punkt ass dee vun der Fro vun der eventueller Stralebelaaschtung, wat, mengen ech, e Punkt ass, deen een awer seriö diskutieren. Well wann och nëmmen e Risiko besteet, dass et kéint sinn, dass eng Stralebelaaschtung besteet, da muss mer eis dat awer nach eng Kéier ganz genau zu Gemitt féieren.

Den zweete Punkt ass dee mat der Fräiheet, ob een dann elo e Smarty huet oder en analoge Compteur wëllt zréckkréien oder behalen, dat ass eng Fräiheet, déi kléngt zwar ganz gutt, ass awer e bëssen trügeresch, well op ville Plaze scho längst ersat ginn ass. An ech mengen, wann ech mech richteg un d'Zuelen erënnere, déi de Minister eis gesot hat, da sollte bis den 31. Dezember 2020 ursprénglech scho 70 % vun de Compteur eigeentlech ersat

ginn. Dofir ass et e bëssen trügeresch, zemoos mer hei natierlech och e Gesetz virleien hunn, wat dat eigentlech virgesäit.

An een drëtte Punkt ass deen eebe vun dem Dateschutz, wou mir mengen, dass et ganz wichtig ass, dee Punkt awer eng Kéier a Rou ze diskutieren an och ze kucken, wat fir en Avis dann d'CNPD do wierklech virleien huet, an doriwwer dann och ze diskutieren.

Eis Propos wär dofir, déi ganz Motioun an d'Kommissioun ze verweisen. Eng aner Propos wär, mee mir mussen da kucken, wéi d'Kollege vun der ADR dat da gesinn, am anere Fall se einfach ze splécken - mam leschten Deel si mer esou oder esou d'accord - an déi éischt zwee Punkten dann an d'Kommissioun ze verweisen. Dat Besch wär, se einfach integral an d'Kommissioun ze huelen.

Ech soen lech villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Galles. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorablen Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, dat heite schwätzt mech a méi wéi engem Theemeberäich un. Dat éischt ass: Se ass mer op den éischte Bléck ganz sympathesch, d'Motioun. E fräie Choix. Et ass exzellent, datt elo op eemol d'Regierung nach eng Kéier soll e Projet de loi deposieren, wou u sech, wa mer eis als Chamber géifen escht huelen a mer dat dote wierklech wëilten, all Deputierten och kéint eng Proposition de loi schreiwen.

Ech mengen, mir hunn haut sechs Propositione-loien hei uegoll, soudatt se weiderginn an der Prozedur. Dat weist, datt dat en Outil ass, deen ee ka benotzen.

An ech sinn der Meenung, an dat ass de Grond, firwat ech mam éischte Punkt vun der ADR-Fuerderung net averstane sinn, datt, wa mer eis als Parlament an als Deputierten escht huelen, datt mer sollen déi Texte, wa mer eppes ännere wëllen, och schreiwen. An net soen: „Wannechgelift, léif Regierung, schreift eis dach eppes, fir eppes réckgängeg ze maachen, wat Der selwer deposiert hut!“ Ech mengen, dat wär u Logik iergendwéi net ze verstoen. An deementspreechend hunn ech mam éischte Punkt e Problem, och wa mer grondsätzlech d'Fuerderung vun fräie Choix dach sympathesch ass.

Dann deen zweete Punkt, datt d'Leit sollen hire Compteur erëm op de Müll puhe kënne. Ganz éierlech: Mir schwätzen hei vun Nohaltgeket! Mir schwätzen hei vun enger Économie circulaire! Mir hu schon e Problem mat Elektromüll an da solle mer de Leit soen: „Ma Dir hut elo e Compteur, da pucht en op de Müll!“ Ech hunn do och e bësse meng Bedenken, datt dat déi richteg Pist an déi Richtung ass.

An da komme mer zu där technescher Fro. An erlaabt mer, datt ech do e bëssen aushuelen, an ech hoffen, datt de President net direkt op d'Klack schléit!

Dat éischt ass d'Frequenz, d'Stralebelaaschtung, dat, wat ganz gären a Youtube-Videoen op obskuren Internetsäiten a soss iwwerall kommentéiert gëtt. Ma de Smarty sent op 868 Megahertz. Sou, wat ass dat? Dat ass eng Zuel. Dat seet guer näischt aus. 868 Megahertz ass en Deel vun der Digital Dividend. Dat ass also eng Frequenz, déi fräi ginn ass doduerjer, datt mer haut net méi analog Télee kucken, mee digital. Dat ass also eng Frequenz, wou fir Dekade laang Stralebelaaschtung existéiert. Dat ass keng nei Belaaschtung. Tout au contraire, déi Frequenze ginn haut manner benotzt, well mer net méi Tonnen Téléskanäl op genau deem Frequenzband ausstralen. Wien also sech drun erënnert, datt mer nach d'Télee gekuckt hu mat enger Antenn, déi mer hu missen ariichten, ma dee weess, datt en där Stralung scho mindestens zënter där Zäit ausgesat ass. Huet also dat iergendeppes mat medezinescher Sécherheet oder mat engem „Mer-denken-nach-eng-Kéier-no“ ze dinn? Probablement net! Well déi Frequenze gi säit Jorzéngte benotzt. Dat also zur Stralebelaaschtung!

Ech mengen, datt ee sech do wierklech muss bewusst sinn, iwwer wat ee schwätzt, an dann och technesch sech bewusst sinn, iwwer wéi eng Frequenzen ee schwätzt.

Et gëtt méi geféierlech Frequenzen, ioniséierend Stralung. Dat heiten ass keng. Dat hei ass eng Frequenz, déi säit Jorzéngte benotzt gëtt, iwwerengs och fir wireless Mikroen, fir Telecommanden, fir Walkie-Talkien, also fir eng ganz Retsch vu Gebräicher, wou d'Leit sech awer keng Gedanken ëm d'Stralebelaaschtung maachen. Deementspreechend sollt een dat Argument wierklech mat Virsicht genëssen.

Dat Zweet ass: Déi ganz Kommunikatioun vun Smarty gëtt, anescht wéi an anere Länner, no engem Standard verschlüsselt, dee bekannt ass. All Gerät huet säin eegene Schléssel, deen den

Netzbedreier lech och gäre gëtt, wann Der frot. Da kënnt Der selwer nokucken, mat e bësse bastelen a mat Open-Source-Software, wéi Der Stroum verbraucht. Dir kënnt also Äre Smarty kontrollieren. Dir kënnt selwer novollzieren, wat dee Smarty wéini mécht. De Problem ass och net d'Datenerhiewung. D'Datenerhiewung, wivill Stroum ech verbraucht hunn, dat ass eppes, wat historesch soss vun engem erhuewe ginn ass, deen - an do weess een dann och net méi, wien ee virun der Dier stoen hat -, geschellt huet an dee mat lech an de Keller gaangen ass an op Äre Compteur gekuckt huet an ennerwee natierlech och gesinn hut, wéi Der gewunnt huet, an esou weider.

Den Dateschutz ass e Problem beim Späicheren a beim Verschaffe vun deenen Donnéeën.

(Interruption)

Well, an do sollte mer och ganz pragmatesch drun erugeen, d'Sécherheet beim Späicheren ass vläicht bei grouse Gruppen, déi Geld hunn, fir doranner ze investieren, eventuell potenziell besser opgehewen, mee wéi de Minister et richteg gesot huet: „Mir hunn hei zu Lëtzebuerg Operateuren, dat si Familjebetrieb.“

(Interruption)

An ech kommen aus dem Secteur, wou ee vill mat klenge Betriber an der Informatik zesummeschafft. A wa mer wëssen, datt schonn de Staat et net ëmmer fäerdgebréngt, all Datebank ze securisieren, da muss ee sech d'Fro stellen, ob déi Datebanken hei gutt genuch securiséiert sinn.

Dofir, den drëtte Punkt vun DPIA interesséiert mech brennend. Ech géif dat Dokument gäre liesen, wa mer esou eent erstellen. Ech géif et och gutt fannen, wann dat an enger Kommissioun géif presentéiert ginn.

Déi zwee éischt Punkten, muss ech ganz éierlech soen, déi gehéiere fir mech an d'Kategorie vum Folklor. An do kann ech dann d'Motioun och net matdroen, wa se da sollt integral zum Vott kommen.

Ech soe Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. Dann hat den Här Kartheiser nach eemol d'Wuert gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools merci, Här President. An ech soen och Merci deene Lénken an der CSV fir hir konstruktiv Interventiounen.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).**- Et ass e bësse wäit ewech!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech ... Jo, et ass e bëssen eng Réckkoppelung. Ech weess zwar elo net, ...

(Interruptions)

Bon, ech probéieren. Also, Här President, ech wollt deene Lénken an der CSV Merci soe fir hir konstruktiv Bäitrag. Ech huelen Nott vun der Positioun vun deene Gréngen, déi jo weider ganz verléift sinn an de Smarty. Den Här Benoy huet eis dat elo hei offiziell gesot.

A mat allem Respekt fir d'Kollegen, mee ech kann nëmme laachen iwwer d'Positioun vun de Piraten. Wësst Der, ...

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Ech och iwwer Är, Här Kartheiser!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... et ass esou: Heiansdo gesi mer an der Politik, datt eng Partei hir Meenung wieselt, wa se vun der Oppositioun an d'Regierung geet, wéi déi gréng beim CETA, zum Beispill, oder ... Et gëtt där Beispill sou vill, datt, wa se an der Regierung sinn, dann ännere se eeben hir Meenung, hir Iwwerzeegung iwwer Nuecht an zéien dat dann duerch. Dat kann een novollzieren, och wann een et net muss guttheeschen.

Mee d'Piraten brauchen net an d'Regierung ze goen, fir ëmzefalen! Et geet duer, datt eng Partei, déi ugetrueden ass, well se sech soi-disant wollt fir den Dateschutz, a wat weess ech alles, engagieren, ...

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Dir kënnt dat Wuert dach net emol buschtawieren, Här Kartheiser!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... e Manuel d'emploi liesen, mat e puer techneschen Ausdréck, a scho si se begeeschtert. Dat ass keng Politik! Dat ass wierklech egal wat!

Ech wollt awer elo hei soen: De Fong vun deem, wat mer soen, datt ass extrem wichtig, well et gëtt eng Rei seriö Dateschutzproblemer. Ech wëll lech der just e puer nennen. Éischten emol: Wat si wierklech déi technesch Méiglechkeeten? Am Abléck gëtt all Véierelstonn respektiv all Stonn ofgelies.

(Interruption par la présidence)

Mee et kann ee vill méi wäit ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Kartheiser, Dir musst geschwënn zu enger Konklusioun kommen.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Kommen ech. Ech kommen, Här President, ganz séier zu enger Konklusioun.

► **Plusieurs voix.**- Sch!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech wollt lech och soen, datt et ganz wichtig ass, datt mer emol kontrollieren, wéi sécher dann déi Dateniwermëttlung ass a wat do alles der-tëschtent ka geschéien, wéi déi Firmen dermat ëmginn, déi déi Date kréien! An dat gëtt an der Belsch, zum Beispill, an op anere Plaze ganz staark diskutéiert!

D'Rechter vun Konsument, den Droit d'opposition, den Droit vun Asiicht an déi Donnéeën a wéi se traitéiert ginn. Dat hei ass ganz seriö! An et geet hei ëm de Schutz vun der Privatsphär vun de Leit. An dofir sti mir zu dëser Motioun. An et sief dann, d'Regierungskoalitioun hätt hir Meenung geännert, mee soss stëmmen mer dat hei elo of. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun dëser Motioun kommen. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwer den elektronische Wee. Duerno maachen ech en Appel nominal fir de Vote par procuration. D'Ofstëmmen fänkt un.

Vote sur la motion 1

De Quorum ass erreecht. Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëlle maachen, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Resultat vum Vott ass: 5 Jo-Stëmmen, 32 Nee-Stëmmen an 20 Abstentiounen. Domadder ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 31 voix contre, 4 voix pour et 25 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloeser (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer och um Enn vun der Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um néng Auer nees zesummen.

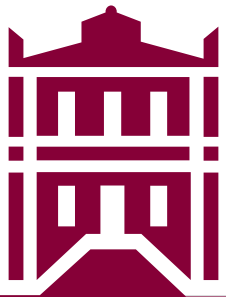
D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.56 heures.)

Le saviez-VOUS ?

PROPOSITION DE LOI

Une proposition de loi est une initiative législative émanant d'un député. De même que pour les projets de loi, l'auteur de la proposition de loi expose l'objectif de sa proposition et en commente les articles.



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Fernand Etgen, Président
- Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden
 - M. Léon Gloden
- 7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
 - Discussion générale : M. Laurent Mosar (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Sven Clement, M. le Ministre Pierre Gramegna et M. Georges Engel) (dépôt de l'amendement 1) - Mme Simone Beissel - M. Claude Haagen - M. Charles Margue - M. Roy Reding (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Marc Baum (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Sven Clement (dépôt de l'amendement 2) (interventions de M. André Bauler et M. Claude Haagen)
 - Prises de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (interventions de M. Marc Baum, M. Sven Clement et M. Laurent Mosar) - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Laurent Mosar et M. Mars Di Bartolomeo)
 - Vote sur l'amendement 1 (rejeté)
 - M. Roy Reding
 - Vote sur l'amendement 2 (rejeté)
 - Vote séparé sur l'article 6 (2) du projet de loi (adopté)
 - Vote séparé sur l'article 6 (3) du projet de loi (adopté)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
 - M. Fernand Kartheiser
- Motion de M. Jeff Engelen au sujet de l'étude sur les raisons pour lesquelles les Luxembourgeois se sont établis dans les pays limitrophes
 - Exposé : M. Jeff Engelen
 - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement
 - Discussion générale : M. David Wagner - Mme Josée Lorsché - M. Mars Di Bartolomeo - M. Sven Clement - Mme Martine Hansen - M. Jeff Engelen - M. André Bauler - Mme Josée Lorsché - M. David Wagner - M. André Bauler - Mme Martine Hansen - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. Jeff Engelen - Mme Martine Hansen - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser
 - Vote sur le renvoi de la motion en commission (rejeté)
 - Vote sur la motion (rejetée)
- Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten
- Motion de M. Yves Cruchten relative à la défense des valeurs fondamentales de l'Union européenne et au suivi de la situation en Hongrie
 - Exposé : M. Yves Cruchten
 - Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. David Wagner - M. Gusty Graas - M. Fernand Kartheiser - M. Georges Engel (fait personnel) - Mme Stéphanie Empain - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser (fait personnel) (interventions de M. Georges Engel, M. Sven Clement, M. Mars Di Bartolomeo, M. Claude Wiseler et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Sven Clement (fait personnel)
 - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur la motion (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Nee, Här President.

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Da ginn ech d'Wuert direkt un den honorabelen Här Léon Gloden fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Ech géif gär eng Proposition de loi déposieren. Ech soen et direkt: „Et huet näischt mat Corona ze dinn.“ Et geet em d'Gesetz iwwert d'Handelsmächtungen, wat mer 2011 ofgeännert hunn a wou mer d'Notioun vum Lien réel agefouert hunn. Déi Persoun, déi eng Handelsmächtigung kritt, muss e Lien réel mat der Gesellschaft hunn.

An am initiale Projet stoung deemools, datt och de Mandataire kéint esou eng Autorisation d'établissement kréien. Dunn huet de Staatsrot

säin Avis ofginn an en huet do deemools gemengt, datt den Direkter, deen och am Text steet, an de Mandataire dat selwecht wieren, an dunn ass leider de Mandataire erausgeholl ginn.

Dat heescht konkret haut: Een, deen Administrateur an enger Gesellschaft ass an dee kee Statut als Employé huet, well e kee Lien de subordination huet, ka keng Handelsmächtigung kréien, wann d'Gesetz strikt applizéiert gëtt. Dat féiert ganz oft zu Diskussiounen an zu Schwierigkeiten, well eebe vill Leit, déi eng Handelsmächtigung wëllen ufroen, net d'Konditiounen erfëllen, déi duerch d'Jurisprudenz festgesat sinn - Salarié ze sinn -, an eeben och oft wëllen Independant bleiwen.

An duerfir maachen ech dës Proposition de loi, dass mer an den Text erëm de Mandataire eranhuelen, wéi et am Ufank deemools 2011 am Projet de loi war. Dat ass och eng Vereinfachung. Et sinn och ganz oft auslännesch Entrepreneuren, déi sech hei niderloossen, fir déi dat do, den aktuellen Text, en Hindernis ass.

Merci.

7564 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Gloden.

3. 7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Moien ass de Projet de loi 7545 iwwer e Garantierégim fir déi national Economie am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, d'Madamm Simone Beissel, den Här Claude Haagen, den Här Charles Margue, den Här Roy Reding an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech lech, Här President, Merci soen, dass Der mer e bësse méi Riedezäit gitt, fir dese Projet virzestellen, deen net iwweraus komplex ass, mee deen awer verschidden Erklärungen verlaangt an deen och e gewëssene Käschtepunkt huet. Merci, Här President.

De Gesetzesprojekt 7545 schreift sech an eng Rei vu Moosnamen an, déi d'Regierung geholl huet, fir eis national Wirtschaft an der Kris ze ënnerstëtzen. De sougenannte Prêt, dee vum Staat garantéiert gëtt, d'ärf also net als eng isoléiert Mesure gekuckt ginn; en ass villméi en Element an engem groussen Ensembl vum Hëllefsmittler.

Während der Kris vun 2008 war och eis Finanzplatz schwächer vun de Konsequenzen vun der amerikanescher Subprimekris getraff ginn. Haut awer ass d'Bankwiesen en Deel vun der Léisung. D'Banken sinn déi Instituter, déi dem Staat kënnen hëlfe, fir den Entrepreneuren zur Säit ze stoen. D'Banken huelen also hir Responsabilitéiten. Ronn 7.000 Moratoire si scho fir sechs Méint an engem Cumul vun 2 Milliarden Euro accordéiert ginn. Dës Moratoire sti voll a ganz an de Bicher vun de Banken. De Staat garantéiert dës also net.

De garantéierte Prêt gesellt sech elo bei dës Moratoiren. Dëst Instrument ass natierlech eng Iwwergangsléisung. Et geet drëms, fir mat dësem Hëllef d'Kris duerchzesoen, ze iwwerbrécken, fir dann nees de Start ze finanzéieren. D'Garantie viséiert d'Prête vum Entrepreneuren, déi duerch d'Coronakris a finanziell Schwierigkeiten gerode sinn, a wäert déi Kreditter ofdecken, déi tëscht dem 18. März an dem 31. Dezember dës Joers accordéiert ginn. Dës Kreditter kënnen maximal iwwer sechs Joer lafen.

Wéi fonctionéiert de Mechanismus, deen dese Projet virgesäit? Fir d'éischt geet de Betrib bei d'Bank an erkläert hir senger finanziell Situatioun. Da bewäert d'Bank, zesumme mat dem Client, dës Situatioun a sicht déi passend Léisung fir de Betrib. Dat kann entweder e Produit vun der SNCI, dem Office du Ducroire oder der Europäescher Investitiounsbank sinn.

Dës Instrumenter gëtt et scho laang. Si ginn am Exposé des motifs opgezielt, stinn awer net expressiv verbon an engem Artikel vun dësem Gesetzesprojekt. Wann et keent vun dësen Instrumenter ass, da gëtt et de klassesche Wee vum Bankkredit, also e Prêt, eng Kreditlinn oder en Investitiounskredit. An deem Fall entscheet d'Bank, ob si dee ganze Risiko dréit oder ob si dann d'Garantie vum Staat freet, esou wéi d'Gesetz dat virgesäit.

Et entsteet keen neien Typ vu Kredit. Et geet just drëm, dass d'Banken hir Prête vum der Garantie vum Staat kënnen ofgedeckt kréien, dass si also dovunner profitéieren kënnen. Am Fall vun engem Kredit mat Staatsgarantie zitt d'Bank hir normal Prozedur mat enger Analys vum Dossier duerch. Wa se de Prêt gutt heescht, dann notifiéiert si dese mat Hëllef vun engem informatesche System bei der Tresorerie vum Staat. Si bezillt der Tresorerie d'Primm vun der Garantie. D'Garantie ass automatesch ugeholl, wann d'Primm bezuelt ass a wa keen Avis contraire vun der Tresorerie virläit. D'Tresorerie vum Staat notifiéiert de Prêt bei der Europäescher Kommissioun.

Kënnen all d'Banken op dës Garantie zréckgräifen? Jo, mee ënner d'Bedéngung, dass se eng Konventioun mat der Tresorerie ënnerschriwwen hunn. Dës gëtt an dësen Deeg mat der Bankenassociatioun ausgehandelt. Si ba-

siert um Gesetz an duerfir ass se nach net finaliséiert.

D'Garantie deckt 85 % vum Risiko of, also de Montant, dee geléint ass, plus d'Zënsen, an dat bis zu enger Limit vum 2,5 Milliarden Euro. 15 % vum Risiko gi vun de Finanzinstituter gedroen. Dese Prozentsaz ass am Austausch mat de Banken ausgehandelt ginn. Andeems d'Banken och en Deel vum Risiko droen, iwwerhuele si e Stéck Verantwortung a si sinn natierlech motivéiert, fir d'Dossiere weider seriö unzepakken, wat natierlech de Risiko vum Staat erfetzt.

Weider ass nach ze bemerken, dass eng Bank hir aktuell Prête net mat deene Prête ersetze kann, déi vun der Garantie ofgedeckt sinn. D'Banke maachen och weider d'Analys vun den Dossieren. Dat ass de Finanzinstituter hiert Handwerk, hire Metier. Dat kënnen si besser wéi de Staat.

Da sief och preziséiert, dass net jiddereen esou e garantéierte Prêt kritt. D'Problemer, déi de Betrib huet, mussen mat der Kris, déi de Virus ausgeléist huet, direkt zesammenhängen. Well et e Kredit ass, mussen d'Banke sech verewësseren, dass de Betrib och iwwerhaapt capabel ass, fir dësen erëmzebezuelen. Verschidde Betriber sinn iwwerengs ausgeschloss. An zwar sinn dat déi, déi un den Immobiliensektor gebonne sinn. Et geet jo schliisslech drëm, fir d'Realwirtschaft ze ënnerstëtzen an net spekulativ Tendenzen am Immobiliensektor. An enger änlecher Logik sinn och SOPARFien ausgeschloss. D'Aidë fir déi Firmen, déi virum 1. Januar 2020 a finanzielle Schwierigkeiten waren, falen net ënner d'Champ d'application vun dësem Gesetz. Hei gëtt sech op dat europäescht Recht beruff, an zwar d'Reglement 651 vun der EU-Kommissioun vum 17. Juni 2014.

De maximale Montant vum Kredit läit bei 25 % vum Émsaz vum Betrib, deen 2019 festgestallt gouf oder dat lescht Joer, wat erfaasst gouf. Fir déi jonk Betriber, virun allem am Start-upberäich, kann de maximale Prêt net dat Duebel vum järeleche Coût salarial iwwerschreiden. Abegraff sinn hei déi sozial Laaschten an d'Käschte vum Personal, dat um Site vum Betrib schafft, mee offiziell ass Sous-traitant betruecht gëtt. D'Referenzjoer ass d'Joer 2019 oder dat lescht erfaasst Steuerjoer.

Wann de Betrib 2020 gegrënnt gouf, da gëtt de järeleche Coût salarial gekuckt, dee fir déi éischt zwee Aktivitéitsjoren estiméiert gouf. Et kann een de Prêt mat dem Moratoire op de besteeënde Kreditter kombinéieren. Dobäi kënnen also och nach Aidë kommen, dat awer nëmmen an de Limite vum europäesche Recht, also aktuell maximal 500.000 Euro am Kader vun der De-minimis-Formel.

E Beispill: E Kleedergeschäft huet missen den 18. März seng Diere wéinst der Kris zoumaachen. Säi Patron kann also eng direkt Hëllef vu 5.000 Euro kréie plus de Chômage partiel fir seng Salariéen, dann eng Avance vu maximal 500.000 Euro, déi zréckzebezuelen ass, dann e Prêt mat staatlecher Garantie souwéi all aner Mesure, wéi zum Beispill de Moratoire op de Remboursement vun engem Kredit.

De Staat imposéiert fir d'Kreditter keng Zënsatz. An der Konventioun, déi mat der ABBL ausgehandelt gëtt, sollen d'Banke sech awer un d'Tauxe vum Marché halen. Dës leien normalerweise ronderëm 2 % bis 3 %, dat a Fonctioun vun der Gréisst vum Betrib, vum Montant a vun der Dauer vum Prêt. D'Garantie gëtt no engem Barème bezuelt, dee vun der Gréisst vum Betrib an der Dauer vum Prêt ofhänkt. Déi europäesch Texter imposéieren de Prinzip vun der Berechnung vun der Primm.

Fir kleng a mëttelgrouss Betriber, fir de Mëttelstand also, ass d'Prime de garantie folgendermoosse fixéiert: 25 Basispunkte bis zu enger maximaler Maturitéit vun engem Joer, 50 Basispunkte bis zu enger maximaler Maturitéit vun zwee bis dräi Joer, 100 Basispunkte bis zu enger maximaler Maturitéit vu véier bezüungswäis fënnf a sechs Joer.

Kommt, mir huelen direkt e Beispill fir ze verstoen, wat dat konkret heescht! Leider hunn ech elo keng Tafel, fir alles dropzeschreiwen. Ech wëll elo net hei de Professer spillen, mee ech versichen awer, dass mer et alleguer verstinn - ech schlësse mech net aus.

Also e mëttelstännesche Betrib léint gär 40.000 Euro op zwee Joer. Do si mer da bei 50 Basispunkten. E Basispunkt, dat hunn ech dës Woch och eréischt geléiert, entsprécht 0,01 %. 50 Basispunkten, dat ass also 50 mol 0,01 %, ass gläich 0,50 %. D'Prime de garantie, déi dann ze bezuelen wier, wier 0,50 % vu 40.000, dat sinn 200 Euro.

Komme mer dann zu de grouse Betriber! Fir dës Kategorie vu Betriber ass d'Prime de garantie follgendermoosse fixéiert: 50 Basispunkte bis zu enger maximaler Maturitéit vun engem Joer, 100 Basispunkte bis zu enger maximaler Maturitéit vun zwee bis dräi Joer, 200 Basispunkte bis zu enger maximaler Maturitéit vu véier bezéiungswies fënnf a sechs Joer.

Ech ginn lech dann nees e konkret Beispill: Eng grouss Firma léint 2 Milliounen Euro op fënnf Joer. Do si mer da bei 200 Basispunkten. Ee Basispunkt entsprécht, wéi gesot, 0,01 %. 200 Basispunkten, dat ass dann 200 mol 0,01 %, ass gläich 2 %. D'Prime de garantie, déi an deem Fall ze bezuele wier, wier dann 2 % vun 2 Milliounen, dat sinn da 40.000 Euro.

Et sief nach gesot, dass déi Lëtzebuerger Tarifikatioun ganz verstänneg ass. A Frankräich leie mer bei 75 Basispunkte beim klengen Betrib amplaz 50 där Punkten heiheem. A bei enge grouse Betrib leie mer bei 450 Basispunkten amplaz 200 där Punkten zu Lëtzebuerg.

D'Tresorerie vum Staat ass mat deem Dossier vun der Garantie de prêt chargéiert ginn, well si duerfir déi néideg Mëttel huet. Iwwregens prezisiéiert d'Kontabilitéitsgesetz vum Staat, dass d'Tresorerie d'Regëster mat de Garantien, déi de Staat accordéiert, verwalt souwéi och d'Regëster mat de Participatiounen an den anere Finanzavoiere. A well dat e logesche Choix ass, koom d'SNCL duerfir net a Fro.

Et sief nach bemierkt, dass d'Staatsgarantie op Demande vun der Bank mobiliséiert gëtt, wann d'Bank bewiese kann, dass d'Fongen, déi geléint goufen, net zréckgi goufen an dass all frëndschafleche Arrangementer oder all rechtlech Recoursen net gegléckt sinn.

Doriwwer eraus muss si och bewiesen, dass nom Octroi vum Prêt, deen duerch d'Garantie gedeckt ass, se dem Betrib méi geléint hat wéi virum 18. März 2020, also deem Moment, wou den État de crise ausgeruff gouf. Wa gefuddelt gëtt, muss de Betrib direkt alles zréckbezuelen, Zënse abegraff.

Zum Schluss nach e puer Remarken: Éischtens, d'Banke mussen de Betriber, deene si Sue léien, am Virfeld soen, wat si mat den Donnéeën vun hire Clientë maachen, wéi dës Daten also behandelt ginn. Si brauchen dofir de Firmen hir Zoustëmmung.

Zweetens, all individuell Hëllef, déi op Base vun deem Gesetz accordéiert gëtt, muss um Transparenzseite vun der Europäescher Kommissioun spéitstens zwielef Méint duerno publizéiert ginn.

Drëtens, de Gesamtbudget fir dës Moossnamen daerf net 2,5 Milliarden Euro iwwerschreiden.

Véiertens, de Finanzminister gëtt duerch desen Text autoriséiert, fir een oder méi Emprunte fir e globale Montant vun 3 Milliarden Euro opzehuelen.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 10. Abrëll keng gréisser Awänn formuléiert. D'Observatiounen, déi vun der héijer Kierperschaft ervirgehuewe goufen, betreffen gréisstendeels Verbesserungsvorschläi um Niveau vun de Formulatiounen an de benotzten Termen. Doriwwer eraus huet de Staatsrot ënnerstrach, dass d'Tresorerie net iwwer eng Personalitéit juridique verfüegt a soumat keng Konventioun mat de Kredittablissementer ofschräiwe kann. De Staatsrot freet, dass dës Konventioun mam Finanzminister gemaach solle ginn.

Eng weider Remark gouf et dann zum Schutz vun de perséinlechen Donnéeën, déi am Kader vun der Mise en place vun de Garantien gesammelt ginn. De Staatsrot huet hei e puer Präzisiounen zum Traitement, dem Benotzen an der Conservatioun vun desen Donnéeën gefrot.

Notéiert gouf och, dass am initiale Gesetzesprojet d'Finalitéit vun der Autorisatioun fir d'Emissiou vum Emprunt an Héicht vun 3 Milliarden Euro op d'Bedierfnisse am Kontext vun der Coronakris begrenzt sollt sinn. De Staatsrot huet seng Präferenz fir déi traditionell Formulatioun ausgedréckt, déi manner spezifesch ass.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers felicitéieren, an hire respektiven Avise vum 30. März, engersäits fir d'Envergure vun

de Moossnamen, déi an deem Projet de loi festgehalen sinn, an anerersäits fir d'Schnelligkeet, mat där dës Gesetzesprojet zustane komm ass.

Béid Chambres professionnelles weisen och op den exceptionnel héijen Taux vu 85 % hin, mat deem de Staat fir Kreditter biergt, an et esou mat erméigleche wäert, dass d'Entreprises u Liquiditéit kommen. Bedenke bleiwen awer bei de reschtliche 15 % vum Risiko, déi vun de Banke gedroe ginn.

D'Chambre des Métiers freet, dass d'Konventioun mat de Banken en explizite Verbuert fir weider Garantie virgesäit, woubäi d'Handelskummer sech d'Fro stellt, ob fir verschidde Branchen net weider Garantie misste virgesi ginn.

Eng gemeinsam Kritik betrëfft d'Situatioun vu jonken Entreprises, déi 2019 nach kee beträchtliche Chiffre d'affaires opweises haten oder opweise konnten. Den Auteurs vun den Avisen no wäerten dës Entreprises duerch de Projet de loi benodelegt ginn.

Béid Chambres professionnelles weisen och averstane mat de Primmen, déi fir d'Garantie mussen un de Staat bezuelt ginn. Se begrëssen, dass dës Primmen eng Progressivitéit um Niveau vun der Dauer vum Kredit an der Gréisst vun der Entreprisé erëmispigelen.

De leschte Punkt, deen ech bei den Avise vun de Kummeren uschneide wëll, ass d'Autorisatioun fir een oder méi Emprunte vun engem maximale Montant vun 3 Milliarden Euro. Alle béid approuvéieren, alle béid Kummeren, wuelgemierkt, approuvéieren dës Initiativ. Fir weider Detailer iwwer d'Avise verweisen ech natierlech op mäi schrëftleche Rapport.

Dat gesot, Här President, soen ech lech Merci fir d'Opmierksamkeet a soen och alle Membere vun der Finanz- a Wirtschaftskommissioun Merci, dass si dës Rapport eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl hunn.

Ech riichten awer och en Dank un d'Häre Ministere Pierre Gramegna a Franz Fayot an un hir fläisseg Beamte fir hir ganz effikass an onkomplizéiert Zesummenarbecht.

Do gesitt Der, Här President, wéi et am Liewe geet. Et mengt een, et hätt ee méi laang, elo hunn ech awer nach dräi Minutten zur Verfügung. Mee déi wëll ech awer net méi ausnotzen.

Ech soen lech Merci fir Är Gedold!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vilmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass e bësselchen en ongewinnt Gefill, de Moien hei um néng Auer am Cercle ze sinn. Mir Stater ginn normalerweis dann op de Maart. Mee dat kënne mer dann awer och nach méi spéit maachen.

Dee Projet de loi, iwwert dee mer haut diskutéieren, ass vläicht ee vun deene wichtegste vun deem ganze Rettungspak, deen d'Regierung en place wëllt setzen, fir der Wirtschaft ënnert d'Äerm ze gräifen.

An ech wëll och direkt virausschécken, dass ganz vill vun der Reussite vun deem Projet ofhänkt, ob mer et fäerdegbréngen, net an eng grouss wirtschaftlech Kris ze falen.

Ech wëll duerfir och direkt ufänke mat engem grouse Merci un de Rapporteur, President vun der Kommissioun, deen dat erëm op eng extreem flott, pädagogesch Aart a Weis gemaach huet. An et gesäit een awer ëmmer erëm, wat säin urspréngleche Beruff ass. Ech géif dat net fäerdegbréngen, mat esou vill Rou an esou vill Gedold ganz komplex Sujeten hei an der Chamber ze exposéieren.

De Merci verdéngt en awer hei ganz besonnesch, well mer jo ënner schwierige Konditiounen hu missen dee Projet de loi diskutéieren, an do waren och vill Punkten, iwwert déi mer diskutéiert hunn. An ech muss ëmmer erëm soen: „Hien ass immens op fir Suggestiounen, déi och vun der Oppositioun kommen.“ An ech wäert herno op deen een oder anere Punkt do kënne agoen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll a sech meng Ried an dräi Partien opdeelen: Eng ganz kuerz éischt Partie, wat de budgetären Impakt vun deene Mesuren ugeet. Da wëll ech an engem zweeten Deel kuerz op verschidde Punkten agoen, déi trotzdem Problemer an där Thematik maachen. An zum Schluss wëll ech mech e bësselche méi generell mat der Situatioun vun der lëtzebuergescher Wirtschaft beschäftegen.

An deem Projet de loi, an den Här Rapporteur huet et exposéiert, gi mer also och d'Autorisa-

tioun fir d'Regierung, fir en Emprunt ze huelen iwwer 3 Milliarden. Ech wëll och direkt soen: „Mir gi bien entendu eisen Accord zum Projet, awer och zu deem doten Emprunt.“ An desen Zäiten, mengen ech, ass et kloer, dass d'Regierung sech muss deen néidege Spillraum ginn an och déi néideg Liquiditéit muss hunn, fir deene ganz groussen Erausforderungen och kënne an d'Ä zu kucken.

Erlaabt mer trotzdem awer vläicht, op zwee Punkte ganz kuerz anzegoen, Här Finanzminister, déi mer awer e bësselche Suerge maachen. An ech kommen do och op déi lescht Finanzkommissioun zréck, wou Der mengem Kolleeg Gilles Roth op eng Fro geäntwert hutt, wéi et am Moment mat der Tresorerie ausgesäit. An do maachen ech mer, soen ech ganz offen hei, awer e puer Suergen.

Dir hutt dem honorabelen Här Roth geäntwert, am Moment hätte mer an der Tresorerie nach 1,5 Milliarden Euro dostoen. Ech huelen awer un, Här Finanzminister, entre-temps ass jo schonn en Deel vun Chômage partiel a Congé pour raisons familiales ausbezuelt ginn, och Paie vun de Staatsbeamten, Pensioune sinn ausbezuelt ginn, soudatt mer warscheinlech just nach d'Halschent am Moment vun deenen 1,5 Milliarden zur Verfügung hunn.

Just als Verglach, an dat ass elo näischt, wat ech soen, fir mech hei ze luewen, et ass éischter e Luef, deen ech wëll un déi fréier Schäfferéit riichten. A titre de comparaison, Här Finanzminister: D'Stad Lëtzebuerg huet am Moment Reserve vu knapps iwwer enger Milliard a mir hu keng Scholden, fir lech just e bëssen awer hei zwou Saache mateneen ze vergläichen, ...

(Interruption)

... de lëtzebuergesche Staat an d'Stater Gemeng. A wéi gesot, dat ass elo net, fir eis hei ze luewen, et ass, fir einfach d'Saachen an déi richtig Gréisstenuerdung ze stellen.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Do gesäit een, wéi schlecht dass Dir mat aneren deelt!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Déi zweet Remark, déi ech wollt maachen, Dir Dammen an Dir Hären, ass déi, dass ech fannen, dass eise Finanzminister e bëssen optimistesches ass, wat d'Aussichte vun der lëtzebuergescher Wirtschaft uginn. Ech hunn en héiere gehat am „Background“, virun, ech mengen, zwou Woche war dat, wou e gesot huet, hie géif rechnen, dass mer an der Wirtschaftskris géife maximal 3 % u Wirtschaftswuesstum verléieren. Ech muss allerdéngs objektiv derbäi soen, dass en déi Analys gemaach huet bis Enn Abrëll. Ech weess, mir sinn elo e bëssen an enger anerer Situatioun. Dat muss ee redresséieren.

Ech wëll awer just soen, à titre de comparaison: „An der Finanzkris 2008/2009, vun där mer schonn oft hei geschwat hunn, hate mer 4,4 % manner am Wirtschaftswuesstum. An ech mengen, dass dat awer eng Kris war, déi vläicht net esou breet gespreet huet wéi déi heite Kris.“

Duerfir, Här Finanzminister, an ech beruffe mech do op déi exzellente Etüd, déi vun der Fondation IDEA gemaach ginn ass, ech mengen, Dir sidd hei wierklech e bësselchen ze vill optimistesches. Ech huelen éischter un, dass mer hei wäerten a Richtung vu 5 % goen, an der Hoffnung, dass et net doriwwer wäert erausgoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zum Projet selwer. Ech fannen a soen dat och ganz däitlech hei, dass et e Projet ass, deen an déi richteg Richtung geet. Déi Mesuren, déi hei drastinn, kënne ganz villen Entreprisé substanzuell ënnert d'Äerm gräifen. Ech soen awer grad esou däitlech, an ech wäert duerno nach dorobber zréckkommen, dass fir eis déi Mesuren net wäerten duergoen an dass onbedéngt do nach muss eng zweet Etapp kommen.

Et sinn awer och eenzel Punkten, déi mir e bësselche Suerge maachen an deem Projet, an ech wollt op déi véier Punkten agoen, well et si genau véier Punkten.

En éischten, an deen ass och scho virdrun ugeschwat ginn: Et geet hei ëm déi ganz wichteg Roll vun de Banken. Hei wäerten déi Hëllefene nëmme kënne ausbezuelt ginn an de System wäert nëmme fonctionéieren, wann d'Banke wierklech 100%eg matspillen. An ech soen lech direkt: „Ech zweifelen net drun, dass d'Banken dat wäerte maachen!“ An ech begrëssen och, dass d'Banken hei d'accord waren, fir net op de Maximum vun 90 % Couverture garantie vum Staat ze goen, mee nëmme op 85 %. Ech fannen, dass dat e Gest ass, deen an déi richteg Richtung geet an deen een och soll expressement hei begrëssen.

Wat mir awer e bësselche Suerge mécht, ass, dass och d'Banken natierlech impaktéiert si vun

där Kris, well se Honnerte vu Mataarbechter hunn, déi aus gudder Grënn am Moment leider net disponibel sinn oder net esou kënne schaffen, wéi dat misst a Krisenzäiten de Fall sinn. Dat heescht, dass gëtt och net einfach, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir elo an deenen nächstene Deeg do Dausende vun Dossierer ze instruéieren. Ech hoffe just, dass dat klappt. A wéi gesot, ech fannen, dass hei d'Banke wierklech e ganz gudder Gest maachen.

Ech wëll awer och dozou nach eng Kéier soen, Här Finanzminister: „Et ass gesot ginn, et wäeren elo mol sechs oder siwe Banken, mat deene Konventiounen géife bestoen.“ Ech mengen, mir hunn an dem Land nach eppes iwwer 100 Banken. Ech kennen déi lescht Zuelen net. Ech wollt lech och do froen, ob net awer envisagéiert wier, och nach aner Banken hei matanzebezeien, fir, éischtens, de Risk méi ze verdeelen a fir och d'Aarbecht ze verdeelen. An ech wäer duerfir fro, wann Der herno och op déi dote prezis Fro kéint äntweren.

En zweete Punkt, an dat ass eigentlech een, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dee mech e bësselchen traureg mécht an där ganzer Diskussioun, an ech weess och net, ob Dir lech dat esou bewosst sidd. An deem Projet de loi ass virgesinn, dass, wann elo Betriber Aiden ufroen, déi kënne remuneréiert ginn, remuneréiert ginn iwwer Zënse, wat ech iwwerhaupt net anormal fannen. Am Moment ass dat en Zënssouss vun 2 % bis 3 %.

Doniewent kënne awer oder musse souguer gewësse Fraise bezuelt ginn. Dat sinn 0,2 % bis 0,5 %, wann déi Prêteen op e Joer lafen. A wann et doriwwer eraus geet, ka souguer dee Pourcentage op 2 % bis 3 % eropgoen.

Ech weess elo, dass den Här Finanzminister an den Här Wirtschaftsminister mer äntweren, dass déi Oplagen do a sech eng Konditioun vun der Europäescher Unioun sinn. Mee nach, Dir Dammen an Dir Hären, wat fir een Zeeche gi mir hei? An enger Kris ginn et Verléierer a Gewënner. An hei mat dese Prête wäert de Pappa Staat zu de Gewënner gehéieren. Hei gëtt op de Schëllere vun den Entreprises, déi mussen an deene schwéiere Konditiounen do Sue léine goen, och nach dee Service un de Staat remuneréiert.

An ech géif wierklech dem Wirtschaftsminister soen, well mer och déi Diskussioun an der Finanzkommissioun haten: „Wann dat dote wierklech eng Oplag ass um Niveau vun der Europäescher Unioun, dann ännert dat wannechgelift!“ Wat fir en Zeeche gi mir dobaussen, wa mer a Krisenzäiten och nach versichen, op deem doten Typ vu Kreditter Suen ze verdéngen?

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen op en drëtten Punkt, dee mer ganz vill Suerge mécht. An ech mengen, ech schwätzen do wierklech net eleng, mee et si ganz vill Kolleegen, déi déi Bedenken deelen.

Et geet doréms, dass am Prinzip an deem Pak ausgeschloss ass (veuillez lire: dass am Prinzip an deem Pak steet), dass Entreprises, déi schonn a finanzielle Schwierigkeete virum 1. Januar 2020 waren, nëmme zum Deel, wann iwwerhaupt, kënne ënnert de Benefiss vun deem Gesetz hei falen.

An do muss ech lech awer elo soen: „Mir - ech schwätzen, mengen ech, och hei am Numm vun alle Kolleegen, déi am Stater Schäffen- a Gemengerot sinn, an et setzen eng ganz Rei vun deenen hei am Haus -, mir hunn zum Beispill de Problem vun deenen Entreprises, déi elo duerch de Chantier Tram iwwer Méint immens gelidden hunn, wou et par ailleurs och vun der Regierung am Moment e Fong gëtt, wou och déi Entreprisé sollen indemniséiert ginn.“

Elo ass et awer esou, dass natierlech all déi kleng Geschäfte, déi scho souwisou an extreeme Schwierigkeete sinn, elo iwwerhaupt näischt kënne verdéngen, an déi ginn elo nach eng Kéier bestrooft, well se net an de Genoss vun deenen doten Aidë kënne kommen. An ech mengen, et gëtt dach keng méi grouss Ongerechtegkeet, wéi en Deel vun Entreprises auszuschléissen, déi wierklech net an där Situatioun aus hirer eegener Schold sinn. Och do ass eis vum zoustännege Minister geäntwert ginn, do wäeren EU-Reegelen, déi dat géife verbidden.

Ech hu mech awer, Här Wirtschaftsminister, herno e bësselche méi schlau gemaach an hunn awer festgestallt, dass déi EU-Reegelen eigentlech vill méi wäit ginn, wéi Dir eis dat an der Kommissioun gesot hutt. An ech mengen, do kënne och ënnert de Konditiounen vun der EU trotzdem ganz vill Betriber dervu profitéieren. An et geet iwwregens hei net nëmme ëm d'Betriber an der Stad. Et ginn och ganz vill aner Betriber am Rescht vum Land, déi och scho virdrun aus ganz anere Grënn finanziell Schwierigkeeten haten.

Ech wollt eigentlech ursprénglech en Amendement dozou eraginn, fir och nach eng Kéier ze

präzisieren, dass mer alles maachen, fir dass déi doten Entreprisé mat drënnerfale. Ech hunn awer ... Bein, ech renoncieren awer do drop. Firwat maachen ech dat? Ma well ech gesinn hunn, dass do e grouse Konsensus géif bestoe mat der Madamm Buergermeeschtesch, awer och anere Kolleegen. Duerfir hu mir déi Initiativ zesumme geholl, fir eng Motioun ze deposieren, déi eng Kéier ganz kloer hei d'Regierung opfuerdert, fir alles ze maachen, dass een dat Gesetz esou interpretiert, dass méiglechst vill Entreprene dodrënner fale.

Ech géif lech awer och nach de Wonsch, Dir Häre Ministeren, mat op de Wee ginn: Maacht wannechgelift alles zu Bréssel, fir dass déi doten Dispositione geännert ginn! Well et gesäit ee jo, dass funktioniert vläicht an normalen Zäiten, mee a Krisenzäite funktionieren déi Mechanismen net méi.

Véierte Punkt, an dass e Punkt, wou och d'Kollege vun de Piraten en Amendement deposiert hunn a wou ech nach eng Kéier en Amendement deposieren. Do geet et eigentlech drëm, dass mer natierlech jonk Entreprene hunn. Jonk Entreprene, fir déi meescht sinn dat Entreprene-innovanten, dass heescht Startuppen. Mee et ginn awer och, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vill ganz normal Entreprene, Handwerksbetriber, déi eréischt elo virun e puer Méint opgemaach hunn. An ech muss lech wierklech soen: „Dass ass e Punkt, dee mir extreem um Häerz läit!“ Mir soe permanent, Dir Häre Ministeren, deene jonke Leit: „Trau dech! Grënn e Betrib!“ Ma kommt, mir ginn deene jonke Leit awer och emol eng Kéier d'Chance, dass et bei der éischter Geleehheit net klapp.

Dir hutt haut Milliarden an der Welt, déi hu fir d'éischt zwou Faillite gemaach, ier se et fäerdegbruecht hunn, eng Kéier ze reussieren. A wat fir en Zeeche gi mir jonke Leit am Moment? Ma bei der éischter Geleehheit, wou hire Betrib net esou leeft, da kréie se keng Hëllef méi a si gi vun alle Possibilitäten, déi och dëst Gesetz gétt, ausgeschloss.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - An duerfir wollt ech nach eng Kéier en Amendement hei proposieren, well eigentlech d'Regierung eppes Guddes gemaach hat: Si hat nämlech gesot, dass fir déi Betriber, déi vum 1. Januar 2020 u gegrennt gi wären, do speziell Derogatione géife spillen, huet awer vergiess, dass et natierlech och Entreprisé gétt, déi réischt am November 2019 oder am Mee 2019 gegrennt goufen an déi genausou schlecht dosti wéi déi, déi am Januar oder am Februar vun dësem Joer gegrennt gi sinn, an dass mer déi selwecht Méiglechkeeten, déi mer elo der Entreprisé ginn, déi vum 1. Januar 2020 u gegrennt ginn ass, och op déi Entreprene applizieren, déi säit dem 1. Januar 2019 gegrennt gi sinn.

Voilà, Här President, ech erlabe mer, lech dozou en Amendement ze iwwerreechen.

Amendement 1

L'alinéa 2 du paragraphe (3) de l'article 3 est modifié comme suit :

« Pour les jeunes entreprises créées à partir du 1^{er} janvier 2019, le montant maximal des prêts éligibles ne peut dépasser le double du coût salarial annuel total de l'entreprise bénéficiaire, y inclus les charges sociales ainsi que le coût du personnel travaillant sur le site de l'entreprise mais considéré officiellement comme des sous-traitants, pour 2019 ou pour le dernier exercice fiscal disponible. Dans le cas des entreprises créées après le 31 décembre 2019, le montant maximal du solde restant dû du crédit ne doit pas dépasser le coût salarial annuel estimé pour les deux premières années d'activité. »

Commentaire de l'amendement

L'amendement sous rubrique entend tenir compte des critiques de la Chambre de Commerce telles que formulées dans son avis du 31 mars 2020, et que les soussignés partagent totalement. La Chambre de Commerce a souligné tout d'abord l'absence de clarté concernant les garanties qui peuvent être offertes aux jeunes entreprises, alors que le projet de loi se réfère tantôt aux entreprises qui peuvent faire état d'un CDA en 2019 (alinéa 1), tantôt aux entreprises innovantes (alinéa 2).

La Chambre de Commerce donne par ailleurs à considérer que la notion de « jeunes entreprises innovantes » reste aussi à clarifier, dans la mesure où il s'agit d'identifier le document de référence qui est acceptable en vue de vérifier la masse salariale.

Il est dès lors proposé de remplacer d'une part, la notion de « jeunes entreprises innovantes » par celle de « jeunes entreprises ». Il s'agit d'entreprises ayant démarré récemment leur activité, et plus particulièrement à partir du 1^{er} janvier 2019. Une telle référence a le mérite d'être claire et de préciser le champ d'application de l'article 3. A noter qu'en France, qui dispose d'un dispositif analogue, le plafond du prêt garanti par l'Etat est

le même pour les entreprises nouvellement créées (1^{er} janvier 2019) ou innovantes. Or, une entreprise innovante est souvent une jeune entreprise dont la date de création est assez récente.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Gilles Roth, Claude Wiseler.

Ech wëll och direkt soen, de Kolleeg vun deene Gréngen huet och en Amendement, deen ech mam Kolleeg Roth mat énnerschriwwen hunn.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - D'Piraten!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - D'Piraten.

(Brouhaha et hilarité)

Entschëllegt! Entschëllegt, Här Clement. Et ass Samschdeg Moien, dass ass ongewinnt.

Voilà! Duerfir wär ech natierlech och frou, wann deen Amendement géif ugeholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn also en gros mat deem Projet d'accord, esou wéi en hei virläit, a mir wäerten en och stëmmen. Mir hoffen allerdéngs, dass fir d'éischt natierlech déi Motioun hei wäert ugeholl ginn an dass och eisen Amendement wäert ugeholl ginn.

Erlaabt mer dann awer elo, e bëssen op déi generell wirtschaftlech Situation anzegoen. Ech weess net, wéi et lech geet. Dir sidd Der, Dir kommt ganz vill ronderëm am Land, an der Stad, an ech muss lech soen: „Am Moment ass d'Situation vun der Wirtschaft zum Deel dramatesch!“ An ech soen dramatesch, an dass betrift natierlech déi kleng Independanté fir d'éischt, mee et betrift se net nëmmen. Et ginn och méttel Betriber, et gi souguer grouse Betriber, déi am Moment an extreeme Schwieeregkeete sinn.

An ech hunn heiansdo d'Gefill, an dass applizéiert sech - an ech wäert herno nach dorobber ze schwätze kommen - net op all d'Kollegeen an der Regierung, awer op Verschiddener, ech hunn d'Gefill, déi wëssen net, wat hei an dem Land an der Wirtschaft lass ass!

(Interruption)

Ech kann lech soen - ech weess net, ob Dir keng esou Mailen an SMSe kritt -: „Do si Leit, déi hunn Existenzängscht! Déi wëssen net méi, wéi se hire Loyer um Enn vum Mount bezuelen. Si wëssen net, wéi se d'Studie vun hire Kanner bezuelen. Déi wëssen net, wéi se de Prêt op hirem Haus d'nächst Kéier bezuelen. Hei si Leit, an ech mengen, Dir kennt Der alleguerten, déi souguer Selbstmordgedanken hunn, well se an enger katastrophaler Situation sinn.“

An Dir musst lech dat emol virstellen: An enger Situation, wou mer alleguerten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Ängscht hunn, Ängscht hunn ëm d'Gesondheet vun eiser Famill, vun eise Kanner, vun eise Bekannten, och vun eis selwer. An da kommen zu deenen Ängschten och nach Existenzängschten dozou, well Der net méi wësst, ob Der iwwerhaupt nach den nächste Mount eppes ze räissen an ze bäissen hutt. Dass ass zum Deel dramatesch. An ech géif wierklech d'Regierung bieden, dass zur Kenntnis ze huelen, léif Kolleeg Ministeren.

(Interruption)

Léif Kolleeg Ministeren!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dass klängt awer onméiglech, dass klängt wierklech onméiglech, Här Mosar.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här Mosar, Dir riicht lech un eis, Dir dréint lech hei bei eis.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Huet den Här Gramegna d'Wuert?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Laurent Mosar huet d'Wuert, soss keen.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Ech mengen, Dir hutt e Pak oppesat, ech hunn et gesot, dee geet an déi richteg Richtung. Mee e geet net duer. Ech wëll och nach eng Kéier hei widderhuelen, dass d'CSV-Fraktioun an deene leschte Wochen eng Rei vun ganz konkreete Propositione gemaach huet. Ech wëll se elo net alleguer explicitieren. Dass geet iwwer Suspensioune vu Loyer-commercialien, et geet iwwer Direkthëllef fir Independanten, fir Fräiberuffler an esou weider an esou virun.

Ech wëll lech just soen, dass am Moment dee Pak do net duergeet. A wa mir net wëllen an eng wirtschaftlech Katastroph fale, muss hei nogerüst ginn, muss Dir, léif Regierung, eng Schëpp bäileeën.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, kommen ech awer wierklech net derlaanscht, fir op Aussoe vun engem vun Äre Kolleegen anzegoen.

Wann e Minister iwwer Facebook do vun Independanté schwätzt, déi géife grinsend mam Ferrari duerch d'Géigend fueren, froen ech mech, Dir Dammen an Dir Hären: Kuckt den Här Kersch ze vill amerikanesch Serien?

(Brouhaha)

Oder huet den Här Kersch ofgehuewen? Wéi kann een am Moment e ganze Berufsstand, dee vun den Independanten, hei esou an den Eck drécken an déi Leit duerstellen, wéi wann hinne wierklech alles mat dem gëllene Läffel op den Teller geluecht géif?

(Interruption)

Ech muss lech soen: „Dass ass fir eis total inakzeptabel!“

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dass si Saachen, déi an deem Land net ginn. Et geet fir d'éischt hei ëm eng Stigmatisioun vun engem ganze Berufsgrupp, mee hei och déi Arroganz an dass Onwëssen, fir emol net ze wëssen, wéi et ganz villen Independanten an deem Land am Moment geet. Hëlt den Här Kersch ni den Taxi, fir vläicht emol eng Kéier op de Findel ze fueren? Am Moment si keng Vollen, do verstinn ech, dass en dat net mécht. Mee schwätzt den Här Kersch vläicht emol eng Kéier mam Coiffer, deen huet missen zoumaachen an dee keng Revenuen huet? Ech mengen, dass hei Saache sinn, déi wierklech net ginn!

An ech muss lech soen, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn och extreem enttäuscht, an ech soen dat och un d'Adress vum Här Fayot.

Här Fayot, den Här Kersch huet hei frontal d'Wirtschaft ugegraff, de gesamte Mëtzelstand vun Dausenden, Dausende vu Leit, wou och Dausende vun Aarbechtsplazen drunhänken.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech hätt mir erwaart vun engem Wirtschaftsminister, dass deen hei viru seng Betriber getratt wier an dem Aarbechtsminister gesot hätt: „Här Kersch, esou geet dat net!“ Ech hätt mer iwwregens och gewënscht, dass den Här Staatsminister hei kloer Wieder derzou gesot hätt. A wann den Här Kersch - an ech hu gemengt ze verstoen, e géif elo agesinn, dass dat vläicht net ganz glécklech war, wat en do gesot huet -, wann en da wëllt eppes maache fir d'Independanten, da soll e kucken, ob et net méiglech wier, ënner gewëssene Konditiounen natierlech, och de Congé partiel fir Independanten opzemaachen. A wann den Här Kersch ... A wann den Här Kersch onbedéngt déi ...

► **Plusieurs voix.** - Chômage partiel.

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Entschëllegt, Chômage partiel, Chômage partiel. A wann den Här Kersch, Här Engel, onbedéngt déi mat deene breede Schëllere wëllt huelen: Mir waarden nach ëmmer drop, dass eppes am Stockoptions-Regim geschitt! Do kënnen mer déi mat deene breede Schëlleren huelen. Do ass awer bis elo, Här Finanzminister, Här Wirtschaftsminister, nach guer näischt geschitt.

Ech géif wëllen dem Här Kersch Folgendes mat op de Wee ginn: Den Här Kersch soll sech e Beispill huelen u senger exzellenter Kolleegin Paulette Lenert, déi, an dass soen ech och ganz kloer hei, e super Job mécht. E super Job mécht! Den Här Kersch soll manner schwätzen, soll seng Aarbecht maachen a soll Problemer léisen an net der Regierung nei Problemer maachen. D'Regierung huet der scho genuch, déi se muss léisen.

An ech wär frou, wann Der dem Här Kersch dat dote géift mat op de Wee ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - A!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Mir sinn ... Mir sinn ...

Ech weess, Här Engel, Dir sidd frou, wann ech fäerdeg sinn.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo!

(Hilarité)

Dass ass dee richtegste Saz, deen Der haut gesot hutt.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Mir sinn an enger vun deenen allerschwièreste Krisen, mat där schwéierster Krisen iwwerhaupt. An déi Kris, déi Wirtschaftskris, déi wäert eréischt kommen.

De Premier huet e puermol gesot: „Mir loosse keen am Ree stoen!“ Ech mengen allerdéngs, dass de Prabbel, dee mer de Moment hunn, nach net grouss genuch oppespaant ass. Dass heescht, do mussen nach eng Rei vun nächste Schëppe kommen. An ech géif wierklech d'Re-

gierung opfuerderen, an ech hu gesinn, dass och do verschidde Saachen am Entstoe sinn, mir géife wierklech d'Regierung ënnerstëtzen, fir an déi Richtung ze goen.

Erlaabt mer vläicht och, nach eppes ze soe generell. Wësst Der, eng Kris kann och emol nei Opportunitäten opmaachen. An ech soen dat, fréier Regierungen, och dës Regierung, hu jo villen richteg gemaach. Mee et kann awer och nach villen besser gemaach ginn. An do gétt et just ee Beispill, wat ech awer hei wëll soen.

Mir hunn elo iwwer Joren iwwer Digitalisierung an iwwer Teletravail geschwat. Am Moment setze mer dat ëm a mir sollen och domadder virufueren no der Kris. Ech mengen, mir hunn hei exzellente Erfarunge gesammelt, déi mer och an enger spéiderer Etapp weider kënnen gebrauchen.

Ech géif ophale mat engem Zitat vum John F. Kennedy, deen eng Kéier gesot huet: „Kris a chineesescher Spruch huet zwee Zeechen. Dass eent ass Gefor an dass anert ass Chance.“ D'Gefore sinn do. Mir, Dir, sollen alleguerten de Maximum maachen, fir déi Gefore esou kleng wéi méiglech ze hale fir all eis Matbiurger, awer och fir eis vill Entreprene, fir déi Leit, déi Dag an Nuecht an där Wirtschaft schaffen. Mir sollen also och déi Chance ergräifen. Déi Chance solle mer zesummen ergräifen, net ee géint deen aneren, net géint eis Bierger, net géint eis Entreprene, alleguer zesummen, an och zesumme mat der Opposition.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëllt ech, wéi dat Tradition ass, dem Rapporteur André Bauler e ganz häerzliche Merci soe fir säin exzellente, ausféierlechen a ganz kloer Rapport vun dëser dach schwiereger Matière.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir wäert dat de Moien natierlech éfters héieren: Mir liewen de Moment an enger ganz schwiereger Zäit. Si ass schwiereg fir eis alleguerten als Privatpersounen, mee si ass awer och a besonnesch schwiereg fir eis Betriber an Independanten.

Säit Wochen ass eng ganz Serie vun hinnen, déi schaffe reduziéiert, an eng aner Serie, déi kënnen iwwerhaupt net méi schaffen, well se hir Aktivitéiten hu missen astellen. An ech wëll fir d'éischt vun dëser Geleehheit profitieren, fir der Regierung an do spezifesch dem Finanzminister Pierre Gramegna, dem Mëtzelstandsminister Lex Delles an dem Wirtschaftsminister Franz Fayot och e grouse Merci ze soe fir déi vill a gutt a schnell Aarbecht, déi se an de leschte Woche gelescht hunn, fir eeben de Betriber an Independanten ënnert d'Äerm ze gräifen.

Merci wëll ech och soen deene sechs oder siwe grouse Lëtzeburger Banken, déi sech bereet erkläert hunn, fir dëse System matzemaachen, fir dass dëse Projet de loi Realitéit gétt.

Mam Stabilitéitspak oder -programm, deen 21 Mesuren huet a mat iwwer 8,8 Milliarden eng historesch héich Hëllef betrëfft, an et ass schonn ugekënnegt ginn, engagiert d'Regierung 14 % - an et muss ee kucken, ob et domat duergeet - vun eisem PIB, vun eisem interne Räichtum, fir eebe just ze hëllefen.

Ervirzehiewen ass, an ech hunn et scho gesot, net nëmmen d'Envergure vun där riseger Zomm, mee awer och de super Tempo, de Rekordtempo praktesch, mat deem dee ganze Pak do op d'Bee gesat ginn ass. Dass ass e ganz staarkt Signal vun der Regierung, déi eeben domat wëllt en général d'Wirtschaft stäerken, mee haaptsächlech den Entreprene, an dorënner de Kleng- a Mëtzelbetriber, mee och den Independanten ënnert d'Äerm gräifen.

Besonnesch fir PMEen ass et jo wichteg, an dass ass jo och viraus schonn hei gesot ginn, e schnellen an onkomplizéierte System ze hunn, an dass leeft jo. Et ass extreem vill an de leschte Woche vu Moosnamen op de Wee gesat ginn. An ech mengen, ech ginn lech trotzdem elo nach e puer Beispill, ech ernimmen der nach eng Kéier e puer, einfach nëmme fir dass mer eis wierklech bewusst ginn an ëmmer erëm bewusst ginn, wat alles mateneen op de Wee gesat ginn ass!

Dir wësst, et ass lassgaang, mir hu schonn den 31. dee Projet de loi ugeholl mat, als Begleitscheinung dovun, deene 5.000 Euro als net remboursabel Direkthëllef fir Mikroentrepré-

sen, dat heescht Betriber, déi manner wéi néng Leit hunn. Dann 2.500 Euro och Direktëllefe fir Independanten. Dann, ganz wichteg, de Chômage partiel. Ganz wichteg, d'Avance remboursable, déi de Moment op 500.000 Euro pro Betrib ass. A mir hu jo eng Motioun gemaach, à la limite - well d'Europäesch Kommissioun dat erlaabt -, dass een déi ka bis op 800.000 Euro eropschrauwen. Dann de Report vun den direkte Steieren, de Remboursement vum Solde créditeur bis zu 10.000 Euro a Saachen TVA, d'Flexibilitéit vun dem Bezuele vun de Cotisation-socialen, déi breet gefächert Instrumenter an nei Produite vun der SNCI, d'Gratuitéit vun der Benotzung vun der Onlineshopping-Plattform „letzshop.lu“.

Dann, gëschter, hutt Der all eise Premier héieren ukénnegen, dass eng nei Serie vun Direktëllefe kommen, dat heescht, déi net remboursabel sinn. Et kéint nees eng Kéier eng Tranche vun deem, wat elo scho gelaf ass. 5.000 Euro fir déi kleng Betriber, also bis 9 Leit, bis 12.500 Euro fir Betriber, déi tëschent 10 an 20 Leit hunn. Nach eng Kéier ass an d'A gefaast, fir och 2.500 Euro fir d'Independanten ze ginn.

Zwou Konditiounen: Éischtens muss de Betrib nach ëmmer zoubleiven, deen dovu kann an de Genoss kommen, oder awer substanzuell Abousen hu vum Chiffre d'affaires. Ech mengen, déi Hëllef, déi kommen zupaass. Et wäert all Mënsch der Regierung Merci soen, fir dat do nach erëm eng Kéier op den Instanze- wee ze ginn.

De Projet de loi, dee mer elo haut solle stëmmen, dat ass een Deel vun der Panoplie vu Mesurë vun dem Stabilisatiounspak, vun deem mer elo geschwat hunn. An hei geet et erëm eng Kéier drëm, dass déi Kleng- a Mëttelbetriber nach speziell geholfel kréien.

De Rapporteur André Bauler huet et scho gesot an ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen, well dat wichteg ass: D'Primmen, déi déi staatelech garantéiert Kreditter ënner anerem betreffen, wäerte progressiv notament zu der Gréisst vun de Betriber gerechent ginn. An dat kéint all Kleng- a Mëttelbetriber nëmmen entgéint.

Déi ganz seriö Situatioun, déi mer hunn an déi jo och eis Geschäftsleit direkt betrëfft, léisst eis natierlech net kal. Mir si jo ganz concernéiert dovun. Dat mécht eis Suergen, well d'Suerg ass, dass eebe verschidde Betriber, an dat ass och schonn ugekënnegt gi vun dem passionéierte Virriedner hei op der Tribün, dat sinn allegueren déi Commerçanten, déi duerch extern Facteuren, déi net en relation causale directe si mat dem Coronavirus, a virum 1. Januar 2020 schonn an eng fragill Situatioun komm sinn, an déi eeben elo duerch déi zwou Saachen, dat heescht, extern Facteure virdrun, notament grouss Chantieren, an dat net nëmmen an der Stad, mee duerch d'ganzt Land, mee awer och elo de Coronavirus drop, risquéieren, definitiv de Kapp hänken ze loossen.

Et ass virdrun ugeklongen, dat ass ee vun de Soucien, mir hunn eng streng EU-Legislatioun an deem Secteur. An do ass jo erauskomm, dass an deem Kader déi Hëlfe, déi dese Projet de loi virgesäit, u sech net deene Betriber, déi virum 1. Januar 2020 schonn an de Laberente waren, kënnen zupaass kommen. Mee ech mengen, et huet all Mënsch de Message verstan, dass d'Regierung soll virufuere fir ze kucken, fir deene Leit ze hëlfe.

Ech hu geschwat vu wierklech allen Zorte vu Betriber, déi duerch extern Facteure betraff sinn. Wéi gesot, mir Stater sinn natierlech concernéiert vum Tram. Mee duerch d'ganzt Land si grouss Chantieren, well d'Land ass amgang, iwwerall op Vordermann bruecht ze ginn, mat ganz villen Zorte vun Infrastrukturen, an all déi Commerçante sinn dee Moment am selwechte Boot.

Dofir sinn ech natierlech ganz frou, dass mer elo de Moien, d'Madamm Polfer an de Laury Mosar, mat natierlech dem Seegen, wann ech esou dierf soen, vun dem Commerceschäfte Serge Wilmes a vu mir selwer, wierklech gedroe ginn (veuillez lire: dass mer elo de Moien iwwer eng Motioun diskutieren, déi d'Madamm Polfer an de Laury Mosar deposéiert hunn, mam Seegen, wann ech esou dierf soen, vun dem Commerceschäfte Serge Wilmes a vu mir selwer an déi vun eis gedroe gëtt), mee wou ech och hoffen, dass de ganze Sall dat dréit, well et ass wierklech am Interesse vun allegueren eise Commerçanten, well ech mengen, kee vun eis kann, wann en an de Spigel kuckt, zouloossen, dass d'Betriber, d'grouss Chantieren, déi, ier d'Coronakris duerno komm ass, gesond waren, elo op eemol duerch e kombinéierten Effekt vu Legislatiounen, déi net openeepassen,

dass déi géifen definitiv de Kapp hänke loossen (veuillez lire: dass Betriber, déi, ier d'Coronakris duerno komm ass, gesond waren, elo op eemol duerch e kombinéierten Effekt vu Legislatiounen, déi net openeepassen, a grouss Chantieren, géifen definitiv de Kapp hänke loossen).

Dese Projet de loi ass e wichtege Meilesteen um Wee vun all de Mesuren, déi d'Regierung momentan amgang ass ze huelen, fir der ganzer Wirtschaft, mee haaptsächlech den Entreprises, dovun de Kleng- a Mëttelbetriber, an den Independante massiv ënnert d'Aerm ze gräifen. An ech mengen, am Numm vun der DP, mat grousser Begeeschterung stëmmen mir deem Projet zou, deen extreem wichteg ass fir all Zorte vu Secteuren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vilmools, Madamm Beissel. Nächsten ageschriwene Riedner ass den honorablen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ier ech a meng Ried aginn, wollt ech awer e puer Remarque lassginn zu deem, wat den Här Mosar hei gesot huet. Ech muss soen, ech fannen et net ganz fair an och net ganz gutt, wann een Aussoe vun engem Minister hei kommentéiert - dat ass Aert gutt Recht -, wann e selwer net am Sall ass. Ech hätt dat besser fonnt, ech mengen, datt déi ...

(**Brouhaha général**)

Jo, jo! Jo, jo!

(**Coups de cloche de la présidence**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Wannechgelift! Den Här Haagen huet d'Wuert a soss keen.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Sou! An da wëll ech dozou soen, datt jo och de Minister, wann en déi Aussoe gemaach huet, déi sécher net ganz glécklech waren, dat gëschter och nach eng Kéier am Kader vun enger Pressekonferenz kloergestallt huet. Ech hätt mer gewünscht, wann et aneschters gaang wier.

Dann eng aner Remark, Här Mosar, ech si frou, datt d'Stad Lëtzebuerg, an ech mengen, d'Madamm Mosar och ..., d'Madamm Polfer ...

(**Hilarité**)

D'Madamm Mosar och, d'Madamm Mosar doudsécher och!

... Reserven huet vun enger Milliard ...

(**Interruption par la présidence**)

... Reserven huet vun enger Milliard an och nach keng Schold dobäi, sou muss ech lech awer soen, dann ...

(**Interruption**)

Ech hoffen, datt et net sou wäit geet.

(**Hilarité**)

An och nach keng Schold dobäi, sou fannen ech dat flott fir d'Stad Dikrech ..., fir d'Stad Lëtzebuerg.

(**Hilarité**)

Ech fannen, fir d'Stad Dikrech a fir aner Gemengen ass et awer och flott ze héieren, well, an do ginn ech dem Här Mosar Recht, déi finanziell Repercussione wäerte jo am Kader vun där Pandemie hei net nëmmen op d'Wirtschaft, mee och op d'Gemengen zrëckfalen, notament iwwert d'Dotatiounen, denken ech, datt dann och déi national Solidaritéit tëschent de Gemenge spillt.

A well mer schonn dobäi sinn, ...

(**Interruption**)

A wa mer schonn dobäi sinn, da wëll ech, an ech denken, dat ass awer e ganz eescht Thema, wat eis allegueren, mengen ech, heibannen um Häerz läit, géif ech gär vun der Geleeënheet profitieren, well hei de Stater Schäferot och ugeklongen ass, fir eist Bäileed op jidde Fall vun der LSAP och un d'Famill vun Armand Drews ze riichten, deen eis leider gëschter verlooss huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert a menger Ried elo net méi op all déi technesch Detailer agoen, déi hei scho gesot gi sinn. De Rapporteur huet dës schonn ausféierlech gemaach. Dofir mäi Merci och un den André Bauler fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport.

D'Zil vun deem Text ass et, e Regimm vun enger staatelecher Garantie bei neie Kreditter an Héicht vun 2,5 Milliarden Euro anzeféieren. Dat ass scho gesot ginn. Déi Garantie kéint souwuel de Personnes morales wéi de Personnes physiques zegutt, déi eng wirtschaftlech Aktivitéit virweise kënnen. Och d'Professions libérales kënnen an de Genoss vun deser Staatsgarantie kommen.

Mat deser Mesure, déi an esou enger Enver-gure, an dat wësse mer heibannen allegueren, bis elo menges Wëssens nach ni zu Lëtzebuerg geholl ginn ass, wäerte mer geziilt deenen Entreprisé kënnen Loft verschafen, déi duerch d'Covid-19-Epidemie haart getraff gi sinn.

Als LSAP gesi mir d'Plus-value vun deser Mesure aus der Fieder vun dem Wirtschafts- an dem Finanzminister besonnesch doranner, dass se eis hëlleft, d'Aarbeitsplazen ze erhalen, déi an deem anere Fall net méi hätte garantéiert kënnen ginn. D'Ofsécherer vun Aarbeitsplazen ass natierlech aus der Perspektiv vun der LSAP, an ech denke vu jiddwerengem, fundamental, well et ëm déi sozial Schicksaler vu Salariéen a schaffende Leit geet.

Aarbeitsplazen erhalen huet awer och, an dat ass och wichteg, een net onweesentleche ganz staarken Nieweneffekt: d'Grundvoraussetzung schafen, fir datt eis wirtschaftlech Aktivitéiten erëm kënnen direkt eropgeschrauft ginn, soubal mer des sanitär Kris iwwerstanen hunn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - All Mesuren, déi d'Regierung am Kader vun deem Etat de crise geholl huet, si wichteg a si sinn néideg fir d'Entreprises an d'Bierger vun eise Land. De Chômage partiel, en ass schonn ugeklongen, ass eng vun dese Mesuren. An ech wëll eng Kéier kuerz soen, wéi d'Situatioun war virun der Kris a wéi se haut ass.

Virun der sanitärer Kris hate mer am Land an der Moyenne ëm déi 25 Demandé vu Betriber, déi Chômage partiel ugefrot hunn. Haut schwätze mer vun enger Zuel vu ronn, an ech hunn dat nach nogekuckt gëschter Owend, vu ronn 21.000 Demanden, déi zënter der Kris erakomm sinn.

Ech brauch hei jo kengem ze soen, datt d'ADEM dofir e Riseneffort gemaach huet, fir nëmmen d'ADEM ze nennen, fir sech op d'Zuel vun den Demanden anzustellen, fir d'Resource-humainen aneschters opzestellen, an een neien informatesche System agefouert huet. Déi éischt Ausbezelunge waren de 4. Abrëll. Et ass also relativ zügeg vun der Regierung a vun den Administratiounen geschafft ginn.

An de Fonds pour l'emploi huet bis haut ronn - Stand gëschter Owend - iwwer 400 Milliounen Euro ausbezuelt. Dat just fir ze illustréieren, wéi d'Verwaltungen an d'Ministère an deser Kris matgeschafft hunn, wéi se sech opgestallt hunn, déi Flexibilitéit, déi se un den Dag geluecht hunn. An duerfir gehéiert hinne bei dese risegen Ustengungen och eise Merci.

Dir Dammen an Dir Hären, als LSAP si mer och frou, dass d'Europäesch Kommissioun an hirer Kommunikatioun vum 19. März, wou chiffréiert Virgaben zum Calcul vun der Prime de garantie drastinn, méi favorabel Konditiounen fir kleng a mëttelgrouss Entreprisé virgesinn huet.

Effektiv ass et an eisen Ae sënnavoll, besonnesch de PMEen e Gest ze maachen, well si sinn d'Reckgrat vun eiser Wirtschaft. An eisen Aen ass et gradesou richtig, dass déi staatelech Garantien, déi mer hei mat deem Text erméiglechen, cibléiert bliwen. Mir sinn der Meinung, dass et d'Haaptzil ass, mat der staatelecher Garantie deenen Entreprises ënnert d'Aerm ze gräifen, déi duerch de Covid-19 an temporaire a finanziell Schwierigkeete gerede sinn.

Nieft deser staatelecher Garantie ginn et och um Niveau vu verschidde Ministère Mesuren, fir Entreprises an Aktivitéiten um Liewen ze erhalen, déi scho virun der sanitärer Kris a Schwierigkeete waren. Och des Mesurë mussen de Betriber weiderhin no Covid-19 zur Verfügung stoen.

Finaleméint wëll ech awer och ënnersträichen, datt d'Lëtzebuurger Regierung eng antizyklesch Wirtschaftspolitik mécht a maache kann, well se déi lescht Jore responsabel mat eise Staatsfinanzen ëmgaangen ass.

Eise Budgetsrapporteur, den Yves Cruchten, ka sech sécher nach ganz gutt drun erënneren, wéi d'lescht Joer nach vu verschidde Leit linear Steiererliichterunge gefuerdert gi sinn. Ech sinn op jidde Fall frou, dass d'Regierung net op dee Wee gaang ass an dass elo déi Reserven do sinn, fir geziilt deenen Acteuren ze hëlfe, déi wierklech eng Stäip brauchen. Esou kann een effektiv aussoen, datt d'Lëtzebuurger Regierung eng 6 Milliarden Euro kéint léine goen, ouni dass mir d'Richtlinn vun deenen 30 % - Dir wësst, op EU-Niveau sinn der 60 gefuerdert - Dette publique par rapport zum BIP, wéi se am Koalitionsaccord festgeluecht ginn ass, géife brieden.

D'EU-Kommissioun grad ewéi d'Staats- an d'Regierungschaffe schéngen op d'mannst deelweis aus dem feelerhaften Émgang mat der Wirtschafts- a Finanzkris vun 2009 geléiert ze hunn. Esou ass et relativ séier gaangen, fir d'Clause dérogatoire générale, déi am Joer

2011 am Kader vun sougenannte Sixpack an de Pacte de stabilité et de croissance, de PSC, integréiert ginn ass, no enger Videokonferenz vum Conseil européen vum 17. März ze aktivieren.

Et ass dës déi éischte Kéier, dass déi Clause dérogatoire ausgeruff ginn ass. Domadder sinn net nëmmen déi méi bekannte Maastricht-Krittären temporairement op Ais geluecht ginn, mee och de Respekt vum OMT, vum Objectif à moyen terme. Lëtzebuerg hat sech fir d'Period 2020 bis 2022 en OMT gi vu plus 0,5 %. Ech erënneren drun, datt et an de Joren 2017 bis 2019 ee strukturelle Solde budgétaire war vu minus 0,5 %.

Well et och eng Relatioun gëtt tëschent dem OMT an der Investissementspolitik vun engem Land, an dat natierlech och fir Lëtzebuerg zielt, wëll ech hei zwou Haaptfreen an deem Kontext un d'Regierung riichten, haaptsächlech och un de Finanzminister.

Wat fir e Solde structurel oder OMT ass dann elo fir Lëtzebuerg geholl ginn? Wéi geet et mam OMT weider? Wéi gëtt deen elo an Zukunft definéiert a wéi, wann iwwerhaupt, gëtt en am Fong erëm applizéiert, dës natierlech och am Kontext vun der Investissementspolitik, déi aner europäesch Länner an och Lëtzebuerg wäerte weidermaachen?

Da wollt ech froen, wéi d'Regierung d'Situatioun vum PSC gesäit fir d'Joren 2020 bis 2023, well ech géif mengen, mir hätten de Pacte de stabilité et de croissance d'lescht Joer am Abrëll eraginn. Dee ka jo och net méi aktuell sinn, op jidde Fall net méi no der sanitärer Kris. Wéi gëtt dee Programm elo adaptéiert a wéi wäerte mer déi Diskussiounen féieren?

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'LSAP steet fest, datt finanziell Constraints an Oplagen, déi als Zil virun deser Kris fixéiert gi sinn, an desen Zäiten net méi kënnen eis Guideline sinn. An desen Zäiten, wou mer vill Onsécherheete bei de verschidde Acteuren spieren, well eis allegueren Erfahrungswäerter iwwert d'ekonomesch Konsequenze vun enger globaler sanitärer Kris feelen, duerf kee budgetären Dogmatismus priméieren.

Lëtzebuerg huet eng immens favorabel Situatioun. Um Enn vum zweeten Trimester 2019 war Lëtzebuerg op zweeter Plaz vun deemools 28 EU-Staate mat der niddregster Staatsschuld par rapport zu senger Wirtschaftskraft, an dat direkt no Estland.

Kee Mënsch, denken ech, mat gesondem Mënscheverstand géif jo verstoen, wa mer eis géifen an deem Moment penibel ganz einfach op arbiträr Seule festleee loossen. Eis ambitieus Investissementspolitik duerf eebe grad net a Fro gestallt ginn. D'Wäiche fir d'Zukunft mussen weider gestallt ginn, well mir mussen kënnen duerchstarten, wann des Kris eriwuer ass. A kengem Fall duerf et dozou kommen, dass mer notament bei eiser Infrastruktur- an Investissementspolitik géife Retarden opbauen.

En Emprunt vun 3 Milliarden, dat ass och scho gesot ginn, gëtt mat deem Projet de loi och autoriséiert an ass néideg, fir an der Lutte géint de Covid-19 ze kämpfen. Domadder sollen déi verschidde Mesurë kënnen géigefinanzéiert ginn. Ouni Covid-19 wier keen Emprunt vun 3 Milliarde gefrot ginn an hätt natierlech no deem Vott och net kënnen gezu ginn.

An esou schwéieren Zäite wéi dese kéint et natierlech méi wéi jee op Solidaritéit un. Des Solidaritéit dréckt sech am Klengen aus tëschent den Noperen, dat mierke mer hei am Land, tëschent de Generatiounen an iwwerall an eiser Gesellschaft.

D'Europäesch Unioun muss op der Héicht si vun där Solidaritéit, déi europäesch Bierger Dag fir Dag liewen. Europäesch Solidaritéit tëschent de Memberstaaten ass warscheinlech esou dréngend noutwendeg wéi nach ni virdrun.

D'LSAP begréisst dofir ausdrëcklech, dass d'Lëtzebuurger Regierung d'Propose vu sougenannte Coronabonds ënnerstëtzt huet. Des hätten den Avantage gehat, den Drock op de Finanzmäert op Länner wéi Italien a Spuenien a Grenzen ze halen. Op d'mannst si mir awer dozou iwwergaangen, zesumme 25 Milliarden Euro u Garantiegeder der EU-Kommissioun zur Verfügung ze stellen, fir datt si hirersäits 100 Milliarde mobilisierere kann, fir deene Memberstaaten ze hëlfe, déi finanziell Schwierigkeeten hunn, de Chômage partiel an hire Länner ze finanzieren.

All déi, déi nach ëmmer mengen, datt et eis nëmme weineg oder guer net soll këmmen, wann an Italien, Spuenien oder soss zesumwusch an der Europäescher Unioun de Gesondheets-system no drun ass, op eemol ze kollabieren, oder europäesch Bierger a Prekaritéit gedréckt ginn, all déi Leit an déi Länner, déi keng Zesammenhäng gesinn, déi hu weeder fir Wirtschaftspolitik nach fir europäesch Solidaritéit ee Gesprier.

D'LSAP begréisst och, dass sech d'Memberstaaten op d'mannst duergedrongen hunn, fir 240 vun deene 410 Milliarden Euro aus dem europäesche Stabilitéitsmechanismus, deen 2012 opgebaut ginn ass, deene Memberstaaten zur Verfügung ze stellen, déi besonnesch vun der sanitärer Kris betraff sinn.

Et ass immens wichteg, dass mir kee Memberstaat hänke looschen an dëser historesch graver Situatioun. An eisen Aen dierft een allerdéngs och kee Plaffong vun 2 % vum PIB pro Memberstaat setzen - am Fall vun Italien, just fir dat ze illustréieren, wieren déi 2 % vum hirem PIB grad emol e Kredit vu 36 Milliarden Euro -, well, an dat ass d'Argumentatioun, eeben de Covid-19 d'Länner ënnerschiddlech staark getraff huet.

Et wäert och néideg sinn, dass mer eis Hëllefsinstrumenter fir déi wirtschaftlech a sozial Acteure reegelméisseg upassen un d'Evolutioun vun der ekonomescher Situatioun, sou wéi de Premier dat geschéit och schonn a senger Deklaratioun gesot huet.

Et ass kloer, dass et während der Durée vum Confinement onméiglech ass, d'wirtschaftlech Bannenofero ze stäerken. Et geet eis engersäits dréms, d'Liquiditéitsproblemer, an dat ass jo och ee vun den Argumenter fir deen 3-Milliarden-Emprunt, bei den Acteuren aus eiser Wirtschaft ze evitéieren. A mat de verschiddene Mesuren, déi eis Regierung geholl huet, wäert dat ons sécher geléngen.

Anerersäits ass et eis eeben och wichteg, dass d'Aarbeitsplazen an domadder d'Kafkraaft vun de Stéit hei am Land erhale bleiwen. Déi lescht Wochen ass keen Dag vergaangen, wou net eng nei Mesure oder en neie Stabilitéitspakt an engem Land annoncéiert ginn ass.

An der Europäescher Unioun, wann een zesummerechent, wat schonn alles annoncéiert ginn ass, sinn Hëlfele a Garantië vu méi wéi 3 % vun der Wirtschaftskraaft vun der EU mobiliséiert ginn.

Finaleméint wéilt mir als LSAP och ënnersträichen, dass et wichteg ass, dass mer net ze vill séier no der Kris, vun där mer alleguerten hoffen, dass se geschwénn eriwuer ass, op europäeschem Niveau de Rimm méi enk zéien an esou eis Wirtschaft zu deem Moment, wou se erëm e bëssen zou sech kënn, dann erëm direkt ofwiergen.

D'Feeler an der Aart a Weis, wéi mir op europäeschem Niveau mat der Wirtschafts- a Finanzkris emgaange sinn, duerfe mir, op jidde Fall an eisen Aen, op kee Fall nach eng Kéier maachen.

Déi ekonomesch Repercussione vum Covid-19 wäerten eis sécher eng länger Zäit beschäftegen. D'Politik, an och déi Lëtzebuurger Politik, ass dofir do fir ze begleeten, ze berouegen an de Bierger ze hëllefen.

Dës Regierung ass gewéilt, dat ze maachen, dofir ginn ech natierlech och am Numm vun der LSAP-Fraktioun gréng Luucht zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Haagen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Charles Margue (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech schléisse mech dem Merci vu menge Virgänger un de Rapporteur André Bauler un, an e ganz ausdréckleche Merci mengersäits fir déi gutt, pädagogesch erfréischend Leçon samschdes moies.

„Aussergewéinlech Zäiten erfuerechen aussergewéinlech Moosnamen.“ Ech kann de Saz scho bal net méi héieren. Dese Saz huet een a leschter Zäit ëmmer erëm vu politeschen an och aner Responsabelen uechtert d'Welt an och zu Lëtzebuerg héieren. Mee et stëmmt awer an et kéint een dese Projet net besser beschreiwen, well dat, wat mir haut decidéieren, ass nun emol aussergewéinlech, aussergewéinlech am Ausmoos, et geet em 2,5 Milliarden Euro, méi wéi een Zéngtel vun de järelechen Dependé vum Zentralstaat, an och wat d'Räichweit ugeet, well quasi all Secteur, dee vun der Coronakris getraff ass, vun de Garantië ka profitéieren. D'Ausnamen, déi Secteuren, déi net betraff sinn, huet de Rapporteur jo mentio-néiert.

Fir et riichter aus ze soen: Dese Projet ass déi richteg Äntwert op eng grouss Urgence, well d'Kris vun der Realwirtschaft riskéiert soss, sech och zu enger Finanzkris auszebreen, déi mindestens esou schleem wär wéi déi vun 2008.

Domat steet net nëmme dat kuerzfristeg Iwwerliewe vun den Entrepreneuren an déi domat verbonnen Aarbeitsplazen um Spill, mee et besteet e reelle Risiko, dass eis Wirtschaft laang-

fristeg ugeschloen a markéiert bleift. Géint een Deel vun deem Broch ass haut scho villes net méi ze maachen. Déi jéngst Analys vun der Ratingagence Moody's fir dëst Joer rechent mat engem Réckgang vum PIB zu Lëtzebuerg vu 4,5 %, an do sinn d'Stabiliséierungspakmoosnamen scho mat agerechent.

D'Fondation IDEA, se ass scho mentionéiert ginn, huet bei den Decideuren d'lescht Woch nogefrot a kënn och op e geschätzte Réckgang vu 5 % vum PIB dëst Joer.

Interessant ass et awer och, an där Etüd ze gesinn, wéi d'Meenunge fir 2021 auserneeginn. Zweek Drëtter vun deenen, déi befrot gi waren, vun den Decideuren hei am Land, rechnen nämlech domat, dass et 2021 erëm géif biergop goen, awer een Drëtter rechent mat engem weidere Réckgang. Ech géif mech tendenziell éischer deem Drëtter uschléissen.

Domadder hätt dës Kris eng änlech, wann net souguer méi eng grouss Envergure wéi déi vun 2008. An et ass eebe gutt méiglech, dass wéi an de Krisejoren 2008 an 2009 och déi nächst Joren d'Konjunktur nach staark ugeschloen wäert bleiwen, ënner anerem well verschidde Secteuren d'Konsequenze vun der Kris eréischt méi spéit, versat ze spiere kréien.

Mir sinn also hei an dësem Gesetzesprojet am Zenario vun enger Schadensbegrenzung. An ob et duergeet, wéi virdru gesot ginn ass, doriwuer wäerte mer nach schwätzen. Ech hoffen net, dass mer nach oft weider Konsolidatiounspäck an Hëllefspäck musse maachen, mee et ass net auszuschléissen.

Et ass e Moment, wou Solidaritéit gefrot ass a wou déi vun der Kris affektéiert Entrepreneuren iwwer Waasser musse gehale ginn, fir Massefaillite mat all hiren negative Konsequenzen ze vermeiden. Dat ass d'Konditioun, esou steet et och am Exposé des motifs vun dësem Gesetzesprojet, fir dass d'Entrepreneuren no der Kris nees kéinten duergestarten. „Rebondir“ op Franséisch steet am Exposé des motifs.

Ass „Duerchstarten“ an deem Sënn dat richteg Wuert? Jo, mee dozou stelle sech op laang Siicht awer e puer zentral Froen: Wéi wäerten eis Betriber nees duergestarten? An a wéi eng Richtung? Gi se zréck an déi al Normalitéit, an de „business as usual“, esou wéi et no der Kris vun 2008 passéiert ass? Oder gi se no vir an eng nei Normalitéit? A féiert dës Kris zu engem Émdenken an der Economie hin zu méi Resilienz a virun allem zu méi Nohaltegkeet?

Dëst ass den zentralen Enjeu vun der Relance, enfin vun dësem Duerchstarten no der Kris, iwwert déi mir eis awer all elo scho sollte Gedanke maachen an déi nëmme da funktionéiere kann, wann an Europa esou wäit wéi méiglech Konsens kënn, dass mer och an déi selwecht Richtung ginn, wann net déi 27, dann op d'mannst de groussen Deel an déi grouss Economien.

An deem Sënn kann ech an deem Kontext nëmme begréissen, dass 13 Émweltministere aus Europa, dorënner déi franséisch, déi däitsch an natierlech och déi lëtzebuergesch, sech an enger Stellungnam fir eng gréng Relance vun der Economie ausgeschwat hunn, net einfach esou, mee déi sech un der Roadmap vum European Green Deal orientéiere soll.

(**Interruption**)

De Finanzminister an de Wirtschaftsminister och.

(**Interruption**)

Nee, ech hu vun Émweltministere geschwat, mee voilà!

(**Interruption**)

Ech honoréieren dat an et erfreet mech!

(**Interruption**)

Jo, jo, jo. Dat freet mech nach méi!

(**Hilarité**)

Dat ass a mengen Aen de richteg Wee. An ech mengen, dat ass och d'Richtung, an déi mir zu Lëtzebuerg goe sollten. D'Bestätegung ass do.

Éffentlechen Investissement ass an där Hisiicht d'Stéchwuert an dese wäert wuel och am Zentrum vun der ekonomescher Relance stoen. Den IPCC geet dovun aus, dass bis 2035 de järelechen Invest vu 2,5 % vun weltwäite PIB fir eis Economie esou opstellen ass, dass d'Ziler vum Paräisser Accord kënnen erreecht ginn. Dat erfuerdert, ech kann et net anescht soen, e kolossalen Effort, zu deem mir eise Bäitrag leeschte wäerten a wëllen.

D'ekonomesch Relance no der Kris huet d'Potential, zu dësem Effort bäizetroen, andeems mir derfir suergen, dass d'Investissementer an d'Wirtschaft effikass an erneierbar Energien, an d'Promotioun vun der Zirkularwirtschaft queesch duerg d'Secteuren, a méi lokal Liwwerketten an d'energetesch Effizienz fléissen, fir nëmme e puer Chantieren ze nennen.

Lëtzebuerg war hei mat sengem enormen Invest an den nohaltegen Transport an de leschte Joren a mat sengen ambitiöse Klimapläng schonn um richteg Wee. Ma mir sollten deen Elan elo duerg d'Kris net verléieren, mee au contraire d'Geleeenheet notzen, fir nach eng Schëpp dropzeleeën!

An dësem Kontext wäerten och d'Reforminitiativen op europäeschem Niveau analyséiert musse ginn. Ech denken do ganz konkret un d'Reform vum budgetäre Kader vun den EU-Memberlänner, fir den éffentlechen Invest an d'Nohaltegkeet an an de Klimaschutz, awer och an de Gesondheessektor méi effikass ze féieren.

D'EU-Kommissioun huet am Ufank vum Joer schonn esou eng Reform un d'Rulle bruecht, bei där et jo géllt, dohannertzeleiw. De Minister Pierre Gramegna huet jo och schonn dorobber higewisen a verschiddenen Interventiounen. Donieft brauche mir natierlech och op europäeschem Niveau e staarken Investitiounspang fir d'Economie, dee sech un de Leitlinie vum Green Deal orientéiert. Nëmme esou könne mer et fäerdgebréngen, d'Economie ze revitaliséieren a gläichzäitig eise Klimaziler méi no ze kommen.

Den Ausdrock „revitaliséieren“ gefält mer och iergendwéi besser wéi dee vun der Relance, well et geet definitiv em eng Transitioun an eng nohalteg Wirtschaft, wou all eenzelne Betriber säi Businessplang muss iwwerpräiw, eng Risikoaschätzung muss maachen, wann e wéllt an e puer Joer nach dobäi sinn an net nëmme just elo iwwerliewen.

Dir Dammen an Dir Hären, mat de Garantien, iwwert déi mir haut debattéieren, huet d'Regierung de Choix getraff, d'Banken mat an d'Boot, an d'Rettungsboot ze huelen. De Staat garantiert, et ass gesot ginn, 85 % vum Risiko bei de Préten, déi vun de Banken accordéiert ginn. Mat dësem Engagement ginn de Staat an d'Banken e Parteneriat an, bei deem d'Banken indirekt de Staat verrieden - och zimmlech aussergewéinlech, mir haten an der Finanz- a Wirtschaftskommissioun doriwuer rieds, an de Finanzminister huet ganz kloer drop higewisen -, well d'Banken hir Clienten, d'Betriber jo besser kenne wéi den Tresor!

Hei stellt sech d'Fro, awéifern zesumme mat de Banken d'Guidelines ausgeschafft goufen an nach wäerten ausgeschafft ginn, fir d'Accordéiere vun dese Kreditter an Zukunft ze begleeten. A mir wäerten herno e puer Informatiounen kréien, wéi déi Convention type, déi amgang ass finaliséiert ze ginn, ausgesäit.

Dat schéngt mer virun allem pertinent bei de méi laangfristeg Kreditter ze sinn, déi eng Lafzäit hu bis zu sechs Joer. Wann et em d'Transitioun vun eiser Economie geet, sinn d'Banken nämlech och an der Responsabilitéit. An hirer Roll vum Intermediaire hu si d'Hiewelen an der Hand, fir reell Changementer an de Betriber erbaizeféieren. Ech hu schonn eng Kéier an deem Sënn eng Fro gestallt gehat.

Verstitt mech also net falsch: Ech begréissen ausdrécklech d'Bereetschaft vun de Banken, zur Bewältegung vun der Kris bäizetroen, andeems si bei de Préten, em déi et haut geet, och hir 15 % Risiko bei sech ophuelen. Dat eleng geet awer net duer. Dat ass vläicht d'Finanztechnik, mee hei si mer och an enger wirtschaftlecher Perspektiv.

D'Banke misste sech an Zukunft besser opstellen an déi néideg Kompetenzen entwéckelen, fir déi Entrepreneuren dobäi ze begleeten, dass net nëmme hire Finanzmodell, mee dass hire Businessmodell nohalteg opgestallt géif ginn a méi resilient géint probabement nei Schocke kéint sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Charles Margue (déi gréng).** - Stéchwuert: Responsable Banking. Dës Virstellung iwwert d'Roll vun de Banken ass net a mengen Gaart gewuess, mee ass vun der Europäescher Bankenassociatioun, vun der Europäescher Investitiounsbank a vun der UNEP-Finance-Initiativ ganz kloer ervirbruecht ginn, an dat net eréischt elo am Kader vun der Coronakris, mee souwäit ech et matkritt hu ganz däitlech an explizitt 2019. Mir haten e Meeting vun UNEP Finance jo am Dezember zu Lëtzebuerg.

Hei ass et och wichteg, dass d'Banken all Risike genee analyséieren a managen an esou proaktiv mat op de Wee ginn, fir zum Beispill mat de Betriber hir Liwwerketten ze iwwerpräiw, sief dat fir Clienten - wou sinn hir Fournisseuren? -, fir gegebenfalls e Wee ze fannen, fir aus der fossiler Energie erauszeklammern.

Dernieft géif ech och derfir plädéieren, falls dat net souwisou scho virgesinn ass, an den nächste Méint a Joren e reegelméisseg Suivi a Rapport zesumme mat der ABBL ze maachen, fir esouwuel qualitativ wéi quantitativ ze analyséieren, wéi vill Préte gemaach goufen, aus wéi enge Secteuren déi Betriber kommen, firwat

déi Préte benotzt ginn, fir Investissementer oder just méi Liquiditéit ze hunn. An an där Hisiicht géif ech déi Häre Ministeren dann och froen, ob si bereet wäeren, reegelméisseg an d'Chamber ze kommen, fir eis doriwuer e Rapport ze maachen. Dovu ginn ech aus. Merci elo schonn!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn et scho virdru ugeschwat: Mir sinn an engem Moment vu Solidaritéit, wou Solidaritéit gefrot ass. Solidaritéit heescht an dësem Kontext, dass déi ekonomesch Acteuren zesummenhalen an net jiddwieren no sech kuckt. Dat heescht, d'Banken no sech, d'Betriber no sech, de Staat versicht dann, jiddwengem ze hëllefen. Nee, mir mussen zesummenhalen! Een Aspekt dovunner ass staark liéiert mat deem, wat mir haut hei diskutéieren. Et geet drëm sécherstellen, dass d'Banken der Realwirtschaft an dëser schwieriger Zäit genuch Liquiditéiten - ech hunn et scho gesot - kënnen zur Verfügung stellen.

D'Europäesch Bankenopsicht huet an dësem Sënn déi europäesch Banken opgefuerdert, alles ze maachen, fir hir Récklagen och héich ze halen an esou d'Realwirtschaft weider mat Kreditter kënnen ze ënnerstëtzen. Et gouf schonn esou Momenter. Et gouf e Juncker-Plang, wou d'Banken opgefuerdert goufen, Geld an d'Wirtschaft ze pompelen. Den Erfolleg war e wéineg beschränkt.

Nieft méi Flexibilitéit fuerdert d'EBA d'Banken och op, d'Ausschëdde vun Dividenden an dësem Moment ze evitéieren. Dat ass en immens wichtige Message, deen net nëmme fir d'Banke géllt. Eng Kris ass net de Moment, fir de Profit vun den Aktionären un éischer Plaz ze gesinn. Si hunn duerg hir Investitioun e weesentleche Risiko a Kaf geholl. Or, an enger Krisituatioun zitt een als Aktionär de Kierzen. Et ass au contraire d'Allgemengwuel, wat hei muss Virrang hunn.

Ech wéll och hei op en anere wichtige Aspekt ze schwätze kommen. Déi wirtschaftlech Kris, déi mer am Moment erliewen, huet jo net just en Effet op d'Entrepreneuren, mee natierlech och op vill Salaréien. An domat mengen ech net just déi, déi méiglecherweis hiren Job verléiere wäerten, ech schwätzen och vun deene villen, déi elo am Chômage partiel sinn an doduerch an dëser Zäit e gutt Stéck manner Akommes zur Verfügung hunn.

Et si virun allem, mer wëssen et, zu Lëtzebuerg déi héich Käschte vum Logement, sief et a Form vun engem Prêt oder vun engem Loyer, déi d'Leit hei am meeschte belaauchten. Dofir ass et och immens begréissenswäert, dass d'Regierung elo schonns Mesurë geholl huet, fir deene Leit séier ënner d'Äerm ze gräifen, mat der Upassung vun der Subvention de loyer an der Subvention d'intérêts, soudass esou vill wéi méiglech Leit kënnen dovun profitéieren. Mir wëssen alleguerten, déi Moosnamen, déi do getraff sinn, sinn oft net bei de Leit ukomm.

Och makroekonomesch gesinn huet dës Reduktioun vun der Kafkraaft negativ Effekter, déi riskéieren, wäit iwwert d'Period vum Confinement erauszegoen. Am Moment ass d'Nofro eleng duerg d'Tatsaach, dass déi meescht Commercen zou sinn, immens déif, ma se riskéiert och tendenziell immens déif ze bleiwen nom Confinement, wann een dovun ausgeet, dass d'Leit net vun haut op muer hir al Gewunnechten nees ophuelen an dass vill Leit och vläicht net méi d'Moyenen dozou hunn.

D'Revitaliséierung vun der Wirtschaft daerf sech dowéinst net nëmme op Investissementer an op d'Förderer vun der Produktioun konzentréieren, mee mir wäerten och eng Stimulatioun vun der Demande brauchen, fir d'Economie nees un d'Rullen ze bréngen a gläichzäitig d'Verléierer vun der Kris matzehuelen. Mir brauchen also eng nohalteg a gerecht Relance, déi net just bei de Betriber an de Banken, mee och bei de Leit ukéint.

A wann ech elo scho bei der Nofro sinn, da sinn ech och beim Konsum. Dës Kris féiert eis onweigerlech virun Aen, op wéi enge wackelege Been e groussen Deel vun eisem alldeegleche Konsum virun der Kris stoung.

Ech hu virdru d'Fro an de Raum geworf, wéi eis Entrepreneuren no dëser Kris wäerten duergestarten, a probéiert, e puer positiv Pisten dofir ze ginn. Déi selwecht Fro stellt sech awer och beim eenzelne Bierger, beim Konsument, dee mer sinn. Dës Kris huet de Konsum vun eis all op dat Néidegste reduzéiert. Dat huet vill Leit sécherlech zum Nodenke bruecht iwwert de Sënn an d'Aart a Weis vun hirem Konsum an d'Fro opgeworf, wat fir materiell Saachen, déi virun der Kris evident an indispensabel geschéngt hunn, esou wichteg vläicht guer net sinn.

Et ass eppes Positives, dat deen Eenzelen aus dëser Kris wäert kënnen mathuelen, an Zukunft bewosst lokal a responsabel ze konsummieren an domat säi Bäitrag ze leeschte fir eng méi resilient an nohalteg Économie. Meng Virriedner si schonn dorop agaangen.

De Succès déi lescht Woche vun diverse Plattformen, fir lokal anzekafen, beweist dat, grad ewéi dass - ee Fait eräusgegraff - zum Beispill beim Naturata den Émsaz zënter dem 16. Mäerz ëm 47 % an d'Luucht gaangen ass. Si hunn d'Zuelen op den Dësch geluecht, déi aner hätt ech och soss zitëiert.

► **Une voix.** - Tant mieux fir lech!

(**Hilarité**)

► **Une autre voix.** - Jo.

► **M. Charles Margue** (*déi gréng*).- Nee, ech weess jo och net, ob déi se ufroen. Si hunn eng Partie Leit effektiv am Congé, well hir Mataarbechter net all kënnen do sinn. Si hu 50, 60 Leit vun 250 manner am Asaz. A se stemme 47 % weider.

► **Une voix.** - Wien ass dat?

► **M. Charles Margue** (*déi gréng*).- Den Naturata. Et stoung am „Wort“.

► **La même voix.** - A, et stoung am „Wort“!

► **M. Charles Margue** (*déi gréng*).- Jo.

(**Brouhaha**)

D'Regierung huet mat hirem Stabilitéitspakt Courage gewisen an déi richteg kuerzfristeg Äntwert op dës eminent Kris ginn. Dës Mesurë sinn awer och nëmmen den éischte Schrëtt an d'Richtung vun der Postcoronaökonomie a si mussen kontinuéierlech un d'Besoinen vun de Secteuren ugepasst ginn.

D'Revitaliséierung vun der Économie, déi een elo muss ugoen, gëtt engem d'Chance, eis Économie nohalteg ëmzedenken, zu Lëtzebuerg, an der EU an op internationalem Plang. Dës Geleeënheet solle mer eis net entgoen loossen!

Ech soen lech Merci a ginn natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Margue.

Ech wëll just soen, wann ee wëllt een Tëscheruff maachen a wann ee wëllt gehéiert ginn, da muss een d'Tast vum Mikro drécken.

► **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Merci, Här President, merci villmools.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wichtig ass awer, datt een duerno ... Ganz wichtig ass souguer, datt een duerno de Mikro awer direkt erëm ausmécht, fir eeben d'Qualitéit vun der Anlag ze erhalen.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet och soen, datt déi verschidde Motiounen an Amendementer am neien Onglet um Portail ënnert der Rubrik „Séances publiques“ stinn an datt se nëmmen un déi verschidde Fraktiouns- a Sensibilitéitscheffe paperméisseg verdeelt ginn.

An elo ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Merci, Här President. Dat mat den Zwëscheriff hutt Der elo grad zurzäit gesot.

Ech hunn, wéi oft, wann een no ville Leit schwätzt, en Avantage an en Desavantage. Mäin Avantage ass et, datt den André Bauler esou ee magistrale Rapport gemaach huet, datt ech hei kee Wuert vun deem Projet muss paraphrasieren.

Ech hunn den Desavantage, datt den honorabele Kollege Mosar esou vill Saache gesot huet, déi ech a menger Ried hat, datt ech hu misse ganz vill strächen. An ech hunn den Desavantage, datt den honorabelen Här Margue iwwert de Fonctionnement an d'Roll vu Banken esou en onwarscheinleche Brach erzielt huet, datt eleng d'Replik dorobber géif zéng Minutte brauchen. Mir maachen dat dann op enger anerer Plaz.

(**Interruptions diverses**)

Schécke mer virus, datt mir als ADR dësse Projet begrëssen, dee munchen Entreprisé wäert d'Liewe retten. Mir deelen och insgesamt d'Meenung, datt an esou enger Kris dës Mesuren dee richteg Wee sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo** (*LSAP*).- Bei lech geet souguer Brach ëm!

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- D'Studie vu Research Luxembourg Economic Effects of

Covid-19 in Luxembourg vum 8. Abrëll, déi de Laurent Mosar schonn zitëiert huet, bestätegt d'Gravitéit vun der Situatioun.

De Laurent Mosar seet, e géif de Wirtschaftsminister optimisteschen fannen an deem senger Aschätzung vun der Perte vum PIB, hie wär méi pessimisteschen, hie géif mat 5 % rechnen. Abee, ech muss soen, och de Laurent Mosar ass a mengen Aen ze vill optimisteschen!

Déi Etüd, déi ...

► **M. Laurent Mosar** (*CSV*).- Ech sinn nach hei!

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Jo.

Déi Etüd, déi mer hei zitëiert hunn, seet, datt all eenzelen Mount Lockdown eise PIB ëm 2 % bis 3,5 % reduzéiert. Dat heescht ganz konkret, datt mer no dräi Méint Lockdown bei mindestens 6 %, wann net 10,5 % Perte vum PIB wäerte leien!

Wann een a Betruecht zitt, datt zu dëser Reduktioun vum PIB och ipso facto eng Reduktioun vun de Staatseinnahmen kënn, da muss ee kee grouse Pessimist si fir ze soen, datt d'Prognosen düster ausgesinn.

Wa gläichzäiteg de Gesamtpakt, dee mer matdroen, mat 14 % PIB zu Buch schléit, da wësse mer, datt eis Musterschüler-Staatsverschuldung vun 22 % vum PIB Geschicht ass an eis Triple-A-Benoutung mat all Mount Lockdown méi a Gefor geréit. Däers mussen mer eis ganz einfach bewosst sinn.

D'Research-Studie schwätzt vu 4 % bis 6 % vum PIB, dee pro Mount muss staatlécheräits injectéiert ginn. Dat heescht, dee 14 %-Pak ass no spéitstens dräi Méint opgebraucht. Fazit: An eise Ae bezuele mer haut de Präis vun enger verfeeltener Budgetpolitik vu ganz ville Regierunge virdrun!

Amplaz an Zäite vu fetten Iwwerschëss sech eng Mouk ze bilden, fir bei iergendenger Katastroph - an et gëtt ëmmer Katastroph! - gerüst ze sinn, goufen ëmmer nei Weeër gesicht, wéi de Staat Steiergelder ka verschleiden. Hei ass weeder elo de Moment nach d'Zäit fir den Detail. Dee wäerte mer dann opschaffen an eiser Interpellatioun d'„Léieren aus der Kris“.

Jiddefalls si mir als ADR der Meenung, datt zumindest déi grësserwänschte New-Green-Deal-Politik elo hoffentlech wäert vum Dësch sinn!

Da profitieren ech awer, fir zwou, dräi weider Saachen ze soen, déi elo net direkt mam Projet a Verbindung stinn.

Et nervt mech, an ech denken, et nervt och aner Kollegen, datt mer als Deputéiert op kloer a prezis Froe vun der Regierung keng Äntwert kréien! Ech huelen als Beispill dem Martine Hansen seng Fro gëschter, wou d'Martine zu Recht d'Präzisioun gefrot huet, ob Planzenhändler, dat heescht, Leit, déi net selwer eng Pepinière hunn, e Méindeg däerfen opmaachen, jo oder nee. An ech denken, dat doten ass eng Fro, déi kann ee mat Jo oder Nee beäntweren. Déi Leit hunn e Recht, dat ze wëssen!

De Laurent Mosar huet e Plädoyer gehalen, anescht kann een net soen, en emotionale Plädoyer fir d'Independanten. Ech ginn net méi weider dorobber an. Ech stelle just fest, datt hei Leit, déi genausou vill, wann net méi cotiséiere wéi hir eege Mataarbechter, diskriminéiert ginn an datt déi sollten ipso facto déi selwecht Prestatioun kréien am Congé partiel (veuille lire: Chômage partiel) wéi all Mënsch. Do ass net drun ze deutelen!

Et ass einfach net justifizierbar, eng ongläich Behandlung vu Bierger erbäizeféieren! Déi Leit fille sech zu Recht als Bierger zweeter Klass, an da gi se och nach duerch de Vizepremier attackéiert an diffaméiert. An ech soen lech, wann den Här Kersch fir zwee Sou Schimmt an der Panz hätt, géif en demissionéieren!

(**Brouhaha**)

► **Une voix.** - O, o!

► **Une autre voix.** - Très bien!

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Da wollt ech op d'Thematik agoen ...

Zwëscheriff si wëllkomm.

(**Coups de cloche de la présidence**)

Merci fir den „Très bien“!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Reding huet d'Wuert a soss keen!

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Da wollt ech profitéieren, och nach eng Keier op déi Thematik anzogee vu grouse versus kleng ...

► **Une voix.** - An nach een!

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- ... vu grouse versus kleng Geschäfte. Den Här Bettel huet gëschter probéiert, eis ze erklären, firwat datt

grouse international Konzern oder grouse Konzerner däerfen op hunn a kleng Geschäfte net. En huet erkläert, de sanitären Ofstand wier op der grénger Wiss méi liicht ze bewerkstelligen. Och dat ass Brach. Ech lueden den Här Bettel an, bei de Schéine Stär ze kommen, elo haut de Mëtten, a sech do d'Situatioun unzuekucken. Wann dat déi sanitär Ofstänn sinn, déi mer wëllen hunn, si mer um falsche Wee. Et gëtt keng Ursach, firwat datt kleng Betriber mat enger begrenzter Zuel vu Leit dobannen a mat enger Schlaang virun der Dier net kënnen opmaachen. An ech ruffen d'Regierung expressis verbis dozou op, dat ze maachen, och fir d'Suite vum Lockdown erofzesetzen.

(**Interruption**)

Mir deelen der CSV hir Befierchtung, datt mer virun där schlëmmster Wirtschaftskris stinn zanter dem Zweete Weltkrich.

(**Interruption**)

A jo, mir brauche Solidaritéit, mir brauche konstruktiv Zesummenarbecht iwwer all Partei-born ewech. Mee dat ass kee Blankoscheck fir dës Regierung, déi nach laang net alles richteg mécht. Mir als Opposition sinn do, fir de Fanger an d'Wonn ze leeën. A mir wäerten dat och weider maachen, ouni e Blat virun de Mond ze huelen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Une autre voix.** - Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. De Monopol, fir kee Blat virun de Mond ze huelen, huet keng Partei heibannen. An duerfir wëll ech och kee Blat virun de Mond soen, mee hei e puer Saachen zu deem Projet soen, mat deem mer befaasst sinn, deen a groussen Zich zwee Voleten huet, déi zwar enk matenee verbonne sinn, déi awer vun hirer Natur hier an aus verschidden aneren Hisiichte komplett verschide sinn. Engersäits en Emprunt vun dräi Milliarden Euro, deen de Staat muss huelen, fir souwuel déi aktuell Noutmesurë géigenzefinanzéiere wéi awer och fir d'Lach duerch aktuell feelend oder ausfalend Steierrecettë kuerzfristeg ze decken. An op där anerer Säit hu mer et hei mat Staatsgarantien an Héicht vun 2,5 Milliarden ze dinn, fir Banken ze incitéieren, d'Entreprisé mat Suen ze versuergen, also eng Kreditausfallgarantie an Héicht vu 85 % fir d'Banken.

Ass den Emprunt also eng Zort Noutmesur, déi direkt mat den Auswierkunge vun der Coronakris op d'Économie ze dinn huet, esou ass d'Staatsgarantie schonns en Deel Relanceprogramm, deen iwwert déi direkt Noutmesuren erausgeet. An ech gi spéider dorop an. Well mer mat där doter Zort an der technescher Émsetzung vun deem Relanceprogramm awer eis Schwierigkeeten hunn, hu mer och e Vote séparé gefrot. De Kollegen, déi pour appui et méiglech gemaach hunn, sief heimadder och Merci gesot.

Ech wëllt awer ufänke mam Emprunt, dee wichtig ass, fir eeben all déi Noutmesurë vun der Regierung géigenzefinanzéieren, also wéi de Chômage partiel, wéi de Congé pour raisons familiales, wéi all déi direkt an indirekt, also remboursabel Aidë fir Entreprisen an Independanten. All dës bis elo geholle Mesurë kaschten zesumme bal ronn zwou Milliarden Euro. An dobäi wësse mer, datt immens vill am Moment scho realiséiert Ausgaben, zum Beispill am Santésberäich, iwwerhaupt nach net matagerechent sinn an datt d'Rechnung also nach net fäerdeg ass.

A gläichzäiteg wësse mer awer och, datt duerch Decisiounen, och richteg Decisiounen vun der Regierung d'Steierrecetten net méi an deem Mooss erakommen, wéi dat virdrun de Fall war, souwuel direkt Steiere wéi awer och indirekt Steieren iwwert d'TVA, well de Konsum massiv erofgaangen ass, soudatt dësen Emprunt net nëmmen iwwerliewenswichtig fir eist Land ass, mee mer wëssen och elo schonn, datt e bäi Wäitem warscheinlech net wäert duergoen, fir dat Lach ze schléissen, dat dës Kris an déi öffentlech Finanzen schléit.

Also kuerz gesot, deen Emprunt ass ganz wichtig a mir wäerten en als Lénk och matstëmmen.

Méi komplizéiert gesäit d'Saach allerdéngs bei de Staatsgarantien aus. An ech wëll hei betonen, datt mer mam Prinzip vun de Staatsgarantien duerchaus averstane sinn, wa se da cibléiert an orientéiert agesat ginn, wa se en Element vun enger gestalterescher Wirtschaftspolitik sinn. Jo, mir hunn och kee Problem domadder, wa se eng Noutmesur wieren, fir de Betriber hir Liquiditéitsproblemer an der Kris opzefänken.

Mee hei hu mer et awer nach mat eppes aneschtens ze dinn. Et ass eeben en Deel vun enger Postcorona-Relancestrategie. An do muss ech lech soen, datt déi Ingredienten, déi d'Regierung hei proposéiert, eis awer ferm un dat erënneren, un déi Ingredienten, déi d'Regierung och schonn 2009 respektiv 2012 proposéiert huet, fir aus der Kris erauszekommen, an déi net vill Guddes versprochen, nämlech déi eesäitig Stimuléierung vun der Offer. Duerfir ass et interessant, dat Gesetz dann awer emol am Detail ze kucken.

Éischtens, wie kënn dann a Fro fir esou eng Staatsgarantie? Am Gesetz steet, réservé aux „entreprises en difficulté financière temporaire suite à la pandémie du Covid-19“. Dat ass, dat muss, mengen ech, jiddwereen zouginn, eng ganz vag Definitioun, déi wuel all Entreprise iergendwéi erfüllt. Esou zimmlech all Entreprise huet hei am Land duerch de Lockdown eweder manner Recetten oder méi Dépense gehat. A virun allem och: Wie soll dat da kontrolléieren? Also, de Champ d'application vun dësem Gesetz ass immens wäit.

Zweetens, et ginn awer keng Krittären, wat d'Entreprisen därefer mat dëser Staatsgarantie maachen, well dee Prêt ass net just limitéiert, fir temporaire Liquiditéitsproblemer ze iwwerbrécken, wéi dat an aneren europäesche Länner de Fall ass, wou och Staatsgarantië spillen. An als Lénk kéinte mer och domadder liewen, wann d'Entreprisen dës Sue géife benotzen, fir produktiv Investitiounen an d'Realeconomie ze maachen. Mee dësen Text gesäit keng esou Konditiounen vir, wat mat dëser Sue geschéien därefer a wat net.

Well, wéi ass et da mat Scholderstrukturierungen, also, wann Entreprisen op d'Iddi kommen, en eemoleg deiere Kreditt mat héijem Zënssaz eventuell duerch eng Staatsgarantie mat méi middregen Zënssaz auszetauschen?

Wéi gesäit et aus mat der Gewënausschëdung un Aktionären? Missten déi net och encadréiert sinn?

Wéi ass et mam Réckkaf vun Aktien?

Wéi ass et mat Bonie fir Manager, wéi dat am Ausland ganz kloer deelweis verbueden ass an an de legislativen Texter steet, datt dat net därefer geschéie mat Staatsgarantien, mat de sogenannte „Parachute-doréen“, wéi mer se aus deene vergaangenen zéng Joer kennen?

A wéi ass et mat Investissementen vun Entreprisen, déi zwar zu Lëtzebuerg hire Sëtz hunn, am Ausland? An do ass gesot ginn, wéi ech déi Fro opgeworf hunn an der Finanzkommissioun, datt dat net mat europäeschem Recht vereinbar wier. An duerfir hunn ech net schlecht gestaunt, datt Eisträich, déi jo och Staatsgarantien un hir Entreprisen erausginn, dat explizit am Gesetzestext draosten hunn, datt nämlech déi Staatsgarantië just fir Investissementen kënnen benotzt ginn, déi an Eisträich stattfanne respektiv um Territoire vun der EU, mee ausgeschloss sinn Investissementen zum Beispill an Asien.

An d'Fro, déi sech jo och nach stellt, drëtens, dat ass, datt mat deem heiten Text, och am Géigesaz zu anere Länner, keng Oplage bestinn a Saachen Aarbechtsplazen, obwuel dat jo awer eigentlech den Haaptgedanke misst sinn an dëser Kris an an dësem gesamtwirtschaftleche Kontext. Sou ass et zum Beispill duerchaus méiglech, datt Entreprisen dës mat dëser Staatsgarantië kënnen ëmstrukturéieren a massiv Leit entloossen. Dat ass net auszuschléissen! An anere Länner ass dat auszuschléissen!

A véiertens: Dat zentraalt Element vun der Mise en œuvre vun dësem Gesetz si Konventiounen tëschent dem Staat an deene Banken, déi hei matmaachen. Do hu mer héieren, datt déi Konventiounen amgang wieren, negociéiert ze ginn. A mir hunn och an der Kommissioun versprochen kritt, datt mer déi herno zougestallt kriterien. Mee et muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi et méiglech ass, datt mir als Chamber iwwer esou e wichtige Text, deen esou eng grouse finanzpolitesch Envergure huet, decidéieren, ouni datt déi Konventiounen iwwerhaupt virleien. Well et stellt sech jo d'Fro: Mécht de Staat dann de Banken iwwerhaupt via Konventiounen iergendwellech Virgaben? A wa jo, wéi eng sinn dat dann? Wéi déi, wéi se zum Beispill d'Demanden anzeschätzen hunn an op wat d'Banken oppasse müssen? Wéi eng Tauxe se därefer applizéieren?

Och hei hu mer elo gesot kritt vum honorabelen Här Rapporteur, datt d'Tauxe warscheinlech tëschent 2 % an 3 % leien. Och déi sinn am Ausland kloer encadréiert! Eng Bank därefer net méi wéi 1 % froen! Sou ass et an Eisträich gereegelt, wa se op eng Staatsgarantie zréckgräift. Firwat ass dat dann net och zu Lëtzebuerg esou de Fall?

An do muss ech soen: „Dat hunn ech schonn interessant fonnt am Här Mosar senger ganz emouvanter Prestatioun hei, datt den Här Mosar sech opreegt, datt de Staat sech erdreist, ...

**(Interruption)**

... fir Zënzen ze froe fir eng Staatsgarantie, a gläichzäiteg - a gläichzäiteg! - awer net freet, datt d'Banken e kloren Encadrement missten hunn!" An do sinn ech éischter der Meenung, datt de Staat, dee schonn esou vill Suen zur Verfügung stellt, och éischter eppes muss dovunner hu wéi privat Banken!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Baum, erlaabt Der, datt den Här Mosar lech eng Fro stellt?

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Awer selbstverständig.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Här Baum, Dir hutt mer zwar gutt nogelauschtert, mee net gutt genuch. Ech hunn net d'Zëse kritiséiert, au contraire. Ech hunn extra gesot, datt dat total ... Ech hunn déi Fraisen, déi do en compte gesat ginn, Dir wéssst, niewent den Zëse vun 2 % bis 3 % gëtt et 0,2 %, 0,5 %, dat kann herno veruebelt ginn, dat hunn ech kritiséiert, net d'Zënzen!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Dann huelen ech meng Kritik un lech natierlech an deem dote Sënn zréck. Et bleift awer esou, datt mir mengen, datt den Zëssaz, deen d'Banken froen, och ganz kloer misst definiert sinn.

An da komme mer zur Essenz oder zur Quintessenz vum Text. Wat hei geschitt, ass eng Délégation de pouvoir vun der Regierung un d'Banken. Et sinn d'Banken, déi mat hire Clienten zesumme kucken, wéi d'Staatsgarantie kënnen agesat ginn, an dat ouni gréisser gesamtwirtschaftlech Konditiounen, déi ech virdu probéiert hunn ze ernimmen.

Mir kënnen verstoen, datt de Finanz- a Wirtschaftsministère net iwwert déi personell Ressourcë verfüegt, fir all Prêt, all Dossier am Detail kënnen ze kucken, net an deem Mooss wéi d'Banken, déi hir Clienten kennen, obwuel een awer do och soe muss: Wéi ass dat da mat De-minimis-Aiden? Do ass et jo awer de Wirtschaftsministère, deen Dausenden an Dausende vun Dossiere kontrolléiert. Deene Kleng kucke mer op d'Fangeren, bei deene Grouse kucke mer duerch d'Fangeren!

Mee virun allem: All Dossier, an dovunner si mir awer fest iwwerzeegt, all Dossier ab engem gewëssene Montant, sief dat 1 Millioun, 5 Milliounen, 10 Milliounen, iwwert de Montant kann ee sécherlech nach diskutéieren, all Dossier ab engem bestëmmte Montant misst eiser Meenung no vum Finanz- respektiv vum Wirtschaftsministère iwwerpréift ginn, well do spille jo eminent wichtig, deelweis industriepolitesch Enjeu mat. Well et kann dach net sinn, datt mer zum Beispill enger ArcelorMittal eng Staatsgarantie ginn, fir datt déi dann erëm ee Schrottbetrieb an Asien opkeeft, woumat mer dann iwwert d'europäesch Reegelen eventuell gezwonge sinn, e Betrib zu Lëtzebuerg zouemaachen! Dat kann dach net sinn! An do muss de Finanz- a Wirtschaftsministère seng Responsabilitéit huelen.

Här President, zum Schluss: Dës Konstruktioon vun Staatsgarantie ass eng duerch an duerch liberal. Se ass u quasi keng Konditiounen gebonnen, weeder wat d'Entreprise domadder maachen nach wou a wéi se investéieren. Se ass och keng Noutmesure, well se beschränkt sech net op d'Liquiditéitsenkpass duerch d'Coronakris. Mee si ass Deel vun engem duerch an duerch liberale Relanceprogramm, wéi mer en aus de leschte Jore kennen, nämlech andeems schonn nees d'Offer, just d'Offer, mat Liquiditéitsspréitze stimuléiert gëtt.

An d'Suitten dovunner huet grad den Här Reding eis schonn ugekënnegt, well d'Suitten dovunner sinn, datt de Staat wannechgelift an Zukunft erëm eng Kéier ze spueren huet. D'Suitten dovunner sinn déi Austeritéit, déi mer am Ufank vun deem Joerhonnert, vun deem Joerzénge kennt hunn, eng Politik, déi erweisen moossen an deene leschten zéng Joer europawäit net funktionéiert huet.

Här President, als Lénk fuerdere mir eng Relance vun der Economie iwwert d'Nofro, iwwert d'Erhéijung vun der Kaffraaft. An do spillen Elementer wéi Mindestloun mat, wéi eng Steierreform, déi wierklech déi kleng a méttel Salären entlaascht a géigefinanzéiert iwwer grous Revenuen a Fortunen. Mir brauchen zu Lëtzebuerg och eng Mietendecklung, eng Emverdeelung vun deem gesellschaftleche Räichtum, fir eeben déi Nofro an der Gesellschaft kënnen ze stimuléieren, déi dann och der Wirtschaft zeguttkënn.

Duerfir, Här President, stëmme mer den Emprunt mat a wäerten eis bei der technescher Emsetzung vun der Staatsgarantie enthalen, well se net gutt emgesat ginn ass, well se net déi néideg Krittären a Konditiounen erfüllt.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Baum. Leschten ageschriwwene

Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, all Entreprise, déi virum Etat d'urgence viabel war, kann eng Demande de prêt maachen, déi mat deem Projet de loi vum Staat garantiéiert gëtt. Entrepreneuren, déi a finanzielle Schwierigkeete sinn, kënnen tëschent dem 18. März an dem 31. Dezember dës Joer nei Prête bewëllegt kréien, déi vum Staat garantiéiert ginn. D'Zil ass et, d'Aarbeitsplazen an déi ekonomesch Aktivitéit vun de jeeweiligen Entrepreneuren ënnert de bekannte Konditiounen nämlech ze garantiéieren. Et ass e komplementaart Instrument, wat applizéiert ka ginn, wann d'Entrepreneuren hire Besoinen u Fonds de roulement net méi nokomme kënnen, domat se awer eng gewësse Méiglechkeet hunn, dem Impakt vum Coronavirus Meeschter ze ginn.

D'Relance vun där Lëtzebuurger Economie sollt net erschweiert ginn an de potenziellen zukünftige Wuesstum sollt net direkt schonn Affer vun der Kris ginn. Dozou kënnen déi Garantie vum 2,5 Milliarde bäidroen.

Och an eisen Nopeschlänner hu sech déi jeeweileg Politiker mat de vum Staat garantiéierten, bewëllegte Prête beschäftegt. A Frankräich ass den Entrepreneuren dës Garantie och versprach ginn. Leider ass d'Emsetzung vun deem Projet dach e bësse manner erfollegräich, wéi ee sech erhofft hat. Vill Entrepreneuren hunn hir Prêt-Demande refuséiert kritt.

Den administrativen Opwand ass och e grouse Problem an eisen Nopeschlänner. Wichtig ass et also hei, datt an der Richtlinn, an de Konventionen, déi mat de Banke verhandelt ginn, och keen neien administrative Waasserkapp entsteet, well et eebe grad do wär, wou d'Entrepreneuren e weidere Stolpersteen op hirem Wee an d'Relance kéinte geluecht kréien.

Et si vill Ressourcen néideg, fir dës Demanden ze traitéieren. An ech mengen, mir hunn et beim Chômage partiel gesinn, datt dee Ramp-up vun neie Ressourcen net ëmmer ouni Hick geet. An ech hoffen, datt dat bei deemem Projet dann e bësse besser geet, wéi dat bei aneren Aiden, déi scho méi laang elo lafen an déi sech och mëttlerweil etabléiert hunn, da fonctionéiert.

Eis belsch Nopere wëlle mat hirem Bazooka-System Prête garantiéieren. Eleng schonn den Numm, dee se gewielt hunn, weist, wéi grav d'Situatioun ass a firwat et dach aussergeweinglech Moossname sinn, déi hei getraff ginn.

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- Dat ass den Här Scholz mat der Bazooka.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Déi Belsch hunn och vun där Bazooka geschwat, Här Bauler. Da si mer schonn tëschent zwee Nopeschlänner, déi vu Bazooka schwätzen. Dat fänkt zwar elo un, mer e bësse Suergen ze maachen.

► **Une voix.**- Dir musst just de Kapp anzéien.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Jo, ech weess net, ob de Kapp anzéien duergeet. Ech schafen op alle Fall drun, datt meng d'Zilsurface ëmmer méi kleng gëtt an deene leschten Deeg.

(Hilarité et coups de cloche de la présidence)

Am Bezuch op d'Exekutioun vun der Prozedur wënsche mer eis als Piraten also, datt e präzise Suivi ka gemaach ginn an datt déi Prête och séier an einfach kënnen octroyéiert ginn.

Här President, Liquiditéitsproblemer vun de Lëtzebuurger Entrepreneuren solle kënnen gedeckt ginn. Dovunner betraff sinn all déi Betriber, déi temporaire a Schwierigkeete sinn. De Problem sinn natierlech déi Betriber, déi och scho virun drun deelweis a Schwierigkeete waren. An ech mengen, datt dat, och wann et aus europäesche Reegelen ervirgeet, dach e Problem ass, datt mer hei vläicht verschiddeenen Entrepreneuren grad an enger Kris nach eng Kéier dee leschte Stouss iwwert den Ofgrond ewech ginn, andeem mer se vun enger ganzer Rëtsch vu Mesuren ecartéieren.

Entrepreneuren, déi mat verschiddeenen Obligatiounen a Verzuch waren, déi sech vläicht enner normale wirtschaftleche Konditiounen erkrabbeln hätten, déi kënnen sech sécher net erkrabbeln. Och deen Impakt muss mer no der Kris moossen a kucken, fir deen esou gutt et geet ofzefieder. Dat wäert haaptsächlech en Impakt op de Fonds pour l'emploi hunn, mee dat wäert awer och en Impakt hunn op d'Volontéit vu Leit, fir eng nei Aktivitéit vläicht och ze lancéieren.

Virun allem, mengen ech, ass et wichtig, hei unzemierken, datt eng ganz Rëtsch vun de Betriber net fräiwëlleg opgehale hu mat hiren Aktivitéit an net fräiwëlleg gesot hunn: „Mir kënnen elo net schaffen.“ Et war e richtigen Akt vun der Regierung, fir hinnen ze soen: „Dir musst zoumaachen!“ Mee netdestotz war et en Acte volontaire vun der Regierung, fir de

Betriber ze verbidden, verschiddeenen Aktivitéiten ze exekutéieren, an deementsprechend gesinn och d'Responsabilitéit bei genau där Regierung, fir dann derfir ze suergen, datt déi Betriber weider kënnen existéieren. Ob dat Independanté sinn oder grous Betriber, mécht u sech keen Ënnerscheed. Um Enn vum Dag sollt jiddwereen, dee vu Mesur getraff ass, och indennifizéiert ginn.

Et ass u sech gutt, datt mer elo hei net scho CETA oder änlech Traitéeën ënnerschriwwen hunn a schon applizéieren, well do kéint ee sech jo d'Fro stellen, ob dann déi Klausel vum Investitiounsschutz och elo geltend géife gemaach ginn an enger sanitärer Kris. Wa mir als Staat engem Betrib verbidden ze schaffen, kéint dat jee no Schidsgericht dach hypotheetesch esou eng Klausel lancéieren. Ech mengen, datt dës Kris hei weist, wéi wichtig et ass, datt mer eis als Staat de Spillraum loosse, fir esou Mesuren ze huelen, ouni de Risiko anzugeen, herno op Schuedenersatz nach zousätzlech verklot ze ginn. Ech mengen, datt dat eppes ass, wat mer definitiv, och wa mer nach eng Kéier iwwert déi international Traités de libre échange diskutéieren, missten uschwätzen.

Déi 2,5 Milliarde Garantien, domadder, muss ech soen, hunn ech kee gréisser Problem. Et sinn halt Garantien. Mir wëssen nach net, wat d'Stee schlussendlech wäert kaschten. Et ka sinn, datt, wann tatsächlech alles géif gutt goen an enger super Welt, esou wéi dat no 2018 de Fall war, de Staat bei dëser Operatioun, bei dësen ...

(Interruption)

2,8, pardon!

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- 2008.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- ... 2008, pardon, 2008, jo d'Joer!

... no der Kris, datt mer e Boni maachen. Et ka sinn, datt dës Operatioun hei herno e positiven Effekt op d'Staatskeess kéint hunn, wann all d'Prête zréckbezuelt ginn, wann all d'Fraise bezuelt goufen a wa mer keng Ausfäll ze bekloen hunn. Dat wär den Dramzenario. Kënn et dozou? Mir wëssen et net.

Haut si mir Entrepreneur. Haut lancéiere mir eis an en onbekannte Risiko vun 2,5 Milliarde Garantien, wou mer net wëssen, ob herno 2,5 Milliarden ausbezuelt muss ginn, ob mer op null erauskommen oder ob mer vläicht e kleng Excedent generéieren.

D'Alexandra Ballmann, d'Presidentin vum Jonken Handwerk, huet an engem rezenten Artikel esou schéi gesot: „Trau dech, maach dech selbstständig!“ kruit an dëser Zäit eng ganz nei Bedeitung, well et muss ee wierklech an Zukunft Courage hunn, wann ee weess, datt, wann et haart op haart kënn, een eleng do-steet.“ An am nämmlechten Noméit vum Dag, wou et dat publizéiert huet, huet de Vizepremier Dan Kersch nach eemol nogeluecht an dës Ausso quasi confirméiert mat der Ausso: „Wann en Independant Chômage partiel wëllt, da muss en ophalen, Independant ze sinn.“

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Ech muss soen, dës dierf net de Message sinn, dee mer dobausse vermëttelen. An ech si frou, datt dës Projet, dee mer elo grad diskutéieren, an déi aner Richtung geet! Et muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi et do da mat der Kohärenz vun den Aussoen ass. Et dierf net sinn, datt aus engem „Trau dech!“, dee mer déi lescht Jore ëmmer erëm lancéiert hunn, en „Trau dech net!“ direkt aus dem Mond vun engem Vizepremier gëtt. Esou kann een den Dram vun der Startupnation Lëtzebuerg nämlech direkt vergiessen.

D'Piraten si sech bewusst, datt een iergendwou muss ufänke mat Entscheidungen an datt een och Limite muss setzen. A vu datt mer net mat all de Limite ganz averstane sinn, déi am Projet de loi hei geholl goufen, hu mer dann och en Amendement deposéiert, deen ech dem President ginn.

Amendement 2

L'article 3 paragraphe (3) est libellé comme suit :

« (3) Le montant maximal des prêts éligibles à la garantie pourra représenter jusqu'à 25 % du chiffre d'affaires de l'entreprise bénéficiaire constaté sur l'année 2019, ou, à défaut, la dernière année disponible.

Pour les jeunes entreprises innovantes, telles que définies à l'article 8 de la loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation, le montant maximal des prêts éligibles ne peut dépasser le double du coût salarial annuel total de l'entreprise bénéficiaire, y inclus les charges sociales ainsi que le coût du personnel travaillant sur le site de l'entreprise mais considéré officiellement comme des sous-traitants, pour l'exercice fiscal 2018 ou pour le dernier exercice fiscal disponible.

Dans le cas des entreprises créées après le 31 décembre 2018, le montant maximal du solde restant dû du crédit ne doit pas dépasser le coût salarial annuel estimé pour les deux premières années d'activité. »

Commentaire de l'amendement

L'option de pouvoir estimer le coût salarial est élargie aux jeunes entreprises innovantes qui existent moins que 2 ans afin de permettre aux jeunes start-ups en phase de développement de pouvoir faire valoir les coûts prévus dans leur business plan au lieu de coûts moins élevés.

En conséquence, l'année de référence est portée à l'année 2018 pour les cas où des comptes annuels pour un exercice fiscal plus récent ne seraient pas disponibles.

(s.) Sven Clement, Marc Goergen, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- An deem Amendement fuerdere mer, datt au contraire vun deem, wat am Gesetz steet, nei gegrennte „jeunes entreprises innovantes“ - an ech si mer bewusst, domadder gi mer manner wäit wéi d'Amendement vun der CSV, déi dat op all jonk Entrepreneuren wëllen ausdeenen, wat ech och ganz sympathesch fannen, mee mir hu bewusst de Choix gemaach, hei vun de „jeunes entreprises innovantes“ ze schwätzen, Startuppen, Firmen, déi e séiere Wuesstum wëllen hileeën -, datt déi net nëmme déi éischt fënnef Méint - also d'Firmen, déi dës Joer gegrennt goufen -, kënnen hire Coût salarial estiméieren, mee datt all Firma, all jeune Entreprise innovante, déi dat d'lescht Joer gemaach huet, dat och kéint benotzen als Grondlag, fir eeben hir Prête ze froen.

An da komme mer zu deem leidege Punkt vum Prêt. Et dierf een net vergiessen, dës Gesetz geet net nëmme ëm Staatsgarantien, dës Gesetz geet och ëm en neien Emprunt, deen d'Chamber der Regierung autoriséiert. Dat heescht net, datt déi Suen, déi mer haut autoriséieren, muer geholl ginn. Dat ass eppes, wat mantra-arteg a leschten Autorisatiounen ëmmer widderholl gouf. Mir wëssen, datt déi dräi Milliarden, déi mer haut stëmme, tatsächlech gebraucht ginn. Et muss ee sech awer d'Fro stellen, wien opmierksam de Budget 2020 gelies huet, dee weess, datt de Staat haut schonn d'Recht huet, 3,2 Milliarden, wéi de Finanzminister och an der Kommissioun gesot huet, ze zéien.

Dat heescht, wat mer haut maachen, ass, mir ginn der Regierung d'Recht, net 3,2 Milliarden zéien ze goen, net 3 Milliarden zéien ze goen, wéi d'Gesetz géif undeiten, mee insgesamt, ouni nach eng Kéier an d'Chamber ze kommen, 6,2 Milliarden. A wann ech dann héieren, datt de Claude Haagen ugedeit huet hei op der Tribün, datt ee 6 Milliarde jo kéint zéien, ouni d'Stabilitétskrittäre vu Bréssel a Fro ze stellen, da kënn mer déi Zesummesetzung vu 6,2 Milliarden, déi mer elo autoriséieren, wa mer dat heite stëmme, dach e bësse spuenesch vir. Et ass nämlech komescherweis dee Montant, deen de Claude Haagen virun hei ugeschwat huet!

War dat e freudsche Verspriecher? Ech kann lech et net soen.

Ech mengen, de Claude Haagen wëllt eppes soen, Här President. Ech géif em dat dann och zougestoen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Haagen wëllt lech eng Fro stellen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Jo, merci, Här President. Dat war kee freudsche Verspriecher. Eischtens hunn ech net déi 60 % a Fro gestallt vu Bréssel, wéi Der se nennt, mee ech hunn drop higewise mat 30 %, 30 % ...

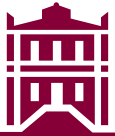
► **M. Sven Clement (Piraten).**- Ech hunn elo net vu 60 % geschwat.

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Pardon, Dir hutt elo grad Bréssel ernimmt. 30 % stinn am Koalitionsaccord, datt bis 6 Milliounen kéinte gezu ginn, datt een dann déi Krittäre vis-à-vis vum Regierungssaccord nach ëmmer géif respektéieren. Dat hunn ech dozou gesot.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Ech aktéieren déi Ausso, datt de Regierungssaccord virgesäit, nach kënnen bis zu 6 Milliarden ze léinen, an datt haut d'Chamber soll genau dat autoriséieren. Dat ass dat, wat mer haut maachen.

Ech soen dofir och: „Mir wäerten d'Garantien op alle Fall matstëmme, well dat den Entrepre-



sen hëlleft. Mir wäerten awer, wat de Prêt ugeet, dergéint stëmmen, well mer der Mee- nung sinn, datt de Staat haut d'Recht huet, 3,2 Milliarden ze zéien. An als Éischt soll e seng Re- serven zéien, éier en da mat neie Prête bei d'Chamber kënt.

Ech soen lech Merci.

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vill- mools, Här Clement.

An elo huet d'Regierung d'Wuert. Fir d'Éischt den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Léif Deputéiert, ech si frou, dass mer dësen Debat hei hunn. Ech si frou, dass d'Regierung gechallengegt gëtt bei deene Mesuren hei an dass mer mat dësem Gesetz an d'Chamber komm sinn, fir dësen Debat ze féieren. Och wann et heiansdo e bësse painful ass, verschidde Saachen, déi ee gesot kritt, ass et awer wichtig, dass een all Son de cloche hei kann héieren.

Mir hunn haut eng Diskussioun iwwert dëst Gesetz, wat e weidere Baustein ass an engem Stabiliséierungspak, deen d'Regierung ganz schnell presentéiert huet. Mir hu mat als eent vun deenen éischte Länner an Europa op esou eng staark a resolutt Aart a Weis op dës Kris reagéiert. Mir hunn den 20. März annon- céiert, dass mer géife mat dësem Stabiliséie- rungspak kommen. Et ass e Pak, deen 8,8 Mil- liarden Euro mobiliséiert, dat si 15 % vun eisem PIB. Et si weineg Länner, déi esou vill an esou schnell Moyene mobiliséiert hunn am Kampf géint d'Coronaviruskris.

Mir hunn de 25. März dunn dëse Stabiliséie- rungspak presentéiert. Dat sinn haut am Ganze 36 Mesuren, déi scho vu verschiddene Riedner hei beschriwwen gi sinn. Am Laf vun der Zäit sinn der 16 derbäikomm. Tëschen dem 25. März an dem haitegen Dag si 16 Mesurë bei dee Pak komm. Dat weist, dass dat heite kee figéierte Rettungspak ass, kee figéierte Stabili- séierungspak ass, dass mer gewëllt sinn, hei no- besseren, an dass mer dat och maachen, wann dat néideg ass. Et huet sech mat der wirt- schaftlecher Kris e bëssen änlech wéi mat der sanitärer Kris: Mir mussen e konstante Moni- toring maachen. Mir mussen d'Situatioun zu all Zäit evaluéieren. Mir musse kucken, wat um Terrain geschitt. A gleefft mer, mir maachen dat!

Här Mosar, Dir sidd net deen Eenzege, deen am enke Kontakt ass mat de Betriber. Ech schwätzen all Dag mat Betriber. Ech gi bei se, wou dat méiglech ass. Ech schwätze mat de Federatiounen. Ech schwätzen och mat de Ge- werkschaften. An ech weess, wéi schrecklech d'Laag ass. Ech weess, wéi brutal dës Kris aschleift an alle Wirtschaftssektoren, a ver- schiddenen extrem brutal. Do ass de Manque vum Chiffre d'affaires, d'Ewechfale vum Chiffre d'affaires total. Dat sinn déi, déi hu missen zou- gemach ginn an der Covid-19-Kris. Bei ane- ren, déi nach kënnen weiderschaffen, ass et och schlimmer. Do ass et tëschen 40 %, 50 %, 60 %. E puer weineg Betriber schaffen normal weider a maache souguer besser Geschäfte, wou den Här Margue och elo d'éinescht e Bei- spill genannt huet.

(Interruption)

Mee déi allermeescht si ganz, ganz schlecht drun. An dofir wäerte mer och weiderhin an deenen nächste Wochen a Méint do upassen, wou muss ugepasst ginn, do nobesseren, wou muss nogebessert ginn. An dat maache mer och. Dat huet de Premier gëschter schonn an- noncéiert an ech wäert och duerno nach ganz kuerz drop zréckkommen.

Dëst Gesetz setzt op d'Bankeplaz. Dat huet de Rapporteur ganz gutt gesot a senger Ried, an ech soen em Merci fir säi wéi ëmmer exhaus- tiven a ganz exzellente Rapport. Et setzt op d'Bankeplaz, op eis staark kapitaliséiert Banken. Et knäppt do un, wou déi Moratoiren ophalen, déi 7.000 Moratoiren, déi scho vun de Banken accordéiert goufen un d'Betriber hei zu Lëtze- burg.

De Pierre Gramegna geet duerno am Detail, mengen ech, nach op déi Mesuren an. Mee et ass hei am Fong en Instrument, wat déi mittel- a laangfristeg Besoine vun de Betriber éischer ofdeckt wéi déi kuerzfristeg. Dat hei si Prëten, déi kënnen bis zu sechs Joer laang lafen, dat heescht, hei si mer am Fong éischer schonn an enger Optik Relance e bësse méi à long terme, wéi bei deene Mesuren, déi mer bis elo an enger éischer Phas vum Stabiliséierungspak geholl hunn.

Wat extrem wichtig ass, dat ass, dass een dëse Pak als e Ganzt muss gesinn! Et ass eng Ge- schierkëscht, déi mer hei oppesat hunn. Ver- schidde Betriber brauchen dës Garantie guer net, déi mer haut hei adoptéieren. Bei deene geet et duer mat der Direkthëllef vu 5.000 Euro a vläicht brauche se nach eng Avance remboursable vu bis zu 500.000 Euro, déi effektiv jo ouni Garantie, ouni perséinlech Garantie kann direkt vum Staat accordéiert ginn. Dat heescht, dat muss een hei wierklech au cas par cas kucken. Déi Mesure hei ass fir Verschiddener, wéi gesot, net néideg, mee fir anerer ass se eventuell im- mens wichtig an enger Optik och vu Relance.

Fir lech eng Iddi ze gi mat e puer Chifferen, wou mer dru sinn an der Émsetzung vun dësem Stabiliséierungspak, géif ech lech hei gären e bëssen en Update ginn, wéi déi ver- schidde Mesurë sollicitéiert ginn.

De Chômage partiel, an ech hunn dat schonn e puermol gesot an ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen, ass wierklech déi wichtegst Mesure am Kampf géint d'Wirtschaftskris, well et déi Mesure ass, déi et de Betriber erlaabt, hir Mataarbechter ze hale während dëser totaler Flaute, während dëser Kris.

An, Här Baum, wann Der sot, mir géifen hei en total liberale Plang fir de Sauvetage vun de Be- triber maachen, da kann ech dat net esou stoe loosse am Moment! Dat ass falsch! An Dir liest jo och vill, wat am Ausland esou doruechter gemaach gëtt a wat geschitt. Wann et ee so- ziale Marqueur gëtt, wann et ee Marqueur gëtt fir eng sozial Maartwirtschaft, dann ass et de Chômage partiel! An deen hu mir hei an dee setze mir hei massiv an! An et ass deen, deen et de Betriber erlaabt, Aarbechtsplazen ze retten. An et ass deen och, deen et den Aarbechter er- laabt, en Akommes ze behale während dëser exzeptioneller Zäit.

Hei hunn d'Leit ëmmer nach en Akommes a si kënnen dem Enn vun der Kris relativ serein ent- géintkucken. Dat hu mir, dat hu ganz vill aner Länner net!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - De Chômage partiel, do sinn um Stand haut 211.716 Salariéen - 211.716 Salariéen -, déi dovunner betraff sinn, déi dee geholl hunn. Dat sinn ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Fayot, erlaabt Der, datt den Här Baum lech eng Fro stellt?

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Ech hätt gär, dass en dat duerno mécht, wannechgelift, wann ech fäerdeg sinn.

Dat sinn 11.063 Betriber, déi de Chômage partiel ugefrot hunn an déi en och accordéiert kruten. Leschte Stand hu mer do 440 Milliounen Avancé bezuelt. Dat gëtt lech eng Iddi vun der Violenz, vun der Brutalitéit vun dëser Wirt- schaftskris.

Bei den Direkthëlfe, do hu mer déi 5.000 Euro fir d'Commerçanten an d'Handwierker. Do si 5.000 Demanden akzeptéiert ginn. Dat ass eng 25-Milliounen-Euro-Enveloppe, déi mer do mussen deblockéieren. Bei deenen Hëllef fir déi Onofhängeg vun 2.500 Euro, déi elo just online gaange sinn, do kommen och schonn déi éischt Demanden eran an déi ginn och schnell verschafft.

Bei den Avances remboursables, dat Instru- ment, wat mer hei virun zwou Wochen adop- téiert hunn, do ass et esou, dass 400 Deman- den erakomm sinn an déi 100 éischt ginn elo an deenen nächsten Deeg och do ausbezuelen.

Dat ass ee klengen État des lieux vun der éischer Phas vun der Émsetzung vun deem Stabiliséierungspak.

Et ass och scho gesot gi vu verschiddene Vir- riedner, an de Premier huet dat och gëschter annoncéiert: Mir hunn decidéiert, dass mer elo nei Aiden hei wäerten asetzen, déi direkt hëlfe- fen, Cash an d'Täsch, wat jo esou vill gefrot gëtt vu verschiddene Betriber, vu Federatiou- nen. Och do lauschtere mer no! Mir hunn dat verstanen, dass verschidde Betriber akut Liquiditéitsproblemer hunn, déi därmoosse schwaach op der Broscht sinn, dass se och hesitéieren, sech ze verschëlden. Do musse mer mat méi Direkthëlfe schaffen. An do, d'Simone Beissel huet et gesot, gi mer fir déi Betriber vun 0 bis 9 Mataarbechter nach eng Kéier 5.000 Euro Direkthëllef fräi. Fir déi e bësse méi grouss zu 20 Mataarbechter geet dat erop op 12.500 Euro. An och bei den Indepen- danten huele mer dat ënnert d'Lupp a kucken, wéi mer do kënnen nobesseren. Dat wäerte mer an deenen nächsten Deeg maachen an dat wäert och d'nächst Woch annoncéiert ginn.

Här President, ech wollt dann nach kuerz eppes zu deenen Amendementen soen, déi haut nach eng Kéier vun der CSV a vun de Piraten komm sinn. Dat sinn déi selwecht Amendementen iwwregens, mengen ech, wéi déi, déi an der

Kommissioun diskutéiert gi sinn uganks der Woch.

Zu deenen Entreprises, jonk Entreprises non in- novantes wëll ech soen, dass dat heiten, men- gen ech, net dat Haaptinstrument ass fir esou Entreprises. Fir déi Entreprisë sinn d'Avances remboursables vill méi interessant, vill méi attraktiv. Wéi gesot, do kënnen se bis zu 500.000 Euro geléint kréien ouni Garantie per- sonnelle, mat engem flexibele Remboursement no fréistens engem Joer, wou och gekuckt gëtt, dass déi Betriber à meilleure fortune mussen zréckkomm sinn. Dat heescht, si ginn net er- stéckt mat engem Plan de remboursement, dee se net kënnen aushalen. Dat heescht, dat ass eng vill méi grouss Flexibilitéit, an ech denken, dass déi jonk, meeschtens kleng Betriber do besser ofgedeckt si mat där Mesure wéi mat dëser Garantie fir d'Banken.

Da kënt nach derbäi, dass déi Betriber natier- lech och kënnen de Chômage partiel huelen, wa se Salariéen hunn. Si kënnen en plus eng Garantie kréie bei der SNCI mat engem Élément d'aide, well den Taux méi niddreg ass op deene Prëten. A wéi gesot, si kënnen och eng Indemnitéit froen, wa se do eligibel sinn.

Zu de Startups wollt ech dem Här Clement zu sengem Amendement soen, dass een, mengen ech, awer net ka soen, dass mer näischt fir d'Startups maachen! Mir hunn d'Aiden eropge- schrauft fir d'Startups. Mir ginn elo op 70 % erop mat eisen Aiden-Instrumenten am Wirtschaftsministère, fir de Startups ze hëlfe, hire Businessplang ze realisieren. Mir hunn e Concours lancéiert, StartupsVsCovid19, wou d'Startuppe kënnen hir Iddien, hir Kreativitéit bréngen, mat Iddien am Kampf géint de Virus. Dat ass e Concours, wou se kënnen eng Enve- loppe kréie vu bis zu 150.000 Euro. An natier- lech sinn d'Startups och eligibel, wa se Perso- nal hunn, fir Chômage partiel, fir Aiden, fir Aus- setzung vum all méigleche Bezuelungen et ce- tera. Dat heescht, och do, mengen ech, kann een net soen, dass hei näischt gemaach gëtt.

Schlussendlech zu den Entreprises en difficulté. D'Entreprises en difficulté, jo, dat sinn déi, déi schonn ... Am Prinzip sinn déi ausgeschloss, déi scho virum 1. Januar 2020 a finanzielle Schwie- regekte waren. De Krittär do ass, dass se méi wéi 50 % vun hirem Capital social verlor hunn oder, bei Einzelpersonen, dass se en faillite sinn.

Gutt! Wann elo zum Beispill déi Betriber, déi vum Tram betraff sinn, vun den Aarbechte vum Tram, wann der do derbäi sinn, déi déi Krittä- ren nach net erfüllen, da soen ech: Firwat net? Firwat sollen déi net kënnen heivunner benefi- ciéieren? Da mussen d'Banken dat kucken au cas par cas, ob déi déi Kreditter, déi se gegee- benefalls kréien, kënnen rembourséieren, an da sinn déi natierlech tout à fait eligibel och fir dës Garantien. Ech mengen, dat ass net aus- geschloss, dat ass och bei deenen aneren Avanceninstrumenter net ganz anescht.

Voilà! Ech soen lech alleguer Merci, dass Der dat Gesetz hei stëmmt. Ech mengen, et ass jo eng breet Zoustëmmung.

Ech géif och nach gär eng hallef Minutt vun dëser Tribün profitéieren, fir e bësse Reklam- me ze maachen. Mir hunn haut eng Onlineplatt- form lancéiert mam Wirtschaftsministère, déi heescht EPI-Covid19.lu. Dat ass eng Plattform, déi zesumme mat Luxinnovation, mat der Ekip vum wedo.lu vun der Fédération des Arti- sans lancéiert ginn ass, mat der Chambre de Commerce, der Fedil an der Chambre des Métiers an och der CLC, wou d'Leit kënnen hiert Material, Schutzmaterial drop pousten. Dat heescht, all déi, déi eppes produzéieren am Beräich vu Schutzmaterial, sief et Mondscht, sief et Masques chirurgicaux, sief et Visièren, Écrans de protection en plastique, Schiertecher, Desinfektanten, déi kënnen dat dorober pos- ten. Wéi gesot, dee Site, dee geet elo online. Do kënnen d'Gemengen, eenzel Persounen, Betriber kucke goen, wie produzéiert, an dann déi Leit uschreien an do kucken dann, fir mat deenen eng Transaktioun ze maachen. Ech mengen, dat ass e ganz utilit Instrument, wou ech lech och géif alleguer invitéieren, drop zréckzegräifen. Dat heescht, dat fannt Der ënner www.epi-covid19.lu.

Voilà! Villmoools merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech hunn nach dräi Froen un lech, Här Fayot.

Fir d'Éischt den Här Baum, dann den Här Clement an dann den Här Mosar.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech froen d'Wuert, well den Här Fayot mech direkt ugeschwat huet. An ech wëll dem Här Fayot soen, dee jo sécher net manner belies ass wéi ech, deen och duerfir zu Recht am Ufank vu senger Ausféierung gesot huet, datt dat hei, d'Staatsgarantie, en Deel vun engem Relanceprogramm ass, wou ech em

komplett Recht ginn, dass dat och meng Argu- mentatioun war.

Wou mer eis bis elo heibannen eens waren, dat sinn d'Krisemesuren, fir elo während dem Aus- namezustand d'Économie opzefänken. Do si mer hei an der Chamber unanime domat d'accord gewiescht, datt all déi Mesuren, déi agefouert gi sinn, wéi de Chômage partiel, wéi de Congé pour raisons familiales, néideg, wich- teg a richtig sinn. An datt mer do och deelweis eisen Nopeschlänner wäit viraus sinn, dat stellt kee Mënsch a Fro.

Wouriwwer mer elo awer eng politesch Debatt brauchen, Här Wirtschaftsminister, dat ass, wéi dee Relanceprogramm ausgesäit. An do be- halen ech mir als Lénke vir ze soen: „Deen ass net encadréiert genuch an e riskéiert, dat selwecht ze maache wéi och schonn 2009.“

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Fayot.

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Här President, dat do war keng Fro. Ech wëll just soen, de Relanceprogramm, deen huet nach net ugefaangen. Dat hei ass een Instru- ment, wat méi eng Finanzéierung à moyen terme, à moyen/long terme bréngt. Mee dat kann ee jo awer nach net als en Deel vun engem Stimuluspackage oder vun engem Re- lanceprogramm gesinn. Dat heescht, wannech- gelift, kommt, mir féieren déi Debatt, wa mer esou wäit sinn!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Da wär et elo um Här Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Merci och dem Minister nach eng Kéier fir seng Explikatiounen.

Ech wollt e just froen, wou en a menger Ried héieren hätt, datt ech behaupt hätt, mir géifen näischt fir d'Startuppe maachen. Ech hu kriti- séiert, datt deen heite Projet a mengen Aen net wäit genuch geet fir Startuppen. Ech ka mech awer net erënneren, a menger Ried gesot ze hunn, mir géifen näischt fir d'Startuppe ma- chen. Ech mengen, ech hunn och an der Kom- missioun gesot gehat, hei gesot gehat, datt mer eng ganz Rëtsch Saache maachen, datt dat hei complementaire ass. Duerfir huet mech déi Ausso awer e bëssen erstaunt. A vläicht hunn ech meng Ried selwer a schlechter Erën- nerung, mee da kann de Minister mech erhel- len.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Fayot.

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Tant mieux! Dont acte! Also wann Der dat sot, da si mer jo all op där selwechter Linn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech mengen, da kënnen mer direkt bei den Här Mosar goen.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, merci. Ech sinn och ganz frou iwwer eng Rei vun Äntwerte vum Här Fayot. Mir sinn eis och eens, datt déi Mesuren, déi mer bis elo hunn, nach net duer- ginn, datt nach muss eng Schëpp bäigeluecht ginn. Mir wärd dann och mat Spannung drop, wat an deenen nächsten Deeg nach zousätzlech Mesurë wäerte sinn, ganz beson- nescht fir d'Independanten.

Dann awer e Wuert zu eisem Amendement. Dat zielt d'ailleurs och fir dem Här Clement säin Amendement, well se allen zwee an déi selwecht Stoussrichtung ginn. Ech mengen, datt do awer e bësselchen eng Konfusioun ass.

Et ass esou, Dir hutt am Projet de loi eigentlech eng ganz gutt Dispositioun dragesat, wou déi Entreprene, hei haaptsächlech d'Entreprises in- novatives, déi nom 1. Januar 2020 constituéiert gi sinn an déi déi normal Konditiounen net er- fëllen, eigentlech profitéieren vun enger speziel- ler Dispositioun, déi seet, datt, fir kënnen an de Genoss vun deenen Aiden ze kommen, ech liesen lech et vir: « [...] le montant maximal du solde restant dû du crédit ne doit pas dépasser le coût salarial annuel estimé pour les deux pre- mières années d'activité. »

Eis Suggestioun, an ech mengen, dem Här Clement seng geet an déi selwecht Richtung, ass, fir de Benefiss vun där doter Derogatioun och op déi Entreprene auszedeeenen, déi säit dem 1. Januar 2019 bis den 31. Dezember 2019 constituéiert goufen. Well ech fanne et elo e bësse gelungen, wa mer do en Enner- scheid maachen tëschen deem, deen eng En- treprise, wat weess ech, de 4. November constituéiert huet a gradesou an enger on- méiglecher Situatioun ass wéi deen, dee se den 3. Januar constituéiert huet. An duerfir hu mir gefrot, datt en einfach soll och déi Entreprisë mat eranhuelen, déi sech säit dem 1. Januar 2019 constituéiert hunn.

Do, wou en Ennerscheid ass tëschen dem Här Clement an eis, ass, datt den Här Clement dat

wëllt fir déi Entreprise-innovanté reservéieren a mir et generell fir all Entreprisé wëllen opmaachen.

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.**- Jo, Här Mosar, mir haten déi Diskussioun schonn an der Kommissioun. Dir wësst, dass mer eis hei an engem europäesche Kader beweegen, dass mer eng Partie Definitionen hunn, deene mer net kennen ..., déi eis imposéiert sinn am Kader vun esou engem Gesetz. An dat hei ass eng vun deenen. Dat heescht, ech gesinn elo hei, éierlech gesot, keng Marge de manoeuvre, fir méi wäit ze goen, wat d'Appreciatioun ass vun dem ..., wat den Test ass vum Chiffre d'affaires oder vun dem Debut vun der Année financière.

Wéi gesot, hei si mer an engem europäesche Kader. Dee muss mer respekéieren. An do sinn eis e bëssen, leider, d'Hänn gebonnen.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Ech mengen zwar net. Dat ass richteg fir d'Entreprises en difficulté. Ech mengen, datt Der hei keng esou eng Dispositioun hutt. Ech wär dann awer vläicht frou, Här Fayot, wann Der eis géift konkret weisen, wat fir en Artikel a wat fir engem EU-Reglement dat doten net méiglech mécht.

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.**- Gutt! Très bien! Dat ass gutt. Da reeche mer lech dat do no.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech mengen, ech ginn elo d'Wuert weider un den Här Finanzminister, den Här Pierre Gramegna. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt wëll ech ënnersträichen, dass ech frou sinn, dass mer en Debat hei an der Chamber hunn. D'Regierung hätt ganz gutt kennen en Urgencepak ficeléieren an iwwer Reglement grand-ducal maachen, mee dat wollt mer net.

Mir wollten, dass dat hei an der Chamber soll diskutéiert ginn. Ech kann lech soen, ech kenne Länner, do ass dat ganz anescht gaangen! An ech si frou, och wa mer eis net iwwer alles eens sinn, d'Majoritéit an d'Oppositioun, ech si frou, dass mir esou een Debat hei zu Lëtzebuerg kenne féieren.

Ech sinn och frou, dass mer relativ séier déi normal legislativ Prozedur konnte mat lech maachen. D'Gesetz ass de 27. März deposéiert ginn. Mir hunn also dräi Woche gebraucht. Mir hunn all d'Antworten op Är Froe ginn. Ech si frou, dass mer haut hei dann dostinn.

D'europäesch Recht ass och invoquéiert ginn, ech muss doriwuer een, zwee Wuert soen, an dann och e puer Wuert iwwer Europa, vu dass den Deputéierte Claude Haagen och vill dorop agaangen ass. An ech mengen, et dierf een Europa an där heiter Diskussioun och net vergiessen.

Den Droit de le concurrence ass dat, wat en ass. En ass awer elo ganz vill opgemaach gi vun der Kommissarin Vestager op eng Aart a Weis, wéi dat ganz selten an der Geschicht de Fall war, wann et iwwerhaupt jee gemaach ginn ass, wat och beweist, dass d'Kommissioun genau weess, dass mer hei an enger Kris sinn, wéi nach ni eng do war.

Ech ginn elo net op d'Similituden an d'Différence vun der Kris vun 2008 par rapport zu där heiter an. Dat géif eis ze wäit féieren. Mee dat hei ass eng plötzlech Kris, déi ganz déif geet.

Wat huet Europa dann och proposéiert? D'Kommissioun proposéiert, dass de Pacte de stabilité et de croissance soll a Klammere gesat gi fir d'Joer 2020. Dat äntwert zum Deel, mengen ech, op d'Fro vun Deputéierten Haagen. A Klammere heescht, dës Joer wäert och kee kennen den Objectif à moyen terme anhalen, kee Mënsch wäert kennen anhalen, wat e versprach hat, kee Budget wäert kennen agehale ginn, wéi e gestëmmt ginn ass. Dat ass eng Realitéit!

An ech si frou, dass d'Kommissioun dat agesinn huet. An dofir ass en a Klammere. Wéi e muer erëm opersteet, vu dass mer no bei Ouschtere waren, weess keen. Mee et ass kloer, dass mer hei an enger exzeptioneller Situatioun sinn. Ech sinn och frou, dass Lëtzebuerg an der Diskussioun vun de Coronabonds, fir se elo emol esou ze nennen, dat eenzegt Triple-A-Land war, wat de Bréif un de President Charles Michel ënnerschriwwen huet fir ze soen: „Mir sinn derfir!“ An ech weess, dass och hei am Sall déi Meescht derfir sinn.

(Interruption)

Mir kucken effektiv Europa net duerch de Brëll vum Egoismus. An deen, deen Europa esou wëllt kucken, dee mécht Europa futti. Mee déi, déi Europa futti maachen, sinn oft déi, déi souwisou Europa wollt futti maachen. Lëtzebuerg ass net op där Schinn.

An dee Pak, dee mer d'lescht Woch am Eurogroup zréckbehalen hunn, dee 580 Milliarden Euro duerstelt, ass e ganz gudd Pak. An do si véier Mesuren dran. Dat sinn der dräi kuerzfristeg an eng, déi vum Fonds de relance, déi ass absolut wäertvoll! An dat ass déi nei Pist, op där mer muss schaffen, fir Investissemter ze kréien an Europa, fir dass mer net dee selwechte Feeler maache wéi 2008 an d'Joren duerno, wou Europa ze wéineg investéiert huet, an dofir an d'Hannertreffte komm ass.

Mat grousser Rapiditéit, ech kommen elo op Lëtzebuerg zréck, hu mer dann dee Plang, dee Pak, dee Stabiliséierungspak vun 8,8 Milliarden Euro an der Regierung ficeléiert. De Minister Fayot huet dat jo och beschriwwen. Dat ass dee gréisste Pak, dee mer jee beschloss hunn. An dat ass och ganz séier gemaach ginn. Mir waren ee vun den éischte Länner. Bal 15 % vun eisem PIB. An ech géif lech all encouragéieren, eise Pak global ze kucken.

Ech kréien oft gesot vun deem engen a vun deem aneren: „A, do ass eng Mesure an Däitschland, déi ass méi gönschteg wéi zu Lëtzebuerg.“ Jo, déi spezifesch Mesure ass vläicht liicht méi gönschteg wéi zu Lëtzebuerg. Mee de Chômage partiell an Däitschland, deen ass vill méi ongönschteg wéi zu Lëtzebuerg! Ech géif awer och net wëlle mat deenen tauschen!

An dann hunn d'Fransousen eppes Neits fonnt, wat mir nach net hunn, da muss mir dat och hunn. Wannechgelift! Et geet net drëms, eng Course ze maachen, wivill Zorte vu Mesurë mer wëlle maachen, mee de globale Paquet ze kucken. An et geet haaptsächlech drëms en fait, den Entreprises esou vill wéi méiglech alleguerten ze hëllef. Dat ass d'Zil, ob se kleng sinn, ob se grouss sinn, ob se ganz kleng sinn, ob et Independanté sinn. Si sinn, eis Wirtschaft ass dat, wat eis zesammenhält, ass dat, wat mécht, dass mer Steieren erakréien, ass dat, wat mécht, dass mir hei stinn a sätzen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Soss kënne mer dat jo net. Ech mengen, do si mer eis dran eens.

Dës Gesetz, wéi richtegerweis ënnerstrach ginn ass, huet zwee Elementer dran, en Element vu Garantien an en Element vun Emprunten. An et ass richteg, dass d'Elementer vu Garantien schonn an d'Zukunft kucken an dass et do och schonn em de Redemarrage vun der Wirtschaft geet.

An et ass richteg, dass den Emprunt, komescherweis bal, kéint ee soen, court Terme ass. En ass court Terme, well d'Depensen elo, genau elo geschéien. Normalerweis, wa mer vun Emprunte schwätzen, dann denke mer laangfristeg: „Mir brauchen Emprunte fir Investissemter an den nächste Joren.“ Hei brauche mer Milliarden direkt, wéinst dës Kris. Dat ass et nach ni gi säit dem Zweete Weltkrich.

Dann iwwert déi zwee grouss Elementer, d'Garantien, an da wäert ech och op e puer Froen äntwerten. Fir d'éischt wëll ech dem André Bauler Merci soe fir en exzellente mëndleche Rapport an och d'Aart a Weis, wéi mer séier, awer effikass konnten och an den zwou Kommissiounen dës Projet kucken. Bei de Garantien hu mer eppes fäerdegbruecht, wat mir zu Lëtzebuerg oft fäerdegbréngen an an dës Kris grad wäertvoll ass: e Partenariat public-privé, e Partenariat mat de Banken.

Eis Banken hëllef eis do ganz vill. Ech hunn hinne vun Ufank u gesot: „Dir musst och en Deel vum Risk huelen! Dir musst och en Deel vum Responsabilitéiten huelen!“ An ech muss lech soen: „Et waren haart Negotiatiounen.“ Mee si hu vun Ufank u gesot: „Mir wäerten dat maachen!“ An dofir wëll ech lech soen: „Si wäerten dat maachen, si si schonn déck amgaangen.“

De François Fayot huet lech déi Ziffere gesot, déi mer och an der Commission des finances an an der Commission économique gebraucht haten, ech hu göschter Owend spéit déi allerlescht Ziffere kritt. Do si mer elo op iwwer 8.000 Moratoiren. Mee wat ech nach méi interessant fannen: Op iwwer 95 % vun den Demandanten hunn d'Banke Jo geäntwert, iwwer 95 %! Also do verstitt Der, dass d'Banke matmaachen an dass se duerch d'Fangere kucken, soss géife se net méi wéi 95 % Jo soen.

Den Total vun dës Moratoiren ass liicht iwwer 2,5 Milliarden Euro. Et ass awer elo rengen Zoufall, dat ass och déi Garantie, vun där mer elo schwätzen. Dat heescht, d'Banken hunn an hir Bicher 2,5 Milliarde geholl.

An dann ass et natierlech esou, dass mer op den Emprunten, an dat ass also dann den Élément de relance vun der Économie, eng Opdeelung hu 15 % fir d'Banken, 85 % fir de Staat. Mir hätte kënne bis 90 % goen, well d'EU-Recht dat hiergëtt. Och do hunn ech insistéiert, huet d'Regierung insistéiert, dass se

sollen e bësse méi maachen. A se waren och domat d'accord.

Et gëtt verschidde Limitten, bis wivill ee ka léinen an esou weider. Mee eppes ass ganz wichteg, well dat och ugeschwat ginn ass: Hei kënnen nëmmen nei Emprunte finanzéiert ginn. Hei kann een net al Emprunten huelen a restrukturéieren, wéi Verschiddener gesot hunn. Hei kënnen nëmmen nei Emprunte gemaach ginn. Dofir ass et net eppes, fir d'Vergaangeneheet ze bewältegen, mee et ass eppes, fir d'Zukunft virzebereeden.

Dann ass gesot ginn - an ech fannen dat net gutt, ech soen dat elo ganz diplomatesch -, dass et schlecht wär, dass de Staat géif hei eng Prime de garantie froen. Dozou zwou Saachen. Dat éischt ass, mir sinn opgefuerdert vum Konkurrenzrecht vun Europa, fir esou eng Primm ze froen. Dat ass eng Exigenz.

Zweetens, wann Der den Taux vun de Primmen zu Lëtzebuerg vergläicht mam Ausland, hu mir ee vun deenen niddregsten, vläicht deen allerniddregsten. Ech hu mer d'Méi net gi fir ze kontrolléieren.

Fir e Prêt vun engem Joer fir eng PME ass déi Primm 0,25 %. An dann, wat d'Durée vum Prêt méi laang ass, wat dat dann e bëssen eropgeet. De Maximum fir eng grouss Entreprise, déi e Prêt vu sechs Joer mécht, déi misst eng Garantie vun 2 % bezuelen. Mir sinn do, wéi gesot, mat déi niddregst. Mee dat ass emol net mäin allerwichtigste Punkt.

Ass da wierklech een hei ...? Ech mengen, et ass zwar een hei, deen hofft, dass mer mat där heiter Saach géife Geld verdéngen. Also, ech géif direkt ënnerschreiwen, direkt!

(Hilarité)

Ech géif souguer direkt ënnerschreibe fir null. Mee mir sinn eis dach all hei bewosst, wa mer op där enger Säit soen: „Kuckt, wéi schlecht et den Entreprisé geet! Gitt bei se! Lauschtert hinne no!“, fir dann ze mengen, dass déi Garantie vu 85 %, déi mer hei ginn, dass déi eis näischt géif kaschten, dat ass net realistesch! Déi wäert eis vill Geld kaschten! Deen Dechet, deen hei ass, dee potenziell hei dran ass, deen ass grouss!

A mir sinn an enger anerer Kris wéi 2008. Ech ginn elo net an den Detail. Dofir wëll ech soen: „Hei mécht de Staat kee Geschäft!“ An als Finanzminister sinn ech, mengen ech, och bezuelt fir opzepasst, dass mer gutt Geschäfte maachen, wa mer Geschäfte maachen. Dat hei ass kee gutt Geschäft à court terme fir eise Budget, mee et ass e gutt Geschäft fir eis Wirtschaft! An dorëms geet et!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ech kommen dann elo op den Emprunt ze schwätzen. Ech hat d'Fro gestallt kritt, ob mer nach Liquiditéiten hätten. De leschte Stand ass, an de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg wäert frou sinn, mir sinn an där selwechter Ligue, well de Staat huet de Moment 1,2 Milliarde Liquiditéiten. Mee, mee, ech muss awer direkt hannendru soen, an ech hunn dat och an der Finanzkommissioun gesot: „Déi Mesuren“, an de François Fayot huet et jo och gesot, „déi Mesurë kaschte 400, 500 Milliounen de Mount!“

(Interruption)

De Mount! Mol zwee, eng Milliard!

Kee Staat, keen, och net Lëtzebuerg, kann Depensé vun enger Milliard an zwee Méint einfach esou stemmen. Dofir brauche mer deen Emprunt. Deen Emprunt hei ass also vun enger extraer Zort u sech. Et ass en Emprunt, deen eis hëllef soll, Court-terme-Depensen ze finanzéieren. A mir sinn eis wuel bewosst, dass déi Kris hei eis wäert deier kaschten. Et ass richteg, dass d'Prognosen, wéi déif dës Kris gëtt, ëmmer méi schlecht ginn.

Ech hat effektiv am „Background“ vu minus 3 % geschwat. Ech mengen, ech sinn zitéiert ginn. An ech ginn haut dovunner aus, an de Fonds monétaire international, deen huet eng nei Statistik gemaach vu minus 5 %, ech géif awer och do soen: „Ech géif direkt ënnerschreibe fir minus 5 %, wann ech gesinn, wéi et haut alles virugeet!“ Et huet also keen do d'Glaskugel. Mir mussen eis just drop gefaasst maachen, dass et ganz batter gött. An dofir brauche mer jo och deen Emprunt.

An dofir, ech mengen, déi Meescht hei am Sall deele jo déi Analys, dass mer deen Emprunt solle maachen an dass dat och gutt ass, dass mer dat hei an der Chamber froen. Mir froe jo deen Emprunt hei an der Chamber, esou wéi dat soll sinn! Et ass jo och eng Marge de manoeuvre vun 3 Milliarden, déi ganz héich ass. An ech si frou, dass mer dat haut kënne stëmmen, dass mer Flexibilitéit hunn, fir op d'Mäert ze goen an den nächsten Deeg a Wochen, fir dass mer kënnen en ideale Moment eraussichen, fir deen Emprunt ze maachen.

Ech wëll awer och d'Positioun vun eiser Schold hei erklären. Op haut hu mir eng Schold vu 14,2 Milliarden Euro. Dat entsprécht engem Defizit, enger Schold vun 22,4 % vun eisem Räichtum, vun eisem PIB. Mir hunn en Emprunt vun 2 Milliarde virfinanzéiert, deen Emprunt kënnt den 18. Mee an d'Redemptioun an deen hu mer virfinanzéiert. Dofir ass eisen Taux 22,4. Wa mir elo déi 2 Milliarden den 18. Mee zréckrembourséieren, dann ass eis Schold 2 Milliarde manner, an dat sinn dann 19,3 % vun PIB.

Wéi d'Regierung 2013 ugefaangen huet, war eis Schold 23,7 % vum PIB. Mir sinn erof op 19,3 %, dat ass e gutt Resultat. Dat ass net phenomenal, mee et ass e gutt Resultat. An ech si frou, dass mer déi Efforte gemaach hunn.

Wa mer elo d'Marge kréien, fir 3 Milliarden ze léinen, a wa mer da géifen hypotheeteschen an den nächsten Deeg a Wochen zwou Milliarde léine goen, da géife mer jo erëm op deenen 22,4 % landen, vun deenen ech elo grad geschwat hunn. 22,4 % vum PIB, wa mer 2 Milliarde méi géife léinen.

Wa mer géifen déi 3 Milliarde léinen, da komme mer op 24 % vum PIB. Dat heescht ...

(Interruption)

Jo, vum PIB, wéi en haut ass, wéi en haut ass!

(Interruptions)

Evidemment! Ech kann lech de PIB a sechs Méint, an engem Joer net roden! Mee et ass awer eng realistesch Ziffer.

Zum Schluss wëllt ech also soen, wat den Emprunt ubelaangt: „Mir hunn déi Marge de manoeuvre, nach eng Kéier, well och déi Zifferen hin- an hiergaange sinn. Mir wäeren dann deen Dag, wou mer déi 3 Milliarde géleint hunn, op ongeféier 24 % vum PIB, dem PIB vun haut.“ An d'Regierung huet sech jo engagéiert, alles ze maachen, fir ënner 30 % ze bleiwen.

Dir gesitt, mir hunn also do eng gewësse Marge, an dat soll eis all berouegen. An Dir wësst, dass déi 30 % d'Hallschent ass vun deem, wat d'Europäesch Unioun erlaabt. Sou, soudass mer, loosse mer soen, an dat hunn ech vum éischten Dag u gesot, mee et muss een och d'Leit an d'Entreprises e bësse berouegen ... Et mécht kee Sënn, a Panik ze verfallen, och wa mer hei vu groussen Zifferen schwätzen.

E Wuert, virun der Konklusioun, iwwert d'Opportunitéiten, ...

(Interruption)

... déi aus der Kris erauskommen.

Richtegerweis ass vu Verschiddene vun lech insistéiert ginn, dass an esou enger Kris och ëmmer Opportunitéite sinn. Ech deelen déi Appreciatioun an ech mengen, mir sollen och alleguerten eis d'Fro stellen, ob mer vun engem „Redemarrage“ vun der Économie wëlle schwätzen, oder ob mer wëlle vun engem „neien Depart“ schwätzen.

„Redemarrage“ oder op Englesch, dat Wuert huet mer am Ufank gefall, elo manner, „Reboot“, dat kënnt vun der Informatik, da geet de Computer net, da mécht een e Reboot, da geet en erëm. Mee da geet dee Computer net besser wéi virdrun, e geet genau d'selwecht! Dofir gefält mer dat Wuert „Reboot“ och net. Mee „Redemarrage“ ass och net gutt. Dofir en „neien Depart“.

A mir wëllen natierlech och an der Qualitéit do Saachen änneren. An do sinn zwou essenziell Saachen dran: d'Digitalisatioun vun der Économie an d'Aspekter vum Klima a vun der Umwelt.

An d'Europäesch Unioun huet dat jo gutt erkannt. Déi zwou Prioritéite vun der Madamm von der Leyen si genau déi: Wéi kënne mer Europa digital besser opstellen?, an den New Green Deal. An ech kann lech soen, d'Lëtzebuurger Regierung wäert déi do zwee Akzenter ganz grouss schreiwen, wa mer vun engem neien Depart schwätzen.

Zum Ofschluss wëllt ech soen: „Mir sinn eis all bewosst an der Regierung, alleguerten, wéi déif déi Kris do ass. Mir sinn eis all ganz solidarisch.“ Ech si frou iwwert déi grouss Zoustëmmung, déi mer hei am Haus hunn. Ech begrëissen dat. Mir denken net ee Moment drun, dass mir eleng, mir, d'Regierung vun dësem Land, d'Rezept hunn, fir aus dës Kris erauszekommen. Dofir monitore mer dat, wat mer maachen, déi ganzen Zäit. A mir monitoren d'Situatioun. D'Déif vun der Kris ka keen aschätzen. Wéi laang se wäert daueren, ka keen aschätzen. Ech mengen, mir sollen do alleguerten Humilitéit beweisen. An ech kann lech déi versprechen, déi Humilitéit!

Mee ech kann lech och versprechen: Mir wäerten alles maachen, fir dass mer gutt aus dëser Kris erauskommen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Laurent Mosar huet nach eng Wuertmeldung, Parole après ministre.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, fir d'éischt, dat huet nach eppes mat dem Minister vu vir-drin ze dinn, muss ech soen: „Ech fannen et net korrekt vis-à-vis vun der Chamber, wann hei prezis Froe gestallt ginn, wou op Argumenter zrëckgegraff gëtt, fir en Amendement ze refuséieren, wou dann den Deputéierte freet, ob e kéint den Artikel vun deem Gesetz oder vun deem europäesche Reglement, wann et dann en europäescht Reglement ass, gesinn, op dat de Minister sech baséiert, an da leeft de Minister einfach fort, ouni der Chamber eng Äntwert ze ginn.“

Ech fannen dat wierklech net korrekt. Ech géif och den Här Chamberspräsident bieden, den Här Fayot ze bieden, zumindest mir dann eng schrëftlech Äntwert op déi do Fro ze ginn.

Dat Zweet, ech hat och dem Finanzminister eng Fro gestallt, op déi ech keng Äntwert kritt hunn, nämlech déi iwwert d'Konvention mat de Banken, éischtens, wéi et domadder wier, an ob do och envisagéiert wär, iwwert déi sechs oder siwe Banken, déi bis elo schonn do zrëck-behale gi sinn, dass och anerer derbäikommen.

Merci.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ma, Här Mosar, ech si frou, dass Der mer déi Fro stellt, well ech wollt net ze laang sinn.

(**Hilarité**)

An Dir gitt mer elo wierklech dann d'Geleeënheet, nach drop ze äntweren. Dat ass jo super.

Majo, also d'Konvention mat de Banken ass gëschter Owend spéit ofgeschloss ginn a mir schécke se nach haut dem President vun der Cofibu, dem Här Bauler, fir dass en lech se ka ginn, soudass Der se haut am Dag oder spéit-tens de Méindeg wäert hunn.

Dat ass eng generique Konvention, déi ass jo déi selwecht fir alleguerten d'Banken. Dir wäert gesinn, dass do e puer Saachen neutral sinn, well dat vun der Gréisst vun der Bank a vun hirer Part de marché ofhänkt, wéi vill se da vun deene Garantien wäert decken.

An déi aner gutt Noricht ass, an dat ass, mengen ech, och Är Fro gewiescht, ob et „nëmmen“ déi sechs Banke sinn, ob et op déi limitéiert ass.

D'Äntwert ass: Et ass net op déi limitéiert. Ech rappeléieren, wien déi sechs Banke sinn: Dat ass d'Spuerkeess, d'BGL BNP Paribas, d'BIL, d'Raiffeisen, d'Banque de Luxembourg an d'ING, a säit gëschter zwou chineesesch Banken, déi sech och gemellt hunn, d'Bank of China an d'ICBC.

► **Une voix.** - Merci.

(**Brouhaha général**)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An dofir soe mer deene Banken natierlech och Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Merci, Här Mosar!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna. D'Diskussion ass elo ofgeschloss.

ler mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7545 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert den Amendement Nummer 1 vun der CSV-Fraktioun of, deen als Objet huet, deen zweeten Alinea vum Paragraf 3 vum Artikel 3 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme par voie électronique.

De Quorum ass erreecht. Ech bieden elo déi, déi wëllen e Vote par procuracion ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Ech ruffen dann een no deem aneren op.

Appel nominal (votes par procuracion)

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Här President! Dat huet net direkt enregistriert. Kéint ech wannechglif d'Méiglechkeet kréien, fir nach eng Kéier nozedrücken?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Cécile Hemmen, okay, Dir kommt dann derbäi. An Dir wéilt mat?

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Non!

► **Plusieurs voix.** - O!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Do schéngen der nach e puer net gewielt ze hunn.

(**Brouhaha et concertation interne**)

Den Här Di Bartolomeo.

(**Interruptions et brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Ech stëmme och mat Nee!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Amendement 1 ass mat 29 Jo-Stëmme an 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

(**Interruptions**)

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Da komme mer zur Ofstëmmung vum Amendement Nummer 2 vun der Sensibilitéit vun de Piraten, deen als Objet huet den Artikel 3 Paragraf 3 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 2

De Vote électronique fir déi perséinlech Stëmme fänkt un.

(**Interruption**)

Den Här Reding wollt nach eppes soen.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Här President, merci. Ech fannen, et sollt ee jo awer Position huelen zu den Amendement, déi presentéiert ginn. Ech mengen, mir hunn den CSV-Amendement ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Jo, Här Reding, et deet mer leed. Ech wollt lech drop hiweisen, datt, fir d'Amendement ofzestëmme, keng Riedezäit an eisem Reglement virgesinn ass. An duerfir fuere mer och elo mam Vott virun.

De Quorum ass erreecht. Wien e Vote par procuracion wëllt maachen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuracion)

D'Resultat vum Vott ass: 34 Nee-Stëmme, 21 Jo-Stëmme an 2 Abstentionen. Domadder ass och den Amendement 2 ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : l'amendement n°2 de M. Sven Clement est rejeté par 35 voix contre, 23 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Et ass gefrot ginn, den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen an ee Vote séparé iwwert den Artikel 6 (2) an den Artikel 6 (3) ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert dës Artikelen ofstëmme.

Vote séparé sur l'article 6 (2) du projet de loi 7545

Da stellen ech d'Fro, wien d'accord ass mam Artikel 6 (2) vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmme. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote fänkt un.

De Quorum ass erreecht. Wien e Vote par procuracion wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuracion)

Dëse Projet de loi ass domadder mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmme a bei kenger ...

(**Interruptions**)

Den Artikel, pardon, den Artikel 6 (2) ass da mam Vote séparé mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmme a bei kenger Abstention ugeholl.

(**Hilarité**)

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir stëmme dann of iwwert den Artikel 6 (3).

Vote séparé sur l'article 6 (3) du projet de loi

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme.

De Quorum ass erreecht. Déi, déi e Vote par procuracion wëllen ofginn, déi sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuracion)

D'Resultat vum Vott ass: Den Artikel 6 (3) ass da mat 56 Jo-Stëmme ugeholl.

► **Une voix.** - D'Madamm Arendt.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).** - Mäin Apparat war net gaangen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech mengen, ech hunn dee selwechte Problem.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).** - Kéint Dir kucken, ob mäi Vott enregistriert ass?

(**Concertation interne**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Dësen Artikel ass dann och mat 57 Jo-Stëmme an 3 Abstentionen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : l'article 6 (3) est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi 7545. Den Text steet am Document parlementaire 7545³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7545 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmme.

(**Brouhaha général**)

Den Eischen Félix feelt nach. Voilà, da komme mer besser herno eraus. De Quorum ass erreecht. Déi Leit, déi wëllen e Vote par procuracion ausdrécken, déi sollen d'Hand an d'Luucht strecken.

Appel nominal (votes par procuracion)

De Projet de loi 7545 ass da mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentionen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

(**Motion déposée au cours de la séance publique n° 30 du 17 avril 2020 - à consulter en page 464 de ce compte rendu**)

Da kéime mer elo zu der Motioun, déi vun der Madamm Lydie Polfer an dem Här Laurent Mosar deposéiert ginn ass. Wëllt nach een eppes soen?

(**Négation**)

Et ass kee méi, deen d'Wuert freet. Da kéinte mer iwwert déi Motioun ofstëmme.

Kénne mer dat à main levée maachen?

(**Assentiment**)

Vote sur la motion 1

Deen, dee mat där Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

Domadder ass d'Motioun 1 eestëmmege ugeholl.

Mir kommen dann elo zur Motioun, déi um Ordre du jour stoung vum Jeff Engelen iwwert d'Wunnen an der Groussregioun. Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Här President. Ech wollt lech just kuerz em d'Wuert

biede fir ze soen, dass mer eng Suerg hunn, wat eisen Deontologiekodex ugeet. De Moien huet een Deputéierte vun der grénger Fraktioun e Geschäft genannt. An et schéngt esou ze sinn, dass dee betreffende Deputéierte kéint selwer finanziell Interessen an deem Grupp hunn. Mir wäerten lech also, lech, Här President, an de Bureau, mat där Fro saisieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser.

4. Motion de M. Jeff Engelen au sujet de l'étude sur les raisons pour lesquelles les Luxembourgeois se sont établis dans les pays limitrophes

Da kënne mer elo endlech zur Motioun vum Här Jeff Engelen iwwert d'Ausschaffe vun enger Etüd iwwert d'Grënn, firwat d'Lëtzebuurger sech am noen Ausland niddergelooss hunn, kommen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

Exposé

► **M. Jeff Engelen (ADR), auteur.**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen, Dir Hären, dës Motioun hate mer deponéiert an der Chamber de 25. Juni 2019 a se war deemools an d'Kommissioun verwise ginn, ouni dass awer doraus eppes geschitt ass bis haut, zéng Méint duerno!

Èm wat geet et? Et muss ee feststellen, dass vill Lëtzebuurger iwwert d'Landesgrenz erausginn, fir sech hei niddergelassen, speziell an der Grenzregioun. Dës Phenomeen besteet elo scho ronn 20 Joer an all Joer mat enger steigender Tendenz.

Et muss ee sech d'Fro stellen: Wat dreift d'Lëtzebuurger dozou, an d'Ausland wunnen ze goen? Komescherweis drécken déi eng an eist Land eran an eng ganz Rétsch Lëtzebuurger drécken an d'Grenzregioun eraus. A mat dësem leschte Phenomeen misste mer eis onser Meinung no méi genau auserneeetzen.

Sinn et just d'Suen an de Präis vum Logement, déi hei eng Roll spillen, oder sinn do nach aner Phenomeener, aner Fakten? Mat dëser Motioun froe mer, fir eng Etüd ze maachen, déi eis genee Zuelen a genee d'Ursache liwwert vun deem Phenomeen, dass ëmmer méi Lëtzebuurger eist Land verloossen. Net méi an net manner war eis Intentioun, fir dës Motioun ze deponéieren.

Laut Statistik wunne ronn 62.000 Lëtzebuurger an Däitschland, Frankräich an an der Belsch. Dës Lëtzebuurger wunne forment net all un der Grenz, mee an deenen dräi Länner am Ganzen, an dëst mat enger steigender Tendenz.

Duerfir misst ee sech onser Meinung no emol méi genee mat dësem Phenomeen beschäftegen, speziell deem aus der Grenzregioun. Dës Daten, déi ech hei genannt hunn, si vun eiser staatlecher Datebank CTIE. Eurostat huet liicht aner Zuelen. Sécherlech ginn et ënnerschiddlech Grënn, firwat eenzel Leit an d'Ausland wunne ginn. Dat soll awer net verschleiieren, dass déi finanziell Ursache déi sinn, déi mat Ofstand un der Spëtzt stinn. An ech hunn och mat Leit geschwat, déi dee Schratt gemaach hunn an déi hu mer dat ëmmer confirméiert.

Wann ee wëllt an der Politik eppes gestalten oder veränneren, brauch een nun eemol verlässlech Donnéeën oder Fakten, an déi hu mer leider net!

Am Ausland ginn et esou Etüden, déi sech mam Phenomeen vun der Grenzregioun befaassen. Zum Beispill an Däitschland gëtt et d'„Border Studies“. An déi Saachen, déi si maachen, si ganz interessant. Déi Etüde sinn awer schonn e bësse méi al, mee do ass dat méiglech, esou Etüden ze maachen. Domadder misst et och bei eis machbar sinn.

A mir soe just: „Wou e Wëllen ass, do ass och e Wee. Kommt, mir paken dës wichteg Diskussioun zesammen un, fir déi néideg Léieren ze zéien a fir an Zukunft déi richteg Decisiounen ze treffen, dass kee méi gezwongen ass, eist Land aus finanzielle Grënn ze verloossen!“

Ech schätzen, dass et ronn 50.000 Leit sinn, déi an der Grenzregioun wunnen, an dat ass jo net grad näischt. An ech mengen, mir sinn deem Phenomeen et schëlleg, dass mer eis där Saach unhuelen, an et ass eis net egal.

An ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Engelen. An d'Wuert huet gefrot de Logementsminister, den Här Henri Kox, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Henri Kox, Ministre du Logement.**- Merci, Här President. Merci och da fir déi Motioun. Dat erlaabt mer dann och, kuerz

Stellung do ze huelen am Numm vun der Regierung, awer och speziell fir de Logement selwer.

Ech wëll net ze vill elo op Zuelen oder Inhalter do agoen, awer éischter iwwert d'Form eppes soen. Et ass kloer, dass ech als Lëtzebuurger Wunnungsbauminister d'Prioritéit natierlech éischter hei zu Lëtzebuerg gesinn an et ass jo och dofir, wou ech schonn des Éftere gesot hunn, dass d'Regierung den éffentlechen abordable Wunnungsraum och als Prioritéit genannt huet, fir kënnen och an abordable Wunnungen ze investéieren.

Dofir ass den Observatoire de l'habitat an deene leschte Jore mat enger ganzer Rei vun Etüde beoptraagt ginn, fir dee Marché heihem natierlech och vill besser ze analyséieren.

An da kommen ech mam zweete Punkt op Är Demande hin. An do erlaben ech mer, de fréiere President vun eiser Chamber hei ze ernimmen, nämlech mir souzen zesumme viru Joren, och zesammen am CPI, wou mer grad ons déi dote Fro gestallt hunn. Do sinn hei nach aner Memberen dobäi, ech weess, mir waren an enger ganz flotter Reunión eng Kéier bei Mainz, mengen ech, wou Rheinland-Pfalz d'Présidence hat, wou mer grad iwwert deene dote Phenomeen diskutéiert hunn.

An de LISER hat en Opdrag oder huet en Opdrag kritt, fir fir d'Chamber zesumme mam Logementsministère esou eng Aart Etüd ze maachen, en Observatoire transversalier du logement. Grad dat, wat Dir elo frot, hu mer an d'Wee geluecht. An net méi spéit wéi viru zwou Wochen ass d'Preetüd fäerdeg ginn. An ech hu se zougestallt kritt an ech hu se och scho gelies. An ech mengen, d'Chamber misst se och kritt hunn, well si ass jo am Opdrag vun der Chamber a vum Logementsministère ausgestallt ginn.

An ech hätt eeben op Basis vun där Etüd dann d'Propos ze maachen, dass mer zesumme kucken an der Logementskommissioun, fir, éischters, d'Etüd virgestallt ze kréien. Ech mengen, et ass de Patrick Bousch, deen do mat am Boot ass, dee kenne mer alleguerten aus dem Observatoire, dass deen eis déi Etüd elo emol presentéiert.

Ech wëll just ee Punkt ervirgräifen schonn. Also ech wär frou als Logementsminister, wa mer dem Observatoire effektiv en Opdrag ginn, fir och d'Grenzregioun ze kucken, awer och fir d'Politicken emol eng Kéier ze analyséieren: Wéi eng Politicke ginn an Däitschland ugeant? Wéi eng Politicken a Frankräich? Wéi eng Politicken an der Belsch? Fir dass mer dat wierklech op Basis vun Donnéeën och kënne richtig vergläichen.

Dat heescht, ech sinn Demandeur als Logementsminister, fir kënnen an der Kommissioun zesammen déi Etüd do ze kucken, well et jo e Koopdrag vun der Chamber an dem Ministère ass. A vläicht iwwerhëlt de jëtzege Chamberspräsident och do de Lead, fir dat kënne weiterzedreiwen.

Da géif ech mengen, dass mer doraus eng Diskussioun féieren: Wat ass sënnavoll ze kucken? Wat ass dat, wou mer nach missten an d'Déift goen? An dofir géif ech mengen, dass déi Motioun dann e bësse superferatoire ass, well mer domat amgang sinn, wichtig ass awer, well si ass vum leschte Joer gewiescht, dass mer an deem Punkt weider wäerten drop schaffen.

Ech mengen, et leeft an Ärem Sënn, well mer do schonn amgang sinn, fir eeben elo wierklech mat lech zesammen, mat der Chamber, well si huet den éischten Opdrag mat op de Wee ginn, an d'Detailer kucken ze goen. An dat wollt ech hei presentéieren.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools dem Logementsminister. D'Wuert huet elo där David Wagner.

Discussion générale

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech sätzen hei nach vill méi wäit ewech wéi soss. Et ass wierklech schwéier, mech ze gesinn, dat verstinn ech och.

Här President, d'Problematik, déi den honorabelen Här Engelen uschwätzt a senger Motioun, ass natierlech eng wichteg Problematik. An ech mengen, mir sinn eis därer schonn all bewusst. Mir hunn e Logementsproblem! Mir hunn e Problem vun der Deierecht vun den Immobilien zu Lëtzebuerg. Dat ass näischt Neies. An dat betrëfft net nëmmen d'Lëtzebuurger, déi hei liewen, mee jiddereen, deen hei leeft.

Dat ass scho souwisou e bëssen ee Problem, dee mer hu mat dëser Motioun, déi sech awer e bëssen op d'Lëtzebuurger konzentréiert oder op jidde Fall op déi, déi d'Nationalitéit hunn, an u sech e groussen Deel vun der Bevëlkerung, dee vläicht nach oft méi betraff ass, well en nach méi finanziell Problemer huet, aus-

schléisst. Dat ass schonn den éischte Problem, dee mer mat dëser Motioun hunn, dass se u sech ganz restriktiv ass.

Mir fannen dat och touchant, dass d'ADR sech heiansdo och mat der Wunningspolitik beschäftegt. Et gi schonn Äntwerten oder op jidde Fall Pisten, déi de Wunningsproblem u sech hei zu Lëtzebuerg kéinten erklären, ënner anerem déi massiv Spekulation vun Immobilien a vun Terrainen, déi hei zu Lëtzebuerg bedriwwen ginn. Ech hunn net den Androck, dass d'ADR dee Problem wëllt bekämpfen, ganz au contraire souguer!

Dofir fannen ech et immens hypokritesch, wann d'ADR iwwerhaupt vum Wunningsproblem schwätzt, well si sinn en Deel vum Problem! Dat ass dat Éischt.

(Brouhaha)

Dat Zweet, wa mer scho vun der Spekulation solle schwätzen, mir haten als Lénk eng Motioun viru iwwer dräi Méint - ech soen dat ganz precisement, viru iwwer dräi Méint! - an der Chamber deposéiert. An där stoung, a si ass och an d'Finanzkommissioun delegéiert ginn, dass mer sollen e Bericht maachen zu Lëtzebuerg fir ze kucken, wat den Impakt ass vun de verschiddene Gesellschaften wéi de FISen, awer net nëmmen, mee all deene verschiddene Gesellschaften, déi mat Immobilien Transaktiounen maachen, wat fir en Impakt déi op d'Deierecht hätten.

Déi Motioun ass verwise ginn. Ech ka mech nach erënnere, den Här Cruchten hat sech derfir engagéiert - do soe mer och Merci -, dass se an d'Kommissioun erageet. D'Finanzkommissioun, d'Logementskommissioun, Jointe, dat war ni esou kloer, ass och net esou wichteg.

Ech krut e puermol vum President vun der Finanzkommissioun och gesot: „Jo, mir diskutéieren dat, mee et ass kompléziert.“ Et ass ëmmer kompléziert. Ech weess, dass am Règlement vun der Chamber drasteet: Wann een eng Motioun deposéiert, muss se dräi Méint drop erëm an d'Pleniéire kommen. Deen Delai ass längst iwwerschratt! Deen Delai ass längst iwwerschratt, ...

(Interruption par la présidence)

... bei aller Sympathie fir de President vun der Finanzkommissioun, déi ech hunn! Mir hunn u sech de Règlement vun der Chamber net respektéiert! Ech fannen dat grav! A mir hunn net vergiess, dass déi Motioun deposéiert gouf. A mir hunn net vergiess, dass déi Motioun iergendeng Kéier op d'Dagesuerdung vun der Finanzkommissioun muss kommen an dass iergendeng Kéier och hei zu Lëtzebuerg e Bericht gemaach gëtt iwwert d'Spekulation hei zu Lëtzebuerg an hiren Impakt op d'Deierecht vun den Immobilien. Dat wier net schlecht.

Och an der Kris kënne mer nach doriwwer diskutéieren. Mir hunn Zäit!

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wagner. Ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Villmools merci, Här President. Ech wëllt am Fong am Numm vun der grénger Fraktioun begreissen, dass de Logementsminister Henri Kox déi Propos gemaach huet, déi Etüd an d'Kommissioun ze bréngen, fir dass emol genee gekuckt gëtt, wat do drasteet. Déi Konklusione leie jo elo vir. Souwäit ech weess, misst se schonn an der Chamber ukomm sinn, wann d'Regierung se kritt huet, misst Dir se jo och kritt hunn. An an deem Sënn proposéiere mer dann eiser Presidentin vun der Logementskommissioun, de LISER ze invitieren, fir se virzustellen.

Mee wat elo d'Motioun betrëfft, mengen ech, ass et net méi néideg, dat, wat do gefrot gëtt, esou unzuhuelen, well mer jo schonn zwee Joer ganz kloer op där doter Schinn ënnerwee sinn. An ech selwer war och dobäi, wéi de CPI getaagt huet mat ganz ville Buergermeeschteren aus der Grenzregioun. An ech kann nëmmen soen, esou Initiative sinn immens wäertvoll, wann een d'Groussregioun méi thematiséiert, well et ass e gemeinsame Problem, dee mer musse léisen, awer haaptsächlech geet et hei ëm de Lëtzebuurger Problem, dee mer kennen: net genuch éffentleche Wunnraum, net genuch abordable Wunnraum. An do begreissen ech awer och, dass de Logementsminister do mat Meilestiwelen ënnerwee ass, fir dee Problem an de Grëff ze kréien. An do si schonn Etüden ënnerwee, fir och dee Problem nach eng Kéier méi genee ze analyséieren. Mee, wéi gesot, déi do Motioun ass an eisen Ae superferatoire.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Lorsché, an da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Merci, Här President. Merci och dem Wunnungsbauminister, dass en drun erënnert huet, dass d'Chamber sech heiansdo net dermat begnügt, fir Froen ze stellen, mee och probéiert, zesumme mat anere Partner Äntwerten op d'Froen ze fannen. Et ass richtig, dass ënner Lëtzebuurger Présidence vun dem interregionale Parlamentarierrot eng Logementskonferenz hei zu Lëtzebuerg stattfonnt huet, zesumme mam LISER, an dass mer dunn op de Wee gaange sinn, zesumme mam interregionale Parlamentarierrot a mam Logementsministère de LISER ze beoptragen, fir déi dote Problematik am Fong ze belichten.

Domat deelen ech d'Meenung, dass déi heite Motioun, déi Froen opwerft, eigentlech nëmmen oppen Dieren arennt, doduerch dass schonn eng Rei vun Äntwerten ënnerwee sinn, an dass mer op de Wee sollte goen, fir an der Kommissioun där doter Saach op de Fong ze goen. Merci och fir d'Bereitschaft vum Minister, fir dat zäitno an der Logementskommissioun ze maachen. Mir sinn also och der Meinung, dass déi Motioun sans objet ass.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An da kritt den honorabelen Här Sven Clement d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Jo, merci, Här President. Merci och de Virriedner. Dat heiten ass en Thema, mat deem ech mech och schonn an e puer Question-parlementaire befaasst hunn, ënner anerem enger zum Observatoire transversalier, wou den Document nach ëmmer en préparation bei der Chamber ass. D'Äntwert ass ukomm, zwar hors délai, mee se ass, mengen ech, bei eis iergendwou hänke bliwwen, well ech gesinn d'Äntwert nach ëmmer net am Portail, dat war d'1887.

Op d'Question parlementaire 1900, wou ech d'Familljeminstesch a viru allem d'Ministesch fir d'Groussregioun gefrot hat, wéi se sech géif erklären, dass zwëschen 1990 an 2018 a Rheinland-Pfalz d'Umeldunge vu lëtzebuergesche Staatsbürger vun 805 op 8.250 an d'Luucht gaange sinn, also eng Croissance vun 1.000 % - ech mengen, mir hu virdu vill iwwer Prozenter geschwat, hei schwätze mer iwwer 1.000 % Croissance a knapps 30 Joer -, dorobber huet se gesot, dass eeben deen Observatoire do soll Äntwerte liwweren. Ech freeë mech dofir, déi Etüd ze liesen.

Ech hu mech awer och gefreet - an dat wollt ech dem Här Engelen haut wierklech matbréngen -: D'Chambersbibliothék ass gutt ekipéiert. Et gouf ewell eng Kéier eng Etüd zu deem Secteur gemaach 2009/2010 vum deemolege CEPS mam Forum Europa an der IGSS, dat heescht dem haitege LISER. Déi hunn e Buch erausbruecht. Ech kann lech just recommandéieren, et ze liesen, et ass wierklech eng interessant Lektür. Ech ginn och dem Här Engelen herno d'Kopie mat, wann e verspricht, et an der Bibliothék vun der Chamber erëm ofzegeen, soss kréien ech de Kapp gewäsch.

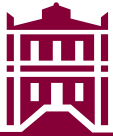
An da wollt ech nach drop hiweisen, wat nämlech nach net erwäant ginn ass, dass dat ass, dass d'Universität der Großregion, wou d'Uni Lëtzebuerg als Grënnungsmember mat dran ass, dass déi hire Center for Border Studies huet, déi och an deem Beräich fuerschen an déi och schonn eng ganz Rétsch Aarbechte publizéiert hunn, déi, mengen ech, genau déi oppen Dieren arennen, vun deenen de Minister geschwat huet. Mee mir mussen och iergendwann eng Kéier drop agéieren. Etüden, Etüden an Etüde si schéin a gutt, mee d'Reaktioun dorobber därer net op sech waarde loosse.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Martine Hansen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. Also de Problem, op deen d'ADR hiweist, ass definitiv do. Mir hunn e Logementsproblem. Mir hu vill Leit, déi mussen oder déi plënnereen an d'Ausland. Et ass awer och esou, ech mengen, ech hunn en änleche Problem wéi déi Lénk domadder, dass sech hei viru allem just op d'Lëtzebuurger axéiert gëtt. Eis Bevëlkerung besteet net nëmmen aus Lëtzebuurger. Mir hunn eng gemischte Bevëlkerung, an déi sinn eis alleguer wichteg. Ob mer elo eng zousätzlech Etüd brauchen, mengen ech, kënne mer elo hei net soen, vu datt mer d'Resultater vun där anerer Etüd nach net kennen.

Dofir géif ech proposéieren, dass mer fir d'éischt an der Kommissioun géifen déi LISERs-Etüd am Detail kucken, a wann dann nach eng zousätzlech noutwendeg wär, da kéint ee jo nach eng Kéier eng Motioun erabréngen.

Merci.



► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Madamm Hansen. Kënne mer dann zum Vott kommen a froen, ob d'Chamber ...

Den Här Engelen nach eng Kéier.

► **M. Jeff Engelen (ADR), auteur.**- Jo, ech wollt just bemerken: Mir hunn och beim LISER nogekuckt. Mir si jo och net grad vun der Heck gepléckt.

(Hilarité)

A mir hunn do awer näischt fonnt, wat dat alles ubelaangt. An ech mengen, déi Saachen do, wann Etüden do sinn, da si mer frou, datt se do sinn. A mir géifen dann dës Motioun an d'Kommissioun verweisen, awer mer géifen da gär kucken, wat do alles drasteet an déi ganz Etüd emol analyséieren, ob se zu eiser Zefriddenheet gemaach gouf, jo oder nee. An deem Sënn huet eis Iddi, déi mer virun zéng Méint projézéiert haten, schonn hir éischt Friichte gedroen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos. Ech wëll och preziséieren, datt eise Service des relations internationales dës Etüd un d'saarlännesch Présidence weidergeleet hat, mee déi hat se nach net un déi eenzel Deputéiert weidergeleet. Dat wäerte mer duerfir duerno och direkt maachen.

An da géif ech nach dem Här Bauler d'Wuert ginn.

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Ech wollt awer nach kuerz reagéieren op dat, wat den Här Wagner gesot huet.

Här Wagner, Dir hutt Recht! Mir sollen dat esou séier wéi méiglech traitéieren. Ech wëll lech awer soen, datt mer dat virgesinn haten. D'Madamm Semiray Ahmedova - wou sëtzt se? A, se sëtzt net wäit vun lech do -, déi ass och Zeien dofir. Mir hate se programméiert fir Enn Mäerz. An dunn huet eis déi ganz Covid-Kris voll erbäigeholl, op gutt Lëtzebuergesch gesot, à tel point, datt mer dee Moment aner Projeten an der Finanzkommissioun d'urgence hu missen op den Ordre du jour bréngen.

(Brouhaha)

An dowéinst ass dat do e bëssen an d'Hannertreff geroden. Et war absolutement kee schlechte Wëllen, well ech hunn elo just bei der Madamm Guezennec och nach eng Kéier nogefrot, souwuel den Här Gramagna wéi den Här Kox waren emmer bereet ze kommen. A mir waren och bereet. Duerch d'Kris ass dat verréckelt ginn. Well ech selwer wier och interesséiert, méi Informatiounen iwwert deen Dossier ze kréien. An deem Sënn, bis geschwënn!

(Interruptions)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos fir déi Prezisioun.

(Interruption)

Nach eng Kéier d'Madamm Lorsché, wannech gelift.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Majo, ech wollt just op déi Propos reagéieren, dass den Här Engelen gemengt huet, déi Motioun sollt an d'Kommissioun verweise ginn. Mir sinn net där Meenung. Mir sinn derfir, fir se net unzehuelen, well mer jo elo grad decidéiert hunn, datt mer d'Etüd an der Kommissioun presentéieren. Da brauche mer jo net erëm hinzegeen, fir eng nei Etüd ze froen, well den Inhalt vun der Motioun ass jo, eng nei Etüd unzefroen. A mer sinn eis eens, datt mer déi zu dem Moment net brauchen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Madamm Lorsché. Dann huet den Här Wagner nach eng Kéier d'Wuert gefrot. An dann, mengen ech, komme mer awer zum Vott, wéi et ausgesäit.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Allgemeng ...

Jo, ech wollt ... Ech weess, datt den Här Bauler amgaange war, dat ze organiséieren, och mat der Presidentin vun der Logementskommissioun. Ech wëll awer allgemeng soen: „Wann eng Motioun verluecht gëtt an eng Kommissioun, da soll ee keng dräi Méint waarden, fir se iwwerhaapt ze behandelen. Da muss dat an deenen nächste Woche geschéien!“

(Brouhaha)

Et gëtt e Règlement an der Chamber, dee ganz kloer ass, an en Artikel, dee ganz kloer ass, dee seet: „No dräi Méint muss se zréck an d'Plenièr.“ Dee gëtt seele respektéiert, dofir. D'Presidentin vun der Kommissioun sinn do, fir derfir ze suergen, datt d'Motioun vun Deputéierten

an deem Laps de temps och erëm zréck an d'Plenièr kommen, a solle sech éischer mat deenen ofschwätze wéi mat de Regierungsmemberen.

Zweetens muss awer och iergendwéi d'Présidence vun der Chamber derfir suergen, datt de Règlement applizéiert gëtt an datt de betraffene Deputéierten net emmer muss nolafe fir ze froen: Wéini geschitt dat? C'est fatigant!

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Wagner. Dann den Här Bauler, wannech gelift.

► **M. André Bauler (DP).**- Här Wagner, ech wollt lech awer just dat hei soen: „Mir wollt grad deen do Dossier net op d'liicht Schëller huelen.“ An dofir, ech hat lech dat och eng Kéier en marge gesot, géife mer eis e bësse méi Zäit huelen, fir datt d'Regierung kéint en âme et conscience a mat méi Donnéeën dorobber äntwerten.

Nach eemol, et war alles, mee kee schlechte Wëllen, primo. A secundo, et goug wierklech drëms, fir mat engem méi kompletten Dossier lech kënne Ried an Äntwert ze stoen. An tertio, jo, ech sinn dee leschten, dee bereet ass, dat do net ze respektéieren. Also ech wëll et respektéieren, d'Reglement vun der Chamber.

De toute façon, et ass keng Fro vu Respekt oder Netrespekt. Hei ass deen Datum gewiescht Enn Mäerz. Nun ass eis dat dertëscht geroden, wat mer all net erwaart hunn. An do hu mer geduecht, da gi mer elo emol deenen anere Saache Prioritéit. Mee mir huelen et esou séier wéi méiglech no, do kann ech lech berouegen. Ech huelen och gär Är Beléierung entgéint, well da weess ech, dass ech Gas soll ginn. Mee ech wollt awer och, dass, wa mer eng Reuniooun hunn, mer dat wierklech kënne mat där néideger ...

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Rou!

► **M. André Bauler (DP).**- ... Rou - gutt, Här Roth! -, néideger Rou an och mat deem néidege Set vun Informatiounen uerdentlech maachen. Dat gesot, wëll ech näischt méi bäifügen.

(Interruptions)

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Bauler. An da kritt d'Wuert déi honorabel Madamm Martine Hansen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. Also ech fannen et e bëssen erstaunlech, datt déi gréng Fraktioun seet, datt mer net méi dierften an der Kommissioun hei driwwer schwätzen.

(Brouhaha)

Ech mengen, et ass am Moment een neie Moment do, et ass eng LISERs-Etüd do. An ech fannen, datt mer da kéinten am Kader vun der LISERs-Etüd och nach eng Kéier hei driwwer schwätzen.

Ech weess net, ob d'Reglement et zouléisst, vu datt d'Motioun schon eng Kéier an der Kommissioun war. Mee ech wëll just soen, heiansdo soll een och den ..., net nëmmen heiansdo, mee normalerweis soll een de gesunde Mënscheverstand spille loosse. A vu datt hei en neie Moment do ass mat där Etüd, vun där Minister jo selwer gesot huet, datt dat een neie Moment wier, fannen ech, solle mer nach eng Kéier iwwert dat Ganzt an der Kommissioun diskutéieren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Hansen. Dann nach eng Kéier, eng leschte Kéier d'Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Also déi gréng Fraktioun ...

Ech hat am Fong net méi wëlles, eppes ze soen. Ech wëll just soen: „Mäi gesunde Mënscheverstand huet genee dat selwecht gesot wéi d'Madamm Martine Hansen virun, nämlech dass mer déi Etüd vum LISER sollen an der Kommissioun analyséieren an dass mer dofir keng nei Etüd brauchen zu deem Moment.“

(Interruptions)

Dat, wat an der Motioun gefuerdert gëtt, ass jo nach eng nei Etüd, an dat ware souwuel d'CSV wéi déi gréng, déi fonnt hunn, dass et net de Moment wär, fir eng nei Etüd an Opdrag ze ginn, vu datt schon eng an der Chamber ukomm ass, déi mer dann an der Kommissioun wäerte kucken. Méi hunn ech net gesot, an dat ass och mäi gesunde Mënscheverstand, datt een net duebelgleiseg soll mat Etüde fueren.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Madamm Lorsché.

Ech mengen, da kéime mer elo zum Ofstëmmen, zum Vott vun där doter Motioun, wat jo net verhënnert, datt déi do Thematik an der Kommissioun ka sinn.

(Interruptions)

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President! Den Auteur vun der Motioun hat awer nach eng Kéier d'Wuert gefrot, Här President. An ech bieden lech, him vläicht nach d'Wuert ze ginn, ier mer ofstëmmen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dann nach eng allerallerleschte Kéier den Auteur vun der Motioun, den Här Jeff Engelen.

► **M. Jeff Engelen (ADR), auteur.**- Merci, Här President. Ech mengen, mir loosse déi Demande d'étude awer oprechtstoen, well et weess ee jo net, wat an der LISERs-Etüd gemaach oder geschriwwen ginn ass. Ech géif soen, si soll fir d'éischt eng Kéier an d'Kommissioun kommen, an da gi mer souguer e bësse méi wäit, da géif ech och froen, fir se am Plenum eng Kéier éffentlech ze diskutéieren, fir datt och d'Leit dobause wëssen, wat do drasteet. An da kënne mer dorauer d'Konklusioun zéien: Hätte mer gär méi oder manner? Dat gesi mer, wa mer emol an d'Etüd dragekuckt hunn. Éischer kënne mer näischt soen.

Merci.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech mengen, mir ginn haut hei net fäerdeg. Nach eng Kéier d'Madamm Martine Hansen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Kënne mer dann net einfach emol ofstëmmen, ob mer et net kënne zréck an d'Kommissioun ginn?

(Interruptions)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- U sech stëmme mer einfach iwwert d'Motioun hei of. Dat ännert jo näischt drun, datt eng Kéier kann an der Chamberskommissioun doriwwer diskutéiert ginn. Mir stëmme einfach elo iwwert d'Motioun, esou wéi se am Fong hei um Dësch läit, of.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Mee Här President, dat ass jo awer eng aner Geschicht.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha)

De Vote électronique.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Den Auteur huet gefrot, fir se an d'Kommissioun ze verweisen.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Point d'ordre.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- De Quorum ass erreecht.

► **Plusieurs voix.**- Nee!

► **Une voix.**- Mir wësse jo net méi, wat mer sollen ofstëmmen mat lech.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, ech hunn ...

► **Une voix.**- Wat stëmme mer dann elo of?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech spieren, datt de Wëllen do ass, fir d'éischt eng Ofstëmmung ze maachen, fir se an d'Kommissioun ze verweisen.

► **Une voix.**- Très bien! Voilà!

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Wann déi Saach dann net geet, da wäerte mer duerno missen eventuell se maachen.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Kënne mer elo wëssen, wat mer ofstëmmen?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Genau. Elo stëmme mer fir d'éischt of. An de Vote électronique ass och do gefrot, spieren ech.

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, dee stëmmt mat Jo. Wien net d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, dee stëmmt mat Nee.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Sou, de Quorum ass erreecht.

Déi elo wëllen e Vote par procuration ofginn, déi sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Proposition, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, ass mat 31 Nee-Stëmmen bei 29 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : le renvoi de la motion en commission est rejeté par 27 voix pour, 31 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Jeff Engelen), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Da stëmme mer elo iwwert d'Motioun als Ganz of. Wien ass mat der Motioun averstanen?

Vote sur la motion

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwert den elektronische Wee.

De Vote vun de perséinleche Stëmmen ass ofgeschloss. Deen elo nach ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

D'Motioun ass domadder mat 4 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 25 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 5 voix pour, 34 voix contre et 21 abstentions.

Ont voté oui : Mme Viviane Reding ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Jeff Engelen), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : M. Aly Kaes ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

5. Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten

(M. Yves Cruchten dépose la motion suivante sur le bureau de la Chambre.)

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que la pandémie liée au coronavirus Covid-19 constitue un défi d'une ampleur inédite ;

- notant qu'il est légitime de mettre en place des mesures extraordinaires pour faire face à la crise sanitaire découlant de la propagation du coronavirus Covid-19 ;

- considérant que l'Union européenne est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine,



de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, ancrés dans l'article 2 du Traité sur l'Union européenne (UE) ;

- rappelant que toute mesure d'urgence doit être limitée à ce qui est nécessaire et strictement proportionnée et ne peut, en aucun cas, porter atteinte à ces valeurs ;

- rappelant que la Présidente de la Commission européenne a exigé dans sa déclaration du 31 mars 2020 que « les mesures d'urgence qui sont prises ne le soient pas au détriment de nos valeurs et des principes fondamentaux énoncés dans les traités » ;

- rappelant que les Ministres de la Justice des États membre de l'UE ont réaffirmé lors de leur réunion du 6 avril que toute mesure extraordinaire doit être conforme aux valeurs fondamentales de l'UE ;

- préoccupée par la loi adoptée par le Parlement hongrois en date du 30 mars 2020, instaurant un état de danger sans clause crépusculaire et en pratique incontrôlé, conférant au Gouvernement hongrois le pouvoir de légiférer par ordonnances gouvernementales et menaçant la liberté de la presse ;

- rappelant que l'Union européenne dispose de mécanismes pour aborder des violations graves des valeurs fondamentales de l'UE ;

saluant

- l'engagement du Gouvernement en faveur des valeurs fondamentales de l'UE, y compris concernant la situation en Hongrie ;

- la déclaration commune soutenue par 18 États membre de l'Union européenne, dont le Luxembourg, mettant en garde contre des violations de ces valeurs dans la lutte contre le coronavirus Covid-19 ;

- l'annonce de la Présidente de la Commission dans sa déclaration du 31 mars 2020 que la Commission suivra de près l'application des mesures d'urgence dans chacun des États membres, invite le Gouvernement

- à continuer à défendre les valeurs fondamentales de l'Union européenne ;

- à condamner toute mesure d'urgence prise dans le contexte de la crise sanitaire qui porte atteinte à ces valeurs ;

- à insister au sein du Conseil de l'Union européenne que, le cas échéant, l'Union européenne donne des suites appropriées à de telles violations y compris par le refus de continuer à faire bénéficier ces pays de fonds structurels ;

- à suivre de près la situation en Hongrie et à la soulever, le cas échéant, au sein du Conseil de l'Union européenne.

(s.) Yves Cruchten, Sven Clement, Stéphanie Empain, Gusty Graas, Claude Wiseler.

6. Motion de M. Yves Cruchten relative à la défense des valeurs fondamentales de l'Union européenne et au suivi de la situation en Hongrie

Domadder kéime mer elo zur Motioun, déi vum Här Yves Cruchten deposéiert ginn ass iwwert déi aktuell Situatioun an Ungarn. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

► **M. Yves Cruchten** (LSAP), auteur.- Merci, Här President. Déi Motioun, déi ech lech elo just iwwerrecht hunn, déi hu mer schonn eigentlech an der aussepolitichescher Kommissioun undiskutéiert, a si befaasst sech mat der Rechtsstaatlechkeet an der Europäescher Unioun an hire Memberlänner.

Et ass jo schonn duerch alleguerten d'Medie gaangen, datt besonnesch déi ungaresch Regierung kritiséiert gëtt, well se an hirem Noutstandsgesetz vum 30. März, mat deem d'Regierung all d'Pouvoiren iwwerdroe krut, keng Oflafzäit virgesinn huet a praktesch net richtig ka kontrolléiert ginn. Jo, och d'Pressefräiheet schéngt mat dësem Gesetz a Gefor ze sinn.

An eiser Motioun, déi zwar net vun alle Parteie gedroe gëtt, mee awer vun deenen allermeeschten heibannen, fuerdere mer eis Regierung op, weiderhin déi fundamental Wäerter vun der Europäescher Unioun ze verdeedegen

an all Aktiounen, déi an de Memberstaaten dës Wäerter a Fro stellen, ze condemnéieren.

Besonnesch soll den Europäesche Conseil d'Situatioun an Ungarn am A behalen an eis Regierung soll derfir anrieden, dass Verstéiss géint déi fundamental Wäerter en Nospill solle kréien, och eventuell budgetärer, sou wéi et eisen Ausseminister an och dat europäescht Parlament scho verlaangt hunn.

An do géif ech gären eng Klamer opmaachen, well ech net méi spéit wéi de Mueren hei an engem Zeitungsartikel gelies hunn, dass sech eis och elo do eng Geleehheit bitt. Dir hutt héieren, dass op europäeschem Niveau déi Coronavirus Response Investment Initiative, dee Fong also vun 38 Milliarden, fir d'Memberstaate bereitgestallt gëtt vu Bréssel aus, fir d'Mesuré géint d'Epidemie ze finanzéieren.

Do hunn ech de Mueren an enger Zeitung gelies, an et ass bal net ze gleewen, dass Ungarn aus deem Fong vun 38 Milliarden net manner wéi 5,6 Milliarde soll erauszéien. Just zum Verglach, Italien, well wäitass méi betraff ass a sechsmol méi Awunner huet, géif aus deem selwechte Fong nëmmen 2,3 Milliarde kréien. Also do ass schonn och fir d'Lëtzebuurger Regierung den Otrag, fir déi Situatioun do am A ze behalen. Do schéngt awer mam Verdeeler-schlüssel eppes net ze stëmmen.

Souvill awer just zum Contenu vun der Motioun selwer, well et schéngt mer eigentlech wichteg ze sinn, hei och op déi Fro anzegoen: Firwat mësch sech do eist nationaalt Parlament an? Wat geet dat eis un, wat se an Ungarn maachen? Sollt een net einfach d'Aen zoumaachen an näischt soen? Dat si vläicht fir deen een oder anere berechtigt Froen, op déi et awer a mengen Aen eng treffend Äntwert gëtt.

U sech hätt sech hei als Éischt déi parlamentaresch Versammlung vum Europarot misse mat der Situatioun befaassen. Leider fonctionéieren zanter dem Ausbroch vun Coronavirus weeder d'Kommissiounen an och d'Pleniéressézung vu leschter Woch gouf gestrach.

An ech sinn awer fest iwwerzeegt, dass eis sechs Verrieder aus dem Conseil de l'Europe, deen zesumme mat der Cour européenne des droits de l'homme de Wiechter ass vun der Rechtsstaatlechkeet a vun de Mënscherechter, dës Froe wäerten zu Stroossbuerg op den Dësch leeën. Well awer d'Assemblée parlementaire den Ament net fonctionéiert, fannen ech, ass et un de Memberstaaten, de Bak opzedinn. An dat maache mer haut.

Och d'Europaparlament huet net méi spéit wéi gëschter eng Motioun uegoll, déi an déi selwecht Richtung geet wéi déi heiten. Enttäuscht ware mer allerdéngs vun där ganz, ech weess net, ob ech soll soe „softer“ oder „modester“ Stellungnam vun der Europäescher Kommissioun respektiv dem Conseil vun de Justizministere.

Hei goufen zwar nach emol déi grouss Prinzipie vun der Rechtsstaatlechkeet rappéléiert, mee wann een emol net de Courage huet, fir déi Staaten ze nennen, déi viséiert sinn, dann huet deen Exercice net ganz vill Wäert.

E weidert Argument, firwat mer eis als Lëtzebuurger Chamber net solle scheien, eppes ze soen, ass: Mir sinn zesummen an enger Europäescher Unioun. Dat ass a war fir eis ëmmer méi wéi just eng wirtschaftlech Unioun. Et ass virun allem och eng Wäerteunioun.

An déi Wäerter mussen an all Land héichgehalte ginn. Dat ass dann awer och en Otrag un déi national Parlaementer, net nëmme bei sech, mee och an dem Rescht vun där ganzer Unioun déi Wäerter ze verdeedegen.

Ech hat virun zwee Joer a menger Qualitéit als Rapportier iwwert d'Situatioun vun den ONGen am Europarot d'Geleehheit, zu Budapest net nëmme mat Regierungsverrieder, mee och mat Verrieder vun der Zivilgesellschaft a vun der Press zesummenzoukommen. An et huet mech deemools interpelléiert, wéi ech do vun international renomméierten ONGen erkläert krut, wéi si zanter Jore stigmatiséiert an diffaméiert ginn. Déi fräi Press traute sech kaum nach, kritesche Journalismus vis-à-vis vun der Regierung ze maachen. ONGe ginn ëffentlech diskreditéiert, kréien et schwéier gemaach, zum Beispill un Donen ze kommen; Donen, déi si awer dréngend brauchen, fir iwwerhaupt kënnen ze funktionéieren.

Op dës Manéier gëtt d'Zivilgesellschaft ausgeschalt. A si huet mer, déi Zivilgesellschaft, déi ech do begéint hunn, ganz kloer gesot: „Mir brauchen lech an Europa! Dir musst am Ausland fir eis schwätzen! Hei kënnen mir dat net méi an där gewinnter Fräiheet maachen!“ Jo, si hu mer deemools gesot, dass si op eis zielen an op eis vertrauen. Kommt, mir enttäuschen net dëst Vertrauen!

Mir si wuel an enger exceptioneller Situatioun, net just an Europa, mee weltwäit. Jo, och déi Lëtzebuurger Chamber huet hirer Regierung déi Pouvoire gi während der Kris. Dës Pouvoire sinn allerdéngs limitéiert, och an der Zäit. An dem Parlament kënt hei an haut déi nach méi wichteg Roll zou, d'Regierung ze kontrolléieren.

Mir muss besonnesch an esou exceptionellen Zäiten uecht ginn, dass mer dat, wat mer an deene leschte Joerzénge mat vill Méi opgebaut hunn, eis Demokratie, eis Rechtsstaatlechkeet an eis Mënscherechter, net liichtfankeg op d'Spill setzen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Yves Cruchten** (LSAP), auteur.- Ech ginn heimaddeer selbstverständlech den Accord vun der LSAP zu dëser Motioun. Si dréit och d'Ënnerschréft vum Här Gusty Graas, der Madamm Stéphanie Empain, dem Här Claude Wiseler an dem Här Sven Clement. Hinne merci fir hir Mataarbecht.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Här Cruchten. Éischt Wuertmeldung hunn ech vum honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Merci, Här President. Ech mengen, et ass d'Zäit vun aussergewéinleche Moosnamen a ganz ville Länner, inklusiv zu Lëtzebuerg. Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg als Opposition den Accord ginn, fir datt d'Lëtzebuurger Regierung aussergewéinlech Pouvoire kritt fir dräi Méint. Mir hunn och d'Lëtzebuurger Regierung ënnerstëtzt, datt se fundamental Fräiheeten zu Lëtzebuerg haut a Klammere setzt, d'Fräiheet fir sech ze beweegen, d'Fräiheet fir zesummenzoukommen, d'Fräiheet och fir d'Relioun ze exercéieren.

Mir hunn dat akzeptéiert, well mer an deem Virgeen zu Lëtzebuerg vun der Lëtzebuurger Regierung eng Proportionalitéit gesinn hunn tëschent de Geforen an den Akten, well mer och ganz kloer gesinn hunn, datt et zäitlech begrenz wär op dräi Méint - an dofir hate mer och hei déi Diskussioun iwwert d'zäitlech Begrenzung - a well mer kloer an däitlech konnte feststellen, datt eise System et erlaabt, eng parlamentaresch effikass Kontroll iwwert déi Aktiounen och an enger Krisenzäit ze maachen.

Dat hu vill aner europäesch Länner d'selwecht gemaach, ëmmer an dem Kader vun der Charta vun de fundamentale Rechter fonctionéierend a vun der Rechtsstaatlechkeet fonctionéierend.

A wat mer haut an Ungarn gesinn, dat fällt awer ënner ganz aner Kritären, well mer ganz kloer d'Impressioun hunn, datt dat hei en État d'urgence ass, deen ouni Zäitbegrenzung agesat gëtt, an dat fir eis net akzeptabel ass. Wann ee mat ungareschen Deputéierte schwätzt a se dorop uschwätzt, da soe si: „Ma et ass eng Zäitbegrenzung do. D'Zäitbegrenzung ass déi vun der Pandemie.“ Ech muss soen, dat ass fir mech net akzeptabel als Ausso, well dat ass einfach willkürlech, wéini een decidéiert, datt eppes ufänkt an haaptsächlech eppes eriwwer ass.

Et ass och eng Decisioun, wou d'Regierung mat Dekreeter ouni Zäitlimit kann agéieren, wou u sech och eng ganz kloer Ofschwächung vum Parlament do ass a wou op där anerer Säit d'Pressefräiheet a Fro gestallt ass.

Ech sinn normalerweis net deen, dee seet, datt mir iwwer aner europäesch Staate sollen an dësem Parlament eppes ofstëmmen. Mee hei ass et fir Ungarn net fir d'Éischt, datt déi Froe kommen. An dofir hu mer decidéiert, datt mer hei géife mat op dee Wee goen, well dat net akzeptabel ass.

D'ailleurs ass awer bei deem Handele géint d'Rechtsstaatlechkeet an notammet géint d'europäescht Recht Ungarn net dat eenzeg Land, wou mer et kënnen feststellen. Mir hunn et kierzlech virun e puer Wochen och nach gesinn, datt Länner wéi Polen oder wéi Tschechie vum Europäesche Gerichtshaff condemnéiert ginn, well se sech net un d'europäesch Rechtsgebung halen.

Dat ass fir eis net akzeptabel, an dofir déi Fuederungen, fir datt d'Kommissioun eng Analys mécht, fir datt all Moyenen a Kraaft gesat ginn, déi d'Traitéen eis erlaben, fir datt och Sanktiounen, inklusiv budgetär Sanktiounen, finanziell

Sanktiounen kënnen geholl ginn, a fir datt de Conseil och erëm déi ganz Prozedur vum Artikel 7 op den Agenda hëlt. Dat schéngt eis logesch, schéngt eis opportun, schéngt eis richtig, dofir hu mer dat mat Ënnerschriwwen an dofir stëmme mer dat och mat duerno.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Här Wiseler. An dann huet den honorabelen Här David Wagner d'Wuert gefrot.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här President. Déi Motioun, iwwert déi mer hei diskutéieren, entspréngt u sech enger gudder Intention. Mir gehéieren zu deenen, déi déi Motioun net mat Ënnerschriwwen hunn.

Dir kënt lech jo virstellen, datt mer keng weider Sympathien hu fir den Här Orbán. Jo, et gi vill Länner, déi eng äusserst reaktionär Regierung hunn. Meeschtens leie se a Mëtteleuropa. An ech kann lech soen, den Här Orbán, jo, nodeems hien e Musterschüler war an den 90er-Jore vum Westen, e liberale Politiker, huet e sech mutéiert zu engem äusserst reaktionäre Politiker, jo, zu engem Rassist, jo, ech mengen och zu engem Antisemitt, an e klaut och nach!

Éierlech gesot, ech wënsche mer den Här Orbán dohinner, wou Leit higeheieren, déi klauen an déi dat alles maachen. Dat ass dat, wat ech vun him halen a vu senger Regierung.

De Problem ass, et kéint ee laang a breet diskutéieren iwwert d'Ursaache vun esou enger Entwécklung. Mee fënnf Minutte ginn net duer. Et muss een awer just wëssen, firwat et esou wäit komm ass an deene Géigende vun Europa.

Si hu joerzengelaang ënner bürokrateschen Diktaturen, dem Stalinismus gelieft. Duerno krute se eng Radikalkuer am Neoliberalismus, wat de ganze Sozialstaat, deen awer existéiert huet, füttigemaach huet. Mir wëssen, wat geschitt ass: korrupt Eliten, politesch Elitte vun alle Borden, an ech mengen, an Ungarn grad och nach ee vun de leschte Premierministere, de Ferenc Gyurcsány, wou d'Leit masseweis zu Dausenden op d'Stroosse gaange sinn zu Budapest an a ganz Ungarn. Dat huet och dozou bäigedroen, datt den Här Orbán zrëckkomm ass.

Dat alles huet natierlech zu deem gefouert, wou mer elo sinn.

Mir hunn awer elo e Problem, well mir sinn der Meinung, mir stellen eis d'Fro, ob déi Klausel net zu weideren Abuse ka féieren, well spéitstens zanter der Gricheleandkris hu mer jo awer och gesinn, wéi och, net nëmmen d'EU, mee och d'EU, d'Kommissioun ..., wat fir en Trauerspill dat war a wat alles gemaach ginn ass, fir eebeben och eng Regierung u sech füttizemaachen op eng antidemokratesch Aart a Weis.

D'Fro ass och, ob mer den Här Orbán duerch esou Sanktiounen bestrofen oder ob mer d'ungaresch Vollek bestrofen! Dat ass eng wichteg Fro, justement mat där Prozedur, déi do agefouert gouf mat de Fonds-structurellen. An ob mer net dann duerno souguer den Här Orbán a seng Regierung bestärken, wéi dat zum Beispill de Fall ass mat den ekonomesche Sanktiounen géint den Här Putin a Russland. Dat huet en net geschwächt, ganz au contraire! Dat huet awer gewësse Russe getraff.

Dat heescht, ech mengen, et misst ee ganz gutt oppassen.

(Interruption par la présidence)

Et wieren aner Méiglechkeeten, déi mir vill méi sympathesch wieren, zum Beispill wéi d'Avoiren. Vläch ginn et souguer Avoire vum Fidesz-Leit hei zu Lëtzebuerg, déi kéint ee congeléieren oder esou iergendeppes. Dat wier natierlech eng interessant Prozedur.

Den Europäesche Gerichtshaff ass awer och nach ëmmer eng europäesch Institutioun, iwwert déi ee fuere kann, justement a grad och nach iwwert dat, wat den Här Cruchten gesot huet, déi Neiegkeet, wou se och nach eng Kéier klauen do, wat medezinnesch Material uegt, datt een doriwwer kéint fueren.

Mir hunn awer Angscht, an dat ass de Problem, datt dat net fonctionéiert a kontraproduktiv gëtt.

An zweetens: Deux poids, deux mesures! Éierlech gesot, Dir wësst, ech sinn dee Leschten, deen op Frankräich klappt. Mee dat, wat a Frankräich a leschter Zäit geschitt ass, wéi repressiv déi Regierung géint hir eege Bevelkerung gaangen ass, wéi se geklappt hu mat ganz grave Blesséierten, Dausende vu Leit, déi arbiträr festgeholl gi sinn - arbiträr festgeholl gi sinn! -, Leit, déi gestuerwe sinn, wéi déi al Damm zu Marseille, an et kann ee wierklech drun zweifelen, datt et en Accident war. Dat, wat de Macron opféiert, ass ganz schlëmm a

Le saviez-VOUS?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.



verstéisst och, mengen ech, géint d'Grondwäerter vun der EU. Mee géint Frankräich gëtt näischt gemaach! Firwat?

(Interruption par la présidence)

Dat ass kee klengt mëtteleuropäescht Land, dat ass eng grouss Puissance.

An dofir hunn ech awer och e Problem domadder, datt een awer iergendwéi d'Saachen net korrekt gesäit hei innerhalb vun der EU an datt een den Androck gëtt, datt een déi eng aneschters behandelt wéi déi aner an datt ee vläicht souguer kontraproduktiv Mesuren hëlt.

Dofir wäerte mer eis och bei där Saach, bei där Motioun enthalen, déi mer vläicht ënnerstëtzt hätten, wann net den Ajout komm wier vun de Fonds structurels. Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wagner. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass evident, datt an engem Rechtsstaat an an enger Demokratie nach ëmmer de Bierger muss d'Hoheitsrecht behalen. Dat kann en duerch d'Ausdrécke vu sengen Astellungen, politeschen Astellungen a reguläre Wale maachen, dat kann en natierlech och vis-à-vis vun dem Respekt vun den Institutione maachen, soll en och maachen.

Et gëtt allerdéngs Situatiounen, wou et evident ass, datt musse spezial Vollmuechten u Regierungen iwwerdroe ginn. Dat hu mer hei zu Lëtzebuerg elo gemaach. D'Chamber huet dat fir dräi Méint accordéiert. Ech mengen, dat ass vum Prinzip hier och net a Fro ze stellen. Mir sinn de Moment an enger ganz spezieller Situatioun, enger Situatioun, wéi déi meescht heibanne se nach ni kannt hunn. An duerfir ass et da vun deem Standpunkt aus och ze ënnerstëtzen, datt esou Moossname kënnen geholl ginn.

Wat allerdéngs net ze akzeptéieren ass, ass, wann esou Moossnamen zu Abuse kënnen féieren an och mat engem Hannergedanken agefouert ginn, fir effektiv Abusen ze maachen. An dat ass d'Situatioun, déi de Moment an Ungarn ass. Nämlech de weesentlechen Ënnerschied zu Lëtzebuerg ass deen, datt do op eng onbestimmten Zäit déi Vollmuecht der Regierung iwwerdroe ginn ass an datt ee bal ka soen, datt d'Parlament hei zu engem gewëssenen Zaungast degradéiert ginn ass.

Mir hunn natierlech där negativ Beispiller nach méi iwwer Europa och eraus. Mee haut solle mer eis jo hei méi mat Europa respektiv mat Ungarn beschäftegen.

Dat huet natierlech och zu ganz scharfe Reaktiounen gefouert. Ech erënneren drun, datt eisen Ausseminister ganz kloer Wierder fonnt huet. Ech erënneren och drun, datt zum Beispill e fréieren italieenesche Premier, de Matteo Renzi, gesot huet, datt Ungarn misst elo aus der Europäescher Unioun ausgeschloss ginn. Ech erënneren och drun, datt eng Petitioun um Niveau vun dem Europäesche Parlament leeft, wou u sech och gefuerdert gëtt, datt déi strukturell Gelder, déi Fonggelder net méi sollen iwwert d'Regierung selwer lafen, mee den Empfänger an Ungarn sollen zougestallt ginn.

An da muss een och hei nach eng Kéier ënnersträichen, et ass jo net déi éischte Kéier, datt dat Land um Pranger steet! Ech erënneren drun, zum Beispill am September 2018, do ass schonn e Verfere géint Ungarn ugestriift ginn op Basis vum Artikel 7 vum Traité, well se géint den Artikel 2 eebe verstouss haten a wou ganz kloer ervirkomm ass, datt Ungarn elementar Valeuren an der Europäescher Unioun net respektéiert huet. An da muss een och soen, datt den Europäesche Gerichtshaff och Ungarn scho verurteilt huet wéinst senger Migratiounspolitik.

Mir als Demokratesch Partei sinn och der Meinung, datt eeben och d'Kommissioun respektiv de Conseil vläicht sollen awer méi kloer Wierder an Zukunft gebrauchen. Dann dierf een net vergiessen, d'Europäesch Unioun ass jo awer nun e Produzent vun elementare Valeuren, sief dat de Respekt vis-à-vis vu Minoritéiten, sief dat d'Reliounsfräiheet, sief dat d'Pressefräiheet et j'en passe. Mee grad déi Valeure musse verdeedegt ginn. An da mussen awer och déi zwee Organer, déi ech elo genannt hunn, méi de politesche Courage opbrénge vläicht, fir an Zukunft méi daitlech Wierder vis-à-vis vu Memberen ze schwätzen, déi eeben déi elementar Approche net weisen.

Ech wëll dann och drop hiweisen, datt zum Beispill an Ungarn elo nach kierzlech e Geset-

zesprojet deposéiert ginn ass, wat awer och nach misst zu Oprou féieren, zum Beispill vis-à-vis vun transgener Persounen, déi elo net méi d'Recht kréien, hir Zivillrechter auszeüben, wéi dat an aneren Demokratien de Fall ass. Dat heescht, hei gëtt nach just de biologesche Sexe consideréiert. A wann eng Persoun sech am Laf vun hirem Liewen eeben transforméiert, datt se dann net d'Recht huet eeben, sech als nei Persoun dann dee Moment mat engem anere Geschlecht duerstellen. Ech mengen, och dat ass eng Attitüd, déi awer munches duerchblécke léisst.

Ech hunn och mat Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, datt den CSV-President kierzlech vehement gesot huet, datt e sech géif derfir asetzen, datt Fidesz géif elo um Niveau vun der EVP ausgeschloss ginn. Dat ass dann eng gutt Annonce. Da gi mer och dovun aus, datt d'CSV dat doten och elo wäert maachen.

Ech wëll dann haut drop hiweisen, datt esou autoritär Regimier, well hei kann ee jo schonn dat Wuert „autoritär“ gebrauchen, awer näischt an der Europäescher Unioun verluer hunn, an datt net nëmmer natierlech d'Europäesch Unioun hei gefuerdert ass - den Här Cruchten huet zu Recht drop higewisen -, mee och de Conseil de l'Europe besonnesch, dee jo awer deen obersten Hüter vun den elementare Mënscherechter ass. De Conseil de l'Europe muss ee vläicht zumindest elo e bëssen a Schutz huelen an deem Sënn, well eeben effektiv, a mir mierken dat jo selwer bei eis, d'Méiglechkeet net an deem Mooss besteet, ze funktionéieren.

Ech kann lech allerdéngs soen, Här Cruchten, datt de Bureau vum Conseil de l'Europe respektiv de Comité permanent den 30. Abrëll zesummekennt och ënner enger Form, wéi mir se mat Visiokonferenz gewinnt sinn. An ech ginn och dovun aus, datt Ungarn do wäert mat Sécherheet en Thema sinn.

Ofschléissend, wéi gesot, ech mengen, d'Demokratesch Partei, doru brauch ech net hei nach eng Kéier ze erënneren, ass mat Sécherheet e Garant vu Fräiheitswäerter, vu Wäerter, déi héichgeschriwwen ginn an enger Demokratie, an engem Rechtsstaat. An duerfir ass et och fir eis evident, datt mir déi Motioun hei wäerten ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Graas. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools merci, Här President. An och e Merci un den Här Cruchten fir d'Virbereedung vun dëser Motioun.

Wësst Der, heiansdo wonnert ee sech! An ech wunnere mech zum Beispill driwwer, datt mer freides hei an dësem Parlament mat enger grousser Majoritéit vun deene Parteien, déi hei sinn, decidéieren, datt mer krank Leit kënnen duerch en Tracking suivéieren, a samschdes kréie mer hei eng Motioun virgeluecht, wou mer gesot hunn, ënnert dem Covid-19 dierfe mer net géint d'Grondrechter verstoussen!

Mir als ADR sinn eis do konsequent. Mir ware gëschter net d'accord, datt krank Leit kënnen mat enger App getrackt ginn. Dat hu mer gëschter ofgestëmmt, Här Engel, an enger Motioun, wou Dir och derfir waart, mir net. An haut soe mer, mir dierfen d'Grondrechter net verletzen opgrond vum Covid-19 eraus.

(Interruption)

A mir stinn dozou als ADR. Mir stinn zu de Grondrechter a mir soen och ...

(Interruption)

... mir soen och, datt eeben an enger Kris oder esou déi Grondrechter mussen erhale bleiwen.

Mat wat si mer haut hei saiséiert?

Mir sinn u sech mat enger diplomatescher Fro saiséiert. Den Här Gramegna ass hei, den Här Asselborn leider net. An den Här Gramegna versteet genau, wat ech soen, wann ech soen: „Et ass e Grondprinzip vun der Diplomatie, och an der Europäescher Unioun, fir géintwuer anere Staate Courtoisie anzehalen, fir géintwuer anere Staaten ze kucken, datt mer als klengt Land gutt bilateral Relatiounen hunn, well mir brauchen een deen aneren.“ A mir musse kucken, wa mer Kritik äusseren, datt déi fondéiert ass.

Elo ass et esou, datt Ungarn e bëssen zum Buhmann ginn ass, a mir hunn eis och dat Gesetz hei ugekuckt, em wat et geet. Ech wëll och soen: „Den ungarische Parlamentspräsident huet eis geschriwwen, den Ambassador huet eng Rei vun Artikelen publizéiert genau zu där doer Fro.“ A losse mer emol kucken, wéi wäit dat justifiéiert ass!

D'Fräiheet vun der Press wär ageschränkt; dat gëtt dat Gesetz esou net hier. Et geet em Fake-

news. Ech soen lech, ech wëll lech just herno eppes zitieren, wou een dat kann e bëssen an de Kontext setzen.

Dir sot: „Et ass indéterminé.“ Ech weess nach net, wéi mir elo den État de crise bënnegen, mee am Gesetz steet kloer, datt et d'Parlament ass, wat deen État de crise zu all Zäit ka bënnegen. Et ass also net indéterminé, et gëtt eppes.

Mir musse kucken, datt mer ganz genee préiwen, ier mer verurteilen.

Dir hutt geschwat, Här Cruchten, an där Motioun, déi mer hei virleien hunn, vun de Fonds structurels. Ech fannen dat extrem onsozial! An ech ginn dem Här David Wagner Recht. Éischtens ass et eppes, wat d'Klima an Europa vergëft, wa mer Instrumenter, déi net dofir geschaaft gi sinn, déi aus sozialen Zwecker geschaaft gi sinn, fir Leit, schwache Leit a schwache Länner ze hëllefen, elo wëlle gebrauchen, fir politeschen Drock auszeüben. Dat ass eppes, wat een net mécht, wat d'Klima an Europa fundamental vergëft.

Mee just fir lech e bëssen ze soen, wéi virsiichteg mir och als Lëtzebuerg solle sinn, wann et geet em Saache wéi Pressefräiheet hei. Ech hunn lech just ee Beispill matbruecht. Eis Associatioun vun de professionelle Journalisten hei zu Lëtzebuerg, net an Ungarn, huet viru 14 Deeg e Communiqué gemaach, an ech liesen lech dee vir - Lëtzebuerg! -: « Le contrôle total de l'information par les autorités est contraire au cadre démocratique dans lequel nous vivons. Il y a des limites et des balances à respecter - même et surtout en état de crise. Or, nous devons constater que le Gouvernement veut transgresser certaines limites (...) et fait pencher la balance du mauvais côté. (...) Les journalistes ne sont pas les transmetteurs de la communication gouvernementale et doivent pouvoir enquêter et rechercher indépendamment et à leur guise et dans le respect du code de déontologie. »

Dat soen d'Lëtzebuurger Journalisten!

A mir wëlle just hei als ADR kloerstellen, datt mer, ier mer zu aneren higinn an der Europäescher Unioun, och musse kucken: Wéi hale mir et da mat de Grondrechter, mat der Fräiheet vun der Press an enger Krisensituatioun?

Ech wëll vläicht, well ech nëmme fënnf Minuten hunn, mat enger Bemierkung ofschléissen. Natierlech kann ee soen, mir musse souguer soen, datt mer an der Europäescher Unioun u besonnesch héich Kritäre musse gebonne sinn, wat d'Mënscherechter ugeet, well mer d'Mënscherechtskonventioun ënnerschriwwen hunn, well mer Member sinn an esou Organisationsen an esou weider. Mir musse besonnesch streng Kritären hu vläicht an Europa, awer mir dierfen och net an deux poids, deux mesures falen. Dat dierfe mer och net!

D'Mënscherecht ass „jus cogens“: Ee Mënsch op der Welt ass esou vill wäert wéi deen aneren. A mir hunn e Problem domat, e fundamentale Problem domat, datt an der Lëtzebuurger Diplomatie eis Regierung sech asetzt fir d'Enn vun de Sanktiounen géint den Iran, déi Leit u Kranen ophänken, datt se solle lues erstécken, mat enger Palästinensescher Autoritéit enorm frëndschaflech Relatiounen huet, wou gefoltert gëtt, Terrorismus ënnerstëtzt gëtt, d'Doudesstrof applizéiert gëtt, déi extrem korrump ass, wou säit 2005 keng Wale méi waren!

An da fokusséiere mer eis op Ungarn! Sinn do net aner Ursachen derhannert, ausser den deux poids, deux mesures? Ass et dann net esou, datt eng Roserei besteet, well dat Land seng Souveränitéit wëllt erhalen, seng Kultur wëllt erhalen, sech géint eng Verdeelung vun de Migranten an Europa wiert? Sinn net aner Ursachen derhannert, déi eis dozou zwängen, oder net eis, mee d'Regierung dozou zwängen, sech ze fokusséieren op dat Land?

Den ungarischen Ambassador huet eis geschriwwen an engem Artikel, deen och hei publizéiert gouf an der Press, Ungarn wär der Meinung, mir sollten eis géigesäiteg, opgrond vun deene selwechte Kritären an der Europäescher Unioun, préiwen, ob mir d'demokratesch Rechter anhalen oder net.

(Interruption par la présidence)

An ech mengen, dat ass eng gutt Iddi. Loosse mer net eis fokusséieren, losse mer zesumme kucken, datt jiddweree bei sech d'Mënscherechter anhält, losse mer an engem frëndschaflechen Dialog mat Ungarn dofir kucken, datt do a bei eis ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Kartheiser, ech wëll lech soen, datt Der just zwou an eng hallef Minuten hutt a keng fënnf Minuten, an datt Der awer elo scho sechs Minuten amgang sidd.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- A! Dat ass ganz kuerz, Här President, fir déi Qualitéit vun

deenen Argumenter, déi ech virbréngen. Mee ech huelen dat zur Kenntnis.

(Brouhaha et hilarité)

Ech huelen dat zur Kenntnis ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Nee, Här Kartheiser, ech wëll lech domadder soen, datt et Reegelen hei am Parlament ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech ginn lech Recht, Här President. Ech kommen dann zum Schluss.

Sollt et awer esou sinn, Här President, well ech gesinn, datt d'Begeeschterung hei e bëssen, bon, d'Temperament vu Verschiddenen ufänkt ze entstoen, datt op eis geäntwert gëtt, da kéint ech mer ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Jo, Här Kartheiser, notzt Är Zäit besser!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Wuert kritt den Här Georges Engel fir Fait personnel.

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Jo, den Här Kartheiser huet eppes gesot, wat net richtig ass. Et ass och immens flott, wann den Här Kartheiser vun der ADR heibanne vu Fakenews schwätzt. Dat ass scho bal eng Perversioun vun deem Begrëff. En huet gesot, hei wär gëschter gestëmmt ginn, dass mir fir eng Trackingapp wäeren, an dat ass absolutt falsch. Wann en also hei vu Fakenews schwätzt, da soll e sech selwer mam Wuert huelen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Engel.

An da kritt d'Wuert déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).**- Merci, Här President.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif fir d'éischt gare villmools Merci soen dem Här Cruchten fir dës Initiativ, déi en ergraff huet. Et ass immens wichteg, dass mer esou Sujeten net einfach inaperçu och hei an dësem Haus laanschtzéie loossen, mee dass mer driwwer schwätzen an d'Opmierksamkeet drop lenken.

Hei steet vill um Spill, net just fir déi ungaresch Bevëlkerung, mee och fir d'Glafwierdegkeet vun der EU an d'Erhale vun eiser Wäertege-meinschaft. Mir schwätzen am Kader vun dëser Motioun vu Mesuren, déi am Kader vun der Coronakris geholl gi sinn. Mee ech mengen, wa mer vu Rechtsstaatlechkeet schwätzen an der EU, dann ass Ungarn net eréischt zënter gëschter oder zënter dëser Kris e Suergekand vun der EU.

Och wann ech mer grad hu missen unhéieren, wéi vläicht och versicht gëtt, déi Mesuren ze verteidegen oder an e schéint Licht ze réckelen, mengen ech, dass dat awer ënner enger objektiver Betrachung net wierklech vertriebar ass, géif ech einfach emol soen.

Déi Bedenken, déi hei am Raum stinn, hu sech, wéi gesot, net elo eréischt mat der ungarischer Coronagesetzgebung erauskristalliséiert. Se fousse op enger Entwécklung, déi sech schonn iwwer Joren zitt an déi sech och elo nach eng Kéier akzentuéiert huet. D'EU-Parlament huet schonn, an dat huet den Här Graas och geschwat, am Joer 2018 driwwer geschwat, e Rapport virgeluecht, deen eng Rëtsch vu Mesuren opléicht, déi e kloer Risiko fir d'Rechtsstaatlechkeet an Ungarn duerstellen. An do ginn ënner anerem ugeschwat eeben d'Onofhängegkeet vun der Justiz, déi no enger Verfassungsreform net méi garantéiert ass; en neie Walsystem, dee moossgeschneidert ginn ass op de Virdeel vun der Regierungspartei; Mesuren, déi dem President et erlaben, sech mat éffentleche Mëttel quasi eng Kontroll iwwert d'Mediellandschaft ze sécheren; déi fräi Meinungsäusserung, déi net méi garantéiert ass; d'Reliounsfräiheet, déi ugegraff ginn ass, an d'Rechter vu Minoritéiten, déi beschnidde gi sinn.

Spulle mer erëm no vir an déi aktuell Situatioun! Et ass ugeschwat ginn: De Gros vun de Länner weltwäit hu sech an dëser Kris speziell Mesurë ginn. Et ass also net d'Tatsaach u sech, dass Ungarn sech hei eng Krisereglementatioun ginn huet, wat problematesch ass. Et ass dat, wat virdu scho geschitt ass, wat mécht, dass mer hei e besonneschen, méi besuergte Bléck schonn emol a priori drop werfen.

An dass eis Doute berechtigt sinn, beweist dann och d'Aart a Weis, wéi d'Regierung Orbán un d'Situatioun erugaangen ass, an d'Form, déi hir Krisereglementatioun geholl huet, wéi gesot, d'Durée vum État de crise an eeben och, dass een d'Regierungen net méi dierf kritiséiere fir déi Mesuren, déi se am Kader vun dëser Coronakris huelen.

Domadder huet Ungarn wäit iwwert d'Zil erausgeschoss. Kritiker fäerten deemno och, dass dës Gesetzgebung dëser Regierung, déi souwiso schonn derfir bekannt ass, dass se autoritär Tendenzen huet, elo d'Méiglechkeet bitt, fir zousätzlech vun hiren neie Méiglechkeeten ze abuséieren. An e puer vun den Decisiounen, déi zënter dem neie Gesetz getraff gi sinn, schéngen dës Ängschten ze confirméieren. Esou huet d'ungaresch Regierung d'Opportunitéiten, déi sech hei duerch dës Kris presentéiert hunn, genotzt, fir zum Beispill de Budget vun de politesche Parteien a vun de Gemengen ze kieren.

Ausserdeem ass ënnert dem Prätext vun der Coronakris e Fource-tout-Gesetz gestëmmt ginn, wat am Ganzen eng 57 net zusemmenhängend Dispositiounen beinhalt. Eng Partie vun deenen Dispositiounen hunn awer manifestement iwwerhaapt näischt mat der Coronapandemie ze dinn, esou zum Beispill d'Kontroll iwwert d'Kultur- an d'Theaterproduktiounen. Dass hei an enger éischer Phas also direkt artistesch Fräiheeten an déi ungaresch Géigekultur viséiert sinn, ass enorm bedenklech. Esou vill och zum Thema Kultur erhalen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Et ass op alle Fall bewosst drop verzicht ginn, esou wéi dat an enger Demokratie üblich wier, och a Krisenzeiten eng parlamentaresch Kontroll a Mataarbecht ze garantéieren. Hei huet d'EU natierlech eng wichteg Roll ze spillen a si huet sech dem Thema och uegheoll. Si huet sech engagéiert, ganz no ze suivéieren, ob déi ungaresch Regierung hiert Versprechen anhält, nämlech dës Mesuren all réckgängig ze maachen, soubal dës sanitär Kris iwwerstanen ass.

Ech wëllt dobäi awer och umierken, dass, och souguer wann den État de crise eriwuer ass an och wann déi Plein-pouvoiren erëm zréckgeholl ginn, dann trotzdem duerch déi Mesuren, déi elo getraff gi sinn, eng Partie Saache wäerten hänke bleiwen, wéi eeben och de Volet Kultur an esou weider, déi Reglementer, déi entretemps gestëmmt gi sinn.

Bon, d'EU-Kommissäarin Věra Jourová, responsabel fir de Volet Wäerter an Transparenz, huet uegekennegt, dass d'EU-Kommissioun genau beobachte wäert, wéi dat Krisegesetz an Ungarn ugewant gëtt. An dat ass och gutt esou. Mir dierfen net zouloossen, dass d'Regierung Orbán dës Kris notzt, fir hir Muecht ze zementéieren. Et muss glaskloer sinn, dass mir am Kampf géint de Virus net och d'Demokratie (veuillez lire: net och d'Aushiewelung vun der Demokratie) als Kollateralschued dierfen akzeptéieren.

Duerfir begrësse mir natierlech, dass d'EU uegekennegt huet, hir Roll hei ze spillen. Trotzdem ass et wichteg, dass mir och op nationalem Niveau deen néidegen Drock ausüben, fir dass d'EU hei ganz proaktiv virgeet a gegebenefalls och déi néideg Konklusiounen doraus zitt. An da schwätze mer eeben och vu budgetäre Mesuren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aussergewéinlech Situatiounen erforderen aussergewéinlech Moosnamen, mee d'Aushiewelung vun der Demokratie an engem Staat am Härze vun Europa muss souwuel vun der EU wéi och um nationalen Niveau schäerfsten verurteelt ginn.

Aus deem Grond ënnerstëtze mir natierlech dës Motioun an hu Vertrauen an eis Regierungsmemberen, dass si sech weiderhin engagéiere wäerten, fir d'Valeuren an der EU héichzehalen. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Empain. An dann ass et nach um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Ech versprechen och, dass ech probéieren, mech un déi zwou Minutten an 30 Sekunden, déi ech hunn, bei deem komplexen Thema ze halen. Et ass esou, dass ech, mengen ech, net eleng heibanne sinn, wann ech soen: E Parlament muss sech Suergen ëm d'Demokratie maachen, ob doheem oder am Ausland! Mir kënnen dach net nokucken, während d'Demokratie, d'Matbestëmmung mam Argument vun der Kris einfach ofgeschafft gëtt!

Et gouf gesot, mir hunn der Regierung hei méi Pouvoire ginn, mee zäitlech begrenzt, well eis Verfassung dat virgesäit. A wien den Debat suivéiert huet, wéi mer dat Gesetz gestëmmt hunn, deen erënnert sech, dass schonn deemools, wéi déi Verfassungsännerung iwwerhaapt komm ass, dass d'Chamber gefrot misst gi fir den État de crise, driwwer gestridde ginn ass, fir wéi laang et dann ubruecht wär, der Regierung esou Pouvoiren ze ginn.

Ech mengen, dass et wichteg ass an enger Demokratie, dass ee Luucht um Enn vum Tunnel gesäit, wann een enger Regierung vollst Vertrauen ausschwätzt, an dass een net einfach därerf soen: „Dat wäert scho riichtgoen.“

Den David Wagner huet et gesot: Den Här Orbán gehéiert warscheinlech op eng Plaz, wou Leit sëtzen, déi Geld klauen, Geld veron-treien oder soss Schanddote beginn.

Wat mech am meeschte gepräagt huet bei deem Debat hei ass: Den Här Orbán ass an déi lescht Walen an Ungarn eragaang mam Slogan „Stoppt Bréissel!“. En huet dat gesot! Dohanne sëtzt nach ee mat deem nämmlechte Gedankgutt.

„Stoppt Bréissel!“, mee wann ech Geld kréien, fir meng eegen Täsche voll ze maachen, dann huelen ech et, an egal ob Italie leit oder net, Ungarn kennt als Éischt! „Ungarn first, the rest later!“ Ech mengen, et gëtt nach e groussen, oder besser gesot e bësse méi voluminöse Staatsmann, deen dat och fir säi Land géif behaapten.

(**Interruption**)

Mir sollten als Chamber kloer Positionen huelen, wann et Abus de pouvoir gëtt.

A fir nach ee Wuert ze soen, well ech nach zéng Sekonnen hunn: Här Kartheiser, wannech gelift, wann Der hei mat Fakenews hantéiert, mir hätte gëschter eng Motioun gestëmmt, dass een därerf Tracking maachen, dat ass éischters falsch. Wien den Text liest, kann dat séier novollzéien. An zweetens, grad fir den Här Orbán ze verdeedegen, dee wierklech de Meeschter vu Fakenews an Europa ass, mat Fakenews ze hantéieren, dat weist, wes Geistes Kind Sie sind!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement.

An da géif ech der Regierung d'Wuert ginn, dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Fait personnel!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Kartheiser wëllt nach kuerz eppes soen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Bon, ech hu fënnf Minutten, Här President, u Fait personnel nom Reglement, wann ech mech net ieren.

Ech wollt nach eng Kéier op déi Fro zréckkommen, ech hunn elo den Text net hei, wat mer gëschter gestëmmt hunn. Dofir stinn ech gär zur Verfügung, wann een den Text hei huet, fir mech ze korrigéieren.

Mee de Sënn dovun, vun deem ...

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Kuckt dach einfach!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Da waart!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Um Portail steet et.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Keng obligatoresch Trackingapp, stoung kloer dran, Här Kartheiser!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also, fir vläicht nach eng Kéier op déi Saach zréckzuekommen, déi mer hei gëschter diskutéiert hunn, well den Här Clement huet dat jo elo an enger delikater Form nach eng Kéier opbruecht.

Mir hu gëschter déi Diskussioun gehat hei, an ech hu wéi gesot den Text net virleien, ob et méiglech ka sinn hei am Land oder net, dass Leit, déi krank sinn, also um Covid-19 erkrankt sinn, kënnen duerch eng App, eng elektronesch Form, wéi se op de Smartphone geluede gëtt, tracéiert ginn, fir hir Kontakter mat aneren ze verhiinnen, ze managen. Dat muss een dann nach gesinn, wéi dat ausfällt. D'Europäesch Kommissioun iwwer EU Health oder esou eppes, ass do eng Etüd amgaang an et soll do da gekuckt ginn, fir dat ze maachen.

Mir hate gëschter hei déi Diskussioun. Mir hunn als ADR gesot: Mir wëllen dat net! Mir wëllen dat net! Mir wëllen et net, well mer do duerch de Secret médical verletzt gesinn, well mer doduerch d'Bewegungsfreiheet verletzt gesinn, d'Privatsphär vun de Leit, well mer net wëllen, dass dat zu enger Stigmatisierung vun kranke Leit ka féieren, well mer net wëllen, dass dat kann zu enger sozialer Isolatioun vun kranke Leit féieren, wa gekuckt gëtt, wie wéini e Kontakt mat hinnen huet.

(**Interruption**)

Ech hunn hei ze äntwerten.

Dat ass gëschter hei am Parlament iwwer eng Motioun net ausgeschloss ginn!

(**Brouhaha et coups de cloche de la présidence**)

Mir wollten et ausschléissen. Dat ass dat, wat ech wëll soen. An an eisen Aen - an do ka kee soen, dat wär net eist Recht - ass dat eng Verletzung vu Grondrechter. Ech weess, eng Majoritéit heibanne gesäit dat anescht. Mee et ass eng potenziell Verletzung vu Grondrechter.

(**Interruption**)

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dir hutt behaupt, mir hätten derfir gestëmmt, dass se sollen applizéiert ginn. Dat ass eng Ligen!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass keng Fakenews. Wou ass d'Ligen? Wien huet gesot, dat wär eng Ligen?

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Ech hunn dat gesot, Här Kartheiser. Dir hutt gesot, mir hätten eng Motioun gestëmmt, dass se zougestëmmt hätten, zougestëmmt hätten ...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Net ausschléissen! Net ausschléissen!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Nee, zougestëmmt hätten, fir dass eeler Leit tracéiert ginn, dat hutt Dir behaupt!

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Ech schléisse mech deem un, Här Mars Di Bartolomeo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech hunn den Text net virleien, mee Tatsaach ass, dass dat net ausgeschloss ginn ass.

(**Brouhaha général**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Virdrun hutt Der eppes aneres gesot.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).** - Här President, wien huet dann d'Wuert? Dir musst dach d'Wuert ginn!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Wannech gelift!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, ech hu fënnf Minutten.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Kartheiser soll zum Schluss komme vu sengen Aussoen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech hu fënnf Minutten, fir ze äntwerten. A wann ech ënnerbrach ginn, kann ech dat net maachen. Mee mir kënnen jo, ech huelen hei zur Kenntnis, gëschter war eng grouss Majoritéit der Meinung, dass dat sollt méiglech sinn. An ech huelen zur Kenntnis, dass déi Majoritéit sech haut lautstaark hei äussert.

Mee loosse mer dach einfach d'Leit beurteilen! Loosse mer kucken, wat an deenen nächste Wochen elo kënn! Loosse mer kucken, wat vun der Europäescher Kommissioun proposéiert gëtt a wéi déi lëtzebuergesch Regierung sech dozou stellt!

Gëschter ass gesot ginn: „Mir kënnen eis net dergéint wieren, fir dass mir an der Europäescher Unioun eventuell déi Eenzeg sinn, déi dat net maachen. Mir kënnen“, ech weess net méi, wien et gesot huet, „mir kënnen dach net, wa mer zu 27 eppes maachen, deen Eenzege sinn, deen do net matmécht.“

Mir wäerten als ADR hei an deem Fall weider drop kucken, dass d'Menscherechter vun deene kranke Leit respektéiert ginn. A wann Dir sot: „Dat ass Fakenews“, wann dat Fakenews soll sinn, dann assuméieren ech dat! Mee mir sinn d'Affekoten hei vun de Menscherechter och vun deene Kranken.

Ech soen lech Merci.

(**Brouhaha**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass awer elo déi Allerbescht.

► **Une voix.** - Een, deen net d'Wourecht seet, dee litt.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech géif dann d'Wuert weiderginn un den Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Pardon, ech profitéieren och vum Fait personnel, well als Auteur vun där Motioun gouf ech jo direkt hei mat an d'Schossinn nach eng Kéier bruecht. An ech stinn dozou, dass den Här Kartheiser déi Motioun komplett falsch erëmginn huet, well den éischen Invite vun der Motioun ... An, se steet um Portail, Här Kartheiser. E bësse Recherche! Dir sidd soss en intellektuellen an intelligenten Mensch, dann hätt ech lech zougetraut, dat ze maachen an déi zwee Sätz, déi an der Motioun stinn, nozeliesen.

„Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

1. keng obligatoresch Tracing-Applikatioun, säitens der Regierung, zu Lëtzebuerg zouze-loossen.“

Wie behaupt, dass hei eppes ogestëmmt gi wier, mat deem krank Leit forcéiert géife ginn, getracéiert ze ginn, dee litt! Anescht kann ech et net soen! An ech mengen, jiddwereen dobaus-

sen, jiddwereen heibanne kann ee Saz Lëtzebuergesch liesen a verstoen an dann och verstoen, wat domadder gemengt gëtt, oder, wéi den Här Engel seet, vläicht och net.

Den zweete Saz iwwregens, fir komplett ze sinn, net dass herno ee seet, ech wär onkomplett:

„2. och bei volontairen Applikatiounen“, dat heescht, wann eng Persoun dat wëllt, „säitens der Regierung, keng zentral Späicherung vun Donnéeën zouze-loossen.“

Domadder ass déi Iwwerwaachung definitiv ausgeschloss.

Mir wäerten an der Kommissioun dozou sécherlech eng konsensuell Majoritéit fannen. An ech si mer sécher, dass dës Chamber hei net d'Grondrechter vun de Lëtzebuerggerinnen a Lëtzebuerg mat Féiss trëppelt, esou wéi Are gudde Kollege, den Här Viktor Orbán, dat am Moment an Ungarn mécht.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. An da géif ech der Regierung d'Wuert ginn, dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Den Ausseminister Jean Asselborn huet mech gefrot, fir hei ze sinn, wann déi Motioun hei debattéiert gëtt. Et geet hei ëm d'Valeuren vun Europa. An ech muss soen, de Fait, dass mer elo grad virun e puer Minutten d'Gesetz gestëmmt hu vun de Lois de garantie fir Lëtzebuerg, wat jo wierklech en essenziell Gesetz ass am Kontext vum Coronavirus, beweist, wéi anescht et zu Lëtzebuerg ass, Gott sei Dank, wéi an engem Land wéi Ungarn. Do gesinn ech effektiv e Lien, dass dat dann haut stattfonnt huet.

Ech kann lech soen, dass d'Regierung sech dat, wat an dëser Motioun steet, natierlech zu eege mécht a wäert seriö huelen. Mir hu jo en Appell vun 18 Länner schonn ënnerschriwwen, wat jo beweist, dass mer dës Sujet reegelméisseg suivéieren. Et ass och esou, dass net nëmmen den Ausseminister dat heiten op der EU-Ebene verdeedegt, mee och aner Ministeren d'Geleehheet hunn an anere Formatiounen vun der EU, fir d'Opmierksamkeit op dës Verletzung vun eise Valeuren ze lenken.

Den Här Cruchten huet nach och iwwert d'Fonds-structurelle geschwat oder déi Hëllef, déi am Kader vun der Kris betraff sinn. An ech wëll soen, dass een dat muss effektiv mat Geschéckerlechkeet kucken, well effektiv déi Hëllef ginn un d'Leit! An ech mengen, d'Argument ass hei gemaach ginn. Mee doriwwer ass jo keng Referenz elo an der Motioun, sou dass ech lech ka soen, dass de Jean Asselborn, mir alleguerten, d'Membere vun der Regierung, mengen ech kënnen fir si ze soen, dass mir dat, wat hei an dëser Motioun steet, ënnerstëtzen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Gramegna.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung vun dëser Motioun.

(**Vote sur la motion**)

Ech ginn dovun aus, dass de Vote électronique gefrot ass. De Vote électronique ass nëmme fir déi perséinlech Stëmme méiglech. D'Ofstëmme fänkt un.

Een, deen e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht halen.

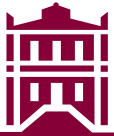
(**Appel nominal (votes par procuration)**)

Dës Motioun ass domadder mat 53 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen uegheoll.

Résultat définitif après redressement: la motion est adoptée par 54 voix pour, 4 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Gilles Roth), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;



Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Mars Di Bartolomeo), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen);

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;
MM. Sven Clement et Marc Goergen.

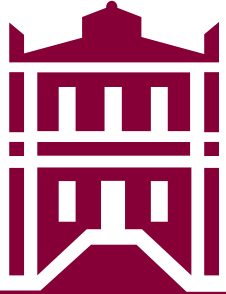
Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer um Enn vun der Sëtzung ukomm.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 13.11 heures.)



SÉANCE 32

MARDI
5 MAI 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Fernand Etgen, Président
 - Communications
 - M. Fernand Etgen, Président
 - 7564 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales
 - Déclarations de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président
 - Changement de composition d'une commission parlementaire
 - M. Fernand Etgen, Président
 - Ordre du jour
 - M. Fernand Etgen, Président - M. Marc Baum - Mme Martine Hansen - M. Sven Clement - M. Gast Gibéryen - M. Georges Engel - M. Gilles Baum (interventions de M. Sven Clement et Mme Martine Hansen) - Mme Josée Lorsché - Mme Martine Hansen - M. Gast Gibéryen (intervention de M. Gilles Baum)
 - Vote sur la proposition d'ordre du jour modifié de la Conférence des Présidents (adopté)
 - M. Gast Gibéryen (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Sven Clement - M. Léon Gloden - Mme Martine Hansen - Mme Nancy Arendt épouse Kemp - M. Gast Gibéryen - M. Marc Baum
 - Vote sur le maintien de l'ordre du jour modifié de la Conférence des Présidents (adopté)
 - Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Léon Gloden
 - M. Léon Gloden
 - Débat sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR)
 - Exposés : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
 - Débat : M. Gilles Roth (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Georges Engel) - M. André Bauler (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Claude Haagen - M. François Benoy - M. Roy Reding (interventions de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, et M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance) - M. Marc Baum (intervention de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie) - M. Sven Clement (interventions de M. André Bauler) - M. Claude Wiseler
 - Prises de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Sven Clement) - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (interventions de M. André Bauler et M. Paul Galles) - M. Paul Galles - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
- Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.05 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Nee, Här President.

2. Communications

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

3. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 5 mai 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7563 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18.04.2020

7564 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, le 18.04.2020

7565 - Projet de loi portant sur

1° l'organisation et le fonctionnement de l'« École de Commerce et de Gestion - School of Business and Management » et

2° l'intégration de l'offre scolaire de l'École Privée Grandjean et la reprise de son personnel

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.04.2020

7566 - Projet de loi portant prorogation des mesures concernant la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 21.04.2020

7567 - Projet de loi relative aux garanties professionnelles de paiement

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 22.04.2020

7568 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 27.04.2020

7569 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Bruxelles, le 17 février 2016, modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, faite à Bruxelles, le 10 juin 1970

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28.04.2020

7571 - Projet de loi portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 30.04.2020

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

1552 - Demande de pétition publique : Une prime unique devrait être versée à tous les ouvriers et fonctionnaires publics qui ont été indisponibles pour le roulement du pays et qui ont continué à travailler pour leur engagement dans cette période de crise contre le Covid-19 afin que rien ne nous manque pendant le confinement

Dépôt : Pedro Miguel De Sousa Moreira, le 17.04.2020

1553 - Demande de pétition publique : Chômage partiel aussi pour les petits indépendants (p. ex. : formateurs de langues / professeurs cours d'appui, etc.)

Dépôt : Maggy Lamesch, le 18.04.2020

1556 - Demande de pétition publique : Instauration d'un droit au télétravail

Dépôt : Serge Remy, le 19.04.2020

1557 - Demande de pétition publique : Permettre de conduire une moto sans raison valable

Dépôt : Tom Balmine, le 19.04.2020

1558 - Demande de pétition publique : Motorradfahren erlauben in der Corona-Zeit

Dépôt : Sylvain Schlincker, le 19.04.2020

1560 - Demande de pétition publique : Stopper définitivement le déploiement de la 5G au Luxembourg

Dépôt : Concetta Valvason detto Sarodine au nom de « Collectif Stop5GLuxembourg », le 20.04.2020

1561 - Demande de pétition publique : Ouverture de centres de formation sportifs et de gymnases

Dépôt : José Ribeiro Teixeira, le 20.04.2020

1562 - Demande de pétition publique : Non à la reprise des lycées et écoles en mai : protégeons nos enfants, nos frères, etc. ...

Dépôt : Tania Pragana, le 20.04.2020

1563 - Demande de pétition publique : Faire vacciner toute la population avant de commencer le déconfinement

Dépôt : Marthe Evelyne Ongono Mbah, le 20.04.2020

1564 - Demande de pétition publique : Imposition d'un quota de diffusion de musique « Made in Luxembourg » aux stations radios implantées au Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : William Baum, le 22.04.2020

1565 - Demande de pétition publique : Schouljoer den 1. September 2020 ufänken

Dépôt : Alfred Groff, le 23.04.2020

1566 - Demande de pétition publique : Récupérer les jours perdus avec les enfants

Dépôt : Ricardo Manuel Magalhães Leite, le 24.04.2020

1567 - Demande de pétition publique : Reprise des cours de l'école fondamentale le 25.05.2020 au plus tard

Dépôt : Nathalie Dias, le 24.04.2020

1568 - Demande de pétition publique : Pétition demandant une semaine de congé récréatif compensatoire suite au confinement Covid-19 pour tous les salariés du Luxembourg en 2021 ou 2022 !

Dépôt : Patrick Hurst, le 24.04.2020

1569 - Demande de pétition publique : Décalage des vacances d'été aux mois de septembre-octobre

Dépôt : Yassine Assebane, le 24.04.2020

1570 - Demande de pétition publique : Oui pour la reprise de l'enseignement fondamental ainsi que des crèches et structures d'accueil en date du 25 mai 2020 tout en protégeant les enfants et les membres de famille vulnérables au Covid-19

Dépôt : Marc Nahas, le 24.04.2020

1571 - Demande de pétition publique : Fledermaus oder Mensch? Gegen übertriebene Gebietschutz!

Dépôt : André Schmit, le 24.04.2020

1572 - Demande de pétition publique : Covid-19 - Chine - Réparation

Dépôt : Jacques Casanova, le 25.04.2020

1573 - Demande de pétition publique : Caméras de surveillance - Résidences résidentielles

Dépôt : Micael Cardoso, le 25.4.2020

1574 - Demande de pétition publique : Treizième mois du Gouvernement, des Députés et de la Fonction publique

Dépôt : Maurice Tonnar, le 25.04.2020

1575 - Demande de pétition publique : Meilleure surveillance des employeurs où trop de départs massifs ont lieu afin de prévenir de futurs « burn out » et mise en place de solutions - réorganisation de la charge de travail ou obligation d'engagement du personnel si les employés font plus de 40 heures par semaine

Dépôt : Stéphanie Cuny, le 26.04.2020

1576 - Demande de pétition publique : Prévoir une « école de rattrapage » pour les élèves durant les vacances d'été 2020

Dépôt : Jean-Marc Cloos, le 27.04.2020

1577 - Demande de pétition publique : Accompagnement des familles pour les personnes en fin de vie dans les hôpitaux et les maisons de soins

Dépôt : Sylvie Ott, le 27.04.2020

1578 - Demande de pétition publique : Schließung der Supermärkte („Grande Surface“) an einem Sonntag auch in Zukunft beibehalten

Dépôt : Olivier Delvaux, le 27.04.2020

1579 - Demande de pétition publique : Que les prix de l'immobilier baissent afin de permettre aux jeunes ainsi qu'aux personnes à faible revenu d'acquérir un bien immobilier au Luxembourg !



Dépôt : Jessica Da Costa Moreira, le 27.04.2020

1580 - Demande de pétition publique : Confinement et déconfinement FACULTATIFS pour le peuple luxembourgeois et ses frontaliers, FAKULTATIVE Confinement an Deconfinement fir d'lëtzebuergeresch Bevëlkerung an hir Grenzgänger, FREIE WAHL zu Fortführung oder Aufhebung der Ausgangssperre

Dépôt : Gilles Franck, le 28.04.2020

1581 - Demande de pétition publique : Pétition relative à une prise en charge du loyer commercial en cas de période exceptionnelle

Dépôt : Steven Darne, le 29.04.2020

1582 - Demande de pétition publique : Lors de la signature d'une pétition, rajouter l'option « approuver » ou « désapprouver » une pétition

Dépôt : Jean-Marc Simon, le 29.04.2020

1583 - Demande de pétition publique : Pédicure médicale

Dépôt : Jean Léon Erpelding, le 01.05.2020

1584 - Demande de pétition publique : Ons nei Heemecht / Mieux vivre au Luxembourg

Dépôt : Serge et Sabine Tonnar-Stoltz, le 01.05.2020

1585 - Demande de pétition publique : Autorisation de célébrer la messe publique avec participation des fidèles

Dépôt : Manfred Reinertz Barriera, le 03.05.2020

1586 - Demande de pétition publique : Soutenir les familles souhaitant réaliser le droit à l'instruction de manière alternative au système scolaire traditionnel afin de promouvoir l'égalité des chances et de garantir le respect des valeurs éducatives des parents et des besoins des apprenants conformément aux droits humains

Dépôt : Simon Schmitz, le 03.05.2020

1587 - Demande de pétition publique : Refus d'une vaccination forcée

Dépôt : Guy Link, le 03.05.2020

1588 - Demande de pétition publique : Demande de report des travaux de construction qui, en raison de leur forte nuisance sonore, empêchent les étudiants et les personnes en télétravail d'effectuer leurs tâches professionnelles quotidiennes en période de confinement Covid-19

Dépôt : Maria Comesana, le 04.05.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 7564 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunion vum 24. Abrëll 2020 huet sech d'Präsidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7564 iwwert den Accès op Handwerks-, Geschäftsmann an Industrieberuffer souwéi op verschidde fräi Beruffer, déi den 18. Abrëll 2020 vum Här Léon Gloden deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Präsidentekonferenz un, fir d'Proposition de loi 7564 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung vun der LSAP-Fraktioun matgedeelt kritt:

An der Commission des Finances et du Budget ersetzt den Här Claude Haagen den Här Yves Cruchten.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

Den Här Marc Baum freet d'Wuert, d'Madamm Martine Hansen an den Här Sven Clement an den Här Gast Gibéryen. Fir d'éischt den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk)**.- Här President, am Numm vun déi Lénk froen ech, fir d'Projete 7457 a 7460 betreffend d'Fräihandelsaccorde mat Kanada, besser bekannt ënnert der Ofkierzung CETA, vum Ordre du jour vun dëser Woch ze huelen.

Wéi de Premier den Ausnamezustand ausgeruff huet, huet hien op eng scho bal inflationär Aart a Weis vun enger Union nationale geschwat. Hien huet gesot, mer missten alleguer zesummestoen, et géif an der Kris quasi keng Parteie méi ginn, a mer missten alleguer zesammen, gemeinsam, als Land dës Kris meeschteren.

Beim Thema CETA gëtt et awer keng Union nationale. Ganz am Géigendeel! Keen anere Projet aus deene leschte Joren a Jorzéngten huet d'Gesellschaft esou gespléckt ewéi déi Fräihandelsaccorde vun der neier Generatioun. An ni virdu war de Gruet tëscht der Zivillgesellschaft an den etabléierte Parteien esou grouss wéi hei. D'Plattform géint de CETA ëmfaasst eng Panoplie vun Organisatiounen ronderëm d'Gewerkschaften, OGB-L, LCGB, CGFP, d'Ëmweltorganisatiounen, Mouvement écologique, Greenpeace, de Konsumentenschutz, Sozialverbänn wéi d'Caritas, jo, souguer d'Baurenassociatiounen. Alleguer si se sech eens, datt dee Projet nefaste ass. An zweemol hunn dës Organisatiounen schon Demonstratiounen organiséiert, déi jee weils Dausenden an Dausende vu Lëtzebuerger Bierger op d'Stroos bruecht hunn.

Elo si mer awer am État de crise. An d'Versammlungsfräiheet, also d'Fräiheet, seng politesch Iwwerzeegung effentlech ze manifesteren, ass schweier ageschränkt. An esou enger Zäit esou e kontroverse Projet per force wëllen duerchboxen, ouni datt grouss Manifestatiounen kënnen organiséiert ginn, ass e Schlag an d'Gesicht vun der Demokratie an e Schlag an d'Gesicht vun Dausende vun engagéierte Bierger.

Dobäi kënn, datt et guer keng Urgence gëtt. 14 vu 27 Länner hunn hire legislative Prozess nach net ofgeschloss, dorënner eis dräi Nopeschlänner. Et gëtt guer keng objektiv Urgence, fir CETA ënnert dës Konditiounen ze votéieren. Souguer déi, déi mengen, datt am onreguléierte Fräihandel d'Zukunft leie géif, deene géif keen Zacken aus der Kroun falen, wann dee Projet ënner normale Konditiounen nom État de crise géif votéiert ginn. Keen anert Land, an ech betounen, keen anert Land an der Europäescher Unioun huet am État de crise esou e Fräihandelsaccord votéiert! Och net Ungarn!

An deene leschte Wochen hu ganz vill Leit aus alle méigleche Fraktiounen hei an der Chamber op dës Tribün betout, datt mer grondleedend Reflexiounen féiere missten iwwer eise Wirtschaftsmodell. Dat geet vun der CSV-Spriecheerin Martine Hansen iwwert de grénge Spriecheer François Benoy bis hin zum Georges Engel vun der LSAP. Mat dësem Vott ënnergruewe mer awer dës Reflexioun, déi vun esou ville gefrot ass.

D'Chamber géif heimadder Tatsaache schafen, a se gëtt e schrecklech Zechen: Weider sou mat dëser neoliberaler Globaliséierung! Weider sou mat deenen Delokalisatiounen, déi eis zum Deel an dës sanitär Kris gefouert hunn! Wann all déi Leit, déi zu Recht gefrot hunn, fir d'Kris ze notzen, fir pertinent Froen ze stellen, wann déi sech wëllen eescht huelen, da muss se géint dës Ordre du jour stëmmen.

Här President, eist Land ass mat ganz grave Problemer befaasst. Ënner anerem sinn d'Grenze mat eisem Nopeschland Däitschland deelweis zou. D'Grenze sinn zou, Schenge gëtt et de facto net méi. Fir Dausende vu Lëtzebuerger ass dat eng alldeeglech Qual. An an esou enger Situatioun Fräihandelsaccorde mat anere Kontinenter ofzeschleissen ass ganz einfach wansinneg! Dat ass de kale Wansinn. Et géif näischt aneres weise wéi eng komplett Realitétsfriem vum der Chamber. Duerfir plädéiere mir derfir, datt dës Projet vum Ordre du jour erofkënn, well mer eis et net leeschte kënnen, als Chamber zum Gespött vun der Natioun ze ginn.

An da leschtens, Här President: Bis gëschter Mëtten hate mer en Ordre du jour, an Dir hutt gesot, en ass ofgeännert ginn, dee virgesinn hat, datt um Donneschdeg sollten eng ganz Rëtsch Covid-Gesetzter gestëmmt ginn. Dunn huet de Premier eng Deklaratioun ugekënnegt, wat säi ganz gutt Recht ass, an iwwert dat ech och ganz frou sinn, datt en dat gemaach huet. A wat muss elo dës Woch réckelen? Net d'Fräihandelsaccorden, fir déi et keng Urgence gëtt, CETA a Singapur, mee wat réckele muss, dat sinn d'Covid-Gesetzter, op d'nächst Woch eng Kéier. Dat muss ee sech emol virstellen! Mir liewen am Ausnamezustand, konfrontéiert mat enger enormer sanitärer Kris, a wat gëtt als zweetrangeg agestuuff? Net de CETA, mee d'Covid-Gesetzter! Dat geet, a mengen Aen, op keng Kouhaut.

Duerfir froe mir als Lénk, datt den Ordre du jour geännert gëtt an de CETA op e spéideren Datum verréckelt gëtt, wou eist Land, a virun allem eis Gesellschaft, seng demokratesch Rechter zréckhuet. Well soss riskéiere mer, datt de Mondscht net nëmmen e Geste barrière ass, mee zu engem Maulkuerf degradéiert gëtt!

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Baum. An da wier et un der honorabeler Martine Hansen.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Merci, Här President, ech ka mech elo definitiv méi kuerz halen. Den Här Baum huet schon dat meescht gesot. Och mir als CSV froen, datt den Ordre du jour geännert gëtt, an zwar, datt de CETA-Accord, d'Projete 7457 a 7460, sollen haut vum Ordre du jour geholl ginn.

D'Gesellschaft ass immens sensibel op dësem Dossier. Eis geet et hei manner nach ëm de Fong, mee méi nach ëm d'Form. Et ass elo net, während der Kris, un der Zäit, fir esou e sensible Dossier wëllen hei ze debattéieren. Deen Accord muss an aller Serenitéit kënnen diskutéiert ginn. Dat ass am Moment net de Fall.

Duerfir froe mer, fir en u sech no der Kris hei an der Chamber ze debattéieren. Dat wär ee wichteg Zeeche fir eis Demokratie! An ech beruffe mech do och op den Artikel 31 (13) an ech géif ee Vott iwwert dës Ännerung vum Ordre du jour froen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Madamm Hansen. An dann huet den honorabelen Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc Baum huet villes gesot. D'Martine Hansen huet et ergänzt. An trözdeem ass et, mengen ech, grav, datt mer hei solle myer iwwer Fräihandelsaccorden diskutéieren. Éischtens emol Fräihandelsaccorden, déi, alleng vum Volume hier, alles sprengen, wat mer soss esou alldeeglech diskutéieren, dat ass dat eent, zweetens awer och vum Impakt, dee potenziell ass, alles sprengen, wat mer soss reegelméisseg hei diskutéieren.

An dat grad an enger Kris! Dat grad do, wou all déi Mënschen aus der Zivillgesellschaft, déi sech déi lescht Joren investéiert hunn, fir en Debat ze lancéieren, monddout gemaach ginn. Si gi reduzéiert op Pressecommunicatioun, op Videostatementer, mee se kënnen hiert elementaart Grondrecht, nämlech d'Demonstrationsrecht virun der Dier vum héijen Haus, net wouerhuelen!

An ech mengen, mir waren allegueren d'accord, datt mer an engem Ausnamezustand net sollten iwwer kontrovers Theme wéi deen heiten diskutéieren. Ech erënneren drun, datt an där éischter Sétzung, déi mer hätte sollen am Ausnamezustand hunn, mer schon eemol hätte sollen iwwert dës Projet diskutéieren a mer eis fraktiounsiwwergräifend eens waren, mam Hiweis op déi Unité nationale, déi ugeschwat gouf, fir eebe grad esou een Debat net ze féieren, wann d'Leit net matschwätze kënnen, wann d'Leit net kënnen demonstréieren.

Elo op eemol, trotz e puermol nofroen, ass et dann awer esou, datt d'Majoritéit eis hei imposéiert, muer iwwer en Text ze schwätzen, iwwert deen zumindest emol d'ganz Opposition net muer wëllt schwätzen. Et ass e bëssen eng Farce, wa mer eis virstellen, datt eng ganz Zivillgesellschaft - 40 NGOen zu Lëtzebuerg, an dat ass fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg net näischt! - sech mobiliséiert huet, fir dat Thema ze diskutéieren an zu enger informéierter Meinung ze kommen, fir deenen d'Recht ze huelen, dogéint ze demonstréieren. A genau dat geschitt!

An ech mengen, de Premier huet et gëschter a senger Usproch gesot, en huet gesot: „Versammlung bis 20 Leit ënner fräiem Himmel, awer keng Demonstratiounen.“ Jo, wat dann elo? Däerfen da muer 20 Auserwielter, also ee fir all zwou Organisatiounen, virum Cercle demonstréieren, mat zwee Meter Distanz, fir ze weisen, datt se géint CETA sinn? Ech mengen, dat geet net duer, fir ze weisen, wéi mobiliséiert d'Zivillgesellschaft an deem heiten Dossier ass. An duerfir ass et wichteg, datt mer dës Punkte vum Ordre du jour huelen an no hanne schiben.

A wéi de Marc Baum et ganz richtig gesot huet: Et kann dach net sinn, datt mer engersäits Covid-Projeten, déi an der Urgence solle gestëmmt ginn, déi virum Enn vum État de crise gestëmmt mussen sinn, no hanne schiben, fir iwwer en Text ze diskutéieren, wou et keng Urgence gëtt! Dat ass e bëssen de Geck mat de Leit gemaach!

An duerfir, Här President, froen ech dann och am Numm vun de Piraten, datt de Projet 7457 an de Projet 7460, allgemeng bekannt als CETA, vum Ordre du jour geholl ginn, an datt mer en place géifen dann, mat där fräier Zäit, déi Projeten diskutéieren, déi souwisou fir dës Woch virgesi waren.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Clement. An dann hat nach den Här Gibéryen d'Wuert zum Ordre du jour gefrot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ka mech am Fong mengen dräi Virriedner uschleissen, an och mir als ADR verlaangen, datt de Punkt vum Ordre du jour geholl gëtt.

Et ass e wichtige Projet, dat heiten, dee ganz kontradiktöresch diskutéiert gëtt tëscht der Politik an tëscht de Leit, an dat net nëmmen hei am Land, mee queesch duerch ganz Europa.

Mir sinn an enger exzeptioneller Situatioun als Parlament, als Politik. Dëst Parlament huet decidéiert, den État de crise auszubaue bis op den 22. Juni, fir der Regierung domadder d'Méiglechkeet ze ginn, séier ze agéieren, wann am Fall vun der Kris missten Decisiounen geholl ginn. An eng vun de grouse Suergen, déi d'Parlament hat, wéi et där Situatioun zougestëmmt huet an der Regierung dee Pouvoir ginn huet, ass: Wéi bleift d'Kontroll vum Parlament vis-à-vis vun der Regierung? Wéi hu mer d'Garantie, datt déi demokratesch Prinzipien, déi Spillregeln, d'Kontroll vum Parlament, datt dat garantéiert bleift?

Dat war ee vun de weesentleche Punkten, wou eng Chamber, wat och normal ass, sech déi Froe muss stellen, wa se enger Regierung dee Pouvoir gëtt, fir datt net kann eng Regierung e Mëssbrauch maachen: Datt d'Proportionalitéit respektéiert gi vun deenen Decisiounen, déi se huelen, an datt d'Parlament ëmmer agebonnen ass an d'Informatiounen an an d'Decisiounen. Wat jo och am Kader vun der Kris tëscht dem Parlament an der Regierung gutt funktionéiert huet. A virun allem och, datt déi elementar Mënschrechtsprinzipien, déi an enger Verfassung verankert sinn, datt déi respektéiert ginn.

Wann d'Parlament muer hei iwwert dës Projeten, déi zwee Projeten, diskutéiert a se ofstëmmt, da muss mer wëssen, datt en elementaart Recht, wat an engem Rechtsstaat dat Normalst ass, nämlech d'Manifestatiouns-, d'Demonstrationsrecht, datt dat muer net méiglech ass. Mir hunn duerfir hei eng Situatioun, wou ech mengen, vun engem Parlament - an hei ass jo net d'Regierung, déi en cause ass, hei ass d'Parlament ganz eleng en cause, well mir hu gesot, mir wëllen net, datt d'Regierung en Abus mécht aus där Situatioun, wou mer elo sinn, vum État de crise -, mee elo géif d'Parlament en Abus vun där Situatioun maachen. D'Parlament mécht en Abus, datt et seet: „Ma kommt, elo diskutéiere mir dat Thema do séier während där doter Situatioun, well mer wëssen, datt da keen hei am Land ka manifestéieren!“

An dat ass ganz, ganz grav, wa mer dat maachen. An ech mengen, wa mer wierklech hei dat Manifestationsrecht, wat vun der Regierung ausser Kraaft gesat ginn ass, wann d'Parlament dat elo gebraucht, fir hei e Gesetz ze stëmmen, wou se wëssen, datt d'Bierger gäre géife manifestéieren, da muss ech lech soen, dann ass et net d'Regierung, déi vum État de crise Mëssbrauch mécht an dervu profitéiert, mee et ass d'Parlament selwer, wat dat mécht!

An duerfir, et géif eis gutt zu Gesiicht stoen, wa mer géife soen: „Kommt, mir huelen déi Punkten do vum Ordre du jour!“ Et besteet absolutt keng Urgence. Et besteet absolutt keng Urgence! Mir kënnen déi roueg vum Ordre du jour huelen a mer diskutéiere se zu engem spéideren Zäitpunkt.

Wa se op dem Ordre du jour bleiwen, dann ass et ganz kloer, datt d'Majoritéit vun der Situatioun profitéiert, well eebe kee ka manifestéieren. An dat ass engem Rechtsstaat onwürdig!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Gibéryen. An dann huet den honorabelen Här Georges Engel d'Wuert gefrot.

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Op déi heiten Diskusioun hunn ech mech net kënnen virbereeden, mee ech hu mer awer geduecht, dass se géif kommen, well scho gëschter an der Confé-



rence des Présidents deen een oder deen aneren dat gesot huet. A wann ech dem Marc Baum hei virdrun nogelauschtert hunn, da verstinn ech dem Marc Baum seng Beweeggrënn, fir dat hei virzebréngen. En huet duerfir och kënnen als Eische wärscheinlech schwätzen, well si déi Partei sinn, déi - an d'ADR vläicht och - och géint den TTIP, d'Piraten, ...

► **Une voix.** - D'Piraten!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - ... och géint den TTIP waren, richteg. Also dräi Parteien vun deene véier, déi elo geschwat hunn, hu sech och géint den TTIP ausgeschwat.

D'CSV huet den 9. Mäerz - pardon, net géint den TTIP, de CETA, pardon, ech huele mech zréck, géint de CETA -, den 9. Mäerz, an der Kommissioun, mat der DP, mat der LSAP a mat deene Grénge fir de Rapport vu CETA gestëmmt. Et ass keng Diskussioun, déi elo eréischt gëschter ugefaangen huet. Et ass en Dossier, dee schonn eng Rei vu Joren um Bockel huet, wou och eng Rei vu Manifestatiounen waren a wou, opgrond och vun deene Manifestatiounen, eng Rei vun Diskussiounen waren an de Projet och verbessert ginn ass. De Projet war du fir an der Woch vum 16. Mäerz um Ordre du jour, a wann den Etat de crise zwee Deeg méi spéit komm wier, da wär de Projet gestëmmt ginn, wärscheinlech och da mat deene Majoritéiten, wéi an der Kommissioun de Vott vum Rapport ausgaangen ass.

D'Chamber - an dat war eng vun de Premissen, déi mer eis ginn haten, wou den Etat de crise ugaangen ass - soll als Institutioun weider funktionéieren. D'Chamber soll als Institutioun déi Projeten, déi um Ordre du jour sinn, kënnen weider behandelen. D'Chamber soll net duerch deen Etat de crise hei opgehale ginn an hirem normale Funktionement. An d'Chamber mécht genau dat a fiert an hirem normale Funktionement weider.

D'Argument, dass elo haut, an dëser Woch, pardon, den Donneschdeg, d'Projet-de-loien op déi nächst Woch verluecht géifen an de CETA dës Woch géif bleiwen, ass awer en dürftegt Argument, well wa mer proposéiert hätten, dass de CETA d'nächst Woch komm wär, wär d'Situatioun hoergenee d'selwecht gewiescht, wat hei monéiert gëtt, vum Demonstratiounsrecht.

(**Brouhaha**)

A wann ech dann hei héiere vu Maulkuerfgesetz, a wann ech hei héieren déi bal theatralesch Opféierung vum Här Gast Gibéryen - dat kann e jo ganz gutt! - vun Abus an dass d'Chamber géif sech als ech weess net wat hei behuelen, muss ech lech awer soen: Wann e Gesetz säit 2014 - 2014! - um Wee ass, wann de Rapport den 9. Mäerz gestëmmt gouf mat deene Majoritéiten, déi en dee Moment hat, wann en de 16. Mäerz um Ordre du jour stoung, wann also alles fäerdeg war, fir dass e konnt gestëmmt ginn, fannen ech, dass déi Chamber dee Rapport an dee Projet hei absolutt ka stëmmen.

Déi Demonstratiounen, déi gemaach goufen, waren, an duerfir ass meng Confusioun vum Ufank och komm, ganz oft géint den TTIP gericht. Deen ass oft TTIP-CETA, an zwar beieenen, genannt ginn, mee et war haaptsächlech géint den TTIP. Den TTIP ass jo och vum Dësch. Hei ass en Accord mat engem Land, wat en demokratescht Land ass, wat demokratesch funktionéiert, wat och eng ganz Rei vu Standarden huet, deene mir eis kënnen upassen. An ech fannen, dass duerfir deen Ordre du jour soll esou bleiwen, wéi en ass.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engel. Dann hat nach den honorebelen Här Gilles Baum d'Wuert gefrot.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss awer trotzdem hei matdeelen, dass ech iwwerrascht sinn. Net iwwert d'Interpellatioun vum honorebelen Här Marc Baum, deen eng aner politesch Iddi vertritt, wéi d'Majoritéit se vertritt. Ech sinn awer iwwerrascht vu sengen Noriedner, déi jo awer alleguerten - alleguerten! - representéiert sinn an der Conférence des Présidents.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - An et do gesot hunn, Här Baum!

► **M. Gilles Baum (DP).** - An déi Conférence, ...

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Zweemol gesot!

► **M. Gilles Baum (DP).** - ... an déi Conférence des Présidents huet net eng Kéier getaagt. Déi huet getaagt donneschdes per

Videokonferenz, a si huet getaagt gëschter Mëtten. An effektiv ass gëschter Mëtteg den Ordre du jour geännert ginn. Ech hunn do effektiv d'Oppositioun gespuert, awer aus deene politesche Grënn an net aus deenen organisatiounelle Grënn. An ech fäerten, dass awer elo hei Appel mat Biere vermëscht ginn, well d'Martine - Madamm Hansen, entschëllegt mech! -, ech hunn lech gëschter Mëtten zum Thema CETA an der Conférence des Présidents net héieren.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ma dann hutt Der ee Moment net opgepasst gehat, well ech hu gesot, ech kéint ganz gutt den Här Baum verstoen. A wa mer elo e Modell 1 zousätzlech dropsetzen, nämlech d'Interpellatioun vum Premier, hunn ech gesot, da kéinte mer deen anere Modell 1 CETA erofhuelen, well eeben elo am Moment et esou ass, dass d'Leit net d'äerfe manifestéiere goen. Dann hat Der net opgepasst!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Dach. Ech hu ganz gutt opgepasst. Mee ech mengen awer net, dass dat doten Äre Wording war.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Dach, esou huet si et gesot. Ech ...

► **M. Gilles Baum (DP).** - Wéi gesot, ...

► **M. Sven Clement (Piraten).** - ... kann dat confirméieren, ...

► **M. Gilles Baum (DP).** - ... iwwert d'Conférence des Présidents ...

► **M. Sven Clement (Piraten).** - ... mir hu jo e PV!

► **M. Gilles Baum (DP).** - ... de Rapport ass uegoholl. De Rapport ass uegoholl. E war virgegin, fir de 16. Mäerz duerch d'Chamber ze goen. De Projet ass fäerdeg. Ech gesinn effektiv elo an dësem Moment keng Ursach, fir dee Projet vum Ordre du jour vu muer erfzuehelen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Baum. An da kritt d'Wuert d'Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech kommen net extra op d'Riednerpult, fir ze widderhuelen, wat meng Virriedner gesot hunn.

Souwuel de Georges Engel wéi och de Kolleeg vun der DP, de Gilles Baum, hunn erkläert, dass mer schonn dee ganze Prozess duerchlaf hunn. Mir hunn um Projet geschafft. De Rapport ass gestëmmt ginn. E stoung schonn um Ordre du jour, a mer hunn en erfgeholll zwee Deeg, éier den Etat de crise decidéiert ginn ass, well mer do déi Debatte virgezunn hunn. An dofir menge mer, dass mer wierklech elo déi legislativ Aarbecht net nach weider solle blockéieren. Mir hunn nach immens vill ze schaffen an Zukunft. A mir hunn eis och d'Wuert ginn, dass mer alles, wat prett ass, hei wäerte stëmmen. An deem Sënn schléissen ech mech mengen zwee Kolleegen un.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Lorsché. An dann huet d'Madamm Hansen nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Jo, ech wëll just nach eng Kéier preziséieren, dass et eis wierklech hei em d'Form geet, an datt mer dofir - ech hunn ee Vott gefrot gehat -, datt mer einfach elo gären ee Vott hätten, fir dese Punkt vum Ordre du jour erfzuehelen. An ech baséiere mech do op den Artikel 31 (13).

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hansen. Da freet nach eng Kéier den Här Gibéryen d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll dann dem Kolleeg Engel eng Freed maachen an - nëmmen net! - keen theatraleschen Optrétt méi hei maachen. Ech hat awer léiwier mäin theatralesche wéi säin, dee ganz schwaach war.

(**Interruption par M. Georges Engel et hilarité**)

► **M. Gilles Baum (DP).** - A scho sidd Der erëm amgaangen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech mengen, en Argument, wéi den Här Engel dat hei virbruecht huet, well de Rapport an enger Kommissioun uegoholl wier, duerfir misst en op den Ordre du jour kommen, dat ass iwwerhaupt net de Fall! Mir kënnen e Rapport an enger Kommissioun unhuelen, d'Aarbecht an de Kommissiounen ofschléissen a mir setzen en op den Ordre du jour, wann et ubruecht ass. Et ass also guer keng Urgence do! An duerfir zielt dat Argument och net. Ech wëll dat ganz kloer soen! D'Chamber decidéiert, wéini datt se taagt a wat se um Ordre du jour huet. An dat kann ee maachen.

Ech sinn awer net iwwerrascht, dass eng sozialistesche Partei, oder datt d'DP drop hält, fir datt et op den Ordre du jour kënnt, Här President. Ech war just iwwerrascht, dass déi gréng et net kënnen erwaarden, ...

(**Hilarité**)

... datt de Projet hei zu Lëtzebuerg ...

(**Brouhaha**)

... gestëmmt gëtt, wou se am Europaparlament dergéint gestëmmt hunn.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Méiglechst wäit vun de Walen ewech!

► **Une voix.** - Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech mengen, da kënnen mer zum Vott kommen. De Vote électronique funktionéiert leider de Moment net. Follglech ginn ech dervun aus, datt mer mussen e Vote nominal maachen. An dofir wäert ech da fir d'éischt de premier Votant zéien.

► **Une voix.** - Iwwer wat stëmme mer of?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Gelift?

(**Brouhaha**)

Mir stëmmen am Fong geholl of, ob den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Présidentekonferenz e virgeschloen huet, bäibehale gëtt - dofir stëmmt Der da mat Jo. An déi, déi wëllen, dass den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Présidentekonferenz e virgeschloen huet, soll ofgeännert ginn, déi stëmme mat Nee.

(**Vote sur la proposition d'ordre du jour modifié**)

A mir fänken de Vott un.

(**Appel nominal**)

Ech bieden déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Ech ruffen dann een no deem aneren op.

(**Appel nominal (votes par procuration)**)

Dann ass de Vott 31 Jo-Stëmme bei 29 Nee-Stëmme. Domadder gëtt den Ordre du jour bäibehalen, esou wéi d'Présidentekonferenz e virgeschloen huet.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Cloener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Léon Gloden), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da freet nach den Här Gast Gibéryen d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Mir froen nach elo, vu datt elo decidéiert ginn ass, dass déi Punkten um Ordre du jour bleiwen, wollte mir proposéieren, fir datt een déi zwee Projeten, de 7457 an de 7458, an enger Diskussioun géif behandelen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - CETA a Singapur.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - CETA a Singapur.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech wëll drop opmierksam maachen, dass déi zwee Projet-de-loien zwee verschidde Rapportere sinn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat mécht näischt. Dat hate mer schonn dacks.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Da gëtt dat schonn ...

(**Brouhaha**)

Et sinn zwee verschidde Rapporteren. Da gëtt dat scho bësse méi schwierig. Oder gesäit d'Chamber dat aneschtens?

(**Brouhaha**)

Et sinn zweemol zwee verschidde Projeten. Ech mengen, dat muss een am Fong geholl och nach esou eng Kéier preziséieren. Duerfir gëtt dat ...

(**Interruption**)

Et sinn awer da verschidde Rapportere fir am Fong geholl dann eeben déi véier verschidde Projet de loien, déi hei ofgestëmmt ginn.

(**Brouhaha**)

► **Plusieurs voix.** - Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech mengen, kënnen mer à main levée driwwer ofstëmmen, fir datt, esou wéi et proposéiert ass, datt mer dat esou kënnen bäibehalen?

(**Vote sur le maintien de l'ordre du jour modifié**)

Wien ass domadder d'accord? Wien ass do dergéint?

Ech gesinn, dass et do eng Majoritéit ass, fir ...

(**Brouhaha**)

► **Une voix.** - Da muss ee mat zielen.

► **Une autre voix.** - Dann zielt!

► **Plusieurs voix.** - A jo!

► **Fernand Etgen, Président.** - Da musse mer nach eng Kéier den Appel nominal maachen, fir ...

(**Brouhaha**)

A!

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Här President, a wéi enger Prozedur si mer? Main levée gëtt elo gezielt.

(**Brouhaha**)

► **Une voix.** - Da muss een hei sinn!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir maachen een Appel nominal.

(**Brouhaha**)

► **Une voix.** - A nee! Main levée.

(**Brouhaha**)

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Wéi eng Prozedur, Här President?

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Här President, dat do geet net!

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Dir hutt gesinn, an der Main levée, ...

► **Une voix.** - Main levée.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Här President, Dir hat elo grad Main levée gefrot. Dir hat elo grad ...

(**Brouhaha**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ...

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).** - Ass de Vott net esou, wéi e wëllt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ...

(**Brouhaha**)

Här President, Dir hutt d'Parlament gefrot, ob et dermat d'accord wier, fir à main levée ofzestëmmen, an d'Parlament huet Jo gesot.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Dann ziele mer se. Da strecke mer de Fanger an d'Luucht. Déi mat Jo sinn ...

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, iwwer wat stëmme mer of?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir zielen ...

(**Brouhaha**)

Mir stëmmen esou of, ...

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, wannechgelift, sot, iwwer wat mer ofstëmmen!

(**Brouhaha**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - ... wéi mer och virdrun ofgestëmmt hunn, dass den Ordre du jour, esou wéi e proposéiert ass, dass dat zwee verschidde Punkte sinn, dass dat soll bäibehale ginn. Datt dat véier verschidde Gesetzer sinn.

Wien ass domadder d'accord?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Hei zielt ee mat.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Zielt wannechgelift!

Dat sinn der 28.

Wien ass dergéint? Dat sinn der, ...

(**Brouhaha**)

Dat sinn der 26. Domadder gëtt den Ordre du jour dans sa totalité, esou wéi d'Présidentekonferenz e virgeschloen huet, bäibehalen.



6. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Léon Gloden

Da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Léon Gloden fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Am Numm vun der Institutionskommissioun deposéieren ech hei d'Proposition de révision vum Kapitel 6 vun der Chamber. Dat ass d'Kapitel iwwert d'Justiz, wou dann och déi éischte Kéier an der Geschicht vu Lëtzebuerg d'Indépendance vun der Justiz an der Verfassung verankert gëtt.

Dës Proposition de loi ass vu mir als Auteur ënnerschriwwen a cosignéiert vun de sougenannte Korapportere Simone Beissel, Mars Di Bartolomeo a Charles Margue.

7575 - Proposition de révision du Chapitre VI. de la Constitution

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Gloden.

7. Débat sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR)

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass d'Débat iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm, PSC, souwéi iwwert den nationale Reformprogramm PNR. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den honorabelen Här Roth, den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, den Här François Benoy, den Här Roy Reding, den Här Marc Baum, den Här Sven Clement an den Här Wiseler.

Mir héiere fir d'éischt den Exposé vum Här Finanzminister Pierre Gramegna iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm, de PSC. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

Exposés

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, léiwe Regierungskolleeg Franz Fayot, de PSC, de Pacte de stabilité et de croissance vun dësem Joer ass vun enger ganz spezieller Natur. An dofir, mengen ech, ass et eng ganz gutt Saach, dass mer dat dës Kéier an enger Pleniëre kënnen mateneen diskutéieren.

De Coronavirus huet villes geännert. De Coronavirus ka vläicht gläichgesat gi mat enger Naturkatastroph. Et ass e Phänomeen, dee kee konnt virausgesinn. An et ass e Phänomeen, iwwert deen de Mënsch keng Kontroll huet. An dofir huet d'Regierung och séier reagéiert a fir d'éischte Kéier an eiser Geschicht säit dem Zweete Weltkrich den État de crise ausgeruff, mam Accord vum Parlament.

Mir hu verschidde Saache gemaach. Mir hunn en Appell lancéiert, dass d'Leit sollen doheem bleiwen. Vill Betriber hu missen zoumaachen. An et gouf nach just eng Prioritéit an deenen éischten Deeg a Wochen, an dat war d'Gesondheet. Dat war eng richtig Decision. Anescht wéi a villen anere Länner huet Lëtzebuerg ganz séier reagéiert a mir kënnen haut zrëckkucken a soen, dass eis Spideeler net iwwerlief waren an dass eis Patienten eng Qualitéitsbetreiung kruten.

Fir d'EU a fir Lëtzebuerg war et wichteg, séier ze reagéieren. Mir hu konsequent Mesurë geholl, a Rekordzäit, wat natierlech och e grouse Käschtpunkt mat sech bruecht huet. D'Europäesch Kommissioun huet ganz séier och gemierkt a reagéiert, well an alle Länner esou Urgencemesuren hu mussen geholl ginn. An dofir ass, op Propos vun der Kommissioun an och unanime vun allen EU-Memberstaaten, d'„escape clause“ ugeholl ginn. Dat ass eng Clause de récession op Franséisch, déi et erlaabt, de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm, PSC, wéi mir en nennen, a klammere ze setzen.

Wat heescht dat? Et heescht, dass fir d'Joer 2020 d'Ziler, déi mer gutt kennen, vum PSC, net brauchen a gehalen ze ginn. De Semestre européen geet awer weider. Dofir presentéiert och de François Fayot herno de Programme national de réforme, deen an deem Kader gemaach gëtt. An dat beweist, dass, obwuel mer dee Programm all zesammen a Klammere gesat hunn, mer eis nach ëmmer an engem europäesche Kader beweegen. An dat ass och gutt esou, dass mer an engem europäesche Kader sinn, wann een eng gemeinsam Wärgung huet.

Déi Ziler, déi mer missten errechen, déi kennt Der alleguerten. Ech hu se säit siwe Joer all Kéiers hei widderrhol. Mir hunn en Objectif de moyen terme vu plus 0,5 % vun eisem PIB. D'Schold am Zentralstaat, och am Gesamtstaat, därer net iwwer 60 % goen. An den Defi-

zit vum Staat därer net ënner minus 3 % sinn. Lëtzebuerg ass dat eenzeg Land an der EU, wat dat ëmmer respektéiert huet.

Mee dëst Joer wäerte mer dat net fäerdegbréngen. Dofir ass et jo och gutt, dass dat en parenthèse gesat ginn ass, well mir brauchen eng exceptionnel Flexibilitéit an dëser Phas. A Lëtzebuerg notzt déi Flexibilitéit aus a wäert se och an Zukunft an den nächsten Deeg a Wochen nach weider ausnotzen. Mir hunn och, au niveau national, dann eng formell Decision geholl, de Pacte de stabilité et de croissance a Klammere ze setzen fir d'Joer 2020, an hunn och de Conseil national des finances publiques doriwier informéiert.

Meng Presentatioun ass an dräi Deeler. Fir d'éischt ginn ech op de makroökonomesche Kontext an; am zweeten Deel géif ech e Resümee vum Stabilitéitspak beschreiwen, an am drëtten Deel dann d'Ziffere vum PSC 2020 virstellen.

Fir d'éischt de makroökonomesche Kontext. Et brauch ee kee Bild ze molen iwwert d'Wirtschaftslag vun Europa a vun all deene Länner, déi vum Coronavirus getraff gi sinn. Et brauch een nëmme aus der Fënster ze kucken oder duerch en Duerf oder duerch eng Stad ze trëppelen, fir ze gesinn, wat et heescht, wann een en Deel oder e groussen Deel vun de Butteker zoomécht. Vun engem Wuesstum kann do jo keng Ried méi sinn. Mir schwätzen da vun engem negativ Wuesstum. Dat ass jo dann eng Rezessioun, e Recul.

De Stateg huet Prognose gemaach. Och international Organisatiounen hunn der gemaach. Ech géif gäre fir d'éischt déi vum Fonds monétaire international virausschécken, well dat déi éischt waren, déi erauskomm sinn. Deen huet fir d'Eurozon eng Rezessioun, also en negativ Wuesstum, vu minus 7,5 % virgesinn, a fir Lëtzebuerg eng negativ Croissance vu minus 4,9 %. U sech daitlech besser wéi eis dräi Nopeschlänner. Dat sinn d'Prognose vum Fonds monétaire international.

Ech géif gären dem Stateg Merci soen, deen a Rekordzäit nei Prognosen och gemaach huet, an zwar och nach op eng innovativ Manéier, op déi de François Fayot och warscheinlech nach wäert agoen, och eng Bottom-up-Anproche, dat heescht vu Secteuren erop, fir auszurechnen, wat eis Croissance kéint sinn. An de Stateg kënnt op d'Resultat, dass seng Prognos fir eise Wuesstum fir 2020 minus 6 % ass.

Dat ass de Basiszenario, deen de Stateg zrëckbehalen huet. Dat ass och deen, op deen d'Regierung an de Finanzministère dann hir Prognosen opgebaut hunn an dann och de PSC opgebaut hunn.

De Stateg huet awer a senger Weisheet och e méi schlëmme Zenario virgesinn, wou d'Rezessioun, vun där kee Mënsch weess, wéi laang se wäert daueren, méi laang ass. An dem ass natierlech d'Resultat, dass de Wuesstum nach méi fällt. D'Resultat wär dann eng Baisse vu minus 12 %. Wa Lëtzebuerg minus 12 kritt, da brauch ech lech net ze molen, wat aner Länner kréien. Mee mir hunn eis, sou wéi vill aner Länner, op dee Basiszenario fokusséiert.

A mir sinn och raisonnablement optimistes, dass mer an deem Zenario kënnen bleiwen, well mer alles gemaach hunn, fir deem anere ganz negativen ze entgoen, an et eis Politik war an allen Decisionen, déi mer geholl hunn, fir eng zweet Well vum Coronavirus, wann esou eng géif kommen, kënnen ze meeschten.

Minus 6 % an engem Joer, dat ass méi schlëmme wéi an der Kris 2008-2009, wou eise PIB minus 4,4 % gefall war. An dëser also minus 6.

Entspriechend ginn eng ganz Retsch aner Parameteren anescht. Den Emploi stagnéiert praktesch am Joer 2020, am plaz dass en 3 % wiisst. Den Emploi (veuillez lire: De Chômage), am plaz stabel ze sinn oder licht zrëckzegoen, geet erop op 6,7 % fir d'Joer 2020. An eng ganz Retsch aner Parameteren ännere sech en paralèle.

D'Kris ass dës Kéier, anescht wéi 2008, vun der Realwirtschaft ausgaangen. Dat ass och normal. D'Butteker hu mussen zoumaachen. Ganz Secteuren hu mussen zoumaachen. Dofir huet natierlech dat, wat een d'Realwirtschaft nennt, am éischte gelidden.

De Finanzsektor, deen à l'origine vun der Kris vun 2008 war, ass indirekt natierlech impaktéiert, mee ass en fait relativ stabill de Moment an ass en Deel vun der Léisung. An dat gesäit een och, an ech wäert nach dorop zrëckkommen, un deem Accord, dee mer mam Secteur financier gemaach hunn, fir Moratoiren a Préten ze maachen.

D'Finanzplaz, déi zwësche 25 % an 30 % vun eisem Rächstum ausmécht an zu deem bäidréit, also zwëschen engem Véierel an 30 %, ass e Sektor, deen an dëser Kris relativ besser ewechkënn wéi aner. An dat wäert eis natier-

lech och hëlfelechen an dëser Kris, fir hoffentlech e bësse mander impaktéiert ze gi wéi aner Länner.

Fir d'Joer 2021 seet oder pronostiquéiert de Stateg, dass de Wuesstum soll plus 7 % sinn. Ech hu scho vill Kommentaren iwwert déi Ziffer kritt; dass déi vläicht ze vill optimistes wär, wat och ëmmer.

Ech wéilt zu dëser Ziffer vu plus 7 % dräi Saache soen:

- zum Éischten, dass déi Zifferen, déi de Stateg asetzt, seng eege Responsabilitéit ass. An domadder wéll ech soen, dass de Stateg komplett onofhängeg ass. De Staat an d'Regierung soen net dem Stateg, wat fir eng Zifferen e soll wuer hischreiwen. Si hunn hir Modeller a si hunn hir Onofhängegkeet a si hunn, wéi ech et scho viru gesot hunn, eng super Aarbecht gemaach, andeem se eng nei Methodologie hei gebraucht hunn;

- dat Zweet, wat ech dozou wéll soen, ass, dass de Stateg a senger Calculen de Stabilisatiounspak matagerechent huet, wat aner international Organisatiounen schwéier konnte maachen, well se deen nach net kannt hunn;

- an dat Drëtt ass: Jo, et kann ee soen, dass 7 % e ganz héijen Taux ass. Kommt, mir kucken e bëssen zrëck! Déi lescht Joren hu mir zu Lëtzebuerg e Wuesstum vun 3 % bis 3,5 % gehat. An der Moyenne e ganz gutt Resultat. 7 ass natierlech spektakulär. Mee wann een dat vergläicht mat minus 6 2020, jo, wat mer do fäerdegbréngen, dat ass en fait, just ze kompenséieren, wat mer dëst Joer verléieren. An anere Wieder: Op zwee Joer gekuckt hätte mer dann en fait Stagnatioun. Zwee Joer mat null Croissance; ongeféier.

An dat ass deen Zenario, op deem mer schaffen. Also fir ze mengen, dass de Plus-7 % eppes immens Positives wär - ech wéilt och, et géif antrieden -, domat beschreiw mer en fait, dass mer, op zwee Joer gekuckt, kee Wuesstum hunn. A mer hu Vergläichsméiglechkeete mat deem, wat 2008 bis 2012 geschitt ass. Do hu mer jo gesinn, wat geschitt, wann ee während e puer Joer kee Wuesstum huet. Wann een nämlech zwëschen 2008 an 2012 norechent, gesäit een, dass an där Period praktesch kee Wuesstum war.

D'Regierung, ech selwer an de Wirtschaftsminister, mir kënnen net an der Glaskugel liesen, fir ze wëssen, wéini d'Ekonomie erëm unzitt, a wellechem Mooss, mat wellecher Intensitéit. Verschidden Experte soen: „Dat do gëtt u-förmeg.“ Dat heescht, et geet erof, et bleift laang flaach an da geet et erëm erop. Anerer soen: „Et gëtt v-förmeg.“ Et geet elo ganz séier erof, mee et geet direkt erëm erop. Kee Mënsch weess et!

Wann ech d'Liichtathletik géif als Beispill huelen, soen ech, do si Verschiddener, déi soen: „Dat do ass en Hürdelaf vun 110 Meter.“ Anerer soen: „Et ass e 400-Hürdelaf.“ An ech soen: „Et gëtt och nach en 3.000 Steeplechase. Do muss een och nach iwwer Waasser sprangen.“

Mee wéi gesot: Kee Mënsch weess et. A mir mussen déi Incertitude abauen a mat där liewen.

Wat huet d'Regierung gemaach? Mee si huet ganz séier op Basis vun deene schrecklechen Zifferen, wat de Wuesstum ubelaangt, e Stabilitéitspak am Mäerz ugeholl, presentéiert. A grouss Deeler dovu si jo hei an der Chamber den 18. Abrëll per Gesetz ugeholl ginn. Ech wéll och ënnersträichen, wéinst der Debatt, déi viru war: Mir hu versicht als Regierung, wann et nëmme méiglech war, alles, wat kann duerch d'Chamber goen, wou et mat der Zäit opgeet, duerch d'Chamber ze huelen. An deem heite Pak, deen ass jo dann effektiv zum groussen Deel mat der Loi de garantie hei vun lech gestëmmt ginn.

Am Mäerz hate mer gesot, dee Pak géif 8,8 Milliarden Euro duerstellen. Haut soen ech lech, dass en 10,4 Milliarden duerstellt, oder 17,5 % vun eisem PIB. Ech soen lech dat en toute transparence. Firwat? Majo well dat evolueiert mat der Zäit a well mer jo gesinn, wat den Impakt vum Zoumaache vu ganze Secteuren op d'Wirtschaft huet.

Wat waren dann d'Prioritéiten vun dësem Stabilisatiounspak? Ech mengen, et waren der zwou: d'Gesondheet vun de Leit an d'Gesondheet vun eiser Wirtschaft.

Zur Gesondheet vun eise Leit wéilt ech ënnersträichen, dass mer an dese puer Méint schonn 194 Milliounen Euro méi ausginn hunn op d'Gesondheet, déi net virgesi waren: fir medezinnescht Material ze kafen, fir de Gesondheetssystem ëmzestellen, fir d'Schlass Kolpech ze transforméieren, fir d'Frontaliere kënnen ze hebergéieren, déi am Gesondheetssystem schaffen etc., etc.

An deene leschte Wochen a Méint hu mer immens vill getest. Mir sinn an Europa, an der

Europäescher Unioun, dat Land, wat am allermeeschte getest huet. A mir wäerten och an den nächste Wochen a Méint ganz flächendeckend weidertesten. Dat ass eng Manéier, fir méi Confiance ze kréien an e bessert Bild ze kréien, wou mer dann dru si mat der Diffusioun vun dësem Virus.

Gläichzäitig hu mer natierlech, och verbonne mat der Gesondheet, de Congé pour raisons familiales sou breet wéi méiglech ausgeluecht. Dovunner hu 26.000 Salariéen profitéiert, vu 5.700 Entreprene. An do hu mer bis ewell 124 Milliounen Euro ausginn, an hunn, wann ech d'Ziffer elo richtig am Kapp hunn, 226 Milliounen fir déi ganz Period de Moment emol virgesinn.

Deen zweete Punkt ass d'Gesondheet vun der Wirtschaft. Ouni eng gesond Wirtschaft huet e Land keng Recetten an ouni eng gesond Wirtschaft hunn d'Leit keng Aarbecht. Dofir muss mer alles drusetzen, fir dass eis Ekonomie en neie Start ka maachen, an dat esou fréi wéi méiglech.

Eis éischt Prioritéit war, d'Liquiditéit vun den Entreprene ze stäerken. An dat hu mer op vill Aart a Weise gemaach. Ech géif gäre als Allereischt ënnersträichen, dass mer et fäerdegbruecht hunn, dat an enger Kooperatioun zwëschen dem Privatsektor an dem Secteur public ze maachen, an zwar an der Kooperatioun mat de Banken.

Mir hunn en Accord mat de Banken ofgeschloss, mat der ABL a mat enger Retsch Banken - ech kommen nach dorop ze schwätzen -, fir dass Follgendes geschitt:

Moratoiren, déi bis sechs Méint kënnen goen, huelen d'Banken all an hir Bicher. Do intervenéiert de Staat net. Dat ass eng Mesure, déi fir d'Betriber immens wichteg ass. An déi sechs Méint ... An all déi Demanden, déi gemaach gi sinn, sinn eng beträchtlech Zomm. Haut gekuckt si méi wéi 3 Milliarde Moratoire vum de Banke scho geneemegt ginn. An d'Banken hunn 98 % vun den Demanden ugeholl. Dat heescht, d'Banke spillen d'Spill mat. Si hëlfelechen den Entreprene, fir hei iwwert déi Phas ewechzekommen.

An do dernieft hu mer en Accord mat de Banke gemaach, dat war och an der Loi de garantie, dass déi Préten, déi elo an dëser Phas geholl ginn, zu 85 % vum Staat garantéiert ginn, a 15 % vun de Banke selwer. Ganz kloer: Dësen Deel vu Loi de garantie vun 2,5 Milliarden, déi bis zu 3 Milliarde kënnen finanzéieren, ass schonn en Deel vum Paquet vun der Relance.

Ech géif gären deenen aacht Banken, déi sech dru bedeelegt hunn, Merci soen. Déi siwen, déi à l'origine derbäi waren, waren: d'Spuerkeess, d'BL, d'BGL BNP Paribas, d'Banque de Luxembourg, d'Raiffeisen, d'ING an d'Bank of China. A säit dëser Woch ass och d'Bank BCP derbäikomm.

Dës Garantie vun de Banke kommen zousätzlech zu anere Garantien, déi mer zesumme mat aneren opgeschafft hunn oder verbessert hunn. Ech denken un déi vun der SNCI, vum Office du Ducroire fir d'Entreprene, déi exportéieren - merci villmools, dat war eng ganz gutt Iddi -, fir d'Mutualitéit vun de Chambre-professionellen. An da wäert och um europäeschen Niveau an der Banque européenne d'investissement do eng Initiativ kommen. Et ass also wichteg, hei Hand an Hand ze schaffen.

Mir hu staatlech Hëlfelechen decidéiert, an zwar enger Rekordzäit. Huele mer déi allerwichtigst, déi, déi am deierste kascht: Dat ass de Chômage partiel. Do gouf decidéiert fir déi Leit, déi Empfänger si vum Mindestlohn, dass déi elo 100% bezuelt ginn an net 80%eg, wéi dat normalerweis de Fall ass, an de Chômage - gradesou wichteg - gëtt de Moment par avance bezuelt. Dat heescht, d'Entreprise kréien en am Virus. Normalerweis - hors crise - gëtt deen a posteriori bezuelt. Erëm eng Kéier, fir d'Liquiditéit vun den Entreprene ze ënnerstëtzen.

Bei de Mikroentreprene, déi ënner 10 Leit sinn, hu mer eng éischt Hëllef vu 5.000 Euro gemaach. Déi ass net remboursabel an ass net besteiert. Mir hunn dann nach eng zweet geholl vu 5.000 Euro, déi e bësse méi breet opgesat ass. An och eng fir Entreprene, déi tëschent 10 an 20 Leit hunn, eng Aide vun 12.500. A mir hunn eng Aide directe, och net remboursable an net besteierbar, fir d'Indépendanten.

Fir d'Startuppen hu mer och d'Kreditter, déi se kënnen finanzéiert kréie vum Staat, vu 50 % op 70 % eropgesat.

Mir hunn awer och um Niveau vun de Steieren, direkten an indirekten Steieren, Mesurë geholl, déi hiresgläiche sichen am Ausland.



Fir d'éischt wéilt ech den Enregistrement - d'Administration de l'enregistrement - hei ervirsträchen. Déi hunn nämlech eng ganz Operatioun vu fréizäitege Remboursementer vun TVA gemaach. An zwar hu se schon am März all d'Creancë vun enner 10.000 Euro am Eiltempo ausbezuellet. An dat war fir 20.000 Entreprises.

An am März an am Abrëll sinn d'Remboursementen follgend gewiescht: 214 Milliounen Remboursementen TVA am Joer 2020 géint 85 Milliounen 2019. An am Abrëll 245 Milliounen géint, dat Joer virdrun, 109 Milliounen. Do sinn also Honnerte Milliounen, déi am Eiltempo zréck un d'Entreprisë bezuellet gi sinn. Dat ass ganz remarkabel. Och am Délai de paiement huet d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ganz viles a ganz séier gemaach.

An der Steierverwaltung hu mer decidéiert, dass déi zwou éischt Avancé vum Joer kënnen op Demande vun den Entreprises op null gesat ginn, an zwar automatesch, fir all déi Entreprises, déi natierlech impaktéiert si vun der Kris. Do krute mer ganz vill Demandé vun den Entreprises. Equivalent zu 142 Milliounen Euro, wat d'Entreprises ubelaangt. An och vun Independante krute mer do ganz vill Demanden. Dir kennt déi Zifferen a mengem Rapport nolesen.

De Report vu Steieren ass och méiglech gewiescht. En ass och gefrot gi vun enger 146 Entreprises a ronn 31 Independanten an der Héicht vu 45 Milliounen.

An Dir wësst, dass d'Steierklärung och per Gesetz elo fir d'Joer op den 30. Juni gesat ginn ass, fir de Leit méi Flexibilitéit ze ginn, den Entreprises haaptsächlech. Doduerch kréie mer ronn 280 Milliounen Recettë manner eran.

Ech wëll och des Geleehheet benotzen, fir en Appell ze lancéieren un d'Entreprises, dass se sollen déi Steieren, déi se direkt zréckbehalen, d'Retenues à la source, déi jo d'Steiere sinn, déi se ophiewe fir de Staat, och der Administration des contributions sou séier wéi méiglech sollen zoukomme lossen; well mir hu jo ganz vill Efforten an de Liquiditéite gemaach.

Ech wëll drun erënneren, dass mer och, wat d'direkt Steieren ubelaangt, a Rekordzäit an Dank der Flexibilitéit vun eisen dräi Nopeschlänner am Teletravail Flexibilitéit kruten, fir dass d'Leit kéinte vun doheem schaffen. Ech ginn net an den Detail an, mee, ech mengen, Dir kennt de Sujet alleguerten.

A leschtens: Sécurité sociale. Do hu mer ganz vill gemaach, andeem mer och do zwee Trimesteren erlaben, Reporten ze maachen.

Ech géif gär e puer Wuert zu deene konkreten Hëllefën hei soen. An Dir hutt d'Dokumentatioun ausgedeelet kritt. Do fannt Der déi Fall resuméiert. Mir hunn dräi Beispiller geholl.

Eent ass en Independant am Horeca-Beräich, dee pro Mount 18.500 eligibel Depensen huet. Dee kann déi 5.000 Euro kréien, vun deenen ech virdu geschwat hunn, als Hëllef, déi net remboursabel ass. E kritt de Chômage partiel. An e kritt also par rapport zu sengen totalen Depensen eng Zomm zréck, e Gesamtmontant vun 20.000 Euro. Wann ech dat vergläiche mam Ausland, do hätt dee selwechte Betrib nëmme 15.000 Euro zréckkritt a Frankräich, 13.750 an der Belsch, 16.500 an Däitschland.

An da kennt nach derbäi, dass een dem Betrib kéint eng remboursabel Avance froen. An et kommen natierlech déi Reporte vu Steieren a vu Contribution-socialen derbäi, vun deenen ech geschwat hunn.

Mir hunn aner Beispiller gekuckt. An der Industrie zum Beispill eng Firma, déi e Montant vu ronn 2,7 Milliounen Depensen hätt a vill Mat-aarbechter hätt, mat 500 Employéen, déi am Chômage partiel wieren, zu engem Deel, déi géif zu Lëtzebuerg 1 Millioun Euro Chômage partiel kréien. Am Verglach mat den Nopeschlänner ass dat ganz favorabel.

A Frankräich géif déi selwecht Firma 612.000 Euro Chômage partiel kréien, an der Belsch och 612.000 Euro, an an Däitschland 615.000 Euro. Dir gesitt also, Lëtzebuerg ass hei ganz favorabel.

Mir hunn nach en drëtt Beispill gemaach, Dir gesitt dat, wéi gesot, an den Annexen, déi ech ausgedeelet hunn. Eng Firma am Commerce extérieur, déi e Montant vu ronn 60.000 Euro Depensen huet - an déi am Secteur, am Commerce extérieur wier-, déi géif zu Lëtzebuerg 36.500 Euro Remboursementer kréien oder Aiden. A Frankräich ronn 21.000, och an der Belsch ronn 21.000, an an Däitschland méi wéi zu Lëtzebuerg, 46.000.

Firwat maachen ech dee Verglach mam Ausland? Well d'Tentatioun jo ëmmer besteet, all eenzel Mesure vun engem Land op dat anert ze vergläichen. Mee dat gëtt net d'Gesamtbild. Wa mer elo kucken, wéi eise gesamte Pak sech presentéiert, 10,4 Milliarden, 17,5 %, da si mir mat eent vun de Länner, déi am meeschte maachen. A vläicht am allerinteressantsten: Wa mer d'Garantien erausrechnen a mir huelen nëmme d'Aide-directen an d'Reporten, dann ass Lëtzebuerg d'Nummer eent an der EU.

Dat alles huet natierlech en Impakt op eis Finanzen. An ech kommen dann op d'Zuele vum PSC ze schwätzen. Nach eng Kéier e grouse Merci och un d'Verwaltungen an de Statec, déi et erméiglecht hunn, dass mer dat heite konnten a Rekordzäit opsetzen. Ech wëll ennersträchen, an dat ass e groussen Ennerscheid an der Aarbechtsweis warscheinlech: An der Vergaangenheet ass et eis bal ëmmer gelongen, eng Punktlandung ze maachen an de Previsiounen vun de Recetten, an et ass eis ëmmer gelongen, e bessert Resultat ze schreiwe wéi dat, wat mer gemellt haten.

Ech muss lech soen: Mat deenen heiten Zifferen kann ech dat net soen! Net well mer net virsiichteg waren. Mir waren och hei virsiichteg! Mee d'Incertudé si ganz einfach vill méi grouss. Mee ech kann lech aver versécheren, mir waren och hei ganz virsiichteg.

Wat gëtt dat an der Administration centrale? D'Recettë ginn erof. D'Dependé ginn erop. Jo, da kann d'Resultat nëmme sinn, dass den Defizit klëmmt. Mee mir maachen eppes ganz bestëmmt net, dat, wat dat Falsch war, wat ee kéint maachen: Mir setzen d'Investissementer net erof! Mir halen déi um Niveau, wéi mer se festgehalen hate fir 2020 an 2021, op 2,8 respektiv 3 Milliarden Euro. Dat representéiert 4,8 respektiv 4,7 % vum Räichtum.

Wat gëtt dat dann als Endresultat fir den État central? Minus 4,9 Milliarden Euro, wat korrespondéiert zu minus 8,3 % vum PIB. Dat Joer duerno soll deen Defizit halbéiert ginn.

D'Sécurité sociale bleift net onverschout. Se hätt sollen d'Joer 1,1 Milliarde positiv ofschleissen, wäert nach ëmmer am positive Beräich sinn, mee nëmme méi mat 281 Milliounen. An d'nächst Joer geet dat liicht erop. A fir d'Administration locale ass et esou, dass do mechanesch d'Recetten erofginn. Wann d'TVA erofgeet, wann d'Recettë vum Staat erofginn, da gi mechanesch d'Recettë vun de Gemengen erof. Et ass net de Staat, deen decidéiert, dass d'Gemenge solle manner Geld kréien, mee de Mode de calcul mécht, dass ee manner kritt. Dat heescht, d'Gemenge wäerten dat och mussen a Betracht zéien, esou wéi de Staat selwer dat jo och muss maachen. An amplatz e Boni, dee virgesi war, vun iwwer 200 Milliounen, fir d'Joer 2020, wäert et en Defizit also vu minus 300, pardon, vu minus 372 Milliounen fir d'Joer 2021. An d'nächst Joer nach e méi klengen Defizit vu minus 150 Milliounen. Dat wär dann de Sold vun der Administration locale.

Administration publique sinn déi dräi Saachen zesammen, 26 Milliarden, ronn, Recetten. 31 Milliarden Depensen. Defizit 5 Milliarden Euro amplatz en Iwwerschoss vun 800 Milliounen, déi mer d'lescht Joer ageschat haten.

D'Schold, d'Dette publique, war 2019 op 14 Milliarden, 22,1 % vum PIB. Se geet elo erop. An zwar geet se mechanesch erop op 28,7 % vum PIB. Dat si 17 Milliarden Euro. An dee PIB, deen hei geholl ginn ass, ass deen neie PIB, deen eeben de Statec elo ausgerechent huet fir Lëtzebuerg.

Alles dat, wat mer gemaach hunn, all déi Mesuren, fir d'Entreprises, fir d'Leit, konnte mer natierlech méi liicht decidéieren, well mer eng gesond a prudent Politik vun eise Finances publiques haten, a well mer den Triple-A, dee mer nach ëmmer haten, verteidegt hunn. An dat erlaabt et eis, fir bëlleg Suen ze léien. Mir ware virun e puer Wochen op d'Marché gaangen a kruten do nach ëmmer en negativen Taux op fënnf bis zéng Joer. An dat hëllef eis natierlech och, fir d'Zukunft virzubereeden. Dat hëllef eis och, fir d'Relance vun eiser Wirtschaft weider ze begleeden, wat jo fundamental ass.

Zum Ofschluss wëll ech soen, dass et wichteg war, dass mer déi Mesuren alleguerten geholl hunn. Déi Suen, déi mer investéiert hunn an den Entreprises, fir d'Aarbechtsplazen ze sécheren, dat si keng Depensen a mengen Aen, dat si gutt investéiert Suen. Se kommen der ganzer Gesellschaft zegutt. Déi Dependé fir d'Santé, déi mer gemaach hunn, hunn et erlaabt, dass eise Spidolssystem fonctionéiert huet a jiddwereen eng Qualitéitsbetreiung krut.

E Salarié, deen am Moment am Chômage partiel ass, kann hoffen, dass e ka seng voll Pai gläich erëmkréien. Eng Entreprise, déi elo temporär Schwieeregkeeten huet, kann hoffen, gläich erëm hire Chiffre d'affaires erëmzréien.

Mee e Mënsch, dee säi Liewe verluer huet, dee kann dat net erëmkréien. Dofir huet Lëtzebuerg sech entscheet, séier ze reagéieren par rapport zur Pandemie, an de Mënsch an d'Gesondheet an de Vierdergrond ze setzen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Finanzminister. Mir héieren elo den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot, fir eis eng Presentatioun vum nationale Reformprogramm, dem sougenannte PNR, ze maachen. Här Wirtschaftsminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Léif Deputéierten, léiwe Regierungskolleeg Pierre Gramegna, wéi Der wësst, ass de PNR, nieft dem PSC, dat zweet Dokument, wat mer am europäesche Semester op Bréssel schécken all Joer. Dat Dokument gouf virun der Covid-19-Kris ausgeschafft, ënner dem Lead vum Wirtschaftsministère, mee mat Contributione vu ganz ville Ministèren, déi hei wichteg Contributione geliwert hunn. Et ass, à première vue, ëmmer en éischer retrospektiiv Dokument an dofir och ëmmer e bësse manner interessant wéi de PSC.

Et ass awer vläicht e ganz gudd Moment d'Joer, fir aus deem Dokument, aus deem Exercice, méi e prospektiven Exercice ze maachen. Dat heescht, mir sollten de PNR net, fir reegelméisseg all Joer eng Kéier an d'Zukunft ze kucken. Dat maache mer jo hei an der Chamber reegelméisseg. Mee ech denken, dass dat e ganz gudd Rendez-vous ass, fir dat méi reegelméisseg ze maachen.

De PNR muss a wäert och op europäeschem Niveau nei mussen iwwerschaft ginn. Dir wësst, dass et ee vun de Projete war vun der neier Presidentin vun der Kommissioun, dem Ursula von der Leyen, fir d'esen Agenda ze iwwerschaften.

Enn d'lescht Joer, wéi si ugetratt ass, war dat hei ee vun hire Projeten, fir de Programm Europa 2020 ze iwwerschaften. A wéi gesot, den Numm seet et: Europe 2020, dee leeft d'Joer aus. An also ass hei och eng Zäsur an där Demarche.

Nom Lissabon-Prozess, dem Europe 2020-Programm, muss also en neie Programm, en neie PNR kommen. Ma och hei ass d'Kommissioun kal erwëscht gi vun d'esen Kris, a si ass net ganz gutt weiderkomm, bis elo, mat hiren Aarbechten an d'esen Beräich.

Och zu Lëtzebuerg muss mer eis national Ziler iwwerschaften. Well wann een de PNR kuckt, mat e bësse Recul, da muss ee leider constatéieren, dass mer an enger Rei Beräicher net gutt dostinn, dass mer eis Ziler, eis national Ziler, déi mer eis gestach hunn, verfeelt hunn. Dat gëllt fir eist Zil, wat d'Dependé souwuel vun der privater wéi och vun der öffentlecher Recherche ugeet, woubäi mer wëssen, dass virun allem déi privat Recherche bei eis schwächtelt. Et ass awer och esou, dass mer bei der Zuel vun de Leit, déi am Aarmutsrisiko sinn, wéi och bei den erneierbaren Energien an eise Klimaziler hannendra sinn.

Vill vun deenen Ziler hu mer eis virun zéng Joer gesat. Dat ass e laangen Dag. Dofir sollt mer eis an deenen nächste Méint Gedanke maachen, wéi mer wëllen an Zukunft eis Objektiv definéieren. An och hei muss mer Ambitiounen fir d'Zukunft mat ëmsetzen, fir déi Zäit no der Kris, wat fir eng nohaltig Wirtschaft a wat fir eng sozial Kohäsioun mer wëllen, an dat Ganzt och verbanne mam PIB du bien-être, iwwert dee mer virun net allze laanger Zäit an d'esen Chamber zesummen diskutéiert hunn.

Wat mer awer elo schon d'Joer gemaach hunn, dat ass, fir verschidden Objectifs du développement durable, eis nohaltig Entwicklungsziler, am PNR matanzebauen an hei matzediskutéieren.

Wéi gesot, mir sollten de PNR an den nationale Concertatiounseffort, deen dohannertstécht, als eng Opportunitéit gesinn, fir iwwer eis Zukunft nozedenken. Dat hu mer d'Joer, wéinst der Coronakris, och scho gemaach, an do-rober kommen ech an e puer Minutten och direkt ze schwätzen.

De Finanzminister huet et gesot: No siwe Joer Wuesstum huet de Statec eis gesot, an haut nach eng Kéier bestätegt a senger leschter Note de conjuncture, dass t'esch Métt März a Métt Abrëll duerch de Covid-19 déi ekonomesch Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ëm 25 % zréckgegang. Bau an Horeca sinn ëm 90 % an där Zäit agebrach. Dat ass fir d'Joer gläichbedeutend mat enger déiwer Rezessioun.

Mir sinn haut nach voll an der Kris vum Coronavirus dran. Och an der sanitärer Kris. Ech hu virdu gesot, dass de PNR virun der Kris ausgeschafft gouf. An dat heescht och, dass de PNR

net ka méi wäit op d'Konsequenzen, déi d'esen Kris op eis Wirtschaft an eis Gesellschaft wäert kréien, agoen. An dofir ass et och nach ze vill fréi. Ech fäerten allerdéngs, dass d'esen Kris net nëmme Konsequenze wäert hunn op eis Wirtschaft an also op eis Staatsfinanzen, nee, si wäert och Konsequenzen hunn op d'Inegalitéiten an eiser Gesellschaft an och op den Aarmutsrisiko, dee jo och en Thema ass vun d'esen PNR.

Wéi all Calamitéit, sief et e Krich, eng Naturkatastrof, mee eeben och eng Pandemie, trëfft se déi Schwächst an eiser Gesellschaft ongläich méi haart. D'Digitaliséierung huet an de leschte Méint e risege Sprong gemaach. Nach Ufank März konnt kee sech virstellen, dass d'Proffen an d'Schoulmeeschtere géife via Internet mat hire Schüler schwätzen a Schoul halen. Et konnt kee sech virstellen, wéi vill Leit op eemol géifen doheem schaffen, mam Teletravail.

Mir mussen eis bewosst sinn, dass déi Digitaliséierung net ouni Konsequenzen ass, och wat d'Inegalitéiten an eiser Gesellschaft ugeet. Den Aarbechter um Bau, dee keng Zill op déi aner am Teletravail ka leeën an dee manner verdéngt, huet missen elo am Chômage partiel mat 80 % vu sengem Salaire auskommen. De Bankemployé, deen an der Reegel tendenziell méi verdéngt, krut, par contre, 100 % vu sengem Salaire an där Zäit. An och an de Schoule wäerte mer feststellen, dass, trotz allen Efforten, déi am Enseignement gemaach gi sinn, dee sech a Rekordzäit ëmgestallt huet an adaptéiert huet, dass do déi Kanner, déi doheem mat Computer an Tablettë kënnen schaffen an och gehollef kréien, e grouse Virdeel hu par rapport zu deenen, déi dat net konnten.

Här President, d'Fro, déi sech am Kader vun d'esen Debatt et stellt, dat ass déi, wat d'Coronakris elo bedeit fir déi Politik, déi bis elo gemaach gouf, fir déi Objektiv ze errechen, déi mer am Programme national de réforme beschreiwen, a virun allem och, wat se fir d'Zukunft heescht.

An do géif ech gär ganz kuerz op fënnf Punkten agoen, fënnf Léieren, an ech mengen, och fënnf Pisten an Zukunft, déi mer schonn elo kënnen aus d'esen Covid-19-Kris hei erausliesen. An ech géif och gär soen, dass mer eng Rei Iddie fir d'Relance hunn, déi mer elo mussen maachen, vun eiser Économie, no d'esen éischer Phas vu Consolidéierung, déi de Pierre Gramegna beschriwwen huet, déi mer mam Stabiliséierungspak gemaach hunn, dass elo hei schonn eng Rei Iddie fir d'esen Relance dra sinn, an déi géif ech elo gär an hei ganz kuerz beschreiwen.

Deen éische Punkt, op deen ech wëll agoen, an déi éischt Lektioen aus d'esen Kris, dat ass d'Wichtigkeet vun der Santé, d'Wichtigkeet vun eise Gesondheetssystem. D'Coronakris huet eis gewisen, wéi immens wichtig e gutt fonctionéierenden, solidaresche Gesondheetssystem ass. Eise gouf strapazéiert, mee en huet éischer gutt resistéiert, virun allem, wann een dat vergläicht mat deem, wat a ville Länner am Ausland geschitt ass, och an Europa.

► **Une voix.** - ... liberaliséiert!

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Elo geet et dorëms, fir en esou staark ze maachen, dass mer kënnen mam Virus liewen. Dass mer net, wann eng zweet Well kënn, erëm esou brutal mussen zoumaachen, wéi mer dat bei der éischer Kéier hu misse maachen. Dofir brauche mer virun allem Investissementer. Mir brauchen Investissementer an d'Infrastruktur, mee méi wichteg nach, Investissementer an d'Gesondheitspersonal, wat eis hei am Land feelt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Mee mir als Wirtschaftsminister geet et an d'esen Beräich och ëmmer méi drëm, den enorme Potenzial vum Secteur vun der Biotechnologie, vun den Health Tech, ze gesinn, andeem mer ronderëm eis Recherche an eis Spideeler en exzellenten Ékosystem kënnen opbauen. A wann ech gesinn, wivill Projete sech an deene leschte Wochen a kierzester Zäit am Kader vun der Covid-Kris do materialiséiert hunn an deem Secteur, dann ass dat fir mech en Zeeche vun der Vitalitéit vun deem Wirtschaftsberäich.

En zweete Punkt, wéi gesot, deen en enorme Boost krut, ass dee vun der Digitaliséierung, an dat a verschiddene Beräicher. Fir d'esch deem vum Teletravail, wéi gesot. An den Teletravail an där Dimensioun wär net méiglech gewiescht ouni déi vill Investissementer, déi an deene leschte Joren an der Netzinfrastruktur vun der POST gemaach goufen. Just esou war et méiglech, fir dass eis Reseauen den dräifachen Datenträic ouni Weideres gepackt hunn.

En drëtte Punkt fir mech ass deen, dass d'Iddie vun der Rifkin-Strategie, fir d'Digitaliséierung

an d'nei Technologien anzesetzen, fir déi ekolo-gesch Transitioun hin zu enger Klimaneutralitéit am Horizont 2050 hinzeckéieren, méi aktuell si wéi jee.

A wat een elo gesäit, dat ass e ganz breede Konsens zu Lëtzebuerg, dee vum Mouveco bis hin zu der Fedil reecht, dass eng Relance just ka ronderëm de Green Deal gemaach ginn. An dofir hu mer, zesumme mat menge Kollegee Pierre Gramegna, mee och Carole Dieschbourg a Claude Turmes, den Appell vun Europadepu-téierte Pascal Canfin ënnerschriwwen, deen e staarken Appell mécht, fir dee Green Deal do ambitieus ze gestalten a fir wierklech do ron-derëm déi europäesch Relance ze gestalten.

Véierte Punkt, an dat ass eng weider Lektouren, déi mer elo schonn aus der Covid-Kris kënnen zéien, dat ass, dass eis Chaîne-de-valeuren, ins-besonnesch a strateegesche Secteuren, ze vill globaliséiert sinn. Dat ass esou beim Gesond-heetsmaterial an och bei de Medikamenter, mee och bei eisen lesswueren a bei anere Gidder hänke mer dacks vill ze vill vun absurd laange Weeër a vun absurd laange Chaîne-de-valeuren of.

(Interruption)

Och dat sollte mer änneren an erëm verstärkt op lokal a regional Industrie, mee natierlech och Artisanat an Agrikultur setzen. Hei ass d'Groussregioun, als eng Miniatur vun Europa, eisen natierleche Partner, a mir sollten eis Rela-tiounne mat eisen Nopere stäerken an deenen nächste Joren.

An e leschte Punkt, Här President, fir ofze-schleissen, dat ass dee vun engem staarke Bannemaart. Mir hu gesinn, leider, dass mer an deene leschte Wochen erëm d'Expéienz ge-maach hu vun zouene Grenzen. Mir hunn eppes erlieft, wat mer déi lescht Jorzéngten net méi kann hunn, wat eis Kanner net kennen, nämlech d'Expéienz vun zouene Grenzen, a wat dat heescht fir den Approvisionnement vun engem Land, wat dat vun Angoissé lassge-tréppelt huet fir eis Mataarbechter vun der ane-rer Säit vun der Grenz, mee och generell fir de Funktionement vun eise Land. An ech mengen, dat weist, dass mer als klengt, oppent Land méi wéi jee ugewise sinn op e staarke Bannemaart, op e gutt fonctionéierend Europa.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Ech ginn dem Wirtschaftsminister Akt vun senger Deklaratioun. Als éischte Riedner ass den hono-rabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, veréiert Verrieder vun der groussherzoglecher Regierung, an engem „Tageblatt“-Artikel vun dem 22. März d'Joer, Dir Dammen an Dir Hären, dat war dee Sonndeg, nodeem d'Chamber unanime d'Kri-segesetz gestëmmt huet zu der Covid-19-Kris, do ass ze liesen: „Am Ende seiner Rede beschwor Bettel“ - also de Staatsminister - „den nationalen Zusammenhalt. „Im Kampf gegen das Coronavirus gibt es hier im Land keine Mehrheit und keine Opposition. Es gibt eine „Union nationale“, seet den Här Bettel.

An deem selwechten Artikel ass virdrun ze liesen: „Nach Ende der Krise müsse man sich zusammensetzen und einen Marshallplan für Luxemburg ausarbeiten, um die Wirtschaft wieder anzukurbeln.“

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, mat där villbeschwerener Union nationale, do war et dach séier eriwuer. Well dee Moment, wou een d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun dozou hat, fir d'Krisegesetz kënnen ze verabschieden - an et huet een d'Zoustëmmung verfassungs-rechtlech vun der CSV-Fraktioun mat deenen 21 Stëmme gebraucht! -, du war et domadder eriwuer. An eigentlech huet de Claude Wiseler, CSV-Member vun eiser Fraktioun, et ganz gutt beschriwwen de leschten 1. Mee an engem vun hinnen a vun him verfaasste „Land“-Arti-kel. An hie schreift do, an engem perfektem Atheneumsfranséisch:

(Hilarité)

« L'opposition avait explicitement », schreift den Här Wiseler, « demandé une consultation préalable », Dir Dammen an Dir Hären, « en cas de nouvelles mesures prises sous le régime de l'état de crise ». An den Här Wiseler fiert virun: « Cela s'est passé ainsi, j'en étais le témoin actif et direct. Le Premier ministre a délibérément, consciemment et de façon cinglante », schreift en, « remis l'opposition à sa place : dans l'opposition, malgré l'exceptionnalité de cette crise. C'était son choix et c'était son droit ».

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen haut näischt aneres. Et ass selbstverständ-

lech d'Recht vun enger Regierung a vun engem Premier, fir sech och a Krisenzäiten op seng Majoritéit a seng Majoritéitsfraktiounen, an deem Fall 30 plus 1 Deputéierten, an engem Haus vu 60, ze baséieren.

Mee ech soen et awer gradesou däitlech, Dir Dammen an Dir Hären, dass et och dat gutt Recht ass vun enger Opposition, an absënns vun där stäerkster Fraktioun hei an deem héijen Haus, fir ze soen: Zwëschent dem Usproch vun den Aussoe vun dem Xavier Bettel, „l'union nationale“, an der Realitéit, do ass et dach eng grouss Diskrepanz!

An, Dir Dammen an Dir Hären, wéi grouss dass déi Diskrepanz ass, dat huet de Vott 31 géint 29 haut fir den Ordre du jour vun deser Cham-ber ganz däitlech gewisen!

Wann een d'Opposition brauch, da leeft een hir no. A wann ee se net méi brauch, dann ass se engem egal!

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Dir Dammen an Dir Hären, an déi Virgoensweis do, vun där villbe-schwuerener Unité nationale, déi weist sech och grad an der Virstellung vun deem Stabili-téitsprogramm. Mir kruten haut eng laang an, ech soe villmools Merci, vun deenen zwou Mi-nisteren, eng roueg Presentatioun vun dem Stabilitéitsprogramm a vun dem Plang iwwert déi national Reform. Merci, Dir Häre Ministe-ren!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Huelt lech e Beispill!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Ech wëll lech just soen, Här Di Bartolomeo, als fréiere Chambers-president, ...

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Jo.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- ... dass et mat där sougenannter Transparenz awer net esou grouss war. Well wann Der kuckt, dee leschte Mëtwoch hate mer Finanz- a Wirtschaftskom-missiouen. Wësst Der, wéini dass d'Memberen, zumindest vun der Opposition, dee Stabili-téitsprogramm zougestallt kruten? Abee, Service expédition 15.37 Auer, ganzer 23 Minu-ten, ier d'Sitzung mat der Virstellung vun dem Programm a mat der Diskussioun sollt stattfan-nen!

Dir Dammen an Dir Hären, mir fannen dat keng parlamentaresch gutt Gepflogenheeten! Well d'Wichtigkeet vun deser Diskussioun, déi ass, an de Finanzminister huet et zu Recht en-nerstrach, grad an desen Zäiten net ze enner-schätzen.

Mir hunn, an dat muss ee soen, e geschate Wirtschaftsreckgang vu 6 % Wirtschaftswues-tum. Mir hunn ee geschaten Defizit op d'Enn vun deem Joer vu minus 8,5 % PIB. Dat si 5 Milliarden Euro. Dat ass keng banal Zuel. 5 Mil-liarden Euro, dat si 5.000 Milliounen Euro. 5.000 Milliounen Euro! Dat ass den Equivalent vun 10.000 Appartementer mat engem Präis vun 500.000 Euro. Dat ass den Equivalent vun 30 bis 35 Lycéëen. 30 bis 35 Lycéëen! Dat ass den Defizit, dee geschat ass bis un d'Enn vun deem Budgetexercice.

Also mir diskutéieren hei net iwwer e reng technesch Dokument, wat dann elo, grad wéi vun deenen anere Memberstaaten, op Bréssel bei d'Europäesch Kommissioun sollt geschéckt ginn. A mir diskutéieren och haut, an deem Dokument vun 2020 bis Enn 2021, em eng ge-schat Staatsschuld vu ganzer 20 Milliarden Euro. Dat sinn 29 % vun onsem Bruttoinlands-produkt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kann lech net soen, an ech mengen, kee vun der CSV-Frak-tioun, wéi déi Zuelen do ze bewäerte sinn. Ech kann lech net soen, och no der Presentatioun haut vun dem Finanzminister a vun dem Wirt-schaftsminister, ob déi Zuelen optimistesches oder pessimistesches sinn. Ech kann lech dat net soen. Ech kann net soen, ob déi fënnf Milliar-den herno erauskommen, a wa se net eraus-kommen am Defizit, an et sinn nëmme véier Milliarden, hu mer da gutt geschafft? Ech weess dat net.

Ech kann och déi fënnf Milliarden an de Réck-gang vu 6 % PIB net optimistesches oder pessi-mistesches bewäerten, wann ech d'Aschätzung von dem Statec gesinn, dee seet: „Am Noufall kann dat souger bis minus 12 % Réckgang um PIB sinn!“ Dat kann ech net soen. Déi Leit, déi, heibannen oder dobaussen, mengen, dat méi genau kënnen ze soen, déi kënnen sech jo dann zu Wuert mellen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech ka just soen, an Numm vun der CSV-Fraktioun: Mir hunn eigentlech dräi grouss Vergläichsparameteren. Dat ass en histoiresche Verglach. Dat ass e Verg-lach par rapport zu eenzelne wirtschaftlechen Etüden, déi kuerzfristeg gemaach goufen am Abréll d'Joer. An ech kann et maache par rapport zu deenen effentlech zougängleche Stabilitéitsprogrammer, déi vun aneren euro-

päesche Memberstaaten, an absënns vun eisen Nopeschlänner Däitschland, Frankräich an der Belsch, op Bréssel geschéckt goufen.

Der Rei no. Fir d'éischt den histoiresche Verg-lach. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2013, dunn ass d'Regierung Bettel 1 ugetrue-den, du waren eis Staatsfinanzen am Equiliber. Ee Plus, ee klenge Plus, dat ass richtig, vu 4,5 Milliounen Euro. 2013 hate mer eng Staats-schuld vun 11 Milliarden Euro. 2020 soll elo vi-raussichtlech aus deem klenge Plus vu 4,5 Milliounen Euro en Defizit gi vu 5.000 Milliounen Euro. An 2021 soll et dann eng Staatsschuld gi vu bis zu 20 Milliarden Euro. Dat heescht, bal dat Duebelt, wat 2013 beim Untrétt vu Bettel 1 de Fall war!

An zu deenen Zuele vun 2013, an en ass net midd ginn, et ze repetéieren, à itératives re-prises, iwwert déi leschte Joren, bei dem Bud-get, bei dem État de la nation, bei all gudder Geleeeenheet, huet onse veneréierte Finanzmi-nister ëmmer gesot, wéi hien ugetruede wier, dunn hätte mer eng katastrophen Finanzsitua-tioun gehat an déi Staatsfinanzen, mat deene wier et riicht an d'Mauer gaang.

Dir Dammen an Dir Hären, dat hu mir ëmmer verneint. Mir hu gesot, dass esou Aussoe falsch wieren. Mir hu gesot, dass dat net fair an dass dat net gerecht wier. Dass dat net fair an net gerecht wier vis-à-vis vun engem Här Juncker, vis-à-vis vun engem deemolege Finanzminister Luc Frieden a virun allem och net fair an net gerecht vis-à-vis vun enger deemoleger CSV-LSAP-Majoritéit, Juncker-Asselborn 2.

Dir Dammen an Dir Hären, och 2008 gouf et eng Kris. Et gouf eng Banken- a Finanzkris. Jo. An déi huet den Haaptpilier vun eiser Ekono-mie, nämlech de Finanzsecteur, getraff. A grad dowéinst gouf et och e Wirtschaftsreckgang vu 4,4, 4,5 %. Bis un d'Enn vum Joer d'Joer d'Joer gëtt en op 6 % PIB geschat!

Mir, an dat soen ech ganz kloer an däitlech, halen eis un déi Zuelen. Mir fannen et onge-recht, wat deemools géintwuer vun enger Juncker/Asselborn-2-Regierung vun dem Fi-nanzminister geäussert gouf. An ech soen et och kloer an däitlech haut: „Mir halen dem Fi-nanzminister net de Spiegel dohinner.“ Mir spil-len eis net op als Deus ex machina, deen elo mat enger kopernikanescher Finanzrevolutioun op eemol alles géif erëm an d'Lot bréngen. Mee mir stellen awer och e puer konkret Froen: Wéi krisefest sinn dann elo - well et ass dat, wat d'Leit, net nëmme heibannen, mee dobaussen, d'Wirtschaft, Handel an Hand-wierk, d'Sozialpartner, interesséiert - eis Staats-finanzen?

Déi aner Fro ass déi: Gëtt et de berüumten Apel fir den Duuscht, wou den Här Juncker oft belächelt ginn ass, gëtt et deen och elo nach? Hu mer nach Steierreserven a Steierrecetten aus de Jore virdrun, mat deene mer déi finan-ziell Däll, an de Finanzminister huet et geschter nach eng Kéier gutt beschriwwen, bis 2020-2021, bis dass mer erëm an d'Luucht kommen, kënnen ausgläichen? Ech soen lech: Ech weess et net. Deen et weess, soll heihinnerkommen an et soen!

Dat Eenzezt, wat ech awer am Numm vun der CSV-Fraktioun bedauern, dat ass, dass mir am Sënn vun der vill beschwerener Unité nationale, am Sënn vun der Transparenz, gare gehat hätten, dass mer d'Steierverwaltung gehéiert hätten, den Enregistrement, d'Akzisen, d'TVA, dass mer gewosst hätten: Wat sinn dann elo d'Ausfall um Niveau vun der Betriebssteuer? Wat sinn d'Ausfall un der Akommessteuer?

An dann dee vill verschmäten Tanktourismus: Wat hu mer dann un Akzise verluer?

Mir wiere frou gewiescht, wa mer eng Zentral-bank gehéiert hätten, déi 430 héich qualifi-zéiert Leit, déi déi do huet, déi Analysen iwwert d'Joren eraus maachen, wat d'finanziell Situa-tioun an d'budgetär Situatioun vun eise Land ubelaangt. Mir wiere frou gewiescht, wa mer d'Verrieder vun dem Conseil national des fi-nances publiques gehéiert hätten.

A mir wiere virun allem frou gewiescht ... E sëtzt do, de fréiere Gesondheitsminister, Ex-president vun der Chambre des Députés, an ech hu ganz appreciéiert, Här Di Bartolomeo, wéi Der d'lescht Woch an der Finanzkommis-sioun eng ganz pertinent Fro gestallt hutt, nämlech déi: Wéi ass et mat der Sécurité so-ciale? Well gradesou eferiert, wéi Dir waart, mengen ech, war ech och a vill anerer och.

Dat ass nämlech d'Fro, dass mer an enger Sé-curité sociale, also an eise Sozialverséche-rungssystem, Krankekeesen, Pensiounskeese virun allem, dass mer do vun engem Plus, well vun deem hu mer ëmmer an de gesamtöffent-leche Finanze geliefert, vun 1,1 Milliarde vun 2019 op eemol op 281 Milliounen, d'Joer geschat, sollten erofkommen.

Et ass eng weesentlech Fro! Et ass eng Fro, déi vertritt sech net nëmme an dem wirtschaftle-

chen Zesammenhang, mee virun allem an der sozialer Kohäsion vun eise Land. Eng wich-tig Fro!

Eng wichteg Fro ass och déi: Wéi geet et mat de Gemengefinanze virun? Da kann ee soen: „Bon, déi 102 Gemengen, ausser d'Stad sinn dat souwisou lauter klenger.“ Neen! Et geet net doréms! Well d'Gemenge si besonnesch a Krisenzäiten, an dat huet d'Vergaangenheet gewisen, eng weesentlech Stütz vun Handel an Handwerk, well déi kuerzfristeg klenge Betri-ber, Handwerksbetriber, kënnen Optrag ginn. An duerfir ass et och weesentlech, dass mer duerno kucken, wa mer vun 246 Milliounen Plus 2019 och do op e Minus vun 372 geschate Milliounen Defizit kommen. Dat ass eng Fro, déi muss mer eis an enger Kollektivitéit an der ganzer Chamber am Land stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass natierlech och esou, dass ee muss dee Verg-lach maache mat wëssenschaftlechen Etüden. An déi wëssenschaftleche Etüden, do hunn ech eng fonnt, dat ass déi, déi gemaach gouf vu Research Luxembourg. Dat ass eng Vereene-gung vu ronn 30 Ekonomiste vun der Uni ën-nerd der Fiederféierung vun dem LISER. An dat ass eng Etüd, déi ass gemaach ginn am Abréll d'Joer, also ganz rezent, an déi sech domat ausenansetzt: Wat sinn d'Auswierkunge vun der Covid-19-Kris op eis Lëtzebuergeser Wirt-schaft? An do gëtt et eng ganz interessant Kon-klusioun, nämlech déi, dass mat all Mount, wou - ech soen - d'Bud, salopp gesot, zou ass, dat heescht wou d'Wirtschaft net leeft, mer e Réckgang hu vun eise PIB vun 2,8 % pro Mount! Pro Mount! A wann een dat mat zwee multiplizéiert, dann ass een, muss ech soen, lei-der ganz no un deenen Zuelen, wou de Finanz-minister och vun deene 6 % Wirtschaftsreck-gang geschwat huet.

Déi Argumenter, déi gi sinn, dat ass engersäits: „Jo, wann et zou ass, da leeft näischt an der Wirtschaft.“ Ech mengen, dat weess jiddwer-een. Et kënt awer en zweet a schwiéert Argu-ment derbäi, dat ass den Afloss vun der Ekono-mie vu besonnesch eisen Nopeschlänner, well mir sinn eng oppen Ekonomie. Här Bauler, mir sinn eng oppen Ekonomie. An dat bréngt et natierlech mat sech, dass, wann et gutt geet, mer besser Resultater hunn ewéi d'Ausland. A wann et schlecht geet, kann et natierlech och an deem anere Fall emgedréit sinn.

An een drëtten Punkt, deen een net därerf ver-noleisegen: Wann et zou ass, dann ass keng Consommatioun. An et muss een net mengen, dass déi Consommatioun vun haut op muer, och wann et elo lues a lues erëm opgeet, bei de Leit och erëm op deem héijen Niveau ass, wéi se am Ufank vun deenen dräi éischte Jore (veuillez lire: dräi éischte Méint) vum Joer war. Well d'Leit hunn Angscht dobaussen, d'Leit fäerten, net nëmme fir hir Gesondheet, mee d'Leit fäerten och wéinst hirer Zukunft. An et ass natierlech, dass dann déi Consommatioun vun den normale Bierger net op deem Niveau dréit wéi virdrun.

An een drëtten Punkt, dat ass deen externe Verglach, de Verglach mat eisen Nopeschlän-ner. Wat de Réckgang vum Wirtschaftswues-tum ubelaangt, minus 6 % an Däitschland, d'selwecht wéi bei eis, a Frankräich an an der Belsch minus 8 %. Mee wat awer méi quokeleg ass, dat ass den Defizit: minus 8,5 % bei eis zu Lëtzebuerg, mat 5 Milliarden, an Däitschland manner, minus 7,25 %, a Frankräich minus 9 % an an der Belsch, eise Nopeschland, minus 7,5 %.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn, opgrond vun deene Schätzungen, um Enn vum Joer net méi europäesche Musterschüler a Saachen effentlech Finanzen um europäeschen Niveau, mee mir réckelen an dem Pulk vun deenen aneren, an absënns vun eisen Nopeschlänner, mat zréck.

A mir brauchen duerfir e kloer Kapp. A mir brauche fiabel effentlech Finanzen. A mir brauche virun allem eng kohärent Exitstrategie. An ech soen lech ganz éierlech: Mir ware frou, als CSV-Fraktioun ze héiere geschter vun dem Premier, an enger Pressekonferenz, dass e ge-sot huet: „Et geet elo lues a lues erëm op.“ Well, mir kréien dat um Land an an der Stad an op anere Plaze mat: Et geet de Leit, éierlech gesot, esou lues duer. Si sinn es midd, fir do-heem ze bleiwen, fir agespaart ze bleiwen. Déi eeler Leit soen: „Ma dat hei ass jo schlimmer wéi Prisong!“

Dir Dammen an Dir Hären, an dem zweeten Deel vun där Exitstrategie, do hu mer awer och eng kloer Fuerderung als CSV: Mir hätte gären Transparenz. Mir hätte gären Ofstrécher vun der Politik vun „deux poids, deux mesures“ a

mir hätte gäre virun allem, dass et ophéiert mat der Kakofonie vun Aussoe vu verschiddene Regierungsvertreieder an aneren Autoritéiten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëllen duerfir, dass den zweeten Deel vun der Exitstrategie net an donkelen Hannerzëmmere gemaach gëtt, dass deen net vun anonymen Taskforce gemaach gëtt, wou mer musse Question-parlementaire-urgenté stellen, fir ze wëssen, wien iwwerhaapt do, bezuelt oder onbezuelte, an deenen Taskforcen da schafft! Mir hätten och gären, dass d'Sozialpartner large solle matabezu ginn, well definitiv bis elo, wann een d'1.-Mee-Riede virtuell héiert vun OGB-L, LCGB a ronderëm och vun der CGFP, eiser gréisster Gewerkschaft an dem éffentlechen Dëngscht, da wat net de Fall.

A mir hätte virun allem gären, Dir Dammen an Dir Hären, dass net iwwert d'Käpp vun de Leit ewech diskutéiert gëtt! A wann ech soen, „d'Käpp vun de Leit“, dann heescht dat och d'Vertreieder vum Vollek hei an der Chamber!

An erlaabt mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo beim Ordre du jour héieren, dass de Staatsminister himself sollt en Donneschdeg eng Deklaratioun an deem héijem Haus maachen, wéi et dann elo virugeet. An an deem Kontext wëll ech awer och ganz kloer soen, dass mir gären eng Äntwert an eng Aschätzung vun dem Staatsminister hätten op eng rechtlech Fro, nämlech déi, wéi hien et aschätzt, ob mir, reng rechtlech gesinn, nach d'Konditioun vum État de crise am Sënn vum Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung, eisem ieweschte Gesetz, ob déi nach gi sinn. Wa jo, wéi laang?

Den Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung, dee gesäit effektiv vir, dass, wann eng Atteinte ass un d'Intérêts vitaux vun enger Deel vun der Populatioun, da kann den État de crise declenchéiert ginn. Keen huet dat a Fro gestallt. An ech mengen, de Coronavirus ass esou eng faktuell Situatioun, déi an déi Hypothees erarëtscht. Blous muss een awer den Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung ganz liesen! An deen nach net en alen Text, neen, deen huet manner wéi dräi Joer!

An do kéint eng zweet Konditioun dran an déi heescht: « (...) après avoir constaté l'urgence résultant de l'impossibilité de la Chambre des Députés de légiférer dans les délais appropriés (...) »

Or, Dir Dammen an Dir Hären, eis Chamber, déi ass net an der Impossibilité fir ze statuieren! Eis Chamber huet fonctiounéiert zënter dem Declenchement vun dem État de crise. Et goufe Kommissiounen. Mir hunn eis hei gesinn, mir hunn eis op dem Krautmaart gesinn. Wa mir geruff gi sinn, si mir komm, ob dat samsches war. Mir kommen och, dat kann ech op jidde Fall soen am Numm vun der CSV, ob et moies ass, ob et owes ass oder sonndes! Wann Dir eis rufft, si mir do, an de Kommissiounen an dem Plenum!

An opgrond vun deenen Texter, Dir Dammen an Dir Hären, hätte mer gäre vun dem Staatsminister eng kloer Äntwert op dës juristesche Fro, well déi nämlech ganz vill Konsequenzen an der Exitstrategie an an der Rechtssécherheet vun de Moosnamen, déi ugekënnegt sinn an déi lafen, wäerten hunn.

Jiddefalls, Dir Dammen an Dir Hären, an ech kommen nach eng Kéier drop zrëck, am Sënn vun der Transparenz, am Sënn vun enger Ofso zu dem „deux poid, deux mesures“ a virun allem am Sënn vun enger Ofso zur Kakofonie vu verschiddenen Aussoe vun Autoritéite wäerte mir net akzeptéieren, dass weiderhin - an d'Leit dobause gesinn dat och net! - deen ee ka mat dem Helm mam Motorrad seng Spréztour maachen, donidden vu Mondorf bis op d'Wemperhaart an zréck, breetbeeneg an, gegebenefalls, wann et da muss sinn, mat der Partneruniform nach dann niewendrun, an déi aner Leit, déi aarme Fra, déi wëllt mam Auto ouni Helm an ouni Schacko op de Kierfecht fueren, fir bei hire verstuerven Partner ze fueren, déi muss dann de Kapp anzéien, dass se net vun der Police erwëscht gëtt an 145 Euro muss bezuelen!

Dat kann dach net sinn, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, a mat där Saach muss definitiv Schluss sinn!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann och net sinn - et kann och net sinn! -, dass vun Ufank un ...

(**Interruption**)

O, Dir hat Är Prestatioun, Här Engel!

Et kann och net sinn, dass vun Ufank un d'Supermarché konnten niewent de Liewensmëttelen, ...

(**Interruptions**)

... niewent de Kleeder, niewent de Kanner-schong alles verkafen, an d'Fachgeschäfte, jo, déi souze mam Fanger am Mond do, déi haten iwwert déi lescht Méint a Wochen näischt ze räissen an näischt ze bäissen, mat allem Drock, deen op deene Betriber louch!

(**Brouhaha et coups de cloche de la présidence**)

En drëtte Punkt, Här President: Mir fannen et och deplacéiert - mir fannen et och deplacéiert! -, dass verschidde Regierungsvertreieder, och där vun Ärer Partei, Här Engel, dass déi sech erdreist hunn, fir e ganze Berufsstand, nämlech d'Independanten, ...

► **Une voix.** - O!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ... als Schmarotzer vun der Natioun dohinnerzestellen, wéi wann déi just d'Méiglechkeet hätten, fir mam Ferrari grinsend duerch d'Géigend ze rennen! Déi gi gelueft, déi gi gelueft, wann et dem Land gutt geet, a se gi stigmatiséiert, wann et dem Land net gutt geet! Definitiv, Här Engel, d'Zäiten, ...

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Vu wat schwätzt Dir, Här Roth?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ... definitiv, Här Engel, ...

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Wéi een Debat maache mir hei?! Iwwert de PNR an de PSC!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ma selbstverständlech schwätze mer derzou! An definitiv, Här Engel, mir halen op mat dese postkommunisteschen Äusserungen, déi einfach Kulturkampf sinn an dem Land mat Sécherheet näischt bréngen.

An een drëtte Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, ...

(**Brouhaha et coups de cloche de la présidence**)

... dat ass follgenden, den drëtte Punkt, dat ass follgenden, ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Roth huet d'Wuert!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ... nämlech: Wéi ass et mat der Rechtméissegkeet vu verschiddene Moosnamen, déi geholl goufen? Ech hu gëschter, an ech hunn dat appreciéiert, de Xavier Bettel héieren op der Televisioun soen, an ulässlech vun der Pressekonferenz: „Ech si liberal. An duerfir wëll ech eigentlech déi Delatioun net.“ Wat ass Delatioun? Ma dat ass ganz kloer, wann Der den Noper bei der Police uschmiert.

Abee, ech soen lech gradesou einfach: Mir si chrëschtlech-sozial a mir deelen dat, wat de liberale Staatsminister gëschter gesot huet, voll a ganz!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Well, dat ernëert eis un eng vun den däischterste Geschichte vun eisem Land. Mee ech soen awer och: Als chrëschtlech-sozial Vollekipartei sti mir awer och zum Rechtsstaat!

(**Interruption**)

An de Rechtsstaat, do muss ech soen, do stinn eis awer d'Hoer zu Bierg, wa mir op enger éffentlecher Regierungspresskonferenz eng Procureure générale héieren an déi seet, d'Geriichter géifen elo all Zuwidderhandlung vum de Covid-19-Reglementer mat aller Häert bestrofen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn an engem Rechtsstaat an do gëtt et fir eis, bei aller Onofhängegkeet vun der Justiz, awer nach e weesentleche Prinzip, dat ass deen, dass de Parquet eng Strof freet an dass et un onofhängege Richterkolleegiumen ass, fir déi Strof ze applizéieren.

An ech kucken an d'Richtung hei vun dem President vun der Justizkommissioun, dem Här Charles Margue. Are Papp, exzellenten, brillante Jurist, iwwer 30 Joer an deem héijem Haus, deen hätt och als Majoritéitsvertreieder säi berühmte Schlüsselbond bei esou Aussoen hei op dëst Pult gehäit, well deen hätt nämlech gesot: „Et geet, ier een eng Strof schwätzt, virun allem emol drëm ze präwien, a besonnesch an engem État de crise, ob iwwerhaapt eng rechtméisseg Base légale do ass, fir déi Strof ze schwätzen.“ Well wat huet de Georges Margue gemaach? Ier en eng Affär plädéiere gaangen ass iwwer e Règlement grand-ducal, do huet en net gekuckt: Wat ass d'Stof hannendrun? En huet sech virun allem gefrot, all Kéiers wann d'Urgence invoquéiert war: Ass déi Urgence vis-à-vis vun der Realitéit justifiéiert? Well wann déi net do war, da war de Règlement grand-ducal null.

An ech kommen duerfir drop zrëck: Et ass urgent wichteg an am Sënn vun der Rechtméissegkeet essenziell, dass de Premierminister Klorheet schafft, ob a wéi laang d'Konditiounen vun dem État de crise nach am Sënn vun eiser Verfassung oprechterhale sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, niewent enger gutt koordinierter Exitstrategie brauche mer awer virun allem, an dat fuerdere mer als CSV, eng Roadmap fir e Plan de relance économique fir eist ganz Land. Mir brauche wirtschaftlechen Opschwung. Mir brauchen Entrepreneuren, déi virun de Faillitte gerett ginn. Mir brauchen Aarbechtsplazen, déi musse gesécher ginn. A mir brauchen eng Preventioun viru sozialen Ongerechtegkeeten.

An do gëtt et och an deem Phasingout fir eis eng Maxime: Mir brauchen eng Chance fir jiddwereen hei am Land! Fir jiddwereen! Egal wat fir enger Natur seng Aarbecht ass, egal wat seng sozial Hierkonft ass an egal ob en eng Immigration oder eng Emigratioun als Hannergrond huet. Mir kucken do net no der Faarf an net no der Hierkonft vun de Leit.

A grad aus deem Grond, Dir Dammen an Dir Hären, fuerdere mer als chrëschtlech-sozial Vollekipartei, dass et net zu Austeritéitsmoosname kéint. Mir wëllen net, dass elo erm de berühmte Mëttelstand, dass deen am Ausgang vun der Kris muss de Bockel duerhalen! Mir plädéieren net fir Steuererhéijung. Au contraire! Mir plädéieren derfir, dass een, zumindest temporaire, préift fir den Horeca-Secteur, well déi mussen einfach d'Bud nach zouloossen, ob een do net kann en erniddregten TVA-Saz, temporaire, zumindest bis un d'Enn vum Joer, gëlle loossen.

A mir si voll a ganz mat lech, Här Gramegna, an och mat dem Här Fayot eens, fir ze soen: „D'Investissementer, déi dierfen net erofgefuert ginn!“ De Claude Wiseler kéint, am Kontext vun dem PNR, ganz am Detail dorobber zrëck. Mir wëllen als CSV, dass et awer eng aner Prioritéiteléicht gëtt wéi déi, déi mer ofgestëmmt hu virun engem Mount an der Chamber iwwert d'Investissementer, déi sollen am nächste Joer stattfannen. Mir hätte gären, dass eng nei Prioritéiteléicht kéint, dass d'Chamber mat enger neier Prioritéiteléicht saiséiert gëtt, wou Mobilitéit an Digitales, och am Kontext vun dem Teletravail, Vïrrang hunn.

An dann, an ech soen dat ganz kloer: Mir brauche vereinfacht Prozeduren. Verschiddener sinn agefouert ginn am Kontext vun der Covid-Kris, déi sollen och doriwier eraus gefouert ginn. Dat zielt um Niveau vun den Émweltétüden. Dat zielt um Niveau vun de Kommodosprozeduren. Dat zielt um Niveau vun den éffentlechen Ausschreibungen. Et ass elo, wou d'Betrieren mussen Opträg kréien! An dat zielt och, an et sätze vill Buergermeeschteren hei, um Niveau vun onse Baugeneemegungen, déi mer ginn. Mir mussen de Bauräger séier Rechtssécherheet ginn. A wann een net d'Suen huet, fir en Investitionsprogramm op Base vun enger Baugeneemegung elo duerchezéien, da muss ee sech och iwwerleeën, ob déi Baugeneemegung net ka méi laang Gültigkeet hunn.

An e leschte Punkt ass deen, dass mer virun allem als CSV déi interessant Virschléi, déi gemaach goufen, schrëftlecher Natur, jiddweree kann déi gesinn, souwuel vun der Chambre des Métiers, also der Handwierkerkummer, wéi och vun der Chambre de Commerce, der Handelskummer, dass déi och eingeeëndst gepréift ginn. A mir scheien do, an dat soen ech och ganz kloer als CSV, keng Beréierungsangsch, dass mer am Kontext vun der Exitphas vun deser Kris och schnellstens an de jeeeweilige Fachkommissiounen vun der Chamber mat de Vertreieder vun Handel an Handwerk a Commerce Échange-de-vuen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss: D'Regierung an de Staatsminister wollten zum Ufank vun deser Kris déi sougenannt „Unité nationale“. Mir hunn elo festgestallt, dass tëschent dem Usproch vun där Ausso an der Realitéit eng grouss Diskrepanz ass. Dat bedauere mir!

Ech soen awer gradesou kloer: Dat ass der Regierung hiert gutt Recht. An ech ënnersträichen nach eng Kéier, dass déi 21 CSV-Deputéierte selbstverständlech, wann d'Prioritéite vum Handeln, d'Rechtméissegkeet an och d'Zilsetzung vum deene Moosnamen, déi wäerte geholl ginn, mat eise Linnen d'accord sinn, da stëmme mir dat mat a mir droen dat richtig konstruktiv.

Ech soen awer gradesou daitlech: Wann d'Rechtméissegkeet, d'Prioritéiten an d'Zilsetzung vun deem Handeln net deem entsprechen, wat mir eis virstellen, da wäerte mer och dat gradesou daitlech kritesch hannerfroen.

An ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass een, deen iwwert déi lescht Jore vill geschmät gouf, dat ass de fréiere Fi-

nanzminister Luc Frieden. An de Luc Frieden huet virun dem 1. Mee, den 29. Abrëll, eng Publikatioun gemaach am Kontext vun der Fondatioun IDEA, wou en eigentlech beschreift vu senger Kandheet hier, vum Escher Jong, grad wéi Dir, Här Gramegna, d'Situatioun ...

(**Interruption**)

... vun der Siderurgie 1974. An den 80er-Joren, wat fir alleguerten, och d'Kanner vun den deemolege Beschäftegten, ech kann dat net direkt novollzéien, eng schwéier Zäit war, well wann d'Pai halbéiert gëtt, dann ass dat fir jiddwereen an engem Stot, och fir d'Kanner, net esou einfach ze verkaaften.

De Luc Frieden huet och d'Finanzkris matgemaach, 2008, als deemolege Budgets- an Tresorminister. An de Luc Frieden mécht och an enger anerer Funktioun elo dës Kris mat. An e schreift eigentlech e ganz interessanten Essay mat sengen eegene Meenungen. An e kéint do zur föllgender Konklusioun: « Dans l'urgence, il faut se serrer les coudes; après l'urgence, il faut qu'on discute de façon contradictoire des moyens de relance économique. »

An e concluéiert: « Face à la brutalité des faits, dans nos peurs et interrogations, nous oublions parfois que d'autres crises ont été aussi graves et virulentes que la présente. Regardons les choses en perspective. Et souvenons-nous que l'Europe et notre pays ont réussi à surmonter les conséquences d'autres crises graves. A chaque fois, la solidarité, l'unité et l'effort de tous ont été une clé de la réussite. »

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass dat, wat mir als CSV eisem Land an eise Leit wënschen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Membere vun der groussherzoglecher Regierung, léif alleguer, ech wollt emol hei meng Ried eng Kéier ufänken, andeems ech lech alleguer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, besonnesch aus der Finanzkommissioun, mee awer och, well mer d'lescht Woch zesumme waren, aus der Wirtschaftskommissioun, Merci soe fir déi dacks animéiert, mee awer sécherlech ganz opschlössräich Reunionen, déi mer hunn, wou ganz vill Froe gestallt ginn, wou mer ëmmer e lieuegen Echange hunn. An ech ginn och dovunner aus, dass mer a Presenz vum Här Finanzminister a vum Här Wirtschaftsminister an den nächste Wochen nach ganz vill Geleeeenheet wäerte kréien, fir eis iwwer alles dat, wat eis an dese Stonnen an och an den nächste Wochen a Méint wäert beschäftegen, auszetauschen.

Wéi ech virun engem Joer als Budgetsrapporteur hei virun lech stoung, wousst ech net, dass mer eis just ee Joer méi spët an der déifster Wirtschaftskris zanter den 1930er-Jore géife befallen.

Mir hunn deemools viles analyséiert un Zuelen, u Material, wat mer kruten, an ech hunn deemools a menger Ried ënnerstrach, dass mir an engem klengen, oppene Land wunnen an dofir heiansdo ganz séier handele mussen, zemoools a méi schwierige Situatiounen. Datt mer also flexibel musse sinn.

Dat hu mer dacks genuch an eiser Geschicht bewisen, sot ech deemools, och mam néidege Gléck a mat der Kreativitéit, déi ee besonnesch a stiermeschen Zäite brauch, fir leschten Enns am sécheren Hafen unzekommen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës stiermesch Zäiten hunn eis elo erreecht, méi séier, wéi mer jeemools ugeholl hätten. Hand op d'Häerz: Wien hätt dat vun eis geduecht?

Eis Regierung a besonnesch eise Finanzminister mussen elo wéi op engem Schëff fueren, dat sech am dichten Niwwel beweegt. De Pierre Gramegna huet zwar e Kompass, ma deen notzt näischt, wann ee gezwonge gëtt, fir duerch eng Bucht ze fueren, an där lauter Fielsen erausstiechen, déi op kenger Kaart agezechent waren. Mat deene Fielsen hat kee gerechent!

(**Interruption**)

D'Kris, déi mer erliewen, huet eng eenzeg, eng sanitär Ursach: e Virus, deen déi ganz Welt an Otem hält. Du jamais-vu, emol net an der grousser Depressioun vun den 1930er-Joren. D'Turbulenzen op de Finanzmäert, e Pétrölspräis, deen an de Vereenegte Staate mat Momenten ënner null gefall war, well d'Demande zesummegebrach ass an d'Lager iwwerlafen. Wéi gesot, esou eppes huet, vun eis jiddefalls, nach keen erlieft. Bal all Branchë vun der Realwirtschaft si getraff ginn, déi eng immens haart, déi aner e bësse manner schlëmm, an dat a ganz kuerzer Zäit.

An dësem komplett neie makroekonomeschen Umfeld heescht et elo, iwwert de PNR an de PSC ze debattéieren. Dofir si mer haut hei zesummekomm. Dat heescht, datt mer mat enger fundamental neier Situatioun konfrontéiert ginn, datt d'Zuelematerial sech radikal verännert, datt d'Hypothesen op eemol ganz anerer sinn an datt d'Erwaardunge fir d'Zukunft äusserst gedämpft sinn.

Dat Ganzt erënnert mech un d'Wieder an de leschten Deeg. Glécklecherweis huet et jo gereent. Et koumen déck Schauer. A wann ee gemengt huet, et kéint een e bësse spadséiere goen, da konnt ee ganz séier vun engem pechschwaarzen Himmel iwwerrascht ginn, mat engem uschléissend zolitte Schluet an heiansdo Knéppelsteng. Jo, et kéint knéppeldeck! An ech wëll net laang ronderëm de Bräi schwätzen: Mir sinn amgaangen, an eng fatzeg weltwäit Rezessioun eranzeschlidden, där hir Konsequenzen net komplett ofgeschätzt sinn.

De Stateg schwätzt vun enger Decroissance vun tëschent 6 % am allerbeschte Fall an 12 % beim Ausbruch vun enger zweeter Well. Nach beim Opstelle vum Staatsbudget am Hierscht hätt kee vun eis esou en Abroch erwaart. Et gouf souguer mat engem Iwwerschoss vun 800 Milliounen gerechent. Nach virun engem Joer ass op der Tribün vun der Chamber vum strammem Wuesstum geschwat ginn. E Wuesstum, dee mer missten an de Grëff kréien, well mer soss bei der Däiwel géife fueren. Abee, ech kennen der elo vill, déi géifen eppes dréms ginn, wa mer 2020 weinstens en Null-Wuesstum hätten, well d'Konsequenze vun engem zolitte Minus-Wuesstum sinn net nëmme vu wirtschaftlecher a sozialer Natur, si sinn och psychesch, politesch a gesellschaftlech.

Ech erënnere mech nach allze gutt un déi rezent Wuesstumsdebatten, déi mer hei am Parlament haten. Natierlech war et richtig, iwwert d'Qualitéit vum Wuesstumsprozess ze schwätzen. Natierlech war et richtig, iwwert d'Schied vun eisem Konsum an eise Verhaltensweisen ze diskutéieren. Ma wivill méi richtig ass et och a grad, fir ze erkennen, wat d'Konsequenze vun engem negative Wuesstum sinn? Wat dat u materieller Aarmut, un Zerstückelung vu berufflechen Existenzen, u Chômage, u mënschlecher Verzweiflung bedeit, dat brauch ech jo heibanne kengem virun Aen ze féieren.

D'Zuelen aus Amerika, wou de Chômage zanter dem Ausbruch vun der Kris ëm 24 Milliounen Demandeurs d'emploi, ganzer 15 % vun der aktiver Bevëlkerung, geklommen ass, verdäitlen eis dat op eng dach awer eklatant Manéier. Och d'Europäesch Unioun ass net do virdrunner geféit, ganz am Géigendeel!

D'Situatioun a Spuenien an an Italien, fir nëmme déi ze nennen, ass dramatesch. Kommt, mir geheien awer eemol e Bléck op eis Ausgangssituatioun!

D'Staatschuld louch 2013 bei bal 24 % vum PIB. Deemools, viru genee siwe Joer, huet de Comité de prévision gewarnt, datt schonn 2016 d'Verschuldung vum Staat bei 29,2 % leie géif. Et koom zu engem Kurswiesel, mam Resultat, datt d'Staatschuld 2018 nëmme bei 21,4 % vum PIB louch. Enn 2019 louch se bei ronn 20 % vum PIB, trotz de Verloschter vun de Milliardenecettë vun TVA am Kader vum elektronischen Handel.

Si ass, a relativen Zuelen, gefall a si wier elo dës Mee, am Verglach zum Joer virdrun, souguer an absoluten Zuelen - an absoluten Zuelen! - ëm 500 Milliounen zrëckgaangen, wa keng Kris komm wier.

Wat den Defizit am Zentralstaat ueegt, louche mer an de leschte Joren ëmmer méi niddreg wéi ueghe. Tëschtent 2014 an 2017 louche mer ëmmer no beim Gläichgewicht tëschent Recetten an Depensen. 2018 hu mer, fir d'éischte Keier no der Finanzkris vun 2008, nees schwaarz Zuele geschriwwen.

Den Triple-A gouf eis vun alle Ratingagencë bestätegt. Dat huet et eis och erméiglecht, fir virun zwou Wochen op de Finanzmäert zu negativen Zënse Geld ze léinen, fir déi 2,5 Milliarden nei Schold opzehuelen. Mir kréien d'Suen also souzese virgestreckt a gläichzäitig maahe mer eppes Klenges fir eis Tresorerie.

Virun der Kris hate mer also déi zolidd Basis, déi eis elo, an dëser iwweraus schwieriger Lag, den erfuerderte Spillraum erlaabt, fir Land a Leit finanziell ze stäipen. Genee dës Sputt gétt haut gebraucht. Déi éischt Estimatiounen iwwert den Impakt vun der Kris op eis Ekonomie leien eis elo vir. De Stateg etabléiert, wéi gesot, de Réckgang vun eisem PIB fir d'Joer 2020 op 6 %. Dës ass ouni Zweifel keng erfreesch Nouvelle. Mee e Bléck an d'Ausland schwätzt fir sech: Den Internationale Wärfong rechent mat enger Decroissance vu 7 % an Däitschland a vu 7,2 % a Frankräich.

Trotz dësen dach net esou schéinen Zuele fir 2020 kéinte mer mat enger schneller Erhuelung fir 2021, also d'nächst Joer, rechnen, wa

mer dem FMI an der OECD gleewen. Den Estimatiounen no kéim et zu enger sougenannter „v-fërmege Reprise“. No engem uergen Abroch an engem zäitweilige Stëllstand soll eis Ekonomie nees séier op de Bee sinn, wann een och dem Stateg gleef. 2021 schätzt de Stateg eise Wuesstum op ganzer 7 %, soudatt mir erëm op e PIB-Niveau wéi virun der Kris komme géifen.

Awer, och wann dat antreffe géif, wa mir also 2021 op e PIB-Niveau komme sollte wéi virun der Kris, heescht dat esou vill, wéi datt mir zwee Joer hannerenee kee Wirtschaftswuesstum verzeche kënnen. Dës huet natierlech och en Impakt op eis Staatsfinanzen. Iwwert déi lescht Joren hu mir et fäerdegbruecht, eng zukunftsorientéiert Budgetpolitik an d'Weg ze leeden. Lëtzebuerg huet op Rekordniveau a seng Infrastrukturen investéiert a gläichzäitig seng Schold, am Verglach zum PIB, tëschent 2013 an 2019 konsequent vun 23,7 % op 20,2 % erfrobruecht. Dës Ustengungen erméiglechen eis haut, fir mat där néideger Kraaft oder Firepower, wéi dat dann esou schéi modern heescht, den néidege finanzielle Mëtelen also, dëser Kris entgéintzewirken.

Dem Stateg no wäert sech dësen Defizit fir 2020 op 4,9 Milliarde belafen. An den Zentralstaat géif 2021 nach eng Keier en Defizit vu bal 2 Milliarde Euro verbuchen. Dat géif engem Verschuldungstaux vun 29,6 % am Joer 2021 gläichkommen.

Et ass eng spierbar Erhéijung vun eiser Verschuldung. Déi gutt Noriicht ass awer, datt mir einsteilen ënnert den 30 % bleiwen, déi sech d'Regierung am Koalitionsaccord als Limitt fixéiert hat. A mir si wäit ënnert der 60-Prozent-Grenz, déi vun der Europäescher Unioun bis ewell virgeschriwwen ass.

Am Januar 2020 louch de Chômage heiheem nach bei 5,5 %, elo ass en, bannent engem Mount, op iwwer 6 % geklommen. Dat sinn déi éischt Zuelen. Virauszichtslech wäert dësen Taux bis op 7,2 % Enn 2021 klammen. A wann ech kucken, wéi déi verschidde Branchë mateneen zesummenhänken, jo, wéi verschidde Regiounen an Europa matenee vernetzt sinn, dann zitt een den aneren no ënnen. Dofir ass et richtig, datt den Europäesche Rot verschidde Entscheedungen geholl huet, sief et am Beräich vun der Kuerzzäitarbecht mam Programm SURE, sief et mat de Liquiditéitshëlfe am Kader vum Europäesche Stabilitäitsmechanismus oder mat Milliarden vun direkten Hëlfe. De Stabilitätspak vu bis zu 540 Milliarden Euro ass jo virun zwou Wochen uegheoll ginn.

Et ass ze bedauern, datt mir an der EU, trotz enger gemeinsamer Erausforderung, bis elo nëmme eng begrenzte Solidaritéit tëschent de Memberstaaten opbréngen konnten. An de sougenannte „Recovery Fund“, deen am Moment zu Bréissel diskutéiert gëtt, muss de Prinzip, wann och nëmme deelweis, vun enger Mutualiséierung vun neie Scholde matafléissen. Nëmme esou kënnen mir dës Kris packen an d'ekonomesch Relance méiglech maachen. Et ass am Interêt leschten Enns vun eis alleguer.

E sonnegen Himmel iwwer Lëtzebuerg, wann et am Rescht vun der Europäescher Unioun stiermt, war virun dëser Kris a wäert et no dëser Kris net méiglech sinn. Zu Lëtzebuerg hu mir jo mëttlerweil e ganz Arsenal u Moosnamen deblockéiert, fir der Ekonomie eng Stäip ze ginn an Aarbechtsplazen ze sécheren. Ech wëll se net méi all opzielen, dat ass alles geschitt. Erënnere wëll ech awer, datt mer bis ewell 10,4 Milliarden Euro, ongeféier 17,5 % vun eisem PIB, a Stabiliséierungsmesuren investéiert hunn.

De Mëtzelstandsminister Lex Delles huet kierzlech weider Moosnamen uegekënnegt. Nieft den Hëlfe, déi den Independanten zeguttkommen, kënnen zanter dem 28. Abrëll mëttelstännesch Betriber bis néng Leit op eng zweet, net remboursabel Aide vu 5.000 Euro zrëckgräifen, wann hiren Émsaz ëm méi wéi 50 % gefall ass. Dës Hëllef ass fir mëttelstännesch Betriber, PMEen, wéi dat esou schéin heescht, tëschent 10 an 20 Leit souguer 12.500 Euro héich. Domat sinn d'Hëlfe fir dës Betriber vun enger initialer Enveloppe vu 50 Milliounen op elo 250 Milliounen eropgehuewe ginn.

Dir gesitt, dës zweet Tranche vun Hëlfe weist, datt d'Regierung e konstante Monitoring en place gesat huet, fir genau kënnen do ze hëlfe, wou et gebraucht gëtt. Dës Monitoring ass vu grousser Wichtigkeit, fir den Deconfinement ze begleeden. Eist perséinlech, awer och dat ekonomesch Liewe wäerte mat engem progressiven Deconfinement net vun haut op muer zrëck an d'Normalitéit féieren. Vill Betriber an Independantë wäerten och nom Deconfinement manner Émsaz verbuchen, soudatt eis Hëlfe net vun haut op muer ofgeschalt kënnen ginn. De Stabiliséierungspak wäert do-wéinst eng ajustabel Enveloppe hunn, fir d'Hëlfe un d'Besoinen an d'Emstänn unzepassen.

Lues awer sécher komme mir aus engem rengen Krisenmanagement eraus. An et muss och gekuckt ginn, wéi mer d'Land op d'Zukunft virbereede wëllen. Am Budget vun 2020 sinn Investitiounen vun 2,8 Milliounen Euro virgesinn, en absolute Rekord.

Trotz den Zuelen, déi ech virdru presentéiert hunn, dierfe mer net an zwou Falen erageroden. Déi éischt wier, datt mer der Versuchung vu Steiererhéijungen net kéinte widdersto. An ech begrëissen, wat de Gilles Roth d'éinscht gesot huet, datt si mat eis och do op enger Linn leien.

Steiererhéijungen a Krisenzäite si Géit fir d'Reprise a géifen déi brutal Kris, déi mer de Moment erliewen, nëmme nach verschlëmmen! Mir mussen de Leit hir Kafkraaft loosson an den Entreprisé weider erméiglechen ze investéieren. Steiererhéijunge géifen, an eisen Aen, op wéineg Versteesdemech stoussen, weeder bei de Leit, deenen hir Kafkraaft mer wëllen erhalen, nach bei den Entrepreneuren an den Independanten.

Den zweete Feeler wier, eis Ambitiounen bei den öffentlechen Investissementer zrëckzeschrauben. An och do sinn ech ganz dankbar, datt d'CSV eis an deem Sënn ënnerstëtzt. De Staat muss seng Investissementer weider héich halen. D'Wichtigkeet heivunner kann ee mam Beispill vun de massive Verbesserung vum der Internetinfrastruktur an deene leschte Joren ënnermauern. Dës ass eng Grandviraussetzung, fir den Teletravail ze erméiglechen an auszubauen, do wou en néideg ass an do wou e Sënn mécht.

Dës Kris wëllt also net heeschen, datt mir bei den Investissementer op d'Brems trëppele sollen. Mee mir mussen eis Prioritéiten ënnert d'Lupp huelen. Et muss zu enger Renaissance vun eiser Ekonomie kommen, déi de Léiere vun dëser Kris an hiren disruptiven Tendenzen, géif ech bal soen, Rechnung dréit. Mir ginn an eng nei Welt eran. Eis Investitiounspolitik muss dat erëmispigelen. Dofir soll besonnesch op dräi Pilliere gesat ginn. Éischte Piller: d'Digitalisatioun, a besonnesch hei den Teletravail. Zweete Piller: d'Nohaltegkeet. Drëttes Piller: d'Santé. Stéchwuert, fir dat emol op Lëtzebuergesch ze soen: Gesondheetstechnologien.

Mir mussen dës Renaissance vun der Wirtschaft begleeden. Mir brauche méi wéi e Redemarrage vun der Wirtschaft. Mir mussen eis och d'Fro heiheem an an Europa vun der Resistenz vun eise Wäertschöpfungs- a Liwwerkette stellen.

Här President, léif alleguer, wat léiert eis déi Kris awer elo schonn? Primo: Si féiert eis emol direkt d'Verletzlechkeet vun eiser nationaler Wirtschaft virun Aen, déi, wéi de Gilles Roth dat scho ganz pertinent sot, eng ganz oppen Ekonomie ass an déi am Fall vun engem externer Schock séier ënnert d'Rieder gerode kann, zemoos wann dës Schock all Secteuren oder Branchë betrëfft. Si weist eis och, datt mer eis a bestëmmte Beräicher ofhängeg gemaach hunn, virun allem vun asiatesche Raum.

Secundo: Aus deem Grond ass et fundamental wichtig, datt mer a strateegesche Beräicher vun eiser nationaler europäescher Wirtschaft ëmdeken. Liwwerwichtig Produkter, zum Beispill an der Santé, ech denken do u Medezinnprodukter, u Medikamenter oder u Schutzmasken, kënnen an därefer net a groussem Mooss, voire souguer komplett ausgelagert ginn. Do muss en Emdenke kommen. Do brauche mer Ersatzcapacitéiten. Do muss d'Globaliséierung nei iwwerduecht ginn. An do muss mer eis an Europa sécherlech nei opstellen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - Tertio: D'Digitaliséierung erlaabt et, datt mer den Teletravail an der Kris verstärkt notze konnten, fir verschidde Dénegschlechtsaktivitéit weiderzeféieren, a soumat eng däitlech schlëmm Kris verhënnere konnten. Ouni dës Opportunitéit, ouni dës Méiglechkeet wäeren eisen Dénegschlechtssecteur an eise Schoulsystem, fir nëmme déi ze nennen, komplett zesummegebrach. Soubal d'Kris eriwuer ass, muss mer also präiwen, a wat fir engem Mooss d'Potenzialer vun der Digitaliséierung weider a méi sënnevoll genotzt kënnen ginn.

Wuel ass den Teletravail net iwwerall méiglech. Wuel kënnen den Teletravail an den digitalen Austausch sozial Kontakter net vëleg ersetzen, zemoos net am kreative Prozess. Do awer, wou d'Digitaliséierung Zäit spueren hëlleft, do, wou se onnëtz Deplacementer vermeit, zum Beispill duerch kuerz Visiokonferenzen, wéi mir et da mëttlerweil och an dësem héijen Haus - dat hei ass nach méi héich wéi doennen - gewinnt sinn, do, wou d'Digitaliséierung de Léierprozess an de Schoule vereinfachen, verbessern oder méi séier maache kann, do, wou d'Digitaliséierung de Client méi rapid an iwwersichtslech beréit, vläicht och méi transparent, grad op all dës Felder an och an anere Kontexter

solle mer hir Méiglechkeete vëleg ausschäffelen. Zum Wuel vum Mënsch an zum Wuel vun der Natur, well mir hu jo bekanntlech nëmme eng Natur, an déi kënnen mer net weider beaaschten, jo, souguer zerstéieren, wéi dat op ville Plazen um Globus de Fall ass, wéi mer dat do mussen erliewen.

Jo, eng sënnevoll Digitaliséierung kann a muss och den Dénegsch vum eiser Ëmwelt am Fokus hunn, si muss an den Dénegsch vum dëser Ëmwelt gestalt ginn, well d'Klimakris ass net vergies.

Déi sanitär Kris féiert zu engem Emdenken a puncto Mobilitéit a si invitéiert eis, iwwer eis Konsumgewunnechten nozedenken. Musse mer da sou vill Wuere iwwer Internet bestellen an domat zeg Camionnetten duerch eis Uertschaften driewen, wou och nach Leit drasetzen, déi dacks schlecht bezuelt sinn? Firwat ënnerstëtze mer net nach méi wéi soss eis Epicerie, eise Bäcker oder Metzler an eiser Uertschaft oder an eisem Quartier? Oder eise Libraire, bei deem mer d'Bicher, déi mer kafen, och nach upake kënnen an deen eis kompetent beréit? Oder eist Kleedergeschäft, dat mat Hëlfe vu senger professioneller Schneider och Kostümer an Tailleuren, jo, souguer neierdéneg Masken op d'Mooss mécht an eisem Kierper upasst?

Et geet eben net nëmme duer, gréng Dreem ze hunn a sech e gréngen Touch ze ginn, et muss een och bereet sinn, duerch säin eegent Kafverhalen eng weesentlech méi nohalteg Wirtschaft konkret ze ënnerstëtzen.

Quarto: D'Kris weist eis och, datt et sécher ass, datt et sech weider méi wéi lount, an d'Fuerschung an an d'Innovatioun ze investéieren. Hei géllt et virun allem, u kooperativ Modeller ze denken. Amplaz sech a Krisemomenter, déi e sanitäre Charakter hunn, och nach géigesäitger Konkurrenz ze maachen, soll weinstens an der Europäescher Unioun de Wäert vum Zesummeschaffen erkannt ginn. Well nëmme e kooperatiivt Verhale kann zu enger méi séierer Sortie aus der sanitärer Kris féieren.

Quinto: Dem Finanzminister seng Efforten, fir iwwert déi lescht sechs Joer gesond Staatsfinanzen opzebauen, waren absolutt richtig. Genau dës Politik erlaabt eis haut, fir gutt opgestallt ze sinn a fir sou duerch dës Kris ze kommen. Elo, wou mer stiermesch Zäiten hunn, kënnen mer den néidege Sputt ausnotzen, fir mat Finanzmëtten vun engem dach awer historieschen Ausmooss de Leit an der Wirtschaft zur Säit ze stoen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Rei Gedanken nach als Konklusio. Déi Kris hei erënnert een un e Patient, dee viru bal enger Dose Joren e schwéieren Häerzinfarkt hat. En huet eng Kuer gemaach a weesentlech méi gesond gelief. En huet d'Ueweisung vum Dokter befollegt: D'Fëmmen agestallt, net méi fetteg giess a quasi keen Alkohol gedronk. A bis nach viru Kuerzem war dës Patient nees kargesond, ass Vëlo gefuer an e bësse schwammen a lafe gaang. Bis en op eemol e fatzege Virus erwëscht huet, deen e reegelrecht néiergehait huet. Dat huet dozou gefouert, datt en net méi schaffe konnt. E konnt net méi un soziale Liwwen deelhuelen. Bref, e war a sengem Handelen, jo, a senger gewinnter Fräiheet vun engem Dag op deen anere staark ageschränkt.

D'Schicksal vun deem Patient erënnert mech un den aktuellen Zoustand vun der westeuropäescher a besonnesch der Lëtzeburgerer Ekonomie. Virun enger Dose Joren, am September 2008, hate mer d'Kreditkris, déi sougenannte Subprimekris an Amerika, déi oft nach haut wéideet an déi och eis international Finanzplaz, an domat eis Banken, onverhofft geréselt huet. Ganz onerwaart. Quitte, datt d'Ursachen deelweis hausgemaach waren, zumindest wann een un Amerika denkt.

No der Eurokris hu mer eis nees lues a lues erholl. Mir hunn d'Rotschléi vun den Experten uegheoll an de Secteur méi streng reglementéiert. Dës Reegelen hunn de Finanz- a Bankesecteur nees op méi zolidd Féiss gestallt. Wéi sot de Finanzminister Pierre Gramegna sou schéin: „D'Banke sinn an dëser Kris en Deal vun der Léisung, net de Problem u sech.“ An awer, dës Kris ass iwwerraschend komm wéi en Déif an der Nuecht. Si treëft eng Ekonomie, déi sech nees gutt erholl hat. Eng Finanzplaz, déi sech weider diversifizéiert huet. Si treëft op eng Industrie an e Mëtzelstand, déi innovativ sinn, an op e Commerce, en Handel also, deem dem Staat an de leschte Jore méi Recetten erabruucht huet.

Jo, dat ass eigentlech eng batter Situatioun. Wéi sot mäi Kolleeg Gilles Baum sou schéin: „D'Tréine stoung mer bal an den Aen, wéi ech

héieren hunn, datt sech eisen Iwwerschoss vun 800 Milliounen Euro fir 2020 an en Defizit vun 5 Milliarden Euro verwandele géif.“

Alles an allem sollte mer awer, trotz dëser Kris, Vertrauen an d'Zukunft hunn. Lëtzebuerg huet nieft deene ville kreativen a schaffende Mënschen, déi eis Gesellschaft zesummenhalen, eng ganz Retsch vun Trëmp, déi et ausspille kann. Zum Beispill eng innovativ a performant Finanzplaz, déi iwwerregens gehollef huet - de Finanzminister huet et nach d'lescht Woch prezisieret -, eng Finanzplaz, déi gehollef huet, fir dee brutale Schock, dee mer viru Kuerzem erlieft hunn, eenegermoossen ofzefiedere, besonnesch duerch den Teletravail. Eng dynamesch Industrie hu mer an e fläisseg Handwierk, déi sech den technologeschen a klimateschen Erausforderunge stellen. Oder och nach Verwaltungen a Schoulen, déi sech digital nei opstellen an an der Kris, trotz alle Problemer, trotz alle Schwierigkeiten, duergelassen hunn.

Et soll keen an der Kris mam Fanger op deen anere weisen a mengen, deen hätt dat groust Lous gezunn. Mir solle vill méi an an och no der Kris zesummenhalen. Eigentlech komme mer nëmme sou duerch de Bësch. D'Kris soll eis och zu engem Emdenke féieren. Mir mussen eis op eis eege Stärkte besinnen, op eis lokal a regional Wirtschaft. Mir mussen och méi nohalteg denken an handelen. Musse mer da wierklech op Inseln, déi wäit vun eis ewechleien, mam Fliger fléien, fir dann do eng Faart mam Schëff ze maachen? Geet eng Rees bei eis Noperen net duer? Eist Land, eis Groussregioun, de Benelux an Europa hunn och schéi Plazen, wou een hirese ka fir ze entspanen.

Nohaltegkeet liewen am plaz just dovunner ze schwätzen, regional zesummeschaffen, d'Produktionsketten an deem Sënn iwwerdenken, de lokale Mëtzelstand nei entdecken an ënnerstetzen am plaz villes, wann net alles iwwer Internet vu ganz wäit hierkommen ze loosse, eis Aarbechtsweis nei denken - Stéchwuert d'Stärkung vum Teletravail -, d'Aarbecht vun de schaffende Leit aus dem Gesondheits-, Fleege- a Rettungswiese wäertschätzen a besser encadréieren am plaz all Akt am Fleegeberäich mat der Stoppauer ze moossen oder op d'Stoppauer ze kucken, alles dat si wichteg Usätz, déi mer escht huele sollen a mat deene mer d'Renaissance vun eiser Gesellschaft an eiser Wirtschaft aleede kënnen, fir villes zum Besseren ze kéieren an de Bléck nees vill méi op dat Weesentlecht, op dat Dauerhaft an eise Liewen ze richte.

Här President, eist Schëff ass also vun der geplangter Faart ofkomm. Den onerwaarte Säitewand huet et an dicht Niwwelbänke gedréckt. De Moment ass just eng Navigation à vue méiglech. An et heescht, all Instrumenter fest am Bléck ze behalen. Ech si mer awer sécher, datt eise Kapitän a seng Offizier d'Rudder fest am Griff hunn, d'Seegelen nees richteg setzen, fir da mat Elan zréck op den urspringleche Wee ze fannen.

(Interruption)

Aus der Siicht vun der DP däerf d'Coronakris keng Fatalitéit bleiwen. Mir musse Léieren draus zéien, ...

(Interruption)

... den Neufank woen an dann déi ugeschwate Chancen notzen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bauler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Fir d'éischt wëll awer nach den Här Kartheiser eppes soen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo. Entschëllegt, ech wollt mech bemierkbar maachen, well ech wollt froen, ob ech dem Här Bauler kéint eng Fro stellen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - A. Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dofir wollt ech froen, ob dat nach vläicht méiglech wär.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Bauler, sidd Der d'accord, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **M. André Bauler (DP).** - Natierlech, Här President.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Da soen ech lech, Här President, Merci fir d'Wuert an dem Här Bauler fir dee grousszuege Gest. Ech wollt e froen, well et ass mer opgefäll a senger

Ried, déi wéi ëmmer beandrockend war, datt en awer och eng Referenz op den Tourismus gemaach huet. Mir hunn an deene leschten Deeg, virun allem vu grénger Säit, ëmmer erëm héieren, datt mer mussen en neien Tourismus erfannen. An och den Här Bauler huet gemengt, datt een net onbedéngt mat engem Fliger muss iergendwou hifléien an dann do mam Schëff fueren.

Meng Fro un den Här Bauler ass: Huet d'DP iergendwellech Intentionen, fir reglementaresch an d'Fräiheet vun de Leit anzegräife fir ze reesen oder den Tourismus an iergendenger Form ze reglementéieren? Oder ass dat einfach elo en Appell gewiescht? Wat huet d'Regierungs-konkoalition eigentlech elo wëllen an deem do Domän, wat d'Bewegungsfreiheet am Kader vum Tourismus ugeet?

Villmools merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Wuert geet zréck un den Här Bauler.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Här Kartheiser, Dir sidd mir esou vill wäert, datt ech souguer op d'Tribün hei kommen, fir lech déi do Fro ze beäntwerten.

Mir sinn eng liberal Partei a mir hu keng reglementaresch Ausbréch. Ech kann lech just soen: „Wann ech dat hei gesot hunn, wollt ech natierlech vläicht elo net grad ze vill moraliséierend sinn.“ Mee ech wollt awer en Appell maachen un eis Egeverantwortung, datt mer vläicht selwer, ech schlësse mech jo iwwerhaapt net aus, eng Kéier mat eis zu Chouer ginn an eis froen, ob mer net heiansdo sollten eist Konsumverhalten am Sënn vu méi Regionalitéit, méi Nohaltegkeet iwwerdenken, zum Wuel vun eise Land, zum Wuel vun der Groussregioun, Europa, letztlech zum Wuel vun eis alleguer.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bauler. An da geet d'Wuert lo awer un den honorablen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Bonjour, Här President. Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, Lëtzebuerg muss, wéi all déi aner europäesch Länner, säi Programme de stabilité et de croissance all Joer un d'Europäesch Kommissioun eraginn. Dëst geschitt natierlech ëmmer am Kontext vum Semestre européen. An dat selwecht géllt natierlech och fir de Programme national de réforme.

Dëst Joer kënt dem PSC an dem PNR eng besonnesch Bedeitung zou, well d'Ausschaff vum deenen zwee Programmer natierlech ënner extra Konditiounen stoung.

D'Ausschaff vum deenen zwee Dokumenter fällt, an dat ass scho méi oft gesot ginn an et ass och gewosst, an eng weltwäit sanitär Pandemie:

Um europäesche Plang si budgetär Virschrëften duerch d'General Escape Clause vun der Europäescher Kommissioun an dem EU-Conseil, dëst bedéngt duerch déi staark wirtschaftlech Rezessioun, ausser Kraaft gesat.

Dës aussergewéinlech Mesure vun der General Escape Clause géllt fir d'Joer 2020, ass temporär, bis se erëm opgehuewe gétt.

An zu gudder Lescht: De PSC behandelt nëmmen d'Joer 2020 an 2021.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn onmëssverstandlech an enger Kris. Et ass en neie Moment. Eng Kris, déi, net ewéi 1929 oder 2008, op finanzieller Spekulation oder Iwwerleunge berout, mee déi ausgeléist duerch eng sanitär Kris opgrond vun der onkontrollierter Verbredung vun engem Virus, dem Covid-19, elo vun der reeller Wirtschaft ausgeet. Dës sanitär Kris, déi elo zu enger Wirtschaftskris ginn ass, bedéngt duerch déi Mesuren, déi hu musse geholl ginn, fir d'Gesondheet vun de Bierger - an dat ass hei primordial - ze schützen, betrëfft net nëmme Lëtzebuerg, mee Europa an d'ganz Welt.

Zu Lëtzebuerg ass déi Baisse vum PIB, déi oft hei ugeschwat ginn ass, vu 6 %, vun där de Statec a sengem Basiszenario ausgeet, natierlech ofhängeg vu verschidde Hypotheesen. Momentan ass et immens schwéier ze wëssen, wéi d'Exit-Strategie konkret an zu 100 % wäert kënnen oflafen. Hei sinn d'Chifferen an déi dobausse rasonéiert Erfahrungswärter an Decisiounen ganz einfach determinant. Dofir kann een natierlech och déi Reprise fir 2021, an dat ass och schonn e puermol ugeklong, an Héicht vu 7 % vum PIB a Fro stellen.

Et muss ee just wëssen, datt et net ongewéinlech ass, datt ee Joer no engem schlëmmen Abroch och erëm eng Reprise, Gott sei Dank, ze verzechnen ass. 2010 hate mer d'ailleurs zu Lëtzebuerg eng Reprise vu plus 4,9 % par rapport zu 2009, wou jo den Abroch bei 4,4 % war.

Och déi verschidde Ministère a Verwaltungen hu keng Glaskugel. Och de Statec kann deemno, gradesou wéineg wéi mir, virausgesinn, wéi eis sanitär Gegebenheete muer ausgesinn. Dëst ass och am Dokument vum PSC ganz däitlech erkläert. Et ass, an dat soll jiddweree sech bewosst sinn, eng Momentopnam, an d'Zuele si mat Virsicht ze genéisssen, well mer eeben nach ni esou eng Situation hatten.

Eng Baisse vu 6 % vum PIB fir d'Joer 2020 an eng Héicht vu 7 % vum PIB fir 2021 bedeit awer op zwee Joer gekuckt 2 % Croissance (veuillez lire: bal 0 % Croissance), an den Deputéierte Bauler huet et scho gesot: Da schwätze mer souwisou vun enger Stagnation.

Mat engem Zenario vun enger zweeter Well an dëser sanitärer Kris wäerten dës Schätzunge ganz aneschters sinn; an dëst beileiwen net am positive Sënn. Dofir huet de Statec dëst jo och a senger Estimatioun mat engem Worst Case vu minus 12 % vum PIB erkläert.

De Rhythmus, an deem d'Regierung déi verschidde Aschränkunge wëllt no an no lockeren, gétt diktiert vun eiser sanitärer Situation, dat wësse mer allegueren, a vum strikten Imperativ vun der Santé publique, déi schlussendlech dem Mënsch, dat heescht eis allegueren, zeguttkennt. D'LSAP ënnerstëtz dës virsichteg Approche an ass och frou, dass d'Santé publique iewescht Prioritéit genéisst bei allen Decisiounen an dass hei net d'Ekonomie a Mënschelliewe géinteneen ofgeweit ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Wat d'Durée vun der Kris natierlech méi laang dauert, wat dës Gefor ëmmer méi grouss gétt. Dat spiere mer all Dag, deen et méi laang dauert.

Här President, während dem Confinement rechent de Statec dermat, datt d'wirtschaftlech Aktivitéit en moyenne ëm 26 % erofgeet. Natierlech si verschidde Secteure méi staark be-traff wéi aner. Am Horeca-Beräich läit d'Abouss bei ronn 90 % während dem Confinement, an an der Industrie bei 47 % a beim Commerce ass ee Ralentissement an Héicht vu bal 40 % och besonnesch grav. De Mëtzelstand, an do zielen ech och hei kengem am Sall eppes Neies, ass och besonnesch be-traff.

Déi politesch Äntwert muss hei sinn, dass mer probéieren, och déi méi kleng Betriber um Liewen ze halen, fir dass mer eng Variétéit an eise Commerce wäerte behalen an och kënnen assuréieren an net nach just e puer Multinationallen an eise Geschäftstroosse behalen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Besonnesch problematesch ass natierlech, dass d'Banneno-fro duerch de Confinement automatisch no-léisst. Nodeems d'Banneno-fro d'lescht Joer nach ëm 2,8 % gewuess ass, wäert se de Previsiounen vum Statec no fir dëst Joer ëm 1,6 % réckleefeg sinn. An engem internationale Kontext, deen duerch Spannungen, besonnesch tëschent deenen zwou groussen Ekonomie vum der Welt, à savoir USA a China, net einfach ass, war d'Banneno-fro, net nëmme hei zu Lëtzebuerg, als sécheren Hafe vun der Konjunktur ze gesinn. Dëst géllt natierlech elo net méi.

Bei dëser Kris ass et net nëmme e Schock ginn op der Säit vun der Demande, mee et ass och op der Säit vun der Offer, well d'Produktioun a ville Beräicher huet musse vun engem Dag op deen anere gestoppt an agestallt ginn. De PNR, deen och eise Plan national pour une croissance intelligente, durable et inclusive soll sinn, ass, opgrond vum Coronavirus an dem Lock-down natierlech, sou wéi de PSC, och wat d'Zuelen ugeet, mat Virsicht ze genéisssen, och wa mer duerch de PNR ëmmer e Réckbléck kréie vun deem, wat mer am Fong wollten errechen.

Wat d'Virstellungen an d'Previsiounen vum Emploi a vum Chômage betrëfft, sou soll Leschtgenannt, de Previsiounen no, déi nächst Méint bal ëm déi 7 % leien. Et ass jiddwerengem kloer, dass et während der Durée vum Confinement schwierig ass, d'Wirtschaft duerch d'Banneno-fro vun de Stéit ze stäerken. Den Olivier Blanchard, fréiere Chefekonomet vum Internationale Wärfungsfong, FMI, huet an engem Interview mat „Le Monde“ gesot, dass een op béide Säiten - Offer an Demande - muss agéieren. A genau dat mécht eis Regierung elo.

D'Lëtzebuerg Regierung ass vun Ufank un determinéiert virgaang, fir d'wirtschaftlech Aktivitéit vun den Entrepreneuren an d'Kafkraaft vun de Bierger ze stäipen. D'Enveloppe mat alle wirtschaftlechen a sanitäre Mesurë läit bis elo - an ech betoune „bis elo“ - am Ganze bei 10,4 Milliarden Euro oder 17,5 % vun eiser Wirtschaftskraaft.

Déi verschidde sanitär a wirtschaftlech Mesuren am Kader vum Covid-19 si ronn 3,3 Milliarden

Euro oder 5,5 % vum PIB. D'Reporte vun de Paiementer vun den indirekte Steieren a vun de soziale Cotisatiounen maache ronn 12 % vum PIB aus an hu keng direkt Influenz op de Solde public. Domadder gehéiere mir mat Däitschland, Italien a Frankräich am EU-Verglach zu deene Länner, déi am meeschte maachen, fir d'Konjunktur ze stabiliséieren.

Mat all dese Mesuren, déi an der Envergure bis elo nach ni hu mussen hei zu Lëtzebuerg geholl ginn, wäerte mir geziilt deenen Entreprisë kënnen Loft verschafen, déi duerch d'Covid-19-Epidemie ganz einfach haart getraff gi sinn. Als LSAP gesi mir d'Plus-value vun dëser Mesure besonnesch do dran, datt se eis hëlleft, Aarbechtsplazen ze erhalen, déi am anere Fall net hätte kënnen ofgeséichert ginn.

Theema: Aarbecht, Beschäftegung. Jo, de Chômage ass dat éischt Thema, wat ënnert den Objektiv am PNR ugeschwat gétt. Mir sinn der fester Iwwerzeugung, dass dat och an eisen Diskussiounen fir déi nächst Wochen a Méint d'Thema Nummer 1 muss sinn. De Chômage sou kleng wéi méiglech ze halen, wat schwéier genuch wäert sinn, muss absolut Prioritéit hei am Land sinn!

Richtig a wichteg war et dofir och, de Chômage partiel als Krisemoyen direkt a fir all d'Secteuren anzesetzen. Wann d'Entreprisë fuerderen, dass de Staat hir Coût-fixé misst iwwerhuelen, sou ass sech dës Regierung hirer Responsabilitéit bewosst gewiescht an huet direkt dese Moyens agesat, vun deem bis Enn Abrëll ronn 15.000 Entreprisë profitéiert hunn, wat iwwer 250.000 Paien duergestallt huet.

De Chômage partiel gétt et awer nëmme ënner der Konditioun, an dat ass eng Konditioun, op déi mir halen, dass de Salarieen net däréi gekënnegt ginn. Ech mengen, dat ass och de Wee, deen een déi nächst Zäit zesumme soll goen. De Chômage partiel hëlleft, Betriber ze retten an d'Aarbechtsplazen domadder ofzesécheren.

Aarbechtsplazen erhalen, ass natierlech och aus der Perspektiv vun eiser Partei fundamental, well et ëm déi sozial Schicksaler vu Salarieen a schaffende Leit geet. Aarbechtsplazen erhalen, huet awer och deen net onweesentlechen Nieweneffekt, d'Grondvoraussetzung ze schaffen, fir dat eis wirtschaftlech Aktivitéiten erëm kënnen méi séier eropgeschräuft ginn, soubal mer déi sanitär Kris iwwerstanen hunn.

D'Ekonomie no der Kris, Dir Dammen an Dir Hären, wäert net méi déi kënnen sinn, wéi virun der Kris. D'Aarbechtswelt besteet awer net nëmme aus den Zuele vun Emploi a Chômage, mee villméi kënt et och op d'Organisatioun vun der Aarbecht ganz einfach un.

Opgrond vun der Digitalisatioun, Numerisatioun, awer och de Konklusiounen aus der Coronapandemie muss dës Aarbechtswelt eng aner sinn, wéi déi, wéi mer se gëscht nach kann hunn. De PNR huet och Iwwerleungen zur Aarbechtswelt opgestallt, dëst am Sënn vun der Aarbechtsorganisatioun an der Digitalisatioun, mee haaptsächlech och an der Relatioun zwëschent der Aarbechtswelt an der Fräizäit. De Wirtschaftsminister ass jo och dorobber a senger Presentatioun agaan.

Een anere Punkt, deen eis Aarbechtswelt betrëfft a wäert veränneren, beziéungswies duerch de Coronalockdown vill méi séier verännert huet, wéi uganks ugehall, ass den Teletravail. Och duerch dese gewonnen d'Leit u Liewensqualität. Mee nieft de Virdeeler hu mer awer och gemierkt a festgestallt, dass den Teletravail ee bessere legale Kader muss kréien. Froen ewéi Disponibilitéit, Errechebarkeet, Aarbechtswolumen, Salären, Steieren an esou weider musse gekläert ginn. Dëst natierlech am Interêt vun de Betriber, awer och a virun allem am Interêt vun de Salarieen.

A well ech schonns beim PNR sinn: Ech liesen am PNR ganz vill vun der Strategie digitale an dem Green Deal. Villes dréit sech ëm déi zwou Thematiken. Leider verschmëlze se awer nach ganz oft ze vill seelen. Mir sinn der fester Iwwerzeugung, dass et d'Aufgab vu Lëtzebuerg ass, dat Digital an dat Ekologesch an eiser Wirtschaft, wou et machbar ass, mateneen ze verbannen.

De Begrëff heifir gétt et schonn: Smart Economy. Gétt deesen nach oft als vag a friem empfongt, mengen ech, dass et genau elo déi richteg Zäit ass, fir eis Ekonomie smart ze maachen a Lëtzebuerg op de Wee vun enger Smart Nation ze bréngen. Smart Economy heescht nëischt aneres, wéi als Ekonomie digital ze funktionéieren, wou dat dann och méiglech ass. Wéi gesot, dat awer mat esou mann wéi méiglech schiedlechen Ausstéiss. Och mécht de PNR a senger Duerstellung Referenz op d'Etüd vun der drëtter industrieller Revolutioun.

Wat eis dës Kris geléiert huet, an och dat gehéiert zu enger Smart Economy derzou, ass d'Wichtegkeet vun enger lokaler Produktioun a

lokaler Consummation. Wichtig ass, dass mir als Lëtzebuerg, awer virun allem als Europa, ëmmer méi eegestänneg a manner ofhängeg vum Rescht vum der Welt ginn. Datt mir, wéi elo, op d'Ennerstëtzung vu China a puncto Medikamenter, Masken an esou weider hoffen, dierf net zur Reegel ginn a muss erëm séier revidéiert ginn.

Heifir mussen mir den europäesche Marché unique konsolidéieren. D'Grenzen hunn hei näischt - beileiwen näischt! - verluer. Mir musse awer och d'Chaîne de valeur, d'Produktionsketten an der Groussregioun an och hei zu Lëtzebuerg weider stärken.

Här President, d'LSAP steet hannert der Regierung bei hirer antizyklischer Finanzpolitik. De viraussichtlechen Defizit beim Gesamtstaat ergëtt sech zum Deel aus dem décken Defizit am Zentralstaat. Dëst ass awer och nëmmen normal, wann ee weess, dass all déi Mesuren, déi d'Regierung geholl huet, fir d'Ekonomie ze stabiliséieren, hiren Nidderschlag am Zentralstaat fannen.

Ech denken hei op der Säit vun den Depensen un d'Infrastrukturen am medezinnesche Beräich an Héicht vu bal 200 Milliounen Euro oder un dat wichteg Instrument vum Chômage partiel, deen adaptéiert ginn ass un dese Cas de force majeure an dee viraussichtlech 1 Milliard wäert kaschten, an dëst natierlech och an der Beschriewung vum Budget 2020.

Dat bedeit awer och 1 Milliard fir d'Kafkraaft, déi erhale gëtt a vun där souwuel d'Entreprise wéi och d'Stëit eppes hunn, dat heescht mir allegueren zesummen. Ech wéilt an deem Kontext eng Kéier ennersträchen, dass mer zesumme mat Frankräich an Holland dee favorabelste Chômage partiel hunn, deen et op EU-Niveau gëtt.

Weider op der Säit vun den Depensé stinn och déi Direktihëlle fir d'Independanten an d'Mikroentreprisen, déi sech de Staat bis elo 250 Milliounen kaschte gelooss huet, fir d'Joer 2020.

Op der Säit vun de Recetté gëtt mat engem Réckgang vu ronn 1 Milliard Euro gerechent, souwuel bei de Steieren op der Produktioun an der Importation - ech denken hei besonnesch un d'TVA - wéi och bei der Kategorie vun de Steieren op dem Revenu.

Een Deel vun den Depensé sinn och Suen, déi iwwert d'Gesondheetskees gelaf sinn. Dëst betrëfft de Finanzement fir d'Mesurë vum Congé pour raisons familiales souwéi dem Congé pour soutien familial. Dee viraussichtleche Montant läit, an dat ass, mengen ech, och vum Finanzminister gesot ginn, bei ronn 226 Milliounen Euro, wouvu 50 % iwwer Avancé schonn ausgedelt gi sinn. An de Genoss dovunner komme ronn 30.000 Salariéen.

Et schéngt eis awer och nëmmen normal ze sinn, dass hei um Enn vun der Kris ee Kassensturz gemaach gëtt, fir de Montant, deen iwwert d'CNS gelaf ass, ze rechnen, an dass dëst Kapital iwwert de Staatsbudget erëm kann zréckfléissen.

Finaleméint wëll ech och ennersträchen, dass d'Lëtzebuerg Regierung eng antizyklisch Wirtschaftspolitik maache kann, well se déi lescht Joren, an dat huet den Här Bauler och scho gesot, responsabel mat eise Staatsfinanzen ëmgaangen ass. 2018 hate mer am Zentralstaat no de Krittäre vun der SEC-Norm en zollienen Iwwerschoss vu ronn 556 Milliounen Euro. 2019 hu mer am Zentralstaat keen Defizit gemaach.

Eis Staatsschuld louch um Enn vum drëtten Trimester 2019 bei grad emol 20,2 % vum PIB. Bis op Estland ka keen aner Land an där ganze EU op esou gesond Staatsfinanzen opbauen. Ech sinn dofir frou, dass d'Regierung iwwert déi lescht Joren esou rasonabel gewirtschaft huet an der Tentation widerstanen huet, fir Sue breet mat der Strenz ze verdeelen. Dofir ass elo déi Marge do, fir eis Ekonomie ze stäipen a mëttelfristeg ze relancéieren.

Effektiv ass et esou, dass d'Lëtzebuerg Regierung konnt den 22. Abrëll annonciéieren, eng zweete Kéier Sue geléint ze hunn zu engem negativen Zënssaz. Den negativen Zënssaz bei de Staatsobligatiounen weist, dass Lëtzebuerg no bause kredibel ass an dass de Marché e Vertrauen an eist Land huet, wéi nëmmen wéineg Länner et nach genéissen.

Mee och d'Lëtzebuerg Acteure vertrauen der Finanz- a Wirtschaftspolitik vun deser Regierung. Emmerhin ass e Véierel vun den neie Staatsobligatiounen vu lokalen Acteuren, zum Beispill vum Assurancesecteur, souscriviéiert ginn.

Ech hat et scho virdru gesot: Dës ekonomesch Kris ass an deem Sënn speziell, well se elo leider vun der reeller Ekonomie ausgeet. Et ass och an den Ae vun der LSAP nëmmen normal, dass de Bankesecteur, deen 2008 vill Misär iwwert d'Weltwirtschaft bruecht huet, op d'mannst e bëssen an d'Verantwortung gezu gëtt.

Dëst maache mer zum Beispill bei der staatlecher Garantie op neie Kreditter fir Entreprise mat enger Lafzäit bis zu sechs Joer. Am Gesetz, dat mer deen 18. Abrëll hei an der Chamber gestëmmt hunn, droen d'Banken 15 % vun där Garantie, dat ass 5 % méi wéi den Taux minimal, deen d'Banken laut der Virgab vun der EU-Kommissioun droe mussen. Ech mengen, dat wier och net ze vill verlaangt.

D'EU-Kommissioun grad wéi d'Staats- an d'Regierungsscheffe schéngen op d'mannst deelweis aus dem feelerhaften Émgang mat der Wirtschaft- a Finanzkris vun 2009 geléiert ze hunn. Sou ass relativ séier d'Clause dérogatoire générale, déi am Joer 2011 am Kader vun sougenannte „six pack“ an de Pacte de stabilité et de croissance integréiert ginn ass, no enger Videokonferenz vum Conseil européen vum 17. März aktivéiert ginn.

Et ass déi éischte Kéier, dass déi Clause dérogatoire ausgeruff ginn ass. Domadder sinn net nëmmen déi méi bekannte Maastricht-Krittären temporäre opgehuewe ginn, mee och de Respect vum OMT, vum Objectif à moyen terme. Dat ass domadder geschitt.

Lëtzebuerg hat sech fir d'Period 2020 bis 2022 en OMT gi vu plus 0,5 %, also e strukturelle Solde budgétaire vun 0,5 %.

Fir d'LSAP ass kloer, dass dat Zil, wat an aneren Zäite fixéiert ginn ass, an deenen heiten Zäiten net méi dat selwecht ka sinn, haut, an et kann och net méi eis Guideline sinn. An desen Zäiten, wou mir vill Onsécherheete bei deene verschidde Acteure spieren, well eis allegueren d'Erfahrungswärter iwwert d'ekonomesch Konsequenz vun enger globaler sanitärer Kris feelen, duerf kee budgetären Dogmatismus priméieren.

D'Europäesch Kommissioun leet fir all Memberstaat ee minimalen OMT fest op Basis vun dräi Krittären: eng gemeinsam ennescht Limitt vu minus 1 %, de Respect vum Staatsdefizit op laang Siicht. An de leschtgenannte Krittär: och déi laangfristeg Ausgabe vum Pensiounssystem ... (veuillez lire: eng gemeinsam ennescht Limitt vu minus 1 %, de Respect vum Staatsdefizit vu manner wéi 3 % vum PIB an d'Soutenabilitéit vun de Staatsfinanzen op laang Siicht. Dee leschtgenannte Krittär berücksichtegt och déi laangfristeg Ausgabe vum Pensiounssystem).

Ech wéilt an deem Kontext an Erënnerung rufen, dass de Conseil national des finances publiques sengerzäit och scho probéiert huet, ee minimalen OMT ze rechnen. An engem Avis vun 2016, un dee mer eis nach vläicht kennen erënneren, huet e fir d'Period 2017 bis 2019 op Basis vun den dräi Krittäre vun der EU-Kommissioun ee minimalen OMT vu minus 1 % errechent. Deemoos ass awer d'Lëtzebuerg Regierung, déi de Pacte budgétaire ennerschriewen huet, allerdéngs dohinnegegang an huet den OMT op minus 0,5 % festgeluecht. Wéi mer haut gesinn, war et déi richteg Entscheidung.

Et gesäit een also, dass d'Lëtzebuerg Regierung scho länger Zäit bei finanzpolitischer Froen, wéi där vum OMT, eng Marge gehalen huet par rapport zu deem, wat theoretesch strictelement néideg gewiescht wier.

Well den OMT duerch d'General Escape Clause ausser Kraaft gesat ginn ass, wéi scho gesot, ass en och weider net am PSC behandelt.

Här President, dorauer ergëtt sech, dass eis ambitiéis Investitiounspolitik net däréi a Fro gestallt ginn. D'Wäiche fir d'Zukunft mussen weider gestallt ginn, well mir mussen kennen duerstarten, wann déi sanitär Kris, wat hoffentlech geschwënn ass, erëm eriwuer ass.

A kengem Fall däréi et dozou kommen, dass mer notament bei eisen Infrastrukture géife Verspéidungen opbauen. Als LSAP begreisse mer dofir, dass mer fir d'Joer 2020 d'Investissementer op Rekordniveau bäibehalen. Si leie bei ronn 2,85 Milliounen Euro, wat net manner wéi eng Progressioun vu 4,2 % par rapport zum schonns héijen Niveau vun 2019 ass.

Eng ambitiéis Investitiounspolitik ass awer och dofir esou wichtig, well de Staat, a besonnesch a Krisenzäiten, mam gudden Beispill muss virgoen. Virun allem d'Gemengen, déi d'Rezessioun um Niveau vun der Gewerbesteier och wäerten ze spiere kréien, mussen weiderhin a wichtig Infrastrukturen investéieren an dierfen natierlech och an Zukunft net op d'Brems drécken.

Wichtig Investissementer, déi d'Bierger an hirem Alldag betreffen, zum Beispill d'Schoulgebäuer an d'Maison-relais, nëmmen fir déi ze nennen, setze viraus, dass d'Gemengen déi néideg Moyene mussen behalen, fir ze investéieren. Investissementer, déi vun allen ekonomeschen Acteuren héichgehale ginn, sinn eiser Meinung no de beschte Wee, fir aus deser Kris erauszekommen.

An esou schwéieren Zäite wéi dese kënn et natierlech méi wéi jee op Solidaritéit un. Dës Soli-

daritéit dréckt sech am Klengen natierlech och aus téschent den Noperen, téschent de Generatiounen an iwwerall an eiser Gesellschaft.

D'Europäesch Unioun muss op der Héicht si vun där Solidaritéit, déi europäesch Bierger Dag fir Dag liewen. Et ass gutt, dass d'Europäesch Zentralbank fir dës Joer virgesäit, europäesch Staatsobligatiounen an Héicht vu méi wéi 1.000 Milliarden Euro um Marché secondaire ze kafen. Si huet mëttlerweil méi wéi 20 % vun der Staatsschuld vun de Länner vun der Eurozon an hirem Bilan. Europäesch Solidaritéit téschent de Memberstaaten ass warscheinlech esou dréngend noutwendeg wéi nach ni virdru.

Zanter dass de Covid-19 och um europäesche Kontinent ausgebrach ass, si scho véier Conseilen vun den europäesche Staats- a Regierungsscheffen zesummekomm. Et ass wichtig, dass d'EU no baussen e Bild vu Geschlossenheet a vu Reaktivitéit vermëttelt. D'LSAP begreisst dofir ausdrécklech, dass d'Lëtzebuerg Regierung d'Propos vu sougenannte Coronabonds ennerstëtz huet. Dës hätten den Avantage, den Drock vun de Finanzmäert op Länner wéi Italien a Spuenien a Grenzen ze halen. Et geet eis hei manner ëm d'Etikett vun der Hëllef, mee ëm de Prinzip, dass d'EU an der Solidaritéit muss handlungsfäeg bliewen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - De Paquet an Héicht vu 540 Milliounen Euro, op déi sech d'Finanzministere vun der EU den 9. Abrëll géeneegt hunn, ass en éischte Schrëtt gewiescht, mee et geet awer net duer, fir mëttelfristeg eng Relance ze erméiglechen. De Paolo Gentiloni, europäesche Kommissär fir d'Ekonomie, huet ee Volume vun 1.000 bis 1.500 Milliarde genannt, déi néideg wieren.

Mir bleiwe weiderhin der Meenung, dass et vum Prinzip hier richteg wier, wann d'EU-Kommissioun en europäeschen Emprunt kéint ophuolen, deen un den EU-Budget uegclidert gëtt, sou wéi dat notament vun der franséischer Regierung proposéiert ginn ass. D'Ursula von der Leyen huet hirersäits op der Pressekonferenz vun leschte Conseil vum 23. Abrëll d'Noutwendegkeet ennerstrach, de Plaffong vun järeleche Budget vun den Egemëttel vun der EU fir zwee bis dräi Joer op 2 % vum europäesche Revenu national brut eropzeschrauwen amplaz vun aktuell 1,2 % vum RNB, andeems d'Memberstaaten d'Garantië gi fir déi Suen, déi d'EU-Kommissioun souscriviéiere léisst. Den Nicolas Schmit verdeedegt als Member vun der EU-Kommissioun dës Linn an d'LSAP ennerstëtz natierlech dës europäesch Äntwert.

All déi, déi nach ëmmer mengen, dass et eis net sollt këmmere, wann an Italien, Spuenien oder soss europäesche Länner an der Europäescher Unioun europäesch Bierger an d'Prekariétéit gedréckt ginn an d'Ekonomie an d'Knéie geet, déi gesinn déi vernetzt ekonomesch Relatiounen net.

Dofir brauche mir och, awer net nëmmen an der Finanzpolitik, europäesch Solidaritéit. Dofir begreisse mir et och, dass sech d'Memberstaaten op d'mannst duerchgeronge kritt hunn, fir 240 vun de 410 Milliarden Euro aus dem europäesche Stabilitéitsmechanismus, deen 2012 opgebaut ginn ass, deene Memberstaaten zur Verfügung ze stellen, déi besonnesch vun der sanitärer Kris betraff sinn. Et ass immens wichtig, dass mer kee Memberstaat hänke loossen an deser historesch graver Situatioun.

An eisen Aen dierf een allerdéngs kee Plaffong vun 2 % pro Memberstaat setzen, well eeben de Covid-19-Virus d'Länner op eng ennerschiddlech Aart a Weis méi haart oder manner haart getraff huet.

Et wäert och néideg sinn, dass mer weiderhin eis Hëllefsmittler fir déi wirtschaftlech a sozial Acteure reegelméissig upassen un d'Evolution vun der ekonomescher Situatioun. D'Regierung huet och schonns e puermol erkläert, dass verschidde Secteuren a besonneschem Moos enner d'Aerm geograff wäerte kréien, well se méi laang vu sanitäre Restriktiounen betraff si wéi aner Secteuren.

Et geet engersäits drëm, d'Liquiditéitsproblemer bei den Acteuren aus eiser Wirtschaft ze evitéieren - a mat deene verschidde Mesuren, déi eis Regierung geholl huet, wäert et och sécher geléngen -, anerersäits ass et eeben och wichtig, dass d'Aarbechtsplazen an domadder d'Kafkraaft vun de Stëit hei am Land erhale bliewen.

Zum Schluss wéilt mir als LSAP och ennersträchen, dass et wichtig ass, dass mir net ze vill an ze séier no der Kris op europäeschem Niveau de Rimm méi enk zéien an esou eis Wirtschaft zu deem Moment, wou se erëm e bëssen zou sech kënn, dann direkt erëm ofwiergen. D'Feeler aus der Aart a Weis, wéi mer op europäeschem Niveau mat der Wirtschafts- a Finanzkris deelweis ëmgaange sinn, därferen an eisen Aen op kee Fall widderholl ginn.

Déi ekonomesch Repercussione vum Covid-19 wäerten eis sécher nach länger Zäit beschäftegen. D'Vertrauen an eis Ekonomie ass dofir wichtig, besonnesch am Kader vun der wirtschaftlecher Relance. D'Politik soll a muss zukünftig Decisiounen huelen, an dëst am Sënn an zum Wuol vun alle Mënschen a Bierger.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Haagen. Den nächsten ageschriewene Riedner ass den honorablen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Benoy (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Hären, de Coronavirus huet derzou gefouert, dass mer all den Otem ugehalen hunn, fir e Moment stoebliwwer sinn, zu Lëtzebuerg, an Europa an an der Welt. An och d'Ekonomie stoung. An elo ass de Moment, wou Lëtzebuerg, Europa, d'Welt decidéiere kann, wéi mer se erëm un d'Rulle bréngen.

Wëlle mer eng Ekonomie, déi de Planéit an ons d'Zukunft vun den nächste Generatiounen futti mécht? Oder wëlle mer d'Ekonomie ëmbauen, dass se ëmwelt- a klimafreundlech ass, zukunfts-fäeg ass?

Elo, wou mer d'Ekonomie erëm nei starten, mussen mer genau dat maachen. Et ass also och de Moment, fir vun de positiven Erfahrungen aus de leschte Wochen ze profitéieren, fir déi matzuelen an d'Zukunft: d'Solidaritéit, déi een op ville Plaze gespuert huet - an onse Quartieren, an den Dierfer -, d'Digitaliséierung. Immens vill vun ons hunn zum Beispill vun doheem geschafft, an et huet geklappt. Manner Stau, méi Zäit fir d'Familie. A Lëtzebuerg huet gewisen, dass mer séier an effikass kënnen reagieren an engem Moment vu Kris.

An dofir heescht et och elo, net zréck an eng Ekonomie vu gëschter vun de fossilen Energien an der Ressourcëverschwendung, mee ons méi staark opstellen an investéieren, fir duerch d'Krisen ze kommen, mat enger staarker, zukunfts-fäeger an ëmweltfrëndlecher Ekonomie, déi op feste Féiss steet, keng Spuerpolitik, déi den nohalteche Strukturwandel vun eiser Ekonomie bremst an um Bockel vun de Schwächsten ausgedroe gëtt, mee e staarke Staat fir d'Allgemengheet, deen an d'ökologesche Transition, den öffentleche Wunnengsbau an e staarke Gesondheetssystem investéiert. Et heescht elo, vun deser Kris ze profitéieren an ons esou opstellen, dass mer no der Kris méi staark dosti wéi virdru.

Här President, Dir Dammen an Hären, haut hu mer eng Diskussioun iwwert de Stabilitéitsprogramm an de Reformprogramm. A vill Chiffereen aus dem Stabilitéits- an dem Wuesstumsplan sinn natierlech mat Virsiicht ze genéissen, well d'Previsiounen fir dës an d'nächst Joer, wat d'Staatsfinanzen ugeet, schwéier bis guer net ze maache sinn. Trotzdeem sinn de Stabilitéits- an de Reformprogramm an d'Froen, déi do drunhänken, wuel esou aktuell wéi zënter der Aféierung vun deem Instrument net méi.

A menger Ried wëll ech engersäits op d'Situatioun elo zu Lëtzebuerg awer och doriwwer eraus goen, mer d'Fro stellen, wat fir eng finanzpolitischer a wirtschaftlech Konsequenzen dorauer ze zéie sinn, an d'Fro beäntweren, wéi mer eis Ekonomie a verschidde Secteuren opstelle mussen. Awer mer mussen dat natierlech och ëmmer aus där europäescher Perspektiv an där vun der Fro vun der Gerechtegkeet maachen.

Wou sti mer haut? E Virus huet eng Wirtschaftskris provoziert, engersäits duerch déi néideg sanitär Mesurë vum Confinement, déi hei am Land, awer och soss, geholl gi sinn, an anerersäits duerch d'Zesummebrüche vu Produktiounen- a Liwwerketten. An ee vun de Grënn vun der aktueller globaler wirtschaftlecher Rezessioun ass och op d'Struktur vun der Ekonomie selwer zréckzeféieren; eng Ekonomie, wéi mir se virun der Kris kennt hunn, war net onbedéngt optimal fir d'Zukunft opgestallt. Mir brauchen also en Émdenken op wirtschaftlech Plang, méi wéi jee!

De Statec huet fir Lëtzebuerg fir dës Joer eng Rezessioun vu 6 % virausgesot. Déi ass natierlech mat Virsiicht ze genéissen. An den ekonomeschen Impakt vun der Coronakris ass nach net genau anzuschätzen, quité dass mer wëssen, dass e grouss ass. En plus ass Lëtzebuerg nach staark wéinst senger klenger Gréisst vun aneren Ekonomien ofhängeg.

Fir d'nächst Joer seet de Statec ons dann, dass mer e Wuesstum vu 7 % hunn. Dat ass natierlech eng nach méi onsécher Zuel, déi elo quasi

näischt ausseet. A virun allem: Wa mer vum nächste Joer vu 7 % schwätzen an dëst Joer vum enger Rezessioun schwätzen, da wësse mer, dass mer innerhalb vum zwee Joer eigentlech, ekonomesch gesinn, näischt bäigewonnen hunn; an dat alles nach, wa mer dervun ausginn, dass mer probéieren, alles ze maachen, fir eng zweet Infektionswell ze verhënnern, well domadder wäeren och nach eng kéier aner Konsequenze verbonnen.

Ech wëll awer och rappeléieren, dass de PIB net deen eenzege Krittär ass, deen zielt. An et wär falsch, just elo op de PIB ze kucken an ze soen, wann deen am Plus stéing, wär et an der Rei, a wann en am Minus stéing, net. Mir müssen hei méi wäit denken an och déi sozial an ëmweltpolitesch Froe consideréieren, an ech komme méi spéit a menger Ried och nach weider dorop zréck.

Et gëtt eng ganz interessant Etüd, déi gemaach ginn ass, Re-Covid-Taskforce, vum där Taskforce, wou Leit vum LISER dra sinn, dem Statec an der Uni, déi gesot hunn, dass eng ganz Rei Secteure schlëmm getraff sinn: den Tourismus, d'Konscht, d'Fräizäit, d'Erhuelung, de Bausecteur an och den Handel. Si representéieren am Ganze 75.000 Aarbechtsplazen a 25 %, also e Véierel, vum onsem PIB. „Déi kleng Entreprises“, soe si ons, „si besonnesch haart betraff.“ Awer allgemeng muss ee soen, dass net all Secteur an net all Entreprise vum där heiter Kris d'nämmlecht vill betraff ass.

An de Staat huet bis elo schonn 10 Milliarde géint des Kris mobiliséiert, wat 17,5 % vum PIB ausmécht. A logescherweis wäerten d'Staatsfinanzen doduerjer dëst Joer staark impaktéiert sinn. Mee dat ass de richtege Wee!

An ech wëll nach eng kéier rappeléieren, wat och scho gesot ginn ass: Ons Schold ass ëmmer nach ënnert dem 30 %-Zil, wat d'Regierung sech an dem Koalitionsaccord ginn huet. An den europäesche Stabilitéitspakt erlaabt et hei jo souguer, fir bis op 60 % bei der Staatsverschuldung ze goen.

An de Stabilitéitsprogramm vum der Regierung weist, dass d'Mesuren aus deene leschte Woche vill kaschten a wäerte kaschten, mee se ons Economie och stäerken. D'Hëlfelefen an d'Garantië stabiliséieren d'Entreprises an och de Finanzsecteur. De Chômage partiel op där anerer Säit stabiliséiert d'Kafkraaft vum de Menagen a Liquiditéiten an d'Aarbechtskraaft ass geschützt.

Här President, Dir Dammen an Hären, wéi geet et weider? Kucke mer no vir! Mir sinn am Deconfinement, mee d'sanitär Kris ass nach net eriwuer an domadder och net déi ekonomesch Kris. Et gëtt e Risiko an dee wäert och nach déi nächst Méint weidergoen.

Fir vill Secteure ginn d'Konsequenzen och iwwert de Confinement eraus, zum Deel well se déi verluere Recetten och net méi zréckkréien, sief et an der Tourismusbranche oder an der Gastronomie. An des Entreprisë mussen mer selbstverständlech weider ënnerstëtzen. A gläichzäitig muss de Staat zum Beispill och de Gesondheetssystem awer besser opstelle géint d'Pandemien, déi riskéieren, och méi heefeg ze ginn, a fir och den nohaltege Wandel vum der Economie weiderzedreiwene.

De Staat muss dofir seng ambitiéis Investitionsstrategie weiderféieren, fir méi Nohaltegkeet a Resilienz, also dass mer gutt fir déi verschiddenst Krisen opgestallt ginn. Mir hunn och dofir den néidege budgetäre Spillraum a mir müssen en notzen.

Keng Spuerpolitik, fir an den nächste Jore Scholden ze reduzéieren, ass elo ugesot. Dat muss ons Prioritéit sinn. Doduerjer géifen d'Stëit an d'Betriben och nëmmen nach méi belascht ginn, an dofir wär dat och de falsche Wee.

D'Prioritéit muss et elo sinn, dass weidergemaach gëtt zu Lëtzebuerg, wéi mer et schonn an de leschte Jore gemaach hunn, nämlech dass mer an d'Zukunft investéieren. Et ass och dat, wat de Stabilitéitsprogramm weist: dass d'Regierung genau dat maache wëllt.

Fir 2019 gouf et en ëffentlechen Invest vu 4,3 % vum PIB.

An och am Budget 2020 ass en ëffentlechen Invest vu 4,8 % vum PIB virgesinn. En ass ambitiéis, wat ëffentlech Investitiounen ugeet: plus 12 % par rapport vum Joer virdrun. An et gëtt och dorunner festgehale, dass mer 20 % vum Invest an Ëmwelt a Klimaschutz wëllen investéieren, zum Beispill d'Mobilitéit, de gratis ëffentlechen Transport, d'duuss Mobilitéit, den Tram, d'Bunn, d'Infrastrukturen, de Klimafong, wou et vill ëm erneierbar Energie geet, d'Em-

setzung vum Naturschutzmoosnamen an esou weider.

An och fir de Budget vum 2021 gesäit d'Regierung dat am Stabilitéitsprogramm vir. Do ass en ëffentlechen Invest vu 4,7 % vum PIB virgesinn a souguer e Plus vum den ëffentlechen Investissementer vu 6 % fir d'nächst Joer par rapport zu dësem Joer. An och den Invest an d'Ëmwelt an de Klimaschutz soll nach eemol eropgeschrafft ginn op 25 %.

An et ass och dorëms, wou et geet: d'Investitiounen héichhale mat engem richtegen Investitionsprogramm, fir d'Economie ze relancéieren, an dat natierlech en ligne mat den Ziler, déi mer hunn, sief et aus dem Ëmwelt- a Klimaschutzberäich, awer och, fir méi Logement ze schafen. Doduerjer erhalte mer Aarbechtsplazen a kreéieren neier. Mir wëllen de Gesondheetssystem an de Gesondheetsecteur doduerjer stäerken, zukunftsfaeg a kriseresistent ginn.

An dat Ganzt ass och net just ëmwelt- a klimapolitesch wichteg, mee och reng finanziell gesi mécht et Sënn, eeben an der aktueller Kris mindestens genausou vill ze investéieren wéi virun der Kris, well mer, wéi gesot, eng gutt finanziell Situatioun vum Staat hunn, ënner anerem wéinst der gudder Aarbecht vum där leschter Regierung. Et sinn interessant Zënskonditiounen do, negativ Zënsen. Mir kréien d'Suen also quasi gratis geléint. Mir kréie souguer nach eppes droppeluecht a mir hunn en héije Multiplicateur vum den Investitiounen.

Finanzpolitesch Analysen zum Beispill vum der Fondation IDEA op der Basis vum den Zuele vum FMI ginn dervun aus, dass gezielt ëffentlech Investitiounen en immens staarke positiven Impakt op d'Konjunktur kënnen hunn. Doduerjer kéinten d'Käschte vum den Investitiounen zum groussen Deel vum den zousätzleche steierleche Recetten, déi des Investitiounen eriwuerbréngen, opgefaange ginn.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Klimaan och Ëmweltkris ass duerch d'Coronakris net manner aktuell ginn. Si ass haut genausou aktuell wéi virdrun a si brauch dofir och weider onser aller voll Opmierksamkeet.

D'International Energieagence estiméiert duerch de Corona dëst Joer weltwäit 8 % manner Zäregasemissiounen. An d'Veereenten Natiounen hunn ausgerechent, dass et och genau eng vergläichbar Reduktioun ass, also weltwäit knapp 8 % Reduktioun all Joer, déi mer déi nächst zéng Joer brauchen, fir eist 1,5-Grad-Zil vum Paräiser Accord ze errechen.

Ech wëll just dat nach eng kéier rappeléieren. Mir haten elo e puer Wochen, Méint, wou ons Economie weltwäit quasi stëllstoung, an dat weist am Fong, awéifern a wéi wäit mer ons Economie an den nächste Jore eebe müssen ëmstellen, wa mer den Challenge vum der Klimakris uginn an e wëlle reusséieren, wat mer maachen - dat, zu Lëtzebuerg, mat dem ambitiöse Klima- an Energieplang, wou mer eis héich Ziler ginn hunn, fir de Klimaschutz unzegeen en accord mam Paräiser Klimaaccord, wou mer eis gesot hunn: Mëttelfristeg wëlle mer 55 % vum den Zäregasemissiounen reduzéieren, dat heescht 55 % bis 2030 par rapport zu 2005, wat an nëmmen zéng Joer ass, a klimaneutral wëlle mer bis spéitstens 2050 sinn.

A wann ech elo scho Stëmmen héieren, déi soen, dass mir elo Klimaschutzmesuren oder Ëmweltschutzmesurë sollen zréckschrauwen, an där Stëmme gëtt et, da soen ech: Dat wär desastréis fir d'Zukunft vum eisem Planéit a vum den nächste Generationen! An dat ass dat falscht Signal, och un d'Betriben, déi en vue vum enger nohalteger Transitioun schonn ugefaangen hunn, hire Business méi nohaltege ze gestalten.

A mir géifen domat och genau déi Betriben, déi nohaltege geschafft hunn, bestrofen an déi belounen, déi weiderhi „business as usual“ bedreiwene a just nom kuerzfristige Profit kucken. Dofir soe mir dozou a kloren Nee. Dat wär den absolut falsche Wee, an deen ass mat ons net ze maachen. Grad elo muss de Klimaschutz weider gestärkt ginn an eis Investissementer och weiderhi prioritär an d'Nohaltegkeet fléissen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Benoy (déi gréng).** - En héijen Invest an ëffentlech Infrastrukturen: Och dat hëlleft der Economie, fir dass se weider rullt:

- ëffentlechen Transport: d'Schinn, den Tram, d'Vëlosweeër. Firwat net verschidde Projeten elo virzéien a méi séier lancéieren?;

- Elektromobilitéit: D'Netzinfrastuktur weider ausbauen;

- Ëmweltschutz: Dréckwaasseropbereedungen an ons Reseau verbessern, Kläranlagen, Renaturéierungen. Och wa bei der Renaturéierung näischt gebaut gëtt, sou schaff se eng wirtschaftlech Aktivitéit a virun allem ass se och

gutt fir d'Biodiversitéit, eng vum eise gréissten Érausforderungen, déi mer hunn;

- Invest an d'erneierbar Energien;

- Landwirtschaft: Dee Secteur méi diversifiéieren, méi resilient maachen, méi nohaltege ginn an esou de Baueren eng richtig Zukunftsperspektiv ginn. Stéchwuert: Bioaktionsplang ausbauen;

- Logement: Och do mussen mer investéieren. Ech komme méi spéit a menger Ried nach eng kéier dorop zréck;

- Digital Infrastrukturen: Mir hunn an de leschte Woche gemierkt, wéi wichteg dass se fir eis sinn.

Alles dat mussen mer konsequent weidermaachen a souguer nach weider ausbauen. Dat ass gutt fir d'Konjunktur, dat ass gutt fir d'Entreprises an et ass gutt fir onst Land.

De ganze Konjunktur- an Investitiounspak, dee mer elo brauchen, muss gläichzäitig also och e Pak si fir den nohaltegen an digitale Strukturwandel. Mir müssen d'Stëit an d'Entreprises, wéi am PNEC och virgesinn, weiderhi bei der nohalteger Transitioun ënnerstëtzen.

A wann ech virdu vum Investitiounen geschwat hunn, schwätzen ech elo vu Primmen, well och déi kënnen nämlech zur Relance vum der Economie eppes leeschten. An der Mobilitéit, do hu mer Primme fir de Vëlo oder emissionsfräi Autoen. Et ginn och Primme fir erageetesche Sanéierungen a fir d'erneierbar Energien. Déi si gläichzäitig net nëmme gutt fir d'Klima, mee och gutt fir d'Handwierk. An et soll een elo kucken, déi och ausbauen, well dovunner hu mer allegueren eppes.

A mir wäerte wuel och iwwert de Confinement eraus weider Hëlfele fir d'Entreprisë brauchen. Mee d'Hëlfele fir d'Economie däerfen net just dorop aus sinn, de Status quo nees ze rebléieren. Se mussen gräifen, se müssen zukunftsfaeg sinn, déi nohaltege Transformatioun virbréngen an domat der Economie eng Perspektiv an eng Stabilitéit ginn, déi se fir déi nächste Jore an Jorzéngte brauch. Si sinn eng Chance fir eng méi nohaltege Economie, déi klimaneutral ass, am Kreeslaf fonctionéiert a ressourcen-effizient ass.

Duerch déi heite Kris hate mer déi verréckte Situatioun um weltwäiten Energiemarché mat zäitweis negativen Uelegpräisser an den USA; dat eebe wéinst dem Abroch vum der Demande.

An och wann d'Uelegpräisser net laangfristeg am negative Beräich bleiwen, sou mussen mer awer oppassen, dass en ze déiwe Pétrolspräis net der Transitioun hin zu erneierbaren Energie schuet. An d'Bepräisung vum CO₂ bleift also aktuell an néideg, trotz der vläicht eebe grad wéinst där heiter Kris a mir müssen och weiderhin an deem Beräich ambitiéis bleiwen. An d'Aféierung eebe vum der CO₂-Bepräisung ass och e politesch Signal, net nëmme fir d'Entreprises an d'Menagen, mee och fir d'Investisseuren, dass d'Deeg vum der fossiler Energie gezielt sinn.

D'Finanzplaz ass des kéier net esou staark vum där heiter Kris getraff, och eebe wéinst Mesuren, déi mer geholl hunn - ech zitieren d'Staatsgarantien -, an awer mussen mir d'Finanzplaz méi resilient an och méi nohaltege maache mat Bléck op d'Zukunft.

Net just ëffentlech Investissementer an Nohaltegkeet si wichteg, mee och déi privat Investissementer mussen méi an d'Richtung vu Klimaan Ëmweltschutz orientéiert ginn. Et geet drëms, dass och d'Finanzwelt aus dëser Kris léiert an am Kader vum der Relance vum dëser Kris net dozou bäidreit, dass mer nees zréck an de „business as usual“ falen.

Mir müssen am Beräich vum der Green Finance a vum dem Responsible Banking effikass weiderkommen, och op europäeschem Plang. An hei kann een nëmme begréissen, dass d'Europäesch Kommissioun elo am Kontext vum der Kris hiren Engagement fir d'Iwwerschaffe vum der Sustainable-Finance-Strategy nach eemol bestätegt huet.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Coronapandemie huet gewisen: Mir brauchen e staarken an e krisefeste Gesondheetssystem. Déi genau Analys dovu steet nach aus. Mir müssen op alle Fall en héije Gesondheetbudget halen. D'Austeritéitspolitik vum der Europäescher Union huet d'Gesondheetssystemer a Spuenien an an Italie futti gemaach. Dat huet een an de leschte Woche gesinn.

Méi Capacitéiten am Fall vum enger Kris - dora mussen mer investéieren. An de Verdeedegungsminister huet jo schonn d'Iddi an d'Spill bruecht, fir e Militärspidol als Reservecapacitéit opzebauen.

Mir müssen ons och Gedanke maachen, wéi mer zu Lëtzebuerg an europawäit d'Versuer-

gung mat medezinneschem Material a Medikamenter besser assuréieren. Dozou gehéiert och d'Fro, ob et sënnvoll ass, verschidde Produktiounen zréck an Europa ze bréngen.

Donieft solle mer och d'Gesondheitsberuffer méi promouvéieren, andeems mer zum Beispill d'Ausbildungsoffer méi attraktiv maachen. A mir wäerten eis an den nächste Wochen a Méint nach méi mat deenen dote Froe beschäftege mussen.

Och bei där heiter Kris si verschidde Leit méi betraff wéi anerer, an et sinn eeben och grad déi, déi manner verdéngen, déi et och virun der Kris scho méi schwéier haten: den Niddreglounsecteur, d'Elengerzéier an och Independanten. Et ass wichteg, dass mer am A behalen, awéiwäit d'Kafkraaft bei de Menagen duerch déi heite Kris verluer gaangen ass.

Duerch de Chômage partiel ass vill opgefaange ginn, an awer kruten esou vill Leit just 80 % vum hirem Revenu, wat fir e groussen Deel e substanzialen Ënnerscheid am Alldag mécht, virun allem fir Leit mat klengen Paien. An dofir mussen mer e Monitoring vum onsen Hëlfele maachen, fir deene Leit effikass ze hëlfele, déi Hëlfele brauchen, an eventuell weider Upassungen ze maachen. Bei den Independanten zum Beispill gouf jo och schonn nogebessert.

Op där anerer Säit mussen mer eis am Kontext vum dëser Kris och d'Fro stellen: Wat ass de längerfristigen Impakt op d'Ongläichheet an onser Gesellschaft? A mir wëssen, dass mir zu Lëtzebuerg an deem dote Punkt net esou gutt opgestallt sinn.

Den Yves Cruchten hat dee Sujet a sengem Budgetrapport jo intensiv traitéiert, ënner anerem mat der Konklusioun, dass d'Ongläichheet, wat d'Revenuen ugeet, an de leschte Jore eropgaangen ass a Lëtzebuerg mëttlerweil an der europäescher Moyenne läit, an dat fir e Land, wat dat rächst, wa mer de Pro-Kapp (veuillez lire: Pro-Kapp-Bruttoinlandsprodukt) kucken, vum der Europäescher Union ass. Des Evolutioun mussen mer weider observéieren an déi richtig politesch Konsequenzen doraus zéien.

D'Kris huet eis och gewisen, dass verschidde Beruffer méi systemrelevant si wéi anerer. Dacks sinn dat Beruffer, déi méi schlecht Aarbechtskonditiounen hunn, méi schlecht bezuelt ginn. An et sinn tendenziell och méi Fraen: d'Caissieren am Supermarché, d'Botzpersonal, d'Fleegepersonal, d'Infirmiëren. Dëst ass och eng Form vum Ongläichheet a mir müssen derfir suergen, dass des Beruffer an Zukunft méi valoriséiert ginn.

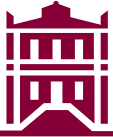
An d'Steierreform mussen och déi Stëit entlaschten, déi et am schwéiersten hu mat hirem Akommes, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Ech denken hei konkret och un déi elengerzéiend Leit, déi de Mindestloun verdéngt respektiv no un dem Mindestloun sinn.

Mee d'Valoriséierung vum der Aarbecht geet och iwwert dat Finanziell eraus. Et geet net just drëm, einfach schlecht Aarbechtskonditiounen mat enger méi héijer Pai ze kompenséieren, mee och d'Zefriddenheet op der Aarbecht muss verbessert ginn. Hei kann een iwwer eng besser Conciliatioun vum der Aarbecht mat dem Privatlieve schwätzen. Duerch d'Reform vum Congé parental goufen hei scho Schrëtt gemaach, déi natierlech och nach mussen weidergoen. An am Kader vum där heiter Kris hu jo vill Salariéen op den Teletravail zréckgegraff an esou d'Virdeeler dovun, awer och d'Nodeeler dovun, kennegeléiert. An déi nei Erfahrung vum Teletravail während dëser Kris weisen, dass den Teletravail eng weider Opportunitéit ass, fir de Salariéen eng méi flexibel Aarbechtszäitopdeedung ze erméiglechen an domadder och méi Liewensqualität.

Den Ausbau vum Teletravail ass an onsen Aen eng Riséchance, déi iwwert d'Kris erausgoe soll an eng politesch Prioritéit muss bleiwen, och wéinst dem positiven Impakt op d'Klima. Wa richtig emgesat, kann et de Mënschen erlaben, Aarbecht a Privatlieve besser ënner een Hutt ze kréien.

Mee net jiddereka vum Teletravail profitéieren. An et sinn oft déi manner intellektuell Beruffer, déi och méi schlecht bezuelt ginn, déi net op den Teletravail zréckgräife kënnen. Eng weider Form vum Ongläichheet! Dofir mussen mer och iwwer alternativ Aarbechtsmodeller nodenken, déi alle Salariéen eng besser Conciliatioun téschent Aarbecht a Berufsliewen an doduerjer och méi Liewensqualität erméiglechen.

Här President, Dir Dammen an Hären, wann ech iwwert d'Gerechtegkeetsfro zu Lëtzebuerg schwätzen, dann ass ee ganz séier och bei der Logementsfro. D'Zuele vum Statec weisen, dass d'Wunnengspräisser den Aarmutsrisiko an d'Luucht dreiwene. Ëmmer méi Famillje respektiv Leit müssen iwwer 40 % vum hirem Akommes fir d'Wunneng ausginn. Dat sinn dacks Stëit mat niddrege Léin, déi sinn haart



betraff, och elengerzéiend Leit mat Kanner, Famillje mat méi Kanner a Leit mat spezielle Besoinen.

Awer net nëmmen d'Stéit mat wéineg Akommes, och Leit mat engem méi normalen Akommes hunn déck Préten a mussen héich Loyere bezuelen, wat e groussen Deel vun hiren Ausgaben ausmécht. A mer hunn déi enorm Verschëldung vun de Menagen zu Lëtzebuerg. An domadder si mer och bei der drëtthéchster Verschëldung europawäit bei ons am Land. An de Comité du risque systémique warnt, dass dat e systemesche Risiko fir d'Stabilitéit vun onser Economie ass, zum Beispill am Fall, wou d'Zéssatz nees eropginn oder en Deel vum Revenu vun de Menagen op eemol fällt.

Eis Prioritéit muss et deemno sinn, bezuelbar Wunnenge fir ëmmer méi grouss Dealer vun der Populatioun ze schafen. An esou stärke mer och de sozialen Zesammenhalt an der Gesellschaft. An dofir muss och weider massiv investéiert ginn an abordabelen an effenteleche Wunnensbau. Lëtzebuerg huet e ganz kleng Bestand vun effenteleche Wunnengen, a besonnesch am Beräich vun de Locatiounswunnengen. Dësen Undeel muss dofir an den nächste Jore staark ausgebaut ginn, fir dass mer méi bezuelbare Wunnraum schafen. An de Staat ass gefuerdert, dofir déi néideg Mëttelen ze mobiliséieren. Kierzlech hu mer jo och dofir e Spezialfong geschaaft fir eeben de Kaf vun Terrainen, de Bau oder d'Renovatioun vu Wunnengen.

Mee mir brauchen eng massiv Wunnensbauoffensiv, déi mer grad elo starten, déi och wichteg ass - an ech sot et schon - fir de sozialen Zesammenhalt, déi och gutt ass fir d'Resilienz an d'Resilienz vun der Economie. Mir mengen, dass dat virun allem Locatiounswunnenge muss sinn, déi dann och a Staatshand bleiwen. Dofir ass et och e längerfristegen Invest fir déi nächst Generatiounen, fir och nächst Krisen ze verhënnern. Dat schafft also och Resilienz fir d'Menagen, well se méi finanzielle Spillraum kréien an doduerjer eng Perte vum Revenu besser offedere kënnen am Fall vun enger Kris.

Donieft natierlech och aner Mesuren: eng Adaptatioun à la hausse vun der Subvention loyer, d'Revisioun vun dem Prêt climatique a weider Subventiounen am Beräich vun der Energie.

Här President, Dir Dammen an Hären, als een, deen d'Chance hat, an engem Europa ouni Grenzen opgewuess ze sinn, war et e Schock, op eemol ze gesinn, wéi virun e puer Méint de Coronavirus an Europa visibel ginn ass an d'Grenzen zougemaach gi sinn. A gradesou wéi d'Leit gehamstert hunn, hunn d'Natiounen sech wéi Schleecken zréck an hir Haisercher gezunn.

Dat huet natierlech gewisen, wou d'Problemer leien a wou mer an Zukunft mussen usetzen. Dem Virus waren d'Grenze jo eigentlech ... se waren em komplett egal! Deen huet net virun zouene Grenzen haltgemaach, well en ass iwwerall ënnerwee. An dunn hu mer och gesinn, wéi onsënneg déi Haltung eigentlech war. Mir hätte vill dovunner gehat, wa mer d'Problemer méi zesammen ugaange wäeren an zesammen no Léisunge gesicht hätten. Stéchwuert: méi Koordinatioun an der europäescher Gesondheetspolitik.

Leitmotiv fir ons Regione mat onsen Noperen an och an Europa muss et sinn, zesammen handelen, méi zesammen handelen, amplaz ons ofzegrenzen - dat an der Finanzpolitik, an der Wirtschaftspolitik, an der Gesondheetspolitik an och an der Flüchtlingspolitik; fir déi ze nennen. D'Krise léise mer zesumme solidaresch an net eleng. Mir brauchen heifer europäesch Léisungen: am Gesondheetsberäich, de Green Deal. An dat erfuert selbstverständlech och méi e staarken europäesche Budget.

Nach e Beispill aus dem Beräich Tourismus: Dëse Summer wäerte mer sécherlech vill manner Tourismus hunn. Vill europäesch Länner si richteg op den Tourismus ugewisen, wat e groussen Deel vun hirer Economie ausmécht: Spuenien, Italien. 15 % vun hirer Economie sinn op den Tourismus zréckzeféieren. An dat si gläichzäitig déi Länner, déi immens staark vun der Gesondheetskris getraff goufen an déi gläichzäitig och schon immens verschëlt sinn: Spuenie mat knapp 100 % vum PIB, Italien mat 140 % vum PIB. Fir si wäert et immens schwéier ginn, fir dës Kris budgetär ze verdauen.

A genauou wéi mer hei zu Lëtzebuerg elo keng Spuerpolitik maachen däerfen, däerfe mer dës Feeler net och op europäeschem Niveau maachen. Dat géif d'Existenz vun der europäescher Unioun op d'Pruf stellen, wann ee bedenkt, wat déi sozial Konsequenze vun där Politik während der Eurokris a verschiddene Länner waren. Stéchwuert: Griicheland a Portugal.

D'Europäesch Unioun muss dës Länner dofir weider ënnerstëtzen, fir en Ofrutschen an d'Austeritéit ze vermeiden. Austeritéit géif nämlech och bedeuten, dass weider Zukunftsinvestitiounen an dese Länner gekierzt ginn. An deem Sënn ass d'Reform vun den europäeschen Haushaltsreegelen elo am aktuelle Kontext ëmsou méi wichteg.

An d'Europäesch Kommissioun huet d'Reegele fir dës Joer ausgesat, mee dat geet net duer. De Stabilitéitspakt krut et an der Vergaangenheet net verhënnert, dass europäesch Länner zanter der Eurokris tendenziell manner investéieren. Wichteg Investitioune goufe gekierzt, fir kuerzfristeg den Defizit ze reduzéieren. An dofir muss de Stabilitéitspakt esou reforméiert ginn, dass d'Staate besser encouragéiert ginn, dës Investissementer an Zukunft ze maachen. D'Coronakris huet eis gewisen, wéi wichteg Investissementer sinn, zum Beispill an e performante Gesondheetsystem, mee et kéint een och nach ganz vill aner Beispiller nennen.

An d'Europäesch Kommissioun hat dee Reformprozess jo och virun der Kris ugestouss an dee muss elo weidergoen an och ofgeschloss ginn. Prioritéit muss et sinn, d'Ekonomen ze relancieren a gläichzäitig ëmwelt- a klimafreundlech ëmzebauen an net ze spueren an Investissementer ze kierzen.

Et ass also och net de Moment, fir de Green Deal falen ze looslen! Au contraire, e muss souguer nach acceleréiert ginn! Nëmme wa ganz Europa beim Émbau vun der Economie matmécht, kënnen mir déi europäesch Klimaziler erreechen. An, wéi de Frans Timmermans, de Vizepräsident vun der Europäescher Kommissioun, richteg sot: „De Green Deal ass kee Luxus, mee en ass grondleeënd fir d'Zukunftsfäegkeet vun Europa.“

Här President, Dir Dammen an Hären, mir hunn an de leschte Woche vill erreicht zu Lëtzebuerg. Mir hu gewisen, dass Lëtzebuerg, mir all zesammen, eng schwéier Kris gutt meeschtere kënnen. Engagéiert an zilorientéiert hu mir d'Coronakris ofgeflaacht. Dee Marathon ass nach net ofgeschloss, well et komme souguer nach Challenge derbäi, an déi wäerten déi Chance weider verstärken, fir gestärkt aus där heiter Kris erauszegoen.

Mir mussen elo konsequent d'Weichen an d'Direktioun vun enger zukunftsfäeiger klimaneutraler an ëmweltfrëndlecher Economie stellen, fir elo och d'Klimakurs ofzeflaachen. Dobäi muss mir jiddweree mathuelen, virun allem déi Mënschen, déi duerch dës Kris staark leiden. An dofir muss mir och eng gerecht Economie schafen, déi dem Allgemengwuel déngt. Elo heescht et, weider konsequent investéieren: an d'ökologesche Transitioun, den effenteleche Wunnensbau an e staarke Gesondheetsystem. Et ass elo genau dee richteg Moment derfir, fir dës Investitiounen ze notzen, fir d'Economie nei opzestellen a fir se fit fir d'Zukunft ze maachen.

An deem Sënn soen ech alleguete Merci fir d'Nolascchteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Benoy. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Ech wollt am Numm vun der ADR just mat e puer Mythen opräumen a virun e puer Fale warnen. Deen éischte Mythos, mat deem mer mussen opräumen, ass, dass mer ouni d'Gambia-Regierung net esou gutt géifen dosto, fir d'Kris ze meeschteren.

Wann ech de Bréif op Bréissel vum Kolleg Grameng gesinn, da schreift en zweemol, op de Säiten 3 a 5: « C'est grâce à la situation budgétaire favorable que les gouvernements actuel et précédent » - ouni S! - « ont su établir au cours de ces dernières années que le Luxembourg dispose d'une base solide », an esou weider. Op der Sait 5 nees d'selwecht: « Le Luxembourg pourra bénéficier des marges de manœuvre budgétaires que les gouvernements actuel et précédent » - ouni S! - « on su déga-ger. »

Dat ass e Mythos! Soubal wéi hei zu Lëtzebuerg rieds gaangen ass vun de Maastricht-Krittäre virun zwee Jorzéngten, war e parteiwwergräifende Konsens hei am Land, dass mer géifen déi 30 % Defizit PIB als iewescht Limit ugesinn. Well mer e klengt Land sinn, well mer eng kleng Economie hunn, hu mer deemools gesot, parteiwwergräifend: „Mir brauche Sputt.“ An dat soll een einfach unerkennen. Dat heiten ass net eng Erfindung vu Gambia, dass mer ënner 30 sinn, mee dat ass „grâce à tous les gouvernements précédents“ - mat S -, „en accord avec les oppositions“ - mat S -, dass mer do sinn, wou mer sinn.

„Spare in der Zeit, dann hast du in der Not!“ Et geet also haut net duer frou ze sinn, dass mer

nach ënner 30 % Defizit leien. Nee, mir mussen eis dee Sputt nees erschaffen, erkämpfe fir déi nächst Kris, an déi kënn garantéiert, sief dat eng Pandemie, sief dat eng Finanzkris, sief dat eng Wirtschaftskris, fir och déi nees kënnen ze iwwerliewen. An do hu mer eis eng Partie Froe gestallt.

Éischens, dës Regierung, an och anerer vir-drun, sinn net ëmmer gutt am Spueren. D'Tendenz ass ganz natierlech do: Wa Suen do sinn, wëllt ee Sue verdeelen. D'Scholden, déi mer opgeholl hunn, hu mer ni en capital rembourséiert. Mir hunn ëmmer nëmmen Zënse bezuelt. Ech weess, d'ADR weist gebetsmühlentaarteg zanter Joren, zanter Joer an Dag drop hin, dass dat kee gudd Wee ass. An haut ass d'Versuchung natierlech nach vill méi grouss, well mer jo emol keng Zënse mussen bezuelen. Am Contraire, mir gi remuneréiert, fir léinen ze goen. Mee och esou oder esou mussen déi Préten, déi Kreditter iergendwann eng Kéier vun zukünftige Generatioune rembourséiert ginn. An duerfir soe mir klipp a kloer: D'Flucht an d'Schold ass net dee richteg Wee.

Zweetens, mir mussen eis bewosst sinn, dass d'Steiereinname wäerten erfoegen, vläicht souguer abriechen. An do muss een da ganz seriö a prinzipiell déi staatlech Ausgabepolitik op de Leescht huelen. Jo, mir sinn all derfir, dass gewëssen Investissementer virufouert ginn. Jiddereen huet säi politeschen Dada, deen e wëllt geféiert hunn, mee et ass evident, dass de Staat verschidde Budgete muss kierzen oder souguer ganz ofschafen!

Fir eis als ADR ass et evident, dass de Staat sech soll ëm Käraufgabe këmmern an déi dann awer och gutt meeschteren - ech komme kuerz nach eng Kéier drop zréck, wat d'Gesondheitswiesen ugeet -, anstatt Gimmicken ze maachen, „nice to have“, Nation Branding a Gott weess wat Saachen, déi fuerchtbar vill Sue kaschten an déi net zu de Käraufgabe vun eisem Land (veuillez lire: Staat) gehéieren.

Elo kann natierlech d'Versuchung do sinn, dass d'Leit mengen - et ass och schon ugeklungen -, Defizit a Verschëldung kéinten duerch eng Hausse vu Steieren aus der Welt geschaaft ginn. Och hei denke mir als ADR wéi anerer och heibannen: Au contraire! A mir wäerten als Partei och zukünftig allen neie Steieren an och alle Steiererhéijungen ofleendend géintwuersto. Fir eis ass d'Flucht an d'Steieren och e falsche Wee.

Ee Wuert zu de Chifferen, ouni se ze widderhuelen. Mir sinn der Meinung als ADR, dass d'Ausgabe fir d'Kris ënnerschat gi sinn an dass a ville Punkte seriö nogebessert muss ginn.

An da sinn ech bei dem zweete Mythos, dee mer haut mussen bloussstellen, mat deem mer mussen opräumen. De Mythos: „Et gétt keen am Ree stoe geloos.“

Dach! Vill hei am Land stinn am Reen, se stinn am Schloren! Ech hunn lech e puer Beispiller matbruecht. Et reent am Moment aus dem Wirtschaftsministerium Décision-de-refuse fir déi Hëllef vun deene fantastesche 5.000 Euro non remboursable, déi d'Betriber blutnéideg gehat hënnen an déi se ofgeleent kréien.

A firwat kréie si se ofgeleent? Aus deene verschiddenste Grënn. Ee Grond ass: « Il a été constaté que votre entreprise exerce une activité commerciale ou artisanale qui n'a pas été obligée de fermer son établissement ou d'arrêter ses activités en application des mesures » an esou weider. An dann nach ganz léif d'Opfuerderung: « La présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation », dat heescht net emol en réformation, « par voie d'avocat à la cour endéans trois mois au tribunal administratif. »

Natierlech gétt et Entreprises, déi net hu missen zoumaachen, mee si hu missen zoumaachen, well se ganz einfach näischt méi ze dinn haten! Eng Firma, déi sech spezialiséiert op d'Organisatioun vun Evenementer, wat hätt déi nach solle schaffen, wann et keng Evenementer däerf ginn, zum Beispill?

En anere Grond vu Refus war: keng Handelsermächtigung. An ech hunn dat hei am Haus scho gesot an ech dränge wierklech drop, dass dat eng Kéier nogekuckt gétt. Et gétt Entreprises, déi Leit beschäftegen, Sozialofgabe bezuelen, Steiere bezuelen, déi eng licit Aktivitéit hunn an déi keng Handelsermächtigung hunn, aus deem einfache Grond, well se keng Handelsermächtigung brauchen! Déi kréien awer elo déi Hëllef vu 5.000 refuséiert!

Ee Beispill: e Ponnyhaff. E Ponnyhaff brauch keng Handelsermächtigung. A mengem konkreete Fall gouf et zwar Diskussiounen vum Exploitant mam Ministère, dee gesot huet: „Nee, leet Àre Kapp a Rou! Dir braucht keng Handelsermächtigung.“ An dann e puer Joer méi spéit ass eng Kris, da gétt gesot. „Du kriss net gehollef, well du hues jo keng Handelsermächtigung.“ Sou kann et net sinn!

Gott sei Dank ass dunn déi zweet Measure kumm, déi zweet 5.000 fir d'Period 15. Abrëll bis 15. Mee, déi ausgeweit gouf op d'Betriber bis 20 Leit. Do huet een net missen zoumaachen. Do ass et duergang, eng Perte vum Chiffre d'affaires gehat ze hu vu 50 %.

(**M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.**)

Ech froe mech: Firwat went Der, Här Fayot, déi erweidert Krittären net och op déi Betriber un, déi déi éischt Demande gemaach hunn an déi do duerch de Sift gefall sinn? Dat kéint ville vun deene Leit d'Liewe retten!

Kuerzaarbecht. Et ass gesot gi mat Recht: „Et goufen Avancé bezuelt u Betriber, déi vill Kuerzaarbecht hunn.“ Dat war gutt! Dat war richteg! Mee et goufe keng Avancé bezuelt u ganz kleng Betriber, déi Kuerzaarbecht hunn, wou d'Patronen hu missen d'Pai virstrecken a wou se haut nach kee Frang rembourséiert kruten an déi elo wierklech a grav finanziell Liquiditéitsproblemer kommen. Och do muss eppes gemaach ginn.

Mir hunn héiere vun den Dokter, déi an de Centres de soins avancés schaffen, déi mat Recht gelueft gi vun der Gesondheitsministesch a vun all Mënsch fir hir gutt Aarbecht, dass se do schon am Mäerz an deene Centres de soins avancés geschaff hunn. Wësst Der, dass déi bis haut nach kee Sou kritt hunn, emol net eng Pai oder eng Remuneration fir Mäerz?! Déi hunn déi haut nach net! Dat ass ganz einfach inakzeptabel!

Bref, de Franz Fayot sot am „Paperjam“: « Les socialistes ne sont pas fâchés avec les entreprises. » Dorobber muss ech äntwerten: Ech zertificéieren lech, dass dat Émgedrëit net wouer ass!

Wann ech da scho bei engem sozialistesche Minister sinn ...

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Dat ass e Misär dat do, wierklech.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, jo, Dir fannt, dass dat e Misär ass, Här Fayot. Dat ass ganz, ganz flott. Dat wäert d'Leit ganz interesséieren.

An der Cofibu sot Der, mir misste weider a méi an de Gesondheetsystem investéieren. Dat ass richteg! Dat begrësse mer! Mee wouduerch ass eise Gesondheetsystem net gutt opgestallt? Zanter 2004 hu sukzessiv sozialistesche Gesondheitsministere d'Bettenzuel erof- anstatt eropgesat, an dat trotz enger Bevëlkerungsexplosion.

Firwat huet am Ufank misse gesot ginn: „Masken hëllef näischt.“? D'Ministesche Lenert huet d'Äntwert selwer ginn, effentelech: „Mir hate keng Masken.“ Da stellen ech mer d'Fro: Firwat hate mer keng Masken? Ass dat eng gutt Preventiounspolitik? Datt iergendeng Pandemie kéint kommen, ass jo awer kloer. Ech mengen, et goufe scho vill Pandemien! Dat hei ass net déi éischt Pandemie säit Mënschegedenken!

Firwat war deen totale „Bleif doheim!“ néideg? Ma wéinst dem Mangel u Better, Beotmungsgeräte, Medikamenter an esou weider. Kommt, mir soen de Leit dat dach éierlech!

Mir hu ganz deier bezuelt, well mer net gutt opgestallt waren. Ech sinn awer elo frou iwwert d'Lernfäegkeet, an ech hoffen, dass dann elo aner zukünftige Gesondheitsministere d'Käraufgab vum Staat effizient leeden, dass do gutt investéiert gétt an dass mer déi nächste Kéier besser opgestallt sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Kuckt emol eng Kéier no hannen!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Hallo, fréiere Gesondheitsminister!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Hallo. Et gétt eng an d'Akual.

(**Hilarité**)

► **M. Roy Reding (ADR).** - Deen eenzege Liichtbléck, deen déi ganz Kris bréngt, ass de Logement. Wa mer wëssen, dass mer elo Aarbechtsplazen net schafen, déi soss geschaaft gi wieren, well mer wëssen, dass mer déi lescht Joren an der Moyenne 15.000 nei Aarbechtsplaze geschaaft hunn, dass dat dann och 15.000 nei Residenté mat sech bruecht huet, well jo Leit mat hirer Famill komm sinn a mer och nach eng aner Immigratioun haten, war dat e Bedarf insgesamt pro Joer vu 6.500 Logementen. Eng Demande, där mer zanter Joren nolafen. Dee Constat deele mer alleguerten heibannen.

An do ass dann de positive Punkt: Wann den Emploi zréckgeet, wa mer manner Immigratioun hunn, manner Frontalieren heihinner

terdeem ass net vun enger Reduzéierung vun der Verschëldung auszegoen. D'Prête gi méi deier an d'Loyere gi méi deier. An d'Mënschen dobausse spieren dat.

An der leschter Etüd vum Observatoire de l'habitat weist sech ganz eendeitig d'Entwécklung vun de Präisser. Vun Enn 2018 bis Enn 2019 sinn d'Präisser vun de Wunnengen an der Moyenne ëm ganzer 11 % an d'Luucht gaangen. Een Appartement, wat 2018 nach 400.000 Euro kascht huet, kascht Enn 2019 also ronn 444.000 Euro. Dat si 44.000 Euro méi wéi ee Joer virdrun. Fir eng Persoun, déi de Mindestloun verdéngt, sinn dat zwoe Joresgehälter. An engem Joer ass eng Wunneng, déi vill Leit géifen als bezuelbar kategoriséieren, fir ee mam Mindestloun zwoe Joresgehälter méi deier ginn.

Gläichzäiteg schloe Groussgrundbesëtzer, Investitiounsfongen an och Immobilienagencë vill Suen aus dëser Situatioun. Dëst huet sech leider während der Coronakris och net geännert. Buedem a Steen hunn zu Lëtzebuerg net u Wäert verluer, am Géigendeel. A wien an deene leschten Deeg eng grouss Lëtzeburger Dageszeitung gelies huet, dee gesäit, datt d'Analyse fir d'Zukunft genau dat nämmelecht virausgesinn, vläicht net en zweestellige Wuesstem, mee den Immobiliemaart wäert an deenen nächste Jore fir déi eng en Jackpot a fir déi aner en Hamsterrad bliwen.

Dat ass, Kolleeginnen a Kolleegen, eng extreem geféierlech Entwécklung an et dierf net sinn, datt dat esou weidergeet. Mir müssen dës Entwécklung stoppen. D'Antwort vun der Regierung am Programme national de réforme bréngt awer fir d'Mënschen dobausse keng direkt Erliichterung, well ausser de schonns ugekënnegte Mesuren ass wierklech keng Luucht um Enn vum Tunnel ze gesinn. Oder wann et Luucht ass, da kéint et och en Zuch sinn, deen eis entgéintkënt.

Fir eis Piraten ass kloer: Mir musse méi wäit goe wéi dat, wat d'Regierung proposéiert. Eng Lex Koller, fir Immobilienspekulationen ze ënnerbannen, e groussen éffentleche Promoteur, fir an d'Präisser vum Wunnengsmarché anzegräifen an, wéi de Marc Baum et gesot huet, wierklech den Drock aus deem Kessel ze huelen, andeem de Staat als groussen Acteur nei Wunnengen zu bezuelbare Präisser - wéi vun eis gefuerdert maximal 10 Euro de Meterkaree - ubidde kann, an e Pacte Logement, deen de Wunnengsbau zu enger nationaler Ugeleeënheet mécht, ënnert der Fiederféierung vun der Regierung amplaz vun 102 eenzel geféierte Gemengen.

Här President, ech wëll dann och op d'Recommandatioun vun der EU-Kommissioun betreffend eise Pensioussystem agoen. D'EU mécht an hirem Rapport ganz kloer op zukünfteg Risike vun der Viabilität vun eise Pensioussystem opmierksam. Se stellt fest, datt eis Regierung zënter hire leschte Recommendatioun kee Progrès gemaach huet, fir d'Viabilität ze stäerken.

D'Antwort vun eiser Regierung op déi Analys ass, datt 2016 schon eng Analys vum Pensioussystem stattfonnt hatt an do festgestallt gi wär, datt alles finanziell esou an der Rei wär. Dat mag stëmme fir déi meescht Leit, déi heibanne setzen, well, wann ech mer déi lescht Analysen ukucken, Är Pensioune si gesécher. Ech kann lech soen, wéi ech déi Zuele presentéiert krut déi éischte Kéier, war ech e bësse schockéiert, well deen Dag, wou ech theoretesch kéint an d'Pensioune goen, ass näischt méi do. Dat heescht: Net nëmme fir mech, mee fir all déi, déi méi jonk si wéi ech, ass näischt méi do, wann et esou weidergeet wéi bis elo.

(Interruption)

Dat ass e Problem. Jo, Här Baum, vläicht sinn ech ze spéit op d'Welt komm, vläicht hunn awer och déi Generatiounen, déi bis elo do waren, et verpasst, de Pensioussystem méi viabel ze maachen.

► **M. André Bauler (DP)**.- Dir gehéiert zu den Digital Natives!

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Fir eis ass et kloer, datt mer d'Pensioune vun eisen eelere Matbierger an och déi vun eis spéider séchere mussen, an domat haut schon ufänke mussen.

An deem Kontext kënne mer och iwwert d'Investitiounen vun dem Pensiounsfong schwätzen. An ech mengen, datt déi Liste négative, déi all Joer méi laang gëtt, well erëm iergendwou rausfonnt gouf, datt awer nach iergendwou e Waffenhiersteller mat derbäi ass, nach ëmmer net exhaustiv genuch ass, fir sécher ze sinn, datt mer wierklech hei eng nohalteg Investitiounspolitik suivéieren.

Fir eis Piraten wär zum Beispill eng Méiglechkeet, datt och de Pensiounsfong en nach méi groussen Acteur am Wunnengsbau zu Lëtzebuerg kéint ginn, anstatt a Büroflächen a Surface-commercialen ze investéieren.

Mir hunn awer nieft dem Wunnengsmaart an eise Pensioussystem nach aner Erausforderungen, mengen ech, déi vu genauou wichteger Natur sinn. Eng dovunner ass sécherlech d'Digitaliséierung. Et gouf schon dovunner geschwat.

De Rifkin-Plang gëtt ëmmer erëm dann erausgeholl, wann et opportun ass. Datt den Här Rifkin mëttlerweil net nëmme vun der Digitaliséierung geschwat huet, mee och ëmmer méi op de Green New Deal ageet, mengen ech, ass och eng wichteg Pist. Mee mir müssen dee Rifkin-Plang, deen elo awer schon e puer Joer um Bockel huet, och iwwerdenken. Mir dierfen net einfach esou maachen, wéi wann déi lescht Joren zanter dem Erstelle vun deem Dokument näischt geschitt wär. Mir müssen dat Dokument lieweg halen. Mir müssen d'Digitaliséierung vu Lëtzebuerg lieweg halen. Mir dierfen eis net op Premisse vu virun e puer Joer baséieren.

Mir müssen eis bewusst sinn, datt d'Aarbechtswelt vu muer anescht ausgesäit wéi déi vu gëschter a sécherlech och nach eng Kéier wéi déi vun haut. Well gëschter hatt kee sech virstelle kënnen, wéi vill Teletravail tatsächlech méiglech ass, wann et drop ukënt. Haut wësse mer, datt vill méi Teletravail méiglech ass, wéi mer geduecht hätten, a muer wäert den Teletravail vläicht nach eng Kéier eng ganz aner Nues hunn.

Mir wëssen, datt verschidden Jobs, déi gären an der wëssenschaftlecher Literatur souger Bullshit Jobs genannt ginn, an Zukunft net méi néideg sinn. Mir wëssen, datt haut nach Leit agestallt ginn, fir Donnéeën vun engem Blat Pabeier an en Excelstablo anzetippen, fir datt en ausgepréit gëtt, iergendwou higefaxt gëtt an dann erëm agetiippt gëtt. Déi Jobs brénge weeder iergendengem Genugtuung nach brénge se der Economie iergendeng Plus-value. Dës Jobs wäerte verschwannen. Mir müssen haut derfir suergen, datt déi Leit, déi dës Jobs haut hunn, well se näischt méi geléiert hunn, besser educéiert ginn, geupskilled ginn an datt dës Leit net zu de Verléierer vun der Digitaliséierung zielen.

D'EU-Kommissioun schwätzt an hirem Rapport duerfir och vun enger méiglecher Inadéquation des compétences. Duerfir brauche mer en Ausbau vun eiser Schoulinfrastruktur, fir méi Schüler auszubilden, mee och besser auszubilden. Well dat schéinste Schoulgebai - an den Här Roth huet virdu vu Lycéeën geschwat, wat eisen Defizit géif ausmaachen - bréngt näischt, wa mer keng Qualitéit vun der Léier doranner hunn.

Mir zéien duerfir e Fazit vum PNR: Lëtzebuerg huet am Moment net déi zolidd Basis, fir déi lëtzebuergesch Wirtschaft den zukünftigen Erausforderungen unzepassen, well eis aktuell an och mëttelfristeg déi qualifizéiert Main-d'œuvre feelt. Deementspriedend mussen mer am Kader vun der Digitaliséierung an eise Brain, an eis Gehierer, an eis Matière grise investéieren.

Well et feelen eis haut Méiglechkeeten, dës Main-d'œuvre kuerzfristeg aus- oder ëmzebilden. Duerfir ass dëst e strukturelle Problem, dee mer an engem nächste PNR müssen ugoen, fir datt eebe grad de Rifkin-Prozess net zu engem Zombie verkënt, mee zu engem liewege Prozess ka ginn. Soulaang mer awer kee Wirtschafts- a Sozialmodell, wéi zum Beispill e Grondakomes, hunn, wou och philanthropesch a karitativ Aarbechte valoriséiert ginn, wäerte mer eis hei als Gesellschaft fréier oder spéider verfuere, well wa mer eis just op dat Néidegt, op dat, wat Gewinn bréngt, konzentréieren a weiderhi Bullshit Jobs erlaben, well doduerjer d'Economie awer weider dréit, da verfuere mer eis.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dann awer och nach e bësse Zäit zum Stabilitéitsprogramm schwätzen, deen, dee méi dense ass, do, wou et ëm reng Zuele geet. An hei muss ech soen, datt duerch d'Covid-19-Pandemie warscheinlech all d'Zuelen, déi mer haut zur Verfügung hunn, souwiesou op d'Kopp geheit ginn: déi Zuelen, déi mer haut hunn, déi Zuelen, déi mer eis fir d'Zukunft virstellen.

Dat erkläert och, firwat d'Europäesch Kommissioun déi éischte Kéier an der Geschicht vum Maastricht Wuesstums- a Stabilitéitspak dës Klausel aktivéiert huet, fir eeben net op d'Veerschëldungsniveauen ze kucken. Well mer wëssen, datt mer eng antizyklisch Investitiounspolitik brauchen, fir datt mer net nach méi Failliten, net nach méi Chômage wäerte kréien.

Beim PSC vun der Regierung froe mer eis awer, wéi ee wëlles huet, de Fënnefjoresplang, deen d'lescht Joer an enger ganz anerer Aussicht opgestallt gouf, anzehalen.

Den urspréngleche Plang war, déi budgetär Ziler laangfristeg anzehalen an d'Staatscholden ënnert der Grenz vun deenen 30 % vum

PIB ze halen. Duerch d'Coronakris kënnen dës Ziler sécherlech net méi esou einfach erreecht ginn. Déi 30 % gesinn zwar am Moment um Pabeier nach esou aus, awer ënnert der Premiss, datt mer d'nächst Joer erëm 7 % Croissance hätten, also en U oder e V, wat eis Economie ugeet.

Wann ee weess, wou déi Ausso „et soll een engem keen X fir en U virmaachen“ hierkënt, nämlech dohier, datt ee bei de réimeschen Zuele ganz einfach aus engem V konnt en X maachen, dat heescht, aus enger 5 op eemol eng 10, da stellen ech mer d'Fro, ob dat hei net e bësse de Risiko ass, datt déi Zuelen haut vun deene 7 % Croissance genotzt ginn, fir eis an Zukunft emol ze berouegen, an noer Zukunft ze soen: „Mir brauche keng Steiererhéijung“, wat ech mat Satisfaktioun vum Finanzminister haut héieren hunn, fir dann awer vläicht an noer Zukunft ze kommen an ze soen: „Hm, also déi Premissen, ënnert deene mer dat dote gesot hunn, si leider net agetraff. Mir kënnen déi och net anhalen. An duerfir kommen elo awer Steiererhéijungen.“

Ech mengen, datt dat de Leit en X fir en U virgemaach wär. Dat wär d'Leit e bësse un der Nues erëmgefuert.

Ech mengen, mir hu beim leschte Staatsbudget gesot, a gudden Zäite sollt een en Apel fir den Duuscht op d'Säit leeën. A gudden Zäite soll ee sech d'Marge de manoeuvre gi fir a schlechten Zäiten. Mir kruten als Antwort - an dat steet och am PSC dran -, datt d'Regierung sech jo eng gutt strukturell Basis ginn hätt. Bon, do si mer net mat lech eens, Här Finanzminister.

Mir sinn der Meenung, datt mer an deene leschte Joren, anstatt verschidde Steiererliche- runge fir Firmen, vläicht besser gehat hätten, strukturell deen Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën, vläicht eis Staatschold en amont ofzebauen, fir datt eis Staatschold elo net esou séier wüsst. Dat wär eng Méiglechkeet gewiescht, déi mer an der leschter Budgetsdebatt ugeschwat hunn a wou mer gesot kruten: „Nee, Här Clement, Dir verstitt jo net, wéi d'Staatschold op de PIB gerechent gëtt, well a Wierklechkeet geet d'Staatschold, andeem mer méi Scholde maachen, erof.“ Jo, ech weess, datt dat e mathemateschen Trick ass an datt ee ka soen: „Mir huele méi Scholden, mee well d'Wirtschaft wüsst, geet d'Schold am Kader vum PIB erof.“

D'Leit dobausse verstinn net, datt, wann e Prêt méi deier gëtt, d'Staatschold dann erofgeet, och dann - an dat wëll ech soen -, wa se am Verglach zum PIB natierlech prozentual méi kleng ginn ass.

(Interruption)

Här Bauler, Dir verstitt et och net. Dat freet mech, well Dir waart ëmmerhin deen, deen dat och d'lescht Kéier erzielt huet.

► **M. André Bauler (DP)**.- Här Clement, ech hunn lech net verstan. Dir sidd mer ... Also wësst Der, et ass reng Arithmeetik. Et ass eng Affär vun engem Rapport, dat ass relativ an absolut. Et ass deemno, wéi de Rapport evolueiert.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Jo, a mir hunn ëmmer gesot: „Absolutt klëmmt eis Staatschold.“ An als Antwort kréie mer: „Mee proportional zum PIB fällt se.“ Jo, dat sinn ...

► **M. André Bauler (DP)**.- Mee international gëtt dat jo och ëmmer esou gekuckt, Här Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Dat sinn zwoe Säite vun där nämmelechter Medail.

► **M. André Bauler (DP)**.- Vermescht d'Saachen net!

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Ma Dir vermëscht et genauou, wann Dir eis sot: „D'Staatschold fällt!“, wa mir soen: „D'Staatschold klëmmt!“ Béid Point-de-vue si real.

► **M. André Bauler (DP)**.- Mee et ass awer nëmme eppes richteg.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- An ech mengen, dat muss een einfach emol constatéieren.

Ech mengen, ofschléissend kann ech soen, well meng Zäit schon ofgelaf ass, datt mer der Meenung sinn, datt de PNR an de PSC net duergo fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg. Se hu wéineg Lösunge fir existéierend Problemer. An et ass virun allem ze bereien, datt dës Regierung an deene leschte siwe Joer, wou mer eng gutt Konjunktur hatten, keng responsabel Budgetpolitik bedriwwen huet, mee mat der Strenz eis Suen aus der Vergaangenheet debourséiert huet. D'Strenz, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass leider elo eidel.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Marc Goergen (Piraten)**.- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Clement. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Villmools merci, Här President. Normalerweise, wann een an deenen heiten Diskussiounen iwwer PSC a PNR schwätzt, dann ass et esou, datt de PNR oft ënnergeet, well de PSC déi finanziell Perspektiven developéiert an och vill méi konkret an, wéi den Här Clement géif soen, méi knackeg ass a sengen Aussoen.

Mee ech fannen, datt de PNR, iwwert deen ech wollt e puer Wuert soen, awer extreem interessant kéint sinn, well en eng Antwort gëtt op d'Erreche vun deenen Zilsetzungen, déi d'Regierung sech selwer fir 2020 gesat huet, a well en och eng Antwort soll ginn op déi Kommentaren, déi d'Europäesch Kommissioun an hirem järeleche Rapport iwwert d'Situatioun vun eise Land mécht.

Ech hunn nach an de Pabeieren nogekuckt, wéi dat an deene leschte Jore war. An ech stelle fest, datt et am Fong Joer fir Joer oft dat selwecht war, datt mer op där enger Säit eng ganz Rei berechtigt Kritikke vun der Europäescher Kommissioun hunn op déi verschiddenst Kompartimenter vun der Lëtzeburger Politik an op där anerer Säit am PNR dann op ville Säite beschriwwen kréien, wat déi groussaarteg Efforte sinn, déi déi groussaarteg Regierung an deenen nächste Jore wäert maachen, fir alles dat an de Grëff ze kréien, wat als Suergen, als Problemer vun der Kommissioun beschriwwen gëtt.

D'Kommissioun mécht eng Analys vun deem, wat an deene leschte Jore gemaach ginn ass. A si ass ganz diplomatesch. Ganz diplomatesch! Si seet am Fong, datt « ce sont des progrès limités qui ont été faits ».

An dann zielt se hannendrun all déi Punkten op, wou keng Progrès gemaach gi sinn a wou sech nach grouss Froen a grouss Problemer stellen. Dat ass säit Joren dat selwecht Spillchen: Eng Kommissioun, déi mat aller Däitlechkeet d'Schwaachstelle vun der Economie a vum Sozialsystem opzeechent, an op där anerer Säit eng Regierung, déi einfach behaupt, dat wär net esou an d'Welt wär blo, an dat wär elo alles am beschte vum Beschten, esou wéi et nëmme kéint goen.

Ech fannen et bemierkenswäert. An ech fannen am Fong, wann ech da kucken: Et ass all Joer dat selwecht. Et ass souger hei am PNR virkomm, datt a verschiddene Passagen déi Zuelen, déi an deem Joer virdu schon dra waren, nach eng Kéier, net nëmme mam Saz, mee och mat den Zuelen iwwerhol gi sinn. A wa mer vun den „années passées“ schwätzen, da schwätze mer hei am Rapport op enger Säit vun dem Joer 2017. Mer sinn awer 2020, Här Fayot. Do gesäit een, wéi oft en duergelies gëtt a wéi d'Remarken do och derzou kommen.

(Interruption)

Ech hat elo gehofft, datt et dëst Joer e wéineg anescht wär, aus zwoe Grënn. Eischtens, well mer en neie Minister hunn a well ech, an ech kommen duerno nach drop zrëck, och dee Weirauchservice, deen de PNR bis elo ëmmer war, wou d'Regierung ëmmer gutt bewei-raucht gëtt, datt mer eng Kéier domat kéinten ophalen, fir eng seriö Diskussioun iwwer dach awer seriö Problemer ze féieren.

Elo sot Dir, Här Fayot, Dir sidd nach net laang do, an ech halen lech dat och zegutt, obwuel ech soen: Dat war dee Rapport, deen d'Kommissioun gemaach huet, deen och eréischt de 26. Februar 2020 koum. An am Fong wär den Exercice gewiescht, op déi Remarken, déi d'Kommissioun mécht, ze reagieren an dozou Stellung ze huelen. Dat ass awer net geschitt.

Dir hat vill ze schaffen, datt ginn ech ganz gären zou. Et ass eng Coronakris gewiescht. Mee ech soe just, well eng Coronakris gewiescht war a well déi Kris ekonomesch, sozial an och finanztechnesch viles geännert huet, ass et natierlech ganz fragwierdeg, datt mer hei en Dokument kréien, wou Der zwar op 20 Säiten Är Coronamésurë beschreift, mee een ansonsten an der Problematik - wéi d'Zukunft soll sinn, wéi mer op déi Problemer aginn, wéi d'Regierung wëilt op déi grouss Problemer reagieren, a sech ausser der Remark, datt nach villes kéint änneren - wéineg an deem Rapport erëmfinnt. Ech hatt mer zumindest erwaart, datt eng Rei éischt Reflexiounen iwwer eis finanziell ekonomesch Zukunft no dëser Kris awer am Rapport géife kommen. An ech wier fro gewiescht, wann Der zumindest an enger Ried op deen een an deen anere Punkt agaange wiert.

Ech wëll also haut zwou Saache maachen. Dat heescht, et ass eng kuerz Analys vu fënnf Punkten an dem PNR, déi mer wichteg schéngen. An dat Zweet ass eng ganz kuerz Reflexioun och a fënnf kuerze Punkten, wéi ech mer an Zukunft virstellen, dass een déi dote Problematik kann ugoen. An déi Punkten, déi ech mer erausgesicht hu fir am PNR selwer fir d'Analys, sinn am Fong Punkten, déi elo manner mam Corona eppes ze dinn hunn, well ech mengen, dass déi dann nach méi richtig sinn an dass mer nach doriwwer kënnen schwätzen.

Deen éischte Punkt, dee mer wierklech um Häerz läit, dat ass dee vun der Educatioun a vun de Kompetenzen, déi mer hei zu Lëtzebuerg an der Ausbildung vun de Leit hunn. An ech wëll just virlesen, wat d'Kommissioun dozou seet, well dee Passage mer awer relativ kloer an däitlech ass. Si seet: « Les résultats en matière d'éducation sont inférieurs à la moyenne de l'UE et étroitement liés au milieu socio-économique. Les résultats enregistrés, en moyenne, par le Luxembourg se sont dégradés entre 2012 et 2018. L'incidence de la situation socio-économique sur les performances est l'une des plus fortes dans l'Union européenne. »

Dovu gëtt dann am PNR kaum geschwat. Fir mech ass dat awer ee vun deene reellen an ee vun deene grouse Problemer, déi mer an deenen nächste Joren hei mussen behandelen, well et ass net nëmmen esou, dass an deenen nächsten Zäiten déi Jobben, déi mer wäerten ubidden, haaptsächlech gutt ausgebildeten Jobbe mussen si mat enger gewëssener Qualifikatioun, mee et ass natierlech och nach de grouse Problem, dass mer hei e sozioekonomescht Gefäll hunn. Dat Ganzt huet natierlech eng grouse Konsequenz net nëmmen op eis sozial Kohäsioun op där enger Säit, mee awer och op eis Economie op där anerer Säit.

A wann een dann och nach weider kuckt: An enger Economie wéi Lëtzebuerg, wou zwee Drëttel vun den Jobben, déi mer ubidden, qualifizéiert Jobbe sinn, fir déi een eng Qualifikation supérieure misst hunn, a wou mer eis als Objektiv 2020 gesat hunn, dass mer wëllen, dass 66 % vun de Leit zwëschen 30 a 34 Joer hei am Land en Enseignement-supérieur-Oftschloss sollten hunn, do mierke mer, dass do d'Zilsetzung 2020 net erreicht ginn ass, well mer just op 56,2 % kommen.

Elo kann een natierlech soen, wéi de Ministère de l'Éducation nationale, dass een domadder zefridden ass, well mer eng net Augmentatioun par rapport zu 2010 haten, wou mer vu 46,1 % eropkomm sinn. Dat mag sinn, mee déi Zilsetzung, déi mer eis selwer gesat hunn, déi hu mer net erreicht.

An eng Verfeinerung vun der Analys vun deenen Zuele weist och nach op eppes anescht hin. Déi weist am Fong dorop hin, dass, wa mer kucken, wéi vill Leit vun de Résident-étrangere an Enseignement supérieur hunn, dass mer do bei 60 % leien, a mer bei d'Résident-nationale just op 40 % kommen. Dat heescht, am Fong ass déi Moyenne vu 56,2 % och nach duerch e groussen Deel duerch d'Résident-étrangere, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, an d'Luucht gedréckt.

Ech wëll just soen: Fir mech ass dat eng vun deene grouse Froen, déi sech hei an dem PNR stellen, déi sech och fir eis als Politiker fir d'Zukunft stellen. An och wann et formell richtig ass, dass mer an deene leschte Joren an d'Luucht gaange sinn, ass et evident, dass dat fir mech ee Problem ass.

Déi Äntwerten, déi am Programme national de réforme hei stinn, déi jo am Fong d'Reforme fir d'Zukunft solle proposéieren, wann ech da liessen, dass mer elo endlech e Lycée moderne mat enger Serie vu Reforme maachen, wann ech da liessen, dass mer elo nei Formatiounen ubidden, an den Apprentissage, deen elo total erneiert gëtt, da gesinn ech awer och d'Kommentare vun der Kommissioun an den Avis dovunner vun der Kommissioun. An da stellen ech fest, dass deen nidderschmetternd ass par rapport zu deem, wat hei proposéiert gëtt an enger vun deene wichtegste Politicken, déi mer fir d'Zukunft kënnen maachen.

Mäin zweete Punkt, dat ass, dass fir 2020 am Fong am Kader vun der Recherche an dem Développement d'Kommissioun als Objektiv europawäit seet, dass mer sollen 3 % vum PIB, den Niveau cumulé vum den Investissements publics et privés, an d'Recherche an den Développement ginn.

Mir hunn eis als Lëtzebuerg en Objektiv fir 2020 gesat, wat e Stéck drënner ass. Zwëschen 2,3 % an 2,6 % hate mer eis virum zéng Joer fir 2020 gesat. An hei sinn d'Zuelen, déi d'Kom-

missioun, déi Dir och erausgitt, awer déi, dass mer wäit ënnendrënner leien. Mir leie bei 1,21 % vum dem PIB, deen investéiert gëtt an ee vun deenen zentralen ... ee vun deene wichtegsten Domänen, déi a sech zukunftsgestaltend si fir eis Land, fir eis Economie, mee och fir d'Leit, déi hei wunnen.

D'Kommissioun zitt als Konklusioun dorauer, an ech wëll dee Saz awer virlesen: « [...] que les investissements relativement modestes dans la recherche et l'innovation particulier dans le secteur privé pèsent sur le potentiel d'innovation du Luxembourg ». A si zitt als Konklusioun, dass dat de Ralentissement vun dem Lëtzebuerg Development kéint duerchaus beaflossen.

Fir mech ass dat och ee vun den zentrale Punkten, déi hei an der Analys vun der Kommissioun virkommen a wou ech déi Äntwerten, déi am PNR beschriwwen ginn, fir déi Problematik do opzefänken, awer net satisfaisant fannen. Déi Moossnamen, déi hei bestinn, do ginn eng Rei Projete beschriwwen, zum Beispill de Projet HPC géif elo kommen. Dee gëtt eis säit véier, fënnf Joer all Joer ugekënnegt. Dofir do eng ganz konkret Fro, Här Minister: Wou si mer dann elo domadder drun? Wéini gëtt deen da Realitéit? A wat bréngt en dann och Lëtzebuerg an de Lëtzebuergere Entreprises?

Dat ass ee vun deene wichtegste Punkten. A wann ech déi zwee opzielen - d'Education op där enger Säit, d'Formation op där enger Säit, an op där anerer Säit alles, wat mer am Kader vun der Recherche an dem Développement hei zentral un den Ufank vun deem gesat hunn, wat ech wollt soen -, dann ass dat, well et fir mech nun einfach eng grouse Wichtigkeet huet, dass mer haaptsächlech an deenen Domänen fit sinn, dass mer eis do uerdentlech préparéiert hunn, well et ass am Fong do, wou d'Zukunft spillt a wou mer u sech solle kënnen weisen, dass mer am Peloton de tête si vun den europäesche Länner.

An dat huet dann och als Konsequenz, dass bei eisen Entreprises den Digitalisationsniveau ee vun deene schwächsten ass, dee mer a ganz Europa kennen. Dofir wëll ech och eng Kéier hei d'Kommissioun zitieren, déi op där enger Säit seet, dass mer an deene leschte Jorzéngten eng gutt informatesch Infrastruktur opgebaut hunn, fir déi eis vill Länner beneiden, mee dass mer op där anerer Säit - an ech zitieren -: « Malgré ces efforts, les niveaux d'intégration numérique et technologique sont faibles et la productivité ne progresse guère dans le secteur des entreprises au sens large, ce qui trahit aussi l'un des niveaux d'investissements les plus bas, y compris en recherche et innovation, parmi les États membres de l'Union européenne. »

An ech muss soen: Och dat inquietéiert mech, wann ech einfach déi mëttel- an déi laangfristeg Zukunftsperspektive vun der Entwécklung vun eise Land consideréieren. An hei enttäusche mech awer och déi Äntwerten, déi ech am Programme national de réforme net gesinn an déi am Fong missten dra sinn, well do Schrëtt fir eis Zukunft gemaach ginn.

An da soen ech nach hannendrun: Elo si mer an enger Zäit vu Covidkrisis. Déi ganz Problematik, déi duerch d'Covidkrisis op eis zoukënn, riskéiert, déi dote Saachen och nach méi staark ze maachen, ze acceleréieren, well mer jo ganz genau wëssen, dass eis Entreprisë finanziell wäerten an deenen nächste Jore geschwächt ginn an dass d'Investissemter an d'Recherche an den Développement an haaptsächlech och an d'Digitalisatioun domat kënnen a Problemer kommen.

Dat heescht, dass, wat des Kris hei bewierkstellege wäert, wäert och nach dat, wat Der schonn als Kriticken an als Schwächte vun der Kommissioun dohinnergeluecht krut, méiglecherweis accentuéieren a stellt a mengen Äen eng gréisser Erausforderung, e gréissere Problem fir déi nächst Joren duer.

Mäin drëtten Punkt, dass ass dee vun de Pensionssystemer - den Här Clement huet dat schonn an aller Däitlechkeet ugeschwat -, well dat do, wat am PNR steet, ass am Fong just e Witz als Äntwert op déi Warnungen, déi d'Kommissioun kloer seet. Well hei gëtt gesot, dass mer just bräichten déi IGSS-Etüd ze kucken, déi 2016 erauskomm war, an dass déi IGSS-Etüd jo géif e positive Constat maachen. An da gëtt am PNR vun Economiesministère, oder wien och ëmmer et geschriwwen huet, en Zitat geholl aus der Etüd vun der IGSS, wou gesot gëtt: « L'analyse [...] conclut sur le fait que le régime général d'assurance pension est dans une position financière plutôt confortable. »

Dat ass jo och okay. Dat zweifele mer och net un. Mee wann een iwwert d'Konklusiounen vun där Etüd schwätzt a wann een dat och nach op Bréssel als Analys vun der Lëtzebuergere Regierung schéckt, dann hätt ech natierlech och gär, dass déi aner fënnf Punkte vun der Konklusioun gradesou zitiiert gi wéi just deen

éischte Saz vun der Konklusioun. Well déi selwecht Etüd, déi Der ervirzaubert, fir ze soen, dass dee Problem, deen d'Kommissioun géif an aller Däitlechkeet opwerfen, am Fong kee Problem wär ... Wann een déi Konklusiounen da weiderliest, do steet och ganz kloer en anere Message dran. An zwar zum Schluss steet dann: « En tout cas, il importe de ne pas se reposer sur le niveau actuel élevé de la réserve de compensation. »

An da gëtt ganz kloer an däitlech vun den eegene Services vun der Regierung gesot: « Il s'agit ainsi de profiter de la réserve accumulée en vue de discuter de mécanismes performants tant au niveau des contributions qu'au niveau des pensions nouvelles et en cours de paiement. » Dat steet awer net am PNR. Déi richtig Konklusioun vun der Etüd schéckt Der net op Bréssel. Ech fannen dat als Attitüd vun der Regierung am Fong lächerlech, fir just ee Saz aus enger Etüd erauszehuelen an deen als Wourecht dohinnerzestelle par rapport zu enger Constata-tioun, déi d'Kommissioun säit Jore mécht.

An da kommen ech nach hannendrun, wou Der sot: „Mee mir hunn dee ganze Problem jo geléist, well mer 2012 eng Reform vun de Pensionen gemaach hunn“, mat där ech och d'accord war an déi och an déi richtig Richtung gaangen ass. D'Kommissioun fällt awer kee Moment op dat eran, wat d'Regierung schreift, well d'Kommissioun seet an aller Kloeerheit: « Les réformes récentes » - an domat ass déi Reform vun 2012 gemengt -, « n'ont pas répondu aux préoccupations concernant la viabilité à long terme des systèmes de pension et de soins de longue durée. »

Ech mengen, de Constat vun der Kommissioun ass säit Jore ganz kloer an d'Äntwerte vun der Regierung si säit Joren absolutt an total iwwerflächlech an ongenügend op déi grouse Erausforderung, déi an deenen nächste Joren op eis wäert zoukommen. An hannendru seet d'Kommissioun nach, dass fir d'Viabilité à long terme vun eise aktuelle System, wann ee géif norechnen, d'Cotisations misste vu 24 % op 37 % eropgoen, wat jo ekonomesch net méiglech ass. Also misst ee schonn anescht wéi dat do un déi Problemer eruegoen.

An dat selwecht seet d'Kommissioun iwwert d'Viabilité vum eise Soins de santé, wou se seet, dass mer bei 172 % vun der Moyenne vun der UE leien an dass d'Viabilité budgétaire domat mëttel- a laangfristeg net gi wär.

An da soen ech och ganz kloer, dass déi Covid-kris och hei nach niwient deem, wat Der elo scho schreift, natierlech dee Problem wäert accentuéieren, well an deene Pabeieren, déi de Finanzministère eis virgeluecht huet, do ass de Sold vun der Sécurité sociale op 1,8 % vum PIB 2019 gewiesch a wäert awer op 0,5 % 2020 an 0,5 % 2021 eroffalen an domat d'Acceleratioun bewierke vun am Fong de Problemer, déi an der Sécurité sociale wäerten an den nächste Joren, an den nächste Joerzéngten op eis zoukommen.

Meng Demande ass just ganz einfach, fir déi Problemer do seriö ze huelen a fir eng Kéier uerdentlech onpolitesch an onpolemesch driwwer ze diskutéieren, well mer kommen en net aus dem Wee an deenen nächste Joren. A mir hu besser, se esou schnell wéi méiglech unzepakten.

Well d'Zäit fortleeft, soen ech net vill iwwert deen nächste Problem, de Logement, well dee schonn esou oft an der Chamber duerdiskutiert ginn ass an den Här Clement souwisou dat gesot huet, wat ech och wollt soen.

Ech wëll just awer nach do hannendrun ee vun deene weesentleche Problemer ernimmen, déi och ganz wéineg am PNR ernimmt ginn, well et am Fong en Dokument ass, wat ganz oft als e Wirtschaftsdokument ofgestempelt gëtt an och esou consideréiert gëtt, an domat méi d'Wirtschaftsfroen ugeschwat ginn.

Mee en huet awer een Element, dat och besuergniserend ass, dass sech un de Logementproblem drunhänkt. Dat ass d'Fro vum Aarmutsproblem zu Lëtzebuerg, déi an der Analys vun der Kommissioun kloer an däitlech ugeschwat gëtt an och en marge vun deem Dokument vum PNR ervirgehuewe gëtt. An do ass och déi Feststellung, déi mer virum Covid maachen, déi d'Kommissioun mécht, déi kloer an däitlech seet, que: « La pauvreté et les inégalités augmentent malgré l'incidence positive des transferts sociaux. En 2018, le Luxembourg a enregistré l'une des plus fortes augmentations des inégalités de revenus dans l'Union européenne [...]. La proportion de travailleurs pauvres figure toujours parmi les plus élevées de l'Union européenne. » Parmi les plus élevées de l'Union européenne. Déi, déi am meeschten an d'Luucht gaange sinn an deene leschte Joren.

Et deet net gutt, fir dat ze liessen. Ech biede just do, dass mer dat och als seriöe Problem huelen. Mir hunn de Problem vun engem Wuesstum

vun der Aarmutsgefor an dësem Land säit Joren. An deen ass amgang, ëmmer an ëmmer méi grouss ze ginn. Ech mengen, dass mer eis reellement sollen dorëm bekëmmere.

D'Kommissioun analyséiert och déi Äntwerten, déi Der am PNR drop gitt, wou Der sot, dass a sech de REVIS anescht gestalt ginn ass, an d'Luucht gaangen ass, wou Der sot, dass de soziale Mindestloun an d'Luucht gaangen ass. D'Kommissioun analyséiert awer, dass malgré all deene Moossnamen de Problem nach ëmmer steigt a mer en net a senger Evolution am Grëff hunn. Och do bidden ech, dass mer déi Froen do seriö huelen.

An dat selwecht gëllt fir déi ganz Problematik iwwert de Sans-abrisme, wou d'Kommissioun eis reprochéiert, dass Lëtzebuerg a sech keng richtig Donnéeën do huet, dass een also net eng total Analys vun dem Problem vun deene Leit, déi keng Wunneng hunn, momentan ka maachen an dass mer och sollen esou schnell wéi méiglech eng Evaluatioun vun der Strategie maachen, déi mir an eise Sozialsystem am Fong fir déi Aermste vun den Ärmsten hunn, a wéi mer dat uginn. Mir sinn Demandeur, fir d'Evaluatioun vun där Strategie heibannen ze maachen a fir och ze kucken, wat an enger nationaler Strategie fir d'Sans-abrismen an Zukunft nach anescht/méi, mee haaptsächlech anescht, kéint gemaach ginn.

Ech hunn elo net all déi Problemer an déi Punkten ugeschwat, déi hei den Développement durable respektiv d'Klimapolitik concernéieren, well mer iwwert de Wee vum Klimaplann an den nächste Wochen a Méint nach Zäit hunn, fir dat ze maachen.

Ech géif gären dem Wirtschaftsminister, wann en dat erlaabt, e puer Messagen - en huet am Fong kee Choix, e muss dat elo nolauschteren - mat op de Wee ginn.

Deen éischten, dass ass e ganz einfachen: Kommt, mir féieren déi Diskussiounen hei seriö, wär mäi Message. Kommt, mir halen op dermat, just Schéimolerei ze maachen! Kommt, mir halen op, Froen ze ignoréieren, just e bloen Himmel ze beschreiben! Mir hu ganz vill Stärkten an dësem Land, mee mir hunn awer och eng Rei Schwächen. An d'Kommissioun weist se schonungslos. Kommt, mir huelen déi Analys un! A kommt, mir probéieren, se net ze verstopen! Kommt, mir froen eis einfach: Wéi kënnen mir drop awierken, dass mer se besser kuerz-, laangfristeg a mëttelfristeg an de Grëff kréien?

Mäin zweete Punkt, dass ass, dass dat, wat mer elo brauchen no der Covidkris, a sech e Plan de relance ass. De Minister huet et an engem Artikel virum zwee Deeg oder dräi Deeg e Marshall-plann fir Europa genannt. Ech géif et emol e Plan de relance hei fir Lëtzebuerg nennen. Mir erwaarden och, dass mer an deenen nächste Wochen esou e Plan de relance hei virgeluecht kréien.

Ech verstü ganz gutt, dass fir d'éischt muss d'Analys vun de Moossnamen gemaach ginn, déi Der elo bruecht hutt, fir den Entreprises ze hëllefen, an dass een och an e puer Woche muss d'Analys vun eiser Economie maachen, fir ze wëssen: Wou si mer dann drun? Hate mer vill Faillitten? Sinn eis Betriber derduerchkomm oder net derduerchkomm? A wat fir engem finanziellen Zoustand si se?

An dat hänkt jo warscheinlech och vun de Secteuren of, well Secteure wéi d'Finanzen, wéi de Bau, wéi d'Servicen oder wéi d'Stuppung ganz aner Situatiounen déi eng wéi déi aner erlieven an een dofir eng detailléiert Analys muss maachen, a mer warscheinlech haut nach net prett sinn, fir déi Analys ze maachen a fir e Plan de relance détaillé ze maachen, wou mer kënnen kucken, wat mer Secteur pro Secteur maachen.

Mir brauchen haut, dass hutt Der richtig gesot, e Programme de stabilisation de l'économie. Mee mir brauchen awer duerno evidentereise e Plan de relance, an dee muss a mengen Äen e puer Punkten hunn, op déi ech elo ganz kuerz wëll ugoen.

Dat éischt, dass sinn e puer Wuert iwwert d'Investissemter. Jiddwereen ass d'accord, fir en général ze soen: „Mir müssen déi Investissemter héich halen.“ Jo, mir mussen se héich halen, well d'Entreprisë staatlech Ennerstëtzung an deem Sënn brauchen, dass Aarbechte müssen op Marché kommen an dass se mussen kënnen schaffen. Dat ass evident. Do kritt Der vun eis och absolutt net de Contraire gesot.

Mee erlaabt mer awer elo déi einfach Ausso, fir ze soen: „Ma mir halen 2020 d'Investissemter op 2,85 Milliarden, sou wéi mer se haben“, zwar luewenswäert op där enger Säit ze fannen, mee ech hunn awer eng Rei Problemer, fir elo einfach ze gleewen, dass mer et fäerdgebréngen, fir dat ze maachen, aus deem ganz einfache Grund, well 2020 ee bis zwee Méint d'Chantieren zou waren, well op där anerer Säit jo awer eng Rei Chaîne-d'approvisionne-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

menten, notamment am Bau, guer net méi esou fonctionéieren, wéi se virdu fonctionéiert hunn, well och eng Rei Gemenge sech wäerten iwwerleeën, awéiwäit se déi Investitiounen da mat mander Finanzen nach kënnen elo an Zukunft esou oprechterhalen, ouni selwer a Schwieregkeeten ze kommen, well d'Leit selwer och warscheinlech wäerten hesitéieren, éier se grouss Investissementer maachen, well och Betriber vlächent duerch de Fait, datt mer elo eng ganz Rei Sécherheetsmoosnamen hunn, déi mussen op de Chantieren applizéiert ginn - mat Recht d'ailleurs -, mussen applizéiert ginn, awer un der Produktivitéit vun deene Betriber wäerten en Deel kaschten.

Well mer net esou schnell virukommen, froen ech mech, ob mer déi Investissementer esou an deem Rhythmus, wéi se virgesi sinn, nach kënnen an deenen nächste Jore maachen. Ech hoffen et. Ech si mer däers net sécher.

Dat Zweet ass, datt mer awer mussen, an dat schéngt mer absolut evident ze sinn, d'Prioritéit vun eisen Investissementer eng Kéier de fond en comble iwwerkucken. No där Kris muss mer eng Rei Léieren zéien, muss mer kucken: Wat ass fir eist Land wichteg? Wat muss mer direkt maachen? Wat kënnen mer méi spéit maachen? An et ass a mengen Aen evident, datt de Plan hospitalier nach eng Kéier muss ganz iwwerkuckt ginn an do vlächent aner Prioritéit gemaach ginn oder anescht drun erugaange gëtt. Dat schéngt mer eng absolut Evidenz ze sinn.

Mäin zweete Punkt, an dat, mengen ech, huet den Här Fayot och relativ däitlech gesot, wou iwwer ech och frou sinn, datt ass déi Fro vun der Dekarbonisatioun vun eiser Gesellschaft. Loosse mer dat Ganzt elo erëm ulafen? Ass dee Green Deal, dee vun der Europäescher Kommission esou kloer an däitlech an de Vierdergrond gesat gëtt a quasiment als éischt Prioritéit gesat gëtt, och dat, wat mir eis mussen ... och wann et net ëmmer einfach ass, och wann ee vill Entrepreneuren, Leit muss iwwerzeugen, datt dat prioritär ass, well et jo elo méi einfach ass, erëm direkt esou unzefänken, ass dat awer déi Politik, déi muss gemaach ginn? Déi Diskussioun kreie mer nach am Klimaplann, wa mer iwwer Transport, iwwer Energie, iwwer erneuerbar Energien, mee awer och wa mer iwwer Industrie an Zukunft wäerte schwätzen.

Mäin drëtten Punkt, dat ass dee vun der Digitalisatioun. Mir hunn, an d'Kommission huet dat jo ënnerstrach, eng Rei Schwächen a Stärken, mee besonnesch eng Rei Schwächen hei zu Lëtzebuerg, notamment wat d'Implantatioun vun der Economie a wat d'Implantatioun vun der Digitalisatioun an eiser Economie a bei de Betriber ugeet.

Mir hunn awer elo och an där heiter Kris géleiert, datt am Fong eng Digitalisatioun eng aner Aart a Weis ze liewen, awer och eng aner Aart a Weis ze schaffe méiglech mécht. Do muss een nu wierklech eng Kéier probéieren, d'Leieren draus ze zéien. Dat ass net nëmme den Teletravail, sou wéi mir en heiansdo maachen. Dat ass awer och d'Telemedezinn, dat ass och den Telechat. Och déi ganz Commercerelatiounen ginn anescht. Souguer d'Fonctionéiere vum Parlament duerch Tele- oder Videoparlamentarismus huet sech warscheinlech elo mol geännert. Dat wäert méiglecherweis och Konsequenzen an deenen nächste Méint hunn.

An da mä véierte Punkt, dat ass dee vun der Industrialisatioun an Europa. Mir hu gemierkt, datt mer weing Autonomie hunn, datt eis eng Rei weesentlech Substanzen an Europa feelen an datt mer erëm mussen als Europäer kucken, eng Rei Entrepreneuren, eng Rei Industrien zréckzéieren. Alles dat ass richteg. An all deem ën-

nerstéizen ech eng Regierung, déi dat wëllt maachen. Ech menge just, datt et schwiereg a komplizéiert ass an datt mer eis dann och eng Kéier zu Lëtzebuerg mussen zesammen dohinnersetzen a kucken: Wat si mer da bereet ze maachen?

Well d'Reindustrialisatioun vun eisem Land, eng Rei Pharmabetriber erëm an Europa, op Lëtzebuerg ze kréien, stellt jo och eng Rei aner Froen. Se si jo fortgaangen, well déi Konditiounen an déi Standarden, déi mer gesat hunn, schwiereg ze realiséieren waren. Deelweis kann ech mech souguer erënneren, datt a verschiddene Gemengen oder a verschiddenen anere Länner d'Leit an der Zäit frou waren. Well et Industriellen waren, déi vill Schmotz gemaach hunn, déi ëmweltschiedlech waren, ware se frou, datt se gaange sinn.

Elo hätte mer se gären zréck! Also muss mer eng Diskussioun féieren: Wat si mer da bereet a wéi si mer bereet, déi dote Froen an Zukunft unzegoen?

A mä leschte Punkt, dat ass dee vun der absoluter Noutwendegkeet, fir eng méi konsequent, eng aner Politik vun der Groussregioun ze maachen. Ech fannen, datt se haut mat vill Amateurismus gemaach gëtt, datt se e ganz wichtegen Deel vun enger Affaires-étrangères-Politik ass. An ech mengen och, datt mer se esou mussen upaken, andeem mer eng Prioritéit aus der Groussregioun maachen, well mer liewen an der Groussregioun an ouni Groussregioun kënnen mer an deenen nächste Joren net liewen.

A wann ech vum Här Wirtschaftsminister eppes erwaarden, dann ass et, net laanscht déi Problemer an net laanscht déi Froen ze goen, dann ass et se unzepaken, och wann et schweier ass, net Gottes Waasser iwwer Gottes Land lafen ze loosse, Här Fayot. An ech drécken et express esou aus, well ech mengen, da wier et lech méi einfach, dorobber ze äntweren.

(Hilarité)

Déi Zäiten, déi elo kommen, an domat halen ech op, sinn exceptioneller.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Wiseler, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mäi leschte Saz.

Dir sot dat richteg.

Déi Zäiten, déi elo kommen, sinn exceptioneller. Se si schwiereg, mee all Kris huet och seng positiv Säit. An d'positiv Säit, dat ass, datt een eng Rei Saache muss a Fro stellen, datt ee sech selwer muss a Fro stellen an datt ee vlächent kann d'Chance bei verschiddene Saache vun engem Neufank huelen. Ech wënschen lech et! Ech wënschen eis et! A wann dat Äre Wëllen ass, sidd Der sécher, datt d'CSV an deenen dotten Operatiounen wäert matmaachen.

Ech soen lech Merci.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vilmools, Här Wiseler. D'Regierung huet d'Wuert. De Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir den Debat, dee mer haut hei haten. Ech mengen, dee war indispensabel. An ech muss soen, ech hunn alles nogelauschert an ech fannen och ganz gutt Usätz a vill gemeinsam Punkten an den Analysen. An dat ass gutt esou.

Ech muss nach eng Kéier widderhuelen, dass d'Zuelen, déi mer op de Pabeier bruecht hu fir de Pacte de stabilité et de croissance, dëst Joer vill méi Onsicherheit a sech hu wéi normalerweis. Dat muss een esou akzeptéieren. Ech sinn zwar frou, dass den Här Clement se knackeg fënnt, déi Zifferen. Heiansdo soen d'Leit mer, Zifferen wäere langweilig, mee Zifferen léien eeben net.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Als Wirtschaftsinformatiker ass dat eebe knackeg, Här Gramegna.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Zifferen soen awer ëmmer vill aus.

Ech hu fënnf kleng Punkten.

Ech mengen, de Schlüssel an ee vun de gemeinsamen Uleisesse vun all de Parteien an allen Orateuren ass de Wuesstum. Wat fir ee Wuesstum wëlle mer? A wéi vill Wuesstum kréie mer, packe mer, generéiere mer?

Nun ass et ganz einfach fir ze soen: „Mir brauchen erëm Wuesstum“, well mer elo wëssen, dass mer fir dëst Joer an d'nächst Joer warscheinlech kee méi hunn. Elo seene mer eis dono. Ech mengen, den Här Bauler, deen huet dat a senger Interventioun gutt beschriwwen. Mir hunn eis ee Moment d'Fro gestallt: Brauche mer esou vill Wuesstum?, an esou weider.

Mee ech mengen, mir sinn eis all eens, dass mer Wuesstum brauchen, an e soll nohalteg sinn a qualitativ. Fir dat ze erreechen, brauche mer, an, ech mengen, dat huet all Partei gesot, héich a qualitativ Investissementer. Dat ass jo eng gutt Noriicht. Dorivwer si mer eis jo all eens. Da solle mer eis dat zu Häerz huelen a kucken, awéiwäit sech eis Iddien do verbannen.

Eppes, wou mer eis, mengen ech, och bal all eens sinn, dat ass, dass kee wëllt d'Steieren an d'Luucht setzen. Dat ass och ganz fein. Ech mengen och, dass Steiererhéijungen net eng Äntwert sinn an enger Phas wéi där heiter. Fir den Entrepreneuren elo vlächent ze soen: „Majo kuckt, dass Der erëm ukommt! Kuckt, dass Der erëm Profitter maacht!“, an de Staat géif sech da freeën, méi Steieren ofzescheffelen, géife se net verstoen. Déi meescht géifen eis och soen: „Ech wär iwwerhaapt frou, wann ech erëm kéint ufänke mat schaffen a mech iwwerhaapt iwwer Waasser halen.“

An d'Privatleit ... Ech muss soen, mir hunn alles gemaach, wat raisonnablement méiglech war, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen. An do si mer ee vun de Musterschüler an Europa. Ech mengen, wa mer elo de Chômage partiel kucken, den Här Haagen huet dat gesot, hu mer ee vun deene generéisste Systemer an Europa. Dat ass richteg, mee dat ass eppes, datt kann een natierlech nëmme kuerz- oder mëttelfristeg lafen hunn. De But ass natierlech, dass d'Economie erëm ukënn an dass dem Chômage partiel säin Impakt reduzéiert ka ginn. Also: Investissementer vu Qualitéit, keng Steiererhéijungen.

An dann e Wuert zu Europa an zum Wuesstum. Mir kënnen nëmme Wuesstum hunn, wann Europa sech erkrëtt. Also Lëtzebuerg eleng bréngt dat net fäerdeg. Mir sinn een Deel vun deem Ganzen. Dofir: Och all déi Remarken, déi iwwert de Marché unique gemaach gi sinn, sinn extreem wichteg. A wéi sou oft am Liewen: Wann engem eppes entgeet oder wann d'Schwächte vun eppes op eemol optauchen, an dat ass beim Marché unique elo gewiescht an dëser Kris, da mierkt een, wéi wäertvoll et ass.

Mir hu souguer zu Lëtzebuerg heiansdo d'Tentatioun ze soen: „Kommt, mir maachen hei zou! Kommt, mir passen do op! Kommt, mir favoriséieren eng national Solutioun!“ Mee mir liewen zu Lëtzebuerg vum Marché unique. A soubal deen a Fro gestallt gëtt, dann huet dat immens vill Konsequenze fir eist Land.

E puer Wuert zu Europa, well ech a menger Ried näischt dozou gesot hat, well ech ze vill knackeg Zifferen hat. Mir hunn eis agesat - de Premierminister an och dann ech selwer - um Niveau vum Eurogroup a vum ECOFIN, fir dass mer an dëser Kris net alles duerch de Brëll vum Egoismus kucken. An dofir hu mer déi Mesuren, déi mer dann am Eurogroup schlussendlech zréckbehalen hunn - wat den ESM ubelaangt, 240 Milliarden, déi kënnen ouni Konditiounen géleint ginn, zum engen; d'BEI, déi ka bis zu 200 Milliarde Kautiounen ginn; an drëtens, de SURE, fir e Genre Chômage partiel ze kofinanzéieren an Europa -, alleguerten ënnerstëtz.

Do hu mer jo och e Konsens fonnt an Europa, obwuel et schweier war. Mee Dir wësst jo: Et ass elo eng grouss Diskussioun iwwert de Fonds de relance a wéi dat soll finanzéiert ginn. Dat ass essenziell. Wann Europa aus dëser Kris wëllt eenegermoosse gestärkt erauskommen, muss eis dee Fonds de relance op europäeschem

Niveau geléngen an e muss eis natierlech och zu Lëtzebuerg geléngen.

Mir hunn an deem Kontext d'Coronabonds verdeedegt. Ech stinn dozou. D'Regierung steet dozou. Vill vun lech hunn dat och ënnerstëtz. Ech fannen dat ganz gutt. Mir sinn an enger Situation, wou e Virus all d'Länner attackéiert huet, eis all geschwächt huet. A wa mer et do net fäerdegbréngen, gemeinsam Äntwerten ze fannen op europäeschem Niveau, da froen ech mech, wéini mer dat fäerdegbréngen.

Dat wëllt net heeschen, dass mer alles muss mutualiséieren, dass accumuléiert Scholde vu verschiddene Länner muss mutualiséiert ginn, mee deen Deel vu Schold, deen elo generéiert gëtt vun der Coronakris, woumat mer jo all konfrontéiert sinn, mir zu Lëtzebuerg gesinn dat jo selwer hei an dësen Zifferen vum Stabilitéitspakt, dass een dat do net méi wëllt zesammen europäesch maachen, ass fir mech net nozevollzéien, fir déi Länner, wou dat e groust Thema ass.

An dat bréngt mech och derzou, e Wuert iwwert d'Groussregioun ze soen. Ech mengen, dass mer an dëser Kris gesinn hunn, dass eis Efforten, an dat sinn net nëmme d'Efforte vun dëser Regierung an där viregter, mee vun all deene Regierunge virdrun, fir gutt mat eisen dräi Noperen ze fueren, fundamental sinn. Fundamental!

Dat Allerwichtigst vun eiser Aussepolitik, a mengen Aen, sinn d'Relatiounen mat eisen dräi Nopeschlänner. Well wa mer mat deenen dräi do net eens ginn, da bleift eis Wirtschaft stoen. A mer hu mat Däitschland elo déi gréisste Schwieregkeete gehat wéinst de Grenzschiessungen, déi mer bedauern, wou mer awer fäerdegbruecht hunn, dass de Gros vun de Grenzen opbliwwen ass. Mee ech kann lech soen: Den diplomateschen Effort war riseg! A mir waren do nëmme eng Victime colatérale.

Däitschland wollt d'Grenze mat Frankräich zoumaachen. A fir ze evitéieren, dass d'Fransosen iwwer Lëtzebuerg an Däitschland géife fueren, da ginn alt d'Grenze mat Lëtzebuerg och zougemaach. Do muss ee sech emol virstellen, wéi fragill dass dat Ganzt ass. An dann ass dat Ganzt opgebaut op perséinleche Relatiounen vu Ministeren, Premierministeren, wou een dat da lues a lues desamorciéiert kritt. Mee do gesäit een, wéi fragill dass dat alles ass!

Mat der Belsch a mat Frankräich hate mer keng Problemer, wat d'Grenzen ubelaangt, awer ganz vill Dialog. An ech mengen, de Fait, dass mer Patienten aus Frankräich geholl hunn, ass héich appreciéiert ginn. Et ass gutt, dass Lëtzebuerg dat gemaach huet. An ech kéint mer virstellen, dass, obwuel ech elo keng Informatiounen dozou hunn, eis franséisch Kollege jo nach net duerch de Bësch sinn, wat dës sanitär Kris ubelaangt. Wa mer do weider kënnen hëllefen, solle mer dat nëmme maachen.

Ech géif soen, dass mer reciproquement vun eisen dräi Nopeschlänner, wat den Teletravail ubelaangt, jo eng positiv Äntwert kruten. Ech hunn zwee Deeg, nodeem d'Coronakris an den État de crise dekretéiert gi waren, vun alleguer de Patronatsfederatiounen, Associatiounen, Chambre-professionellen a vun de Syndikater gesot kritt: „Mir mussen onbedéngt mat eisen dräi Nopeschlänner do eppes vereinbaren, wat den Teletravail ubelaangt. Mir mussen d'Leit protegéieren. Et ass wichteg fir d'Gesondheet. Mir mussen dat hirkéieren. Dir musst dat froen!“ „Jo“, sot ech, „ech froen dat.“ Ech hunn dat gefrot. Ech hunn hinnen all perséinlech geschriwwen, ugeruff an esou weider. Mee mir haten null legaalt Argument, fir dat ze kréien. Null Argument hate mer!

Mir hunn et awer kritt. Firwat hu mer et kritt? Net well mer schéin Aen hunn. Zwou Saachen:

Well mer mat deene Länner wirtschaftlech ganz staark verbonne sinn - an dat sinn natierlech och Electuren op där anerer Säit -, mee awer och, well mer ganz gutt Relatiounen mat deene Länner hunn a well mer hinnen entgéintkommen op ville Saachen. An dass mer dat dann an deenen dräi Länner kruten, ass, mengen ech, en Zeechen, dass, loosse mer soen, d'Grande Région awer relativ gutt fonctionéiert. Dat wëllt net heeschen, dass dat net kéint verbessert ginn.

Mee wann een awer kuckt, wien d'Antagonisten an Europa waren an dëser Kris, da muss ee soen: Wann een e Frënd vun Europa ass, an dat si jo déi meescht heibannen, kann een nëmme traureg gestëmmt sinn, well do ass ganz vill, wat hätt kënnen zesumme gemaach ginn, wat net geschitt ass.

Mäin zweete Punkt ass de Filet social an d'Solidaritéit zu Lëtzebuerg. Ech mengen, dat gëtt

ganz groussgeschriwwen an deem Land an dat hu mer bewiese mat all de Mesuren, déi mer geholl hunn. Wat de Chômage partiel ubelaangt fir déi Leit, déi de Mindestloun hunn, déi kréien 100 % an net 80 %. Dat hu mer an der Kris decidéiert. Mir hu virun net laanger Zäit de Mindestloun ëm 100 Euro eropgesat. Mir sinn eis bewosst, dass den Écart de pauvreté wiisst. Do gétt et vill Erklärungen derfir, mee d'Regierung huet dat ganz kloer um Radar. An et ass och dat, wat den Zesammenhalt vun eiser Gesellschaft mécht. A mir wäerten dat weider ganz genau kucken.

Mäin drëtter Punkt ass zu eiser Finanzlag. Dir wäert jo gemierkt hunn, ech hunn net immens vill insistéiert, wéi gutt oder wéi positiv eis Finanzlag ass. Ech mengen, se ass faktuell gutt. Dat seet jo all Ratingagence. Et huet kee Wäert, dat wëlle méi schéinzerieden, wéi et ass, mee et huet awer och kee Sënn, et wëllen ze schmälere. Kommt, mir kucken dat realistesch, well mer eng Verschuldung hunn, déi nach ëmmer 30 % ass, souwuel d'Joer wéi d'nächst Joer! Sou ass eis Ausgangspositioun vill besser wéi an deene meeschten europäesch Länner.

Kommt, mir si frou doriwwer! Mir brauchen dat net an d'Welt posaunen ze goen, mee dat gétt eis eng Marge de manœuvre. A wa mer da kënne léine goen zu engem negativen Taux, dann ass dat genau dat, wat mer elo an enger plötzlecher Kris brauchen, déi eis an e puer Méint Milliarde kascht. Dat ka jo kee Staat stemmen! An dat kann een nëmmen iwwer Emprunt maachen. Da kann een natierlech frou sinn, wann een da keng Zënse brauch ze bezuelen, wat d'Resultat ass, dass mer eng gesund Situatioun hunn, déi unerkannt ass. Soss wär dat jo net de Fall.

Mäi véierte Punkt ass iwwert de Stabiliséierungsplan en général. Ech hunn am Fong geholl net vill Kriticken doriwwer héieren. Ech hunn heiansdo téschent den Zeilen héieren, et wäert net duergoen. Ech hunn emol Nuancen héieren, et hätt een et och kënne liicht anescht maachen. Jo, dat ass alles bestëmmt richteg, mee mir sinn hei an enger incroyabler Urgenz. Ech muss lech soen, am Conseil de Gouvernement hu mer all Sëtzung téschent dräi a fënnel nei Reegelen, déi mer mussen decidéieren, déi mer mussen adaptéieren, well mer eppes iwwert d'Krankheet gesot kritt hunn, d'lescht Woch war et rouet, an dann eng Woch duerno ass et gréng oder blo oder schwaarz oder orange.

An da muss een d'Reegelen änneren. An do ass en fait ganz schlecht gestalt, well ee muss an der Urgenz handeln. Dofir: Verständnis vun Ärer Säit, dass een do och net ka breet consultéieren! Mir sinn nach am État de crise dran. An da muss een Decisiounen huelen, an herno muss een och natierlech fir déi riichtstoen. Ech mengen, dass eise Stabiliséierungsplan, 10,4 Milliarden, ganz kredibel ass. An ech mengen, dass nach weider muss, ech géif soen, affinéiert ginn, well mir kommen elo an eng nei Phas. Mir kommen elo an d'Phas vun der Sortie vun der Crise sanitaire, Sortie vum Lockdown.

Dat heescht, d'Geschäfte ginn erëm op, et ass jo elo annoncéiert ginn. An da muss ee kucken, wéi d'Ekonomie reagiert. Ech mengen, et ass den Här Wiseler, deen dat ganz gutt zum Schluss beschriwwen huet, andeem en zu Recht gesot huet: „Jo, do muss een elo mol kucken: Wéi kommen déi verschidde Branchen, déi verschidde Secteuren aus der Kris eraus?“ An op där Basis kann een ufänken, Strategien opzebauen. Et ass schwéier, elo eng Exitstrategie ze molen, ouni ze wëssen, wat an deene verschidde Secteure geschitt.

Mir wëssen, dass Verschiddener méi wäerte leiden. A Frankräich huet zum Beispill de Bruno Le Maire gëschter gesot ... do hu se dräi Secteuren individualiséiert: den Tourismus, d'Automobilindustrie an den Aeronautique. Dat sinn déi dräi Secteuren, vun deene se a Frankräich géife mengen, dass se am meeschte Schwierigkeete kréien.

Mir wëssen och zu Lëtzebuerg: Den Tourismus an den Horeca, deen domat verbonnen ass, si ganz, ganz schwéier betraff, well och déi nächst Saison ganz schwéier an hypothekéiert ass. A mir wëssen, dass all d'Acteuren aus der Kultur an déi, déi do ronderëm sinn, nach weider wäerte leiden, well mer jo net kënne grouss Rassemblement maachen. Dat sinn zwee evident, mee ech mengen, et muss een och kënne do Nuancen erabréngen a kucken, wéi séier deen een oder deen anere Secteur erëm op seng Féiss kennt.

An zum Schluss géif ech lech soen: Jo, den Dialog fannen ech extreem wichteg. Ech stinn zur

Verfügung fir den Dialog mat all deene vun lech, déi dat gäre géife maachen, well kee Mënsch huet d'Glaskugel. Jiddereen vun eis huet en Deel vun de Léisungen, déi mer brauchen. An ech ginn op jidde Fall gestärkt aus deem Dialog eraus, dee mer elo haut haten, deen ech elo ganz gutt fonnt hunn. An op där Basis ass meng Dier fir jiddweree vun lech ëmmer op.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Finanzminister. An elo wier et dann um Här Wirtschaftsminister Franz Fayot, fir de Relais ze iwwerhuelen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Léif Deputéiert, ech géif fir d'éischt alleguerten de Riedner gäre Merci soe fir hir Interventiounen, fir deesen interessanten Debat.

Trotz dem Pierre Gramegna senge knackegen Zuelen ass awer och vill iwwert de PNR geschwat ginn an iwwert d'Prosa an deem PNR, déi vu Verschiddenen hei opgegraff ginn ass. An ech géif gär op verschidde Riedner agoen an op déi Punkten, déi se gemaach hunn, déi ech mer all notéiert hunn a bei deenen et, mengen ech, interessant wär, fir e bëssen drop ze reagéieren.

Fir d'éischt: Den André Bauler war natierlech wéi ëmmer mat senger üblecher Poesie an awer och Präzisioun ganz interessant.

(**Brouhaha**)

► **M. André Bauler (DP).** - Här Fayot, ech hunn net gereimt, ech kann lech berouegen!

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Voilà! De Claude Haagen huet eppes zum Teletravail gesot. En huet gesot, dass een en fait an Zukunft misst den Teletravail besser encadréieren, steierlech, mee awer och reglementaire. Ech mengen, wat evident ass, dat ass, dass den Teletravail am Kader vun dëser Kris seng Preuvé gemaach huet. An der Recherche géif ee soen, dass de „proof of concept“ concluant war an dass mer dat u sech kënne méi large deployéieren. An ech sinn do effektiv ganz bei lech.

Ech wëll lech och soen, dass mer als Regierung decidéiert hunn, eebe justement do Efforten ze maachen, fir den Teletravail méi staark ze verankeren. Dir wësst, dass elo an där zweeter Phas vum Deconfinement och d'Recommandatioun erauskomm ass, fir nach mam Teletravail weiderzefueren, souwuel am Privatsecteur wéi och bei den Administratiounen, souwäit dat méiglech ass. Also wäerte mer dat an Zukunft nach méi encouragéieren.

Dozou gehéiert effektiv eng Diskussioun mat eisen Nopeschlänner, insbesonnesch fir ze kucken, wéi mer dat steierlech hikiréien. Et ass natierlech och eng Diskussioun iwwert de reglementaire Kader. Mee et ass wierklech eng Volontéit vun der Regierung, fir dat weiderzibréngen.

Dir hutt och e Punkt gemaach zu der digitaler Strategie an insbesonnesch och iwwert d'Iddien an der Etüd iwwert d'Troisième révolution industrielle. An dat bréngt mech och zu deem, wat de Sven Clement gesot huet, dee gesot huet - an ech si ganz d'accord domadder -, dass mer wierklech mussen kucken, dass mer déi Iddien aus dem Rapport iwwert d'drëtt industriell Revolution, aus der Rifkin-Analyse, mussen weiderlieden doen. Dir hutt Recht, déi sinn effektiv elo zwee, dräi Joer al. Do sinn eng Partie Pilotprojeten, déi ugelaft sinn.

Et sinn eng Rei Saachen, déi do realiséiert ginn, mee mir mussen déi Iddien effektiv nach verdéieren. Mir mussen se weiderbréngen. Mir mussen se aktualiséieren. An do sinn ech ganz determinéiert, fir dat ze maachen, well ech mengen effektiv, dass dat Iddie sinn, déi eis kënne weiderbréngen an där digitaler ekologescher Transitioun. Do sti ganz vill interessant Saachen dran, déi mer kënne benotzen an dëser Zäit vun Transitioun och eraus aus dëser Coronakris.

De François Benoy huet och eng Rei wierklech interessant Punkte gemaach, mat deenen ech grosso modo wierklech ganz d'accord sinn. Ech mengen wierklech, dass dat heiten eng Opportunitéit ass, fir u sech déi Transitioun hinzukréien, déi mer wëllen. Dat heescht, déi Transitioun zu enger méi nohalteger, ekologescher Gesellschaft.

Et huet een Ekonomist gesot: „Et ass en fait eng „once in a lifetime“-Opportunitéit“, well dee Volume vun Investissementen, deen elo aus Europa kennt, mee och aus de Länner, fir eis Infrastrukturen ze änneren, fir d'Innovatioun ze férdere, ass unique. Dat ass comparabel zu engem Effort d'après guerre. An ech mengen, et sollt een dat wierklech benotzen, fir all déi Saachen ze maachen, déi Der beschriwwen hutt: eis Infrastrukturen ze moderniséieren, vläicht nei Prioritéiten ze setzen, ze kucken,

dass mer weiderkommen am Klimaschutz, an all deene Beräicher, déi Der beschriwwen hutt. Ech sinn domadder ganz averstanen.

De Roy Reding huet och eng Ried gehal, déi mech interpelléiert huet. An, Här Reding, et deet mer leed, ech wëll mech entschëllege fir meng Interjectioun; dat mécht sech net an dat seet sech net. Ech wëll lech awer trotzdem um Fong soen, dass ech der Meinung sinn: Wann eng Politik entzaubert ginn ass am Kader vun deem Coronavirus, dann ass et déi ultra-liberal, déi libertär Politik, déi Dir an Ärer Ried verdeedegt hutt.

Keng Scholden, e schlanke Staat, keng Steieren: Dovunner kann een d'Resultater justement an Amerika bewonneren, wou d'Leit en masse stierwen an där sanitärer Kris, wou kee soziaalt Safety Net, kee Gesondheits-Safety-Net, guer näischt ass, a wou mer haut e Chômage hu vu 26 Millione Leit, déi direkt an de Chômage fléien no knapps zwee Méint Confinement. Dat ass d'Resultat vun där Politik, déi Dir haut hei op dëser Tribün verdeedegt hutt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Den Här Baum, e bëssen an deem aneren Extrem, fënnt natierlech net vill Guddes un deem PNR. Dat heescht, dat hänkt domadder zesammen, dass en eeben effektiv aus deem Reegelerwerk erauskënn, wat Dir als Austeritéitsregele per se definéiert. An dofir kënnt Der natierlech näischt un deem PNR do fanen. Ech verstinn dat an Ärer Logik.

Ech hunn lech gesot, dass dee Präambel eng Tentative war, fir en Outlook ze maachen, fir effektiv no vir ze kucken. Et ass evident, dass dat sech net am ganze Kierper vun Dokument erëmfënnt. Mir hunn d'Coronaviruskris an der Introduktioun behandelt. Mir hunn déi Mesuren effektiv opgeléicht, déi mer am Kader vum Stabiliséierungsplan geholl hunn.

Mee et ass evident, dass dat ganz Dokument u sech net déi Reflexioun ronderëm de Covid-19 an hir Repercussiounen och op d'Ekonomie an och op d'zukünfteg Relance ka reflektéieren, aus deem ganz einfache Grond - an dat ass dann och direkt eng Antwort op ee Punkt, deen de Claude Wiseler gemaach huet -, well mer dat alles nach net wëssen. Dat ass Work in progress, dat si Reflexiounen, déi mer elo amgaange sinn ze maachen a wou mer effektiv, an déi Invitatioun géif ech gären u jiddwereen heibanne maachen, alleguerten zesumme gefuerdert sinn, fir zesammen eis Ekonomie, eis Wirtschaft an och eis Gesellschaft fit ze maache fir d'Zäit no dem Covid-19.

Et ass evident, dass dat sech net hei erëmfënnt. Mee ech hu probéiert, eng Partie Jalonen hei ze setzen, eng Partie Iddien ze lancéieren. An ech si frou, dass ech déi erëmfonnt hunn an de Kontributiounen vu bal alle Riedner, och vum Claude Wiseler. Ech gi just awer trotzdem nach e bëssen an e puer Minutten dorobber méi an.

De Marc Baum sot a sengen dräi Punkten, dass ee muss d'Kafkraaft stärke vun de Leit. Domat sinn ech ganz d'accord. Ech hunn och den Avis vun der Chambre des Saliés gelies. An do sinn eng ganz Rei Punkten, mat deenen ech komplett averstane sinn. Ech sinn och gradesou averstanen, dass déi heite Kris net dierf ausgedroe ginn (veuillez lire: net dierf un Réck vun deene klänge Leit ausgedroe ginn) an dass hei net déi kleng Leit dierfen derfir blechen. Dat kann net sinn! Dat ass effektiv vläicht eng Lektio, déi mer mussen aus vergaangene Krisen zéien. A fir mech ass et ganz evident, dass dat net dierf hei no der Covid-19-Kris geschéien.

Dem Sven Clement hunn ech elo geäntwert op sengem Punkt mam Rifkin. En huet en interessante Punkt gemaach, wat d'Ännerung vun der Aarbechtswelt ugeet. E sot, et wäerten eng Partie Bullshit Jobs verschwannen. Dat ass effektiv héchstwahrscheinlech wouer. D'Aarbechtswelt wäert sech veränneren. Et gesäit een elo scho mat der Digitaliséierung, mat der artifizieller Intelligenz, dass eng ganz Rei vun Aarbechte wäerte robotiséiert ginn.

Wat ech interessant fannen un där Covid-Kris, dat ass, dass et eng Reappreciatioun ginn ass vun enger Partie Aarbechten, vun enger Partie Professionen. Mir hunn an dëser Kris, wat wierklech wichteg ass, gesinn, wat fir eng Professione méi Wäertschätzung verdéngt wéi dat, wat se virdru kruten. Dat sinn d'Professions de santé, dat sinn d'Infirmieren, d'Dokteren, mee dat sinn och an der Education déi ganz Beruffer, all d'Enseignanten, déi iwwer Internet, och iwwer Teletravail geschafft hunn. Mee dat ass och de Bäcker, de Metzler, d'Vendeuren, all déi Leit, d'Hygiëne, d'Pompjeeën, d'Police an eng ganz Rei Jobben, déi hei an dëser Kris reevaluéiert goufen.

Da schlussendlech zum Claude Wiseler. De Claude Wiseler huet hei eng ... Et ass déi éischte Kéier, mengen ech, dass ech hei an der

Chamber esou eng passionéiert Ried zum PNR héieren.

(**Interruptions**)

Bon, ech war jo fënnel, sechs Joer selwer an der Chamber. Mir hate jo all Joer eng Saison vum Semestre européen, wou mer dann ... Bon, meeschtens ass dat zesumme komm mam État de la nation. De PNR ass effektiv ëmmer e bëssen ennergaangen. Dat war, wéi Der selwer sot a wéi ech och selwer sot a meng erëschter Ried, am Fong ëmmer éischer esou en administratiivt Dokument, esou e Katalog vu Mesuren, déi zesummegeschriwwen gi si vu verschiddene Ministären.

Effektiv, wéi Der richteg sot: Vu Joer zu Joer huet dat sech ganz staark geglach. An ech hu jo och gesot, dass ech dat gäre géif änneren. Ech bieden dann awer em e bësse Verständnis, dass ech dat a mengen éischen dräi Méint nach net an där Grëndlechkeet gemaacht hunn, mee ech hunn effektiv wëlles, dat an Zukunft ze maachen, fir dat Dokument hei ze benotzen, fir no vir ze kucken, fir eng Diskussioun hei ze kréien iwwert d'Zukunft, an da jo, vläicht dann och méi grëndlech a méi seriö, op eng Partie Saachen anzegoen.

Bei den Ziler, do sinn ech ganz bei lech. Ech hunn dat jo selwer gesot. Mir hunn eng Rei Ziler net erreecht, déi mer eis selwer gesot hunn - gutt - virun zéng Joer. Do gétt et eng Rei Grënn derfir, déi Dir, mengen ech, och zum Deel kennt, notamment an der Recherche et développement.

Dat huet domadder ze dinn, dass mer awer trotzdem e Land si mat engem ganz staarken Secteur tertiaire. Et sinn och eng Rei Investissementen an d'R&D, déi net méi gemaach ginn, déi mer eis net komplett kënne erklären, déi mer vläicht kéinten dorobber zréckféieren, dass zum Beispill am Banksecteur verschidden Efforten net méi als Recherche ausgewise ginn, déi et vläicht soss nach waren. Mee wéi gesot, do hu mer keng 100%eg Erklärung derfir.

Dir hutt gefrot, wou de Projet HPC drun ass. Dat ass e Projet, deen extreem wichteg ass fir eis Digitalisierungsstrategie. Dat ass kruzial an dat ass fir de Moment ... Dir wësst, dass dee Projet zu Biisse gebaut gétt bei LuxProvide. Do sinn d'Soumissionen erausgaangen an do wäert deemnächst téschent zwee Kandidaten ee selektionéiert ginn, an da geet dat och relativ schéizeg virun.

Ech hunn Är Messagen all héieren an notéiert. Ech si scho virun drop agaang. Wéi gesot, mat enger ganz Rei vun deene Messagen sinn ech komplett en phase. A souwuel wat d'Dekarboniséierung ugeet, wéi d'Digitaliséierung, wéi och déi Reindustrialiséierungspolitik, wéi och d'Groussregiounspolitik, mat all deem sinn ech komplett d'accord.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Fayot, erlaabt Der, datt den Här Galles lech eng Fro stellt?

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Jo.

► **M. Paul Galles (CSV).** - Wann Der erlaabt, Här President, ech loosse den Här Minister gäre fäerdeg schwätzen, da stellen ech se zum Schluss.

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Ech mengen, Här Wiseler, wat Der sot als Konklusioun, dat huet de Winston Churchill och gesot nom Zweete Weltkrich: „Never let a good crisis go to waste.“ Dat war och an enger Zäit vun Opbau, vu Reconstructioun. An ech mengen effektiv, dass mer eis dat alleguerten zesumme sollten zu Häerz huelen an dës Kris, esou schrecklech se och ass, net komplett vergoe loosse, mee kucken, dass mer dat kënne retten an do hëlfe, wou mer kënne, mee zur gläicher Zäit dat heite benotzen als e Catalyseur, als en Accélérateur vun enger Dynamik, vun enger Evolutioun, an där mer dra sinn, an dat dann och esou ausspillen. Voilà!

Här Galles? Pardon, Här President.

(**Hilarité**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Galles, wannechgelift.

► **M. Paul Galles (CSV).** - Jo, merci, Här President. Merci, Här Minister. Ech knäppen un un Ärem Luef fir d'Passioniertheet vun der Ried vum Claude Wiseler. An ech wëll doropshin elo nach dräi Froe lassginn, vun deenen ech fannen, dass se ganz wichteg sinn, well dat, wat jo un där Ried interessant ass, an déi Passioun, ass jo, well an där Ried Visiounen dra waren. An ech mengen, et ass eng vun deene wichtegsten Aufgabe vun eis Politiker a Politikerinnen, grad an enger Zäit wéi där heiter u Visiounen ze schaffen, wéi et ka weidergoen. An och a villen anere Riede ware jo esou Usätz vu Visiounen. Ech fannen, et ass eng fundamentale Eier an Aufgab vun eis.

An doraus ergëtt sech eng éischt Fro fir mech. An ech hat dat och schonn an der Kommissioun monéiert. Ech fannen, et däerf net sinn, dass mir déi Dokumenter 23 Minutte virum Ufank vun der Kommissioun kréien. Wann ech als Politiker soll driwwer nodenken, wat fir eng Visioun sech doraus kënnen erginn, da brauch ech méi Zäit fir ze liesen an driwwer nozedenken.

Ech verstinn, dass de Statec dat zu engem gewëssene Moment liwwert. Ech hu kee Problem dermat, nach een Dag méi laang ze waarden, bis mer d'Kommissiounssëtzung hunn, mee ech hätt awer gären Zäit, fir kënnen driwwer nozedenken an drop ze schaffen. Dat ass meng éischt Fro, ob et an nächster Zukunft méiglech ass, dat ze änneren.

Déi zweet Fro. Ech schlëssen och un dat un, wat de Kolleg François Benoy gesot huet, dee ganz genau weess, dass ech em ëmmer ganz opmierksam a ganz gären nolauschten, well och hien eng Rei Visiounen entwéckelt huet. An en huet dee Rapport vun der internationaler Energieagence erwänt. An déi schreift - ech kennen dee Rapport - vun den 8 % vum De-crease vun den Treibhauseffekter (veuillez lire: Treibhausgaser). An dee schreift zum Schluss am Rapport: "Governments can learn from that experience by putting clean energy technologies - renewables, efficiency, batteries, hydrogen and carbon capture - at the heart of their plans for economic recovery."

Wa mer dee Rapport schonn erwänen, da froen ech, wou am Plang vum „economic recovery“ zu Lëtzebuerg déi doten Theemen elo virkommen. Wa mer iwwer ekonomesch Neiorientierung schwätzen, wou kommen do elo déi ekologesch Theemen dra vir?

An elo kënn Der mer natierlech soen, dat misst eigentlech den nationale Klima- an Energieplang sinn. An am PNR gëtt monéiert, dass mir eise PNEC ze spéit ageschéckt hunn an dass dofir keng Saache kënnen an deem Rapport vun der europäescher Kommissioun drastoen an dass en net kann dorop agoen. Wou sinn déi Plazen, wou déi Saache verbonne ginn, Ekologie an Ekonomie? Dat ass meng zweet Fro.

An déi drëtt Fro: Dir selwer, Här Minister, dat hunn ech ganz appreciéiert an ech hunn lech dat och schonn dobausse gesot, hutt selwer scho virdrun eng Rei Theemen, Visiounen bruecht bei Arer Ufanksried: Gesondheetsystem, Digitaliséierung, ekologesch Transitioun, Chaîne de valeur, Bannemaart. Mir fällt op, dass bei all deene villen Iddien, déi mer am Moment hunn, mer selten eng Iddi an d'A spréngt, déi probéiert, transversal alles mateneen ze kucken. An ech mengen, eng Iddi, een Usaz, deen transversal iwwerall erëm virkënn, ass d'Theema vun den Ongläichheeten.

An ech wëll lech, Här Minister, froen, ob Der lech kënn virstellen, dat als en transversaal Theema ze huelen, elo wann et drëms geet, Visiounen ze entwéckelen. Well déi Ongläichheet, déi kënn am Theema vum Gesondheetsystem vir - oft prekär Plazen - se kënn am Theema vun der Digitaliséierung vir, wou Leit wéinst den Ongläichheeten net kënnen esou matschaffen a matkomme wéi anerer. A bei der ekologescher Transitioun kënn se eréischt richtig vir. An der Educatioun kënn et vir. An all deenen Theeme kënn ëmmer erëm d'Ongläichheet vir.

Ech géif mer wënschen, dass mer endlech op dee Punkt kommen, wa mer iwwer d'Zukunft, wa mer iwwer Visioun schwätzen, dass mer d'Theema Ongläichheeten huelen als transversaal Theema, fir dëst Land erëm zesammenzeféieren an eng Visioun ze entwéckelen, déi eis alleguer betréift.

An ech wëll de Minister natierlech gären, well ech mat enger Fro jo muss enden, wann ech d'Reglement richtig verstinn, froen, ob e mer domat géif Recht ginn.

Merci villmools.

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Galles. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister.

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Okay, da brauch ech en fait just Jo oder Nee ze soen.

Zu deem éischte Punkt wëll ech lech just soen, dass mer dat Dokument do am Fong all Joers an där Saison vum Semestre européen eréischt relativ kuerz virdrü kréien, souwuel de PSC wéi de PNR. Et ass effektiv esou - dat huet mam Kalendarer ze dinn -: Bis Enn Abrëll muss dat era-gehen. An et ass effektiv esou. Well déi Zuelen eréischt relativ zum leschte Moment kommen, ass mäi Souvenir, dass mer dat Dokument bal all Joers och als Deputéiert eréischt ganz um leschte Stéppel kruten, an heiansdo souguer eréischt an der Kommissioun; wa mäi Souvenir do richtig ass.

Sommaire des séances publiques n^{os} 30, 31 et 32

30^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 449
Discours de M. le Président	p. 449
Communications	p. 449-450
7549 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les baux à loyer dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19	
7551 - Proposition de loi portant suspension pendant la durée de l'état de crise des loyers relatifs aux baux commerciaux et à usage professionnel et modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu	
7552 - Proposition de loi ayant pour objet de déclarer irrecevables pendant la durée de l'état de crise et les deux mois qui suivent, les demandes en faillite sur assignation à l'égard des entreprises en difficultés financières en raison de la pandémie du Covid-19	
7553 - Proposition de loi portant introduction d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur des microentreprises et indépendants dans le cadre de la pandémie du Covid-19	
7554 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu	
7556 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les contrats de crédits à la consommation dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19 (Déclarations de recevabilité)	p. 450
Ordre du jour	p. 450
Dépôt de quatre motions par Mme Martine Hansen	p. 450-451
Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen	p. 451
Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif, suivie d'un débat	p. 451-461
Motion de Mme Martine Hansen relative à l'instauration d'une cellule de crise au sein du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs rassemblant ministère, administrations et acteurs clés du secteur agricole	p. 461-462
Motion de Mme Martine Hansen relative à l'invitation adressée au Gouvernement à considérer les primes versées aux salariés pendant la crise sanitaire Covid-19 comme des revenus extraordinaires	p. 462
Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise en place d'une prime spéciale unique accordée aux prestataires de soins engagés dans la lutte contre la pandémie Covid-19	p. 462-463
Motion de Mme Martine Hansen relative à la prise de toutes les initiatives nécessaires pour permettre aux patients mourants d'être dignement accompagnés en leur fin de vie	p. 463
Motion de M. Jeff Engelen relative au soutien complémentaire des acteurs du monde agricole	p. 463
Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la stratégie de déconfinement progressif (suite)	p. 463-464
Dépôt d'une motion par M. Roy Reding	p. 464
7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19	p. 464
7550 - Projet de loi portant report des dates limites relatives à l'exercice comptable 2019, telles que prévues aux articles 12 et 16 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques pour la durée de l'état de crise	p. 464-465
7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 (suite)	p. 465
7546 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 1 ^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel	p. 465-468

31^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 469
Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden	p. 469
7545 - Projet de loi visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19	p. 469-479
Motion de M. Jeff Engelen au sujet de l'étude sur les raisons pour lesquelles les Luxembourgeois se sont établis dans les pays limitrophes	p. 479-480
Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten	p. 480-481
Motion de M. Yves Cruchten relative à la défense des valeurs fondamentales de l'Union européenne et au suivi de la situation en Hongrie	p. 481-484

32^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 484
Communications	p. 484-485
7564 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (Déclaration de recevabilité)	p. 485
Changement de composition d'une commission parlementaire	p. 485
Ordre du jour	p. 485-486
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Léon Gloden	p. 487
Débat sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR)	p. 487-501

Dat heescht, dat ass elo keng ganz exzeptionell Situatioun. Ass dat ideal? Nee, natierlech net. Mee mäi Souvenir ass, dass dat am Fong nach bal all Joer esou war.

Zu deem zweete Punkt mat der Ekologie. Bon, Dir frot, wou dat sech zréckfënn an eisem Plan de relance. Bon, engersäits sinn déi Iddien natierlech am Klimaplant mat dran, dee jo elo deemnächst finaliséiert gëtt, wou d'Consultatiounen elo ofgeschloss sinn. Et fënn sech och am Plan national pour un développement durable zréck. An et ass eeben een Axe prioritaire vun eiser Politique de relance, wa mer elo eeben an déi Phas no der Kris vum Covid kommen.

En tant que tel fir de Moment fannt Der et direkt a kengem Dokument zréck, mee ech kann lech versécheren, dass et eng grous Prioritéit vun der Regierung ass fir dës Sortie de crise. Et ass schonn e puermol gesot ginn: Mir maache gär eng Relance baséierend op deem Green Deal am europäesche Kontext, mee awer och am Lëtzebuurger Kontext.

Zu deem drëtte Punkt mat den Ongläichheeten. Ech hunn lech dat och schonn an der Kommissioun gesot: Dat ass eppes, wat mir natierlech extreem wichteg ass, a menger Partei och, mee awer, mengen ech, och doriwwer eraus där ganzer Regierung. D'Ongläichheeten zu Lëtzebuerg sinn eppes, wat et gëtt. Et ass och de Mëtte gesot ginn: Mir hunn effektiv en Aarmutsrisiko, deen awer trotzdeem an d'Luucht gaangen ass. Bon, do gëtt et eng Partie Explikatiounen derfir. De Logementsmaart, deen de Mëtten e puermol ugeschwat ginn ass, ass sécher eng dovun.

Mee ech mengen trotzdeem, dass mer als Lëtzebuerg nach relativ, ech géif soen, gutt ewechkommen, och aus esou enger Kris, an dass d'Aarmut manner schnell an d'Luucht geet, obwuel mer vill Chômage kréien. Dat huet och mat eisen Transfert-socialen ze dinn. Dat huet trotzdeem mat engem ganz staarke soziale Safety Net ze dinn, wat mer an deem Land hunn.

Ass dat ideal? Nee, sécher net! Et ka sécher alles nach verbessert ginn, mee ech kann lech versécheren, dass mer an dëser Regierung elo scho ganz vill duerch de Brëll vun den Ongläichheete kucken.

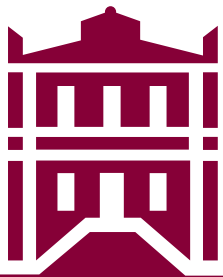
Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Domat si mer och um Schluss vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Muer kënn d'Chamber um zwou Auer nees zesommen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 19.19 heures.)



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1811	Léon Gloden, Octavie Modert	Société à responsabilité limitée simplifiée
1832	Dan Biancalana	Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales
1871	Mars Di Bartolomeo	Structures d'accueil pour enfants
1992	Carlo Back, François Benoy	Bornes de charge publiques
1998	Josée Lorsché, François Benoy	Premiers secours
2001	Yves Cruchten, Georges Engel	Bornes de recharge pour véhicules électriques
2009	Fernand Kartheiser	Déboisement tardif et conséquences pour le sol
2040	Françoise Hetto-Gaasch	Points de collecte de déchets de verdure
2046	Diane Adehm	Accès aux Archives nationales à des fins de recherche
2048	Martine Hansen	Homeschooling
2049	Martine Hansen, Paul Galles	Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC)
2050	Léon Gloden	Soumissions publiques
2056	Gusty Graas	Nouvelle pollution du ruisseau Chiers
2058	Max Hahn, André Bauler	Logements pour jeunes
2062	Jean-Marie Halsdorf	Aides financières pour les véhicules à zéro ou à faibles émissions de CO ₂ dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2063	Martine Hansen	Réouverture progressive des classes
2076	Max Hahn, André Bauler	Décharge illégale dans la réserve naturelle de l'Our
2079	Fernand Kartheiser	Déplacements à l'étranger dans le cadre du confinement
2523 urgente	Martine Hansen	Classement du Luxembourg comme « pays à risque »
2557 urgente	Françoise Hetto-Gaasch	Annulation de rendez-vous médicaux à cause de la pandémie de la Covid-19
2580 urgente	Paul Galles	Ligne d'assistance téléphonique mise en place dans le cadre des invitations aux tests à grande échelle de dépistage du Covid-19
2602 urgente	Françoise Hetto-Gaasch	Aides financières pour les centres de formation privés non conventionnés dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2609 urgente	Martine Hansen, Georges Mischo	Méthode du « pooling » dans le cadre du dépistage à grande échelle de la Covid-19
2614 urgente	Françoise Hetto-Gaasch	Cas de la Covid-19 dans des colonies de vacances
2626 urgente	Marc Goergen	Explosion à Beyrouth
2683 urgente	Marc Goergen	Situation politique au Mali et au Sahel
2684 urgente	Marc Goergen, Sven Clement	Sécurité des soldats luxembourgeois au Mali
2689 urgente	Paul Galles	Situation politique au Mali et au Sahel
2699 urgente	Gilles Baum	Classement du Luxembourg comme pays à risque élevé en Suisse
2740 urgente	Sven Clement	Stratégie de test de dépistage de la Covid-19

Question 1811 (31.01.2020) de M. Léon Gloden et Mme Octavie Modert (CSV) concernant la société à responsabilité limitée simplifiée :

En 2017, le Luxembourg s'est doté d'une nouvelle forme de société, la société à responsabilité limitée simplifiée. L'idée sous-jacente était celle de permettre un accès plus simple à l'entrepreneuriat. À cet égard, l'ancien Ministre de la Justice avait annoncé dresser pour l'automne 2019 un bilan complet de l'introduction de ce type de société dans le paysage économique luxembourgeois, de sorte que nous aimerions poser les questions suivantes :

- Madame le Ministre de la Justice peut-elle nous fournir des informations concernant les sociétés à responsabilité limitée simplifiée (SARL-S), et notamment les difficultés rencontrées par celles-ci :

- avant et au moment de leur constitution,
- au niveau de leur immatriculation auprès du Registre de commerce et des sociétés,
- en matière d'autorisations d'établissement,
- en cours d'existence,
- en fin de vie ?

- Combien de SARL ont été constituées depuis 2017 et ce par secteur économique et type d'activité ? Combien de ces SARL ont entre-temps fait faillite / ont été liquidées ? Combien de SARL se sont transformées depuis leur constitution en un autre type de société ?

- Combien de ces SARL pourraient être qualifiées de « start-up » et suivant quelles méthodologies ?

Réponse (20.05.2020) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

De manière générale, on constate que l'introduction de la société à responsabilité limitée simplifiée (SARL-S) a rencontré un succès certain auprès des entrepreneurs en raison de sa flexibilité au niveau de sa constitution.

Les chiffres recueillis confirment ceci puisque entre le 16 janvier 2017 (date d'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2016 ayant introduit dans la loi modifiée du 10 août 1915 la société à responsabilité limitée simplifiée (SARL-S)) et le 16 janvier 2020 (soit trois ans exactement après l'entrée en vigueur de la loi précitée), 2.655 SARL-S ont été immatriculées au Registre de commerce et des sociétés (RCS).

Pour la même période, 18.880 SARL classiques ont été inscrites, de sorte que : les SARL-S représentent donc 12,33 % du chiffre total des SARL (classiques et SARL-S) inscrite durant la même période. Quant à la constitution de SARL-S par secteur d'activité, on peut renseigner les données suivantes qui ont été arrêtées au 20 février 2020 et qui sont ventilées sur base du Code NACE¹ :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les échos recueillis auprès de la House of Entrepreneurship confirment ce constat positif qui a signalé que l'instrument a été bien accueilli par le marché et a également eu un effet positif sur l'entrepreneuriat au niveau international. À cet égard, on notera par ailleurs que suite à l'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2016 instituant la société à responsabilité limitée simplifiée, la Commission européenne a retenu dans son SBA Fact Sheet que cette nouvelle loi ouvrirait de nouvelles opportunités pour des entrepreneurs potentiels et que ce nouvel instrument allait faciliter le processus de création d'entreprises et diversifier le paysage SME.²

Aussi, on ne m'a pas rapporté de difficultés particulières qui seraient spécifiquement liées à la SARL-S, puisque celle-ci est largement régie par les dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (loi de 1915) applicables à la SARL « classique ». En ce qui concerne les dispositions spéciales applicables à la SARL-S et dérogeant ainsi aux règles régissant la SARL classique, il y a lieu de rappeler que la loi de 1915 prévoit d'ores et déjà la possibilité de constituer par acte sous seing privé une société en commandite simple, une société en commandite spéciale, une société en nom collectif, une société coopérative ou encore une société civile. Par ailleurs, la loi de 1915 ne prévoit de capital social minimum pour aucune des formes juridiques précitées.

Des difficultés particulières en matière de droit d'établissement n'ont pas été rapportées non plus.

La House of Entrepreneurship a néanmoins encouragé le Gouvernement à poursuivre ses efforts en termes de rapidité de constitution de la SARL-S et des autres formes juridiques à l'instar de certaines juridictions qui prévoient la constitution en ligne de sociétés, tel que par exemple l'Estonie.

À cet égard, il convient de noter que le Ministère de la Justice travaille actuellement sur la transposition de la directive 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés et va donc continuer ses développements dans cette direction.

Pour ce qui est du taux de faillite, on peut relever que 49 SARL-S constituées dans la période précitée de 2017 à 2020 ont été déclarées en faillite (soit 1,84 % des SARL-S) tandis qu'à titre de comparaison, 78 SARL constituées dans la même période ont été déclarées en faillite (soit 0,41 %).

Finalement, quant à la question de savoir combien de SARL-S pourraient être qualifiées de « start-up » et suivant quelles méthodologies, il y a lieu de signaler que les SARL-S ne sont pas identifiées en tant que telles au RCS. Néan-

¹ Il est signalé que ces données ne correspondent pas exactement au chiffre total des constitutions pour la raison que pas tous les codes NACE ont pu être identifiés lors de l'élaboration de ce tableau.

² 2017 SBA Fact Sheet, Luxembourg, European Commission.

moins, je me permets de renvoyer à la question parlementaire n° 1806 et à la réponse du Ministre des Classes moyennes et du Ministre de l'Économie qui couvre cette partie de la question.

Question 1832 (05.02.2020) de M. Dan Biancalana (LSAP) concernant l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales :

Actuellement, au Luxembourg, les statistiques relatives à la criminalité et à la délinquance sont collectées et présentées séparément et isolément : les statistiques judiciaires et pénitentiaires par le Ministère de la Justice, les statistiques policières par le Ministère de la Sécurité intérieure, celles relatives à la délinquance routière par le Ministère de la Mobilité, et celles concernant la violence domestique par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Il s'ensuit que cette manière de procéder ne donne guère une vue et analyse générale sur les faits délictueux au Luxembourg.

En France, il existe l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales. Fonctionnant de manière indépendante, il est chargé d'analyser l'évolution des phénomènes criminels et des réponses pénales qui y sont apportées.

Pour ce faire, sa mission consiste à recueillir et exploiter les sources de données disponibles sur la délinquance et les réponses pénales. Il procède, en outre, à des enquêtes de victimation et à des publications scientifiques.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et Monsieur le Ministre de la Mobilité et des travaux publics :

- La mise en place d'un tel observatoire au Luxembourg ne serait-elle pas à considérer comme une plus-value ?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

Réponse commune (04.06.2020) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, et de M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure :

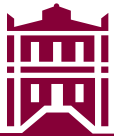
À cet égard, ainsi que la note justement l'honorable Député, toute une série de données en matière de délinquance est déjà saisie mais l'est de manière éparse et conformément à une logique fonctionnelle - les statistiques judiciaires et pénitentiaires étant relevées par le Ministère de la Justice, les statistiques policières par le Ministère de la Sécurité intérieure, les statistiques relatives à la délinquance routière par le Ministère de la Mobilité, les statistiques concernant la violence domestique par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Par ailleurs, des observatoires et structures plus spécialisés sont créés afin de suivre certaines politiques particulières.

Une illustration est la création, en décembre 2019, par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes du projet de l'Observatoire de l'Égalité, appelé à élaborer des indicateurs et statistiques permettant de mesurer l'égalité entre les sexes dans plusieurs domaines tels que l'emploi, les ressources financières, la compatibilité entre la vie professionnelle et la vie familiale. Cet observatoire conçoit son activité comme complémentaire par rapport à celle effectuée par le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence dans le cadre des rapports annuels au Gouvernement. C'est ledit Comité qui avait recommandé au Gouvernement de se donner les moyens nécessaires afin de réaliser des statistiques plus fiables notamment en matière de violence domestique, afin de répondre aux demandes émanant d'organisations nationales et internationales. Ainsi, l'Observatoire de l'Égalité entamera ses activités en prenant les violences domestiques comme point de départ.

Alors que ces structures sont complémentaires, les thématiques visées ont été estimées suffisamment importantes pour justifier la création d'entités distinctes.

Dans d'autres domaines, notamment récemment en ce qui concerne la lutte contre les



actes antisémites, le Gouvernement a instauré des groupes de travail interministériels, chargés entre autres d'étudier les possibilités concrètes d'améliorer le monitoring tout en respectant les droits et intérêts des victimes d'actes de délinquance.

En conclusion, rien ne s'oppose à la création d'un observatoire centralisant la collecte et l'évaluation de telles données relatives à des actes de délinquance, au contraire, mais un tel projet n'est à l'heure actuelle ni à l'étude, ni entamé.

Question 1871 (13.02.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **structures d'accueil pour enfants** :

Un investisseur privé vient de racheter sept crèches au Grand-Duché avec notamment comme motivation la planification de sa future.

1) Persuadé que les structures d'accueil ont d'abord une mission d'intérêt public à jouer, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse quelle est la position du Gouvernement face à la commercialisation croissante de ce secteur.

2) Quel est actuellement le statut des crèches (publics, privés, groupes financiers) fonctionnant au Luxembourg ?

Réponse (18.05.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1) Au Luxembourg, les structures d'accueil, qui depuis une quinzaine d'années connaissent une évolution impressionnante, ont été mises en place sur base de plusieurs textes réglementaires. Ce n'est qu'à partir de 2013 (règlement grand-ducal des services d'éducation et d'accueil pour enfants) et 2016 (loi Jeunesse) que les structures d'accueil, conventionnées et commerciales, sont soumises aux mêmes exigences structurelles et qualitatives.

En ce qui concerne l'évolution du nombre d'agrément de structures d'éducation et d'accueil, l'évolution est la suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le nombre d'agrément de services d'éducation et d'accueil (SEA) a augmenté au fil des années dans le secteur commercial. Il a également augmenté dans le secteur conventionné jusqu'en 2015, avant de diminuer en raison de la fusion de certains agréments existants.

En ce qui concerne l'évolution du nombre d'enfants accueillis dans chacun des deux secteurs, l'évolution est la suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

On constate dès lors une augmentation générale du secteur de l'éducation et de l'accueil depuis dix ans, la prépondérance du secteur conventionné restant largement marquée, avec une croissance au cours des dernières années proche de celle observée dans le secteur non conventionné en termes de nombre d'enfants accueillis.

Tous les SEA, conventionnés ou commerciaux, sont soumis aux mêmes exigences légales et qualitatives. En effet, peu importe le type de structure, conventionnée ou commerciale, seul doit primer l'intérêt supérieur de l'enfant, son bien-être et son épanouissement tant physique que psychique et social. Tous les SEA sont tenus de remplir la même mission de service public, qui consiste tant à renforcer la cohésion sociale par l'intégration des enfants au niveau de la communauté locale dans la société luxembourgeoise, qu'à soutenir la scolarisation de l'enfant dans l'enseignement fondamental luxembourgeois. À ce titre, le secteur de l'accueil non formel se caractérise donc par son homogénéité ; l'hétérogénéité qui existe en termes de type d'offre est considérée comme une plus-value permettant aux parents de choisir la structure d'accueil qui répond le mieux à leurs exigences et besoins.

ad 2) Conformément à la loi dite ASFT, un agrément est obligatoire tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales, de droit privé et de droit public. Actuellement les 789 services d'éducation et d'accueil (SEA) au Grand-Duché de Luxembourg sont gérés soit par des gestionnaires conventionnés (associations sans but lucratif, administrations communales, syndicats communaux) soit par des gestionnaires à vocation commerciale (SARL, SA).

Question 1992 (11.03.2020) de **MM. Carlo Back** et **François Benoy** (*déi gréng*) concernant les **bornes de charge publiques** :

Le développement des infrastructures de recharge est un élément important pour le déploiement rapide du véhicule électrique. L'installation et l'extension du réseau de bornes de charge sur les parkings publics joue un rôle important dans ce contexte, étant donné qu'un grand nombre de personnes, notamment dans les centres urbains, ne disposent pas d'un garage personnel et doivent recourir à des bornes de recharge dans des lieux publics afin de recharger leur voiture électrique ou plug-in hybride. Par ailleurs, une bonne couverture de bornes dans toutes les régions du Luxembourg permet aux utilisateurs de voitures électriques de se déplacer dans le pays sans se soucier de l'autonomie de leur véhicule.

La loi du 7 août 2012 modifiant la loi du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité a créé la base légale pour le déploiement de l'infrastructure nationale commune des bornes par des gestionnaires de réseau de distribution d'électricité.

Le règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 relatif à l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique définit entre autres les fonctionnalités, les spécifications techniques, le nombre des points de charge à installer, le calendrier et l'organisation générale de déploiement par les gestionnaires de réseau de distribution.

Le règlement ministériel du 5 février 2016 fixant un plan d'implantation général pour l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique définit pour chaque commune le nombre de bornes de charge publiques à installer sur les parkings publics respectivement les emplacements de stationnement publics. Le règlement énumère également pour chaque parking relais existant et projeté le nombre de bornes de charge publiques à y être installées.

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 1158 datant du 8 octobre 2019, Monsieur le Ministre de l'Énergie et Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ont indiqué que 239 bornes de charge publiques ont déjà été installées sur les parkings publics et les emplacements de stationnement publics. Concernant les parkings relais, 72 bornes sont opérationnelles sur un total de dix sites.

Dans ce contexte, nous aimerions les renseignements suivants :

1) Messieurs les Ministres seraient-ils en mesure de fournir le détail des bornes d'ores et déjà installées sur les emplacements et parkings publics dans les communes ainsi que dans les parkings relais (ventilées par commune, respectivement par parking relais) ?

Concernant les bornes à installer sur les parkings des communes, le règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 précité mentionne que le gestionnaire de réseau de distribution élabore un plan d'implantation détaillé par commune en collaboration avec l'administration communale. Ce plan doit reprendre entre autres le nombre total de bornes de charge publiques consenti entre le gestionnaire et l'administration communale.

2) Dans ce contexte, Messieurs les Ministres pourraient-ils nous fournir le nombre de bornes de charge publiques auxquelles l'administration communale et le gestionnaire concerné ont pu se mettre d'accord pour chaque commune (ventilé par commune) ?

3) De manière générale, dans les cas où le gestionnaire et l'administration communale n'ont pas pu se mettre d'accord sur l'installation d'une ou de plusieurs bornes, quelles en ont été les principales raisons ?

4) Combien de communes ont, au-delà des 800 bornes de charge publiques qui sont prévues dans le règlement grand-ducal du 5 février 2016, installé des bornes supplémentaires sur leurs territoires respectifs ? Combien de bornes ont été installées dans ce contexte (ventilé par commune) ?

Dû au fait que certains projets de parkings relais ont pris des retards de réalisation, il est prévu d'adapter le plan d'implantation général pour l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique.

5) Quelles sont les adaptations envisagées à cet égard ? Quel calendrier est prévu pour ces adaptations ?

Réponse commune (25.05.2020) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Le tableau ci-joint énumère pour chaque commune le nombre de bornes de charge publiques Chargy prévues dans le plan d'implan-

tation général fixé par le règlement grand-ducal du 5 février 2016, ainsi que le nombre de bornes déjà installées, celles en cours d'installation, celles pour lesquelles un accord avec la commune respective a été conclu, ainsi que les bornes pour lesquelles ceci n'a pas encore pu être réalisé jusqu'à présent. Il est important de relever que chaque borne de charge publique Chargy dispose de deux points de charge, c'est-à-dire que deux voitures électriques peuvent être rechargées simultanément.

Il ressort du tableau ci-joint que jusqu'à présent 266 des 400 bornes de charge prévues sur les emplacements de stationnement publics des communes ont déjà été installées par les gestionnaires de réseau de distribution. Pour le moment, des bornes Chargy sont déjà opérationnelles dans 93 des 102 communes du Grand-Duché.

Pour 82 bornes de recharge, l'installation est prévue prochainement et pour 45 autres bornes, un accord entre l'administration communale et le gestionnaire de réseau de distribution concerné a été trouvé et reste à être signé par les parties concernées. Pour un total de sept bornes, un plan d'implantation détaillé n'a pas encore été élaboré.

Les principales raisons pour ce retard sont d'un côté le manque d'une proposition concrète par la commune en question pour l'emplacement des bornes à communiquer au gestionnaire de réseau de distribution concerné et de l'autre côté des contraintes techniques au niveau de l'acheminement de l'électricité ne permettant pas l'installation des bornes à l'emplacement demandé.

Il est envisagé que toutes les bornes Chargy pour lesquelles un accord avec les communes a été trouvé seront aussi opérationnelles avant la fin de l'année 2020.

En ce qui concerne des bornes de recharge supplémentaires, il est à noter que 35 bornes de charge par rapport aux 800 bornes prévues ont été installées au total. Ces bornes accessibles au public, appelées Chargy OK, peuvent être mises à disposition par des acteurs privés ou publics et sont intégrées par les gestionnaires de réseau de distribution dans le système central Chargy. Ces bornes supplémentaires fonctionnent pour le consommateur comme toute autre borne Chargy. D'après les informations fournies par les gestionnaires de réseau de distribution, 19 communes sont responsables pour 30 des 35 bornes Chargy OK, soit en installant des bornes supplémentaires ou soit en intégrant leurs bornes déjà existantes dans le système Chargy.

Le tableau ci-dessous montre le nombre de bornes (Chargy OK) supplémentaires par commune.

- Berdorf : 1
- Bettendorf : 1
- Bettembourg : 2
- Bissen : 1
- Boulaide : 1
- Colmar-Berg : 1
- Ettelbruck : 5
- Frisange : 1
- Grevenmacher : 1
- Kayl : 1
- Koerich : 2
- Luxembourg : 4
- Prèizerdaul : 1
- Rosport-Mompach : 3
- Schieren : 1
- Schifflange : 1
- Steinfort : 1
- Walferdange : 1
- Wormeldange : 1

En ce qui concerne les 400 bornes de charge Chargy prévues pour les parkings relais, 79 bornes sont actuellement opérationnelles sur un total de 13 sites dans les 11 communes suivantes :

- Clervaux, P&R Gare : 4
- Contern, P&R Gare Sandweiler/Contern : 1
- Diekirch, P&R Gare : 5
- Hesperange, Howald-Sud P&R : 27
- Kiischpelt, P&R Gare Wilwerwiltz : 1
- Lintgen, P&R Gare : 2
- Luxembourg, P&R Gare Centrale : 9
- Luxembourg, P&R Gare Dommeldange : 1
- Mersch, P&R Gare : 1
- Mersch, P&R Rond-Point : 1
- Sanem, P&R Gare Belval-Université : 22
- Steinfort, P&R Gare Kleinbettingen : 2
- Wiltz, P&R Gare : 3

Tel qu'expliqué en détail dans la réponse à la question parlementaire n° 1158 du 4 septembre 2019, un nombre conséquent de bornes de charge publiques sont actuellement en cours de réalisation sur les parkings relais. De plus, les gestionnaires de réseau de distribution estiment que jusqu'à la fin de 2020, tous les sites de parkings relais opérationnels d'ici là devraient pouvoir être équipés par des bornes Chargy.

Concernant les adaptations envisagées, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire sont, tel qu'évoqué dans la réponse à la question parlementaire n° 1158, en train d'adapter le plan d'implantation général initial du 5 février 2016. Il est ainsi prévu de tenir également compte de sites situés sur les principaux axes autoroutiers et routiers du Luxembourg, afin de permettre aux utilisateurs de passage de recharger leur véhicule sans avoir à faire un grand détour. L'adaptation de ce plan sera réalisée à très brève échéance.

Il faut signaler qu'avec toutes ces réalisations et les projets en cours, le Luxembourg demeure au niveau européen dans le peloton de tête en ce qui concerne le nombre de points de charge par rapport au nombre d'habitants ou de véhicules électriques immatriculés (source : « Transport & Environnement »).

Tableau : Répartition des bornes de charge publiques pour les parkings publics et les emplacements de stationnement publics communaux

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1998 (11.03.2020) de **Mme Josée Lorsché** et **M. François Benoy** (*déi gréng*) concernant les **premiers secours** :

Au Luxembourg, environ 400 personnes subissent un arrêt cardiaque chaque année. Les chances de survie d'une personne victime d'un arrêt cardiaque et qui ne bénéficie pas d'une prise en charge immédiate, notamment par un témoin, est extrêmement faible avec un taux de survie entre 2 % et 3 %. En effet, chaque minute compte dans une situation d'arrêt cardiaque, chaque minute gagnée représentant 10 % de chance de survie en plus. Ces chiffres illustrent l'importance de sensibiliser et de former la population sur les gestes qui sauvent, respectivement les gestes de premiers secours.

À cette fin, la France et l'Allemagne ont introduit l'obligation de suivre des cours d'instruction des gestes de premiers secours, notamment au niveau de l'enseignement scolaire ou encore dans le cadre du permis de conduire.

Ainsi, la France a fixé l'objectif ambitieux de former 80 % de sa population aux gestes de premier secours d'ici 2022. C'est pourquoi durant le parcours scolaire, la France priorise le renforcement des dispositifs liés à l'apprentissage des gestes qui sauvent. En effet, depuis 2014, le Code de l'éducation français prévoit que tout élève bénéficie, dans le cadre de sa scolarité obligatoire, entre autres d'un apprentissage des gestes élémentaires de premier secours.

Quant à l'Allemagne, le suivi des cours de premiers secours, voire des cours de mesures de secourisme prioritaires à réaliser au lieu de l'accident est obligatoire pour toutes les classes du permis de conduire.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, Madame la Ministre de l'Intérieur, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Le Gouvernement dispose-t-il de chiffres concernant le nombre d'arrêts cardiaques au Luxembourg, les arrêts cardiaques extrahospitaliers et le taux de survie suivant l'arrêt cardiaque extrahospitalier (ventilé par « type » de réanimation, à savoir des témoins, services médicaux et autres) ? Comment les chiffres ont-ils évolué au cours des dix dernières années ? Quel est le taux de survie des victimes au Luxembourg par rapport au niveau international ?

2) Les personnes formées en premiers secours sont-elles recensées au Luxembourg et à quelle hauteur leur nombre se situe-t-il ? Quelle est la répartition d'âge des personnes ayant suivi les formations ?

3) Le Gouvernement estime-t-il que la formation d'un plus grand nombre de personnes en la matière aurait une incidence positive sur le taux de survie des victimes d'un arrêt cardiaque au Luxembourg ?

4) Le Gouvernement dispose-t-il d'une stratégie pour promouvoir la formation des gestes

de premiers secours ? Dans l'affirmative, quels en sont les principaux axes ?

5) Le Gouvernement mène-t-il, au niveau de l'enseignement, des réflexions sur l'extension de l'obligation des formations en premiers secours, respectivement en principaux gestes qui sauvent, à l'instar de la France ?

6) Le Gouvernement considère-t-il étendre l'obligation des formations en premiers secours ou en principaux gestes qui sauvent dans le cadre de l'obtention du permis de conduire, comme c'est le cas en Allemagne ?

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0173 datant de 2014, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avait annoncé prendre les dispositions nécessaires pour que les futurs instituteurs mais également les enseignants de l'enseignement secondaire maîtrisent les gestes élémentaires de premiers secours.

7) Quel est l'état d'avancement de ce projet et endéans quel délai sera-t-il opérationnel ?

Réponse commune (05.06.2020) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

Avec l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, la mission de la formation a été attribuée au Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), plus précisément à l'Institut national de formation des secours (INFS).

Pour une meilleure gestion, le CGDIS a mis un portail électronique en place (cours.cgdis.lu), qui permet à tous les citoyens de s'informer et de s'inscrire aux cours de premiers secours proposés par l'INFS.

Afin d'optimiser l'offre de formations, à côté de celles proposées directement par le CGDIS, la loi susmentionnée permet également à des organismes formateurs en matière de secours, agréés par le Ministère de l'Intérieur, d'offrir des cours de premiers secours à la population, dont les diplômes sont reconnus équivalents à ceux du CGDIS. Jusqu'à ce jour, environ 35 organismes formateurs ont pu être agréés.

Grâce à cette nouveauté, au cours de l'année 2019, 1.516 cours en premiers secours ont pu être organisés, auxquels 16.383 citoyens de tout âge ont participé. En effet, pour des raisons de protection des données à caractère personnel, aucune statistique n'est conduite quant à l'âge des participants.

Il importe d'ajouter que le CGDIS s'est donné, ces deux dernières années, les moyens nécessaires afin d'augmenter considérablement sa capacité en ressources humaines et de les mettre en mesure d'offrir plus de cours de premiers secours. À ce jour, le CGDIS compte environ 60 instructeurs, qui ont les compétences pour donner des cours en premiers secours.

L'obligation de suivre une formation de premiers secours afin de pouvoir accéder au permis de conduire n'existe actuellement pas au Luxembourg. Dans ce contexte, il y a lieu de noter que la durée d'un cours de premiers secours auprès du CGDIS est de 16 heures actuellement, ce qui correspond au minimum d'heures prévues pour l'apprentissage de la catégorie B (voiture) du permis de conduire.

Le Plan d'action sécurité routière pour la période de 2019 à 2023 du Gouvernement prévoit une refonte de l'apprentissage du permis de conduire. L'opportunité d'introduire l'obligation de participer à un cours de premiers secours en vue de l'obtention du permis de conduire pourra être discutée avec tous les acteurs concernés dans ce contexte.

Le cas échéant, il est à préciser que le CGDIS est désormais en présence des ressources nécessaires lui permettant de prendre un contingent en demandes desdits cours plus important en charge. Ceci, bien évidemment, en comptant sur la collaboration des organismes formateurs.

En ce qui concerne l'enseignement, l'article 6 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental prévoit que les candidats sont tenus de remettre un diplôme de premier secours attestant la participation à une formation d'une durée minimale de 16 heures, accomplie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, reconnue équivalente par l'INFS avant leur admission au stage préparant à la fonction d'instituteur.

Par ailleurs, dans la circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée publiée annuellement, il est vivement recommandé au personnel enseignant et socio-éducatif de suivre un cours d'initiation au secourisme ou de tenir à jour leurs connaissances à ce sujet. Voilà pourquoi l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) propose régulièrement dans son catalogue des formations continues des cours de premiers secours pour le personnel enseignant et psycho-socio-éducatif intervenant dans l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire. Ces formations, qualifiées prioritaires et comptabilisées, par conséquent, parmi le volume de 48 heures de formation continue à prester obligatoirement par le personnel enseignant pendant une période de référence de trois ans.

Enfin, en ce qui concerne le nombre d'arrêts cardiaques au Luxembourg et le taux de survie, il y a lieu de préciser que seule la mise en place d'un registre national des arrêts cardiaques extrahospitaliers peut mettre le Gouvernement en mesure de livrer une base de données fiable et d'identifier éventuellement des objectifs d'amélioration et d'évaluation. Toutefois, différents organismes, compétents dans la prise en charge de telles victimes, ont partagé des informations relatives au nombre d'arrêts cardiaques (Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle, le Luxembourg Resuscitation Council).

Par ailleurs, le taux de survie des victimes ayant subi un arrêt cardiaque est influencé de manière positive non seulement par le biais des cours de premiers secours proposés par le CGDIS, les organismes formateurs agréés ou l'initiative « Réagis! », lancée par le Luxembourg Resuscitation Council, mais aussi grâce au développement et renforcement d'autres domaines de la sécurité civile. Parmi ceux-là, il est particulièrement important de rappeler l'expansion du Service d'aide médicale urgente, qui compte désormais cinq bases, ainsi que celle du système du « First Responder », élément clé dans la chaîne des secours. Tous ces éléments constituent des facteurs améliorants pour la prise en charge de personnes en détresse vitale.

Question 2001 (12.03.2020) de MM. Yves Cruchten et Georges Engel (LSAP) concernant les bornes de recharge pour véhicules électriques :

Il est prévu d'installer 800 bornes Chargy jusqu'à la fin de 2021 au Luxembourg, afin de garantir aux conducteurs d'une voiture électrique l'accès à un réseau de bornes assez dense.

En même temps, d'autres acteurs privés développent des réseaux de bornes en Europe. Ainsi, Ionity, une joint venture entre BMW Group, Daimler AG, la Ford Motor Company et du groupe Volkswagen avec la Porsche AG a commencé le déploiement dans un bon nombre de pays européens de bornes ultrarapides avec une puissance de 350 kW. Il semble que le Luxembourg ne soit pas inclus dans ce réseau.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Combien de bornes Chargy sont opérationnelles en ce moment ? A part les bornes Chargy standard d'une puissance de 22 kW, existe-t-il des modèles Chargy ultrarapides qui permettent le rechargement d'une batterie en 15 à 20 minutes ? Si oui, combien de ces bornes seront installées ?

2) Le Gouvernement encourage-t-il également l'installation de bornes d'autres opérateurs ? Dans l'affirmative, avec quels moyens et sous quelles conditions ce type d'installation est favorisé ?

3) Concernant la tarification, qui inclut les frais d'infrastructure, le prix de l'électricité aux bornes est-il régulé de la même manière que celui de l'électricité vendue aux ménages ? Est-ce que ces prix sont contrôlés par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) ?

4) Monsieur le Ministre de l'Énergie est-il d'avis qu'il serait utile de compléter le comparateur de prix sur le site Internet de l'ILR par un comparateur des prix de l'électricité aux bornes de recharge ?

5) Est-ce qu'il existe un étiquetage obligatoire qui informe le client sur la contribution de chaque source d'énergie à la production de l'électricité vendue aux bornes de recharge ?

À part le réseau de bornes publiques, les acheteurs potentiels d'un véhicule avec batterie

s'intéressent bien évidemment également à des bornes de charge à installer à leur domicile. À cet effet, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

6) Quelles sont les conditions techniques requises pour pouvoir installer une borne de charge rapide à domicile ?

7) Est-ce que tout ménage raccordé au réseau électrique peut installer une telle borne à son domicile ? Si tel n'est pas le cas, quel est le degré de couverture actuel au Luxembourg ?

8) Est-ce que les réseaux électriques existants permettent que tous les clients d'un même quartier chargent leurs véhicules au même moment ? Ou est-ce qu'il existe des limites quant au nombre de véhicules qui peuvent être rechargés au même moment sur un même tronçon du réseau ?

9) Qu'en est-il des propriétaires d'un logement dans une copropriété ? Est-ce que l'installation d'une borne de charge dans un immeuble à appartements nécessite l'accord des copropriétaires ? Que peuvent faire les clients à qui les copropriétaires refusent une telle installation ?

10) En ce qui concerne le réseau électrique national, combien de véhicules électriques peuvent être rechargés en même temps via des bornes de charge rapide aux heures de pointe ?

Réponse commune (22.05.2020) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie :

ad 1) D'emblée, il faut noter que des bornes de charge Chargy sont prévues au niveau des communes et au niveau des parkings relais.

À ce jour, 266 des 400 bornes de charge prévues sur les emplacements de stationnement publics des communes ont été installées par les gestionnaires de réseau de distribution (GRD). Des bornes Chargy sont ainsi opérationnelles dans 93 des 102 communes du Luxembourg. Pour 82 autres bornes de recharge, l'installation est prévue. Pour 45 autres bornes, un accord entre l'administration communale et le gestionnaire de réseau de distribution concerné a été trouvé et reste à être signé par les parties concernées.

En ce qui concerne les 400 bornes de charge Chargy prévues pour les parkings relais, 79 bornes sont actuellement opérationnelles sur un total de 13 sites dans onze communes. Tel qu'expliqué en détail dans la réponse à la question parlementaire n° 1158 du 4 septembre 2019, un nombre conséquent de bornes de charge publiques sont actuellement en cours de réalisation sur les parkings relais. De plus, les gestionnaires de réseau de distribution estiment que jusqu'à la fin de 2020, tous les sites de parkings relais opérationnels d'ici là devraient pouvoir être équipés par des bornes Chargy.

Au sujet des bornes pour la charge ultrarapide, les préparations pour la mise en place de telles bornes sont en cours. Un règlement grand-ducal afférent a été adopté au Conseil de Gouvernement du 15 mai 2020. Les concepts compatibles avec le système Chargy sont privilégiés.

ad 2) Le Gouvernement encourage la solution Chargy avec son système informatique central commun pour la gestion des bornes accessibles au public, parce qu'elle garantit un concept clair, harmonisé et facilement reconnaissable et gérable pour l'utilisateur final.

Alors que la législation actuelle définit les droits et obligations des GRD pour mettre en place les bornes de charge publiques communément appelées Chargy, aucune barrière n'empêche que d'autres opérateurs installent des bornes de charge ouvertes au public selon leur gré. Si ces opérateurs le demandent et si leurs systèmes sont techniquement compatibles, alors les GRD sont obligés d'intégrer ces bornes de charge dans le système informatique central commun de la plateforme Chargy suivant les dispositions du règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 précité.

ad 3) D'emblée, il est à préciser que les bornes de charge publiques sont alimentées à 100 % par de l'électricité verte.

Les tarifs proposés sur les bornes de charge publiques ne sont qu'indirectement liés à des prix de l'électricité étant donné qu'ils sont des tarifs qui rémunèrent un service de charge offert par les fournisseurs de service de charge (FSC). Ces FSC peuvent à titre d'exemple facturer un prix forfaitaire pour une recharge complète d'un véhicule ou bien ils peuvent appliquer un tarif qui est lié à la durée de la recharge, à la quantité d'énergie électrique chargée ou encore une combinaison de plusieurs de ces facteurs. Le FSC n'est pas considéré comme un fournisseur d'électricité proprement dit en vertu de la loi

modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, mais il est un prestataire de service qui se procure l'électricité auprès d'un fournisseur dénommé « fournisseur physique ».

Ce dernier est désigné par les GRD à travers un appel d'offre conformément au règlement grand-ducal du 3 décembre 2015 précité pour une durée de trois ans. Les GRD, qui exploitent l'infrastructure de charge publique, facturent aux FSC un tarif pour l'utilisation de cette infrastructure de charge qui est basé sur les tarifs d'utilisation du réseau basse tension qui à son tour est à soumettre à l'acceptation du régulateur. En ce qui concerne les tarifs pour le service de charge, qui inclut l'énergie du fournisseur physique, le tarif pour l'utilisation de l'infrastructure ainsi que toutes les taxes dues, ceux-ci sont publiés par les FSC et peuvent être consultés sur le site www.chargy.lu.

ad 4) Au vu de ce qui précède et considérant la diversité des tarifs pour des services de charge, il est difficilement concevable d'effectuer une comparaison objective de ces tarifs. Partant, un comparateur des prix aux bornes de charge assimilable au comparateur Calculix de l'ILR qui compare des produits standardisés offerts aux clients résidentiels, est plus difficile à réaliser. Néanmoins, la mise à disposition d'un tableau comparatif simplifié avec les offres des fournisseurs de service de charge enregistrés dans le système Chargy sera analysé. Entre-temps, il y a lieu d'inviter les utilisateurs des bornes Chargy à consulter les offres des FSC, dont la liste est publiée sur le site www.chargy.lu, et à choisir le produit qui convient le mieux à leur utilisation personnelle de l'infrastructure publique de charge.

ad 5) Comme indiqué ci-avant, tous les FSC, en tant que prestataires de service, se procurent l'électricité auprès d'un fournisseur physique qui est désigné par les GRD pour une durée de trois ans. Les appels d'offre pour sélectionner ce fournisseur physique qui ont été lancés jusqu'à présent imposaient à chaque fois que le fournisseur physique offre un produit qui est basé sur 100 % d'énergies renouvelables. Ainsi, chaque recharge qui se fait sur une borne Chargy se fait avec de l'électricité 100 % renouvelable.

ad 6) + 7) Il faut signaler que myenergy a élaboré une brochure comportant un aperçu des différentes possibilités de charge à domicile ou au lieu de travail ainsi que des démarches pour l'installation d'une borne de charge murale. Cette brochure peut être téléchargée sur le lien suivant : <https://www.myenergy.lu/fr/particuliers/mobilite/charger-votre-voiture-electrique>.

Par ailleurs, il faut préciser qu'au niveau de son approvisionnement, un véhicule électrique n'est pas comparable à un véhicule à carburant fossile : l'utilisateur ne fait pas toujours le plein d'un seul coup mais le rechargement se fait souvent par étapes et ceci surtout lors du stationnement, à domicile ou au travail.

Les conditions techniques de raccordement des GRD pour les installations raccordées au réseau à basse tension (BT) prévoient dans un nouveau chapitre, qui a été ajouté en 2018, des critères applicables lors de l'installation d'appareils électriques prélevant régulièrement une puissance permanente supérieure ou égale à 7 kW et dont la consommation peut être décalée dans le temps. Cette exigence s'adresse surtout aux points de charge pour véhicules électriques.

Il est recommandé d'utiliser dans les immeubles résidentiels à plusieurs habitations un système de gestion de charge intelligent, capable de gérer la charge des véhicules raccordés. Il n'est pas conseillé d'installer des points de charge rapide dans les maisons d'habitation ou dans les bâtiments fonctionnels en vue des puissances maximales disponibles sur les réseaux basse tension.

En tout état de cause, un utilisateur de réseau qui souhaite raccorder un point de charge d'une puissance au-delà de 7 kW est obligé de faire une demande de raccordement auprès du GRD qui informe le demandeur quant à l'intensité maximale pouvant être souscrite (en général 40 A par phase pour une maison d'habitation unifamiliale) et les coûts qu'une augmentation éventuelle de la puissance va engendrer.

Le Gouvernement n'a pas d'informations à sa disposition concernant le nombre de points de charge installés dans les bâtiments d'habitation ou fonctionnels.

ad 8) Les réseaux électriques en basse tension sont dimensionnés de manière à permettre à tous les utilisateurs du réseau de charger leur véhicule en même temps avec les réserves énumérées ci-avant (réduction temporaire de la puissance par le GRD). Pour les maisons pluri-familiales, il est recommandé d'utiliser un système de gestion de charge intelligent capable de gérer la charge des véhicules raccordés.

En guise d'exemple, en supposant qu'en 2030 la moitié du parc automobile serait constituée par des voitures 100 % électriques ou hybrides rechargeables (environ 240.000 voitures) et que ces voitures roulaient 12.000 km en moyenne en mode électrique (un peu moins pour les voitures hybrides) par an, ceci équivaut à une consommation électrique d'environ 520 GWh par an, donc environ 8 % de la consommation totale du pays.

ad 9) Les intéressés désirant installer une borne dans une copropriété sont invités à s'adresser à myenergy qui a élaboré une brochure comportant un aperçu des différentes possibilités de charge à domicile ou au lieu de travail ainsi que des démarches pour l'installation d'une borne de charge murale. Cette brochure peut être téléchargée sur le lien suivant : <https://www.myenergy.lu/fr/particuliers/mobilite/charger-votre-voiture-electrique>.

Bien qu'à ce jour aucun litige n'ait encore été rapporté au niveau des copropriétés, des pourparlers avec les responsables du Ministère du Logement et du Ministère de la Justice ont néanmoins été entamés pour prévoir, le cas échéant, des adaptations dans les textes législatifs y afférents pour faciliter la mise en place de bornes électriques dans les résidences.

ad 10) Les GRD prévoient déjà aujourd'hui sur l'infrastructure de charge publique Chargy, constituée entièrement par des bornes d'une puissance de charge de 22 kW, une réduction de la puissance de charge pour le cas où un certain nombre de recharges simultanées serait dépassé. À titre d'exemple, pour mieux illustrer cette approche, si un parking relais était équipé par 20 bornes à 22 kW chacune, le GRD pourrait dimensionner le raccordement de ce parking à 10 x 22 kW, c'est-à-dire à 220 kW. Les premiers dix utilisateurs pourraient ainsi profiter de la puissance maximale de 22 kW pour recharger leur voiture. Si un onzième utilisateur venait se connecter en même temps dans le même parking, tous les utilisateurs verraient leur puissance être réduite à $220/11 = 20$ kW.

Cette même approche sera également appliquée pour les emplacements à plusieurs bornes de charge rapide. Les GRD vont cependant faire en sorte qu'une certaine puissance minimale raisonnable soit toujours disponible par point de charge.

Question 2009 (13.03.2020) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le déboisement tardif et conséquences pour le sol :

Nolenhëlzer kënnen bekanntlech d'ganzt Joer iwwer gehae ginn. D'Joer 2018 an d'Joer 2019 hu sech bis an de September eran duerch eng exzeptionell Dréchant charakteriséiert, esoudatt eng Duerchforstung am Aklang mam Buedeschutz idealerweis hätt kéinten duerchgefuert ginn.

Am Südweste vum Land ass elo an den éffentleche Bëscher ze gesinn, datt ganz Kalschleim am Fichtenholz gemach goufen, dëst mat sougenannte Vollernter. Vill vun deenen Aarbechten hunn eréischt am Spéithierscht ugefaangen, wou de Buedem duerch dee ville Reen opgeweicht war. D'Spuere vun där massiver Buedemverdichtung sinn elo an der aktueller Reeperiod ze gesinn, well duerch dee Buedem net méi genuch Waasser offléisst.

An demem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Umweltministesch:

1. Wisou huet déi éffentlech Hand net vun der Dréchant profitéiert, fir enner optimale Konditionnen dat Borkenkäferholz ze haen?

2. Wat sinn d'Konsequenze fir de Buedem vun där Virgoensweis?

3. Den Ëmweltministère ass jo souwuel fir de Buedeschutz ewéi och fir d'Gestioun vun den éffentleche Bëscher zoustänneg. Gëtt et an der Natur- a Bëscherverwaltung eng Sensibiliséierung fir de Buedeschutz, wou dach ëmmer esou gären an der Éffentlechkeet vun nohalteger Bëschergestioun geschwat gëtt?

4. Gëtt et eng Concertatioun tëschent deene Servicer, déi fir de Buedeschutz respektiv fir d'Bëscher zoustänneg sinn?

Réponse (18.05.2020) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

De Buedeschutz ass eng absolut Prioritéit vum Ëmweltministère a senger Verwaltungen. De Buedem ass e wichtegen CO₂-Späicher, a säin Erhalt spillt eng fundamental Roll an der Mitigatioun vum Klimawandel. De Buedem ass gläichzäiteg an extrem wäertvolle Reservoir vu Biodiversitéit, déi onermiesslech ekologesch Déngschtleeschunge fir eis Gesellschaft liwwert, zum Beispill an der Land- a Forstwirtschaft. Schlussendlech ass Buedeschutz, a

méi spezifesch de Schutz vun der Buedemerosioun an Auswäschen, e kruzialen Deel vun enger hollistescher Waasserschutzpolitik.

Wat d'Problematik vum Borkenkäfer ugeet, seif gesot, datt mir et iwwert déi lescht Jore mat enger exzeptioneller Verbreedung an Heefegkeet vun demem Schädlings an eise Nolebeembestänn ze dinn hunn. Dëst ass kee reng nationale Phänomeen, mee concernéiert praktesch all eis direkt Nopeschlänner. Dëse Phänomeen, ass duerch déi rezente klimatesch Konditiounen vu mëlle Wanteren an extrem dréchene Summeren ausgeléist ginn.

ad 1. De Borkenkäferbefall weist sech meeschtens eréischt no enger längerer Dréchant, wann d'Fichten ufänke brong ze ginn, also am Spéitsommer.

Den Entschied, ob ee séier eng Coupe d'urgence mécht oder iwwert de Wanter ewech waarde kann, hält all Fierschter respektiv Arrondissementeschef ënnert der Consideratioun vun der Drénglechkeet (Risiko vun der weiderer Verbreedung), dem allgemengen Aarbechtsspensum am Triage an der Disponibilitéit vun externe Bëschernterpreisen.

Ausserdeem muss den Delai respektéiert ginn, fir déi néideg Naturschutzautorisation fir e Kalschlag ausgestallt ze kréien.

A ville Fäll huet de Bëschergestionnaire da guer net méi d'Wiel, net am Wanter ofzehlolen. An dëse Fäll kënnen d'Schied um Buedem nëmmen iwwer technesch Mesurë minimiséiert ginn.

ad 2. Wa Buedem mat schwéiere Maschinnen befuert gëtt, kënn et zu Verdichtungen am Buedem. Wéi staark dës Buedemverdichtungen sinn, hänkt vun der Buedembeschafeneit of. Sandeg Biedem neige manner zu Verdichtungen wéi Leembiedem. Allgemeng kann ee soen, dass et ronn 100 Joer brauch bis e Buedem sech vun enger massiver Verdichtung erholl huet. Dofir soll och, wann e Kalschlag gemaach gëtt, ëmmer versicht ginn, esou mann wéi méiglech Bëscherfläch ze befuere.

D'Konsequenze vun héijem Drock op d'Biedem sinn, ofgesi vum Drock selwer, haaptsächlech vun der Buedemstruktur an dem Waassergehalt souwéi der Buedemdéift ofhängeg. D'Buedemstruktur oder Buedemgefüge besteet aus Aggregater, déi en Zesummespill vu Buedemtextur an organschem Gehalt duerstellen an en direkten Afloss op d'Porenvolumen vum Buedem hunn. Buedemaggregater, déi sech iwwer Jorhonnerten entwéckelen, kënnen a kuerzer Zäit zerstéiert ginn.

Jee no de Charakteristike vum Standuert kann et zu enger manner schlëmmer iwwerflächlecher Verdichtung oder awer zu enger Verdichtung bis an d'Déift kommen. Eng Verdichtung vum Buedem huet eng Zerstéierung vun den Aggregater an domat eng Verklengerung an Entkopplung vum Porenvolumen am Buedem als Konsequenz. Dëst féiert dozou, datt de Buedem manner a manner gutt Waasser ophuere kann (Reduktioun vun der Feldcapacitéit an der Versickerungscapacitéit) an de Gasaustausch tëscht dem Buedem an der Atmosphär verschlechtert gëtt. De Buedem ka manner Waasser späicheren, wat bei enger Drécherperiod méi séier zu Waasserstress ka féieren. Ausserdeem kann dëst, bei Nidderschlag zu enger erhéichten Iwwerflächenoffloss féieren, wat erëm méi eng héich Erosioun an deemno engem Verloscht vu fruchtbarem Buedem als Konsequenz kann hunn. Déi konkret Ausmoosse vun demem Impakt op der Plaz, sinn, ouni konkret Etüden am Feld, nëmme schwéier ofzeschätzen.

ad 3. Wat d'Agrëffer an den éffentleche Bëscher ugeet, müssen all Agrëffer am Kader vun der Bekämpfung vum Borkenkäfer konform si mat besteenden internen Instruktiounen iwwert déi nohalteger a naturno Bëscherbewirtschaftung, gradesou wéi d'Bestëmmunge vu relevante Bëscherzertifizéierung wéi FSC an PEFC.

D'Naturverwaltung huet am Joer 2019 Recommendationen erausginn fir d'Gestioun vun Nolebëscher, déi vum Borkenkäfer befall sinn, an och fir d'Alternative beim Uplanze vun neie Bëscher.

Ënner anerem si folgend Instrumenter a Virgoensweisen opgefouert, déi derfir suerge sollen, dass bei der Bewirtschaftung vum Bëscher schounend mam Buedem soll emgaange ginn:

- De Bëscher gëtt erschloss mat engem System vu Réckerweeër a -schneisen. Et ass net erlaabt, mat schwéiere Maschinnen ausserhalb vun dësen ze zirkuléieren.

- Am Cahier des charges zu den Aarbechten am éffentleche Bëscher ass festgehalten, dass d'Exploitatioun vun Holz kann ausgesat ginn, wann d'Wiederkonditiounen ze schlecht sinn.

- Generell gëtt bei der Bëscherexploitatioun dorops opgepasst, esou mann wéi méiglech Ag-

rëffer an de Buedem ze maachen. Wann zum Beispill Holz aus dem Bëscher erausgeholl gëtt, gëtt just de Stamm erausgeholl. D'Krounmaterial bleift am Bëscher leien, fir dass genuch Matière organique am Bëscher bleift.

- De System vun der Bëscherzertifikatioun ass och ee gutt Instrument fir ze iwwerwaachen, ob et bei der Bëscherexploitatioun zu engem net fachgerechten Émgang mam Bëscherbuedem komm ass.

- Standortkartierungen, déi d'Naturverwaltung am Moment fir dat ganz Land opstellt, sinn ee gutt Instrument, fir am Virus schonns kënnen déi Bëscherstanduert ze definéieren, déi ee besonnesch vulnerabele Buedem hunn an nëmme bei optimale Wiederbedéngungen dierfe befuere ginn.

- Säit Jore sensibiliséiert d'Natur- a Bëscherverwaltung och Privatbëscherbesitzer fir de Schutz vum Bëscherbuedem, notamment durch d'Promotioun vum Récke mam Päerd a vun der Seelkrantechnik. Si huet och Etüden an Optrag gi fir de Monitoring vum Nährstoffequiliber an de Bëscherbuedem zu Lëtzebuerg.

ad 4. Jo, et gëtt eng Concertatioun tëschent deene Servicer. Bei konkrete Froestellungen, respektiv wa gemeinsam u Projete geschafft gëtt wou de Buedem eng Roll spillt, kënn et zu enger Zesummenaarbecht tëschent deenen zwee Servicer.

De Gesetzesprojet iwwert de Buedem (N° 7237) gesäit en nationale Buedeschutzplang vir. Dëst soll en Dokument ginn, dat an Zesummenaarbecht mat de wichtegste „parties prenantes“, souwuel den éffentleche wéi och de privaten, ausgeschafft gëtt. An deem Zesummenhang ass natierlech och eng Concertatioun tëschent der Ëmweltverwaltung an der Natur- a Bëscherverwaltung virgesinn. Den nationale Buedeschutzplang u sech soll als komplementaart Dokument zu anere legalen a strateegesch Dokumenter funktionéieren déi de Buedeschutz net als Fokus hunn, mee en direkten oder indirekten Impakt op dësen hunn. D'Bëschergesetz ass eent vun dësen Dokumenter an e „Guide de bonnes pratiques sylvicultrices en vue de la protection des sols forestiers“, deen am Kader vun engem Buedeschutzplang ausgeschafft kéint ginn, wier eng vun de méiglechen Approchen.

Question 2040 (10.04.2020) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant les points de collecte de déchets de verdure :

Bei dem aktuelle gudder Wieder si vill Leit, déi doheem de Wues méien a Gréngs schneiden. Doduerch fällt vill Grünschnitt un. An der Circulaire N° 3801 vum 27. März 2020 huet d'Madamm Ministesch de Gemengen et awer verbueden, nach weider Grünschnittcontainere fir d'Sammlung vun demem opzestellen.

Ech wëll an deem Kontext folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteger Entwécklung stellen:

- Gedenkt d'Madamm Ministesch dës Situatioun ze änneren?

- Wäre et net sënnavoll, fir, natierlech mam Anhalen vun de sanitäre Virschrëften an den Distanzen, de Gemenge rëm ze erlaben, fir esou e Container, deen ausschlieslech fir de Grünschnitt geduecht ass, opzestellen?

- Wéi eng Alternativ gesäit d'Madamm Ministesch zu de Grünschnittcontainere?

- Wou oder wéi sollen d'Leit de ganzen Offall lassginn?

Réponse (18.05.2020) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

D'Circulaire N° 3821 vum 17. Abrëll 2020 huet d'Circulaire N° 3801 abrogéiert. Dowéinst si säit dem 20. Abrëll 2020 d'Gréngschnëttsammelplazen erëm op, ënnert der Konditioun, datt déi néideg Distanzen a Gestes barrières agehale ginn.

Question 2046 (14.04.2020) de Mme Diane Aehm (CSV) concernant l'accès aux Archives nationales à des fins de recherche :

L'hebdomadaire « woxx » a réemment publié un article intitulé « Protection des données : Archives censurées ». Dans cet article, un professeur d'université se plaint des conditions d'accès aux Archives nationales dans les termes suivants :

« Avant la loi sur les archives, il y avait un grand enthousiasme dans la communauté scienti-

fique. Enfin les accès allaient être réglementés, fini l'arbitraire du passé. Mais avec l'interprétation de cette loi et du RGPD, nous avons constaté que l'accès est devenu au contraire beaucoup plus difficile et que l'arbitraire persiste. »

Et de citer un exemple :

« les recensements sont tabous, aussi à cause des données sur les appartenances religieuses, avec une seule exception : « Quand vous travaillez sur la minorité juive, vous pouvez accéder aux données. »

Sa conclusion est sans appel : « La rigueur avec laquelle les Archives nationales interprètent le RGPD est exagérée. »

Autre son de cloche du côté de la direction des Archives nationales. Idem pour ce qui est de la Commission nationale pour la protection des données pour qui le système des dérogations suffit pour garantir l'harmonie entre protection des données, archives et recherche.

Au vu de tout ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame et Messieurs les Ministres de la Culture, des Communications et des Médias et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- Madame et Messieurs les Ministres sont-ils au courant des problèmes du monde académique en ce qui concerne l'accès aux Archives nationales ? En cas de réponse positive, quelle est leur position par rapport à ces préoccupations du monde académique ?

- Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les conditions d'accès du monde scientifique aux archives dans nos pays limitrophes ?

• Quelles sont les procédures à suivre ?

• Quelles sont les restrictions (temporelles et autres) en place dans ces pays ?

• En quoi ces systèmes se différencient-ils du système mis en place au Luxembourg ?

- Existe-t-il des réflexions au sein des ministères concernés pour davantage faciliter l'accès aux dites archives au monde académique ? Toujours dans l'affirmative, comment le texte de loi pourrait-il éventuellement évoluer ?

- Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir aux députés une copie du rapport annuel du directeur des Archives nationales sur les constats faits durant l'année écoulée, sur la gestion, la conservation, la sécurité, le versement et la communication au public des archives publiques par les différents producteurs ou détenteurs d'archives publiques, de même que des réclamations qui lui ont été adressées par les utilisateurs d'archives (conformément à l'article 10 de la loi du 17 août 2018 sur l'archivage) ?

- Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que le Conseil des archives e. a. chargé d'émettre un avis dans le cas d'un refus de communication d'archives publiques avant l'expiration des délais de communication ne s'est à ce jour pas encore réuni ? Quelles en sont les raisons ?

Réponse commune (26.05.2020) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

En ce qui concerne les préoccupations du monde académique relatives à l'accès aux archives détenues par les Archives nationales, et la question de savoir s'il existe des réflexions pour faciliter l'accès aux dites archives, il y a lieu de renvoyer à la réponse de Madame la Ministre de la Culture du 19 avril 2019 à la question parlementaire du 12 mars 2019 de l'honorable Député Franz Fayot au sujet des demandes de communication d'archives auprès des Archives nationales de Luxembourg.

Il semble cependant utile d'ajouter que sur les 67 demandes de dérogation pour accéder aux archives dont les délais de protection ne sont pas encore venus à échéance, qui ont été adressées aux Archives nationales depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'archivage en septembre 2018, et qui ont été traitées jusqu'au 11 mars 2020, cinq ont reçu une suite négative, et ce pour des raisons ayant trait à la protection de la vie privée, des relations extérieures et de la sécurité du Grand-Duché, ainsi qu'au caractère confidentiel des informations commerciales et industrielles.

La comparaison des conditions nationales d'accès aux archives avec celles de nos pays limitrophes met en évidence la similitude des régimes en vigueur. L'origine de cette similitude

réside en partie dans le fait que les principes du juste équilibre entre le droit au savoir et le respect de la vie privée et des lois en vigueur, tels qu'entérinés par des documents comme la Déclaration universelle des archives, adoptée par l'Unesco, ou le Code de déontologie des archivistes, adopté par le Conseil international des archives, inspirent les modalités de communicabilité des archives au public, tels que définies par les différentes législations nationales.

Aussi retrouvons-nous en France, en Allemagne, en Belgique et au Luxembourg le principe de l'accessibilité des archives à toute personne qui en fait la demande, soit après l'écoulement d'un délai général, soit - si les documents sont soumis à un secret - après échéance de délais de communication prolongés.

En France, le délai général a été aboli et les archives sont communicables immédiatement. En Allemagne, le délai général est de 30 ans et en Belgique, pour les archives des services publics fédéraux, le délai général est également de 30 ans. Au Luxembourg, le délai général n'est pas fixe, mais s'oriente à la durée d'utilité administrative (entre cinq et 20 ans en moyenne), après échéance de laquelle les archives publiques sont versées aux Archives nationales et sont librement communicables. Avant le versement aux Archives nationales, l'accès aux documents est réglé par la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte.

Des délais de communication prolongés sont prévus dans les pays en question pour des archives comportant des informations soumises à des secrets. Ces délais varient en fonction des pays et en fonction des types de documents concernés. Alors que ces délais ne se prêtent guère à une juxtaposition directe, en raison des différentes définitions et terminologies employées, il nous sera permis de fournir quelques exemples en regroupant les différents types de documents à des fins d'illustration. Le délai de communicabilité de documents couverts par un secret d'État, par exemple, est de 25 à 100 ans en France, de 60 ans en Allemagne et de 50 ans en Belgique et au Luxembourg. Les documents couverts par le secret de l'instruction judiciaire sont soumis à un délai de 75 à 100 ans en France, de 30 ans en Allemagne, de 30 à 100 ans en Belgique et de 50 ans, voire de 25 ans après le décès ou de 75 ans après la création du document au Luxembourg. Les documents soumis au secret fiscal sont communicables après un délai de 60 ans en Allemagne et de 100 ans pour la Belgique et le Luxembourg, et les documents relatifs au secret des entreprises sont soumis à un délai de 25 ans en France, de 60 ans en Allemagne et de 50 ans en Belgique et au Luxembourg.

En termes procédurales, lorsque les délais de communication sont échus, le lecteur, après inscription auprès de l'institution d'archives, peut consulter les archives demandées sur place en salle de lecture.

Pour les demandes de consultation d'archives avant échéance des délais de communication, le lecteur doit généralement formuler une demande de dérogation auprès du service d'archives en question. Ainsi, la France, l'Allemagne, la Belgique, tout comme le Luxembourg prévoient des procédures de raccourcissement sur base d'une demande renseignant e. a. sur l'objectif et les motivations de la demande, voire du projet de recherche pour lequel la dérogation est sollicitée. Les démarches concernant les archives luxembourgeoises et formulaires y relatifs sont librement accessibles sur www.guichet.lu.

Que ce soit en France ou en Allemagne (pas de données pour la Belgique), l'accord du producteur des archives faisant l'objet de la demande de dérogation est requis. Il en est de même pour le Luxembourg où le producteur des archives transmet sa décision au directeur des Archives nationales dans un délai de trois semaines à compter de la transmission de la demande de communication. Passé ce délai et en l'absence de décision de l'entité versante, le directeur des Archives nationales prend la décision quant à la demande de communication.

Il y a donc lieu de constater que la législation luxembourgeoise en matière de communicabilité de documents soumis à des délais prolongés s'aligne sur les principes archivistiques et de droit internationaux et ne se distingue guère de celle de nos pays limitrophes, que ce soit en termes de restrictions temporelles ou en termes procédurales.

Le Conseil des archives, institué par la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage, ne s'est pas encore réuni à ce jour. Le règlement grand-

ducal relatif à son fonctionnement interne a été pris en date du 9 octobre 2019, tandis que ses membres ont été désignés par l'arrêté grand-ducal du 11 février 2020. Une première réunion du Conseil des archives avait de suite été planifiée entre le président dudit Conseil et son secrétariat, mais ne s'est pas concrétisée en raison de la survenance de la crise du Covid-19. Les membres du conseil ont cependant été contactés par son président en vue d'une réunion éventuelle par des moyens audiovisuels.

Afin de faciliter au public les contacts avec le Conseil des archives, une adresse email spécifique et une page Internet ont été mises en place. Pour l'heure, le Conseil des archives n'a toutefois pas encore été saisi de réclamations ou de demandes d'avis.

Nous prions l'honorable Députée de bien vouloir trouver le rapport annuel 2019 sur l'encadrement des archives publiques sur le site des Archives nationales : <https://anlux.public.lu/fr/nous-connaître/missions.html>. Notons cependant qu'étant donné que le rapport concerne une période qui précède l'existence effective du Conseil des archives, ce dernier n'a pas pris position à son égard.

Question 2048 (14.04.2020) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le « **homeschooling** » :

Zanter dem 16. März sinn d'Schoulen zou. De mënschleche Kontakt gëtt evitéiert, ma d'Léiere geet weider via den Homeschooling.

An dësem Kontext wëll ech follgend Froen un den Här Educationminister stellen:

- Musse gesetzlech Upassung gemaach ginn, fir dem Homeschooling déi néideg legislativ Basis ze ginn?

- Wa jo, wéi eng?

- Wéini sollen dës Upassung gemaach ginn?

Réponse (26.05.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

De Modell vum Enseignement en alternance (zanter dem 11. Mee 2020 am Enseignement secondaire an zanter dem 25. Mee 2020 am Enseignement fondamental) erfuerdert eng geréng Unzuel vun Upassungen. Fir den Enseignement secondaire ass eng entspreichend Dispositioun an de Règlement grand-ducal du 31 juillet 1980 fixant le régime des vacances et congés scolaires gesat ginn. Fir den Enseignement fondamental ass eng entspreichend Dérogatioun zur Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental agefouert ginn. Duerch d'Bäisetze vun engem neien Artikel 39bis an dëse Gesetzestext gëtt enner anerem festgehalen, datt déi Schüler, déi zu der vulnerabler Populatioun zielen an dëst och mat engem Attest vun Dokter beleen, weiderhi vum Enseignement à distance profitieren.

Och während der Period vum Confinement ennerleien d'Kanner an déi Jugendleche der Obligation scolaire, sou wéi se an der Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire festgeluecht ass. An där Zäit, wou d'Schoulgebaier zou waren, koume si dëser Pflicht no, andeem si um Enseignement à distance deelgeholl hunn, dee vun der Schoulugebuede gouf. Si hu missen un dësen Aktivitéiten deelhuefen an déi gefuerdert Aufgabe maachen. Si waren net fräi, ausser während der Ouschtervakanz. Eng gesetzlech Upassung huet deemno net misse gemaach ginn.

Question 2049 (14.04.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Paul Galles** (CSV) concernant le **Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC)** :

An der Landwirtschaftskommissioun den 9. Abrëll huet de Landwirtschaftsminister Romain Schneider erkläert, de PNEC sollt an de kommende Wochen a Méint finaliséiert an dann op Bréissel geschéckt ginn. An der Äntwert op d'Question parlementaire n° 1812 hat d'Madamm Ministesch Carole Dieschbourg informéiert, dass „no dem Ofschloss vun der Consultation publique wäerten d'Observatiounen an d'Virschléi consideréiert ginn an déi final Versioun vum integréierten nationalen Energie- a Klimaplang dem Regierungsrot fir Approbatioun virgeluecht ginn“.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohaltege Entwécklung stellen:

- Wéini soll lo deen definitive Klimaplang bei d'EU-Kommissioun op Bréissel geschéckt ginn?

- Den Delai vun der Consultation publique ass

den 29. März 2020 ausgelaf. Wéi eng Bemierkung sinn heiraus zrëckbehalde ginn?

- Den 19. Dezember 2019 war een Débat de consultation zum PNEC an der Chamber. Wat ass heiraus zrëckbehalde ginn?

- Gëtt de PNEC, bevir e bei d'EU-Kommissioun op Bréissel geschéckt gëtt, an den zoustännege Chamberskommissioun presentéiert? Wa jo, wéini? Wann nee, firwat net?

Réponse commune (26.05.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

Déi definitiv Versioun vum integréierten nationalen Energie- a Klimaplang [Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC)] fir d'Period 2021 bis 2030 gouf den 20. Mee am Regierungsrot uegoholl a gëtt an den nächsten Deeg bei d'Europäesch Kommissioun op Bréissel geschéckt.

Am Kader vun der Consultation publique hunn 328 Bierger Observatiounen a Propositionen un déi zoustänneg Ministère gericht. Dobäi koumen 30 institutionell Acteuren a Gruppementen aus der Zivilgesellschaft an de Patronat- a Saliariatsorganisatiounen, déi Avisen zum Plang ofginn hunn. Déi allermeescht Acteure begreifen den Ambitiounsniveau vum PNEC. Vill vun de méi detailléierten Observatiounen a Propositionen concernieren d'Ëmsetzung vun de Moossnamen aus dem PNEC a wäerten, dee Moment, wou déi eenzel Reglementer, Programmer a Projeten ausgeschafft ginn, mat consideréiert ginn.

Direkt zum Optakt vun der Consultation publique gouf den integréierten nationalen Energie- a Klimaplang der zoustännege Chamberskommissioun am Detail virgestallt. An de Reunione vum 11. Februar an 4. März haten d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohaltege Entwécklung an de Minister fir Energie am Detail duergeluecht, wéi d'Suggestiounen aus dem Débat de consultation vum 19. Dezember an de PNEC integréiert goufen. Detailvirschléi, déi sech op Ëmsetzungsmoossname bezéien, gi betruucht au fur et à mesure, wéi dës Moossnamen ausgeschafft ginn.

Weesentlech Ännerungen, déi opgrond vun der Consultation publique virgeholl goufen, betreffen enner anerem de soziale Volet, de Logistiksektor, d'Energieversuergung an och d'Landwirtschaft. Am Text gouf nachmol preziséiert, datt besonnesch d'Mesuren am Logement mat dem Zil verbessert ginn, akommeschwaach Stéit méi staark ze ennerstetzen. Da wäerten en vue vun engem nohaltege Logistikstanduert Lëtzebuerg d'Efforten an deem Sektore verstärkt ginn. Déi final Versioun vum Plang geet méi am Detail op eng Waasserstoffstrategie fir Lëtzebuerg an, déi mat dem europäesche Kader ofgestëmmt gëtt. Fir den Humusopbau an de landwirtschaftleche Biedem méi geziilt ze notzen, fir Kuelestoff ze bannen, gouf zrëckbehalen, e Fuerschungsprojet ze lancieren, deen heifer déi néideg Guidance liwwere soll.

De Plan de relance „Neistart Lëtzebuerg“, dee vun der Regierung am Kader vun der Covid-19-Kris ausgeschafft gouf, dréit och den Ziler vum PNEC Rechnung. Mat de Moossnamen am Beräich vun der Ennerstetzung vun den Entrepreneuren, der Mobilitéit, der Renovatioun an den erneierbaren Energie gëtt ee kloeren Aktiounsprogramm op de Wee bruecht, fir eis Klimaziler ze erreechen. Domat gëtt de „Lëtzebuerg Green New Deal“ lancéiert, deen de Biergerinnen a Bierger am Lëtzebuerg Handwierk profitéiert.

Question 2050 (14.04.2020) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **soumissions publiques** :

Afin de relancer et de préconiser l'économie nationale dans la période d'après crise, certaines mesures viennent d'être présentées par le Gouvernement. Cependant, en ce qui concerne les dossiers des soumissions pour les travaux de construction organisés par l'État et les communes, les procédures y applicables sont complexes et peu flexibles. Pour y remédier, certaines adaptations pourraient être mises en place par le Gouvernement pour la période d'après-crise, tout en respectant les réglementations et directives européennes en la matière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes Monsieur le Ministre des Travaux publics :

- Une révision des critères d'attribution de marchés pour soutenir les entreprises nationales paraît-elle possible ? À cette fin et selon Monsieur le Ministre, une modification des critères de pondération semblerait-elle être une manière de procéder ?

- Le ministre entend-il négocier ces critères sur le niveau européen afin de soutenir les entreprises nationales touchées par la crise ?

- Le ministre envisage-t-il d'adapter les différents montants, notamment les plafonds pour les marchés de grès à grès et de la procédure négociée ?

Réponse (18.05.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

L'honorable Député fait valoir que « certaines adaptations en ce qui concerne les procédures de soumissions pour les travaux de construction organisés par l'État et les communes », jugées « complexes et peu flexibles », pourraient être mises en place par le Gouvernement et ce, « afin de relancer et de préconiser l'économie nationale dans la période d'après-crise ».

D'emblée, s'agissant des entreprises touchées par la crise, il doit être renvoyé aux dispositions particulières mises en place par le Gouvernement en réaction aux mesures sanitaires destinées à endiguer la propagation du Covid-19.

Les investissements de l'État, par le biais des projets initiés ou mis en œuvre par le Gouvernement, et réalisés par le biais de la commande publique, sont susceptibles d'être considérés comme autant de contributions au développement économique national, et tout particulièrement pour la période d'après-crise.

Si l'accès des opérateurs économiques à la commande publique représente un enjeu majeur dans cette perspective, les principes d'égalité de traitement, de non-discrimination et de transparence qui le gouvernement font toutefois obstacle à ce que les entreprises locales soient favorisées au détriment d'autres concurrents.

Ainsi, si l'emploi de critères d'attribution autres que le prix, le recours à une attribution sur la base du coût, selon une approche fondée sur le rapport coût/efficacité, telle que le calcul du coût du cycle de vie, voire une définition intelligente des spécifications techniques ou labels exigés sont autant de moyens permettant de favoriser l'aspect qualitatif de la commande publique (appréciation qu'il appartient à chaque pouvoir adjudicateur d'effectuer en considération de chaque marché pris individuellement), il ne saurait cependant être question d'en détourner l'objectif, en leur conférant un effet discriminatoire. Le juge européen et le juge national censurent ainsi régulièrement les critères d'attribution reposant sur l'implantation géographique des entreprises ou se révélant comme favorisant certaines entreprises en particulier.

Pour autant, il convient de rappeler qu'une des préoccupations de la refonte du cadre réglementaire des marchés publics par le biais de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics et de son règlement grand-ducal d'exécution du même jour, était de faciliter l'accès des opérateurs économiques, et des petites et moyennes entreprises (« PME ») en particulier, aux marchés publics.

Le recours accru aux moyens électroniques est un des facteurs principaux en ce sens. Par ailleurs, de nouvelles dispositions ont été introduites afin de réduire les charges administratives pesant sur les opérateurs économiques. De même, l'accès des PME est facilité puisque les acheteurs publics doivent désormais déterminer leur cahier des charges de manière à accepter tous les soumissionnaires dont la situation financière est appropriée aux fins du marché. Les pouvoirs adjudicateurs sont en outre invités à diviser les marchés publics en lots (sinon, ils doivent en justifier), ainsi qu'en témoigne la révision des cahiers spéciaux des charges standardisés relatifs aux clauses contractuelles générales. Les règles relatives aux recours aux capacités d'autres entités ont été clarifiées afin d'encourager les opérateurs économiques à s'associer pour répondre à un avis de marché. Enfin, les dispositions protectrices des sous-traitants ont été développées.

Il convient encore de remarquer qu'un certain nombre d'initiatives nationales ont été prises pour appuyer les opérateurs économiques et les PME en particulier. À cet égard, référence est faite à la réponse commune du Ministre soussigné et du Ministre des Classes moyennes à la question parlementaire n° 1689 du 10 janvier 2020 de Monsieur le Député Sven Clement concernant le « Greenlaning ».

À ce titre, le portail des marchés publics, qui constitue une plateforme électronique dont la gestion est assurée par le Ministère des Travaux publics avec le concours du CTIE, centralise au niveau national la publication électronique des avis et des documents de marché afin de faciliter l'accès de tous les opérateurs économiques à la commande publique via la consultation d'une seule plateforme. À cette partie applicative, s'ajoute une partie informationnelle contenant des informations de référence sur le cadre

réglementaire des marchés publics. Plus spécifiquement, une permanence (helpdesk) est continuellement assurée par le service coordonnateur qui gère le portail pour assister les utilisateurs de la plateforme. Des activités de formation et de sensibilisation à destination des opérateurs économiques sont par ailleurs régulièrement organisées et ce, de manière conjointe avec l'INAP, la Chambre des métiers et le House of Training/Chambre de commerce.

Il convient également de souligner le rôle du Service administratif de la Commission des soumissions, qui fonctionne comme un organe d'information, et qui peut être saisi, sans formalité spécifique, par tout opérateur économique souhaitant obtenir des renseignements sur le cadre réglementaire applicable aux marchés publics. Dans la mesure où les PME disposent en principe de moins de moyens administratifs, cette source de renseignement est susceptible de leur apporter le soutien dont ils ont besoin.

Le rôle du Centre de ressources des techniques et de l'information pour le bâtiment (CRTI-B) peut aussi être relevé, dans la mesure où ce dernier assure un helpdesk pour toute question relevant des marchés publics dans le secteur du bâtiment ainsi que la mise à disposition de nombreux documents de support.

De même, les chambres professionnelles et d'autres entités sectorielles contribuent encore à soutenir leurs membres en s'investissant largement dans la formation en matière de marchés publics et en proposant des services d'assistance.

Enfin, et s'agissant plus particulièrement des recours à la procédure négociée (anciennement appelée « marchés de gré à gré »), il convient de rappeler que les seuils des Livres II (marchés d'une certaine envergure) et III (secteurs spéciaux) de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics et leurs modifications résultent exclusivement des règlements européens. S'agissant du montant de 60.000 euros hors TVA permettant de recourir à la procédure négociée dans le cadre du Livre I, force est de constater qu'il avait déjà fait l'objet d'une augmentation en 2018 et qu'en tout état de cause, il ne peut dépasser la somme de 8.000 euros hors TVA, valeur cent de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948 (soit 70.070,4 euros au titre de l'année 2020), ce qui limite ses marges d'augmentation.

Par ailleurs, l'article 20 (3) de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics permet encore le recours à la procédure négociée pour les marchés ne dépassant pas la somme de 14.000 euros hors TVA, valeur cent de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948 (soit 122.623,20 euros au titre de l'année 2020) à la condition que trois offres soient sollicitées, de sorte que les possibilités de recours à la procédure négociée sont bien existantes, même pour des commandes qui revêtent une certaine importance.

Question 2056 (16.04.2020) de M. Gusty Graas (DP) concernant la nouvelle pollution du ruisseau Chiers :

Par voie de presse une nouvelle pollution du ruisseau Chiers a été communiquée récemment dans les environs d'un supermarché à Bascharage. Selon les responsables de l'Administration de la gestion de l'eau, la source de la pollution serait liée au bassin de rétention de la zone industrielle Gadderscheier.

Lors d'un incendie en juillet 2019, la Chiers a été fortement polluée par l'eau d'extinction. En réponse à ma question parlementaire afférente n° 1019 du 5 août 2019, Madame la Ministre avait confirmé qu'il s'est avéré que la vanne de sécurité du bassin de rétention de la ZI Gadderscheier n'a pas pu être fermée correctement et que l'étanchéité de certaines infrastructures n'était par conséquent pas garantie. Cette défaillance des mesures de sécurité serait due à l'âge et au manque d'entretien des installations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- 1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer les faits relatés dans l'article de presse ?
- 2) Dans l'affirmative, est-ce que Madame la Ministre peut donner des précisions quant aux sources et à la nature de la pollution ?
- 3) Est-ce que la pollution récente de la Chiers est également due à des défaillances de mesures de sécurité de ces installations ?
- 4) Quelles suites ont été tirées de la pollution du juillet 2019 ?

5) Les installations du bassin de rétention de la ZI Gadderscheier ont-elles été remises en état de conformité suite à l'incident précité de 2019 ?

Réponse commune (08.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

ad 1) L'équipe d'intervention « Pollution » de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a été informée en date du 10 avril 2020 d'une forte coloration du cours d'eau Chiers au niveau du rond-point Biff. Les agents de l'AGE se sont immédiatement rendus sur site et ont constaté une pollution dans la Chiers. Une enquête a été ouverte afin d'identifier le ou les responsables de cette pollution.

ad 2) Dès la notification par le Central de secours d'urgence (CSU 112), des agents de l'AGE se sont rendus sur site et après des investigations sur le terrain, la pollution a pu être retracée jusqu'au bassin de rétention pour eaux pluviales de la zone Gadderscheier. Sur site les agents ont identifié des traces de pollution venant de la canalisation des eaux pluviales. Des responsables de la société à l'origine de la pollution constatée ont été convoqués sur place. Après des investigations internes, la société a confirmé que la pollution s'est produite sur leur site. Selon le rapport circonstancié exigé par l'AGE, il s'avère que dans la nuit du 9 au 10 avril 2020 une vanne du réservoir de lavage de filtres à l'intérieur de l'installation s'est ouverte pour des raisons encore inconnues. Par la suite des eaux polluées se sont écoulées vers l'extérieur et se sont déversées dans la canalisation des eaux pluviales du site. Bien que la vanne ait été fermée le matin du 10 avril 2020, la société n'a pas informé l'AGE ou l'Administration de l'environnement de l'incident survenu.

Quant à la nature de la pollution : environ 150 m³ d'eaux contenant des particules de bois, du formaldéhyde, des nitrates d'ammonium et d'autres composants chimiques (principalement des composés organiques volatils - COV) contenus dans les fumées traitées par le susvisé épurateur se sont déversés hors du site. À noter que l'eau polluée était de plus en plus diluée au fil des heures, puisque la cuve est alimentée en continu par de l'eau douce permettant ainsi de garder le niveau d'eau stable à l'intérieur.

ad 3) Selon les constats pouvant être faits à l'heure actuelle, la cause primaire du déversement des eaux de l'épurateur réside dans l'ouverture d'une vanne sur le site de l'entreprise en question et l'absence de retenue des eaux polluées dans le bassin de sécurité in situ, qui aurait permis de limiter la quantité d'eau polluée sortant du site. Les raisons des dysfonctionnements précités sont actuellement encore sous investigation. Les eaux déversées ensuite dans le bassin de rétention ont à leur tour pu se déverser dans la Chiers.

Le fait de ne pas avoir immédiatement informé les autorités compétentes lors de la constatation de l'incident ayant eu lieu sur le site indique également une défaillance dans le processus de communication. Une information immédiate des autorités compétentes aurait permis la mise en place de mesures rapides et adéquates, afin de limiter la pollution de la Chiers.

Suite aux défaillances constatées au niveau de la vanne de sécurité du bassin de rétention lors de l'incendie l'été dernier, la vanne de sécurité du bassin de rétention Gadderscheier a été remplacée et réparée mais l'étanchéité effective s'est avérée insuffisante alors que la construction en béton en soi n'est pas étanche.

ad 4) Un groupe de travail entre l'AGE et le CGDIS a été mis en place et les travaux sont actuellement en cours pour établir un inventaire des mesures organisationnelles et infrastructurelles à prendre afin de définir clairement les responsabilités lors d'un incendie dans les zones industrielles.

ad 5) La vanne de sécurité du bassin de rétention Gadderscheier a été remplacée et réparée suite à la pollution de juillet 2019, il s'est avéré lors de la pollution survenue en date du 10 avril 2020 que l'étanchéité effective n'était pas suffisante. Depuis l'incident du 10 avril 2020, la vanne de sécurité du bassin de rétention Gadderscheier reste fermée et a été réparée de façon à réduire au minimum le rejet de ce bassin.

Dans l'autorisation d'exploitation de la zone industrielle suivant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (arrêté ministériel 1/06/0010 du 20 octobre 2010), il est imposé à tous les exploitants présents dans la ZI que « Tout établissement présentant un risque de pollution des eaux d'extinction ou des eaux pluviales doit prendre des dispositions adéquates afin d'éviter que des substances dangereuses pour l'environnement ne puissent se déverser dans la canalisation publique ou, en général, vers l'extérieur. »

Un nouveau concept de détection et de gestion automatisée de fuites d'eaux propres au

site de l'entreprise doit être élaboré par cette dernière dans les plus brefs délais, de concert avec les instances compétentes, par la mise en place de procédures fiables, la sensibilisation renforcée des personnes concernées ainsi que la mise en œuvre de meilleures techniques disponibles, afin d'éviter que de tels événements ne puissent se reproduire.

Dans ce cadre, la société a prévu l'aménagement de son propre bassin de rétention-sédimentation pour les eaux en provenance de son site. Dès que sa mise en exploitation sera effective (2021), il sera procédé à un curage et à une remise en état complet du bassin de la ZI Gadderscheier.

Alors que le bassin de rétention de la zone d'activités économiques n'a pas fonction première de retenir des eaux polluées (eaux d'extinction ou autres) et qu'il doit tout au plus être considéré comme ultime outil de prévention de pollutions, le Ministère de l'Économie est en train de faire planifier par des bureaux spécialisés les mesures nécessaires afin d'évacuer de manière adéquate les eaux éventuellement polluées se retrouvant dans le bassin de rétention et à effectuer les travaux de revêtement de l'ouvrage de sortie du bassin de rétention, de concert avec l'AGE, afin de garantir une étanchéité maximale.

Question 2058 (17.04.2020) de MM. Max Hahn et André Bauler (DP) concernant les logements pour jeunes :

L'accès au logement est une étape primordiale dans la prise d'autonomie des jeunes, qu'ils soient étudiant, travailleur ou à la recherche d'un premier emploi. L'évolution des prix sur le marché immobilier au Luxembourg rend cet accès souvent très difficile, surtout pour des jeunes qui démarrent leur vie d'adulte.

En fonction de leur situation personnelle, sociale et financière, il existe différentes formes de logements pour jeunes : le logement encadré, les logements pour étudiants/stagiaires ou la colocation pour jeunes n'ayant pas encore de ménage.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Combien de projets de ce genre ou d'un autre sont en cours de réalisation en collaboration avec le Fonds du logement ou la SNHBM ?

2) Combien de ces logements sont réalisés en collaboration étroite avec les communes ?

3) Dans quelle mesure la colocation pour jeunes pourrait-elle être développée davantage ? Quels seraient les partenaires privilégiés en ce domaine ?

4) Monsieur le Ministre pourrait-il nous informer sur l'évolution du nombre des logements pour jeunes créés depuis 2015 ?

Réponse (18.05.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

ad 1) Dans le cadre de ses missions, le Fonds du logement est en cours de construire une résidence spécifiquement destinée à la mixité générationnelle, qui comprendra notamment douze logements pour jeunes familles, à Differdange.

La SNHBM prévoit des structures de type colocation pour ses projets futurs à Elmen (3 x 19 unités) et à Belval-Nord (5 x 22 unités).

Je tiens cependant à préciser que l'ensemble des logements locatifs réalisés par le Fonds du logement et la SNHBM sont accessibles aux jeunes familles ou jeunes travailleurs, s'ils répondent aux conditions en vue de l'obtention d'un logement subventionné.

ad 2) Tous les projets initiés par le Fonds du logement, la SNHBM ou d'autres acteurs (ASBL, fondations, privés, etc.) sont réalisés en concertation avec les communes. Certains sont même initiés par les communes elles-mêmes.

ad 3) Une proposition, en vue d'un cadre réglementaire de la colocation pratiquée sur le marché locatif privé, fait partie du projet de loi modifiant la loi sur le bail à loyer que le Ministère du Logement est en train de finaliser. À travers ce biais, la colocation sera facilitée aussi bien du point de vue des colocataires que de celui des propriétaires privés. Dans ce cas, la colocation se fera évidemment indépendamment de l'âge des locataires.

Pour ce qui est du développement de logements locatifs subventionnés dans un contexte plus large de « loyers abordables », augmenter le nombre d'unités locatives construites louées à des fins de colocation par les promoteurs publics et en étroite collaboration avec les acteurs qui en manifestent un besoin (p. ex. ASBL), constitue évidemment une voie privilégiée par le Gouvernement.

À cet égard, il faudra cependant adapter le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 qui régit la location sociale exercée par les promoteurs publics et qui ne prévoit pas, expressis verbis, l'attribution de ces logements à des fins de colocation. En effet, les loyers sont calculés par logement et en fonction du revenu net disponible annuel des personnes occupant ce logement. Tenir compte des situations individuelles des personnes occupant une colocation (et qui ne forment pas nécessairement un « ménage ») n'est pas possible selon la réglementation en vigueur.

ad 4)

a. Projet Jugendwunnen

Dans le cadre de la politique du Gouvernement et en matière de l'accompagnement de jeunes adultes dans leur autonomisation, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a lancé en 2015, ensemble avec le Ministère du Logement, le premier projet « Jugendwunnen ». Ces projets sont réalisés en collaboration avec des acteurs locaux comme des communes ou associations privées.

Ces acteurs peuvent obtenir des aides financières en matière de logement auprès du Ministère du Logement, ainsi que le financement du premier équipement et des ressources humaines par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Le public bénéficiaire est constitué de jeunes de 18 à 27 ans qui n'ont pas accès au marché immobilier à cause de leur situation de vie vulnérable, comme des élèves en situation de détresse, étudiants, jeunes travailleurs et stagiaires.

Dans ces projets, l'accompagnement des jeunes effectué par des éducateurs et dont les frais sont subventionnés par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se concentre sur les aspects suivants :

- soutien des jeunes dans leur processus d'autonomisation,

- soutien au niveau de la vie communautaire dans les structures,

- personne de contact pour le jeune (et les professionnels externes),

- gérance des logements.

b. Structures existantes pour « jeunes adultes »

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

c. Structures existantes pour « étudiants »

À côté des structures pour « jeunes adultes », le Ministère du Logement a subventionné, au cours des années passées, la réalisation de plus de 800 logements pour étudiants, réalisés par différents promoteurs publics et privés à travers l'ensemble du pays.

Question 2062 (20.04.2020) de M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant les aides financières pour les véhicules à zéro ou à faibles émissions de CO₂ dans le contexte de la pandémie du coronavirus :

Um die Nutzung von Verkehrsmitteln zu fördern, die weniger CO₂ erzeugen, wurde ein System finanzieller Beihilfen errichtet. Für Autos und Kleinlaster, die zu 100 % elektrisch oder mit Wasserstoff-Sauerstoff-Brennstoffzelle unterwegs sind, gibt es seit 2019 einen Zuschuss von 5.000 Euro. 2.500 Euro gibt es für Plug-in-Hybride und Vans mit CO₂-Emissionen von weniger als 50 Gramm pro Kilometer.

Da sich durch die aktuelle Coronapandemie die Abläufe der Verkäufe und Lieferungen ändern bzw. verzögern, möchte ich in diesem Zusammenhang folgende Fragen an den Herrn Energieminister stellen:

- Wird, durch die aktuelle Krisensituation, welche auch die Autoindustrie stark getroffen hat, das System für Beihilfen verlängert?

- Wenn ja, wie lange soll das System verlängert werden?

Réponse commune (26.05.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

Das von der Regierung am 20. Mai verabschiedete Paket „Neistart Lëtzebuerg“ beinhaltet auch erhöhte Prämien für elektrische Fahrzeuge sowie für Fahrräder und Pedelec 25.

Im Sinne einer nachhaltigen wirtschaftlichen Erholung, sowie im Hinblick auf die Erreichung der im integrierten nationalen Energie- und Klimaplan festgelegten Ziele, werden die Zuschüsse für elektrische Wagen und Lieferwagen, welche zwischen dem 11. Mai 2020 und dem 31. März 2021 bestellt werden und deren Erstanmeldung vor dem 31. Dezember 2021 erfolgt, um 60 % auf 8.000 Euro erhöht. Für leichte Elektrofahrzeuge (Vierrad, Motorrad, leichtes Motorrad) werden die Beihilfen im selben Zeitrahmen sogar verdoppelt. Diese Verdopplung gilt ebenfalls für Fahrräder sowie Fahrräder mit Hilfsmotor (Pedelec 25) welche zwischen dem 11. Mai 2020 und dem 31. März 2021 gekauft werden.

Question 2063 (20.04.2020) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **réouverture progressive des classes** :

Selon les propos de Monsieur le Ministre de l'Éducation, les enfants « vulnérables » face au virus Covid-19 peuvent se voir dispenser de la fréquentation des cours dans les écoles fondamentales et lycées.

Dans le cadre de la réouverture par étapes des écoles et lycées à partir du 4 mai 2020, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) De quelle manière sera organisé le « home-schooling » des enfants vulnérables ?

2) Quelles mesures et consignes sont prévues pour les élèves qui habitent avec des personnes vulnérables (parents, frères et sœurs etc.) ?

Réponse (26.05.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1) L'enseignement à distance des élèves vulnérables peut être assuré soit en transmettant le cours de l'enseignant par streaming aux élèves, soit en assurant la continuité pédagogique par un autre moyen à déterminer en concertation respectivement avec le directeur régional de l'enseignement fondamental ou avec le directeur de lycée.

ad 2) Sur présentation d'un certificat médical attestant leur vulnérabilité, les élèves concernés peuvent être autorisés à suivre un enseignement à distance depuis leur domicile.

Les mêmes dispositions s'appliquent au cas où un élève fait partie du ménage d'une personne vulnérable et qu'un contact entre la personne vulnérable et l'élève est indispensable. Dans ce cas également, un certificat médical est requis.

Question 2076 (23.04.2020) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** (DP) concernant la **décharge illégale dans la réserve naturelle de l'Our** :

La presse a relayé à plusieurs reprises l'existence d'une décharge illégale qui est en train de se former depuis bon nombre d'années entre Unterensbach et Stolzembourg, le long de l'Our, accumulant de plus en plus de déchets et de matériels désuets de tout genre, tant du côté luxembourgeois que du côté allemand.

Or, bien que cette situation ait apparemment été signalée de manière répétée aux autorités compétentes, notamment à l'Administration de la nature et des forêts, aucune suite ne semble y avoir été réservée jusqu'à ce jour.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Madame la Ministre est-elle au courant des informations évoquées ci-dessus ?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle les confirmer ?

- Dans la négative, Madame la Ministre entend-elle vérifier les informations soulevées par la presse quotidienne ?

- Quelles suites Madame la Ministre entend-elle réserver à cette situation déplorable ? Madame la Ministre se proposerait-elle de faire effectuer des analyses pour déterminer, le cas échéant, l'impact de cette décharge sur la faune et la flore locale tout en considérant également les conséquences potentielles sur la qualité de l'eau du courant frontalier de l'Our ?

- Est-il prévu de lancer une enquête pour détecter le ou les auteurs de ces dépôts illégaux ?

- Puisque le site en question semble être utilisé fréquemment comme décharge, de quelle manière Madame la Ministre entend-elle éviter que des personnes ne continuent à déposer des déchets en cet endroit ?

Réponse (08.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

- Deux agents de l'entité mobile de l'ANF ainsi que le garde forestier afférent et deux agents de l'Unité contrôles et inspections de l'Administration de l'environnement (AEV) ont procédé à un contrôle sur site aux abords de l'Our en date du 23 avril 2020.

- Lors du contrôle sur site, les fonctionnaires des deux administrations ont constaté principalement l'entreposage de quatre remorques agricoles et de tôles provenant du démontage d'une grange (< 25 m³).

En outre, à l'entrée sur le site, près de la N10, des déchets encombrants divers en petite quantité (< 2 m³), constitués principalement de mobiliers divers, de roues et pneus usagés, de bidons vides, de pare-chocs usagés et en particulier d'un frigidaire ont été constatés. Ces déchets ont fort probablement été déposés par des tierces personnes.

À défaut de témoins, une enquête à mener par des agents de la Police grand-ducale, de l'ANF ou de l'AEV aura peu de chances d'aboutir dans ce cas précis.

Notons toutefois, que les photos présentées dans la presse locale du 23 avril 2020 ne reflétaient pas les faits constatés par les agents sur place, le même jour. Étant donné que l'abandon de matériel, de véhicules et d'autres déchets ne se limite pas aux terrains bordant l'Our du côté luxembourgeois de la frontière, il est possible que les photos qui ont trouvé leur chemin dans la presse luxembourgeoise montraient une situation d'un terrain localisé en Allemagne.

Il faut aussi relever que, contrairement aux affirmations apparues dans la presse quotidienne, l'ANF a procédé à des contrôles des terrains en question dans le passé et ceci à plusieurs reprises.

- Tant l'ANF que l'AEV ont notifié des courriers aux propriétaires du terrain en question pour les sommer de nettoyer le site en question.

Compte tenu des faits constatés sur place, on ne saurait qualifier le site de « décharge », bien que la situation est déplorable et manifestement contraire aux dispositions légales applicables. Comme déjà évoqué plus haut, il s'agit principalement de l'entreposage de remorques agricoles et de tôles provenant du démontage d'une grange, donc de déchets inertes.

Étant donné qu'il n'y a guère de risque de pollution du sol, ni de l'Our, il n'est à ce stade pas prévu d'effectuer des analyses chimiques sur le site. Même si le site se trouve assez près de la rivière de l'Our à vol d'oiseau, la distance réelle par rapport aux eaux de la rivière dû à la surélévation du terrain par rapport au niveau de l'eau ne donne pas lieu de craindre une contamination des eaux par les matières et déchets entreposés.

- Sur base des résultats du contrôle effectué par les services de l'ANF et de l'AEV le jour de la parution de l'article dans la presse, les propriétaires du terrain ont été sommés le 6 mai 2020 d'enlever les déchets en question avant la fin du mois, ceci en application des dispositions de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets.

- Les agents habilités à ce faire prendront les mesures qui s'imposent. Une enquête a déjà été entamée afin de détecter l'auteur des dépôts illégaux. Reste à rappeler que l'enquête est soumise au secret d'instruction et que dès lors le ministère ne dispose pas d'informations supplémentaires à ce sujet.

Le site en question étant la propriété privée des personnes ayant leur résidence en Allemagne, les moyens à disposition de l'administration sont malheureusement très limités et ont d'ores et déjà été mis en œuvre.

Question 2079 (23.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **déplacements à l'étranger dans le cadre du confinement** :

An deene leschten Deeg koum, iwwer verschidde Medien, d'Informatioun, datt vill Residenten d'Zäit vum Confinement zum Deel am Ausland verbruecht hunn. Vill vun deene Leit sinn an deene leschten Deeg zréck op Lëtzebuerg komm, och am Kontext vun deene rezenten Annerunge vun de Confinementsreegelen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Staatsminister, dem Här Educationminister, dem Här Aarbechtsminister an der Madamm Gesondheitsminister dës Froe stellen:

1. Wéi stellt d'Regierung sech zu dësem Phänomen? Ka si dat confirméieren? Woussst si dorriwwer Bescheed, datt trotz dem Confinement eng grousse Zuel vu Persounen an d'Ausland gereest sinn? Wa jo, wéi huet si reagiert?

2. An engem Artikel vum 23. Abrëll 2020 am Paperjam gëtt d'Direction de la santé mat dësen Aussoen zitiiert: « Si la Direction de la santé a constaté que, en vue de la reprise du travail dans le secteur de la construction, un certain nombre de résidents étaient revenus du Portugal ces derniers jours, elle estime que cela ne représente pas de risque particulier. Mais rappelle qu'il faut éviter de voyager. »

Wéi ass d'rechtlich Positioun vun der Regierung zu dëser Fro, besonnesch am Hibleck op den Artikel 1 vum Règlement grand-ducal vum 18. März 2020? Et gëtt jo eng Egalitéit vun de Leit virum Gesetz. Däerf also all Bierger onbeschränkt an d'Ausland reesen? Ass den zitiierten Artikel 1 (« Art. 1^{er}. La circulation sur la voie publique de toute personne physique est interdite, sauf pour les activités suivantes : (...) ») also eng allgemeng Obligatioun oder eng „Recommandatioun“?

3. Weider seet d'Direction de la santé : « Nous sommes un pays ouvert, qui n'a jamais fermé ses frontières. Au début de l'épidémie, il y avait des zones à risque et quand des gens en revenaient, ils étaient particulièrement surveillés ou même mis en quarantaine. Cela ne peut plus être appliqué maintenant. Le virus est partout en Europe et probablement le risque n'est pas beaucoup plus élevé au Portugal qu'au Luxembourg. »

Deelt d'Regierung dës Ausso? Si Reesen an Europa also well allgemeng erlaabt, well de Virus jo „iwwerall an Europa ass“? Wat heescht fir d'Regierung „le risque n'est pas beaucoup plus élevé au Portugal qu'au Luxembourg.“? A wéi eng Konsequenzen huet esou eng Relativitéierung op d'Confinements- an d'Hygiènesvirschrëften hei zu Lëtzebuerg?

4. Wann eenzel Persounen, déi an d'Ausland gereest sinn, den Autoritéit mat Numm bekannt sinn, ginn dës Persounen da wéinst dem Verstouss géint d'Confinementsreegele protokolléiert? Gesäit d'Regierung hei d'Noutwendegkeet vun enger Gläichbehandlung vun alle Bierger virum Gesetz? Ginn déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg protokolléiert goufen, well si op der „voie publique“ zirkuléiert sinn, ouni de Konditioun vum Artikel 1 vum RGD vum 18. März 2020 ze entsprechen, elo vum Staat rembourséiert?

5. Wéi eng eventuell Auswierkungen hunn esou Deplacementer, dei jo kloer net am Intérêt vum Beruff oder soss enger Noutwendegkeet waren, op d'Allocatioun vum „chômage partiel“? Misst de Salaréi zu där Zäit, fir déi de „chômage partiel“ ugefrot ass oder bezuelt gëtt, net à disposition vum Employeur sinn?

6. Wéi vill Kanner ware vun esou Deplacementer an d'Ausland betraff, déi da weeder vu Lëtzebuerg aus nach aus dem Ausland um Homeschooling deelgeholl hunn? Hunn d'Elteren do géint d'Schoufflicht vun hire Kanner verstouss? Si Sanktiounen virgesinn?

Réponse commune (08.06.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

D'Servicer vun der Direktioun vun der Santé goufen am Abrëll driwwer informéiert, dass anscheinend eng Rei Leit nees aus dem Ausland zréck an d'Land komm wären, notament fir d'Ouverture vum Bausecteur. Et huet sech heibäi awer em relativ onprezis Informatiounen gehandelt, déi een éischer als Gerüchter bezeeche kéint, an déi besonnesch déi portugisesch Gemeinschaft betraff hunn. An deem Sënn war et och der Direktioun vun der Santé net méiglech, deene Rumeuren nozegoen a konkret Faite festzustellen.

Et ass och net gewosst, ob dës Leit, wa si dann am Ausland waren, eventuell d'Land schonns kuerz virum Confinement verlooss hunn an domat den Artikel 1 vum RGD vum 18. März net verletzt hunn. Anescht wéi verschidden EU-Memberstaaten huet Lëtzebuerg während dëser Pandemie seng Grenzen ni zougemaach.

Enn Abrëll war et effektiv esou, dass d'Coronavirus-Epidemie sech iwwer ganz Europa verbreet hat an dass een an deem Sënn keng „pays à risque“ méi ausweise konnt. Ech kann och bestätegen, dass Portugal eent vun de Länner wor, dat ganz aktiv an effikass géint d'Epidemie gekämpft huet, an dass domat de

Risiko, fir eng Infektioun opzerafen, sécher an deem Land, net méi héich war wéi bei eis zu Lëtzebuerg.

Wéi schonns gesot, an dësem Kontext sinn dem Gesondheitsministère keng Leit mat Nimm bekannt. Eventuell Iwwerleeungen iwwer Chômage partiel oder Homeschooling an dësem Kontext bleiwen domat reng spekulativ.

Wat elo d'Situatioun vum Salaréi am Chômage partiel ubelaangt, do ass ze prezisieren, dass hie weiderhin net nëmmen à disposition vu sengem Employeur steet, mee och vum Aarbechtsmaart an der ADEM.

Falls de Salaréi also vu sengem Employeur oder vun der ADEM geruff gëtt a senger Obligatioun net nokéint, kann dat zur Konsequenz hunn, dass hie säi Recht op d'Indemnitéite verléiert an, am schlëmmste Fall, dass hie vu sengem Employeur licenciéiert gëtt wéinst enger Faute grave.

Question urgente 2523 (10.07.2020) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **classement du Luxembourg comme « pays à risque »** :

Fir eis Camping- an Hotelbranche sinn dës Iwwerregens begrëssen och am Hibleck op d'Vemeidung vun enger zweeter Well - ass bei eis den Undeel vu Leit, déi mer teste méi grous wéi am Ausland, wat an der Statistik vu positive Fäll op 100.000 Awunner awer net berücksichtegt gëtt.

Kuckt ee sech d'Neiinfektiounen mat SARS-CoV-2 un, zum Beispill iwwert d'Datesätz vum European Centre for Disease Prevention and Control, sou läit Lëtzebuerg am europäesche Verglach an der Rubrik „14-day cumulative number of Covid-19 cases per 100 000“ op zweeter Plaz (mat 83,1 Fäll) direkt hannert Schweden (mat 112,7 Fäll). Fir et emol graphesch duerzestellen:

(carte à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Duerch de Large-Scale-Testing (LST) - dee mer iwwerregens begrëssen och am Hibleck op d'Vemeidung vun enger zweeter Well - ass bei eis den Undeel vu Leit, déi mer teste méi grous wéi am Ausland, wat an der Statistik vu positive Fäll op 100.000 Awunner awer net berücksichtegt gëtt.

Estland huet rezent decidéiert, dass wéinst eisen héijen Infektiounszuele Persounen, déi aus Lëtzebuerg areesen, an Isolatioun mussen goen. Si referéieren sech dobäi op d'Infektiounszuele vun de leschte 14 Deeg. Och aner Länner hunn oder schéngen amgaangen ze sinn, Lëtzebuerg als Risikogebitt anzestufen.

Ech wéilt duerfir follgend Froen un den Här Ausseminister, d'Madamm Gesondheitsminister an den Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung richten:

1. Wier et méiglech, den Undeel vu positiv geteste Persounen, déi sech aus dem LST erginn hunn, am Verglach zu de positive Fäll iwwert den „normale“ Wee an dat zanter dem Lancement vum LST, matgedeelt ze kréien?

2. Gëtt d'Regierung vun den europäesche Länner a Kenntnis gesat, wa si Areesrestriktiounen decidéieren, respektiv Reeswarnungen ausstellen?

3. Steet d'Regierung an deem Kontext a reegelméissegem Kontakt mat sengen EU-Partner, i. e. och mat eisen direkte Nopeschlänner?

- Sollt dat de Fall sinn, ginn et Unzeechen, dass zum Beispill och eis Nopeschlänner amgaange sinn, eist Land zum Beispill als Risikoland anzestufen?

- Wéi gedenkt d'Regierung deem entgéintzotrieden?

- Ass d'Lëtzebuurger Regierung an enkem Kontakt mat sengen Homologen, fir sou Decisiounen ze verhënnern, och mat Bléck op eisen Tourismussecteur?

Réponse commune (14.07.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

ad 1. Op den Dag vum 13. Juli 2020 sinn am Ganze 4.956 Persounen op de Covid-19 positiv getest ginn zu Lëtzebuerg. Dovunner sinn der 161 iwwert de „Large-Scale-Testing“ depistéiert ginn.

ad 2. D'Regierung gouf net vun allen europäesche Länner, déi géintwärtig Lëtzebuerg Areesrestriktiounen agefouert oder Reeswarnungen ausgestallt hunn, direkt informéiert.

ad 3. Jo. D'Regierung huet den direkten Dialog mat den EU-Partner gesicht, fir op déi spezi-

fesch Situatioun vu Lëtzebuerg opmierksam ze maachen.

- D'Autoritéite vun eisen Nopeschlänner suiveieren d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg vun no. Dofir si mir a permanentem Kontakt mat hinnen, och wat d'Krittäre betrëft, déi si applizéieren, fir Länner eventuell als Risikoland anzestufen. Wa sech déi aktuell negativ Entwécklung bei de Fallzuelen net inverséiert, kann net ausgeschloss ginn, datt Lëtzebuerg als Risikogebitt no de Krittäre vum Robert Koch-Institut klaséiert gëtt.

- D'Regierung steet zënter Deeg an intensivem Kontakt op ënnerschiddlechen Niveaue mat de verschiddenen Autoritéiten aus den Nopeschlänner, fir dorobber opmierksam ze maachen, datt Lëtzebuerg bei Wäitem dat Land an Europa ass, wat am meeschten Tester duerchféiert. Och gëtt betount, datt dëst en effikas Mëttel ass, fir nei Fäll ze erkennen an Infektionsketten ze ënnerbriechen. D'Identifizierung vun engem Maximum u Fäll, esou wéi déi manuell Noverfolgung vun de Kontakter, erlaaben d'Verbreedung vum Virus séier an effikass ze stoppen. Dëst dréit also zur Sécherheet vun der Lëtzebuurger Bevëlkerung a vun de Frontaliere bäi. Dëst soll och eventuell nei Areesrestriktiounen iwwerflësseg maachen.

- Jo. D'Regierung huet Kontakt opgehol mat eisen dräi Nopeschlänner mee och mat deene Länner, déi nees Areesrestriktiounen geholl hunn. An all eise Kontakter bréngt mir déi uewen opgezielten Argumenter vir.

Question urgente 2557 (16.07.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant l'annulation de rendez-vous médicaux à cause de la pandémie de la Covid-19 :

Mengen Informatiounen no ginn am Moment an de Spideeler rëm verschidde Rendez-vousen ofgesot, ënner anerem wichteg Noënnersichunge bei Kriibspatienten. Als Argument gëtt gesot, datt et net méiglech wier an de Wartesäll zwee Meter Ofstand ze halen.

Virum dësem Hannergrond wéilt ech der Madamm Gesondheitsminister folgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister dës Informatiounen bestätegen?
2. Wa jo, ass d'Madamm Minister net och der Meenung, datt dës Rendez-vousen mat e bëssen Organisatioun problemlos kéinte stattfannen?
3. Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt och bei der aktueller Hausse vun de Covid-19-Infektiounen, net nach eemol de ganze Gesondheetssystem dierf erofgefuer ginn an datt wichteg Rendez-vousen an Agrëffer musse garantéiert sinn?

Réponse (21.07.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

No Récksprooch mat der FHL an den Direktiounen vun de Centres hospitaliers, leie menge Servicer keng Informatiounen vir, dass Rendez-vousen, notament Noënnersichunge bei Kriibspatienten, annulléiert goufe mam Argument, dass soss den Zwee-Meter-Ofstand am Wartesall net garantéiert gewiescht wär.

An der aktueller Gestiou vun dëser Covid-Epidemie hunn d'Spideeler sech opgestallt an organiséiert, fir esou gutt ewéi méiglech d'Covid-Patienten en charge ze huelen ouni awer, dass et fir de Patient zu enger Beanträchtegung um Niveau vun der Prise en charge vu sämtlechen anere Pathologien komme sollt a virum allem vun esou enger wichtigeren Prise en charge wéi notament d'Kriibsbbehandlung.

Question urgente 2580 (24.07.2020) de **M. Paul Galles** (CSV) concernant la ligne d'assistance téléphonique mise en place dans le cadre des invitations aux tests à grande échelle de dépistage du Covid-19 :

Il ressort des invitations à participer au test de dépistage à grande échelle du Covid-19 envoyées par le Luxembourg Institute of Health (LIH), que la ligne d'assistance téléphonique au numéro (+352) 285 583-1 est payante. Cette ligne d'assistance téléphonique peut être appelée par des personnes cherchant de plus amples informations sur les tests, les démarches et les stations ainsi que des personnes n'ayant pas accès à Internet pour prendre un rendez-vous.

Afin de ne pas désavantager ou même exclure les personnes n'ayant pas accès à Internet ainsi que les personnes ayant des questions quant

aux tests de dépistage et souhaitant consulter la ligne d'assistance téléphonique, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- De manière à assurer le plus grand nombre de participants possible et ainsi détecter davantage le Covid-19 pour prévenir de manière plus efficace les nouvelles infections, le Gouvernement est-il d'accord sur le fait que la ligne d'assistance téléphonique ne devrait ni exclure ni désavantager les personnes cherchant à la consulter ?

- Ayant annoncé des campagnes d'incitation afin de maximiser la participation aux tests de dépistage, le Gouvernement ne devrait-il pas prévoir de rendre la ligne d'assistance téléphonique gratuite ?

- Si cela ne s'avère pas être le cas, le Gouvernement pourrait-il me faire parvenir les raisons de cette décision ?

Réponse commune (31.07.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Faisant partie de la première phase du Large-Scale-Testing (LST), la ligne d'assistance téléphonique a dû être mise en place en urgence. Elle a reçu environ 4.000 appels dès le premier jour et jusqu'à 7.000 appels par jour au cours de la première phase du LST. Il convient de préciser que le service offert par cette ligne d'assistance téléphonique n'est pas payant au sens que le service et les renseignements en tant que tels sont gratuits. Les seuls frais qui pourraient être encourus sont les frais normaux d'un appel téléphonique national. Les personnes qui appellent la ligne d'assistance téléphonique du LST sont prévenues de ces frais potentiels d'un appel téléphonique normal par un message automatique qui informe sur ce fait.

Question urgente 2602 (30.07.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les aides financières pour les centres de formation privés non conventionnés dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :

Och wann de Secteur am Mäerz ganz séier op virtuell Coursë geschwächt huet, esou hunn d'Ubidder vu private Sproochecoursen duerch Covid-19 en Abroch vum Émsaz vun tëschent 50 % bis 95 %. D'Betriber hu säit dem Confinement vill Coursë misse stornéieren, respektiv buchen d'Betriber wéinst der finanzieller Onsécherheet de Moment keng weider Formatiounen fir hir Mataarbechter. Déi aktuell Gesetzter mat deenen d'Betriber finanziell Ënnerstützung kënnen ufroen, couvréieren net de Secteur vun de „centres de formation privés non conventionnés“. Ouni eng séier finanziell Hëllef, riskéiere vill Ubidder Mataarbechter mussen ze kënnegen, respektiv ganz mussen zouzemaachen.

An dësem Kontext, well ech gäre folgend Froen un den Här Educatiounsminister an un den Här Minister fir Mëttelstand stellen:

- Sinn d'Ministeren au courant vun der Prekaritéit am genannte Secteur?

- Gedenken d'Ministeren de betraffene Betriber eng finanziell Hëllef zoukommen ze loossen?

- Wa jo, wéini?

- Wann nee, aus wéi enge Grënn gëtt dëse Secteur vun de Bähëlfelefen ausgeschloss?

Réponse (03.08.2020) de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

D'Pandemie vum Coronavirus Covid-19 ass eng gesondheetlech a wirtschaftlech Erausforderung fir eis Gesellschaft. Fir d'Gesondheet vun den Awunner beschtméiglech ze schützen an d'Verbreedung vum Covid-19 anzudämmen, huet d'Lëtzebuurger Regierung missen déifgräifend Moossnamen huelen. Dës alternativlos Mesuren hunn e groussen Impakt op d'Wirtschaft. Fir eis Betriber an dësem Kontext beschtméiglech ze ënnerstëtzen, huet d'Regierung verschidden Hëlfelesmesuren en place gesat. Ubidder vu private Sproochecoursen konnten a kenne virum dësem Hannergrond vun enger Rei un Ënnerstützungsmoossnamen profitéieren. Betriber, déi hir Clienten an engem Sall empfangen hunn an dohier keng Coursë méi konnten halen, waren eligibel fir eng éischt net remboursabel Direkthëllef an Héicht vu 5.000 Euro. Des Weidere konnten d'Independanten, déi déi néideg Krittären erfëllen, eng net remboursabel Direkthëllef vun 2.500 Euro respektiv 3.000 bis 4.500 Euro ufroen. Ubidder vu private Sproochecoursen konnten zudeem vun der zweeter net remboursabel Direkthëllef an Héicht vu 5.000 Euro profitéieren, wa si eng Baisse vun iwwer 50 % vun hirem Chiffre d'affaires konnten nowiesen. Weider Ënnerstützungsmoossnamen op déi d'Ubidder vu private Sproochecoursen zréckgräife kënnen, sinn eng remboursabel Avance vu bis zu 500.000 Euro an de Chômage partiel.

fares konnten nowiesen. Weider Ënnerstützungsmoossnamen op déi d'Ubidder vu private Sproochecoursen zréckgräife kënnen, sinn eng remboursabel Avance vu bis zu 500.000 Euro an de Chômage partiel.

Question urgente 2609 (31.07.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Georges Mischo** (CSV) concernant la méthode du « pooling » dans le cadre du dépistage à grande échelle de la Covid-19 :

Den 22. Mee 2020 huet Lëtzebuerg de Large-Scale-Testing (LST) lancéiert. D'Autoritéiten hu sech am Kontext vum deem Screening awer net op eng eenzel Testmethod baséiert. Am Géigendeel, d'Madamm Minister huet dem Luxembourg Institute of Health eng Derogatioun accordéiert an et esou dësem Institut erlaabt, déi sougenannte Pooling-Method ze applizéieren mat der Zilsetzung d'Testcapacitäten ze erhéijen.

Op science.lu kann een zu der Pooling-Method Folgendes liesen:

„Pooling bedeutet, dass vier Tests gleichzeitig ausgewertet werden. Diese ist möglich, da man insgesamt noch relativ wenige positive Fälle erwartet. Ist die gepoolte Analyse positiv, werden alle vier Proben nochmals separat überprüft. Durch diese Methode kann die Kapazität der großflächigen Testung bei gleichbleibender Qualität erhöht werden.“

En engem „Time“-Artikel steet dozou:

“The idea [behind pooling] is to get more out of each Covid-19 test by skimming off a small amount of material from each person's sample, combining them into a single 'sample' and running the test on that. If the sample is negative, then there's a good chance that all of the people who contributed to that sample are negative for Covid-19. If the pooled sample is positive, then technicians go back and test each sample separately to determine which one was positive.”

Duerfir wéilt mir folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Gëtt d'Pooling-Method och zu Lëtzebuerg gemäss der virgenannter Beschreibung duerchgefouert, i. e. dass wann de kombinéierten Test positiv ass, dass dann déi eenzel Echantillonen eng zweete Kéier getest ginn?

- Sollt dat net Fall sinn, kéint et dann net sinn, dass duerch d'Pooling-Method net vum Virus betraffe Persounen als „positiv“ getest gëllen, obwuel se et net sinn? Wéi héich ass d'Probabilitéit, dass et an deem Kontext zu „falsche positive“ kënn?

- Wat geschitt mat deene betraffene Leit?

• Ginn allegueren d'Persounen, déi am gepoolten Test „positiv“ waren, direkt vum Gesondheitsdirekter fir zwou Wochen an Isolatioun gesat, obwuel se méiglecherweis net „positiv“ sinn/waren?

• Wann net, gëtt deem zweeten Test mat dem net gepoolten Echantillon ofgewart ier de Gesondheitsdirekter eng Isolatiounsordonnanz rausgëtt?

- Ginn et méiglecherweis Leit, déi onrechtméisseg hir Fräiheet entzu kruten?

- Besteet nieft engem Recours virum Verwaltungsgeriicht, och d'Méiglechkeet vun engem Recours gracieux beim Santésdirekter?

• Wa jo, zitt de Gesondheitsdirekter op Virweise vun engem negativen Diagnostiktest seng Isolatiounsordonnanz zréck?

• Wann nee, wéi solle sech déi betraffe Persounen uleeën, fir virzäiteg aus der Isolatioun rauszekommen?

- Kann d'Madamm Minister eis soen, ob d'Tester, déi d'Leit kënnen maachen, wa se an d'Ausland mussen, och „gepoolt“ ginn/goufen?

- Kann d'Madamm Minister eis soen, wéi vill Tester fir de Large-Scale-Testing kaf goufen? Wéi vill där Tester si, Stand haut, nach disponibel?

Réponse commune (05.08.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

Fir d'éischt géife mir gäre preziséieren, dass d'Derogatioun fir de Pooling-Protokoll natierlech net un de Luxembourg Institute of Health (LIH) gaangen ass, mee, wéi d'Gesetz dat virgesäit, un en autoriséierte „laboratoire d'analyses médicales“, deen am Géigesaz zu engem Fuerschungsinstitut och diagnostesch Tester op mënschlechen Echantillonen ka maachen, an dat a voller Conformitéit mat engem „système d'assurance qualité“. Dëse Laboratoire schafft als Sous-traitant am sougenannte Large-Scale-

Testing (LST) fir den LIH, dee just d'Coordinatioun mécht.

De Pooling gëtt no engem Protokoll gemaach, deen och vun anere Laboen am Ausland benotzt gëtt. D'Universitéit vu Frankfurt huet de Protokoll, deen zu Lëtzebuerg aktuell benotzt gëtt, entwéckelt. Hei gi véier Echantillonen - vu véier verschiddene Leit - zesammen analyséiert. Wann dat Resultat negativ ass, kréien déi véier Leit direkt dat negatiivt Resultat per SMS matgedeelt. Wann d'Analys vun de véier Echantillonen positiv ass, heescht dat, dass entweder een, zwee, dräi oder déi véier Echantillone positiv sinn. An dësem Fall gëtt dann direkt all Echantillon eenzel analyséiert (op deem selwechten Ofstréch), genau wéi en normalen diagnostesch Test, fir ze wësse wéi eng Echantillone vun deene véier da positiv sinn. Et gëtt also nimools e provisorescht Resultat un d'Leit kommunizéiert, dat net an engem diagnosteschem Test kontrolléiert gouf.

D'Zuel vun de „falsch positive“ Resultater mat der PCR-Technologie esouwuel beim Large-Scale-Testing wéi bei der normaler Routinediagnos, ass extreem geréng. De richtege Problem vun der PCR ass éischer e Risk vu „falsch negative“ Resultater, well de Virus entweder a ganz kleng Quantitéite virläit oder well den Ofstréch net déif genuch am Hals gemaach gouf. Dat heescht, et verpasst een éischer d'Diagnos vun Infektiounen, wéi dass ee géif zevill „falsch positiv“ Diagnosen erausginn, sou wéi dat och aus wëssenschaftleche Studien ervirgeet³.

D'Inspection sanitaire vun der Gesondheitsdirektioun mécht de Suivi vun de betraffene Leit, déi positiv getest goufen.

Well keng provisoresch Resultater vum Large-Scale-Testing un d'Leit kommunizéiert ginn, an all positiven Test systematesch an engem Standard Routinetest kontrolléiert gëtt, ginn déi positiv geteste Leit aus dem LST genau wéi all aner Leit behandelt, déi e positiiv Testresultat hunn, a kommen zwou Wochen an Isolement. An deem Sënn kann een och duerch de systemateschen diagnostesch Test ausschléissen, dass Leit onrechtméisseg hir Fräiheet entzu kréichen.

Falls Leit awer mengen, falsch behandelt ginn ze sinn an ongerechterweis oder ze laang an Isolement gesat gi wieren, kënnen si och direkt de Gesondheitsdirekter oder d'Inspection sanitaire kontaktéieren. Dëst kënn geleentlech vir, wann d'Inspection sanitaire net déi genau Informatioun iwwert den Ufank vun de Symptomer oder den Datum vum Ofstréch huet, mee nëmmen den Datum vum Testresultat, an net d'Méiglechkeet hat, mat der betraffener Persoun selwer ze schwätzen (z. B. wa keng valid Telefonsnummer bekannt ass, oder d'Persoun net ophiéit). An deem Fall kann eng Dauer vun engem Isolement nodréiglech korrigéiert ginn (op 14 Deeg nom Ufank vun de Symptomer respektiv, wa keng Symptomer do sinn, nom Datum vum Ofstréch, op Basis vum schrëftlechen Testresultat mat dem Datum vum Ofstréch). Dësen direkte Kontakt mat der Administratioun mécht normalerweis e Recours virum Verwaltungsgeriicht iwwerflësseg.

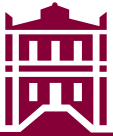
Wéi schonns erkläert, baséiert all Decisioun vum Gesondheitsdirekter op enger Confirmatioun duerch ee Standard Diagnostest, a keng Persoun gëtt op Basis vum éische Resultat vun engem gepoolten Test eisch isoléiert. An deem Sënn mussen och duerno keng weider Korrektiounen no engem nodréiglechen Diagnostest gemaach ginn.

All Tester fir Leit, déi en negatiivt Resultat brauchen fir an d'Ausland ze furen, an déi vun der Regierung gratis zur Verfügung gestallt ginn, ginn iwwert de Large-Scale-Testing gemaach, also no der Pooling-Prozedur. Déi Resultater ginn och d'selwecht duerch en Diagnostest confirméiert ier e positiivt Resultat erausgeet.

Fir de Large-Scale-Testing goufen 333.333 Tester bei der Firma „Fast Track Diagnostics“ kauft. Dovu sinn am Moment nach ronn 78.500 Tester iwwreg.

Question urgente 2614 (03.08.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les cas de la Covid-19 dans des colonies de vacances :

³ Variation in false-negative rate of reverse transcriptase polymerase chain-based Sars-CoV-2 tests by time since exposure. LM Kucirka et al. Ann Intern Med 2020, May 13, M20-1495.



Eisen Informatiounen no ginn et eng Rei vu positive Covid-19-Fäll och a verschiddene Lëtzebuurger Summerkolonien. Dës Kolonië si jo ganz beléift a bidden och eng flott Méiglechkeet an Alternativ zu de Vakanzen. Bis zum Enn vun der Sommervakanz stinn och nach eng ganz Rei vu Kolonien un.

An deem Kontext, wëll ech gäre folgend Froen un den Här Minister vun der Educatioun a Jugend, an un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

1. Sinn d'Ministèren au courant vun deser Entwécklung an de Summerkolonien?
2. Wier et sännvoll, wann esouwuel d'Moniteuren, wéi och d'Kanner sech virun der Kolonie géifen teste loosse, fir eng gewësse Sécherheet ze hunn?
3. Gedenken d'Ministèren d'Consigné fir d'Moniteuren an de Kolonien ze verdäitelen, gegebenefalls d'Recommandatiounen, déi d'Responsabel vum SNJ hinne ginn hunn, ze verschärfen?
4. Wa jo, wéini, wat genee a wéi?
5. Wéi gesäit et aus mat der Logistik an den Dortoïre fir d'Kanner? Gëtt et do eng nei Consigne, wéi vill Kanner zesummen an de respektive Kummere kënnen beieene schloufen?

6. Wou fannen déi Responsabel séier Hëllef, wa si Froen hunn am Fall vu Bedenken zu engem Kand, dat Symptomer huet?

7. Wier et net sännvoll, wann déi Responsabel vun de Kolonien am Virfeld dem Ministère sämtlech Nimm vu Kanner géifen zoukomme loosse, sou dass am Fall wou si géifen e Kand mat Symptomer missten heemschécken, an dat positiv géif getest ginn, de Ministère direkt wéisst em wéi e Grupp et sech géif handelen an domadder déi néideg Demarché kéint ënnerhuelen?

8. Wëssen déi Responsabel vun de Kolonië, wéi si sech solle verhalten par rapport zu deenen anere Kanner am Fall vun engem Kand, dat Symptomer huet a schonn isoléiert ass? Missten si do net dee Moment eng Maskepflicht aféieren?

Réponse commune (10.08.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Et si bis elo dräi Fäll vu Campen oder Kolonië bekannt, wou Participanté positiv op Covid-19 getest goufen. Eemol am Kader vun engem Contacttracing an zweemol, well ee Participant Symptomer gewisen hat. An deenen dräi Fäll gouf de Camp oder d'Kolonie ofgebrach an d'Participanté sinn a Quarantän gaangen an hu sech teste gelooss. An deenen dräi Fäll waren d'Tester vun deenen anere Participanten negativ.

ad 2. Ganz vill Animatoure loosse sech virun dem Camp oder der Kolonie fräiwëlleg oder op Ufro vum Organisateur testen. Et sinn och vill Elteren, déi hir Kanner virun der Kolonie oder dem Camp teste loosse. Deen Test ass keng Obligatioun a gëtt och keng definitiv Sécherheet.

Allgemeng gëtt bei de Campen a Kolonië ganz vill Wäert op Preventioun geluecht. Et gi spezifesch Recommendatiounen vum Ministère de la Santé fir d'Campen an d'Kolonien. Déi gesinn ënner anerem vir: eng maximal Unzuel vun de Participanten, eng Andeelung a méi kleng Grupp bei gréisseren Campen oder Kolonien, eng maximal Unzuel vu Kanner op lesdëscher, d'Anhale vun de Geste-barrièren duerch d'Animatoure, d'Anhale vun de Geste-barrière vun alle Participanten ausserhalb vun hirem Grupp, d'Sensibiliséierung vun de Participanten.

D'Organisatoure vun de Kolonien hunn zousätzlech eege sanitär Konzepter, déi op déi jee-weileg Situatioun passen, ausgeschafft.

Donieft goufen ugangs Juli Formatiounen fir Animatoure organiséiert, fir d'sanitär Recommendatiounen ze erklären an ze weisen wéi een des praktesch ëmsetze kann. Et gouf do speziell op Situatiounen higewisen, déi sech op Campen oder Kolonië presentéieren an déi vermidde mussen ginn: Ophalen an zouene Raim, haart Sängen oder Jäizen etc. En anere Volet war den Émgang mat eventuelle Krankheetsymptomer a wéi an deene Fäll soll reagiert ginn. Et gouf och Sensibiliséierungsmaterial, wéi zum Beispill speziell Affichen, virgestallt an diffuséiert. E speziellen Internetsite www.coronavirus.enfance-jeunesse.lu regroupéiert d'Informatiounen an d'pedagogesch Material. D'Animatoure goufen an der Formatioun opgefuerdert, responsabel ze handelen a wichteg Messagë waren: „Animatouren an Animatoure mussen sech selwer

schützen, fir d'Kanner ze schützen.“ an „Animatouren an Animatoure hunn dës Joer eng besonnesch Verantwortung!“. Et hu ronn 1.300 Animatoure aus allen Organisatiounen bei där Formatioun matgemaach.

No den dräi éischte Woche ginn eisen Informatiounen no, déi sanitär a pedagogesch Recommendatiounen gutt ëmgesat an et gëtt responsabel gehandelt.

ad 3. Den SNJ huet keng eege Recommendatiounen erausginn, mee baséiert sech op déi vum Ministère de la Santé. Den SNJ huet déi Recommendatiounen vun der Santé erkläert an diffuséiert. En huet se ergänzt duerch praktesch Iddien, wéi een se kannergerech a flott ëmsetze kann.

Et gouf eng éischt Versioun vun de Recommendatiounen vum Ministère de la Santé fir d'Kolonië vum 15. Juli un. Den 23. Juli koum, opgrond vun de méi héijen Zuele vun Infektiounen, eng verschärfte Versioun eraus fir d'Campen an d'Kolonië vum 1. August un. Den SNJ huet den Organisatoure déi nei, verschärfte Recommendatiounen zoukomme gelooss, soubal se eraus waren. D'Organisatoure goufen invitéiert, se méiglechst scho virum 1. August, och bei de lafende Campen a Kolonien, ëmsetzen.

ad 4. Fir de Risiko ze verklengere, gëtt an der verschärfte Versioun⁴, déi vum 1. August un gëlt, zousätzlech commandéiert, de Camp oder d'Kolonie, wou méi wéi 30 Kanner deelhuelen, a méi kleng Gruppen ze ënnerdeelen. Déi funktionéieren dann am Prinzip als Grupp bannent dem Camp oder der Kolonie als eng kleng „bulle de contact“, dat heescht, datt si d'Geste-barrièren anhalen, wa se sech mat aneren treffen.

ad 5. Et gi keng spezifesch Recommendatiounen zu den Zelten oder Dortoïren. D'Campe sinn an Zelter, wou d'Zuel eleng duerch d'Gréisst vun den Zelten begrenzt ass. An der Reegel gi manner Kanner wéi soss zesummen an en Zelt geluecht. An de Chaleten ass d'Situatioun änlech: déi meescht Organisatoure beleeden d'Zëmmer nëmmen hallef esou vill wéi an normalen Zäiten, respektiv uechten op méi Distanz tëscht de Better.

Et gi keng nei Consignen an deem Beräich. Nei Reegelen an deem Beräich géif mat sech bréngen, datt Campen oder Kolonien ofgesot misste ginn oder datt Kanner missten heemgeschéckt ginn, well et organisatoresch net machbar ass, op enger bestëmmter Plaz méi Zëmmer oder zousätzlech Zelter ze kréien.

ad 6. D'Recommandatiounen si kloer fir de Fall, wou Participanté Krankheetsymptomer weisen: d'Organisatoure mussen e Raum virgesinn, an deem all Participant, dee Krankheetsymptomer (Corona oder soss) opweist oder wou et Bedenke gëtt, isoléiert muss ginn. De Participant muss dann esou séier wéi et geet de Camp oder d'Kolonie verloossen a bei den Dokter goen, deen dann decidéiert, wat weider gemaach muss ginn. Am Noutfall fannen d'Responsabel vun de Campen oder Kolonië séier Hëllef bei hire jee-weilegen Organisatiounen, déi hirersäits mat de Ministère a mam SNJ a Kontakt stinn.

ad 7. D'Recommandatiounen gesi fir, datt d'Organisatoure Lëschtchen vun de Participanten an Encadranté prett hunn, fir wann e Fall optriede géif an am Kader vum Contacttracing d'Kontaktdate gefrot ginn.

ad 8. Bei de Fäll, déi bis elo opgetruede sinn, gouf de Camp respektiv d'Kolonie ofgebrach an d'Kanner respektiv d'Jugendlechen sinn heemgaangen, hu sech an d'Quarantän gesat a sech teste gelooss. D'Responsabel hale sech un d'Instruktiounen vun dem Ministère de la Santé, wann e Fall optritt.

Question urgente 2626 (05.08.2020) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant l'**explosion à Beyrouth** :

Zu Beirut sinn 100 Mënschen no enger Explosioun vun enger Lagerhal ëm d'Liewe komm. Weider 4.000 Mënsche goufe verletzt. D'Land ass am Ausnahmezustand an d'Situatioun ass, de Berichter vu verschiddene Medien no, katastrophal.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Kooperatioun dës Fro stellen:

- Wäert d'Lëtzebuergesch Regierung dem Libanon an iergendenger Form hëllef? Falls jo, wat gëtt gemaach?

⁴ <https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/direction-sante/000-covid-19/000-covid-191-annexes/recommandations-sanitaires-vacances-camps-colonies.pdf>

Réponse commune (12.08.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire* :

Am Kontext vun de schwéieren Explosiounen zu Beirut, huet d'Regierung virgesinn op verschidden Aart a Weisen ze hëllef.

De 6. August 2020, dat heescht zwee Deeg no den Explosiounen um Hafe vu Beirut, ass e Mataarbechter vun der Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten aus dem Ausseministère mat enger Spezialistenasazekipp vun UNDAC (United Nations Disaster Assessment and Coordination) op Beirut geschéckt ginn, fir d'Situatioun an d'Besoinen op der Plaz ze evaluéieren an d'Koordinatioun vun de verschiddenen Asazekippen ze assuréieren.

Donieft huet den Central Emergency Response Fund (CERF) (Fonds central d'intervention d'urgence) vun der UNO leschte Freideg, de 7. August 2020, sechs Milliounen US-Dollar fir humanitär Hëllef zu Beirut deblockéiert. De CERF ass en humanitäre Fong, an deem d'Baillieuren abezuelen, fir datt d'UNO an Urgencesituatiounen séier déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung huet, fir geziilt humanitär Hëllef ze leeschten. Lëtzebuerg ënnerstëtzt dese Fong all Joer mat ronn fënnf Milliounen Euro. Bei Katastrophen ewéi déi zu Beirut, erweist sech des Kontributioun als ëmsou méi wichteg, well et den humanitären Acteuren erlaabt, ganz séier do ze hëllef, wou Hëllef gebraucht gëtt.

Lëtzebuerg wäert och den Appel d'urgence fir de Libanon vun der Fédération internationale des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), deen de 9. August lancéiert gouf, mat 100.000 Euro ënnerstëtzen. Dës Kontributioun wäert et der FICR erméiglechen, der libanesescher Croix-Rouge an hirer humanitärer Aarbecht iwwert déi nächst Zäit, fir déi affektiert Persounen zu Beirut ze hëllef.

Lëtzebuerg bleift doriwwer eraus och weiderhi mat sengen humanitäre Partnerorganisatiounen a Kontakt, fir d'Evolutioun vun den humanitären Besoinen zu Beirut an am Libanon ze suivéieren.

Question urgente 2683 (19.08.2020) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **situation politique au Mali et au Sahel** :

Am Mali koum et hënt zu engem Putsch vun der Arméi, woubäi de President vun der aktueller malescher Regierung zréckgetrueden ass. D'Putschisten haten ugekënnegt, Neiwalen ofzehalen an déi bestoend international Traitéeen ze respektéieren. Zënter 2015 ass och d'EU militäresch am Mali aktiv, fir d'bannenzeg Sécherheet am Mali ze ënnerstëtzen an d'Sécherheitsreforme vun der malescher Regierung ze ënnerstëtzen. An der sougenannter Mission civile EUCAP Sahel Mali huelen och zwee Lëtzebuurger Zaldoten deel.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Verdeedegung dës Fro stellen:

1. Wéi evaluéiert d'Regierung de Putsch am Mali a wäert e Konsequenze fir d'Missioun EUCAP Sahel Mali mat sech zéien?

2. Huet sech d'Risikolag fir eis Zaldoten am Mali ënnert der d'EUCAP-Sahel-Missioun verännert?

3. Sinn eis Zaldoten am Mali a Sécherheet?

Réponse commune (26.08.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

ad 1. Antikonstitutionell Mesurë kënnen op kee Fall eng Äntwert sinn op déi déif gesellschaftspolitesch Kris, déi de Mali säit Méint duerchlieft. D'Militär muss d'Muecht un d'Zivilisten zréckginn an dese sozialpoliteschen Transitiounsprozess muss zu demokratesche Wale féieren. Mir ruffen, zesumme mat der Europäescher Unioun, zu engem inklusiven Dialog am Mali op, fir e Konsens ze erreechen deen déi demokratesch Verfassungsprinzippen, internationalt Recht a Mënscherechter respektéiert. Dës ass deen eenzegen Wee, fir déi weider Destabiliséierung net nëmme vun Mali mee vun der ganzer Sahel-Regioun ze vermeiden.

D'Konsequenze fir d'zivil Missioun vun der Europäescher Unioun EUCAP Sahel Mali si fir de Moment nach onkloer. Mir sinn amgang, zesumme mat onsen europäesche Partner, d'Situatioun ze analyséieren, fir déi eventuell nächst Schrëtt kënnen duerchzuführen.

ad 2. D'Missioun EUCAP Sahel Mali ass eng zivil EU-Missioun an där keng Lëtzebuurger Zaldote matmaachen. Allerdéngs ass säit dem 1.

Juni 2019 e Lëtzebuurger Polizist un deser Missioun bedeelegt. D'Lëtzebuurger Zaldoten huelen Deel un der Missioun EUTM Mali an un der UNO-Missioun MINUSMA. De Putsch am Mali huet eng problematesch Sécherheitssituatioun nach méi volatil gemaach, ouni awer dass d'Risikolag fir d'Lëtzebuurger sur place am Moment sech grondleeënd geännert hätt.

ad 3. Eng honnertprozenteg Sécherheet kann et an engem Land wéi dem Mali an am Kontext vun esou Missiounen net ginn. Allerdéngs sinn d'Lëtzebuurger Zaldoten deemtsprechend ausgegibt an ekipéiert, fir dass de Risiko kann op e Minimum reduzéiert ginn. Nom Putsch hunn d'Missiounen hir Memberen ugewisen an de Lageren ze bleiwen, d'Bewaffnung ass der Situatioun ugepasst ginn an d'Evakuatiounspläng gi Revue passéiere gelooss. D'Stroosse sinn am Moment roueg an d'Putschisten hunn ugekënnegt, hir Kooperatioun mat den internationale Missiounen weiderféieren ze wëllen. Mëttlerweil ass den erhéichte Stade d'alerte an nees erofgefuehert ginn an d'Militär dierfen hir Base fir essenziell Displacementer verloossen.

Question urgente 2684 (19.08.2020) de **MM. Marc Goergen** et **Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **sécurité des soldats luxembourgeois au Mali** :

Am Mali koum et hënt zu engem Putsch vun der Arméi, woubäi de President vun der aktueller malescher Regierung zréckgetrueden ass. D'Putschisten haten ugekënnegt, Neiwalen ofzehalen an déi bestoend international Traitéeen ze respektéieren. Zënter 2015 ass och d'EU militäresch am Mali aktiv, fir d'bannenzeg Sécherheet am Mali ze ënnerstëtzen an d'Sécherheitsreforme vun der malescher Regierung ze ënnerstëtzen. An der sougenannter Mission civile EUCAP Sahel Mali huelen och zwee Lëtzebuurger Zaldoten deel, déi potenziell tëscht Fronte kéinte geroden.

An deem Zesammenhang wëllt mir de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a Verdeedegung dës Fro stellen:

1. Huet sech d'Risikolag fir eis Zaldoten am Mali ënnert der EUCAP-Sahel-Missioun verännert?

2. Plangt d'Regierung, fir eis Zaldoten ze rapatriéieren oder op der Plaz ze loosse? Falls d'Zaldote sollten am Mali bleiwen, wéi eng zousätzlech Sécherheitsmoossname gi getraff?

3. Huet de Minister Kenntniss dovunner wien am Moment am Mali d'Kontroll ausüübt?

4. Wéi ass d'Positioun vu Lëtzebuerg par rapport zum presuméierte Putschversuch am Mali?

Réponse commune (26.08.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

ad 1. D'Missioun EUCAP Sahel Mali ass eng zivil EU-Missioun an där keng Lëtzebuurger Zaldote matmaachen. Allerdéngs ass säit dem 1. Juni 2019 e Lëtzebuurger Polizist un deser Missioun bedeelegt. D'Lëtzebuurger Zaldoten huelen Deel un der Missioun EUTM Mali an un der UNO-Missioun MINUSMA. De Putsch am Mali huet eng problematesch Sécherheitssituatioun nach méi volatil gemaach, ouni awer dass d'Risikolag fir d'Lëtzebuurger sur place sech am Moment grondleeënd geännert hätt.

ad 2. D'Regierung plangt net d'Zaldoten ze rapatriéieren. Nom Putsch hunn d'Missiounen hir Memberen ugewisen an de Lageren ze bleiwen, d'Bewaffnung ass der Situatioun ugepasst ginn an d'Evakuatiounspläng gi Revue passéiere gelooss. D'Stroosse sinn am Moment roueg an d'Putschisten hunn ugekënnegt, hir Kooperatioun mat den internationale Missiounen weiderféieren ze wëllen. Mëttlerweil ass den erhéichte Stade d'alerte an nees erofgefuehert ginn an d'Militär dierfen hir Base fir essenziell Displacementer verloossen.

De Lëtzebuurger Polizist, dee sech un der zivilen Missioun EUCAP Sahel Mali bedeelegt, befënnt sech de Moment zu Lëtzebuerg.

ad 3. Am Moment gëtt et keng Autoritéit, déi d'Kontroll iwwert de ganzen Territoire vun Mali ausüübt. Nom Oftrëtt vum President Ibrahim Boubacar Keïta huet de Colonel Assimi Goïta sech als President vum nei gegrënnte Comité national pour le salut du peuple (CNSP) den 19. August presentéiert. De Membere vun CNSP hiren Aussoen no hunn si keng politesch Ambitiounen, mee wëllen op eng schnell, politesch an zivil Transitioun hischaffen. Hire eegene Aussoen no hunn si och kee Lien mam Oppositionsmouvement M5-RFP (Mouvement du 5 juin - Rassemblement des forces patriotiques), eng Koalitioun aus zivilgesellschaftlechen a reliése Beweegungen, déi scho säit e



puer Méint d'Demission vum President Keita gefuerdert hat. Den MS-RFP huet deklariert, dass si bereet sinn, mam CNSP zesummen en enger Transitioun ze schaffen.

ad 4. Antikonstitutionell Mesurë kënnen op kee Fall eng Äntwert sinn op déi déif gesellschaftspolitesch Kris déi de Mali säit Méint duerchlieft. D'Militär muss d'Muecht un d'Zivilisten zréckginn an dese sozialpoliteschen Transitiounsprozess muss zu demokratesche Wale féieren. Mir ruffen, zesumme mat der Europäescher Union, zu engem inklusiven Dialog am Mali op, fir e Konsens ze erreechen deen déi demokratesch Verfassungsprinzipien, international Recht a Ménscherechter respektéiert. Dëst ass deen eenzege Wee, fir déi weider Destabiliséierung net nëmme vum Mali, mee vun der ganzer Sahel-Regioun, ze vermeiden.

Question urgente 2689 (19.08.2020) de M. Paul Galles (CSV) concernant la situation politique au Mali et au Sahel :

Nom Militärsputsch am Mali fäerte vill Observateuren eng nei Degradatioun vun der Sécherheetslag am Mali an doriwwer eraus. Sou goufe virun zéng Deeg am Niger, Mataarbechter vun enger franséischer ONG vun enger arméierter Grupp attackéiert an ëmbruecht. Haut soll och den UN-Sécherheetsrot sech mat der Situatioun am Mali befaassen.

Lëtzebuerg ass op ville Pläng an der Regioun engagéiert. Op humanitärem Plang, am Beräich Entwécklungszesummenaarbecht awer och um Niveau vun der Sécherheet.

Nach ufanks dës Joers huet déi deemoleg Ministerin fir Entwécklungszesummenaarbecht ënnerstrach, dass d'Sécherheetslag evidenterweis e groussen Impakt op bestoend Projeten hätt. Vum 19. Mee 2020 bis den 19. Juni 2022 sollten och nom Rotatiounsprinzip 27 Zaldoten un der EU-Missioun EUTM Mali deelhuelen.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Aussen- an Europaminister, un den Här Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten an un den Här Verdeedegungsminister stellen:

1. Wéi bewäerten d'Ministren d'Sécherheetslag an der Sahel-Regioun?
2. Wéi vill Persounen vu Lëtzebuerg ONGe befanne sech aktuell an där Regioun? Wéi garantéiert d'Regierung d'Sécherheet vun deene Leit op der Plaz? Kréien d'ONGe vun eise staatleche Servicer eng Aart „guidance“ wéi si sech ze verhalten hunn, fir keen onnëtz Risiko anzugeen?
3. Ass séchergestallt, dass dës Persounen jee no Entwécklung vun der Situatioun direkt rapatriéiert kënnen ginn? Wéi séier kann esou e Rapatriement op d'Bee gestallt ginn?
4. Wéi en Impakt huet dës Situatioun konkret op d'Duerchféiere vu Projeten am Beräich Entwécklungszesummenaarbecht?
5. Wéi vill Lëtzebuerg Zaldoten hale sech den Ament an der Sahel-Regioun op? Wéi gëtt hir Sécherheet beschtméiglech garantéiert?

Réponse commune (25.08.2020) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, et de M. François Bausch, Ministre de la Défense :

ad 1. Obschonn d'Sécherheetslag an der Sahel-Regioun scho säit längerem immens volatil ass, schwätzen d'Experten haut vun enger „kompletter Kris“ an där d'Degradatioun vun der Sécherheet, der Wirtschaft, de politesche Fundamente, der Gesellschaft esouwéi och der humanitärer a klimatescher Situatioun sech géigesäitig verstärken. Déi sozial an ekonomesch Konsequenze vun der Covid-19-Pandemie erhéijen zousätzlech den Drock op déi besonnesch vulnerabel Bevëlkerungsgruppen, an dat virun allem wat hir Liewensméttelsécherheet ugeet. Duerch déi rezente dschihadistesche Attack géint aacht Zivilisten zu Kouré am Niger

esouwuel wéi de Putsch am Mali, spëtz sech déi allgemeng Sécherheetslag an der Regioun weiderhin zou.

Wat d'Lëtzebuerg Zaldoten am Mali betrëfft, huet sech d'Sécherheetslag net grondleeënd geännert. D'Missiounen hunn hir Membere ugewisen an de Lageren ze bleiwen, d'Bewaffnung ass der Situatioun ugepasst ginn an d'Evakuatiounspläng gi Revue passéiere gelooss. D'Stroosse sinn am Moment roueg an d'Putschisten hunn ugekënnegt, hir Kooperatioun mat den internationale Missiounen weiderféieren ze wëllen. Mëttlerweil ass den erhéichte Stade d'alerte och nees eroufgefuert ginn an d'Militär dierfen hir Base fir essenziell Deplacementer verloossen.

Och d'Mataarbechter vun de Lëtzebuerg Ambassaden am Sahel goufen ugewisen, an deene respektiven Hauptstied ze bleiwen. Den Ausseministère (MAEE) verweist weiderhin op d'Reeswarnunge vu sengen europäesche Partner a réit un all privater Rees an de Burkina Faso, Mali an Niger of.

ad 2. Lëtzebuerg ass, an der Entwécklungszesummenaarbecht, scho säit ville Joren am Mali wéi och an der Regioun, mat enger schwiereger a volatiliter Sécherheetslag confrontéiert. Ons Programm sinn deemno deem Kontext ugepasst.

Aktuell sinn néng ONGe mat finanzieller Ënnerstëtzung vum MAEE am Mali aktiv. Am Ganze kofinanzéiert den MAEE aacht Entwécklungsprojeten an zwee humanitär Projeten. Säit Januar 2020 kënnen d'ONGen zousätzlech Ressourcë beim MAEE ufroen, fir Sécherheitsformatiounen oder Ekipementer, fir hir lokal Partner ze finanzéieren. D'ONGen hunn en „duty of care“ a mussen déi noutwendeg Sécherheitsmoossnamen huelen, fir d'Sécherheet vun hire Mataarbechter ze garantéieren. Den MAEE huet och am Januar decidéiert, eng finanziell Ënnerstëtzung un de Cercle de coopération des ONG ze ginn, fir Sécherheitsformatiounen ze organiséieren. Dës Formatiounen sollen d'Mataarbechter vun den ONGen op Sécherheitsrisiken a Konfliktlänner opmierksam maachen. D'Situatioun am Sahel gëtt och regelméisseg mat den ONGe beschwat, an den MAEE gëtt Recommandatiounen zur Sécherheet eraus.

Den MAEE, grad wéi seng Partner, an dorënner och d'LuxDev, ons Agence fir Entwécklungszesummenaarbecht, hu schon eng ganz Rei Mesurë geholl, fir d'Sécherheet vun onse Leit a Mataarbechter sur place sou gutt ewéi méiglech ze assuréieren.

Dozou gehéiert zum Beispill den Austausch mat anere Länner, déi op der Plaz an der Entwécklungszesummenaarbecht aktiv sinn, souwéi och de Rekrutement an d'Zesummenaarbecht mat Sécherheetsexperten, déi déi dagdeeglech Entwécklungen um lokalen Niveau am A behalen a geziilt Recommandatiounen fir d'Verhalten an d'Deplacementer vun den Ekippen ausschaffen. Mir konzentréieren ons permanent, physisch Presenz dofir och souwäit wéi méiglech ëmmer méi a relativ sécheren Zonen a Stied. Wichteg Elementer sinn natierlech och d'Formatioun vun de Mataarbechter esouwuel wéi och d'Ekipement mat deem néidege Material. An deene Beräicher, wéi och um Niveau vun den Infrastrukturen, sinn an deene leschte Jore konsequent Investissementer gemaach ginn.

ad 3. En eventuelle Rapatriement wäert ëmmer mat der Hëllef vun eisen europäeschen an anere Partner organiséiert ginn an hänt vu ville Facteuren of déi momentan et net méiglech maachen, genee anzuschätze wéi séier esou e Rapatriement kéint organiséiert ginn.

ad 4. Wéi virdru beschriwwen, sinn ons Projeten dem Kontext ugepasst a mir konzentréieren ons permanent, physisch Presenz souwäit wéi méiglech ëmmer méi a relativ sécheren Zonen a Stied a probéieren, souvill et geet, mat lokalem Personal dat de Terrain gutt kennt souwuel wéi och mat digitale Mëttelen, d'Ëmsetzung an d'Qualitéit vun eisen Entwécklungsprojeten ze suivéieren an ze assuréieren. Déi sanitär Kris vum Covid-19 huet déi Tendenzen an

innovativ Aarbechtsmethoden an deene leschte Méint natierlech weiderhi verstärkt.

Den aktuelle bilaterale Kader fir eis Entwécklungszesummenaarbecht mam Mali leeft Enn 2020 aus. Mir hunn déi grouss Orientatiounen vun eise nächst a véierte Programme indicatif de coopération (PIC IV, 2021-2025) schon identifizéiert. Wéinst där schwéierer soziopolitescher Kris, déi de Mali säit e puer Méint kennt, war et nach net méiglech dat strateegesch Dokument op héchstem Niveau ze formaliséieren. Wat fir en Impakt déi aktuell Situatioun wäert op de Lancement vun eise Programmer d'nächst Joer hunn, misst sech iwwer déi nächst Wochen a Méint weisen.

ad 5. Et halen sech de Moment véier Lëtzebuerg Zaldoten an der Sahel-Regioun op. Déi respektiv Missiounen ënnerhale Risikoa-nalysbüroen, déi d'Sécherheetslag konstant iwwerwaachen, Stades d'alertes festleeën woufir ënnerschiddlech Mesurë virgesi sinn. Zum Beispill, ass de Stade d'alerte direkt nom Putsch an d'Luucht gesat ginn an all d'Missiounsmembere goufen instruéiert hir Basen net ze verloossen. Och de Bewaffnungsgrad an d'Ekipement vun de Militär, wa se erausréckelen, gëtt der Sécherheetslag ugepasst.

Question urgente 2699 (20.08.2020) de M. Gilles Baum (DP) concernant le classement du Luxembourg comme pays à risque élevé en Suisse :

Le 20 août, le Gouvernement fédéral allemand a retiré le Luxembourg de la liste des régions à risque, car pour la deuxième semaine consécutive le nombre de personnes testées positives à la Covid-19 est en dessous de 50 par 100.000 habitants. Par contre l'Office fédéral de la santé publique suisse a mis à jour le 20 août la liste des États et des territoires qui sont considérés comme « à risque élevé d'infection » et pour lesquels une quarantaine est obligatoire. Ainsi, elle a retiré aujourd'hui les pays suivants de cette liste : l'Arabie saoudite, la Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe, la Serbie et Singapour. Malheureusement, le Luxembourg fait toujours partie de cette liste.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- 1) Pour quelle raison le Luxembourg n'a pas encore été supprimé de la liste de l'OFSP suisse ?
- 2) Monsieur le Ministre a-t-il eu des pourparlers avec les responsables helvétiques dans le but de retirer le Luxembourg de leur liste de pays à risque élevé d'infection, comme cela a été le cas avec les autorités allemandes ?
- 3) Dans l'affirmative, peut-on s'attendre à ce que le Luxembourg soit retiré de cette liste dans les meilleurs délais ?
- 4) Dans la négative, Monsieur le Ministre compte-t-il entamer des pourparlers dans les prochains jours ?
- 5) Qu'en est-il des autres pays européens ? Quels pays européens imposent encore à ce jour des restrictions à l'entrée (test négatif récent, mise en quarantaine obligatoire) aux citoyens luxembourgeois ? Est-ce que Monsieur le Ministre compte également entamer des pourparlers avec les autorités de ces pays ?

Réponse (27.08.2020) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

ad 1) La base juridique pour l'inscription du Luxembourg ainsi que d'une quarantaine d'autres États sur la liste suisse des États à risque élevé d'infection est l'ordonnance « Covid-19 : mesures dans le domaine du transport international de voyageurs ». L'article 3 de l'ordonnance précitée précise qu'il existe un risque élevé d'infection au coronavirus SARS-CoV-2 lorsque l'État ou la zone concernée compte plus de 60 nouvelles infections pour 100.000 personnes pendant les 14 derniers jours. Le Luxembourg compte actuellement encore plus de 60 nouvelles infections pour 100.000 personnes sur 14 jours (non-résidents exclus) et se situe ainsi toujours au-dessus de ce seuil fixé par les autorités compétentes suisses.

ad 2) Les autorités suisses sont informées régulièrement sur l'évolution de la situation épidémiologique au Luxembourg et le Luxembourg s'efforce de sensibiliser les autorités suisses au contexte particulier du Grand-Duché ainsi qu'à sa stratégie de test exhaustive.

ad 3) La liste des États et territoires à risque élevé d'infection est régulièrement actualisée par les autorités suisses. Lors de telles révisions, la Suisse adapte cette liste sur base de la situation épidémiologique qui prévaut dans le pays respectif. Or, tel que détaillé dans la réponse à

la question 1, le Luxembourg se situe à l'heure actuelle toujours au-dessus du critère épidémiologique fixé par la Suisse, à savoir 60 nouvelles infections pour 100.000 personnes pendant les 14 derniers jours.

ad 4) Je me permets de renvoyer ici à ma réponse à la question 2.

ad 5) L'évolution de la situation épidémiologique au Luxembourg a incité certains États européens à introduire des mesures restrictives pour les personnes en provenance du Luxembourg. Parmi les pays de l'Union européenne, des mesures restrictives sont à ce jour en place pour les déplacements de résidents luxembourgeois vers certains « Länder » allemands, Chypre, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, la République tchèque (pour la catégorie spécifique des travailleurs), la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie ainsi que pour les déplacements vers les îles portugaises de Madère et des Açores. Des mesures restrictives s'appliquent également aux voyageurs en provenance du Luxembourg qui souhaitent se déplacer vers le Royaume-Uni, la Suisse, la Norvège et l'Islande. À noter que ces mesures prennent des formes diverses et sont de nature évolutive. De ce fait, il est conseillé aux voyageurs de s'informer avant leur départ des mesures en place dans leur pays ou région de destination.

Tant au niveau politique qu'au niveau administratif, le Gouvernement entend poursuivre ses efforts d'explication afin de fournir aux autorités compétentes des pays respectifs une vision objective de la situation telle qu'elle se présente au Luxembourg.

Question urgente 2740 (28.08.2020) de M. Sven Clement (Piraten) concernant la stratégie de test de dépistage de la Covid-19 :

D'Lëtzebuerg Regierung huet ganz fréi am Kader vun der Covid-19-Pandemie op en effektiven a flächendeckenden Testing gesat, fir d'Pandemie zu Lëtzebuerg an de Grëff ze kréien. Am Géigesaz zu anere Länner goufen d'Tester zu Lëtzebuerg net ofhängeg gemaach dovunner, vu wou een hierkoum oder wien een ass. D'Zil war an ass et, fir méiglech vill Infizéierter ze detektéieren an hir Kontakter ze tracéieren, fir esou Infektionsketten ze ënnerbriechen.

D'Press huet elo rapportéiert, datt de Jean Asselborn, als Ausseminister, en Test zu Berlin refuséiert hätt, mat der Begrënnung, hie wier jo net aus engem Risikogebitt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministren dës Froe stellen:

1. Ass et wouer, datt den Ausseminister vun den däitschen Autoritéiten zu engem Test opgefuerdert gouf an dese refuséiert huet?
2. Falls jo, huet hien dës Decisioun selwer getraff?
3. Huet sech der lëtzebuergescher Regierung hir Meenung zur Teststrategie geännert?
4. Falls nee, sinn d'Madamm Gesondheetsministresch an den Här Ausseminister net der Meenung, datt ee grad als Politiker misst mat guddem Beispill virgoen a sech bei all Invitatioun teste loossen, amplaz dës dës ze refuséieren?

Réponse commune (01.09.2020) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

ad 1. Säit dem 20. August ass de Grand-Duché net méi vun der Däitscher Regierung als Risikogebiet aklasséiert. Well den Aussen- an Europaminister bis nom 20. August am Ausland war, gouf et fir hie keen objektive Grond, esou en Test ze maache respektiv virzeweisen, fir op enger Reunion vun den EU-Ausseministren zu Berlin de 27. an 28. August deelhuelen.

ad 2. Jo.

ad 3. Der Regierung hir Meenung a Saachen Teststrategie huet sech net geännert.

ad 4. D'Regierungsmembere ginn esouwéi och all aner Awunner a Salariéen zu Lëtzebuerg am Kader vum Large-Scale-Testing-Programm getest. Doriwwer eraus sinn och zousätzlech individuell Tester gemaach ginn, wann ëmmer dat néideg war. Den Aussen- an Europaminister ass also schonns eng sëllege Kéieren op de Covid-19-Virus getest ginn an net méi spéit ewéi dës Woch.

Le saviez-VOUS ?

RÉSOLUTION

La résolution est un texte, adopté par la Chambre et adressé à elle-même, par lequel elle prend une décision ou adopte une position. Chaque député a le droit de déposer des projets de résolution. Tout comme une motion, une résolution doit être adoptée à la majorité de la Chambre.